

MINISTÈRE DU TRAVAIL

DIRECTION DU TRAVAIL. — 2^e BUREAU.

BULLETIN

DE

L'INSPECTION DU TRAVAIL

ET DE L'HYGIÈNE INDUSTRIELLE

TRENTE-HUITIÈME ANNÉE

1930



PARIS

IMPRIMERIE NATIONALE

MDCCCXXXIII

ABRÉVIATIONS.

<i>Art</i>	Article.
<i>Bibl.</i>	Bibliographie.
<i>C.</i>	Circulaire.
<i>Cass. cr.</i>	Cour de Cassation, Chambre criminelle.
<i>Cass. civ.</i>	Cour de cassation, Chambre civile.
<i>Cass. ch. des req.</i> ..	Cour de cassation, Chambre des requêtes.
<i>D.</i>	Décret.
<i>C. d'État</i>	Décision du Conseil d'État.
<i>Cour d'app.</i>	Cour d'appel.
<i>Com. des A. et M.</i> ..	Comité consultatif des Arts et Manufactures.
<i>Cons. sup. du Trav.</i>	Conseil supérieur du Travail.
<i>Hyg. et séc.</i>	Hygiène et sécurité.
<i>J. de p.</i>	Juge de paix.
<i>L.</i>	Loi.
<i>L. min.</i>	Lettre ministérielle.
<i>Quest. écr.</i>	Question écrite.
<i>Rep. hebd.</i>	Repos hebdomadaire.
<i>S. pol.</i>	Tribunal de simple police.
<i>Trib. civ.</i>	Tribunal civil.
<i>Trib. corr.</i>	Tribunal correctionnel.
<i>V.</i>	Voir.

TABLE

ALPHABÉTIQUE ET ANALYTIQUE ⁽¹⁾

DES MATIÈRES CONTENUES

DANS LA TRENTE-HUITIÈME ANNÉE (1930).

ABATAGE.

Pages.

A

Abatage en gros (Entreprises d'). —
V. *Bougeries hippophagiques en gros.*

Accidents (Ponts roulants. — Con-
structions navales. — Presses).

En vue de l'examen des mesures à prendre éventuellement contre les accidents graves dus aux ponts roulants et aux presses mécaniques à découper, estamper, emboutir, et aussi ceux survenus dans les chantiers de constructions navales (chantiers de coque), les inspecteurs départementaux devront classer séparément les déclarations d'accidents de cette nature et envoyer au début de chaque trimestre, à leur inspecteur divisionnaire, toutes ces déclarations ainsi que les rapports d'enquêtes subséquents; les inspecteurs départementaux devront joindre aux déclarations d'accidents dans les chantiers de constructions navales un tableau récapitulatif d'un modèle donné, classant les accidents suivant leurs causes et leur gravité. L'inspecteur divisionnaire devra transmettre cette documentation au Ministre du Travail, chaque trimestre (C. du 11 mars 1930). 143

ACCIDENTS.

Pages.

Les prescriptions de la circu-
laire du 11 mars 1930 s'appli-
quent à tous les accidents occa-
sionnés par le fonctionnement des
presses, quelle que soit la nature
des travaux effectués (C. du 17
avril 1930) 147

Accidents du travail.

En constatant qu'aux termes
des prescriptions réglementaires
préventives (article 18) édictées
par l'article 848 du Code local
des Assurances sociales du 19
juillet 1911, maintenu en vigueur
par la loi du 17 octobre 1919, il
est interdit d'employer des mi-
neurs de dix-sept ans au service
des machines dégauchisseuses et
que, conformément au règlement,
l'arbre d'une dégauchisseuse doit
être cylindrique, la Cour d'appel,
en se fondant sur l'article 903 du
Code des Assurances sociales,
peut déduire que l'employeur, qui
emploie un mineur de dix-sept
ans au service d'une dégauchis-
seuse munie d'un arbre carré à
lames, a commis une faute enga-
geant sa responsabilité civile et
que la corporation du bâtiment
doit en conséquence être déchar-
gée du paiement de la rente al-
louée à la victime de l'accident.
(Cass. ch. des requ., 18 février
1930) 205

Calcul de la rente viagère al-
louée

(1) Ont été analysées dans cette table toutes les instructions contenues dans les circulaires et lettres ministérielles, ainsi que les interprétations des textes législatifs et réglementaires qui ont été données par les tribunaux.

	Pages.
Le salaire comprend toutes les rémunérations en argent ou en nature allouées à l'ouvrier en vertu du contrat de travail et qui ne sont pas le remboursement de dépenses mises à sa charge; pour constituer une rémunération, il suffit que les allocations familiales aient été stipulées dans le contrat de travail ou promises dans un règlement d'atelier et que l'ouvrier ait été mis à même de peser les avantages qu'il pouvait en retirer comme contre-partie de son travail, sans qu'il y ait lieu de distinguer si ces allocations sont versées directement à l'ouvrier par le chef d'entreprise ou par une association composée de chefs d'entreprises d'une même industrie. (Cass. ch. des requ., 3 mai 1930).....	206
L'association en cause s'étant obligée envers ses adhérents « à prendre leur lieu et place en cas de différend au sujet des allocations familiales » et leur ayant enjoint de ne pas les faire figurer sur les états de paye communiqués à leurs assureurs, était tenue de se substituer au chef d'entreprise pour le paiement partiel de la rente viagère allouée et « lui devait la garantie qu'il l'avait empêché de se procurer quant aux allocations familiales » et ce, bien que le versement des allocations familiales continué après l'accident ait fait double emploi avec la rente viagère (<i>Ibid</i>)	207
La demande de l'ouvrier et l'action en garantie se rattachant étroitement l'une à l'autre, l'action récursoire était sous la dépendance de l'action principale (<i>Ibid</i>)	207
Commets une faute grave le directeur technique qui néglige d'entourer d'un dispositif protecteur un arbre de transmission « placé dans un local restreint et à la portée des ouvriers » et la société elle-même est responsable à raison de son obligation de veiller à la sécurité de ses ouvriers (Cass. ch. des requ., 1 ^{er} juillet 1930)	208
L'accident dont l'ouvrier est victime dans l'intérieur de l'usine ou ses dépendances au cours des	

	Pages.
démarches faites pour recevoir du chef d'entreprise le salaire convenu, doit être considéré, au sens de la loi du 9 avril 1898, comme survenu à l'occasion du travail, sans qu'il y ait lieu de rechercher si le contrat de louage de services, qui liait les parties, subsistait au moment de l'accident; l'ouvrier en demandant le règlement de son compte agit en vertu du contrat dont il a, pour sa part, rempli les conditions alors que le chef d'entreprise ne l'aura pleinement exécuté que par le paiement du salaire (Cass. ch. des requ., 28 octobre 1930)....	209
L'ouvrier obligé de se rendre au chantier pour y toucher le prix de son travail doit y être protégé dans les mêmes conditions que celles dans lesquelles il y a travaillé (<i>Ibid</i>)	209
Tout accident survenu sur le lieu et pendant la durée du travail doit être considéré comme survenu à l'occasion du travail, sans qu'il soit besoin qu'il se rattache par un lien direct aux occupations mêmes de l'ouvrier qui en a été victime. (Cass. ch. des requ., 29 octobre 1930).....	210
S'il n'est pas permis aux tribunaux de méconnaître ce qui a été nécessairement et avec certitude décidé par la juridiction répressive, ils n'en conservent pas moins leur entière liberté d'appréciation toutes les fois qu'ils ne décident rien d'inconciliable avec ce qui a été jugé par la justice criminelle (<i>Ibid</i>).....	210
Déclaration. — Si en principe les déclarations d'accidents du travail doivent être faites au lieu de l'accident, une déclaration faite au domicile du blessé est valable. (Just. de paix, Fumay, 30 mai 1929).....	222
<i>Idem.</i> — Trib. civil. Ardennes, 22 juillet 1929.....	221

Affichage des textes relatifs à la réglementation du travail.

Le Conseil supérieur du Travail a émis le vœu que l'affichage obligatoire, dans les établissements industriels et commerciaux, du texte intégral de certaines lois ou de certains décrets

	Pages.
concernant la réglementation du travail, soit remplacé par un avis, placé en évidence, rappelant aux travailleurs qu'ils sont protégés par la législation sur les accidents du travail et les invitant à signaler immédiatement à l'employeur ou à ses préposés, tout accident, même bénin, dont ils peuvent être victimes ou témoins. Un avis analogue serait affiché dans les locaux où s'applique la législation sur les maladies professionnelles. (C. 25 septembre 1930)	168
Les inspecteurs divisionnaires du Travail devront faire connaître leurs propositions au sujet des modifications à apporter aux dispositions légales et réglementaires imposant l'affichage des textes relatifs à la réglementation du travail. Les réponses devront être fournies séparément pour chaque disposition et dans l'ordre ci-dessous :	
1° Couchage du personnel ;	
2° Travail des enfants et des femmes ;	
3° Articles 76 et 91 du livre II du Code du travail ;	
4° Intoxication saturnine ; poteries d'étain ; couperies de poils ; acéto-arsénite de cuivre ; infection charbonneuse ; manipulation du linge sale ; soufflage à la bouche dans les verreries ; courants électriques ; air comprimé ; voies ferrées des établissements ; bâtiment et travaux publics ; blanc de céruse et sulfate de plomb (<i>Ibid</i>)	221
Agasse-Lafont (E.). — V. <i>Corps radio-actifs</i> . — <i>Nitrobenzénisme</i> .	
Allocations familiales. — V. <i>Délégés mineurs</i> . — <i>Accidents du travail</i> .	
Assurance (Accidents du travail). — V. <i>Délégés mineurs</i> .	
Assurances sociales. — V. <i>Inspection du travail</i> .	
Loi du 30 avril 1930 modifiant et complétant la loi du 5 avril 1928 sur les Assurances sociales.	2
Décret du 30 novembre 1930 relatif aux droits des assurés en chômage partiel aux prestations	

	Pages.
maladie et maternité de la loi sur les Assurances sociales.....	89
Arrêté du 16 octobre 1930 (J. O., 17 octobre 1930) mandant les inspecteurs du travail pour vérifier dans les établissements industriels et commerciaux soumis à leur contrôle :	
1° L'affiliation du personnel aux Assurances sociales ;	
2° Le montant des salaires payés par les employeurs ;	
3° L'application régulière des dispositions concernant le versement des cotisations.....	110
Instructions aux inspecteurs du travail (C. du 27 octobre 1930)	171
Travailleurs à domicile. Détermination de la qualité de salarié. Circulaire du 23 août 1930 (J. O., 24 et 29 août 1930). — C. 24 novembre 1930.....	172
Décret du 30 novembre 1930 (J. O., 4 décembre 1930) relatif aux droits des assurés en chômage partiel aux prestations maladie et maternité des Assurances sociales	89
Les inspecteurs du Travail ont qualité pour vérifier le bien-fondé des déclarations des employeurs. (C. du 31 décembre 1930).....	193
Auto-capteur et évacuateur de poussières. — V. <i>Poussières</i> .	
Automobiles (Usage de voitures personnelles). — V. <i>Inspection du travail</i> .	
Fumées et gaz d'échappement. V. <i>Fumées</i> .	
B	
Babaud. — V. <i>Cokeries</i> . — <i>Electro-cution</i> .	
Bâtiment et Travaux publics (Industries du).	
<i>Journée de huit heures :</i>	
Décret du 1 ^{er} août 1930 portant règlement d'administration	

BIJOUTERIE.

CÉRUSE.

Pages.

Pages.

publique modifiant le décret du 11 février 1924 appliquant la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries du bâtiment et des travaux publics 53

de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les boulangeries de la ville de Marseille 91

V. *Repos hebdomadaire.*

Bijouterie. — Orfèvrerie. — Horlogerie.

Boutons en corozo.

Journée de huit heures :

Note sur la fabrication des boutons en corozo et sur les doigts protecteurs utilisés par les scieurs, par M. Lallemant, inspecteur départemental du travail à Laon 361

Arrêté du 18 novembre 1930 étendant aux départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, les dispositions du décret du 9 août 1925 appliquant la loi de huit heures dans les industries de la bijouterie-orfèvrerie-horlogerie 135

Budget.

Loi du 16 avril 1930 portant fixation du budget général de l'exercice 1930-1931 (extraits) .. 1

Biscottes, pains et autres produits de régime (Fabriques de).

Loi du 30 juin 1930 portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1929 et sur l'exercice 1930-1931 (extraits) .. 3

Arrêté du 30 décembre 1930 autorisant l'organisation du travail par *relais* dans les fabriques de biscottes, pains et autres produits de régime, pour certaines catégories d'ouvriers 136

C

Boucheries hippophagiques en gros.

Céruse et sulfate de plomb.

Journée de huit heures :

Décret du 8 août 1930 concernant l'emploi de la céruse et du sulfate de plomb dans les travaux de peinture 60

Décret du 25 février 1930 portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un régime spécial de répartition du travail dans les boucheries hippophagiques en gros et entreprises d'abatage en gros relevant de l'abattoir hippophagique de Vaugirard 21

Il abroge et remplace le décret du 1^{er} octobre 1913 concernant l'emploi du blanc de céruse.

A la céruse s'ajoute le sulfate de plomb.

Boulangeries.

Journée de huit heures :

Des masques respiratoires doivent être mis à la disposition des ouvriers lorsque la peinture à la céruse ou au sulfate de plomb est appliquée par pulvérisation (peinture au pistolet, à l'aérographe). (C. du 10 septembre 1930) 164

Décret du 14 mai 1930 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les boulangeries du département du Nord. 33

Vestiaires-lavabos. — Disposition analogue à celle de l'art. 10 du décret du 1^{er} octobre 1913 sur les mesures d'hygiène dans les industries où le personnel est exposé à l'intoxication saturnine. (*Ibid*) 164

Décret du 21 septembre 1930 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les boulangeries du département de la Côte-d'Or 75

Service médical. — Art. 6, 7, 8, 9 et 10, dispositions analogues à celles du décret du 1^{er} octobre 1913 (*Ibid*) 164

Décret du 30 novembre 1930 portant règlement d'administration publique pour l'application

	Pages.
Affichage. — Doivent être affichés dans les locaux où se font le recrutement et la paye des ouvriers, le texte du nouveau décret et un règlement d'atelier imposant aux ouvriers l'obligation de se servir des surtouts et des objets nécessaires aux soins de propreté, ainsi que des masques respiratoires. Le texte de l'avis sera fixé par un arrêté ministériel ultérieur (<i>Ibid</i>)	164
Mises en demeure. — Le délai minimum pour l'exécution des mises en demeure fondées sur les dispositions de l'article 5, § 5 (vestiaires-lavabos) a été fixé à un mois (<i>Ibid</i>)	164
Les nouvelles dispositions sont immédiatement obligatoires. Le Service de l'Inspection devra faire appel au concours des chambres syndicales patronales et ouvrières intéressées. L'Inspecteur divisionnaire devra informer l'Administration des observations provoquées par l'application des nouvelles dispositions (<i>Ibid</i>)	164
Les peintures industrielles. — Succédanés de la céruse et peinture antirouille par M. A. Vila, membre du Comité technique de chimie	277
V. Travaux dangereux.	
Charbon professionnel.	
Enquête sur les cas de charbon professionnel pendant l'année 1929	309
Charcuteries.	
Journée de huit heures :	
Décret du 14 mai 1930 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les charcuteries vendant au détail du département de la Seine.	36
Le décret du 14 mai 1930 vise uniquement les charcuteries vendant au détail.	
En ce qui concerne le personnel occupé à la fabrication, la disposition de l'article 2 du décret, qui prévoit que, en cas de répartition inégale des heures de travail, l'amplitude de la journée de travail ne devra pas excéder sept	

	Pages.
heures le dimanche, exclut la possibilité de fixer, pour ce personnel, à un autre jour de la semaine la demi-journée de repos (L. min. du 3 juin 1930)	151
Pour le personnel affecté à la vente, l'amplitude pourra excéder, le dimanche, celle prévue pour les autres jours et atteindre treize heures et demie (<i>Ibid</i>)	152
La fixation de l'amplitude de la journée de travail entre douze heures et treize heures et demie, suivant les cas, entraîne au moins un repos d'une durée étendue. Le travail par relais étant interdit, il a été prévu d'admettre l'organisation d'un service de garde avec repos compensateur donné dans la semaine (<i>Ibid</i>)	151
Le personnel de fabrication ne doit pas séjourner dans les locaux de travail pendant les heures de repos (<i>Ibid</i>)	151
Entrée en vigueur du décret le 21 juin 1930 (<i>Ibid</i>)	151
Chardin (A.). — V. Fours électriques.	
Chaussure (Commerce de détail de la).	
Décret du 9 août 1930 portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un régime uniforme de répartition du travail dans le commerce de détail de la chaussure de la ville de Chalon-sur-Saône	62
Chemins de fer (Entreprises privées exécutant des travaux pour le compte des grands réseaux de). — Contrôle.	
Seuls les inspecteurs du contrôle du travail des agents des chemins de fer ont le droit de verbaliser dans les entreprises privées exécutant des travaux pour le compte des grands réseaux dans l'enceinte du chemin de fer. Si les inspecteurs du travail sont amenés à constater des irrégularités existant dans ces établissements, celles-ci sont portées par l'intermédiaire du Ministre du Travail et du Ministre des Travaux Publics à la connaissance des inspecteurs du contrôle du travail des agents de chemins de fer. En vue d'un contrôle plus	

	Pages.
efficace il a été entendu entre les deux administrations susvisées que le Service de l'Inspection pourrait désormais signaler directement les infractions aux inspecteurs du contrôle du travail des agents de chemins de fer (C. du 10 juillet 1930).....	157
Chômage partiel. — V. Assurances sociales.	
Coiffure (Magasins et salons de).	
Décret du 2 février 1930 portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un <i>régime uniforme</i> de répartition du travail dans les magasins et salons de coiffure de la ville de Rennes.....	14
Décret du 2 février 1930 portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un <i>régime uniforme</i> de répartition du travail dans les magasins et salons de coiffure de la ville de La Flèche.....	17
Décret du 25 février 1930 portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un <i>régime uniforme</i> de répartition du travail dans les magasins et salons de coiffure de la ville de La Roche-sur-Yon.....	22
Décret du 4 août 1930 portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un <i>régime uniforme</i> de répartition du travail dans les magasins et salons de coiffure de la ville de Vichy	54
Décret du 9 août 1930 portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un <i>régime uniforme</i> de répartition du travail dans les magasins et salons de coiffure de la ville de La Seyne-sur-Mer.....	64
Décret du 23 novembre 1930 étendant aux magasins et salons de coiffure d'Aulnay-sous-Bois, Blanc-Mesnil et Sevran les dispositions du décret du 24 avril 1925 établissant un <i>régime uniforme</i> de répartition du travail dans les magasins et salons de coiffure de la Seine et de certaines communes de Seine-et-Oise.....	85
V. Liquides inflammables.	

Cokeries.

Note sur les conditions d'hygiène des travailleurs des cokeries et des habitants voisins de ces établissements par M. Baudaud, inspecteur départemental du travail à Nancy.....	311
---	-----

Congés de longue durée (tuberculeuse). — V. Fonctionnaires.

Constructions navales (Chantiers de). — V. Accidents.

Contrôle. — V. Chemins de fer.

Corps radio-actifs (Préparation et manipulation des).

Note sur les risques pathologiques professionnels et les mesures prophylactiques par MM. Heim de Balsac, E. Agasse-Lafont et A. Feil.....	267
---	-----

Costes. — V. Ordures ménagères.

Coût de la vie (Commissions du).

Circulaire du Sous-Secrétaire d'Etat de l'Economie nationale, en date du 22 avril 1930, relative à la réforme des méthodes de travail des commissions du coût de la vie.....	246
<i>Idem</i> (C. 24 juin 1930).....	252

D

Débitant de boissons. — V. Délégués-mineurs.

Decailly. — V. Mises à la terre.

Déclaration d'ouverture.

En décidant que la déclaration à l'inspecteur du travail de l'ouverture d'un chantier occupant journellement seize ouvriers et devant durer plus d'une semaine n'était pas obligatoire par le motif que les travaux étaient effectués pour le compte de l'Etat, sous la surveillance de l'Administration des Ponts et Chaussées, après adjudication publique dont le cahier des charges a été établi

Pages.

Pages.

par le préfet, le juge de police a créé une exception que ne comporte pas l'article 90 b du titre II du Code du travail, lequel est conçu en termes généraux et absolus et s'applique à tout chef d'établissement compris dans l'énumération de l'article 65 du même Code sans aucune distinction (Cass. crim., 21 novembre 1930) 212

Dégauchisseuses.

Le décret du 24 octobre 1930 impose l'obligation de munir les dégauchisseuses d'un arbre portelames à section circulaire. Le délai minimum pour l'exécution des mises en demeure est fixé à un mois (C. 6 novembre 1930) .. 172

V. *Accidents du travail*.

Délégués-mineurs.

Envoi à la Caisse des dépôts et consignations des pièces administratives afférentes au 3^e trimestre de l'exercice 1929 (1^{er} janvier-31 mars 1930), nécessaires pour le calcul de la prime de l'année écoulée de la police d'assurance des délégués-mineurs auprès de la Caisse nationale d'assurance en cas d'accident. (C. du 1^{er} septembre 1930.) 161

N'est pas débitant, au sens de l'article 137, § 2, du livre II du Code du travail, le délégué-mineur dont la femme exploite un débit de boissons dans le cas où lui-même ne participe pas à cette exploitation. (C. d'Etat, 14 février 1930.) 197

Il appartient aux ingénieurs des mines, au préfet, et, en cas de réclamation formulée par l'exploitant, au Conseil de Préfecture et en appel au Conseil d'Etat, de procéder à toutes vérifications utiles quant aux visites qui servent de base à la rémunération des délégués-mineurs; il résulte des articles 3 et 4 de la loi du 22 mars 1924 et de l'état annexe que la redevance pour la rétribution des délégués-mineurs est comprise au nombre des droits et taxes soumis à l'application du double décime. (C. d'Etat, 14 mars 1930.) 200

L'indemnité pour charges de famille concourt avec le salaire

proprement dit à assurer la rémunération du travail des ouvriers et le préfet est fondé à envisager l'allocation d'indemnités familiales en faveur des délégués-mineurs lorsque et dans la mesure où les ouvriers de la circonscription du délégué en bénéficient. Les délégués-mineurs ont droit à cette allocation pour toutes les journées de travail qui leur sont payées. (C. d'Etat, 6 juin 1930.). 202

Distillerie coopérative.

Les dispositions de l'article 10 du décret du 10 juillet 1913 relatif à l'hygiène des travailleurs sont générales; un établissement appartenant à une société coopérative y est soumis lorsqu'il a un caractère industriel (distillerie); il importe peu que la société soit uniquement composée de propriétaires viticulteurs et n'ait d'autre objet que la transformation de la vente des produits de l'exploitation de chacun des associés; il n'importe pas davantage qu'elle ait constitué une société de crédit agricole; les dispositions de la loi de 1912 s'appliquent du moment que la société occupe, dans un établissement industriel, un personnel ouvrier devant bénéficier des mesures d'hygiène édictées par la loi. (Cass. cr., 3 juin 1930.) 207

Distribution de carburants et lubrifiants pour automobiles (Postes de). — V. *Repos hebdomadaire par roulement*.

E

Eaux (Entreprises d'épuration, d'élévation et de distribution des).

Journée de huit heures :

Arrêté du 22 octobre 1930 étendant aux départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle les dispositions du décret du 31 juillet 1926 appliquant la loi de huit heures dans les entreprises d'épuration, d'élévation et de distribution des eaux 131

Electrocution.

Note sur le risque d'électrocution résultant de l'emploi de certains types de contrôleurs sur les ponts roulants, par M. Babaud, inspecteur départemental du travail à Nancy..... 334

Industrie textile. (Enquête de l'Administration des Finances.)

Les inspecteurs départementaux devront prêter leur concours à MM. les Préfets pour l'établissement de listes d'industriels qui doivent être saisis par ceux-ci d'un questionnaire relatif à une enquête sur l'industrie textile entreprise par l'Administration des Finances. (C. du 20 août 1930.). 160

F

Faure. — V. *Presse à bras. — Presse à balancier.*

Feil (A.). — V. *Corps radio-actifs. Nitrobenzénisme. — Pneumokoinoses.*

Femmes et enfants. — V. *Travaux dangereux.*

Filature de coton.

Note sur des dispositifs de sécurité pour réunisseuses et étirages à surfaces gauches dans la filature de coton, par M. Gaudiot, inspecteur départemental du travail à Nancy..... 356

Fonctionnaires.

Loi du 16 avril 1930 portant fixation du budget général de l'exercice 1930-1931. (Extraits Pensions.) 1

Loi du 30 juin 1930 portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1929 et sur l'exercice 1930-1931. (Extraits Pensions.) 3

Décret du 10 décembre 1929 portant modification de l'article 51 de la loi de finances du 30 mars 1929, relatif aux congés de longue durée pour tuberculose ouverte..... 8

Pages.

Arrêté du 25 février 1930 relatif aux congés de longue durée aux fonctionnaires atteints de tuberculose ouverte..... 96

Article 41 de la loi du 19 mars 1928 concernant les mutilés de guerre; article 51 de la loi du 30 mars 1929 concernant les fonctionnaires atteints de tuberculose ouverte. Une lettre du Ministre des Finances, en date du 8 mai 1930, a fait connaître que les congés accordés à l'un et à l'autre de ces titres aux intéressés, à un moment quelconque de leur carrière, seront totalisés et, qu'en aucun cas, les maxima fixés ne devront être dépassés. (C. 11 juin 1930.)..... 152

Fours électriques à arc.

Note sur un écran protecteur contre la chaleur dégagée par les fours électriques à arc, par M. A. Chardin, inspecteur du travail à Tarbes 339

Frais de missions et de tournées. — V. *Ministère du Travail. — Inspection du travail.*

Frontières (Organisation défensive des). — V. *Travailleurs étrangers.*

Fumées.

Note sur la nocivité des fumées et gaz d'échappement des automobiles, par M. Kohn-Abrest et M. Loiret, inspecteur général des mines..... 252

Fûts métalliques (Réparation de). — V. *Soudure autogène.*

G

Gaudiot. — V. *Filature de coton. Gros et demi-gros (Commerce de). — V. Tissus, blanc et mercerie.*

H

Heim de Balsac. — V. *Corps radio-actifs. — Nitrobenzénisme.*

HÔTEL.

Pages.

Pages.

Hôtels, cafés, restaurants.

Journée de huit heures :

Décret du 9 juillet 1930 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les hôtels, cafés, restaurants et autres établissements de vente de denrées alimentaires à consommer sur place de la ville de Nancy.. 47

Décret du 20 septembre 1930 portant règlement d'administration publique tendant à modifier le décret du 3 mai 1925, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les hôtels, restaurants, cafés et autres établissements de vente de denrées alimentaires à consommer sur place de Bordeaux et de plusieurs communes avoisinantes..... 74

Hygiène. — V. Cokerics. — Distilleries coopératives. — Poussières. Soie viscosé (Filatures de).

I

Inspection du travail.

Décret du 1^{er} février 1930 modifiant le décret du 22 septembre 1913 relatif à l'organisation du corps des Inspecteurs du travail. 13

Décret du 30 mars 1930 allouant aux inspecteurs du travail des indemnités pour frais occasionnés par des travaux matériels exécutés par des aides... 29

Décret du 9 juillet 1930 fixant les nouveaux traitements du personnel de l'Inspection du travail. 46

Décret du 22 septembre 1930 modifiant le décret du 22 septembre 1913 relatif à l'organisation du corps des inspecteurs du travail 79

Décret du 24 octobre 1930 modifiant le décret du 3 mai 1907 réglant l'avancement et la discipline du corps de l'Inspection du travail 81

J. 24200-31.

Arrêté du 31 mars 1930 modifiant l'arrêté du 2 octobre 1929 répartissant les sections territoriales d'inspecteurs attribuées aux inspecteurs et inspectrices départementaux du travail..... 98

Arrêté du 31 mars 1930 modifiant l'arrêté du 14 octobre 1929 fixant le maximum des frais de tournées payables sur état aux inspecteurs divisionnaires départementaux du travail..... 100

Arrêté du 24 mai 1930 fixant le maximum des indemnités à allouer aux inspecteurs divisionnaires et départementaux du travail pour travaux matériels effectués par des aides..... 100

Arrêté du 26 mai 1930 fixant le maximum des frais de tournées payables sur état aux inspecteurs divisionnaires et départementaux du travail..... 104

Arrêté du 16 octobre 1930 mandant les inspecteurs du travail pour effectuer les vérifications prévues par l'article 65, § 2, de la loi sur les Assurances sociales 110

Arrêté du 21 octobre 1930 répartissant les sections territoriales d'inspection attribuées aux inspecteurs et inspectrices départementaux du travail..... 110

Arrêté du 29 octobre 1930 fixant le maximum des frais de tournées payables sur état aux inspecteurs divisionnaires et départementaux du travail..... 132

Frais de tournées sur état :

Exercice 1929 prorogé jusqu'au 31 mars 1930. Dotations majorées d'un quart. (C. du 15 janvier 1930.) 137

Inspecteur du travail désigné comme expert par un tribunal pour déterminer le salaire de base d'un ouvrier accidenté du travail. Autorisation d'accepter accordée par le Ministre. (Lettre ministérielle du 24 février 1930.)..... 142

Le relèvement du taux des indemnités allouées pour frais de tournées, fixé par le décret du 15 février 1930 et dont les dispositions auront leur effet à dater du 1^{er} juillet 1929, entraîne un relèvement correspondant des ma-

c.

xima de frais de tournées sur état fixés par l'arrêté du 14 octobre 1929. (C. du 28 mars 1930)... 145

Au fractionnement, précédemment en vigueur, de la durée des absences, de 5, 10 et 15 heures est substitué celui de 7, 12 et 18 heures. (C. du 31 mars 1930.)..... 146

Un décret du 30 mars 1930 fixe les conditions d'attribution d'indemnités aux inspecteurs du travail pour les travaux matériels qu'ils font exécuter par des aides. Un arrêté du 24 mai 1930 fixe le maximum de ces indemnités. — Pièces justificatives. — Rappel du 1^{er} janvier 1929. (C. du 28 mai 1930.)..... 148

Utilisation par les inspecteurs du travail de *voitures automobiles* personnelles pour leurs tournées d'inspection. Demande à adresser au Ministère du Travail. En cas d'accident la responsabilité de l'Etat ne sera engagée en rien. L'exonération de la taxe sur les automobiles, prévue par l'article 42 de la loi du 30 juin 1923 pourra s'appliquer, à la condition expresse que la voiture soit utilisée exclusivement pour les besoins du service. Autorisation et attestation à remettre à l'Administration des Contributions indirectes. Indemnité de 1 fr. 25 par kilomètre parcouru. Autorisation subordonnée à la condition que pour l'ensemble des tournées annuelles effectuées par chaque inspecteur le nouveau système soit plus économique que le régime actuel. (C. du 30 mai 1930.).... 150

Fourniture d'imprimés :

A partir du 1^{er} janvier 1931, les envois seront faits, en principe : 1^{re} circonscription, le 1^{er} mois de chaque année; 2^e, le 2^e mois, 12^e, le 12^e mois.

Les inspecteurs et inspectrices devront faire connaître, pour le 10 août au plus tard, la quantité et la nature des imprimés nécessaires pour la période 1931-1932; dans le cas où ils ne pourraient pas attendre cet envoi ils devront faire connaître leurs besoins jusqu'à cette époque. Quand les quantités demandées seront insuffisantes de nouvelles quantités pourront être envoyées, excep-

tionnellement, en exposant la cause de l'insuffisance; toutes les demandes devront parvenir par l'intermédiaire des inspecteurs divisionnaires. (C. du 8 juillet 1930.) 155

Les indemnités pour frais occasionnés par des travaux matériels effectués par des aides seront, à l'avenir, attribuées par période de six mois (1^{er} avril-30 septembre et 1^{er} octobre-31 mars). L'état des travaux effectués au cours du semestre précédent devra parvenir au Ministre dans le courant des mois d'octobre et d'avril. (C. du 6 août 1930.) 159

Le fait d'employer des manœuvres frauduleuses et, faisant usage d'une fausse qualité, se disant inspecteur du travail, de se faire remettre des sommes d'argent constitue le délit prévu et réprimé par l'article 405 du Code pénal. (Trib. corr. Riom, 23 juillet 1930. — Cour d'app. Riom, 28 août 1930.)..... 213

V. *Ministère du Travail. — Rapport annuel. — Personnel de l'Inspection du travail. — Assurances sociales.*

J

Journée de huit heures. — V. *Bâtiment. — Bijouteries. — Boucheries hippophagiques. — Boulangeries. — Charcuteries. — Eaux. — Hôtels. — Pâtisseries. — Rizeries. — Transports et déménagements.*

K

Kohn-Abrest. — V. *Fumées.*

L

Lallemand. — V. *Boutons en corozo.*

Lavoisier. — V. *Soudure autogène.*

	Pages.
Liquides * particulièrement inflammables (Etablissements dans lesquels sont entreposés ou manipulés certains).	
Décret du 15 mars 1930 portant règlement d'administration publique pour l'exécution des dispositions du livre II du Code du travail (titre II : Hygiène et sécurité des travailleurs) en ce qui concerne les mesures particulières de protection applicables aux établissements dans lesquels sont entreposés ou manipulés certains liquides particulièrement inflammables	26
Le décret s'applique dans les établissements énumérés à l'article 65 du livre II du Code du travail lorsqu'il y a entreposage ou manipulation d'éther (oxyde d'éthyle), de sulfure de carbone ou de solutions contenant 30 p. 100 au moins de l'un ou l'autre de ces produits. Le décret ne s'applique pas aux opérations surveillées lorsqu'elles s'effectuent dans les établissements où les produits en cause sont fabriqués. (C. du 16 juin 1930.)	153
Article 2 : Les récipients mobiles de plus de deux litres contenant les liquides susvisés doivent être étanches; le paragraphe 2 exige que les récipients en verre soient de bonne fabrication, d'une épaisseur et d'une résistance suffisantes, munis d'une enveloppe métallique étanche. (<i>Ibid.</i>)	154
Article 8 : Dérégations. — Des dérogations peuvent être accordées sous certaines conditions par le Ministre du Travail, sur le rapport des inspecteurs du travail à certaines catégories d'établissements ou parties d'établissements, notamment aux laboratoires de recherches ou d'essais et à ceux faisant des recherches d'ordre industriel à la condition qu'ils aient un personnel spécialisé et ne se livrent à aucune fabrication ni à aucune opération ayant un caractère commercial; le décret ne s'applique pas aux laboratoires des établissements scientifiques poursuivant un but désintéressé. (<i>Ibid.</i>)	154
Liquides émettant des vapeurs inflammables (Emploi de).	
Ordonnance du Préfet de police du 1 ^{er} décembre 1929 concernant	

	Pages.
l'emploi dans les salons de coiffure des liquides émettant des vapeurs inflammables ou toxiques..	241
Ordonnance du Préfet de police en date du 1 ^{er} mars 1930 portant modification de l'article 2 de l'ordonnance du 1 ^{er} décembre 1929	243
Arrêté du Préfet du Rhône du 18 juillet 1930 sur l'interdiction de l'emploi de liquides inflammables dans les salons de coiffure..	243
Locaux de travail en sous-sol. — V. Protection et salubrité.	
Logements ouvriers.	
Extension à tous les établissements occupant au moins 200 et au plus 500 personnes de l'enquête prescrite par la circulaire du 15 novembre 1929 sur le logement ouvrier dans les établissements occupant au moins 500 personnes. (C. du 25 avril 1930.)	148
Le Service de l'inspection devra rechercher les groupements patronaux ayant accompli un effort, sous différentes formes, en faveur du logement ouvrier; il y aurait lieu d'indiquer : 1 ^o la nature et le rayon d'action du groupement patronal, et, s'il s'agit d'un groupement spécialement créé à cet effet, la date et les circonstances de sa constitution; 2 ^o la nature de ses interventions en faveur du logement ouvrier; 3 ^o les résultats obtenus; les réponses devront parvenir au Ministre avant le 15 octobre 1930. (C. du 9 août 1930.)	159
Loi du 21 juillet 1929 concernant l'amélioration du logement des travailleurs agricoles.....	225

Loiret. — V. *Fumées.*

Lois.

Loi du 31 juillet 1929. — V. *Logements ouvriers.*

Loi du 30 avril 1930. — V. *Assurances sociales.*

Loi du 30 juin 1930. — V. *Pensions.*

Louage de services (Rupture de contrat de). — V. *Accidents du travail.*

Pages.

Pages.

M**Maladies professionnelles.**

Obligation pour les médecins d'effectuer régulièrement la déclaration des cas d'affections pulmonaires déterminées par l'absorption de poussières siliceuses, calcaires ou argileuses. (C. du 20 décembre 1930.).....

193

Le tableau annexé à la loi du 25 octobre 1919 qui a étendu à certaines maladies professionnelles la législation sur les accidents du travail n'envisage que la fabrication des accumulateurs au plomb; la nomenclature des travaux susceptibles de causer ces maladies est strictement limitative et la réparation ou la manipulation ne saurait être assimilée à la fabrication. (Cass. ch. des requ., 20 juin 1929.).....

204

Le terme de rhumatisme saturnin employé par le médecin traitant est un terme générique qui, rapproché de la description des symptômes, est équivalent au terme d'arthralgie, maladie qui figure sur le tableau de la loi du 25 octobre 1919. (Just. de p. Fumay, 30 mai 1929.).....

222

(Trib. civ. Ardennes, 22 juillet 1929.).....

221

Application pendant l'année 1929 de la loi du 25 octobre 1919 sur les maladies professionnelles.

300

V. *Charbon professionnel. — Corps radio-actifs. — Nitrobenzénisme. — Pneumokonioses.*

Maréchalerie.

Journée de huit heures :

Arrêté du 18 septembre 1930 étendant aux départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle les dispositions du décret du 29 mai 1926 appliquant la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans l'industrie de la maréchalerie.....

108

Matières explosives (Fabrication et manipulations de).

Demande aux inspecteurs divisionnaires du travail d'envoi de

renseignements concernant les fabriques de matières explosives en vue de l'étude d'une réglementation spéciale pour renforcer la protection des ouvriers. (C. du 8 décembre 1930.).....

191

Métallurgie.

Journée de huit heures :

Arrêté du 24 mai 1930 étendant aux départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle les dispositions du décret du 2 avril 1926 modifiant le décret du 9 août 1920 appliquant la loi de huit heures dans les industries de la métallurgie et du travail des métaux.....

103

Chaque fois que, dans les industries de la métallurgie, une demande de prolongation de la durée journalière du travail pour travaux à effectuer dans l'intérêt de la défense nationale ou d'un service public sera soumise, à fin d'enquête, au Service de l'inspection, il y aura lieu de faire ressortir aux industriels intéressés le caractère de nécessité absolue que doivent présenter les travaux d'intérêt public pour obtenir un avis favorable du Ministre des Travaux Publics; ces industriels devront apporter des précisions sur la nature des travaux et des justifications relatives à leur intérêt public. (C. 9 octobre 1930.).

170

Mines (Inspection du travail dans les).

Arrêté du 12 février 1930, modifiant l'arrêté du 20 septembre 1928, déterminant les indemnités fixées pour frais de tournées et le maximum des frais de tournées payables sur état aux inspecteurs généraux et ingénieurs des mines.

95

Arrêté du 30 septembre 1930 modifiant l'arrêté du 20 septembre 1928 déterminant les indemnités fixes pour frais de tournées et le maximum des frais de tournées payables sur état aux inspecteurs généraux et aux ingénieurs des mines.....

109

Ministère du Travail.

Décret du 15 février 1930, modifiant le décret du 8 août 1926, allouant aux fonctionnaires et

Pages.

Pages.

agents du Ministère du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales, des indemnités pour frais de missions et de tournées, modifié par les décrets des 8 janvier et 24 février 1927 18

Décret du 22 novembre 1930 relatif à l'attribution des indemnités pour frais de missions et de tournées aux fonctionnaires et agents du Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale 84

Ministre du Travail.

Nominations du Ministre du Travail 377

Mises à la terre.

Note sur la sécurité conférée par les mises à la terre et les facteurs qui la conditionnent, par M. Decailly, inspecteur départemental du travail à Lille..... 344

Mutilés de guerre. — V. *Pensionnés de guerre.*

N

Nettoyage des locaux de travail. — V. *Protection et salubrité.*

Nitrobenzénisme professionnel.

Enquête sur la fabrication actuelle du nitrobenzène et le degré de nocivité de ce travail, par MM. Heim de Balsac, E. Agasse-Lafont et A. Teil..... 272

O

Ordures ménagères.

Note sur le système Beccari pour le traitement des ordures ménagères, par M. Costes, inspecteur départemental du travail à Nice 341

P

Pâtisseries.

Journée de huit heures :

Décret du 25 février 1930 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les pâtisseries de la ville de Perpignan 23

Décret du 15 juin 1930 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les pâtisseries de la ville d'Angers..... 42

Décret du 4 août 1930 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les pâtisseries du département d'Ille-et-Vilaine 55

Arrêté du 15 janvier 1930 autorisant le travail par *relais* pour le personnel des ateliers de fabrication des pâtisseries et confiseries de Rouen, du Havre et de diverses communes avoisinantes 94

Peinture par pulvérisation.

Les inspecteurs divisionnaires devront procéder à une enquête sur les dangers que peut présenter pour la santé des ouvriers la peinture par pulvérisation — quels que soient les pigments ou solvants employés — et adresser à l'Administration un rapport mentionnant les industries et travaux dans lesquels on procède à la peinture par pulvérisation, en distinguant suivant les solvants et les pigments utilisés, décrire la technique actuelle, faire ressortir les inconvénients qu'elle peut présenter pour la santé des ouvriers et indiquer les mesures particulières qu'il y aurait lieu, éventuellement, de prescrire afin de protéger la santé des ouvriers. (C. 15 septembre 1930.)..... 165

V. *Femmes et enfants.*

Peinture industrielle (Travaux de). — V. *Céruse et sulfate de plomb.* — *Femmes et enfants.*

PENSIONS.

Pensions.

Loi du 16 avril 1930 portant fixation du budget général de l'exercice 1930-1931. (Extraits.)

Pages.

1

Loi du 30 juin 1930 portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1929 et sur l'exercice 1930-1931. (Extraits.)

3

Pensionnés de guerre (Emploi des).

Décret du 4 février 1930 modifiant le décret du 9 juin 1928 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 26 avril 1924 sur l'emploi obligatoire des mutilés de guerre

15

Arrêté du 10 mars 1930 fixant la proportion des pensionnés de guerre dont l'emploi est obligatoire

97

Circulaire du 15 février 1930 sur les modifications apportées à la loi du 26 avril 1924 sur l'emploi obligatoire des pensionnés de guerre par l'article 69 de la loi du 31 mars 1929 et au règlement d'administration publique du 9 juin 1928 par le décret du 4 février 1930 : L'article 10 de la loi du 26 avril 1924 assujettit à une redevance de 6 francs par jour ouvrable et par pensionné les chefs d'exploitation qui ne se sont pas conformés à la loi et l'article 2, paragraphe 3, a soumis les exploitations qui emploient plus de 50 p. 100 de main-d'œuvre féminine au paiement d'une redevance annuelle proportionnelle au nombre des pensionnés de guerre non employés; le paragraphe 4 de l'article 10 indique deux cas d'exemption de cette redevance; l'article 69 de la loi du 31 mars 1929 y a ajouté la disposition suivante :

« La redevance annuelle prévue par le paragraphe 3 de l'article 2 ne sera pas due non plus pour les jours pendant lesquels les exploitations visées à ce paragraphe n'auront pas fonctionné, ni pour les mutilés et les veuves de guerre ou femmes y assimilées que lesdites exploitations justifieront n'avoir pu obtenir.....

137

Circulaire du 18 février 1930 sur les attributions, les pouvoirs

PHARMACIES.

Pages.

et le fonctionnement des commissions départementales

139

Perfectionnement technique (Cours de).

Des agences de la Société Générale instituent, dans les locaux de travail, des cours de perfectionnement technique pour leurs employés, ayant pour but de permettre à ceux-ci de préparer sans aucun frais des examens donnant accès aux cadres supérieurs; en vue d'éviter toute fraude ou suspicion de fraude, il sera bon de prévenir le service des jours et heures auxquels seront faites ces conférences, en indiquant le nom des auditeurs. (C. du 18 avril 1930.)

147

Personnel de l'Inspection du travail.

Commission de classement..... 384
Conseil de discipline..... 384
Mutations, Nominations 377
Tableau d'avancement 385

Pharmacies.

Décret du 14 mai 1930 portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un *régime uniforme* de répartition du travail dans les pharmacies vendant au détail de Saint-Nazaire.

31

Décret du 15 juin 1930 portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un *régime uniforme* de répartition du travail dans les pharmacies de Rouen, Sotteville-lès-Rouen et Petit-Quevilly

41

Décret du 11 août 1930 étenant aux pharmacies de Deville, Maromme et Notre-Dame-de-Bondeville, les dispositions du décret du 15 juin 1930 établissant un *régime uniforme* de répartition du travail dans les pharmacies de Rouen, Sotteville-lès-Rouen et Petit-Quevilly

65

Décret du 12 septembre 1930 portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un *régime uniforme* de répartition du travail dans les pharmacies vendant au détail de la ville de Caen

72

	Pages.
Décret du 26 novembre 1930 portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un régime uniforme de répartition du travail dans les pharmacies vendant au détail de la ville de Limoges.....	86
Décret du 29 novembre 1930 portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un régime uniforme de répartition du travail dans les pharmacies vendant au détail d'Orléans, Saran et Fleury-les-Aubrais	88
Rappel de la circulaire du 12 novembre 1929; organisation de conférences ayant pour but de provoquer des accords intersyndicaux sur l'application, dans les pharmacies vendant au détail, de régimes de travail comportant la répartition inégale des heures de travail sur les six jours ouvrables, avec repos d'une demi-journée par semaine, pendant une partie de l'année. (C. du 7 avril 1930)	147
Le décret du 17 août 1921, modifié par les décrets des 5 mars 1926 et 18 juillet 1929, n'interdit pas le travail par relais et ne prévoit pas que l'horaire doive fixer les heures auxquelles commencera et finira chaque période de travail; l'horaire fixé par l'article 4, paragraphe 2, fixe seulement, pour l'ensemble du personnel, l'heure du commencement et de la fin de la journée de travail. Afin de permettre à l'inspecteur de vérifier que la durée de travail d'aucun employé n'est supérieure à celle fixée par l'article 3, l'horaire doit indiquer « les heures consacrées aux repos », qui peuvent ne pas être les mêmes pour tous les employés; il y a repos lorsque l'employé n'est pas à la disposition de l'employeur; dans les pharmacies les horaires peuvent fixer les heures de repos, soit au commencement, soit au milieu, soit à la fin de la période de travail, qui ne doit, en aucun cas, excéder onze heures. (C. du 22 juillet 1930.)	157
Pneumokonioses.	
Contribution à l'étude des pneumokonioses professionnelles. Note de M. André Feil.....	291

	Pagos.
Pompes funèbres (Entreprises de).	
V. Transports et démnagements (Entreprises de).	
Ponts roulants. — V. Accidents. — Electrocution.	
Poussières.	
Préparation d'une réglementation sur les explosions de poussières; enquête sur les accidents antérieurs, leurs causes, leur degré de gravité (C. du 22 mars 1930)	145
Note sur un appareil auto-capteur et évacuateur de poussières, par M. Segui, inspecteur départemental du travail à Paris....	374
Presse à balancier.	
Note sur un dispositif de sécurité installé sur une presse à balancier, par M. Faure, inspecteur départemental du travail à Saint-Etienne	354
Presse à bras.	
Note sur un dispositif de sécurité installé sur une presse à bras, par M. Faure, inspecteur départemental du travail à Saint-Etienne	351
Presses. — V. Accidents.	
Protection et salubrité (Mesures générales de).	
Décret du 24 juillet 1930 modifiant le décret du 10 juillet 1913 relatif aux mesures générales de protection et de salubrité applicables à tous les établissements assujettis	51
Décret du 24 octobre 1930 modifiant le décret du 10 juillet 1913 relatif aux mesures générales de protection et de salubrité applicables à tous les établissements assujettis	82
Décret du 24 juillet 1930 modifiant le décret du 10 juillet 1913 (J. O., 3 et 9 août 1930), article 1 ^{er} , paragraphe 3; en sus des procédés antérieurement admis, le nettoyage pourra être fait par aspiration. (C. 15 septembre 1930.)	166

Article 2. Locaux de travail en sous-sol. — Un renouvellement d'air devra maintenir l'atmosphère des locaux en sous-sol dans des conditions hygiéniques normales; la quantité d'air à introduire ne doit pas être inférieure à 30 mètres cubes par heure et par personne occupée, ni inférieure, par heure, à deux fois le volume du local; cet air doit être emprunté directement à l'extérieur et épuré, si besoin est, par filtration ou tout autre moyen efficace. L'air usé et vicié ne sera pas évacué par les passages et escaliers. (*Ibid.*) 166

Il y aurait lieu pour le Service d'inspection de saisir l'Administration des difficultés d'application qui, à la pratique, pourraient se trouver soulevées sur la définition des locaux situés en sous-sol. (*Ibid.*) 166

La disposition relative aux sous-sols formant le nouveau paragraphe 7 de l'article 5 du décret du 10 juillet 1913, modifié, les paragraphes 7 et 8 anciens deviennent respectivement les paragraphes 8 et 9; l'article 3 du nouveau décret a modifié, en conséquence, l'article 20 du décret du 10 juillet 1913, comportant un renvoi à l'un de ces paragraphes. (*Ibid.*) 166

L'article 4 fixe à un mois le délai minimum pour l'application des mises en demeure relatives à l'application des dispositions du nouveau paragraphe 7 de l'article 5. (*Ibid.*) 166

V. *Dégauchissures.*

R

Rapport annuel.

Instructions pour la rédaction du rapport et des statistiques annuels 1930. (C. du 1^{er} décembre 1930.) 173

Instructions pour la rédaction du rapport et des statistiques annuels 1930 (mines). [C. du 1^{er} décembre 1930.] 184

Pages.

Régime uniforme de répartition du travail. — V. *Chaussures.* — *Coiffures.* — *Pharmacies.* — *Tissus.*

Relais (Organisation du travail par). — V. *Biscottes.* — *Pâtisseries.* — *Pharmacies.*

Repos hebdomadaire.

Annulation d'arrêtés municipaux suspendant le repos hebdomadaire un certain nombre de dimanches n'ayant pas le caractère de fêtes locales. Le maire ne peut suspendre le repos hebdomadaire mais désigner seulement certains dimanches comme jours de fêtes locales. (C. d'Etat, 13 février 1930.) 195

Article 43a. — Annulation d'un arrêté préfectoral prescrivant la fermeture des boulangeries dans un groupe de communes ne constituant pas la « région déterminée » au sens de l'article 43a. L'autorité préfectorale fait un usage abusif des pouvoirs qui lui sont conférés par la loi si, dans la détermination de la région à laquelle doit s'appliquer son arrêté, elle ne tient pas compte de la concurrence qui pourrait être faite aux commerçants directement visés dans l'arrêté de fermeture par des établissements analogues voisins restant ouverts. (C. d'Etat, 20 février 1930.) 198

En relaxant un directeur de chantier du chef d'infraction à l'article 40 du Code du travail relatif au repos hebdomadaire pour les seuls motifs que les travaux exécutés étaient urgents, que pour cette raison le prévenu avait demandé au maire de la commune et obtenu de lui l'autorisation de déroger au repos hebdomadaire, le juge de police a méconnu l'obligation pour l'employeur d'aviser préalablement l'inspecteur du travail, que l'article 3 du décret du 24 août 1900 lui impose, lorsque le cas de force majeure n'est pas constaté. (Cass. crim., 21 novembre 1930.) 211

Repos hebdomadaire par roulement.

Décret du 12 juin 1930 portant modification du décret du 14 août 1907 complétant la nomenclature

Pages.

	Pages.
des établissements admis à donner le repos hebdomadaire par roulement en vertu de l'article 38, paragraphes 1 et 2 du livre 1 et 2 du Code du travail.....	40
Dans le tableau annexé à l'article 1 ^{er} du décret du 14 août 1907, est insérée la rubrique « Distribution de carburants et lubrifiants pour automobiles (Postes de) ». [C. du 23 juillet 1930.]	159

Rizeries.

Journée de huit heures :

Décret du 11 août 1930 portant règlement d'administration publique pour l'extension du décret du 31 décembre 1920, modifié par le décret du 11 décembre 1922, appliquant la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans l'industrie de la menuiserie, aux rizeries.....	66
---	----

S

Sections territoriales d'inspection du travail. — V. *Inspection du travail.*

Sécurité et protection des travailleurs.

En négligeant de faire disposer un appareil spécial de protection et de mettre à la disposition de son personnel un dispositif qui permet de remettre la courroie d'un moteur, quand elle saute, sans arrêter la marche du moteur, l'employeur contrevient aux prescriptions de l'article 66, livre II, titre I ^{er} du Code du travail. (Trib. corr. Pas-de-Calais 10 décembre 1929.)	215
---	-----

<i>Idem.</i> — (Cour d'app. Douai, 7 février 1930.).....	213
--	-----

Ordonnance du préfet de police du 5 mai 1930 concernant la sécurité sur le domaine public fluvial	244
---	-----

V. Boutons en corozo. — Filatures de coton. — Liquides inflammables. — Matières explosives. — Mises à la terre. — Presse à balancier. — Presse à bras,

Segui. — V. *Poussières.*

Soie viscosa (Filature de).

Cas de folie subite ou de troubles cérébraux survenus parmi des ouvriers dans les filatures de soie viscosa de la région lyonnaise. — Recherche de cas constatés, en vue d'une enquête d'ordre médical. (C. du 1 ^{er} décembre 1930.)	173
--	-----

Soudure autogène.

Note sur un nouveau procédé de soudure autogène employé dans la réparation des fûts métalliques, par M. Lavoisier, inspecteur départemental du travail, à Paris	372
---	-----

Statistique industrielle.

Envoi aux inspecteurs divisionnaires, d'une épreuve des tableaux établis à la suite du recensement de 1926, contenant la statistique industrielle de chaque département de leur circonscription. (C. 24 septembre 1930.)..	168
--	-----

T

Textes relatifs à la réglementation du travail. — V. *Affichage.*

Tissus, blanc et mercerie (Commerce de gros et demi-gros des).

Décret du 10 mai 1930 modifiant le décret du 24 septembre 1925 portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un régime uniforme de répartition des heures de travail dans le commerce de gros et demi-gros des tissus, blanc et mercerie de la ville de Nantes.....	30
--	----

Traitements. — V. *Inspection du travail.*

Transports et déménagements (Entreprise de).

Journée de huit heures :

Décret du 15 août 1930 portant règlement d'administration pu-	
---	--

	Pages.
blique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les entreprises de transports et déménagements, de location et garage de voitures, et de pompes funèbres	67

Transports.

Décret du 15 août 1930 (*J. O.* 22 et 23 août 1930). — Journée de huit heures dans les entreprises de transports et de déménagements, de location et garage de voitures, et de pompes funèbres.

Champ d'application (art. 1^{er}). En ce qui concerne les garages de voitures automobiles, cycles et motocycles, il s'agit uniquement des établissements recevant en garde les voitures de clients et, s'il est leur accessoire, l'atelier d'entretien destiné à effectuer les réparations courantes des voitures des garages. (C. du 9 septembre 1930.)

162

Travail par relais (art. 2, § 2). Cette organisation pourra être autorisée par un arrêté ministériel, après consultation des organisations patronales et ouvrières, quand elle sera justifiée par des raisons techniques. (*Ibid.*)

162

Horaire (art. 4). Pour le personnel occupé au dehors, l'affichage est autorisé dans l'établissement auquel ce personnel est attaché, de même que l'affichage et la transmission de l'horaire à l'inspecteur départemental du travail pourront être remplacés par la transcription de l'horaire et des rectifications éventuelles sur un registre tenu à la disposition du personnel et du service de l'inspection. (*Ibid.*)

162

Les réceptionnaires visés au 2^o de l'article 5 sont les hommes chargés de recevoir les voitures qui arrivent au garage. (*Ibid.*) ..

162

Art. 5, 3^o. Dérogation permanente de deux heures au maximum pour le personnel « préposé aux ensevelissements, mises en bière, levées des corps, à la conduite des cortèges et à toutes décorations mortuaires. » (*Ibid.*) Art. 6, 1^o. Disposition spéciale pour les travaux dont l'exécution immédiate est nécessaire... « b. Pour assurer le dépannage des

automobiles de la clientèle ». (*Ibid.*)

162

Art. 6, 3^o. En outre des cent heures annuelles accordées à l'ensemble des professions visées par le décret, un crédit de cinquante heures par an pourra être utilisé : 1^o dans les entreprises de transport de denrées périssables « pour le personnel chargé aux points de transit, d'embarquement ou de réexpédition, de l'établissement des documents de transport et de la livraison », d'autre part dans les entreprises de funérailles « pour le personnel occupé aux mises en bière urgentes en cas d'épidémies, ou en cas de réquisition municipale ou de police. » Sauf dans ce dernier cas, la durée du travail journalier ne pourra être prolongée de plus de deux heures, ni la durée du repos séparant deux journées de travail être réduite au-dessous de dix heures. (*Ibid.*)

162

Entrée en vigueur du décret le 23 septembre 1932. (*Ibid.*)

162

Travailleurs à domicile. — V. Assurances sociales.

Travailleurs étrangers.

Décret du 10 juillet 1929 réglementant la délivrance des cartes d'identité destinées aux étrangers. 4

Décret du 14 mai 1930 visant les conditions d'emploi des travailleurs étrangers dans les travaux exécutés pour l'application de la loi du 14 janvier 1930 relative à l'organisation défensive des frontières..... 32

L'emploi de travailleurs étrangers entrés en France sans contrat de travail et non munis d'une autorisation du Ministère du Travail peut faire l'objet d'une contravention relevée à la charge de l'employeur. (Rép. quest. écr.) [*J. O.*, 19 décembre 1930.].... 194

Le fait d'embaucher, directement ou par intermédiaire, des travailleurs étrangers introduits en France depuis moins d'un an, et ce avant l'expiration d'un contrat de travail qui les liait avec un autre employeur constitue un délit au point de vue pénal et justifie l'octroi de dommages-inté-

	Pages.
rêts au bénéfice de cet employeur. (Trib. Manche, 10 juillet 1930.)	216
En embauchant, par un intermédiaire, un travailleur agricole polonais, qui, par l'entremise de l'Office central de la main-d'œuvre agricole, avait été introduit en France, trois mois auparavant, après avoir signé un contrat d'embauchage d'une durée de douze mois au profit d'une autre personne, un cultivateur commet l'infraction prévue et punie par les articles 64 <i>bis</i> et 172 du Code du travail modifiés par la loi du 11 août 1926; et l'intermédiaire, en contribuant à l'embauchage, s'est rendu complice du cultivateur dans les conditions de l'article 60 du décret du Code pénal et à encouru la même peine aux termes de l'article 59 du même Code. (Trib. corr. Niort, 22 novembre 1930.)	219
Le certificat délivré par un employeur à un travailleur étranger pour que celui-ci soit autorisé à résider en France constitue une simple attestation destinée à satisfaire aux ordonnances de police concernant le séjour des étrangers en France et ne peut être considéré comme un contrat de travail à durée déterminée. (Trib. civ. Seine, 5 décembre 1930.)	220
Travaux dangereux pour les femmes et les enfants.	
Décret du 8 août 1930 modifiant le décret du 21 mars 1914 sur les travaux dangereux pour les femmes et enfants.	58

	Pages.
Ce décret modifie la nomenclature du tableau annexé au décret du 21 mars 1914 en ajoutant aux travaux interdits aux jeunes gens de moins de 18 ans et aux femmes les travaux de peinture industrielle comportant l'usage de la céruse, du sulfate de plomb et de tous produits en contenant, ainsi que le grattage et le ponçage des peintures à la céruse ou au sulfate de plomb. (C. 10 septembre 1930.)	163
Tuberculose ouverte. — V. Fonctionnaires.	
Tuileries et briqueteries.	
<i>Journée de huit heures :</i>	
Arrêté du 18 septembre 1930 étendant aux départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle les dispositions du décret du 30 juillet 1926 appliquant la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les tuileries et briqueteries.	107
V	
Vila (A.). — V. Céruse.	
Voitures (Location et garage de). — V. Transports et déménagements (Entreprises de).	

TABLE DES MATIÈRES

DE LA TRENTE-HUITIÈME ANNÉE (1930).

ACTES OFFICIELS.

(Par ordre chronologique.)

	Pages
1930. — 16 avril. — Loi.	— Portant fixation du budget général de l'exercice 1930-1931 (extraits)..... 1
1930. — 30 avril. — Loi.	— Modifiant et complétant la loi du 5 avril 1928 sur les assurances sociales (extraits). 2
1930. — 30 juin. — Loi.	— Portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1929 et sur l'exercice 1930-1931 au titre du budget général et des budgets annexes..... 3
1929. — 10 juill. — Décret.	— Réglementant la délivrance des cartes d'identité destinées aux étrangers..... 4
1929. — 10 déc. — Décret.	— Portant modification de l'article 51 de la loi de finances du 30 mars 1929 relatif aux congés de longue durée pour tuberculose ouverte..... 8
1930. — 1 ^{er} févr. — Décret.	— Modifiant le décret du 22 septembre 1913 relatif à l'organisation du corps des inspecteurs du travail..... 13
1930. — 2 févr. — Décret.	— Portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un régime uniforme de répartition du travail dans les magasins et salons de coiffure de la ville de Rennes..... 14
1930. — 4 févr. — Décret.	— Modifiant le décret du 9 juin 1928 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 26 avril 1924 sur l'emploi obligatoire des mutilés de guerre. 15
1930. — 4 févr. — Décret.	— Portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un régime uniforme de répartition du travail dans les magasins et salons de coiffure de la ville de La Flèche..... 17

1930. — 15 févr. — Décret.	— Modifiant le décret du 8 août 1926 allouant aux fonctionnaires et agents du Ministère du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales des indemnités pour frais de missions et de tournées, modifié par les décrets des 8 janvier et 24 février 1927.....	18
1930. — 25 févr. — Décret.	— Portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un régime spécial de répartition du travail dans les boucheries hippophagiques en gros et entreprises d'abatage en gros relevant de l'abattoir hippophagique de Vaugirard..	21
1930. — 25 févr. — Décret.	— Portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un régime uniforme de répartition du travail dans les magasins et salons de coiffure de la ville de La Roche-sur-Yon.....	22
1930. — 25 févr. — Décret.	— Portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les pâtisseries de la ville de Perpignan.....	23
1930. — 15 mars. — Décret.	— Portant règlement d'administration publique pour l'exécution des dispositions du livre II du Code du travail (Titre II : Hygiène et sécurité des travailleurs) en ce qui concerne les mesures particulières de protection applicables aux établissements dans lesquels sont entreposés ou manipulés certains liquides particulièrement inflammables.....	26
1930. — 30 mars. — Décret.	— Allouant aux inspecteurs du travail des indemnités pour frais occasionnés par des travaux matériels exécutés par des aides.....	29
1930. — 10 mai. — Décret.	— Modifiant le décret du 24 septembre 1925 portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un régime uniforme de répartition des heures de travail dans le commerce de gros et demi-gros des tissus, blanc et mercerie de la ville de Nantes.....	30
1930. — 14 mai. — Décret.	— Portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un régime uniforme de répartition du travail dans les pharmacies vendant au détail de Saint-Nazaire.....	31
1930. — 14 mai. — Décret.	— Portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les boulangeries du département du Nord.....	33
1930. — 14 mai. — Décret.	— Portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du	

	23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les charcuteries vendant au détail du département de la Seine.....	36
1930. — 12 juin. — Décret.	— Portant modification du décret du 14 août 1907 complétant la nomenclature des établissements admis à donner le repos hebdomadaire par roulement en vertu de l'article 38, § 1 ^{er} et 2 du livre II du Code du travail.....	40
1930. — 15 juin. — Décret.	— Portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un régime uniforme de répartition du travail dans les pharmacies de Rouen, Sotteville-lès-Rouen et Petit-Quevilly.....	41
1930. — 15 juin. — Décret.	— Portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les pâtisseries de la ville d'Angers.	42
1930. — 9 juill. — Décret.	— Fixant les nouveaux traitements du personnel de l'Inspection du travail.....	46
1930. — 9 juill. — Décret.	— Portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les hôtels, cafés, restaurants et autres établissements de vente de denrées alimentaires à consommer sur place de la ville de Nancy.....	47
1930. — 24 juill. — Décret.	— Modifiant le décret du 10 juillet 1913 relatif aux mesures générales de protection et de salubrité applicables à tous les établissements assujettis.....	51
1930. — 4 août. — Décret.	— Portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un régime uniforme de répartition du travail dans les magasins et salons de coiffure de la ville de Vichy.....	54
1930. — 4 août. — Décret.	— Portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les pâtisseries du département d'Ille-et-Vilaine.....	55
1930. — 8 août. — Décret.	— Modifiant le décret du 21 mars 1914 sur les travaux dangereux pour les femmes et les enfants.....	58
1930. — 8 août. — Décret.	— Concernant l'emploi de la céruse et du sulfate de plomb dans les travaux de peinture.	60
1930. — 9 août. — Décret.	— Portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un régime uniforme de répartition du travail dans le commerce de détail de la chaussure de la ville de Chalon-sur-Saône.....	62

		Pages.
1930. — 9 août. — Décret.	— Portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un régime uniforme de répartition du travail dans les magasins et salons de coiffure de la ville de La Seyne-sur-Mer.....	64
1930. — 11 août. — Décret.	— Etendant aux pharmacies de Deville, Maromme et Notre-Dame-de-Bondeville, les dispositions du décret du 15 juin 1930 établissant un régime uniforme de répartition du travail dans les pharmacies de Rouen, Sotteville-lès-Rouen et Petit-Quevilly.....	65
1930. — 11 août. — Décret.	-- Portant règlement d'administration publique pour l'extension du décret du 31 décembre 1920, modifié par le décret du 11 décembre 1922, appliquant la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans l'industrie de la meunerie, aux rizeries	66
1930. — 15 août. — Décret.	— Portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les entreprises de transports et déménagements, de location et garage de voitures et de pompes funèbres.....	67
1930. — 12 sept. — Décret.	— Portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un régime uniforme de répartition du travail dans les pharmacies vendant au détail de la ville de Caen.....	72
1930. — 20 sept. — Décret.	— Portant règlement d'administration publique tendant à modifier le décret du 23 mai 1925, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les hôtels, restaurants, cafés et autres établissements de vente de denrées alimentaires à consommer sur place de Bordeaux et de plusieurs communes avoisinantes.....	74
1930. — 21 sept. — Décret.	— Portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les boulangeries du département de la Côte-d'Or.....	75
1930. — 22 sept. — Décret.	— Modifiant le décret du 22 septembre 1913 relatif à l'organisation du corps des inspecteurs du travail.....	79
1930. — 24 oct. — Décret.	— Modifiant le décret du 3 mai 1907 réglant l'avancement et la discipline du corps de l'Inspection du travail.....	81
1930. — 24 oct. — Décret.	— Modifiant le décret du 10 juillet 1913 relatif aux mesures générales de protection et de salubrité applicables à tous les établissements assujettis.....	82

	Pages.
1930. — 22 nov. — Décret.	
— Relatif à l'attribution des indemnités pour frais de missions et de tournées aux fonctionnaires et agents du Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale....	84
1930. — 23 nov. — Décret.	
— Etendant aux magasins et salons de coiffure d'Aulnay-sous-Bois, Blanc-Mesnil et Sevran les dispositions du décret du 24 avril 1925 établissant un régime uniforme de répartition du travail dans les magasins et salons de coiffure de la Seine et de certaines communes de Seine-et-Oise.	85
1930. — 26 nov. — Décret.	
— Portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un régime uniforme de répartition du travail dans les pharmacies vendant au détail de la ville de Limoges.....	86
1930. — 29 nov. — Décret.	
— Portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un régime uniforme de répartition du travail dans les pharmacies vendant au détail d'Orléans, Saran et Fleury-les-Aubrais.....	88
1930. — 30 nov. — Décret.	
— Relatif aux droits des assurés en chômage partiel aux prestations maladies et maternité de la loi sur les assurances sociales.	89
1930. — 30 nov. — Décret.	
— Portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les boulangeries de la ville de Marseille.....	91
1930. — 15 janv. — Arrêté.	
— Autorisant le travail par relais pour le personnel des ateliers de fabrication des pâtisseries et confiseries de Rouen, du Havre et de diverses communes avoisinantes.	94
1930. — 12 févr. — Arrêté.	
— Modifiant l'arrêté du 20 septembre 1928 déterminant les indemnités fixes pour frais de tournées et le maximum des frais de tournées payables sur état aux inspecteurs généraux et aux ingénieurs des mines	95
1930. — 25 févr. — Arrêté.	
— Relatif aux congés de longue durée aux fonctionnaires atteints de tuberculose ouverte	96
1930. — 10 mars. — Arrêté.	
— Fixant la proportion des pensionnés de guerre dont l'emploi est obligatoire dans les établissements assujettis à la loi du 26 avril 1924	97
1930. — 31 mars. — Arrêté.	
— Modifiant l'arrêté du 2 octobre 1929 répartissant les sections territoriales d'inspecteurs attribuées aux inspecteurs et inspectrices départementaux du travail....	98

		Pages.
1930. — 31 mars. — Arrêté.	— Modifiant l'arrêté du 14 octobre 1929 fixant le maximum des frais de tournées payables sur état aux inspecteurs divisionnaires et départementaux du travail	100
1930. — 24 mai. — Arrêté.	— Fixant le maximum des indemnités à allouer aux inspecteurs divisionnaires et départementaux du travail pour travaux matériels effectués par des aides.....	100
1930. — 24 mai. — Arrêté.	— Etendant aux départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle les dispositions du décret du 2 avril 1926 modifiant le décret du 9 avril 1920 appliquant la loi de huit heures dans les industries de la métallurgie et du travail des métaux	103
1930. — 26 mai. — Arrêté.	— Fixant le maximum des frais de tournées payables sur état aux inspecteurs divisionnaires et départementaux du travail	104
1930. — 18 sept. — Arrêté.	— Etendant aux départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle les dispositions du décret du 30 juillet 1926 appliquant la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les tuileries et briqueteries	107
1930. — 18 sept. — Arrêté.	— Etendant aux départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle les dispositions du décret du 29 mai 1926 appliquant la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans l'industrie de la maréchalerie	108
1930. — 30 sept. — Arrêté.	— Modifiant l'arrêté du 20 septembre 1928 déterminant les indemnités fixes pour frais de tournées et le maximum des frais de tournées payables sur état aux inspecteurs généraux et aux ingénieurs des mines	109
1930. — 16 oct. — Arrêté.	— Mandatant les inspecteurs du travail pour effectuer les vérifications prévues par l'article 65, § 2, de la loi sur les assurances sociales	110
1930. — 21 oct. — Arrêté.	— Répartissant les sections territoriales d'inspection attribuées aux inspecteurs et inspectrices départementaux du travail..	110
1930. — 22 oct. — Arrêté.	— Etendant aux départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle les dispositions du décret du 31 juillet 1926 appliquant la loi de huit heures dans les entreprises d'épuration, d'élévation et de distribution des eaux	131
1930. — 29 oct. — Arrêté.	— Fixant le maximum des frais de tournées payables sur état aux inspecteurs divisionnaires et départementaux du travail	132

1930. — 18 nov. — Arrêté.	— Etendant aux départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle les dispositions du décret du 9 août 1925 appliquant la loi de huit heures dans les industries de la bijouterie-orfèvrerie-horlogerie	135
1930. — 30 déc. — Arrêté.	— Autorisant l'organisation du travail par relais dans les fabriques de biscottes, pains et autres produits de régime, pour certaines catégories d'ouvriers.....	136
1930. — 15 janv. — Circulaire.	— Frais de tournées sur état. — Exercice 1929 prorogé	137
1930. — 15 févr. — Circulaire.	— Loi du 26 avril 1924 sur l'emploi obligatoire des pensionnés de guerre. — Modification de la loi et du règlement d'administration publique	137
1930. — 18 févr. — Circulaire.	— Loi du 26 avril 1924 sur l'emploi obligatoire des pensionnés de guerre. — Application. — Attributions des commissions départementales	139
1930. — 24 févr. — Lettre min.	— Inspecteur du travail désigné comme expert	142
1930. — 11 mars. — Circulaire.	— Accidents. — Ponts roulants. — Constructions navales. — Presses.....	143
1930. — 22 mars. — Circulaire.	— Sécurité des travailleurs. — Préparation d'une réglementation sur les explosions de poussières. — Documentation.	145
1930. — 28 mars. — Circulaire.	— Frais de tournées sur état. — Relèvement des maxima fixés par l'arrêté du 14 octobre 1929	145
1930. — 31 mars. — Circulaire.	— Frais de tournées sur état. — Décret du 15 février 1930.....	146
1930. — 7 avril. — Circulaire.	— Loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures. — Pharmacies. — Décrets des 17 août 1921, 5 mars 1926, 18 juillet 1929	147
1930. — 17 avril. — Circulaire.	— Sécurité. — Accidents. — Presses.....	147
1930. — 18 avril. — Circulaire.	— Cours de perfectionnement technique....	147
1930. — 25 avril. — Circulaire.	— Logements ouvriers. — Enquête.....	148
1930. — 28 mai. — Circulaire.	— Indemnités pour frais occasionnés par des travaux matériels exécutés par des aides.	148
1930. — 30 mai. — Circulaire.	— Automobiles	150
1930. — 3 juin. — Lettre min.	— Journée de huit heures. — Décret du 14 mai 1930. — Charcuteries (Seine).	151
1930. — 11 juin. — Circulaire.	— Congés de maladie. — Article 41 de la loi du 19 mars 1928. Article 51 de la loi du 30 mars 1929.....	152

	Pages.
1930. — 16 juin. — Circulaire. — Mesures de sécurité applicables aux établissements dans lesquels sont entreposés ou manipulés des liquides particulièrement inflammables	153
1930. — 8 juill. — Circulaire. — Fourniture d'imprimés	155
1930. — 10 juill. — Circulaire. — Entreprises privées exécutant des travaux pour le compte des grands réseaux de chemins de fer. — Contrôle.....	157
1930. — 22 juill. — Circulaire. — Loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures. — Pharmacies.....	157
1930. — 23 juill. — Circulaire. — Repos hebdomadaire par roulement. — Décret du 14 août 1907, modifié par le décret du 12 juin 1930.....	159
1930. — 6 août. — Circulaire. — Indemnités pour frais occasionnés par des travaux matériels effectués par des aides	159
1930. — 9 août. — Circulaire. — Logements ouvriers. — Enquête.....	159
1930. — 20 août. — Circulaire. — Enquête sur l'industrie textile entreprise par l'Administration des finances. — Concours des inspecteurs du travail pour l'établissement des listes d'industriels à consulter	160
1930. — 1 ^{er} sept. — Circulaire. — Délégués mineurs. — Assurance-accidents.	161
1930. — 9 sept. — Circulaire. — Journée de huit heures. — Décret du 15 août 1930. — Entreprises de transports et de déménagements, de location et garage de voitures, et de pompes funèbres	162
1930. — 10 sept. — Circulaire. — Travaux dangereux pour les enfants et les femmes. — Emploi de la céruse et du sulfate de plomb dans la peinture. Décrets du 8 août 1930.....	163
1930. — 15 sept. — Circulaire. — Peinture par pulvérisation	165
1930. — 15 sept. — Circulaire. — Décret du 24 juillet 1930 modifiant le décret du 10 juillet 1913. — Nettoyage des locaux de travail. — Locaux de travail en sous-sol	166
1930. — 24 sept. — Circulaire. — Statistique industrielle	168
1930. — 25 sept. — Circulaire. — Affichage des textes relatifs à la réglementation du travail. — Enquête.....	168
1930. — 9 oct. — Circulaire. — Loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures. — Métallurgie et travail des métaux. — Décrets des 9 août 1920, 2 avril 1926.....	170
1930. — 27 oct. — Circulaire. — Assurances sociales	171
1930. — 6 nov. — Circulaire. — Hygiène et sécurité des travailleurs. — Décret du 24 octobre 1930 modifiant	

	le décret du 10 juillet 1913. — Dégau-	
	chisseuses. — Arbre rond.....	172
1930. — 24 nov. — Circulaire.	— Assurances sociales. — Circulaire du	
	23 août 1930.....	172
1930. — 1 ^{er} déc. — Circulaire.	— Hygiène dans les filatures de soie viscosa.	
	— Troubles mentaux.....	173
1930. — 1 ^{er} déc. — Circulaire.	— Inspection du travail. — Rapports et sta-	
	tistiques annuels	173
1930. — 1 ^{er} déc. — Circulaire.	— Rapports et statistiques annuels. — Mines.	184
1930. — 8 déc. — Circulaire.	— Sécurité des travailleurs. — Fabrication et	
	manipulation des matières explosives..	191
1930. — 20 déc. — Circulaire.	— Maladies professionnelles. — Affections	
	pulmonaires. — Déclaration à effectuer	
	par les médecins.....	193
1930. — 31 déc. — Circulaire.	— Assurances sociales	193
1930. — 19 janv. — Quest. écrite.	— Emploi d'ouvriers étrangers irrégulière-	
	ment embauchés	194

JURISPRUDENCE.

1930. — 13 févr. — C. d'Etat.	— Repos hebdomadaire. — Arrêtés municipaux suspendant le repos hebdomadaire un certain nombre de dimanches. — Excès de pouvoir, l'article 44 du livre II du Code du travail n'ayant pas conféré aux maires le pouvoir de suspendre le repos hebdomadaire, mais seulement la faculté de désigner certains dimanches comme jours de fêtes locales. — Défaut de caractère de fêtes locales des dimanches visés par les arrêtés. — Annulation.	195
1930. — 14 févr. — C. d'Etat.	— Délégués mineurs. — N'est pas débitant, au sens de l'article 137, § 2, du livre II du Code du travail, le délégué mineur dont la femme exploite un débit de boissons, dans le cas où ce délégué ne participe pas à l'exploitation de ce débit	197
1930. — 20 févr. — C. d'Etat.	— Repos hebdomadaire. — Article 13 du livre II du Code du travail. — Arrêté préfectoral prescrivant la fermeture des boulangeries dans un groupe de communes ne constituant pas la « région déterminée » au sens de l'article 43 a. — Annulation	198
1930. — 14 mars. — C. d'Etat.	— Délégués mineurs. — Nombre de journées consacrées au contrôle de la durée	

	du travail. — Diminution de la redevance réclamée à l'exploitant. — Double décime. — La rétribution des délégués mineurs est comprise au nombre des droits et taxes soumis à l'application du double décime	200
1930. — 6 juin. — C. d'Etat.	— Délégués mineurs. — Allocations familiales. — Validité des arrêtés préfectoraux qui font état des allocations familiales dans la fixation des indemnités des délégués à la sécurité des ouvriers mineurs, lorsque les ouvriers mineurs de la circonscription du délégué bénéficient de telles allocations.....	202
1929. — 20 juin. — Cass. ch. d. req.	— Maladies professionnelles. — Tableaux annexes. — Application limitative de la loi. — Non-applicabilité à un ouvrier chargé de manipuler ou de recharger des accumulateurs au plomb.....	204
1930. — 18 févr. — Cass. ch. d. req.	— Sécurité des travailleurs. — Emploi d'un mineur de dix-sept ans à une dégauchisseuse à arbre carré dont le remplacement avait été prescrit par le service de l'Inspection du travail. — Accident. — Faute de l'employeur. — Application de l'article 903 du Code des Assurances Sociales. — Corporation déchargée du paiement de la rente.....	205
1930. — 3 mai. — Cass. ch. d. req.	— Accidents du travail. — Calcul de la rente viagère allouée à l'accidenté. — Les allocations familiales doivent être considérées comme un élément constitutif du salaire de base. — Il n'y a pas lieu de distinguer suivant que les allocations sont accordées à l'ouvrier par le chef d'entreprise ou par une association composée de chefs d'entreprise d'une même industrie	206
1930. — 3 juin. — Cass. crim.	— Hygiène et sécurité des travailleurs. — Champ d'application de l'article 65 du livre II du Code du travail. — Distillerie dépendant d'une société composée de propriétaires viticulteurs, n'ayant d'autre objet que la transformation de la vente des produits de l'exploitation de chacun des associés. — Assujettissement.....	207
1930. — 1 ^{er} juill. — Cass. ch. d. req.	— Sécurité des travailleurs. — Arbre de transmission non protégé. — Accident. — Faute de l'employeur. — Application de l'article 903 du Code des Assurances Sociales. — Remboursement à la corporation des sommes payées par elle aux ayants droit de la victime de l'accident.	208
1930. — 28 oct. — Cass. ch. d. req.	— Louage de services. — Rupture du contrat. — Règlement des salaires à la suite de cette rupture. — Accident survenu dans l'usine ou dans ses dépendances, au moment où l'ouvrier va réclamer son dû. — Loi de 1898 applicable	209

1930. — 29 oct. — Cass. ch. d. req. — Accidents du travail. — Blessure reçue dans le temps et sur le lieu du travail. — La réunion de cette double circonstance est nécessaire et suffisante pour l'application de la loi du 9 avril 1898, quelle que soit l'origine de la blessure.	210
1930. — 21 nov. — Cass. crim. — I. Repos hebdomadaire. — Suspension. — Travaux urgents. — Avis à l'inspecteur du travail. — Absence de force majeure. — II. Ouverture de chantier. — Travaux pour le compte de l'Etat. — Absence de déclaration	211
1930. — 7 févr. — C. d'app. Douai. — Sécurité des travailleurs. — Article 66 a du livre II du Code du travail. — Courroies non protégées. — Accident. — Condamnation de l'employeur.....	213
1930. — 28 août. — C. d'app. Riom. — Inspection du travail. — Usurpation de la qualité d'inspecteur du travail. — Condamnation	213
1929. — 10 déc. — Tr. cor. P.-d.-C. — Sécurité des travailleurs. — Article 66 a du livre II du Code du travail. — Courroies non protégées. — Accident. — Condamnation de l'employeur.....	215
1930. — 10 juill. — Trib. Manche. — Loi du 11 août 1926. — Débauchage d'ouvriers étrangers	216
1930. — 23 juill. — Tr. corr. Riom. — Inspection du travail. — Usurpation de la qualité d'inspecteur du travail. — Condamnation	217
1930. — 22 nov. — Tr. corr. Niort. — Loi du 11 août 1926. — Responsabilité des intermédiaires en matière de débauchage d'ouvriers étrangers.....	219
1930. — 5 déc. — Trib. civ. Seine. — Caractère juridique du certificat d'embauchage délivré par son employeur à un ouvrier étranger	220
1929. — 22 juill. — T. civ. Ardennes. — Maladies professionnelles. — Arthralgie désignée dans le certificat médical sous l'expression de rhumatisme saturnin. — Application de la loi du 15 octobre 1919.	221
1929. — 30 mai. — J. paix Fumay. — Maladies professionnelles. — Arthralgie désignée dans le certificat médical sous l'expression de rhumatisme saturnin. — Application de la loi du 25 octobre 1919.	222

DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Loi du 31 juillet 1929 concernant l'amélioration du logement des travailleurs agricoles	225
Décret du 30 juillet 1930 modifiant le décret du 13 août 1911 portant règlement général sur l'exploitation des mines de combustibles (installations électriques).	227

	Pages.
Ordonnance du Préfet de police en date du 1 ^{er} décembre 1929, concernant l'emploi dans les salons de coiffure des liquides émettant des vapeurs inflammables ou toxiques	241
Arrêté du préfet du Rhône en date du 18 juillet 1930 sur l'interdiction de l'emploi de liquides inflammables dans les salons de coiffure.....	243
Ordonnance du Préfet de police en date du 5 mai 1930 concernant la sécurité sur le domaine public fluvial.....	244
Circulaire du sous-secrétaire d'Etat de l'Economie nationale, en date du 22 avril 1930, relative à la réforme des méthodes de travail des commissions du coût de la vie.	246
Circulaire du sous-secrétaire d'Etat de l'Economie nationale, en date du 24 juin 1930, relative à la réforme des méthodes de travail des commissions du coût de la vie.	252
Note sur la nocivité des fumées et gaz d'échappement des automobiles, par M. Kohn-Abrest et M. Loiret, inspecteur général des mines.....	252
Préparation et manipulation des corps radio-actifs. — Risques pathologiques professionnels. — Mesures prophylactiques et résultats, par MM. Heim de Balsac, E. Agasse-Lafont et A. Feil.....	267
Nitrobenzénisme professionnel. — Enquête sur la fabrication actuelle du nitrobenzène et le degré de nocivité de ce travail, par MM. Heim de Balsac, E. Agasse-Lafont et A. Feil	272
Les peintures industrielles. — Succédanés de la céruse et peinture anti-rouille, par M. A. Vila, membre du Comité technique de chimie.....	277
Contribution à l'étude des pneumokonioses professionnelles, par M. André Feil..	291
Application pendant l'année 1929 de la loi du 25 octobre 1919 sur les maladies professionnelles	300
Enquête sur les cas de charbon professionnel pendant l'année 1929.....	309

TRAVAUX ORIGINAUX DES INSPECTEURS.

NOTE sur les conditions d'hygiène des travailleurs des cokeries et des habitants voisins de ces établissements par M. BABAUD, inspecteur départemental du travail à Nancy.....	311
NOTE sur le risque d'électrocution résultant de l'emploi de certains types de contrôleurs sur les ponts roulants, par M. BABAUD, inspecteur départemental du travail à Nancy.....	334
NOTE sur un écran protecteur contre la chaleur dégagée par les fours électriques à arc par M. A. CHARDIN, inspecteur départemental du travail à Tarbes.....	339
NOTE sur le système Beccari pour le traitement des ordures ménagères par M. COSTES, inspecteur départemental du travail à Nice.....	341
NOTE sur la sécurité conférée par les mises à la terre et les facteurs qui la conditionnent par M. DECAILLY, inspecteur départemental du travail à Lille.....	344
NOTE sur un dispositif de sécurité installé sur une presse à bras par M. FAURE, inspecteur départemental du travail à Saint-Etienne.....	351

	Pages.
NOTE sur un dispositif de sécurité installé sur une presse à balancier par M. FAURE, inspecteur départemental du travail à Saint-Etienne.....	354
NOTE sur des dispositifs de sécurité pour réunisseuses et étirages à surfaces gauches dans la filature de coton par M. GAUDIOT, inspecteur départemental du travail à Nancy.....	356
NOTE sur la fabrication des boutons en corozo et sur les doigtiers protecteurs utilisés par les scieurs par M. LALLEMAND, inspecteur du travail à Laon.....	361
NOTE sur un nouveau procédé de soudure autogène employé dans la réparation des fûts métalliques par M. LAVOISIER, inspecteur départemental du travail à Paris.....	372
NOTE sur un appareil auto-capteur et évacuateur de poussières par M. SEGUI, inspecteur départemental du travail à Paris.....	374

*
* *

MINISTÈRE DU TRAVAIL.....	377
P'ERSONNEL de l'Inspection du travail.....	377

BULLETIN
DE L'INSPECTION DU TRAVAIL
ET DE L'HYGIÈNE INDUSTRIELLE.

TRENTE-HUITIÈME ANNÉE (1930). — NUMÉROS 1 à 6.

ACTES OFFICIELS.

LOI DU 16 AVRIL 1930

portant fixation du budget général de l'exercice 1930-1931 ⁽¹⁾.

(EXTRAITS.)

Pensions.

.....

ART. 111. — Lorsque le relèvement général des traitements et soldes en cours sera entièrement réalisé, il sera procédé, sur la base de ces traitements et soldes, à la revision des pensions inscrites au Trésor public et fondées sur la durée des services.

Le point de départ et les modalités de cette revision, ainsi que les nouveaux minima et maxima de pensions seront fixés par la loi avant le 1^{er} avril 1931.

Le relèvement résultant de la liquidation nouvelle sera attribué progressivement suivant un pourcentage déterminé chaque année par la loi

(¹) J. O. du 17 avril 1930.

de finances et sans que les dépenses puissent excéder les économies acquises par le recul des limites d'âge et la revision des conditions de classement dans le service actif.

Sans attendre la revision prévue au paragraphe 1^{er} du présent article, il sera accordé, à partir du 1^{er} octobre 1930, à tous les fonctionnaires, employés d'Etat, militaires, marins et assimilés, titulaires de pensions inscrites au Trésor public et basées sur la durée des services, ainsi qu'à leurs ayants cause, tous âgés de 65 ans, une allocation d'attente égale à 5 p. 100 de leur pension actuelle, avec minimum du coefficient 5 pour les pensions qui, à temps de services égal, ne sont pas encore cinq fois plus élevées qu'elles n'eussent été au 1^{er} juillet 1914 avec la législation en vigueur à cette époque dans la limite des maxima légaux.

Toutefois, la pension ainsi obtenue ne pourra, en aucun cas, dépasser la pension qu'obtiendrait, le 1^{er} avril 1930, un fonctionnaire civil ou militaire de même grade et de même ancienneté.

Les dispositions qui précèdent s'appliquent automatiquement à tous les fonctionnaires coloniaux. La Caisse intercoloniale supportera les charges imposées par l'extension de ces dispositions aux fonctionnaires et agents des divers cadres locaux.

Ces dispositions sont applicables aux retraités régis par la législation locale en vigueur dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, ainsi qu'aux retraités des colonies et pays de protectorat.

LOI DU 30 AVRIL 1930

modifiant et complétant la loi du 5 avril 1928 sur les assurances sociales (1).

(EXTRAITS.)

ART. 65. — Est passible d'une amende de 16 francs à 500 francs qui-conque se rend coupable de fraude ou de fausse déclaration pour obtenir, ou faire obtenir, ou tenter de faire obtenir des prestations qui ne sont pas dues, sans préjudice des peines résultant de l'application d'autres lois s'il y échet.

Les employeurs sont tenus de recevoir à toute époque les Inspecteurs mandatés par le Ministre du Travail et la Caisse générale de garantie et les fonctionnaires du contrôle du Ministère du Travail, pour vérifier, dans les conditions qui seront déterminées par le règlement général d'administration publique, l'affiliation de leur personnel aux assurances sociales, le montant des salaires payés par eux et l'application régulière des dispositions concernant le versement des cotisations prévues aux articles 2 et 3.

Les oppositions ou obstacles à ces visites ou inspections seront passibles des mêmes peines que celles prévues par le Code du travail pour l'Inspection du Travail.

(1) J. O. du 1^{er} mars 1930.

LOI DU 30 JUIN 1930

portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1929 et sur l'exercice 1930-1931 au titre du budget général et des budgets annexes ⁽¹⁾.

(EXTRAITS.)

Pensions.

ART. 20. — Les fonctionnaires visés par le deuxième paragraphe de l'article unique de la loi du 22 mars 1928 ⁽²⁾ et qui, compte tenu de la bonification prévue par le premier paragraphe du même article, ne rempliront pas la condition d'âge exigée par l'article 8 de la loi du 14 avril 1924 pourront, s'ils sont d'autre part reconnus hors d'état de continuer leurs fonctions, conformément au dernier paragraphe dudit article 8, obtenir une mise à la retraite anticipée. La durée des services exigée pour que s'ouvre le droit à pension est alors, en ce qui les concerne réduite par 10 p. 100 d'invalidité, à raison de six mois pour les agents des services sédentaires et trois mois pour les agents des services actifs.

La pension qui leur sera allouée sera calculée pour chaque année de service et de campagne à raison de un trentième ou un vingt-cinquième du minimum forfaitaire qui leur reviendrait s'ils comptaient trente ou vingt-cinq ans de services liquidables.

ART. 30. — Les fonctionnaires dont le dossier militaire ou administratif fait apparaître que, affectés à une arme combattante, ils y ont été mobilisés sur leur demande ou que, mobilisés dans une formation non combattante, ils ont été, sur leur demande, affectés à une arme combattante, auront la faculté de prolonger leur service au delà de l'époque où s'ouvre leur droit à pension d'un temps égal à celui de leur séjour dans une unité combattante, sauf avis contraire du conseil d'enquête établi en exécution de l'article 111 de la loi du 30 juin 1923.

⁽¹⁾ J. O. du 30 juin-1^{er} juillet 1930.

⁽²⁾ Loi du 22 mars 1928 accordant aux invalides de guerre, titulaires de fonctions civiles, un droit à la retraite anticipée (J. O. du 23 mars 1928) :

Article unique. — Pour les fonctionnaires civils, réformés de guerre, bénéficiaires de la loi du 31 mars 1919, atteints d'une invalidité de 25 p. 100 au moins, l'âge exigé aux articles 8 et 29 de la loi du 14 avril 1924 pour que s'ouvre le droit à pension est réduit, par 10 p. 100 d'invalidité, à raison de six mois pour les agents des services sédentaires et de trois mois pour les agents des services actifs.

Les bénéficiaires de l'article 8 auront droit, au moment de la liquidation anticipée de leur retraite, au minimum de pension acquis normalement à trente ou à vingt-cinq ans de services effectifs.

Les bénéficiaires de l'article 29 auront droit à la totalité de l'avantage résultant des alinéas précédents s'ils comptent plus de vingt-cinq ans de services effectifs au moment de leur admission à la retraite, à la moitié s'ils comptent plus de quinze ans de services effectifs à ce même moment.

Toutefois, les années de services qu'accompliraient les bénéficiaires du présent article, au delà de l'époque où ils peuvent prendre leur retraite anticipée, jusqu'à la date à laquelle ils auraient pu obtenir la pension normale, ne donneront pas droit aux annuités d'accroissement prévues à l'article 2 de la loi du 14 avril 1924.

Les fonctionnaires visés par le présent article pourront prétendre soit à la retraite anticipée résultant des dispositions qui précèdent, soit à la retraite anticipée proportionnelle prévue à l'article 79 de la loi du 14 avril 1924.

DECRET DU 10 JUILLET 1929

*réglementant la délivrance des cartes d'identité destinées
aux étrangers (*)*.

RAPPORT

AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Paris, le 9 juillet 1929.

Monsieur le Président,

Depuis 1924, les divers décrets qui ont réglementé la délivrance des cartes d'identité destinées aux étrangers ont spécifié que, si la validité de ces documents était « en principe » de deux ans, « toute année commencée devait compter en entier ».

Or, à plusieurs reprises, la Commission interministérielle permanente de l'immigration a demandé que cette validité fût désormais de deux ans « jour pour jour ».

Cette mesure est, en effet, susceptible de donner plus de facilités aux préfetures et aux services qui en dépendent, lors des opérations du renouvellement des cartes d'identité.

Le décret du 20 janvier 1928 ayant déjà fait l'objet d'un « additif », il nous a paru plus opportun, pour éviter les erreurs inhérentes à des adjonctions successives, de procéder à une refonte générale de ses dispositions dont quelques-unes ne répondent plus aux prescriptions actuellement en vigueur.

Nous devons ajouter que les principales modifications apportées sont, en dehors de la durée de validité, plus des rectifications de style destinées à éviter des incidents et des réclamations que des « innovations » proprement dites, les principes précédemment adoptés ayant été respectés.

Nous vous serons, en conséquence, très reconnaissants de vouloir bien apposer votre signature sur le présent décret que nous soumettons à votre haute sanction.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'hommage de notre respectueux dévouement.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu les décrets des 9 septembre 1925, 30 novembre 1926, 20 janvier 1928 et 26 avril 1929 réglementant la délivrance des cartes d'identité destinées aux étrangers;

Sur le rapport des Ministres de l'Intérieur, des Affaires étrangères, de l'Agriculture et du Travail.

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Tout étranger, âgé de plus de quinze ans, devant résider en France plus de deux mois, est tenu, dans les huit jours de son arrivée (s'il vient d'un pays étranger), ou de l'achèvement de sa quinzième année (s'il est né en France où s'il est venu avant cet âge), de se présenter au commissariat de police de sa résidence (ou, à défaut, à la mairie) pour y souscrire une demande de carte d'identité.

(*) J. O. du 23 juillet 1929.

Il doit, avant toutes choses, faire la preuve qu'il est entré en France d'une façon régulière, c'est-à-dire en se conformant aux conventions internationales en vigueur.

Cette formalité remplie, il remettra, à l'appui de sa demande de carte d'identité, quatre photographies « de face et sans chapeau » et fournira les indications suivantes destinées à être reportées sur deux fiches individuelles : nom, prénom, filiation (avec date et lieu de naissance), profession, nationalité, situation de famille; nom patronymique, prénoms, âge et nationalité du conjoint; prénoms et âge des enfants vivants avec lui; dernier domicile à l'étranger; noms et adresses de deux citoyens français qui consentent à se porter ses garants.

Il doit, en outre, acquitter dans les formes qui lui seront indiquées, la taxe de délivrance à laquelle il est assujéti suivant sa catégorie et produire, à l'appui de ses déclarations, des papiers authentiques ne laissant aucun doute sur son état civil et celui des personnes vivant avec lui.

Les deux fiches individuelles établies d'après les indications de l'étranger sont destinées à la préfecture, qui en conserve une pour ses archives et envoie l'autre au service central des cartes d'identité au Ministère de l'Intérieur.

Un récépissé, d'un modèle spécial, sera délivré à tout étranger admis à souscrire une demande de carte d'identité. Ce récépissé ne sera valable que si toutes ses mentions sont remplies (contrat de travail visé conformément à l'article 7, taxe, durée...) et s'il porte, avec la signature de l'autorité qui l'a délivré, le timbre humide du commissariat de police (ou de la mairie) de la commune de résidence.

ART. 2. — La carte d'identité reproduit les mentions portées sur les fiches individuelles visées à l'article précédent.

Elle est exclusivement délivrée par le Préfet du département.

La photographie apposée sur la carte d'identité doit être oblitérée, au timbre sec, sur deux de ses coins.

ART. 3. — La carte d'identité peut être refusée à l'étranger qui néglige de se conformer à la réglementation en vigueur, ou retirée à celui qui cesse d'offrir les garanties désirables.

En cas de refus ou de retrait de la carte, l'étranger doit quitter le territoire français dans le délai qui lui est imparti.

ART. 4. — La carte d'identité doit être présentée à toute réquisition des autorités chargées du contrôle des étrangers.

ART. 5. — Les cartes d'identité sont valables, sauf indications contraires, pour une durée de deux ans à compter de la date d'entrée en France.

Toute carte périmée est sans valeur.

Les demandes de renouvellement doivent être présentées au commissariat de police (ou, à défaut, à la mairie) au cours du premier trimestre qui suit l'expiration de la dernière année de validité de la carte d'identité. Passé ce délai, les titulaires de cartes non renouvelées seront considérés comme étant en situation irrégulière et pourront faire l'objet d'une mesure de refoulement.

ART. 6. — La carte d'identité n'est pas exigée des représentants diplomatiques ou consulaires des pays étrangers accrédités en France, ni de leur famille.

ART. 7. — Tout étranger venant en France pour y occuper un emploi salarié — de quelque nature qu'il soit — doit, pour obtenir la délivrance

de la carte d'identité, fournir un certificat sanitaire conforme aux instructions en vigueur et un contrat de travail visé favorablement par les services compétents du Ministère de l'Agriculture ou du Ministère du Travail, suivant le cas.

L'étranger qui, lors de son entrée en France, produira ce certificat sanitaire et ce contrat de travail en règle, recevra du commissaire spécial du poste-frontière (sous réserve de l'application des règlements d'hygiène et de police) un sauf-conduit qui, pour être valable, portera la photographie de son titulaire, indiquera la date et le lieu de délivrance du certificat sanitaire et reproduira les principales indications du contrat du travail, ainsi que la date et le numéro du visa accordé. Dans les huit jours de son arrivée dans la commune où se trouve son emploi, il devra remettre ce sauf-conduit au commissaire de police — ou, à défaut, au maire — et souscrire auprès de lui une demande de carte d'identité dans les conditions fixées par l'article 1^{er}. La remise du sauf-conduit le dispensera de se séparer de son contrat de travail et de fournir les deux références exigées par le paragraphe 3 de l'article 1^{er}.

L'étranger porteur d'un contrat de travail visé favorablement par le Ministère intéressé, mais démuné du sauf-conduit délivré par le commissaire spécial du poste-frontière, devra, dès son arrivée dans son lieu de résidence, se conformer, complètement, aux prescriptions de l'article 1^{er} et remettre au commissaire de police — ou, à défaut, au maire — avec son contrat de travail, le certificat sanitaire prévu au paragraphe 1^{er} du présent article.

L'étranger devant occuper un emploi salarié, mais dépourvu du contrat de travail prescrit plus haut, devra être invité à se procurer ce document (ainsi que le certificat sanitaire) et le récépissé de sa demande de carte d'identité ne lui sera délivré qu'autant qu'il aura satisfait à cette prescription.

Dans tous les cas, la carte d'identité ne sera délivrée aux salariés étrangers qu'après enquête favorable de la préfecture.

ART. 8. — Tout étranger ayant bénéficié d'une réduction de taxe lors de la délivrance de sa carte d'identité, au titre d'étudiant, de savant, d'écrivain ou de travailleur salarié, qui viendrait à prendre une profession pour laquelle cette réduction n'est pas prévue, est tenu de demander, préalablement, une nouvelle carte d'identité pour laquelle la taxe pleine sera perçue. Sont soumis à la même obligation les membres de la famille d'un travailleur salarié qui auraient bénéficié d'une réduction de taxe en raison de la qualité du chef de famille.

ART. 9. — Tout étranger muni d'une carte d'identité de travailleur agricole devra, s'il devient travailleur de l'industrie, demander préalablement, une nouvelle carte d'identité dans les conditions prévues par le paragraphe 4 de l'article 7.

ART. 10. — En cas de changement de domicile, l'étranger doit, « avant son départ », faire viser sa carte d'identité au commissariat de police, ou à défaut, à la mairie et accomplir la même formalité dans la commune de sa nouvelle résidence « dans les quarante-huit heures de son arrivée ».

Des feuilles intercalaires, jointes à la carte d'identité, sont destinées à recevoir mention de ces visas.

Ces visas sont également inscrits sur les registres spéciaux déposés à cet effet dans les mairies et les commissariats de police.

Les maires et commissaires de police doivent, de leur côté, donner avis immédiat de tout changement de domicile à la préfecture du département chargée d'aviser le service central des cartes d'identité des étrangers au Ministère de l'Intérieur.

ART. 11. — L'étranger qui déclarera avoir perdu sa carte d'identité pourra en recevoir une nouvelle, dans les formes prévues par l'article 1^{er}, si la délivrance de la carte perdue est confirmée par le dossier conservé à la préfecture.

Cette délivrance comportera le paiement d'une taxe égale à celle déjà acquittée.

La validité normale de deux ans sera accordée à la nouvelle carte d'identité à moins que des motifs spéciaux, tirés du dossier de l'intéressé (durée du visa d'entrée en France, ou du contrat de travail) n'aient justifié une réduction de validité pour la première carte, cas où cette réduction serait à nouveau appliquée en tenant compte du laps de temps déjà écoulé.

Les préfectures aviseront le Ministère de l'Intérieur (contrôle général des recherches judiciaires) des pertes de cartes d'identité portées à leur connaissance.

ART. 12. — Tout étranger qui aura gratté, surchargé, falsifié une carte d'identité ou qui aura utilisé, dans l'accomplissement d'un acte administratif, une carte autre que celle lui appartenant, sera expulsé du territoire français sans préjudice de toutes autres sanctions pénales qui pourraient intervenir.

ART. 13. — Les propriétaires, hôteliers, logeurs doivent signaler, dans les vingt-quatre heures, au commissaire de police (ou, à défaut, au maire) la présence des étrangers habitant leurs immeubles ou établissements. Il en est de même pour les propriétaires de pensions de famille et pour tous ceux qui hébergent des étrangers.

ART. 14. — Les infractions au présent décret sont passibles des peines prévues à l'article 471, paragraphe 15, du Code pénal, sans préjudice du droit d'expulsion qui appartient au Ministre de l'Intérieur en vertu de la loi du 3 décembre 1849 (art. 7).

ART. 15. — Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent décret.

ART. 16. — Le Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent décret, dont les dispositions sont également applicables à l'Algérie.

Fait à Paris, le 10 juillet 1929.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

Le Ministre de l'Intérieur,

ANDRÉ TARDIEU.

Le Ministre des Affaires étrangères,

ARISTIDE BRIAND.

Le Ministre de l'Agriculture,

JEAN HENNESSY.

*Le Ministre du Travail,
de l'Hygiène, de l'Assistance,
et de la Prévoyance sociale,*

LOUIS LOUCHEUR.

DECRET DU 10 DECEMBRE 1929

*portant modification de l'article 51 de la loi de finances du 30 mars 1929
relatif aux congés de longue durée pour tuberculose ouverte (*)*.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre des Finances;

Vu l'article 51 de la loi de finances du 30 mars 1929, ainsi conçu :

« Indépendamment des congés de maladie avec traitement prévus par les lois et règlements en vigueur, il peut être procédé à la mise en congé avec traitement intégral pendant trois ans et avec demi-traitement pendant deux ans, de tout fonctionnaire atteint de tuberculose ouverte. Ces congés sont accordés et renouvelés par périodes de six mois soit sur la demande des intéressés, soit d'office.

« Les bénéficiaires de ces congés devront, sous peine de voir leur traitement suspendu, cesser tout travail rémunéré et se soumettre sous le contrôle de l'administration au régime médical que leur état comporte.

« A partir du jour où un fonctionnaire aura bénéficié de ces congés, il ne pourra reprendre ses fonctions que s'il y est reconnu apte.

« A dater de la promulgation de la présente loi, tout candidat à un emploi administratif de l'Etat est examiné par un médecin désigné par cette administration. Son admission ne peut être prononcée que si le certificat médical le reconnaît indemne de toute affection tuberculeuse.

« L'intéressé pourra demander qu'il soit procédé à une contre-visite par deux médecins, dont un choisi par lui et l'autre désigné par l'administration. En cas de désaccord, un troisième médecin désigné par les deux premiers arbitrera.

« Des décrets contresignés par le Ministre des Finances détermineront les mesures d'exécution du présent article: »

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les congés de longue durée, prévus par l'article 51 (*) de la loi du 30 mars 1929, ne peuvent être accordés qu'aux personnels civils des administrations de l'Etat, en activité ou en congé de maladie, placés sous le régime des pensions civiles de la loi du 14 avril 1924.

ART. 2. — Des arrêtés pris de concert par le Ministre chargé de l'Hygiène et le Ministre des finances fixeront les conditions médicales d'application de la loi.

Jusqu'à la publication desdits arrêtés, le présent décret recevra son application toutes les fois que l'un des bénéficiaires visés à l'article 1^{er} sera reconnu atteint de tuberculose ouverte et contagieuse par les commissions et les spécialistes commis à son examen.

ART. 3. — Pour obtenir le congé de longue durée, les personnels visés à l'article 1^{er} devront adresser à leur chef de service une demande appuyée d'un certificat médical spécifiant qu'ils sont atteints de tuberculose ouverte.

Le chef de service prendra les mesures nécessaires pour qu'il soit procédé à une contre-visite de l'intéressé par un médecin phthisiologue, assermenté de l'administration, et désigné spécialement à cet effet, par le préfet, sur une liste qui sera établie par la Commission permanente de préservation contre la tuberculose. Si la contre-visite confirme le diagnostic du médecin traitant, le fonctionnaire sera examiné par la Commission de réforme instituée par l'article 20 de la loi du 14 avril 1924 et les articles 22 et 23 du règlement d'administration publique du 2 septembre 1924. Il aura le droit de faire entendre par la Commission un

(*) J. O. du 12 décembre 1929.

(*) Voir Bulletin 1929, p. 3.

médecin de son choix. Le médecin qui aura procédé à la contre-visite sera adjoint à la Commission.

Les honoraires du médecin qui a effectué la contre-visite et du médecin faisant normalement partie de la Commission sont à la charge du Trésor.

La Commission, après avoir réuni les éléments d'appréciation qu'elle juge utiles, constate si le fonctionnaire est atteint de tuberculose ouverte et exprime son avis sur la demande de congé.

L'avis de la Commission est transmis au Ministre qui statue, après avoir, s'il le juge utile, provoqué l'avis de la Commission spéciale prévue à l'article 4 ci-après.

Si le certificat du médecin chargé de la contre-visite constate que le malade est dans l'impossibilité de se déplacer, la Commission de réforme pourra statuer sur dossier, hors de la présence de l'intéressé.

ART. 4. — Il est institué auprès du Ministre chargé de l'Hygiène une Commission spéciale composée de trois médecins phthisiologues choisis parmi les membres de la Commission permanente de préservation contre la tuberculose. Cette Commission pourra être consultée sur les demandes de congés de longue durée, les renouvellements desdits congés, la réintégration des fonctionnaires et, d'une manière générale, sur toutes les questions d'ordre médical soumises à l'appréciation d'un Ministre.

ART. 5. — Lorsque le chef de service, sur le vu d'une attestation médicale ou sur le rapport des supérieurs hiérarchiques d'un fonctionnaire, estime que celui-ci, par son état de santé, fait courir au public ou à ses collègues un danger immédiat, il prescrit son examen d'urgence par un médecin phthisiologue désigné comme il est dit à l'alinéa 2 de l'article 3 ci-dessus. Si la visite établit que le fonctionnaire est atteint de tuberculose ouverte, il est soumis à l'examen de la Commission de réforme dans les conditions prévues à l'article 3 du présent décret.

ART. 6. — Les congés de longue durée sont accordés pour six mois. Ils peuvent être renouvelés par le Ministre par périodes d'égale durée et à concurrence d'un total de cinq années. Tout renouvellement de congé donnera lieu aux examens prescrits pour l'octroi du congé primitif.

ART. 7. — La première période de congé part du jour où le fonctionnaire a cessé son service.

Toutefois, si la demande de congé est présentée au cours d'un congé antérieurement accordé conformément aux dispositions de l'article 16 du décret du 9 novembre 1853, la première période de congé de longue durée part du jour de la décision du Ministre, ou, si cette décision est postérieure à la date à laquelle le fonctionnaire a cessé de percevoir tout traitement, de cette dernière date.

ART. 8. — Pendant les six premières périodes de six mois, les bénéficiaires des congés de longue durée conservent l'intégralité de leur traitement; pendant les quatre périodes suivantes, ils conservent la moitié de leur traitement.

Pendant toute période de six mois autre que la première, le traitement ou le demi-traitement ne pourra être payé qu'autant que le fonctionnaire aura obtenu le renouvellement de son congé.

Le traitement sera immédiatement suspendu si le fonctionnaire contrevient aux dispositions des articles 11 et 12 ci-après.

Le bénéfice des indemnités pour charges de famille auxquels ils pourraient prétendre sera maintenu aux fonctionnaires placés en congé de longue durée, pendant tout le temps où ils percevront soit leur traitement, soit leur demi-traitement.

Ceux des fonctionnaires qui recevaient une indemnité de résidence au moment où ils ont été placés en congé en conserveront le bénéfice s'il est établi qu'eux-mêmes, leurs conjoints ou les enfants à leur charge continuent à résider dans la localité où lesdits fonctionnaires exerçaient leurs fonctions au moment de leur mise en congé.

Le payement de l'indemnité de résidence est à la charge de l'Etat.

Si le titulaire du congé de longue durée bénéficiait d'un logement dans les immeubles de l'administration, il doit quitter les lieux sans délai.

ART. 9. — Les bénéficiaires des congés de longue durée pourront être remplacés dans leur poste. A l'expiration de leur congé, ils devront obligatoirement être pourvus d'un poste correspondant à leur situation administrative. Lorsque ce dernier poste sera dans une localité différente de celle où était le poste occupé lors de la demande de mise en congé, l'indemnité de déplacement de l'une à l'autre localité sera allouée aux agents en cause dans les conditions fixées par leurs statuts respectifs, sauf s'ils n'ont conservé aucune attache avec leur ancienne résidence ou si le déplacement a lieu sur leur demande.

S'il n'existe aucun poste disponible à l'expiration du congé, le fonctionnaire recevra son traitement de congé au taux plein jusqu'au jour où, une vacance se produisant dans les emplois de son grade, il sera possible de le réintégrer.

ART. 10. — Le temps passé en congé de longue durée avec traitement est valable pour l'avancement à l'ancienneté; il entre en compte dans le minimum de temps exigible pour pouvoir prétendre au grade supérieur dans les cadres où l'avancement a lieu exclusivement au choix. Il compte également pour la retraite et donne lieu aux retenues pour pensions civiles.

ART. 11. — Le bénéficiaire de congés de longue durée doit cesser tout travail rémunéré. Il est tenu de notifier ses changements de résidence successifs à son chef de service. Ce dernier, soit par enquêtes directes de son administration, soit par enquêtes demandées à d'autres administrations plus aptes à les effectuer, s'assurera que le titulaire du congé n'exerce effectivement aucun emploi rémunéré. Si l'enquête établit le contraire, il provoque immédiatement la suspension du traitement et des accessoires; si l'infraction aux prescriptions de la loi remonte à une certaine date, il prend les mesures nécessaires pour faire reverser au Trésor les sommes perçues depuis cette date au titre du traitement et des accessoires.

Le traitement sera rétabli à compter du jour où l'intéressé aura cessé tout travail rémunérateur.

Le temps pendant lequel le traitement aura été suspendu comptera dans la période de congé en cours.

ART. 12. — Sous peine de voir également le bénéfice de son traitement suspendu, la titulaire d'un congé de longue durée doit se soumettre, sous le contrôle de l'administration, aux prescriptions médicales que son état comporte.

Un arrêté contresigné par le Ministre des Finances et le Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales fixera les conditions dans lesquelles ce contrôle sera exercé.

Le Ministre statuera éventuellement sur la suspension et le rétablissement du traitement.

Le temps pendant lequel le traitement aura été suspendu comptera dans la période de congé en cours.

ART. 13. — Tout bénéficiaire d'un congé de longue durée ne peut reprendre un emploi dans l'administration, à l'expiration ou au cours dudit congé, qu'après examen par un médecin phthisiologue désigné comme il est dit à l'article 3 et avis de la Commission prévue au même article.

Si cet avis est favorable, le fonctionnaire est réintégré dans l'administration dans les conditions indiquées à l'article 9.

Si l'avis est défavorable, le congé continue à courir ou, s'il était au terme d'une période, est renouvelé pour six mois. Il en est ainsi jusqu'au moment où le fonctionnaire a épuisé le délai pendant lequel il peut obtenir des congés rétribués.

ART. 14. — Lorsqu'un fonctionnaire qui, avant d'avoir bénéficié de la totalité des congés prévus par l'article 51 de la loi du 30 mars 1929, a interrompu son congé et repris ses fonctions, se trouve de nouveau en état de bénéficier des dispositions de cet article, il peut lui être accordé des congés dans les conditions fixées par le présent décret. Les nouveaux congés s'ajoutent aux congés antérieurs sans que l'ensemble de ces congés puisse excéder les limites fixées par l'article 51 de la loi du 30 mars 1929.

ART. 15. — Les fonctionnaires qui auront épuisé la série des congés avec traitement intégral et avec demi-traitement, s'ils ne sont pas reconnus aptes à reprendre leurs fonctions ou, si après les avoir reprises, ils sont contraints de les cesser, seront, s'ils ne sont pas susceptibles d'être placés dans une des positions d'absence prévue par leur statut propre, mis en disponibilité.

Dans la situation de disponibilité, ils pourront, tous les six mois et sous condition d'appuyer leur demande de certificats médicaux constatant leur guérison, demander leur réintégration dans les cadres de leur administration.

Ils ne pourront toutefois reprendre leur emploi qu'après examen par un médecin phthisiologue désigné comme il est dit à l'article 3, et avis de la Commission prévue par le même article. Leur réintégration ne pourra, d'autre part, s'effectuer que conformément aux règles établies par leur statut administratif pour la reprise de fonctions des agents en disponibilité.

ART. 16. Les fonctionnaires qui, ayant déjà obtenu pour tuberculose les six mois de congé rétribués accordés en vertu du décret du 9 novembre 1853, ont dû être mis soit en disponibilité, soit dans toute position d'absence autre que la retraite prévue par leur statut propre, peuvent bénéficier des dispositions du présent décret, sous réserve toutefois que la date à laquelle ils ont cessé de percevoir un traitement ne soit pas antérieure au 1^{er} avril 1929 et qu'ils présentent leur demande avant le 31 mars 1930.

S'ils obtiennent le congé de longue durée, leur traitement sera établi du jour où ils ont cessé de percevoir un traitement plein, l'effet de la présente disposition ne pouvant toutefois remonter au delà du 1^{er} avril 1929.

ART. 17. — Lorsqu'un fonctionnaire atteint de tuberculose sera en mesure d'invoquer à la fois l'article 41 de la loi du 19 mars 1928 et l'article 51 de la loi du 30 mars 1929, il pourra demander l'application de celle des deux législations qui lui paraîtra la plus favorable. Il ne pourra toutefois, au cours de sa carrière, obtenir pour tuberculose plus de cinq années de congé de longue durée rétribué, ni plus de trois ans à plein traitement.

L'allocation du traitement ou du demi-traitement est exclusive de

l'indemnité de soins prévue à l'article 198 de la loi de finances du 13 juillet 1925.

La période de congé de longue durée pour tuberculose qui aurait pu être accordée depuis le 19 mars 1928 aux bénéficiaires du présent article viendra en déduction de la durée des congés obtenus au titre de l'article 51 de la loi du 30 mars 1929.

ART. 18. — Tout candidat admis à un emploi administratif de l'Etat, quel que soit son mode de recrutement, sera examiné par un médecin phthisiologue assermenté désigné par l'administration. Son admission ne pourra être prononcée que si le certificat médical le reconnaît indemne de toute affection tuberculeuse.

L'intéressé pourra demander qu'il soit procédé à une contre-visite par deux médecins dont un choisi par lui et l'autre désigné par l'administration. En cas de désaccord, un troisième médecin phthisiologue, désigné par les deux premiers, arbitrera.

Les honoraires des médecins désignés par l'administration et du médecin arbitre seront à la charge du Trésor.

ART. 19. — Les décrets des 29 juillet 1921, 13 janvier 1926, 29 mai 1927, concernant respectivement les personnels de l'enseignement primaire, secondaire et technique, les personnels de l'enseignement agricole, vétérinaire et forestier, et le personnel enseignant des maisons d'éducation de la Légion d'honneur, sont abrogés en ce qui touche celles de leurs dispositions qui sont relatives à la tuberculose. La durée totale des congés de longue durée pour tuberculose ouverte accordés soit au titre desdits décrets ou de l'article 173 de la loi du 30 juin 1923 sur les personnels enseignants des institutions nationales de sourds-muets et d'aveugles, soit en vertu du présent décret, ne pourra excéder cinq ans, ni comporter plus de trois ans à plein traitement.

ART. 20. — Le décret du 5 octobre 1923 concernant les agents des Postes, Télégraphes et Téléphones reste provisoirement en vigueur.

ART. 21. — Le Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur; le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice; le Ministre des Affaires Etrangères, le Ministre des Finances, le Ministre de la Guerre, le Ministre de la Marine, le Ministre de l'Instruction Publique et des Beaux-Arts, le Ministre du Commerce et de l'Industrie, le Ministre de l'Agriculture, le Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales, le Ministre des Travaux Publics, le Ministre des Colonies, le Ministre de l'Air, le Ministre des Pensions, le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones, et le Ministre de la Marine Marchande sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'application du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 10 décembre 1929.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'Intérieur,*

ANDRÉ TARDIEU.

*Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice,*

LUCIEN HUBERT.

Le Ministre des Affaires étrangères,

ARISTIDE BRIAND.

Le Ministre des Finances,

HENRY CHÉRON.

Le Ministre de la Guerre,
ANDRÉ MAGINOT.

*Le Ministre
de l'Instruction publique
et des Beaux-Arts,*
PIERRE MARRAUD.

Le Ministre de l'Agriculture,
JEAN HENNESSY.

Le Ministre des Colonies,
FRANÇOIS PIÉTRI.

Le Ministre de l'Air,
LAURENT EYNAC.

*Le Ministre des Postes,
Télégraphes et Téléphones,*
GERMAIN-MARTIN.

Le Ministre de la Marine,
GEORGES LEYGUES.

*Le Ministre du Commerce
et de l'Industrie,*
P.-E. FLANDIN.

*Le Ministre du Travail,
de l'Hygiène, de l'Assistance
et de la Prévoyance sociales,*
LOUIS LOUCHEUR.

Le Ministre des Travaux publics,
GEORGES PERNOT.

Le Ministre des Pensions,
GALLET.

*Le Ministre
de la Marine marchande,*
LOUIS ROLLIN.

DECRET DU 1^{er} FEVRIER 1930

*modifiant le décret du 22 septembre 1913 relatif à l'organisation du corps
des Inspecteurs du Travail (¹).*

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales;

Vu le chapitre II (Inspection du travail) du titre III (de l'Inspection du travail) du livre II du Code du travail;

Vu le décret du 22 septembre 1913, modifié par les décrets des 13 janvier, 7 décembre 1914, 1^{er} janvier 1916, 12 juin 1919, 29 mars, 21 novembre 1920, 15 juillet 1922, 24 décembre 1926, 14 avril 1927, 25 juillet et 20 septembre 1929;

Vu l'avis du Comité consultatif des arts et manufactures;

Vu l'avis de la Commission supérieure instituée par l'article 112 du livre II du Code du travail,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Le tableau figurant à l'article 3 du décret du 22 septembre 1913, modifié par les décrets des 12 juin 1919, 14 avril 1927 et 20 septembre 1929 est modifié comme suit :

CIRCON- SCRIPTIONS.	DÉPARTEMENTS.	NOMBRE des INSPECTEURS et inspectrices départementaux.	RÉSIDENCE des INSPECTEURS DÉPARTEMENTAUX.	RÉSIDENCE des INSPECTEURS divisionnaires.
9 ^e .	Aude, Pyrénées-Orientales, Hérault, Aveyron, Cantal, Lo- zère, Tarn, Haute-Garonne, Tarn- et-Garonne et Ariège.	6 inspecteurs.. 1 inspectrice..	Carcassonne, Montpellier, Millau, Castres, Toulouse (2 inspec- teurs, 1 inspectrice.	Toulouse.

ART. 2. — Le Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales est chargé de l'exécution du présent décret qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Paris, le 1^{er} février 1930.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Travail, de l'Hygiène,
de l'Assistance et de la Prévoyance sociales,*

LOUIS LOUCHEUR.

DECRET DU 2 FEVRIER 1930

portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un régime uniforme de répartition du travail dans les magasins et salons de coiffure de la ville de Rennes (1).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales;

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures;

Vu le décret du 26 août 1920, modifié par le décret du 30 octobre 1921, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les magasins et salons de coiffure, et notamment l'article 2, §§ 3 et 7, conçus comme suit :

« Dans les magasins et salons de coiffure pour hommes ou pour dames, en raison du caractère intermittent du travail, il est admis que la durée de présence prévue ci-après correspond à la durée maximum de travail effectif fixée au premier paragraphe du présent article :

54 heures par semaine à Paris et dans les autres villes comptant plus de 500.000 habitants;

57 heures par semaine dans les villes comptant au plus 500.000 habitants et au moins 100.000 habitants;

60 heures par semaine dans les villes comptant moins de 100.000 habitants. »

« Si des organisations patronales et ouvrières de la profession, dans une région, comprenant une partie plus ou moins étendue du territoire ou dans une localité déterminée, demandent qu'il soit fixé un régime uniforme de répartition des heures pour tous les établissements de la profession dans la région, la localité ou les quartiers, il sera statué sur la demande par décret portant règlement d'administration publique, après consultation de toutes les organisations intéressées et en se référant aux accords intervenus entre elles, là où il en existe. »

Vu l'accord intervenu le 7 octobre 1929 entre la Chambre syndicale des patrons coiffeurs de Rennes et la Chambre syndicale des ouvriers coiffeurs de Rennes;

Vu la demande contenue dans l'accord susvisé;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Dans toute l'étendue de la ville de Rennes, pour tous les magasins et salons de coiffure pour hommes ou pour dames, est établi le régime uniforme ci-après de répartition des heures de présence journalière :

1° Pour les magasins et salons de coiffure donnant le repos hebdomadaire le dimanche :

Du lundi au samedi inclusivement : de 8 heures à 19 heures 30 avec repos de 12 heures à 13 h. 30;

2° Pour les magasins et salons de coiffure donnant le repos hebdomadaire le lundi :

(1) J. O. du 15 février 1930.

Du mardi au samedi inclusivement : de 7 h. 30 à 20 heures avec repos de 12 heures à 13 h. 30.

Le Dimanche : de 7 heures à 12 heures.

ART. 2. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur huit jours après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 3. — Le Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel de la République française* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 2 février 1930.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Travail, de l'Hygiène,
de l'Assistance et de la Prévoyance sociales,*

LOUIS LOUCHEUR.

DECRET DU 4 FEVRIER 1930

modifiant le décret du 9 juin 1928 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 26 avril 1924 sur l'emploi obligatoire des mutilés de guerre ()*.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales;

Vu la loi du 26 avril 1924 sur l'emploi obligatoire des mutilés de guerre et notamment l'article 2, § 3, et l'article 10, paragraphes 1 et 4;

Vu l'article 4 de la loi du 26 janvier 1927, rendant la loi du 26 avril 1924 applicable dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle;

Vu l'article 69 de la loi du 31 mars 1929 ainsi conçu :

« L'article 10 de la loi du 26 avril 1924 est complété par la disposition suivante, insérée après l'alinéa 2 du paragraphe 4 : La redevance annuelle prévue par le 3^e paragraphe de l'article 2 ne sera pas due non plus pour les jours pendant lesquels les exploitations visées à ce paragraphe n'auront pas fonctionné ni pour les mutilés et les veuves de guerre ou femmes y assimilées que lesdites exploitations justifieront n'avoir pu obtenir des offices publics de placement auxquels elles les auront demandés selon les termes de l'article 6. »

Vu le décret du 9 juin 1928, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 26 avril 1924;

Vu les avis du Ministre des Pensions et de l'Office national des mutilés, du Ministre de l'Agriculture, du Ministre du Commerce, du Ministre de l'Intérieur et du Ministre des Colonies;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les articles 3, 4, § 3, 6, § 2, et 13 § 2 du décret du 9 juin 1928 sont modifiés comme suit :

Art. 3. — Les chefs d'exploitation qui emploient plus de 50 p. 100 de main-d'œuvre féminine, doivent pour bénéficier de l'exonération du paiement de la redevance prévue au paragraphe 3 de l'article 2 de la loi, porter sur la quatrième partie de la liste mentionnée à l'article 1^{er} ci-dessus les veuves de guerre et autres bénéficiaires de la loi appartenant au sexe féminin, *visées par ledit paragraphe; ils y joindront le relevé des*

(*) J. O. du 9 février 1930.

offres concernant les catégories visées ci-dessus, par eux faites aux offices de placement pendant ladite année, ainsi que toutes justifications utiles: ces justifications comprennent notamment les avis de réception prévus à l'article 6 de la loi.

Art. 4, § 3. — Cette liste doit faire ressortir d'une façon apparente que le demandeur a droit au bénéfice de l'article 1^{er}, ou de l'article 2, § 3.

Art. 6, § 2. — La Commission se prononce au cours de sa première réunion; si elle n'admet pas la légitimité des motifs invoqués par l'employeur, celui-ci ne peut bénéficier de l'exonération prévue au 2^o du paragraphe 4 et au paragraphe 5 de l'article 10 de la loi à compter du jour où il a avisé de son refus le Directeur de l'Office départemental de placement.

Art. 13, § 2. — *En ce qui concerne le personnel masculin, la liquidation est faite conformément à l'article 11.*

Si le total calculé comme il est prévu au paragraphe 1^{er} dudit article excède le nombre des journées de travail qu'auraient dû faire dans l'établissement et pendant l'année écoulée les bénéficiaires de la loi, cet excédent entre en compte comme il est dit ci-dessous pour la liquidation des redevances à payer pour le personnel féminin.

En ce qui concerne le personnel féminin, après avoir établi le nombre de journées de travail qu'auraient dû faire dans l'établissement et pendant l'année écoulée les salariées visées à l'article 2, § 3, on soustrait de ce nombre :

1^o *S'il y a lieu, l'excédent prévu par le paragraphe précédent;*

2^o *Le total des journées de travail que les salariées visées à l'article 2, § 3, ont effectivement faites dans l'établissement et les journées de congés, de maladie ou d'absence volontaire;*

3^o *Le nombre de journées calculées entre le jour où le chef d'entreprise a passé une offre d'emploi à l'Office de placement et celui où lui a été envoyé par l'Office une salariée visée à l'article 2, § 3, acceptée par lui ou dont le refus a été reconnu justifié.*

La différence ainsi obtenue donne le nombre de journées de travail pour lesquelles est due par l'employeur la redevance journalière dont il appartient à la Commission départementale de contrôle de fixer le taux et le montant.

ART. 2. — Le Ministre du Travail, le Ministre des Pensions, le Ministre de l'Intérieur, le Ministre des Colonies et le Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 4 février 1930.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'Intérieur,*

TARDIEU.

*Le Ministre du Travail,
de l'Hygiène, de l'Assistance,
et de la Prévoyance sociales,*

LOUIS LOUCHEUR.

Le Ministre des Finances,

CHÉRON.

Le Ministre des Pensions,

D. GALLET.

Le Ministre des Colonies,

PIETRI.

DECRET DU 4 FEVRIER 1930

portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un régime uniforme de répartition du travail dans les magasins et salons de coiffure de la ville de La Flèche (1).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales;

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures;

Vu le décret du 26 août 1920, modifié par le décret du 30 octobre 1921, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les magasins et salons de coiffure, et notamment l'article 2, §§ 3 et 7, conçus comme suit :

« Dans les magasins et salons de coiffure pour hommes ou pour dames, en raison du caractère intermittent du travail, il est admis que la durée de présence prévue ci-après correspond à la durée maximum de travail effectif fixée au premier paragraphe du présent article :

54 heures par semaine à Paris et dans les autres villes comptant plus de 500.000 habitants;

57 heures par semaine dans les villes comptant au plus 500.000 habitants et au moins 100.000 habitants;

60 heures par semaine dans les villes comptant moins de 100.000 habitants. »

« Si des organisations patronales et ouvrières de la profession, dans une région, comprenant une partie plus ou moins étendue du territoire ou dans une localité déterminée, demandent qu'il soit fixé un régime uniforme de répartition des heures pour tous les établissements de la profession dans la région, la localité ou les quartiers, il sera statué sur la demande par décret portant règlement d'administration publique, après consultation de toutes les organisations intéressées et en se référant aux accords intervenus entre elles, là où il en existe. »

Vu la demande formulée par le Syndicat patronal des coiffeurs Fléchois, et en l'absence d'organisation ouvrière, par les ouvriers coiffeurs intéressés;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Dans toute l'étendue de la ville de La Flèche, pour tous les magasins et salons de coiffure pour hommes ou pour dames, est établi le régime uniforme ci-après de répartition des heures de présence journalière; le repos hebdomadaire étant fixé au lundi :

Du mardi au samedi inclus, de 8 heures à 20 heures, avec repos de 12 heures à 13 h. 15;

Le dimanche de 7 h. 30 à 15 heures, avec repos de 12 heures à 13 h. 15.

ART. 2. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur huit jours après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 3. — Le Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel de la République française* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 4 février 1930.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Travail, de l'Hygiène,
de l'Assistance et de la Prévoyance sociales,*

LOUIS LOUCHEUR.

(1) *J. O.* du 7 février 1930.

DECRET DU 15 FEVRIER 1930

modifiant le décret du 8 août 1926 allouant aux fonctionnaires et agents du Ministère du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales des indemnités pour frais de missions et de tournées, modifié par les décrets des 8 janvier et 24 février 1927 (1).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales, et du Ministre des Finances,

Vu l'article 9 de la loi du 18 octobre 1919 concernant les indemnités de séjour et les avantages accessoires attribués aux fonctionnaires, agents et ouvriers des services civils de l'Etat;

Vu les décrets des 17 juin 1921 et 6 juillet 1923 relatifs aux frais de déplacement du personnel de l'Administration centrale du Ministère du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales;

Vu le décret du 24 juin 1921 relatif aux indemnités attribuées aux agents des services de la main-d'œuvre nationale et étrangère;

Vu les décrets des 24 novembre 1920, 23 juin 1921 et 10 décembre 1923 relatifs aux frais de tournées et de bureau des inspecteurs du travail;

Vu les décrets des 23 novembre 1920 et 8 juin 1922 relatifs aux frais de tournées des contrôleurs des retraites ouvrières et paysannes au Ministère du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales;

Vu le décret du 23 novembre 1920 relatif aux frais de déplacement des agents chargés du contrôle de l'application de la loi des retraites ouvrières et paysannes dans les mairies;

Vu le décret du 28 mai 1929 fixant le taux des indemnités allouées aux contrôleurs des habitations à bon marché en remboursement de leurs frais de déplacement;

Vu le décret du 26 novembre 1920 relatif aux frais de déplacement du personnel du contrôle des assurances privées;

Vu le décret du 8 août 1926, modifié par le décret du 8 janvier 1927, allouant aux fonctionnaires et agents du Ministère du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales, des indemnités pour frais de missions et de tournées;

Vu la loi du 29 décembre 1929 portant ouverture d'un crédit sur l'exercice 1929 en vue du relèvement des indemnités pour frais de missions et de tournées des personnels civils et militaires de l'Etat,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions des articles 2, 3, 6 et 7 du décret du 8 août 1926, allouant aux fonctionnaires et agents du Ministère du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales des indemnités pour frais de missions et de tournées sont modifiées ainsi qu'il suit :

Art. 2. —
Les indemnités pour frais de missions à l'intérieur (y compris la Corse, l'Algérie et la Tunisie) sont fixées ainsi qu'il suit :

(Voir tableau en regard page 19.)

Art. 3. — Les journées de mission ou de déplacement se décomptent par période de vingt-quatre heures, depuis l'heure du départ de la gare ou de la résidence, jusqu'à l'heure du retour à la gare ou à la résidence.

Aucune indemnité n'est due pour les absences comportant ou non le découper d'une durée égale ou inférieure à sept heures. De même, en fin de déplacement, l'excédent est négligé s'il est égal ou inférieur à sept heures. S'il est supérieur à sept heures, il donne droit à indemnité suivant les distinctions et les tarifs prévus par le présent décret.

(1) J. O. du 26 février 1930.

L'obligation de prendre un repas au dehors est établie par le fait que l'absence de la résidence excède sept heures.

I. — FRAIS DE MISSION.

Taux par journée passée en mission.

CATÉGORIES	JOURNÉE INCOMPLÈTE.				JOURNÉE COMPLÈTE			CLASSE	
	MISSION		MISSION		COMPOR- TANT ou non le découcher mais dont la durée excède 18 heures.	PENDANT les 30 premiers jours.	À PARTIR du 31 ^e jour dans la même localité.		
	SANS découcher		avec découcher						
	obligeant à prendre un repas au dehors (absence excédant 7 heures mais ne dépassant pas 12 heures).	obligeant à prendre deux repas au dehors (absence excédant 12 heures mais ne dépassant pas 18 heures).	compor- tant une absence excédant 7 heures mais ne dépassant pas 12 heures.	compor- tant une absence excédant 12 heures mais ne dépassant pas 18 heures.					
DE FONCTIONNAIRES.	1	2	3	4	5	6	7	8	9
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Groupe I.....		25 00	50 00	30 00	55 00	80 00	80 00	70 00	1 ^{re} classe.
Groupe II.....		21 50	43 00	25 00	46 50	68 00	68 00	60 00	1 ^{re} classe.
Groupe III.....		17 50	35 00	20 00	37 50	55 00	55 00	48 00	2 ^e classe.
Groupe IV.....		12 50	25 00	15 00	27 50	40 00	40 00	34 00	3 ^e classe.
NOTA. — Les taux ci-dessus correspondent forfaitairement à toutes les dépenses (nourriture, logement et accessoires) qu'entraîne le déplacement, à la seule exception des frais réels de transport qui sont calculés conformément aux dispositions de l'article 9 du présent décret.									

L'obligation de prendre deux repas est établie par le fait que l'absence excède douze heures.

Il y a **découcher** quand le départ de la résidence a lieu avant minuit et la rentrée à la résidence après minuit.

L'indemnité afférente au **découcher** proprement dit est attribuée, à l'exclusion de toute autre, quand la durée de la mission excède sept heures sans dépasser douze heures. Si elle excède douze heures, il est alloué, outre l'indemnité de **découcher** proprement dite, l'indemnité afférente à un repas.

Enfin, lorsque la durée de l'absence excède dix-huit heures comportant ou non le **découcher**, la mission donne droit à l'indemnité afférente à la journée entière.

Art. 6. — Les indemnités pour frais de tournées et d'intérim sont fractionnées ainsi qu'il suit :

Moins de sept heures, aucune indemnité.
 Plus de sept heures jusqu'à douze heures, un tiers.
 Plus de douze heures jusqu'à dix-huit heures, deux tiers.
 Au-dessus de dix-huit heures, la totalité de l'indemnité.

Art. 7. — Les taux des indemnités pour frais de tournées et d'intérim sont fixés conformément au tableau ci-dessous :

Taux des frais de tournées et d'intérim.

CATÉGORIES DE FONCTIONNAIRES. 1	DÉPLACEMENTS DE PLUS DE 7 HEURES mais ne dépassant pas 12 heures.		DÉPLACEMENTS DE PLUS DE 12 HEURES mais ne dépassant pas 18 heures.		DÉPLACEMENTS DE PLUS DE 18 HEURES.	
	Chefs de famille.	Autres agents.	Chefs de famille.	Autres agents.	Chefs de famille.	Autres agents.
	2	3	4	5	6	7
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
1 ^{er} groupe.....	22 00	20 00	44 00	40 00	66 00	60 00
2 ^e groupe.....	19 00	17 00	38 00	34 00	57 00	51 00
3 ^e groupe.....	15 00	13 00	30 00	26 00	45 00	39 00
4 ^e groupe.....	11 00	9 00	22 00	18 00	33 00	27 00

NOTA. — On entend par « chef de famille » ceux qui sont mariés, veufs avec enfants ou séparés judiciairement avec enfants, qui ont des enfants naturels légalement reconnus ou qui vivent habituellement avec leur mère veuve.

.....

ART. 2. — Les dispositions du présent décret auront leur effet à compter du 1^{er} juillet 1929.

ART. 3. — Le Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales, et le Ministre des Finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 15 février 1930.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Travail,
de l'Hygiène, de l'Assistance,
et de la Prévoyance sociale,*

LOUIS LOUCHEUR.

Le Ministre des Finances,
HENRY CHÉRON.

DECRET DU 25 FEVRIER 1930

portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un régime spécial de répartition du travail dans les boucheries hippophagiques en gros et entreprises d'abatage en gros relevant de l'abattoir hippophagique de Vaugirard ⁽¹⁾.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales;

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures;

Vu le décret du 17 mai 1921, modifié par le décret du 13 août 1927, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans le commerce de gros et demi-gros de marchandises de toute nature et notamment l'article 2, dernier paragraphe, conçu comme suit :

« Si des organisations patronales et ouvrières de la profession, dans une localité ou dans une région, demandent qu'il soit fixé un régime uniforme de répartition du travail pour tous les établissements de la profession dans la localité ou dans la région, il sera statué sur la demande par décret portant règlement d'administration publique, après consultation de toutes les organisations intéressées et en se référant aux accords intervenus entre elles, s'il en existe. »

Vu le décret du 5 août 1926, portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un régime uniforme de répartition du travail dans les boucheries hippophagiques en gros et entreprises d'abatage en gros relevant de l'abattoir hippophagique de Vaugirard;

Vu la demande formulée le 11 juin 1929 par le Syndicat des bouchers hippophagiques en gros et entrepreneurs d'abatage en gros;

Vu l'accord intervenu, le 16 août 1929, entre le Syndicat susvisé et le Syndicat général des travailleurs de l'industrie de la viande de la Seine (Section de l'hippophagie);

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Pour toutes les boucheries hippophagiques en gros et entreprises d'abatage en gros relevant de l'abattoir hippophagique de Vaugirard, sis à Paris, rue Brancion n° 106, est institué le régime spécial ci-après de répartition des heures de travail pour chaque jour ouvrable de la semaine entre deux groupes d'ouvriers :

- 1^{er} groupe : de 5 heures à 13 h. 30 avec repos de 8 heures à 8 h. 30;
- 2^e groupe : de 8 h. 30 à 17 h. 30 avec repos de 11 h. 30 à 12 h. 30.

ART. 2. — Les dispositions de l'article 4, § 6 du décret du 17 mai 1921, modifié par le décret du 13 août 1927 appliquant la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans le commerce en gros et demi-gros de marchandises de toute nature, relatives à la composition des équipes, sont applicables aux groupes d'ouvriers travaillant dans les conditions déterminées à l'article 1^{er} ci-dessus.

L'état nominatif de chaque groupe devra, en conséquence, être indiqué, soit par un tableau affiché, soit par un registre spécial tenu constamment à jour et mis à la disposition du Service de l'Inspection du Travail.

ART. 3. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur huit jours après sa publication au *Journal officiel*.

A la même date, cesseront d'être en vigueur les dispositions du décret du 5 août 1926, établissant un régime uniforme de répartition des heures de travail dans les boucheries hippophagiques en gros et entreprises d'abatage en gros relevant de l'abattoir hippophagique de Vaugirard.

(1) *J. O.* du 6 mars 1930.

ART. 4. — Le Ministre du Travail de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel de la République française* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 25 février 1930.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Travail, de l'Hygiène,
de l'Assistance et de la Prévoyance sociales,*

LOUIS LOUCHEUR.

DECRET DU 25 FEVRIER 1930

portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un régime uniforme de répartition du travail dans les magasins et salons de coiffure de la ville de La Roche-sur-Yon ⁽¹⁾.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales;

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures;

Vu le décret du 26 août 1920, modifié par le décret du 30 octobre 1921, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les magasins et salons de coiffure, et notamment l'article 2, §§ 3, 6 et 7, conçus comme suit :

« Dans les magasins et salons de coiffure pour hommes ou pour dames, en raison du caractère intermittent du travail, il est admis que la durée de présence prévue ci-après correspond à la durée maximum de travail effectif fixée au premier paragraphe du présent article :

54 heures par semaine à Paris et dans les autres villes comptant plus de 500.000 habitants;

57 heures par semaine dans les villes comptant au plus 500.000 habitants et au moins 100.000 habitants;

60 heures par semaine dans les villes comptant moins de 100.000 habitants. »

« Lorsque dans une région comprenant une partie plus ou moins étendue de territoire ou dans une localité déterminée, il est constaté, par des accords intervenus entre les organisations patronales et ouvrières intéressées, que le maximum hebdomadaire de travail effectif dans les magasins et salons de coiffure pour hommes et dans les magasins et salons de coiffure pour dames correspond à une durée de présence inférieure à celle qui est fixée au paragraphe 3 du présent article, un régime différent tenant compte de ces accords pourra être fixé, à titre provisoire, par arrêté ministériel. Ledit régime ne pourra être établi à titre définitif que par voie de règlement d'administration publique. »

« Si des organisations patronales et ouvrières de la profession, dans une région, comprenant une partie plus ou moins grande du territoire ou dans une localité déterminée, demandent qu'il soit fixé un régime uniforme de répartition des heures pour tous les établissements de la profession dans la région, la localité ou les quartiers, il sera statué sur la demande par décret portant règlement d'administration publique, après consultation de toutes les organisations intéressées et en se référant aux accords intervenus entre elles, là où il en existe. »

Vu l'accord intervenu le 9 novembre 1929 entre le Syndicat patronal des coiffeurs de La Roche-sur-Yon et le Syndicat des garçons coiffeurs de La Roche-sur-Yon;

Vu la demande formulée par lesdites organisations;

Le Conseil d'Etat entendu,

(1) J. O. du 6 mars 1930.

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Dans toute l'étendue de la ville de La Roche-sur-Yon, pour tous les magasins et salons de coiffure pour hommes ou pour dames, est établi le régime uniforme ci-après de répartition des heures de présence journalière, portant sur une durée de présence réduite à 59 h. 15 par semaine, du mardi 7 h. 30 au dimanche 13 heures, savoir :

Du mardi au samedi inclus, de 7 h. 30 à 19 h. 30, avec repos de 12 heures à 13 h. 15;

Le dimanche de 7 h. 30 à 13 heures.

ART. 2. — Le Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel de la République française* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 25 février 1930.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Travail, de l'Hygiène,
de l'Assistance et de la Prévoyance sociales,*

LOUIS LOUCHEUR.

DECRET DU 25 FEVRIER 1930

portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les pâtisseries de la ville de Perpignan (1).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales;

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures;

Vu les articles 6, 7 et 8 du Livre II du Code du travail, tels qu'ils ont été modifiés par ladite loi du 23 avril 1919;

Vu la demande présentée par une organisation syndicale;

Vu l'avis inséré au *Journal officiel* du 29 avril 1920 (p. 6505) relatif à la consultation des organisations patronales et ouvrières en vue de l'élaboration d'un règlement d'administration publique concernant l'application de la loi du 23 avril 1919 au commerce de détail de denrées alimentaires à emporter dans les villes de plus de 25.000 habitants;

Vu l'accord intervenu, le 12 juin 1928, entre le Syndicat des patrons pâtisseries de Perpignan et le Syndicat des cuisiniers-pâtisseries-confiseurs de la ville de Perpignan;

Vu les observations présentées par les organisations patronales et ouvrières intéressées;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret sont applicables dans la ville de Perpignan aux établissements et parties d'éta-

(1) *Journal officiel* du 8 mars 1930, p. 2634.

blissements où s'exerce la vente au détail de pâtisserie et aux ateliers de fabrication annexés à ces établissements et fonctionnant pour les besoins de ceux-ci.

Les dispositions du présent décret sont également applicables aux ouvriers et employés occupés à la préparation de cuisine lorsque cette préparation est effectuée dans les établissements visés au paragraphe 1^{er} du présent article.

Ne sont pas soumis aux dispositions du présent décret :

1° Les établissements et parties d'établissements déjà soumis au décret du 6 août 1925, visant les industries de la biscuiterie, chocolaterie, confiserie;

2° Les hôtels, restaurants, cafés et autres établissements de vente de denrées alimentaires à consommer sur place, qui seront assujettis à un décret spécial.

ART. 2. — Les établissements ou parties d'établissement visés au paragraphe 1^{er} de l'article 1^{er} devront, pour l'application de la loi du 23 avril 1919, choisir un des modes ci-après :

1° Limitation du travail effectif à raison de huit heures par chaque jour ouvrable de la semaine;

2° Répartition inégale entre les jours ouvrables des quarante-huit heures de travail effectif de la semaine, avec maximum de neuf heures par jour, afin de permettre le repos du samedi après-midi ou toute autre modalité équivalente.

Toutefois, pour le personnel affecté à la vente, en raison du caractère intermittent du travail, la durée journalière du travail pourra atteindre dix heures.

L'organisation du travail par relais est interdite. Toutefois, elle pourra être autorisée par arrêté ministériel, après consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées, pour le personnel des ateliers de fabrication les samedis, dimanches et jours de fête où cette organisation serait justifiée.

Si des organisations patronales ou ouvrières de la profession dans une localité ou dans un quartier demandent qu'il soit fixé un régime uniforme de répartition du travail pour tous les établissements de la profession dans la localité ou dans le quartier, il sera statué sur la demande par décret portant règlement d'administration publique après consultation de toutes les organisations intéressées et en se référant aux accords intervenus entre elles, s'il en existe.

ART. 3. — Dans les ateliers de fabrication, en cas d'interruption collective du travail résultant de causes accidentelles ou de force majeure (accidents survenus au matériel, interruption de force motrice, sinistres) une prolongation de la journée de travail pourra être pratiquée à titre de compensation des heures de travail perdues, avec maximum de deux heures par jour, la récupération pouvant s'effectuer dans un délai maximum de six jours.

Le chef d'établissement qui veut faire usage des facultés de récupération prévues ci-dessus doit, dans l'avis qu'il devra adresser à l'inspecteur départemental du travail, indiquer la nature, la cause et la date de l'interruption collective du travail, le nombre d'heures de travail perdues, les modifications qu'il se propose d'apporter temporairement à l'horaire en vue de compenser les heures perdues ainsi que le nombre de personnes auxquelles s'applique cette modification.

ART. 4. — Dans chaque établissement ou partie d'établissement, les ouvriers ou employés ne pourront être occupés que conformément aux

indications d'un horaire précisant, pour chaque journée et éventuellement pour chaque semaine, la répartition des heures de travail.

Cet horaire, établi suivant l'heure légale, fixera pour le personnel des ateliers de fabrication les heures auxquelles commencera et finira chaque période de travail et en dehors desquelles aucun ouvrier ou employé ne pourra être occupé. Le total des heures comprises dans les périodes de travail ne devra pas excéder la limite fixée en conformité du paragraphe 1^{er} de l'article 2.

Pour le personnel affecté à la vente, l'horaire fixera pour l'ensemble du personnel l'heure du commencement et de la fin de la journée de présence, ainsi que la durée des repos. Le nombre d'heures comprises dans cette période, en y comprenant les heures consacrées aux repos ne devra pas excéder de plus de deux heures la limite fixée par le paragraphe 2 de l'article 2. Aucune personne ne pourra être occupée avant l'heure du commencement ou après l'heure de la fin de la journée de travail ainsi fixée.

Des heures différentes de travail et de repos pourront être prévues pour les catégories de travailleurs auxquelles s'appliquent les dérogations prévues par l'article 5 ci-après, ainsi que pour les catégories de travailleurs pour lesquelles seraient intervenus les arrêtés visés au paragraphe 3 de l'article 2.

Toute modification de la répartition des heures de travail devra donner lieu, avant sa mise en service, à une rectification de l'horaire établi.

Cet horaire, daté et signé par le chef d'établissement ou, sous la responsabilité de celui-ci, par la personne à laquelle il aura délégué ses pouvoirs à cet effet, sera transcrit, soit sur une affiche facilement accessible et lisible, apposée de façon apparente dans chacun des locaux de travail auxquels s'applique cet horaire, soit sur un registre tenu constamment à jour et mis à la disposition du Service de l'Inspection du Travail dans l'établissement où est occupé le personnel visé.

Un double de l'horaire et des rectifications qui y seraient apportées éventuellement devra être préalablement adressé à l'Inspecteur départemental du travail.

ART. 5. — La durée du travail effectif journalier peut, pour les travaux désignés au tableau ci-dessous, et conformément à ses indications, être prolongée au delà des limites fixées en conformité de l'article 2 du présent décret :

1^o Travail des mécaniciens, des électriciens, des chauffeurs employés au service de la force motrice, de l'éclairage et du matériel de levage.

Une heure au maximum.

2^o Travail des surveillants, gardiens, concierges, conducteurs d'automobiles, porteurs et préposés au service de livraison.

Quatre heures au maximum, sans que cette prolongation puisse avoir pour effet de réduire à moins de douze heures la durée du repos ininterrompu entre deux journées de travail.

ART. 6. — La durée du travail effectif journalier peut être, à titre temporaire, prolongée au delà des limites fixées conformément à l'article 2 du présent décret, dans les conditions suivantes :

1^o Travaux urgents dont l'exécution immédiate est nécessaire pour prévenir les accidents imminents, organiser des mesures de sauvetage ou réparer des accidents survenus soit au matériel, soit aux installations, soit aux bâtiments de l'établissement.

Faculté illimitée pendant un jour au choix du chef d'établissement : les jours suivants, deux heures au-delà de la limite assignée au travail général de l'établissement.

2° Travaux urgents auxquels l'établissement doit faire face (surcroît extraordinaire de travail).

Cent-vingt heures par an, sans que la durée du travail journalier puisse être prolongée de plus de deux heures.

ART. 7. — Le bénéfice des dérogations permanentes prévues à l'article 5 est acquis de plein droit au chef d'établissement, sous réserve d'accomplissement des formalités prévues à l'article 4 du présent décret.

Tout chef d'établissement qui veut user des facultés prévues à l'article 6 du présent décret est tenu d'adresser préalablement à l'inspecteur départemental du travail une déclaration datée spécifiant : la nature et la cause de la dérogation, le nombre d'ouvriers (enfants, femmes, hommes) pour lesquels la durée du travail est prolongée, les heures de travail et de repos prévues pour ces ouvriers, la durée évaluée en jours et en heures de la dérogation.

Le chef d'établissement doit, en outre, tenir à jour un tableau sur lequel seront inscrites, au fur et à mesure de l'envoi des avis à l'inspecteur du travail, les dates des jours où il sera fait usage des dérogations, avec indication de la durée de ces dérogations. Ce tableau sera affiché dans l'établissement, dans les conditions déterminées à l'article 4 du présent décret au sujet de l'horaire et il y restera apposé du 1^{er} janvier de l'année courante au 15 janvier de l'année suivante.

Dans le cas où il aura été fait usage de la faculté prévue au paragraphe 6 de l'article 4 de transcrire l'horaire sur un registre, l'affichage du tableau prévu au paragraphe 3 du présent article pourra être remplacé par la transcription dudit tableau sur le registre.

ART. 8. — Les heures de travail effectuées par application des dérogations prévues au 2° de l'article 6 du présent décret seront considérées comme heures supplémentaires et payées conformément aux accords et usages en vigueur pour les heures de travail effectuées en dehors de la durée normale.

ART. 9. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur un mois après la publication au *Journal officiel*.

ART. 10. — Le Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel de la République française* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 25 février 1930.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Travail, de l'Hygiène,
de l'Assistance et de la Prévoyance sociales,*

LOUIS LOUCHEUR.

DECRET DU 15 MARS 1930

portant règlement d'administration publique pour l'exécution des dispositions du livre II du Code du travail (titre II : Hygiène et sécurité des travailleurs) en ce qui concerne les mesures particulières de protection

applicables aux établissements dans lesquels sont entreposés ou manipulés certains liquides particulièrement inflammables (1).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale,

Vu les articles 67, 68, 69 et 70 du livre II du Code du travail, ainsi conçus :

« Art. 67. — Des règlements d'administration publique déterminent :

« 1° Les mesures générales de protection et de salubrité applicables à tous les établissements assujettis, notamment en ce qui concerne l'éclairage, l'aération ou la ventilation, les eaux potables, les fosses d'aisances, l'évacuation des poussières et vapeurs, les précautions à prendre contre les incendies, le couchage du personnel, etc.;

« 2° Au fur et à mesure des nécessités constatées, les prescriptions particulières relatives soit à certaines professions, soit à certains modes de travail.

« Art. 68. — En ce qui concerne l'application des règlements d'administration publique prévus par l'article précédent, les inspecteurs, avant de dresser procès-verbal, mettent les chefs d'établissement en demeure de se conformer aux prescriptions desdits règlements.

« Art. 69. — Cette mise en demeure est faite par écrit sur le registre prévu à cet effet par l'article 90 a. Elle sera datée et signée, indiquera les contraventions constatées et fixera un délai à l'expiration duquel ces contraventions devront avoir disparu. Ce délai, qui ne pourra, en aucun cas, être inférieur à quatre jours, devra être fixé, en tenant compte des circonstances, à partir du minimum établi pour chaque cas par le règlement d'administration publique.

« Art. 70. — Avant l'expiration du délai prévu à l'article précédent et au plus tard dans les quinze jours qui suivront la mise en demeure, le chef d'établissement adresse, s'il le juge convenable, une réclamation au Ministre du Travail. Cette réclamation est suspensive; elle est soumise, après enquête, au comité consultatif des arts et manufactures, qui entend le réclamant s'il y a lieu. Lorsque l'obéissance à la mise en demeure nécessite des transformations importantes portant notamment sur le gros œuvre de l'établissement, le Ministre accorde au réclamant le délai qui aura été reconnu nécessaire et suffisant par le comité consultatif des arts et manufactures. La durée de ce délai ne dépassera jamais dix-huit mois.

« Notification de la décision est faite au chef d'établissement dans la forme administrative; avis en est donné à l'inspecteur. »

Vu le décret du 10 juillet 1913 portant règlement d'administration publique en ce qui concerne les mesures générales de protection et de salubrité applicables à tous les établissements assujettis;

Vu l'avis du Comité consultatif des arts et manufactures;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Indépendamment des mesures générales prescrites par le décret du 10 juillet 1913 dans les établissements visés à l'article 65 du livre II du Code du travail, les chefs d'industrie, directeurs ou gérants, sont tenus de prendre les mesures particulières de protection énoncées aux articles ci-après en ce qui concerne l'entreposage ou la manipulation de l'éther (oxyde d'éthyle), du sulfure de carbone et des solutions contenant 30 p. 100 au moins de l'un ou l'autre de ces produits.

Les dispositions du présent décret ne s'appliquent pas à ces opérations lorsqu'elles s'effectuent dans les établissements où les produits ci-dessus désignés sont fabriqués. Un décret ultérieur déterminera les dispositions qui seront applicables à ces derniers établissements.

ART. 2. — Les récipients mobiles de plus de deux litres contenant les liquides visés à l'article 1^{er}, susceptibles d'être entreposés ou manipulés, doivent être étanches.

S'ils sont en verre, ils doivent être de bonne fabrication, d'une épaisseur et d'une résistance suffisantes; ils seront, en outre, munis d'une

(1) J. O. du 26 mars 1930.

enveloppe métallique étanche convenablement ajustée pour les protéger efficacement.

ART. 3. — Les récipients quels qu'ils soient qui contiennent ces liquides pour l'approvisionnement des dépôts, magasins, laboratoires, ateliers, doivent porter en caractères très lisibles la dénomination usuelle de la substance qu'ils renferment avec la mention « Liquide particulièrement inflammable ».

ART. 4. — Ces liquides ne peuvent être entreposés dans les locaux de travail que jusqu'à concurrence de la quantité nécessaire pour la consommation d'une journée. Les récipients vides doivent être bouchés et ne doivent jamais séjourner dans ces locaux.

ART. 5. — Lorsque les récipients ont une capacité supérieure à 20 litres, le transvasement de ces liquides, quel qu'en soit l'état de viscosité, ne peut se faire qu'à l'aide soit d'un dispositif évitant le renversement accidentel du récipient (siphons ou vide-touries), soit de pompes ou autres dispositifs étanches.

ART. 6. — Les locaux où sont entreposés, manipulés ou employés ces liquides en quantité supérieure à deux litres, ne doivent jamais contenir aucun foyer, aucune flamme, aucun appareil pouvant donner lieu à production extérieure d'étincelles électriques ou présentant des parties susceptibles d'être portées à l'incandescence; ils ne peuvent être mis en communication directe avec des locaux présentant des dangers d'inflammation du même ordre.

Lesdits locaux ne peuvent être éclairés que par des lampes électriques munies d'une double enveloppe; les conducteurs électriques doivent être installés selon les règles de l'art et de façon à éviter tout court-circuit.

Il est interdit d'apporter dans ces locaux une bougie ou une lampe allumée ou tout autre objet produisant des flammes. Il est également interdit d'y fumer. Cette dernière interdiction doit faire l'objet d'un affichage en caractères très apparents à l'entrée des locaux.

Il est interdit de procéder par un dispositif quelconque au chauffage des locaux où sont entreposés l'éther, le sulfure de carbone ou les solutions contenant plus de 30 p. 100 de l'un ou l'autre de ces produits. Dans les locaux où est manipulé du sulfure de carbone, ne peuvent exister ou être introduits des matières ou objets d'une température supérieure à 120 degrés centigrades.

ART. 7. — Les locaux visés à l'article précédent doivent être parfaitement ventilés.

ART. 8. — Le Ministre du Travail peut, par arrêté pris sur le rapport des Inspecteurs du travail, après avis des organisations patronales et ouvrières intéressées et après avis du Comité consultatif des Arts et Manufactures, accorder à certaines catégories d'établissements ou parties d'établissement, dispense permanente ou temporaire de tout ou partie des prescriptions des articles 2, 4 et 6 du présent décret, dans le cas où il est reconnu que l'application de ces prescriptions est pratiquement impossible et que la sécurité des travailleurs est assurée dans des conditions au moins équivalentes à celles qui sont fixées par le présent décret.

ART. 9. — Le délai minimum prévu à l'article 69 du livre II du Code du travail pour l'exécution des mises en demeure est fixé :

à quatre jours pour les mises en demeure fondées sur les dispositions des articles 3, 4, 6 et 7 du présent décret;

à un mois pour les mises en demeure fondées sur les dispositions des articles 2 et 5 du présent décret.

Toutefois, en ce qui concerne les mises en demeure fondées sur les dispositions de l'article 7, le délai minimum sera porté à un mois, lorsque l'exécution de ces mises en demeure comportera la création d'installations nouvelles et non pas seulement l'utilisation d'installations existantes.

ART. 10. — Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel de la République française* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 15 mars 1930.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Travail
et de la Prévoyance sociale,*

PIERRE LAVAL.

DECRET DU 30 MARS 1930

allouant aux Inspecteurs du Travail des indemnités pour frais occasionnés par des travaux matériels exécutés par des aides ()*.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale et du Ministre du Budget;

Vu l'article 9 de la loi du 18 octobre 1919;

Vu la loi de finances du 30 décembre 1928;

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Il pourra être alloué aux Inspecteurs divisionnaires, aux Inspecteurs et Inspectrices départementaux du Travail, à titre de remboursement des frais qu'ils auront été autorisés à engager pour la rémunération d'aides chargés de l'exécution de travaux matériels (copie, dactylographie, etc.), et sur justification des dépenses réellement faites, des indemnités annuelles payables par mois, à terme échu, dans la limite des taux ci-après :

Inspecteurs divisionnaires :

1 ^{re} circonscription (Paris).....	7.000 francs.
5 ^e circonscription (Lille).....	5.000 francs.
Autres circonscriptions.....	3.600 francs.
<i>Inspecteurs et Inspectrices départementaux.....</i>	<i>2.400 francs.</i>

Pour chaque circonscription et chaque section d'inspecteur ou d'inspectrice départemental, le montant de l'indemnité est fixé par le Ministre du Travail en tenant compte de l'importance de la section, et notamment du nombre des établissements soumis au contrôle de l'inspecteur, de l'effectif de ces établissements et du nombre des déclarations d'accidents du travail.

(*) J. O. du 10 avril 1930.

ART. 2. — Le présent décret aura son effet à partir du 1^{er} janvier 1929.

ART. 3. — Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale et le Ministre du Budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 30 mars 1930.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Travail
et de la Prévoyance sociale,*

PIERRE LAVAL.

Le Ministre du Budget,

GERMAIN-MARTIN.

DECRET DU 10 MAI 1930

modifiant le décret du 24 septembre 1925 portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un régime uniforme de répartition des heures de travail dans le commerce de gros et demi-gros des tissus, blanc et mercerie de la ville de Nantes (°).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale;

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures;

Vu le décret des 17 mai 1921 et 13 août 1927 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 dans le commerce de gros et demi-gros de marchandises de toute nature, et notamment l'article 2, § 4, conçu comme suit :

« Si des organisations patronales ou ouvrières de la profession, dans une localité ou dans une région demandent qu'il soit fixé un régime uniforme de répartition du travail pour tous les établissements de la profession dans la localité ou dans la région, il sera statué sur la demande par décret portant règlement d'administration publique, après consultation de toutes les organisations intéressées et en se référant aux accords intervenus entre elles s'il en existe. »

Vu le décret du 24 septembre 1925 portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un régime uniforme de répartition du travail dans les établissements ou parties d'établissements de Nantes où s'exerce le commerce de gros ou demi-gros des tissus, blanc et mercerie;

Vu la demande formulée, le 31 janvier 1930, par le Syndicat des employés de commerce et de l'industrie, rue de Bel-Air, n° 6, à Nantes, en vue de la modification du décret susvisé;

Vu la correspondance échangée entre le Syndicat précité et le Syndicat des négociants en tissus, blanc et mercerie, rue Désiré-Colombe, n° 2, à Nantes, établissant l'accord de ces deux organisations;

Vu la lettre du 13 mars 1930 du Syndicat des employés des Deux-Sèvres du commerce et de l'alimentation, Bourse du travail, rue Arsène-Leloup, à Nantes;

Vu le rapport, en date du 17 mars 1930, du service de l'inspection du travail;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — L'alinéa 1^{er} de l'article 1^{er} du décret du 24 septembre 1925 susvisé est modifié comme suit :

« Art. 1^{er}, alinéa 1^{er}. — Dans la ville de Nantes est établi, pour tous les établissements ou parties d'établissements où s'exerce le commerce de

(°) J. O. du 17 mai 1930.

gros et demi-gros des tissus, blanc et mercerie, le régime uniforme de répartition des heures de travail ci-après, du 1^{er} février au 30 septembre inclus. »

ART. 2. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur huit jours après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 3. — Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Alger, le 10 mai 1930.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Travail,
et de la Prévoyance sociale,*

PIERRE LAVAL.

DECRET DU 14 MAI 1930

portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un régime uniforme de répartition du travail dans les pharmacies vendant au détail de Saint-Nazaire (1).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale;

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures;

Vu le décret des 17 août 1921-5 mars 1926-18 juillet 1929 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 dans les pharmacies vendant au détail et notamment l'article 3, § 3, conçu comme suit :

« Art. 3, § 3. — Si des organisations patronales ou ouvrières de la profession dans une localité ou dans une région demandent qu'il soit fixé un régime uniforme de répartition du travail pour tous les établissements de la profession dans la localité ou dans la région, il sera statué sur la demande par décret portant règlement d'administration publique, après consultation de toutes les organisations intéressées, et en se référant aux accords intervenus entre elles, s'il en existe. »

Vu l'accord conclu le 24 janvier 1930 entre le Syndicat des pharmaciens de Saint-Nazaire et le Syndicat des préparateurs en pharmacie de Saint-Nazaire;

Vu la demande formulée le 24 janvier 1930 par les organisations précitées;

Le Conseil d'Etat entendu.

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Dans toute l'étendue de la ville de Saint-Nazaire, pour tous les établissements ou parties d'établissement visés à l'article 1^{er} du décret susvisé des 17 août 1921-5 mars 1926-18 juillet 1929, est institué le régime uniforme ci-après de répartition des heures normales de travail :

De 9 heures à 19 heures avec un repos de 12 heures à 14 heures.

ART. 2. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur huit jours après sa publication au *Journal officiel*.

(1) *J. O.* du 23 mai 1930.

ART. 3. — Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Paris, le 14 mai 1930.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Travail,
et de la Prévoyance sociale,*

PIERRE LAVAL.

DECRET DU 14 MAI 1930

visant les conditions d'emploi des travailleurs étrangers dans les travaux exécutés pour l'application de la loi du 14 janvier 1930 relative à l'organisation défensive des frontières (¹).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale et du Ministre de la Guerre;

Vu l'article 12 de la loi du 31 janvier 1835 disposant qu'une ordonnance royale réglera les formalités à suivre à l'avenir dans tous les marchés passés au nom de l'Etat;

Vu le décret du 18 novembre 1882 concernant les adjudications et les marchés passés au nom de l'Etat;

Vu la loi du 14 janvier 1930 portant ouverture de crédits pour l'organisation défensive des frontières;

Le Conseil d'Etat entendu

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les cahiers des charges des marchés de travaux passés par le Ministre de la Guerre, par adjudication ou de gré à gré, pour l'application de la loi susvisée du 14 janvier 1930, pourront contenir une clause stipulant que l'entrepreneur devra se conformer aux indications qui lui seront données par l'Administration en vue de l'introduction en France et de l'emploi de travailleurs étrangers dont le nombre et les modalités d'introduction seront fixés, suivant les besoins, par l'Administration, d'après la situation du marché du travail dans la localité ou région intéressée.

ART. 2. — Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale et le Ministre de la Guerre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Paris, le 14 mai 1930.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Travail
et de la Prévoyance sociale,*

PIERRE LAVAL.

Le Ministre de la Guerre,

ANDRÉ MAGINOT.

(¹) J. O. des 19 et 20 mai 1930.

DECRET DU 14 MAI 1930

portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les boulangeries du département du Nord (1).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale;

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures;

Vu les articles 6, 7 et 8 du livre II du Code du travail, tels qu'ils ont été modifiés par ladite loi du 23 avril 1919;

Vu les demandes présentées par diverses organisations syndicales;

Vu les avis insérés au *Journal officiel* du 29 avril 1920 (p. 6505) et du 26 novembre 1926 (p. 12.508), relatifs à la consultation des organisations patronales et ouvrières en vue de l'élaboration d'un règlement d'administration publique concernant l'application de la loi du 23 avril 1919, le premier, au commerce de détail de denrées alimentaires à emporter dans les villes de plus de 25.000 habitants; le second, au commerce de détail de marchandises de toute nature dans les villes comptant moins de 25.000 habitants;

Vu l'accord intervenu le 28 avril 1929 entre le Syndicat départemental de la boulangerie du Nord et le Comité régional et intersyndical des Syndicats de l'alimentation de la 1^{re} région de France et les Syndicats d'ouvriers boulangers du département du Nord;

Vu les observations formulées par les organisations patronales et ouvrières intéressées;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret sont applicables dans les établissements ou parties d'établissement du département du Nord où s'exerce la profession ci-après : Boulangerie.

Les dispositions du présent décret ne sont pas applicables aux pâtisseries, qui seront réglementées par un décret spécial.

ART. 2. — Les établissements ou parties d'établissement visés au paragraphe 1^{er} devront, pour l'application de la loi du 23 avril 1919, choisir un des modes ci-après :

1° Limitation du travail effectif à raison de huit heures par chaque jour ouvrable de la semaine;

2° Répartition inégale entre les jours ouvrables des quarante-huit heures de travail effectif de la semaine, avec maximum de neuf heures par jour, afin de permettre le repos du samedi après-midi ou toute autre modalité équivalente.

Dans les établissements pratiquant la fermeture au public un jour par semaine, le maximum journalier prévu au 2° ci-dessus pourra être porté à douze heures la veille du jour de la fermeture.

Toutefois, pour le personnel affecté à la vente et en raison du caractère intermittent du travail, la durée du travail pourra atteindre huit heures et demie par jour, coupées par un ou plusieurs repos dont la durée totale ne pourra être inférieure à trois heures, le personnel ayant, pendant deux heures et demie au moins, le droit de quitter l'établissement.

L'organisation du travail par relais est interdite. Toutefois, elle pourra être autorisée par arrêté ministériel, après consultation des organisations

(1) J. O. du 24 mai 1930, p. 5743. Erratum au J. O. du 25 mai 1930, p. 5794.

patronales et ouvrières intéressées, pour les travaux ou les fabrications pour lesquels cette organisation sera justifiée par des raisons techniques, sous réserve que la journée de travail de chaque ouvrier occupé par relais ne soit coupée que par un seul repos.

En cas d'organisation du travail par équipes successives, le travail de chaque équipe sera continu, sauf l'interruption pour les repos.

Si des organisations patronales ou ouvrières de la profession, dans une localité ou dans une région, demandent qu'il soit fixé un régime uniforme de répartition du travail pour tous les établissements de la profession dans la localité ou dans la région, il sera statué sur la demande par décret portant règlement d'administration publique, après consultation de toutes les organisations intéressées et en se référant aux accords intervenus entre elles, s'il en existe.

ART. 3. — Dans les ateliers de fabrication, en cas d'interruption collective du travail résultant de causes accidentelles ou de force majeure (accidents survenus au matériel, interruption de force motrice, sinistres), une prolongation de la journée de travail pourra être pratiquée, à titre de compensation des heures de travail perdues, le lendemain du jour de l'interruption collective, avec maximum de deux heures.

Le chef d'établissement qui veut faire usage des facultés de récupération prévues ci-dessus doit, dans l'avis qu'il devra adresser à l'inspecteur départemental du travail, indiquer la nature, la cause et la date de l'interruption collective du travail, le nombre d'heures de travail perdues, les modifications qu'il se propose d'apporter temporairement à l'horaire en vue de récupérer les heures perdues, ainsi que le nombre de personnes auxquelles s'applique cette modification.

ART. 4. — Dans chaque établissement ou partie d'établissement, les ouvriers ou employés ne pourront être occupés que conformément aux indications d'un horaire précisant, pour chaque journée et éventuellement pour chaque semaine, la répartition des heures de travail.

Cet horaire, établi suivant l'heure légale, fixera, pour le personnel des ateliers de fabrication, les heures auxquelles commencera et finira chaque période de travail et en dehors desquelles aucun ouvrier ou employé ne pourra être occupé. Le total des heures comprises dans les périodes de travail ne devra pas excéder la limite fixée en conformité des paragraphes 1^{er} et 2 de l'article 2.

Pour le personnel affecté à la vente, l'horaire fixera, pour l'ensemble du personnel, l'heure du commencement et de la fin de la journée de travail, ainsi que la durée des repos, notamment de ceux qui sont prévus au paragraphe 3 de l'article 2. Le nombre d'heures comprises dans cette période, en y comprenant les heures consacrées aux repos, ne devra pas excéder onze heures et demie. En outre, l'horaire devra indiquer les heures de repos pendant lesquelles le personnel aura le droit de quitter l'établissement. Aucune personne ne pourra être occupée avant l'heure du commencement ou après l'heure de la fin de la journée de travail ainsi fixée.

Des heures différentes de travail et de repos pourront être prévues pour les catégories de travailleurs auxquelles s'appliquent les dérogations prévues par l'article 5 ci-après, ainsi que pour les catégories de travailleurs visées par les arrêtés prévus au paragraphe 4 de l'article 2.

Toute modification de la répartition des heures de travail devra donner lieu, avant sa mise en service, à une rectification de l'horaire établi.

Cet horaire, daté et signé par le chef d'établissement ou, sous la responsabilité de celui-ci, par la personne à laquelle il aura délégué ses pouvoirs à cet effet, sera affiché en caractères lisibles et apposé de façon apparente dans chacun des locaux de travail auxquels il s'applique.

Un double de l'horaire et des rectifications qui y seraient apportées éventuellement devra être préalablement adressé à l'inspecteur départemental du travail.

En cas d'organisation du travail par équipes, la composition nominative de chaque équipe sera indiquée soit par un tableau affiché, soit par un registre spécial tenu constamment à jour et mis à la disposition du service de l'inspection du travail.

ART. 5. — La durée du travail effectif journalier peut, pour les travaux désignés au tableau ci-dessous, et conformément à ses indications, être prolongée au delà des limites fixées en conformité de l'article 2 du présent décret.

1° Travail des mécaniciens, des électriciens, des chauffeurs employés au service de la force motrice, de l'éclairage et du matériel de levage.

Une heure au maximum.

2° Travail des surveillants, gardiens, concierges, conducteurs d'automobiles, porteurs et préposés au service de livraison.

Quatre heures au maximum, sans que cette prolongation puisse avoir pour effet de réduire à moins de douze heures la durée du repos ininterrompu entre deux journées de travail.

3° Dans les établissements n'occupant pour la panification que deux hommes, y compris le cas échéant le patron, et faisant normalement un maximum de quatre ou de cinq fournées, travaux nécessaires pour achever la dernière fournée lorsque celle-ci, par suite de circonstances exceptionnelles, n'aura pu être achevée dans les limites réglementaires.

Une heure au maximum.

4° Dans les établissements n'occupant pour la panification que deux hommes, y compris le cas échéant le patron, et faisant normalement un maximum de cinq fournées, une prolongation d'une heure pourra être autorisée, par l'inspecteur du travail, après consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées.

La fournée visée au 3° et au 4° ci-dessus comporte 120 à 130 pains de 1 kilogramme, ou 78 pains de 1 kgr. 500, ou leur équivalence en pains de fantaisie de 350 à 700 grammes.

ART. 6. — La durée du travail effectif journalier peut être, à titre temporaire, prolongée au delà des limites fixées conformément à l'article 2 du présent décret, dans les conditions suivantes :

1° Travaux urgents dont l'exécution immédiate est nécessaire pour prévenir des accidents imminents, organiser des mesures de sauvetage ou réparer des accidents survenus soit au matériel, soit aux installations, soit aux bâtiments de l'établissement.

Faculté illimitée pendant un jour au choix du chef d'établissement; les jours suivants, deux heures au delà de la limite assignée au travail général de l'établissement.

2° Travaux exécutés dans l'intérêt de la sûreté et de la défense nationale ou d'un service public, sur un ordre du Gouvernement constatant la nécessité de la dérogation.

Limite à fixer dans chaque cas de concert entre le Ministre du Travail et le Ministre qui ordonne les travaux.

3° Travaux urgents auxquels l'établissement doit faire face (surcroît extraordinaire de travail).

Quatre-vingts heures par an, réparties sur quatre-vingts jours au plus et sans que la durée du travail journalier puisse être prolongée de plus de deux heures.

ART. 7. — Le bénéfice des dérogations permanentes prévues à l'article 5 est acquis de plein droit au chef d'établissement, sous réserve d'accomplissement des formalités prévues à l'article 4 du présent décret.

Tout chef d'établissement qui veut user des facultés prévues à l'article 6 du présent décret est tenu d'adresser préalablement à l'inspecteur départemental du travail une déclaration datée spécifiant : la nature et la cause de la dérogation, le nombre d'ouvriers (enfants, femmes, hommes) pour lesquels la durée du travail est prolongée, les heures de travail et de repos prévues pour ces ouvriers, la durée, évaluée en jours et en heures, de la dérogation.

Le chef d'établissement doit, en outre, tenir à jour un tableau sur lequel seront inscrites, au fur et à mesure de l'envoi des avis à l'inspecteur du travail, les dates des jours où il sera fait usage des dérogations, avec indication de la durée de ces dérogations. Ce tableau sera affiché dans l'établissement, dans les conditions déterminées à l'article 4 du présent décret, au sujet de l'horaire, et il y restera apposé du 1^{er} janvier de l'année courante au 15 janvier de l'année suivante.

ART. 8. — Les heures de travail effectuées par application des dérogations prévues au 3^e de l'article 6 du présent décret seront considérées comme heures supplémentaires et payées conformément aux accords et usages en vigueur pour les heures de travail effectuées en dehors de la durée normale.

ART. 9. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur trois mois après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 10. — Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Paris, le 14 mai 1930.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Travail,
et de la Prévoyance sociale,*

PIERRE LAVAL.

DECRET DU 14 MAI 1930

portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les charcuteries vendant au détail du département de la Seine ()*.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale;

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures;

Vu les articles 6, 7 et 8 du livre II du Code du travail, tels qu'ils ont été modifiés par ladite loi du 23 avril 1919;

Vu les demandes présentées par diverses organisations syndicales;

(*) *J. O.* du 21 mai 1930, p. 5607 (errata au *J. O.* du 23 mai 1930, p. 5696).

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 29 janvier 1924, p. 1036, relatif à la consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées en vue de l'élaboration d'un règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans la boucherie et la charcuterie du département de la Seine;

Vu les observations formulées par les organisations patronales et ouvrières intéressées;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret sont applicables dans le département de la Seine aux établissements et parties d'établissement où s'exerce la vente au détail de charcuterie et aux ateliers de fabrication annexés à ces établissements et fonctionnant pour les besoins de ceux-ci.

Les dispositions du présent décret sont également applicables aux ouvriers et employés occupés à la préparation de cuisine lorsque cette préparation est effectuée dans les établissements visés au paragraphe 1^{er} du présent article.

Ne sont pas soumis aux dispositions du présent décret :

1° Les établissements et parties d'établissement déjà soumis au décret du 3 mars 1927 visant les fabriques de conserves de viandes, produits de charcuterie, graisses alimentaires;

2° Les établissements et parties d'établissement déjà soumis au décret du 2 août 1920 visant les hôtels, restaurants, cafés et autres établissements de vente de denrées alimentaires à consommer sur place de la région parisienne;

3° Les établissements et parties d'établissement déjà soumis au décret du 26 novembre 1926 visant les pâtisseries des départements de la Seine et de Seine-et-Oise.

ART. 2. — Les établissements ou parties d'établissement visés à l'article 1^{er} devront, pour l'application de la loi du 23 avril 1919, choisir un des modes ci-après :

1° Limitation du travail effectif à raison de huit heures par chaque jour ouvrable de la semaine;

2° Répartition inégale entre les jours ouvrables des quarante-huit heures de travail effectif de la semaine avec maximum de neuf heures par jour, afin de permettre le repos du samedi après-midi ou toute autre modalité équivalente.

Pour le personnel affecté à la fabrication, les heures de travail prévues au paragraphe précédent doivent être réparties de telle sorte que le nombre d'heures comprises entre l'heure du commencement et celle de la fin de la journée de travail, en y comprenant les heures consacrées aux repos, n'excède pas douze heures en cas de répartition égale des quarante-huit heures hebdomadaires entre les six jours ouvrables, et douze heures et demie en semaine et sept heures le dimanche, en cas de répartition inégale permettant une demi-journée de repos par semaine.

Pour le personnel affecté à la vente, y compris le personnel affecté à la livraison, afin de tenir compte du caractère intermittent du travail, la limite journalière des heures de travail peut être portée à neuf heures.

Ces heures doivent être réparties de telle sorte que le nombre d'heures comprises entre l'heure du commencement et celle de la fin de la journée de travail, en y comprenant les heures consacrées aux repos, n'excède pas treize heures en semaine et treize heures et demie le dimanche.

Pendant les heures de repos, les ouvriers ou employés ont le droit de quitter l'établissement; le personnel de fabrication ne doit pas séjourner dans les locaux de travail.

L'ouvrier ou l'employé qui assure le service de garde pendant les heures de repos coupant les périodes de travail, ou le dimanche lorsque le personnel affecté à la fabrication cesse le travail avant le personnel affecté à la vente, bénéficie d'un repos compensateur dans la semaine.

En dehors du cas prévu par le paragraphe précédent, l'organisation du travail par relai est interdite.

En cas d'organisation du travail par équipes successives, le travail de chaque équipe sera continu, sauf l'interruption pour les repos.

Si des organisations patronales et ouvrières de la profession, dans une localité ou dans une région, demandent qu'il soit fixé un régime uniforme de répartition du travail pour tous les établissements de la profession dans la localité ou dans la région, il sera statué sur la demande par décret portant règlement d'administration publique après consultation de toutes les organisations intéressées et en se référant aux accords intervenus entre elles, s'il en existe.

ART. 3. — Dans les ateliers de fabrication, en cas d'interruption collective du travail résultant de causes accidentelles ou de force majeure (accidents survenus au matériel, interruption de force motrice, sinistres), une prolongation de la journée de travail pourra être pratiquée, à titre de compensation des heures de travail perdues, avec maximum de deux heures par jour, la récupération pouvant s'effectuer dans un délai maximum de six jours.

Le chef d'établissement qui veut faire usage des facultés de récupération prévues ci-dessus doit, dans l'avis qu'il devra adresser à l'inspecteur départemental du travail, indiquer la nature, la cause et la date de l'interruption collective du travail, le nombre d'heures de travail perdues, les modifications qu'il se propose d'apporter temporairement à l'horaire en vue de récupérer les heures perdues, ainsi que le nombre de personnes auxquelles s'applique cette modification.

ART. 4. — Dans chaque établissement ou partie d'établissement, les ouvriers ou employés ne pourront être occupés que conformément aux indications d'un horaire précisant, pour chaque journée et éventuellement pour chaque semaine, la répartition des heures de travail.

Cet horaire, établi suivant l'heure légale, fixera, dans les limites prévues par l'article 2, les heures auxquelles commencera et finira chaque journée de travail, ainsi que les heures et la durée des repos. Aucun ouvrier ou employé ne peut être occupé avant l'heure du commencement ou après l'heure de la fin de la journée de travail ainsi fixée ou pendant les heures de repos, en dehors des exceptions prévues par l'article 2, § 6, pour le service de garde. L'horaire indiquera les noms de l'ouvrier ou de l'employé chargé d'assurer ce service, les heures pendant lesquelles il l'assure, ainsi que les heures auxquelles le repos compensateur lui est donné dans la semaine.

Toute modification de la répartition des heures de travail devra donner lieu, avant sa mise en service, à une rectification de l'horaire établi.

Cet horaire, daté et signé par le chef d'établissement ou, sous la responsabilité de celui-ci, par la personne à laquelle il aura délégué ses pouvoirs à cet effet, sera transcrit, soit sur une affiche facilement accessible et lisible apposée de façon apparente dans chacun des locaux de travail auxquels s'applique cet horaire, soit sur un registre constamment tenu à jour et mis à la disposition du Service de l'Inspection du travail, dans l'établissement où est occupé le personnel visé.

Un double de l'horaire ainsi transcrit et des rectifications qui y seraient

apportées éventuellement devra être préalablement adressé à l'inspecteur départemental du travail.

En cas d'organisation du travail par équipes, la composition nominative de chaque équipe sera indiquée, soit par un tableau affiché, soit par un registre spécial, tenu constamment à jour et mis à la disposition du Service de l'Inspection du travail.

ART. 5. — La durée de présence journalière peut, pour les travaux désignés au tableau ci-dessous, et conformément à ses indications, être prolongée au delà des limites fixées en conformité de l'article 2 du présent décret :

- | | |
|--|-------------------------|
| 1° Travail des chauffeurs, employés au service de l'éclairage, du chauffage, de la force motrice, de la réfrigération. | Une heure au maximum. |
| 2° Travail des charretiers, voituriers, conducteurs d'automobiles et autres agents affectés au service des transports et des livraisons. | Deux heures au maximum. |

Les dérogations énumérées dans le présent article sont applicables exclusivement aux hommes adultes. Elles n'auront en aucun cas pour effet de réduire au-dessous de dix heures la durée du repos ininterrompu séparant deux journées consécutives de travail.

ART. 6. — La durée de travail ou de présence peut être, à titre temporaire, prolongée au delà des limites fixées conformément à l'article 2 du présent décret, dans les conditions suivantes :

- | | |
|---|--|
| 1° Travaux urgents dont l'exécution immédiate est nécessaire pour prévenir des accidents imminents, organiser des mesures de sauvetage ou réparer des accidents survenus soit au matériel, soit aux installations, soit aux bâtiments de l'établissement. | Faculté illimitée pendant un jour au choix du chef d'établissement; les jours suivants, deux heures au delà de la limite assignée au travail général de l'établissement. |
| 2° Travaux exécutés dans l'intérêt de la sûreté et de la défense nationales ou d'un service public, sur un ordre du Gouvernement constatant la nécessité de la dérogation. | Limite à fixer dans chaque cas de concert entre le Ministre du Travail et le Ministre qui ordonne les travaux. |
| 3° Travaux urgents auxquels l'établissement doit faire face (surcroît extraordinaire de travail). | Quatre-vingt-dix heures par an, sans que la durée du travail journalier puisse être prolongée de plus de deux heures. En aucun cas, la durée du repos séparant deux journées de travail ne pourra être réduite au-dessous de dix heures. |

ART. 7. — Le bénéfice des dérogations permanentes est acquis de plein droit au chef d'établissement, sous réserve d'accomplissement des formalités prévues à l'article 4 du présent décret.

Tout chef d'établissement qui veut user des facultés prévues à l'article 6 du présent décret est tenu d'adresser préalablement à l'inspecteur départemental du travail une déclaration datée spécifiant : la nature et la cause de la dérogation, le nombre d'ouvriers (enfants, femmes, hommes) pour lesquels la durée du travail est prolongée, les heures de travail et de repos prévues pour ces ouvriers, la durée évaluée en jours et en heures de la dérogation.

Le chef d'établissement doit, en outre, tenir à jour un tableau sur lequel seront inscrites, au fur et à mesure de l'envoi des avis à l'inspecteur du travail, les dates des jours où il sera fait usage des dérogations, avec

indication de la durée de ces dérogations. Ce tableau sera affiché dans l'établissement, dans les conditions déterminées à l'article 4 du présent décret, au sujet de l'horaire, et il y restera apposé du 1^{er} janvier de l'année courante au 15 janvier de l'année suivante.

ART. 8. — Les heures de travail effectuées par application des dérogations prévues au 3^o de l'article 6 du présent décret seront considérées comme heures supplémentaires et payées conformément aux accords et usages en vigueur pour les heures de travail effectuées en dehors de la durée normale.

ART. 9. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur un mois après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 10. — Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Paris, le 14 mai 1930.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Travail,
et de la Prévoyance sociale,*

PIERRE LAVAL.

DECRET DU 12 JUIN 1930

portant modification du décret du 14 août 1907 complétant la nomenclature des établissements admis à donner le repos hebdomadaire par roulement en vertu de l'article 38, § 1 et 2, du livre II du Code du travail (1).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale;

Vu le décret du 14 août 1907, modifié par les décrets des 10 septembre 1908 et 13 juillet 1909, portant règlement d'administration publique, énumérant la nomenclature des établissements admis à donner le repos hebdomadaire par roulement, en vertu de l'article 38, paragraphes 1 et 2 du livre II du Code du travail;

Le Conseil d'Etat entendu.

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Dans le tableau annexé à l'article 1^{er} du décret du 14 août 1907, modifié par les décrets des 10 septembre 1908 et 13 juillet 1909, est insérée, après la rubrique « Distillation et rectification des produits de la fermentation alcoolique (Usines de) », la rubrique « Distribution de carburants et lubrifiants pour automobiles (Postes de) ».

ART. 2. — Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale est chargé

(1) *J. O.* du 22 juin 1930.

de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Paris, le 12 juin 1930.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Travail,
et de la Prévoyance sociale,*

PIERRE LAVAL.

DECRET DU 15 JUIN 1930

portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un régime uniforme de répartition du travail dans les pharmacies de Rouen, Sotteville-lès-Rouen et Petit-Quevilly ⁽¹⁾.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale;

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures;

Vu le décret des 17 août 1921-5 mars 1926-18 juillet 1929 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 dans les pharmacies vendant au détail et notamment les articles 3, § 3, et 6, dernier paragraphe, conçus comme suit :

« Art. 3, § 3. — Si des organisations patronales ou ouvrières de la profession dans une localité ou dans une région demandent qu'il soit fixé un régime uniforme de répartition du travail pour tous les établissements de la profession dans la localité ou dans la région, il sera statué sur la demande par décret portant règlement d'administration publique, après consultation de toutes les organisations intéressées, et en se référant aux accords intervenus entre elles, s'il en existe. »

« Art. 6. —

« Lorsque, dans une région comprenant une partie plus ou moins étendue de territoire ou dans une localité déterminée, il est constaté, par des accords intervenus entre les organisations patronales et ouvrières intéressées, que le nombre annuel d'heures supplémentaires nécessaires pour faire face à l'exécution des travaux urgents est inférieure au maximum fixé au paragraphe 3 du présent article, un nombre différent, tenant compte de ces accords, pourra être fixé à titre provisoire par arrêté ministériel. Le nouveau crédit d'heures supplémentaires ainsi fixé ne pourra être établi à titre définitif que par voie de règlement d'administration publique.

Vu l'accord intervenu le 17 janvier 1930 entre le Syndicat des pharmaciens de la Seine-Inférieure, rue des Espagnols, n° 6, à Rouen, et le Syndicat des préparateurs;

Vu la demande formulée par l'accord susvisé et par lettre du 1^{er} mars 1930 du Syndicat des pharmaciens de la Seine-Inférieure;

Le Conseil d'Etat entendu.

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Dans toute l'étendue des villes de Rouen, Sotteville-lès-Rouen et Petit-Quevilly, pour tous les établissements ou parties d'établissement visés à l'article 1^{er} du décret des 17 août 1921-5 mars 1926, 18 juillet 1929 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les pharmacies vendant au détail, est institué le régime ci-après de répartition des heures normales de travail :

(1) *J. O.* des 23 et 24 juin 1930.

Le lundi, de 13 h. 45 à 19 h. 15 pour les pharmacies de Rouen et de 14 heures à 19 h. 30 pour les pharmacies de Sotteville-les-Rouen et Petit-Quevilly; les mardi, mercredi, jeudi, vendredi et samedi, de 8 h. 30 à 19 heures, avec, pour chaque employé, un repos intercalaire de deux heures consécutives.

Toutefois, pour les pharmacies ayant assuré le service de garde le dimanche, les heures normales de travail seront, dans la semaine suivante, réparties tous les jours comme suit : de 8 h. 30 à 18 h. 30, avec, pour chaque employé, un repos intercalaire de deux heures consécutives.

ART. 2. — Exceptionnellement, en cas de chômage d'une fête légale tombant un samedi, la répartition des heures normales de travail se fera dans la semaine qui suit, conformément au régime prévu au dernier paragraphe de l'article 1^{er} du présent décret.

ART. 3. — Par dérogation aux dispositions de l'article 6, 3^e du décret susvisé des 17 août 1921-5 mars 1926-18 juillet 1929, le nombre des heures supplémentaires pour surcroît extraordinaire de travail ne devra pas excéder 125 par an.

ART. 4. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur huit jours après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 5. — Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Paris, le 15 juin 1930.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Travail,
et de la Prévoyance sociale,*

PIERRE LAVAL.

DECRET DU 15 JUIN 1930

portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les pâtisseries de la ville d'Angers ⁽¹⁾.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale;

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures;

Vu les articles 6, 7 et 8 du livre II du Code du travail, tels qu'ils ont été modifiés par ladite loi du 23 avril 1919;

Vu les demandes présentées par diverses organisations syndicales;

Vu l'avis inséré au *Journal officiel* du 29 avril 1920 (p. 6505), relatif à la consultation des organisations patronales et ouvrières en vue de l'élaboration d'un règlement d'administration publique concernant l'application de la loi du 23 avril 1919 au commerce de détail de denrées alimentaires à emporter dans les villes de plus de 25.000 habitants;

(1) J. O. du 22 juin 1930, p. 6884, erratum au J. O. des 23 et 24 juin 1930, p. 6946.

Vu l'accord intervenu le 6 mars 1930 entre le Syndicat des patrons pâtisseries d'Angers et le Syndicat confédéré des ouvriers pâtisseries de l'Ouest à Angers;

Le Conseil d'Etat entendu.

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret sont applicables dans la ville d'Angers aux établissements et parties d'établissement où s'exerce la vente au détail de pâtisserie et aux ateliers de fabrication annexés à ces établissements et fonctionnant pour les besoins de ceux-ci.

Les dispositions du présent décret sont également applicables aux ouvriers et employés occupés à la préparation de cuisine lorsque cette préparation est effectuée dans les établissements visés au paragraphe 1^{er} du présent article.

Ne sont pas soumis aux dispositions du présent décret :

1° Les établissements et parties d'établissement déjà soumis au décret du 6 août 1925 visant les industries de la biscuiterie, chocolaterie, confiserie;

2° Les hôtels, restaurants, cafés et autres établissements de vente de denrées alimentaires à consommer sur place, qui seront assujettis à un décret spécial.

ART. 2. — Les établissements ou parties d'établissement visés au paragraphe 1^{er} de l'article 1^{er} devront, pour l'application de la loi du 23 avril 1919, choisir un des modes ci-après :

1° Limitation du travail effectif à raison de huit heures par chaque jour ouvrable de la semaine;

2° Répartition inégale entre les jours ouvrables des quarante-huit heures de travail effectif de la semaine, avec maximum de neuf heures par jour, afin de permettre le repos du samedi après-midi, ou toute autre modalité équivalente.

Toutefois, pour le personnel affecté à la vente et en raison du caractère intermittent du travail, il pourra être substitué aux régimes ci-dessus les régimes ci-après :

a. Dans les établissements ou parties d'établissement qui assurent à leur personnel, en sus du repos hebdomadaire, une demi-journée de repos par semaine, la durée du travail pourra atteindre au plus, le dimanche matin, quatre heures et demie et les autres jours neuf heures et demie, coupées par un ou plusieurs repos dont la durée totale ne pourra être inférieure à une heure et demie;

b. Dans les pâtisseries proprement dites et dans les boulangeries-pâtisseries qui ne donnent pas le repos de l'après-midi du dimanche, la durée du travail pourra atteindre huit heures et demie par jour, coupées par un ou plusieurs repos dont la durée totale ne pourra être inférieure à deux heures et demie.

L'organisation du travail par relais est interdite. Toutefois elle pourra être autorisée par arrêté ministériel, après consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées, pour le personnel des ateliers de fabrication, les samedis et jours de fête où cette organisation serait justifiée.

Si des organisations patronales ou ouvrières de la profession, dans une localité ou dans un quartier, demandent qu'il soit fixé un régime uniforme de répartition du travail pour tous les établissements de la pro-

fession dans la localité ou dans le quartier, il sera statué sur la demande par décret portant règlement d'administration publique après consultation de toutes les organisations intéressées et en se référant aux accords intervenus entre elles, s'il en existe.

ART. 3. — Dans les ateliers de fabrication, en cas d'interruption collective du travail résultant de causes accidentelles ou de force majeure (accidents survenus au matériel, interruption de force motrice, sinistres), une prolongation de la journée de travail pourra être pratiquée, à titre de compensation des heures de travail perdues, avec maximum de deux heures par jour, la récupération pouvant s'effectuer dans un délai maximum de six jours.

Le chef d'établissement qui veut faire usage des facultés de récupération prévues ci-dessus doit, dans l'avis qu'il devra adresser à l'Inspecteur départemental du travail, indiquer la nature, la cause et la date de l'interruption collective du travail, le nombre d'heures de travail perdues, les modifications qu'il se propose d'apporter temporairement à l'horaire en vue de récupérer les heures perdues, ainsi que le nombre de personnes auxquelles s'applique cette modification.

ART. 4. — Dans chaque établissement ou partie d'établissement, les ouvriers ou employés ne pourront être occupés que conformément aux indications d'un horaire précisant, pour chaque journée et éventuellement pour chaque semaine, la répartition des heures de travail.

Cet horaire, établi suivant l'heure légale, fixera pour le personnel des ateliers de fabrication les heures auxquelles commencera et finira chaque période de travail et en dehors desquelles aucun ouvrier ou employé ne pourra être occupé. Le total des heures comprises dans les périodes de travail ne devra pas excéder la limite fixée en conformité du paragraphe 1^{er} de l'article 2.

Pour le personnel affecté à la vente, l'horaire fixera pour l'ensemble du personnel l'heure du commencement et de la fin de la journée de travail, ainsi que la durée des repos prévus à l'article 2. Le nombre d'heures comprises dans cette période, en y comprenant les heures consacrées aux repos, ne devra pas excéder, pour les établissements de la catégorie *a*, quatre heures et demie le dimanche et onze heures les autres jours ouvrables, et pour les établissements de la catégorie *b*, onze heures. En outre, l'horaire devra indiquer les heures de repos pendant lesquelles le personnel aura le droit de quitter l'établissement. Aucune personne ne pourra être occupée avant l'heure du commencement ou après l'heure de la fin de la journée de travail ainsi fixée.

Des heures différentes de travail et de repos pourront être prévues pour les catégories de travailleurs auxquelles s'appliquent les dérogations prévues par l'article 5 ci-après, ainsi que pour les catégories de travailleurs pour lesquelles seraient intervenus les arrêtés visés au paragraphe 3 de l'article 2.

Toute modification de la répartition des heures de travail devra donner lieu, avant sa mise en service, à une rectification de l'horaire établi.

Cet horaire, daté et signé par le chef d'établissement ou, sous la responsabilité de celui-ci, par la personne à laquelle il aura délégué ses pouvoirs à cet effet, sera transcrit, soit sur une affiche facilement accessible et lisible, apposée de façon apparente dans chacun des locaux de travail auxquels s'applique cet horaire, soit sur un registre constamment tenu à jour et mis à la disposition du Service de l'Inspection du travail dans l'établissement où est occupé le personnel visé.

Un double de l'horaire et des rectifications qui y seraient apportées éventuellement devra être préalablement adressé à l'Inspecteur départemental du travail.

ART. 5. — La durée du travail effectif journalier peut, pour les travaux désignés au tableau ci-dessous, et conformément à ses indications, être prolongée au delà des limites fixées en conformité de l'article 2 du présent décret :

1° Travail des mécaniciens, des électriciens, des chauffeurs, employés au service de la force motrice, de l'éclairage et du matériel de levage;

Une heure au maximum.

2° Travail des surveillants, gardiens, concierges, conducteurs d'automobiles, porteurs et préposés au service de livraison.

Quatre heures au maximum sans que cette prolongation puisse avoir pour effet de réduire à moins de douze heures la durée du repos ininterrompu entre deux journées de travail.

ART. 6. — La durée du travail effectif journalier peut être, à titre temporaire, prolongée au delà des limites fixées conformément à l'article 2 du présent décret, dans les conditions suivantes :

1° Travaux urgents dont l'exécution immédiate est nécessaire pour prévenir des accidents imminents, organiser des mesures de sauvetage ou réparer des accidents survenus soit au matériel, soit aux installations, soit aux bâtiments de l'établissement;

Faculté illimitée pendant un jour au choix du chef de l'établissement; les jours suivants, deux heures au delà de la limite assignée au travail général de l'établissement.

2° Travaux urgents auxquels l'établissement doit faire face (surcroît extraordinaire de travail).

Cent cinquante heures par an, sans que la durée du travail journalier puisse être prolongée de plus de deux heures pendant quarante jours par an.

ART. 7. — Le bénéfice des dérogations permanentes prévues à l'article 5 est acquis de plein droit au chef d'établissement, sous réserve d'accomplissement des formalités prévues à l'article 4 du présent décret.

Tout chef d'établissement qui veut user des facultés prévues à l'article 6 du présent décret est tenu d'adresser préalablement à l'Inspecteur départemental du travail une déclaration datée spécifiant : la nature et la cause de la dérogation, le nombre d'ouvriers (enfants, femmes, hommes) pour lesquels la durée du travail est prolongée, les heures de travail et de repos prévues pour ces ouvriers, la durée évaluée en jours et en heures de la dérogation.

Le chef d'établissement doit, en outre, tenir à jour un tableau sur lequel seront inscrites, au fur et à mesure de l'envoi à l'Inspecteur du travail, les dates des jours où il sera fait usage des dérogations, avec indication de la durée de ces dérogations. Ce tableau sera affiché dans l'établissement, dans les conditions déterminées à l'article 4 du présent décret au sujet de l'horaire, et il y restera apposé du 1^{er} janvier de l'année courante au 15 janvier de l'année suivante.

Dans le cas où il aura été fait usage de la faculté prévue au paragraphe 6 de l'article 4 de transcrire l'horaire sur un registre, l'affichage du tableau prévu au paragraphe 3 du présent article pourra être remplacé par la transcription dudit tableau sur le registre.

ART. 8. — Les heures de travail effectuées par application des dérogations prévues au 2° de l'article 6 du présent décret seront considérées comme heures supplémentaires et payées ou compensées conformément aux accords et usages en vigueur pour les heures de travail effectuées en dehors de la durée normale.

ART. 9. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur deux mois après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 10. — Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Paris, le 15 juin 1930.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Travail,
et de la Prévoyance sociale,*

PIERRE LAVAL.

DECRET DU 9 JUILLET 1930

fixant les nouveaux traitements du personnel de l'Inspection du Travail ⁽¹⁾.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Budget et du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale;

Vu la loi du 29 décembre 1929 et la loi de finances du 16 avril 1930;

Vu le décret du 22 septembre 1913 modifié, relatif à l'organisation du corps des inspecteurs du travail;

Vu le décret du 9 juillet 1929, fixant les nouveaux traitements du personnel de l'Inspection du travail à dater du 1^{er} janvier 1929,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les nouveaux traitements que comportent les emplois du Service de l'Inspection du Travail, sont fixés ainsi qu'il suit :

DÉSIGNATION.	À DATER DU		
	1 ^{er} JUILLET 1929.	1 ^{er} AVRIL 1930.	1 ^{er} OCTOBRE 1930.
	francs.	francs.	francs.
<i>Inspecteurs divisionnaires :</i>			
Hors-classe	53.000	53.000	60.000
1 ^{re} classe.....	48.000	48.000	53.000
2 ^e classe.....	44.000	44.000	50.000
3 ^e classe.....	40.000	40.000	45.000
<i>Inspecteurs départementaux :</i>			
Hors-classe 2 ^e échelon	34.800	34.800	39.000
Hors-classe 1 ^{er} échelon.....	31.500	31.500	35.000
1 ^{re} classe.....	28.300	28.300	31.200
2 ^e classe.....	25.100	25.100	27.400
3 ^e classe.....	21.900	21.900	23.600
4 ^e classe.....	18.700	18.700	19.800
5 ^e classe.....	15.500	15.500	16.000

ART. 2. — Les nouveaux traitements fixés par le présent décret sont exclusifs de toute gratification. Aucune indemnité ou avantage accessoire de quelque nature que ce soit ne peut être attribué aux fonctionnaires de

(1) *J. O.* du 12 juillet 1930.

l'Inspection du travail que dans les limites et conditions fixées par un décret contresigné par le Ministre du Budget et publié au *Journal officiel*.

ART. 3. — Il n'est apporté aucune modification à la répartition actuelle des agents entre les différentes classes. Les nouveaux traitements seront attribués aux agents suivant leur classe respective.

L'attribution des nouveaux traitements ne sera pas considérée comme un avancement et l'ancienneté des fonctionnaires dans leur nouveau traitement comptera du jour de leur dernière promotion.

Sous réserve des mesures spéciales qu'entraîne l'application des lois des 1^{er} avril 1923 (art. 7), 17 avril 1924, 31 mars 1924 et 9 décembre 1927 modifiée, la répartition des agents entre les différentes classes doit être telle que la dépense totale pour l'ensemble du personnel ne dépasse pas celle qui résulterait de l'application du traitement moyen dans chaque emploi.

ART. 4. — Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires à celles du présent décret.

ART. 5. — Le Ministre du Budget et le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 9 juillet 1930.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Travail
et de la Prévoyance sociale,*
PIERRE LAVAL.

Le Ministre du Budget,
GERMAIN-MARTIN.

DECRET DU 9 JUILLET 1930

portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les hôtels, cafés, restaurants et autres établissements de vente de denrées alimentaires à consommer sur place de la ville de Nancy (¹).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale;

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures;

Vu les articles 6, 7 et 8 du livre II du Code du travail, tels qu'ils ont été modifiés par ladite loi du 23 avril 1919;

Vu les avis insérés au *Journal officiel* des 8 août 1919, p. 8355, et 29 avril 1920, p. 6503, et relatifs à la consultation des organisations patronales et ouvrières des hôtels, cafés et restaurants, en vue de l'élaboration d'un règlement d'administration publique concernant l'application de la loi du 23 avril 1919;

Vu l'accord conclu le 25 février 1930 entre le Syndicat général des hôteliers, cafetiers et restaurateurs de Nancy et de la région de l'Est et le Syndicat des débitants de boissons, d'une part, et le Syndicat des garçons limonadiers, restaurateurs et assimilés de la ville de Nancy et de la région de l'Est et le Syndicat des cuisiniers, pâtisseries, confiseurs, garçons de cuisine et assimilés de la ville de Nancy et de la région de l'Est, d'autre part;

(¹) *J. O.* du 17 juillet 1930, p. 7979.

Vu les observations présentées par les organisations patronales et ouvrières intéressées;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret sont applicables dans la ville de Nancy, aux établissements et parties d'établissements ci-après désignés :

Hôtels, restaurants, cercles, cafés, buffets, cantines, bars, débits de boissons et autres établissements de vente de denrées alimentaires à consommer sur place, occupant un personnel de plus de trois employés ou ouvriers, en outre du chef d'établissement ou de son conjoint.

ART. 2. — Pour l'application de la loi du 23 avril 1919 aux établissements visés à l'article 1^{er}, et afin de tenir compte des pertes de temps correspondant aux repas et résultant du caractère intermittent du travail, il est admis que la durée de présence prévue à l'article 3 ci-après correspond à la durée maximum de travail effectif fixée par l'article 6 du chapitre 2 (titre I^{er}, livre II) du Code du travail.

ART. 3. — La durée de présence du personnel employé dans les établissements ou parties d'établissement visés à l'article 1^{er} doit être fixée de telle façon que chaque employé dispose entre deux journées consécutives d'un repos ininterrompu de onze heures au minimum, sauf pour les brasseries où ce repos pourra être réduit à dix heures.

Toute durée de présence du personnel dépassant onze heures sera interrompue par un ou plusieurs repos dont la durée totale ne devra pas être inférieure à trois heures dans le cas où le personnel est nourri, et à quatre heures scindées en deux périodes de deux heures pour prendre les repas dans le cas où le personnel n'est pas nourri. Pendant la période des repas, le personnel aura le droit de quitter l'établissement.

La durée de présence des cuisiniers ne pourra excéder neuf heures. Lorsque cette présence est répartie entre deux périodes, celles-ci doivent être séparées par un repos de trois heures au minimum pendant lequel le personnel a le droit de quitter l'établissement et ne doit en aucun cas séjourner dans les cuisines.

La durée de présence des lingères d'hôtel ne pourra excéder dix heures.

En cas d'organisation du travail par équipes successives, la durée du repos ininterrompu entre deux journées de travail pourra être réduite à neuf heures, le jour de l'alternance des équipes.

Si des organisations patronales ou ouvrières de la profession demandent qu'il soit fixé un régime uniforme de répartition du travail pour tous les établissements de la profession, il sera statué sur la demande par décret portant règlement d'administration publique, après consultation de toutes les organisations intéressées et en se référant aux accords intervenus entre elles, s'il en existe.

ART. 4. — Dans chaque établissement ou partie d'établissement, les employés et ouvriers ne pourront être occupés que conformément aux indications d'un horaire précisant, pour chaque journée, et éventuellement pour chaque semaine, la répartition des heures de présence.

Cet horaire, établi suivant l'heure légale, fixera les heures auxquelles commencera et finira chaque période de présence et en dehors desquelles aucun ouvrier ou employé ne pourra être occupé, ainsi que la durée des repos.

Toute modification de la répartition des heures de travail devra donner lieu, avant sa mise en service, à une rectification de l'horaire établi.

Cet horaire, daté et signé par le chef d'établissement ou, sous la responsabilité de celui-ci, par la personne à laquelle il aura délégué ses pouvoirs à cet effet, sera transcrit, soit sur une affiche facilement accessible et lisible, apposée de façon apparente dans chacun des lieux de travail auxquels s'applique cet horaire, soit sur un registre tenu constamment à jour et mis à la disposition du service de l'Inspection, dans l'établissement où est occupé le personnel visé.

Un double de l'horaire ainsi transcrit, et des rectifications qui y seraient apportées éventuellement, devra être préalablement adressé à l'Inspecteur départemental du travail.

En cas d'organisation du travail par équipes, la composition nominative de chaque équipe sera indiquée, soit par un tableau affiché, soit par un registre spécial tenu constamment à jour et mis à la disposition du Service de l'Inspection du Travail.

ART. 5. — La durée de présence journalière peut, pour les travaux désignés au tableau ci-dessous et conformément à ses indications, être prolongée au delà des limites fixées en conformité de l'article 3 du présent décret :

1° Travail des chauffeurs employés au service du chauffage;

Une heure au maximum.

2° Travail d'un chef d'équipe dont la présence est indispensable au fonctionnement d'une équipe dans le cas d'absence inattendue de son remplaçant et en attendant l'arrivée d'un autre remplaçant;

Durée de l'absence du chef d'équipe à remplacer.

3° Travail d'un chef d'équipe ou d'un ouvrier spécialiste dont la présence est indispensable pour coordonner le travail de deux équipes qui se succèdent;

Une heure au maximum au delà de la limite assignée au travail général de l'équipe.

4° Travail des surveillants, gardiens, concierges, conducteurs d'automobiles, porteurs, service d'incendie.

Quatre heures au maximum sans que cette prolongation puisse avoir pour effet de réduire à moins de dix heures la durée du repos ininterrompu entre deux journées de travail.

Préposés au service médical et autres institutions créées en faveur des ouvriers et employés de l'établissement et de leur famille;

5° Travail des chefs de cuisine faisant fonction de chefs de brigade, maîtres d'hôtels dont la présence serait exceptionnellement nécessaire pour assurer la marche de l'établissement.

Quatre heures au maximum.

Les ouvriers ou employés assurant le service de garde pourront être employés pendant les heures de repos prévues pour l'ensemble du personnel de leur catégorie.

Dans ce cas, l'horaire prévu à l'article 4 devra indiquer les heures de repos qui seront accordées en compensation à ces ouvriers ou employés au cours, soit de la journée précédente de travail, soit de la journée de travail suivante.

ART. 6. — La durée de présence journalière peut être, à titre temporaire, prolongée au delà des limites fixées conformément à l'article 3 du présent décret, dans les conditions suivantes :

1° Travaux urgents dont l'exécution immédiate est nécessaire pour prévenir des accidents imminents, organiser des mesures de sauvetage ou réparer des accidents survenus soit au matériel, soit aux installations, soit aux bâtiments de l'établissement;

Faculté illimitée pendant un jour au choix du chef d'établissement; les jours suivants, deux heures au delà de la limite assignée au travail général de l'établissement.

2° Travaux urgents auxquels l'établissement doit faire face (surcroît extraordinaire de travail).

Maximum annuel : cent quatre heures sans que la durée de présence puisse être ainsi prolongée de plus de quatre heures par jour.

ART. 7. — Le bénéfice des dérogations permanentes prévues à l'article 5 est acquis de plein droit au chef d'établissement, sous réserve d'accomplissement des formalités prévues à l'article 4 du présent décret.

Tout chef d'établissement qui veut user des facultés prévues à l'article 6 du présent décret est tenu d'adresser préalablement à l'Inspecteur départemental du travail une déclaration datée spécifiant : la nature et la cause de la dérogation, le nombre d'employés (enfants, femmes, hommes) pour lesquels la durée de présence sera prolongée, les heures de travail et de repos prévues pour ces employés, la durée évaluée en jours et en heures de la dérogation.

Le chef d'établissement doit, en outre, tenir à jour un tableau sur lequel sont inscrites, au fur et à mesure de l'envoi des avis à l'Inspecteur du travail, les dates des jours où il sera fait usage des dérogations, avec indication de la durée de ces dérogations.

Ce tableau sera affiché dans l'établissement, dans les conditions déterminées à l'article 4 du présent décret, au sujet de l'horaire, et il y restera apposé du 1^{er} janvier de l'année courante au 15 janvier de l'année suivante.

Dans le cas où il aura été fait usage de la faculté, prévue au paragraphe 4 de l'article 4, de transcrire l'horaire sur un registre, l'affichage du tableau prévu au paragraphe 3 du présent article pourra être remplacé par la transcription dudit tableau sur le registre.

ART. 8. — Les heures de travail effectuées par application des dérogations prévues au 2° de l'article 6 du présent décret sont considérées comme heures supplémentaires et payées pour le personnel salarié, compensées pour le personnel au pourboire, conformément aux accords et usages en vigueur pour les heures de travail effectuées en dehors de la durée normale.

L'imputation sur le crédit annuel de cent quatre heures de dérogation ne se fera pas lorsque les suppléments de travail seront compensés dans la semaine même et que la durée de travail dans cette semaine ne dépassera pas la durée de présence prévue à l'article 3 pour chaque catégorie.

ART. 9. — Les dispositions du présent décret ne sont pas applicables aux directeurs et gérants.

ART. 10. — Les dispositions du présent règlement entreront en vigueur quinze jours après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 11. — Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Paris, le 9 juillet 1930.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Travail
et de la Prévoyance sociale,*

PIERRE LAVAL.

DECRET DU 24 JUILLET 1930

modifiant le décret du 10 juillet 1913 relatif aux mesures générales de protection et de salubrité applicables à tous les établissements assujettis ()*.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale;

Vu les articles 67, 68, 69 et 70 du livre II du Code du travail, ainsi conçus :

Art. 67. — Des règlements d'administration publique déterminent :

1° Les mesures générales de protection et de salubrité applicables à tous les établissements assujettis, notamment en ce qui concerne l'éclairage, l'aération ou la ventilation, les eaux potables, les fosses d'aisance, l'évacuation des poussières et vapeurs, les précautions à prendre contre les incendies, le couchage du personnel, etc.;

2° Au fur et à mesure des nécessités constatées, des prescriptions particulières relatives soit à certaines professions, soit à certains modes de travail.

Art. 68. — En ce qui concerne l'application des règlements d'administration publique prévus par l'article précédent, les inspecteurs, avant de dresser procès-verbal, mettent les chefs d'établissement en demeure de se conformer aux prescriptions desdits règlements.

Art. 69. — Cette mise en demeure est faite par écrit sur le registre prévu à cet effet par l'article 90 *a*. Elle sera datée et signée, indiquera les contraventions constatées et fixera un délai à l'expiration duquel ces contraventions devront avoir disparu. Ce délai, qui ne pourra en aucun cas être inférieur à quatre jours, devra être fixé en tenant compte des circonstances, à partir du minimum établi pour chaque cas par le règlement d'administration publique.

Art. 70. — Avant l'expiration du délai prévu à l'article précédent et au plus tard dans les quinze jours qui suivront la mise en demeure, le chef d'établissement adresse, s'il le juge convenable, une réclamation au Ministre du Travail. Cette réclamation est suspensive; elle est soumise, après enquête, au Comité consultatif des arts et manufactures, qui entend le réclamant s'il y a lieu. Lorsque l'obéissance à la mise en demeure nécessite des transformations importantes portant notamment sur le gros œuvre de l'établissement, le Ministre accorde au réclamant le délai qui aura été reconnu nécessaire et suffisant par le Comité consultatif des arts et manufactures. La durée de ce délai ne dépassera jamais dix-huit mois.

Notification de la décision est faite au chef d'établissement dans la forme administrative; avis en est donné à l'inspecteur.

Vu l'article 186 du livre II du Code du travail;

Vu le décret du 10 juillet 1913, modifié par le décret du 29 mars 1914 et le décret du 23 octobre 1917, portant règlement d'administration publique pour l'exécution des dispositions du livre II du Code du travail (Titre II : Hygiène et sécurité des travailleurs) en ce qui concerne les mesures générales de protection et de salubrité applicables à tous les établissements assujettis;

Vu l'avis du Conseil supérieur d'hygiène publique en France;

Vu l'avis du Comité consultatif des arts et manufactures;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — L'alinéa 3 de l'article 1^{er} du décret du 10 juillet 1913 est modifié comme suit :

« Le nettoyage sera fait soit par aspiration, soit par tous autres procédés ne soulevant pas de poussières, tels que le lavage, l'usage de brosses ou linges humides. »

ART. 2. — L'article 5 du décret du 10 juillet 1913 est remplacé par les dispositions ci-après :

Art. 5. — Dans les locaux fermés affectés au travail, le cube d'air par personne employée ne pourra être inférieur à 7 mètres cubes.

(*) J. O. du 3 août 1930 et rectificatif J. O. du 9 août 1930.

Le cube d'air sera de 10 mètres au moins par personne employée dans les laboratoires, cuisines, chais; il en sera de même dans les magasins, boutiques et bureaux ouverts au public.

Un avis affiché dans chaque local de travail indiquera sa capacité en mètres cubes.

Les locaux fermés affectés au travail seront largement aérés et, en hiver, convenablement chauffés.

Ils seront munis de fenêtres ou autres ouvertures à châssis mobiles donnant directement sur le dehors.

L'aération sera suffisante pour empêcher une élévation exagérée de température.

Dans ceux de ces locaux situés en sous-sol, des mesures seront prises pour introduire de l'air neuf à raison de 30 mètres cubes au moins par heure et par personne occupée et pour que le volume de l'air ainsi introduit ne soit, en aucun cas, inférieur, par heure, à deux fois le volume du local. Ces mesures doivent être telles que l'air introduit dans le sous-sol soit, si besoin est, préalablement épuré par filtration ou tout autre moyen efficace. L'air usé et vicié ne sera pas évacué par les passages et escaliers. Pour l'application de ces dispositions est considéré comme local situé en sous-sol tout local dont le plancher est situé à un niveau inférieur à celui du sol environnant lorsqu'il n'est pas muni de fenêtres ou autres ouvertures à châssis mobiles ouvrant directement sur le dehors et permettant de renouveler l'air en quantité suffisante et de le maintenir dans l'état de pureté nécessaire pour assurer la santé du personnel.

Les locaux fermés affectés au travail, leurs dépendances et notamment les passages et escaliers seront convenablement éclairés.

Les gardiens de chantiers devront disposer d'un abri et, pendant l'hiver, de moyens de chauffage.

ART. 3. — L'article 20 du décret du 10 juillet 1913 est modifié ainsi qu'il suit :

Art. 20. — Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale peut, par arrêté pris sur le rapport des inspecteurs du travail et après avis du Comité consultatif des arts et manufactures, accorder à un établissement dispense permanente ou temporaire de tout ou partie des prescriptions suivantes : article 1^{er} (alinéas 3, 4, 5); article 5 (alinéas 2, 5, 6, 8); article 8 (alinéas 6, 7); (le reste sans changement).

ART. 4. — L'alinéa 2 de l'article 21 dudit décret est complété ainsi qu'il suit :

« A un mois pour les mises en demeure fondées sur les dispositions suivantes du présent décret : article 2 (alinéa 1^{er}); article 3 (alinéa 2); article 4 (alinéas 2, 3, 4, 5); article 5 (alinéas 1^{er}, 2, 5, 7); article 6... (le reste sans changement). »

ART. 5. — Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Rambouillet, le 24 juillet 1930.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Travail
et de la Prévoyance sociale,*

PIERRE LAVAL.

DECRET DU 1^{er} AOUT 1930

portant règlement d'administration publique modifiant le décret du 11 février 1924 appliquant la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries du bâtiment et des travaux publics ⁽¹⁾.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale;

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures;

Vu les articles 6, 7 et 8 du livre II du Code du travail, tels qu'ils ont été modifiés par ladite loi du 23 avril 1919;

Vu le décret du 11 février 1924 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries du bâtiment et des travaux publics;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 5 avril 1930, page 3777, relatif à la consultation des organisations patronales et ouvrières en vue de la revision du décret précité du 11 février 1924;

Vu les observations présentées par les organisations patronales et ouvrières de diverses régions;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les paragraphes 2 et 5 de l'article 6 du décret du 11 février 1924, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries du bâtiment et des travaux publics sont modifiés comme suit :

§ 2. Dans la zone inondée, telle qu'elle est délimitée par l'arrêté du Président du Conseil des Ministres du 12 mars 1930 et les additifs audit arrêté, sont considérés comme rentrant dans la catégorie des travaux visés à l'alinéa 2° ci-dessus les travaux ci-après entrepris pour la réparation des dommages causés par les inondations :

a. Construction, reconstruction ou réparation de bâtiments d'exploitations agricoles dévastées par les inondations.

b, c, d. Sans changement.

§ 5. Toutefois, dans la zone inondée, définie ci-dessus, le Ministre du Travail pourra... (le reste sans changement).

ART. 2. — Les dispositions du présent règlement entreront en vigueur huit jours après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 3. — Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Rambouillet, le 1^{er} août 1930.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Travail
et de la Prévoyance sociale,*

PIERRE LAVAL.

(1) J. O. du 7 août 1930, p. 9127.

DECRET DU 4 AOUT 1930

portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un régime uniforme de répartition du travail dans les magasins et salons de coiffure de la ville de Vichy ⁽¹⁾.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales;

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures;

Vu le décret du 26 août 1920, modifié par le décret du 30 octobre 1921, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les magasins et salons de coiffure, et notamment l'article 2, § 3 et 7, conçus comme suit :

« Dans les magasins et salons de coiffure pour hommes ou pour dames, en raison du caractère intermittent du travail, il est admis que la durée de présence prévue ci-après correspond à la durée maximum de travail effectif fixée au premier paragraphe du présent article :

54 heures par semaine à Paris et dans les autres villes comptant plus de 500.000 habitants;

57 heures par semaine dans les villes comptant au plus 500.000 habitants et au moins 100.000 habitants;

60 heures par semaine dans les villes comptant moins de 100.000 habitants. »

« Si des organisations patronales et ouvrières de la profession, dans une région, comprenant une partie plus ou moins étendue du territoire ou dans une localité déterminée, demandent qu'il soit fixé un régime uniforme de répartition des heures pour tous les établissements de la profession dans la région, la localité ou les quartiers, il sera statué sur la demande par décret portant règlement d'administration publique, après consultation de toutes les organisations intéressées et en se référant aux accords intervenus entre elles, là où il en existe. »

Vu la demande formulée par la Chambre syndicale patronale des coiffeurs de Vichy, boulevard Gambetta, n° 49, à Vichy, d'accord avec le Syndicat ouvrier;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Dans toute l'étendue de la ville de Vichy, pour tous les magasins et salons de coiffure pour hommes ou pour dames, est établi le régime uniforme ci-après de répartition des heures de présence :

De 8 heures à 19 heures, avec repos de 12 heures à 13 heures 1/2, chacun des six jours ouvrables de la semaine, le repos hebdomadaire étant donné soit le dimanche, soit le lundi.

ART. 2. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur huit jours après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 3. — Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Rambouillet, le 4 août 1930.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Travail
et de la Prévoyance sociale,*

PIERRE LAVAL.

(1) J. O. du 10 août 1930.

DECRET DU 4 AOÛT 1930

portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les pâtisseries du département d'Ille-et-Vilaine (*).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Sur le rapport du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale;

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures;

Vu les articles 6, 7 et 8 du livre II du Code du travail, tels qu'ils ont été modifiés par ladite loi du 23 avril 1919;

Vu les demandes présentées par diverses organisations syndicales;

Vu l'avis inséré au *Journal officiel* du 29 avril 1929 (p. 6505), relatif à la consultation des organisations patronales et ouvrières en vue de l'élaboration d'un règlement d'administration publique concernant l'application de la loi du 23 avril 1919 au commerce de détail de denrées alimentaires à emporter, dans les villes de plus de 25.000 habitants;

Vu l'avis inséré au *Journal officiel* du 26 novembre 1926 (p. 12508) relatif à la consultation des organisations patronales et ouvrières en vue de l'élaboration d'un règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 au commerce de détail de marchandises de toute nature dans les villes comptant moins de 25.000 habitants;

Vu les observations présentées par les organisations patronales et ouvrières intéressées;

Le Conseil d'Etat entendu,

DECRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret sont applicables dans le département d'Ille-et-Vilaine aux établissements et parties d'établissement où s'exerce la vente au détail de pâtisserie et aux ateliers de fabrication annexés à ces établissements et fonctionnant pour les besoins de ceux-ci.

Les dispositions du présent décret sont également applicables aux ouvriers et employés occupés à la préparation de cuisine, lorsque cette préparation est effectuée dans les établissements visés au paragraphe 1^{er} du présent article.

Ne sont pas soumis aux dispositions du présent décret :

1° Les établissements et parties d'établissement déjà soumis au décret du 6 août 1925 visant les industries de la biscuiterie, chocolaterie, confiserie;

2° Les hôtels, restaurants, cafés et autres établissements de vente de denrées alimentaires à consommer sur place, qui seront assujettis à un décret spécial.

ART. 2. — Les établissements ou parties d'établissement visés au paragraphe 1^{er} de l'article 1^{er} devront, pour l'application de la loi du 23 avril 1919, choisir un des modes ci-après :

1° Limitation du travail effectif à raison de huit heures par chaque jour ouvrable de la semaine;

2° Répartition inégale entre les jours ouvrables des quarante-huit heures de travail effectif de la semaine afin de permettre le repos du samedi après-midi, ou toute autre modalité équivalente. Dans ce cas, la durée journalière du travail ne pourra excéder neuf heures, sauf deux jours au plus par semaine où elle pourra être portée à dix heures.

(*) *J. O.* du 4 août 1930, p. 9214; errata au *J. O.* du 13 août 1930, p. 9409.

Toutefois, pour le personnel affecté à la vente et en raison du caractère intermittent du travail, il pourra être substitué aux régimes ci-dessus les régimes ci-après :

a. Dans les établissements ou parties d'établissement qui assurent à leur personnel, en sus du repos hebdomadaire, une demi-journée de repos par semaine, la durée du travail pourra atteindre au plus, le dimanche matin, quatre heures et demie et les autres jours neuf heures et demie, coupées par un ou plusieurs repos dont la durée totale ne pourra être inférieure à une heure et demie;

b. Dans les pâtisseries proprement dites et dans les boulangeries-pâtisseries qui ne donnent pas le repos de l'après-midi du dimanche, la durée du travail pourra atteindre huit heures trois quarts par jour, coupées par un ou plusieurs repos dont la durée totale ne pourra être inférieure à trois heures un quart, le personnel ayant, pendant une heure au moins, le droit de quitter l'établissement.

L'organisation du travail par relais est interdite. Toutefois, elle pourra être autorisée par arrêté ministériel, après consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées, pour le personnel des ateliers de fabrication, les samedis et veilles de fête où cette organisation serait justifiée.

Si des organisations patronales ou ouvrières de la profession, dans une localité ou dans une région, demandent qu'il soit fixé un régime uniforme de répartition du travail pour tous les établissements de la profession dans la localité ou dans la région, il sera statué sur la demande par décret portant règlement d'administration publique après consultation de toutes les organisations intéressées et en se référant aux accords intervenus entre elles, s'il en existe.

ART. 3. — Dans les ateliers de fabrication, en cas d'interruption collective du travail résultant de causes accidentelles ou de force majeure (accidents survenus au matériel, interruption de force motrice, sinistres), une prolongation de la journée de travail pourra être pratiquée, à titre de compensation des heures de travail perdues, avec maximum de deux heures par jour, la récupération pouvant s'effectuer dans un délai maximum de six jours.

Le chef d'établissement qui veut faire usage des facultés de récupération prévues ci-dessus doit, dans l'avis qu'il devra adresser à l'inspecteur départemental du travail, indiquer la nature, la cause et la date de l'interruption collective du travail, le nombre d'heures de travail perdues, les modifications qu'il se propose d'apporter temporairement à l'horaire en vue de récupérer les heures perdues, ainsi que le nombre de personnes auxquelles s'applique cette modification.

ART. 4. — Dans chaque établissement ou partie d'établissement, les ouvriers ou employés ne pourront être occupés que conformément aux indications d'un horaire précisant, pour chaque journée et éventuellement pour chaque semaine, la répartition des heures de travail.

Cet horaire, établi suivant l'heure légale, fixera pour le personnel des ateliers de fabrication les heures auxquelles commencera et finira chaque période de travail et en dehors desquelles aucun ouvrier ou employé ne pourra être occupé. Le total des heures comprises dans les périodes de travail ne devra pas excéder la limite fixée en conformité du paragraphe 1^{er} de l'article 2.

Pour le personnel affecté à la vente, l'horaire fixera pour l'ensemble du personnel l'heure du commencement et de la fin de la journée de travail, ainsi que la durée des repos prévus à l'article 2. Le nombre d'heures comprises dans cette période, en y comprenant les heures consacrées

aux repos, ne devra pas excéder, pour les établissements de la catégorie *a*, quatre heures et demie, le dimanche, et onze heures les autres jours ouvrables, et, pour les établissements de la catégorie *b*, douze heures. En outre, l'horaire devra indiquer les heures de repos pendant lesquelles le personnel aura le droit de quitter l'établissement. Aucune personne ne pourra être occupée avant l'heure du commencement ou après l'heure de la fin de la journée de travail ainsi fixée.

Des heures différentes de travail et de repos pourront être prévues pour les catégories de travailleurs auxquelles s'appliquent les dérogations prévues par l'article 5 ci-après, ainsi que pour les catégories de travailleurs pour lesquelles seraient intervenus les arrêtés visés au paragraphe 2 de l'article 2.

Toute modification de la répartition des heures de travail devra donner lieu, avant sa mise en service, à une rectification de l'horaire établi.

Cet horaire, daté et signé par le chef d'établissement ou, sous la responsabilité de celui-ci, par la personne à laquelle il aura délégué ses pouvoirs à cet effet, sera transcrit, soit sur une affiche facilement accessible et lisible, apposée de façon apparente dans chacun des locaux de travail auxquels s'applique cet horaire, soit sur un registre constamment tenu à jour et mis à la disposition du Service de l'Inspection du travail dans l'établissement où est occupé le personnel visé.

Un double de l'horaire et des rectifications qui y seraient apportées éventuellement devra être préalablement adressé à l'Inspecteur départemental du travail.

ART. 5. — La durée du travail effectif journalier peut, pour les travaux désignés au tableau ci-dessous, et conformément à ses indications être prolongée au delà des limites fixées en conformité de l'article 2 du présent décret :

1° Travail des mécaniciens, des électriciens, des chauffeurs, employés au service de la force motrice, de l'éclairage et du matériel de levage;

Une heure au maximum.

2° Travail des surveillants, gardiens, concierges, conducteurs d'automobiles, porteurs et préposés au service de livraison.

Quatre heures au maximum sans que cette prolongation puisse avoir pour effet de réduire à moins de douze heures la durée du repos ininterrompu entre deux journées de travail.

ART. 6. — La durée du travail effectif journalier peut être, à titre temporaire, prolongée au delà des limites fixées conformément à l'article 2 du présent décret, dans les conditions suivantes :

1° Travaux urgents dont l'exécution immédiate est nécessaire pour prévenir des accidents imminents, organiser des mesures de sauvetage, ou réparer des accidents survenus soit au matériel, soit aux installations, soit aux bâtiments de l'établissement;

Faculté illimitée pendant un jour au choix du chef de l'établissement; les jours suivants, deux heures au delà de la limite assignée au travail général de l'établissement.

2° Travaux urgents auxquels l'établissement doit faire face (surcroît extraordinaire de travail).

Cent cinquante heures par an, sans que la durée du travail journalier puisse être prolongée de plus de deux heures.

ART. 7. — Le bénéfice des dérogations permanentes prévues à l'article 5 est acquis de plein droit au chef d'établissement, sous réserve d'accomplissement des formalités prévues à l'article 4 du présent décret.

Tout chef d'établissement qui veut user des facultés prévues à l'article 6 du présent décret est tenu d'adresser préalablement à l'Inspecteur

départemental du travail une déclaration datée spécifiant : la nature et la cause de la dérogation, le nombre d'ouvriers (enfants, femmes, hommes) pour lesquels la durée du travail est prolongée, les heures de travail et de repos prévues pour ces ouvriers, la durée évaluée en jours et en heures de la dérogation.

Le chef d'établissement doit, en outre, tenir à jour un tableau sur lequel seront inscrites, au fur et à mesure de l'envoi à l'Inspecteur du travail, les dates des jours où il sera fait usage des dérogations, avec indication de la durée de ces dérogations. Ce tableau sera affiché dans l'établissement, dans les conditions déterminées à l'article 4 du présent décret, au sujet de l'horaire, et il y restera apposé du 1^{er} janvier de l'année courante au 15 janvier de l'année suivante.

Dans le cas où il aura été fait usage de la faculté prévue au paragraphe 6 de l'article 4 de transcrire l'horaire sur un registre, l'affichage du tableau prévu au paragraphe 3 du présent article pourra être remplacé par la transcription dudit tableau sur le registre.

ART. 8. — Les heures de travail effectuées par application des dérogations prévues au 2^o de l'article 6 du présent décret seront considérées comme heures supplémentaires et payées conformément aux accords et usages en vigueur pour les heures de travail effectuées en dehors de la durée normale.

ART. 9. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur deux mois après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 10. — Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Rambouillet, le 4 août 1930.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Travail
et de la Prévoyance sociale,*

PIERRE LAVAL.

DECRET DU 8 AOUT 1930

*modifiant le décret du 21 mars 1914 sur les travaux dangereux
pour les femmes et les enfants ⁽¹⁾.*

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale;

Vu les articles 72 et 73 du livre II du Code du travail ainsi conçus :

« Art. 72. — Pour tous les établissements désignés à l'article 1^{er}, à l'article 30 et à l'article 65, les différents genres de travail présentant des causes de danger, en excédant les forces, ou dangereux pour la moralité, qui sont interdits aux enfants de moins de dix-huit ans et aux femmes, sont déterminés par des règlements d'administration publique;

« Art. 73. — Les enfants, ouvriers ou apprentis, âgés de moins de dix-huit ans, et les femmes ne peuvent être employés dans les établissements insalubres ou dangereux

(1) J. O. du 13 août 1930.

rentrant dans les catégories visées par l'article 1^{er}, où l'ouvrier est exposé à des manipulations ou à des émanations préjudiciables à sa santé, que sous les conditions spéciales déterminées par des règlements d'administration publique pour chacune de ces catégories de travailleurs » ;

Vu les articles 185 et 186 du livre II du Code du travail ;

Vu le décret du 20 février 1927, rendant exécutoire la convention internationale concernant l'emploi de la céruse dans la peinture adopté par la conférence internationale du travail, à la session d'octobre-novembre 1921 ; ensemble cette convention et les articles 5 et suivants ;

Vu le décret du 21 mars 1914, modifié par le décret du 24 septembre 1926 ;

Vu l'avis du comité consultatif des arts et manufactures ;

Vu l'avis de la commission supérieure du travail ;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — La nomenclature du tableau A annexé au décret du 21 mars 1914 est modifiée conformément au tableau annexé au présent décret.

ART. 2. — Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Rambouillet, le 8 août 1930.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Travail
et de la Prévoyance sociale,*

PIERRE LAVAL.

TABLEAU ANNEXE.

Article à ajouter à la nomenclature du tableau A du décret du 21 mars 1914 :

TRAVAUX.	RAISONS D'INTERDICTION.
Peinture de toute nature comportant l'emploi de la céruse, du sulfate de plomb et de tous produits contenant des pigments.	Dangers de saturnisme.
Grattage et ponçage des peintures à la céruse ou au sulfate de plomb.	<i>Idem.</i>

Vu pour être annexé au décret du 8 août 1930.

Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale,

PIERRE LAVAL.

DECRET DU 8 AOUT 1930

*concernant l'emploi de la céruse et du sulfate de plomb
dans les travaux de peinture* ⁽¹⁾.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale;

Vu les articles 67, 68 et 69 du livre II du Code du travail, ainsi conçus :

« ART. 67. — Des règlements d'administration publique déterminent :

« 1° Les mesures générales de protection et de salubrité applicables à tous les établissements assujettis, notamment en ce qui concerne l'éclairage, l'aération ou la ventilation, les eaux potables, les fosses d'aisance, l'évacuation des poussières et vapeurs, les précautions à prendre contre les incendies, le couchage du personnel, etc.;

2° Au fur et à mesure des nécessités constatées, les prescriptions particulières relatives soit à certaines professions, soit à certains modes de travail.

« ART. 68. — En ce qui concerne l'application des règlements d'administration publique prévus par l'article précédent, les inspecteurs, avant de dresser procès-verbal, mettent les chefs d'établissement en demeure de se conformer aux prescriptions desdits règlements.

« ART. 69. — Cette mise en demeure est faite par écrit sur le registre prévu à cet effet par l'article 90a. Elle sera datée et signée, indiquera les contraventions constatées et fixera un délai à l'expiration duquel ces contraventions devront avoir disparu. Ce délai, qui ne pourra en aucun cas être inférieur à quatre jours, devra être fixé en tenant compte des circonstances à partir du minimum établi pour chaque cas par le règlement d'administration publique »;

Vu les articles 78, 79, 80 et 186 dudit livre II;

Vu le décret du 20 février 1927 rendant exécutoire la convention internationale concernant l'emploi de la céruse dans la peinture, adoptée par la conférence internationale du travail à la session d'octobre-novembre 1921; ensemble cette convention et, notamment, les articles 5 et suivants;

Vu le décret du 1^{er} octobre 1913 concernant l'emploi du blanc de céruse dans les travaux de peinture;

Vu l'avis du comité consultatif des arts et manufactures;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Dans les travaux de peinture, les chefs d'industrie, directeurs ou gérants sont tenus, indépendamment des mesures générales prescrites par le décret du 10 juillet 1913, de prendre les mesures particulières de protection et de salubrité énoncées aux articles suivants.

ART. 2. — Lorsque l'emploi de la céruse ou du sulfate de plomb n'est pas interdit en vertu des articles 78 à 80 du livre II du Code du travail, ces pigments ne peuvent être employés qu'à l'état de pâte.

ART. 3. — Il est interdit d'employer directement avec la main les produits à base de céruse ou de sulfate de plomb dans les travaux de peinture.

⁽¹⁾ J. O. du 13 août 1930 et rectificatif du 23 août 1930.

ART. 4. — Il est interdit de gratter et de poncer à sec des peintures au blanc de céruse ou au sulfate de plomb.

ART. 5. — Dans les travaux de grattage et de ponçage humides et généralement dans tous les travaux de peinture à la céruse ou au sulfate de plomb, les chefs d'industrie devront mettre à la disposition de leurs ouvriers des surtouts exclusivement affectés au travail.

Ils assureront le bon entretien et le lavage fréquent de ces vêtements.

Des masques respiratoires seront également mis à la disposition des ouvriers lorsque la peinture à la céruse ou au sulfate de plomb sera appliquée par pulvérisation.

Les engins et outils seront tenus en bon état de propreté. Leur nettoyage sera effectué sans grattage à sec.

Les vestiaires-lavabos seront établis en dehors des locaux où se dégagent les poussières ou émanations plombeuses.

Ils seront pourvus de cuvettes ou de robinets en nombre suffisant, d'eau en abondance, ainsi que de savon et, pour chaque ouvrier, d'une serviette remplacée au moins une fois par semaine. Ils seront munis d'armoires ou casiers fermés à clef ou par un cadenas et disposés de façon que les vêtements de ville y soient séparés des vêtements de travail.

ART. 6. — Dans tous les travaux de peinture visés à l'article précédent, les chefs d'industrie, directeurs ou gérants, sont tenus d'assurer le service médical dans les conditions définies ci-après.

ART. 7. — Un médecin désigné par le chef d'établissement procède aux examens et constatations prévus à l'article 8 et à l'article 9.

La rémunération de ces visites est à la charge de l'entreprise.

ART. 8. — Aucun ouvrier ne doit être admis aux travaux visés à l'article 5 s'il n'est muni d'un certificat d'aptitude délivré par le médecin, et constatant qu'il ne présente aucun symptôme d'affection saturnine ni de maladie susceptible d'être aggravée dangereusement par le saturnisme.

ART. 9. — Aucun ouvrier ne doit être maintenu aux mêmes travaux si le certificat d'aptitude n'est pas renouvelé un mois après l'embauchage et ensuite une fois par trimestre.

En dehors des visites périodiques, le chef d'établissement est tenu de faire examiner par le médecin tout ouvrier qui se déclare indisposé par les travaux auxquels il est occupé.

ART. 10. — Un registre spécial, mis constamment à jour et tenu à la disposition de l'inspecteur du travail, mentionne pour chaque ouvrier :

1° Les dates et durées d'absence pour cause de maladie quelconque;

2° Les dates des certificats qui auraient pu être présentés par l'ouvrier pour justifier ces absences, les indications que pourraient contenir ces certificats et la mention du médecin qui les a délivrés;

3° Les avis donnés par le médecin de l'établissement par application de l'article 8 et de l'article 9 ci-dessus.

ART. 11. — Les chefs d'industrie, directeurs ou gérants sont tenus d'afficher, dans les locaux où se font le recrutement et la paye des ouvriers :

1° Le texte du présent décret;

2° Un règlement d'atelier imposant aux ouvriers l'obligation de se servir des surtouts, des masques respiratoires et des objets nécessaires aux soins de propreté mis à leur disposition en vertu de l'article 5.

Ils sont également tenus d'afficher et de faire distribuer à leurs ouvriers un avis indiquant les dangers du saturnisme, ainsi que les précautions à prendre pour les éviter.

Le texte de cet avis est fixé par arrêté ministériel.

ART. 12. — Le délai minimum prévu à l'article 69 du livre II du Code du travail pour l'exécution des mises en demeure est fixé :

A un mois pour les mises en demeure fondées sur les dispositions de l'article 5 (alinéa 5) du présent décret;

A huit jours pour les mises en demeure fondées sur les dispositions de l'article 5 (alinéas 1^{er} et 3);

A quatre jours pour les mises en demeure fondées sur les autres dispositions.

Sont maintenus, à titre transitoire, les délais applicables aux mises en demeure notifiées aux chefs d'établissement avant la publication du présent décret, tels que ces délais ont été antérieurement fixés.

ART. 13. — Le décret du 1^{er} octobre 1913 portant règlement d'administration publique pour l'exécution des dispositions du livre II du Code du travail (titre II : hygiène et sécurité des travailleurs), en ce qui concerne l'emploi du blanc de céruse dans les travaux de peinture, est abrogé.

ART. 14. — Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Rambouillet, le 8 août 1930.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Travail,
et de la Prévoyance sociale,*

PIERRE LAVAL.

DECRET DU 9 AOUT 1930

portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un régime uniforme de répartition du travail dans le commerce de détail de la chaussure de la ville de Chalon-sur-Saône (¹).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale;

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures;

(¹) J. O. des 18 et 19 août 1930, *erratum* au J. O. du 21 août 1930.

Vu les articles 6, 7 et 8 du livre II du Code du travail, tels qu'ils ont été modifiés par ladite loi du 23 avril 1919;

Vu le décret du 15 août 1923, modifié par les décrets du 3 avril 1925, du 18 mai 1926, du 29 avril 1928 et du 18 août 1929, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 au commerce de détail des marchandises autres que les denrées alimentaires dans un certain nombre de villes, et notamment l'article 2, § 3, et l'article 7, conçus comme suit :

« Art. 2, § 3. — Si des organisations patronales ou ouvrières de la profession, dans une région comprenant une partie plus ou moins étendue du territoire, ou dans une localité déterminée, demandent qu'il soit fixé un régime uniforme de répartition du travail pour tous les établissements de la profession dans la localité ou dans la région, il sera statué sur la demande par décret portant règlement d'administration publique, après consultation de toutes les organisations intéressées et en se référant aux accords intervenus entre elles, s'il en existe. »

« Art. 7. — Lorsque dans une profession et dans une localité déterminée, il est constaté, par des accords intervenus entre les organisations patronales et ouvrières intéressées, que les travaux visés à l'article 5 ne nécessitent qu'une prolongation de la durée du travail inférieure aux durées prévues par ledit article, ou que les travaux urgents auxquels les établissements de la localité et de la profession ont à faire face ne nécessitent qu'un nombre d'heures supplémentaires inférieur au nombre fixé à l'article 6, 2°, un régime différent, tenant compte de ces accords, pourra être fixé, à titre provisoire, par arrêté ministériel. Ledit régime ne pourra être établi à titre définitif que par voie de règlement d'administration publique. »

Vu les accords intervenus, le 18 mai 1929 et le 20 janvier 1930, entre le Syndicat patronal de la chaussure de Chalon-sur-Saône d'une part, et le Syndicat des employés chalonnais, le syndicat féminin des employés de Chalon-sur-Saône et le Syndicat des employés de commerce, bureau et industrie de Chalon-sur-Saône, d'autre part;

Vu les demandes formulées par les signataires des accords susvisés;

Le Conseil d'Etat entendu,

DECRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Dans toute l'étendue de la ville de Chalon-sur-Saône, pour tous les établissements ou parties d'établissements dans lesquels s'exerce le commerce de détail de la chaussure, est établi le régime uniforme ci-après de répartition des heures de travail :

De 9 heures à 19 heures avec un repos intercalaire de deux heures consécutives pour chaque employé.

ART. 2. — Par dérogation aux dispositions de l'article 5, 7°, du décret précité du 15 août 1923, modifié par les décrets des 3 avril 1925, 18 mai 1926, 29 avril 1928 et 18 août 1929, la prolongation de la durée du travail des charretiers, voituriers, conducteurs d'automobiles et autres agents affectés au service des transports et des livreurs et encaisseurs attachés au service de livraison ne pourra dépasser deux heures par jour.

ART. 3. — Par dérogation aux dispositions de l'article 6, 2°, du décret précité du 15 août 1923 modifié, le nombre des heures supplémentaires pour surcroît extraordinaire de travail sera réduit à 110 heures par an, dont 86 utilisables à magasin ouvert et 24 à magasin fermé au public.

Les 86 heures supplémentaires utilisables à magasin ouvert ne pourront être employées qu'aux époques et dans les limites ci-après :

Une demi-heure, de 8 heures 30 à 9 heures, du 1^{er} juin au 31 décembre inclus.

ART. 4. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur huit jours après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 5. — Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale est chargé

de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Rambouillet, le 9 août 1930.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Travail
et de la Prévoyance sociale,*

PIERRE LAVAL.

DECRET DU 9 AOUT 1930

portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un régime uniforme de répartition du travail dans les magasins et salons de coiffure de la ville de La Seyne-sur-Mer ()*.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale;

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures;

Vu le décret du 26 août 1920, modifié par le décret du 30 octobre 1921, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les magasins et salons de coiffure, et notamment l'article 2, § 3 et 7, conçus comme suit :

« Dans les magasins et salons de coiffure pour hommes ou pour dames, en raison du caractère intermittent du travail, il est admis que la durée de présence prévue ci-après correspond à la durée maximum de travail effectif fixée au premier paragraphe du présent article :

54 heures par semaine à Paris et dans les autres villes comptant plus de 500.000 habitants;

57 heures par semaine dans les villes comptant au plus 500.000 habitants et au moins 100.000 habitants;

60 heures par semaine dans les villes comptant moins de 100.000 habitants. »

« Si des organisations patronales et ouvrières de la profession, dans une région, comprenant une partie plus ou moins étendue du territoire ou dans une localité déterminée, demandent qu'il soit fixé un régime uniforme de répartition des heures pour tous les établissements de la profession dans la région, la localité ou les quartiers, il sera statué sur la demande par décret portant règlement d'administration publique, après consultation de toutes les organisations intéressées et en se référant aux accords intervenus entre elles, là où il en existe. »

Vu le décret du 18 novembre 1926 portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un régime uniforme de répartition des heures de présence dans les magasins et salons de coiffure de La Seyne-sur-Mer;

Vu l'accord intervenu le 11 mars 1930 entre le Syndicat des patrons coiffeurs de La Seyne-sur-Mer et le Syndicat autonome des ouvriers coiffeurs de La Seyne-sur-Mer;

Vu la demande formulée dans ledit accord;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 1^{er} du décret précité du 18 novembre 1926 sera désormais rédigé comme suit :

Art. 1^{er}. — Pour tous les magasins et salons de coiffure pour hommes ou pour dames de la ville de La Seyne-sur-Mer (Var), donnant le repos

(*) J. O. du 15 août 1930.

hebdomadaire le lundi, la répartition hebdomadaire des heures de présence devra être telle qu'elle assure aux ouvriers coiffeurs le repos de l'après-midi du dimanche à partir de 13 heures, le travail ne devant pas reprendre avant le mardi matin.

En outre, l'heure extrême de la fin du travail est fixée à 20 heures, les samedis et veilles de jours fériés.

ART. 2. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur huit jours après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 3. — Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Rambouillet, le 9 août 1930.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Travail
et de la Prévoyance sociale,*

PIERRE LAVAL.

DECRET DU 11 AOUT 1930

étendant aux pharmacies de Deville, Maromme et Notre-Dame-de-Bondeville, les dispositions du décret du 15 juin 1930 établissant un régime uniforme de répartition du travail dans les pharmacies de Rouen, Sotteville-lès-Rouen et Petit-Quevilly (1).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale;

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures;

Vu le décret des 17 août 1921-5 mars 1926-18 juillet 1929 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 dans les pharmacies vendant au détail et notamment les articles 3, § 3, et 6, dernier paragraphe, conçus comme suit :

« Art. 3, § 3. — Si des organisations patronales ou ouvrières de la profession dans une localité ou dans une région demandent qu'il soit fixé un régime uniforme de répartition du travail pour tous les établissements de la profession dans la localité ou dans la région, il sera statué sur la demande par décret portant règlement d'administration publique, après consultation de toutes les organisations intéressées, et en se référant aux accords intervenus entre elles, s'il en existe. »

« Art. 6. —

« Lorsque, dans une région comprenant une partie plus ou moins étendue de territoire ou dans une localité déterminée, il est constaté, par des accords intervenus entre les organisations patronales et ouvrières intéressées, que le nombre annuel d'heures supplémentaires nécessaires pour faire face à l'exécution des travaux urgents est inférieur au maximum fixé au paragraphe 3 du présent article, un nombre différent, tenant compte de ces accords, pourra être fixé à titre provisoire par arrêté ministériel. Le nouveau crédit d'heures supplémentaires ainsi fixé ne pourra être établi à titre définitif que par voie de règlement d'administration publique.

Vu le décret du 15 juin 1930 portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un régime uniforme de répartition du travail dans les pharmacies vendant au détail de Rouen, Sotteville-lès-Rouen et Petit-Quevilly;

Vu l'accord intervenu le 9 avril 1930 entre le Syndicat des pharmaciens de la Seine-Inférieure, rue des Espagnols, n° 6, à Rouen, et le Syndicat des préparateurs;

(1) J. O. du 21 août 1930.

Vu la demande formulée par l'accord susvisé et par lettre du 10 avril 1930 du Syndicat des pharmaciens de la Seine-Inférieure;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 1^{er} du décret du 15 juin 1930 portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un régime uniforme de répartition du travail dans les pharmacies vendant au détail des villes de Rouen, Sotteville-lès-Rouen et Petit-Quevilly sera désormais rédigé comme suit :

« Dans toute l'étendue des villes de Rouen, Sotteville-lès-Rouen, Petit-Quevilly, Déville, Maromme et Notre-Dame-de-Bondeville, pour tous les établissements ou parties d'établissement visés à l'article 1^{er} du décret des 17 août 1921-5 mars 1926-18 juillet 1929 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les pharmacies vendant au détail, est institué le régime ci-après de répartition des heures normales de travail :

Le lundi de 13 heures 45 à 19 heures 15 pour les pharmacies de Rouen et de 14 heures à 19 h. 30 pour les pharmacies de Sotteville-lès-Rouen, Petit-Quevilly, Déville, Maromme et Notre-Dame-de-Bondeville. (Le reste sans changement.) »

ART. 2. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur huit jours après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 3. — Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Rambouillet, le 11 août 1930.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Travail
et de la Prévoyance sociale,*

PIERRE LAVAL.

DECRET DU 11 AOUT 1930

portant règlement d'administration publique pour l'extension du décret du 31 décembre 1920, modifié par le décret du 11 décembre 1922, appliquant la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans l'industrie de la meunerie, aux rizeries ⁽¹⁾.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale;

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures;

Vu les articles 6, 7 et 8 du livre II du Code du travail, tels qu'ils ont été modifiés par ladite loi du 23 avril 1919;

Vu le décret du 31 décembre 1920, modifié par le décret du 11 décembre 1922,

(1) J. O. du 15 août 1930, p. 9501.

portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans l'industrie de la meunerie;

Vu l'avis inséré au *Journal officiel* du 6 janvier 1926, page 265, relatif à la consultation des organisations patronales et ouvrières, en vue de l'extension du décret précité du 31 décembre 1920 modifié aux rizeries;

Vu les observations formulées par les organisations patronales et ouvrières intéressées de diverses régions;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Le paragraphe 1^{er} de l'article 1^{er} du décret du 31 décembre 1920, modifié par le décret du 11 décembre 1922, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans l'industrie de la meunerie, ainsi rédigé : « Les dispositions du présent décret seront applicables dans tous les établissements ou parties d'établissement où s'exerce l'industrie de la meunerie », sera désormais rédigé comme suit :

« Les dispositions du présent décret sont applicables dans tous les établissements ou parties d'établissement où s'exerce l'industrie de la meunerie et dans les rizeries ».

ART. 2. — Au paragraphe 6, 3^o, du décret est ajouté l'alinéa suivant : « Cent cinquante heures par an dans les rizeries, sans que la durée du travail journalier puisse dépasser dix heures ».

ART. 3. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur un mois après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 4. — Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Rambouillet, le 11 août 1930.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Travail
et de la Prévoyance sociale,*

PIERRE LAVAL.

DECRET DU 15 AOUT 1930

pourtant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les entreprises de transports et déménagements, de location et garage de voitures, et de pompes funèbres (°).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale;

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures;

(°) *J. O.* du 22 août 1930, p. 9747; *erratum J. O.* 23 août 1930, p. 9797.

Vu les articles 6, 7 et 8 du livre II du Code du travail, tels qu'ils ont été modifiés par ladite loi du 23 avril 1919;

Vu les demandes formulées par diverses organisations syndicales;

Vu les avis insérés au *Journal officiel*, relatifs à la consultation des organisations patronales et ouvrières en vue de l'élaboration des règlements d'administration publique concernant l'application de la loi du 23 avril 1919 aux entreprises ci-après :

Entreprises de transport de meubles, matériaux et marchandises, autres que les entreprises de transports par voies ferrées; entreprises de location et garage de voitures hippomobiles et automobiles de petite et grande remise, voitures de place et de louage (avis au *Journal officiel* du 24 janvier 1926, p. 1931);

Entreprises de funérailles et pompes funèbres (avis au *Journal officiel* du 6 mars 1926, p. 2974);

Entreprises de location et garage de cycles et motocycles (avis au *Journal officiel* du 7 octobre 1926, p. 1107);

Entreprises de garage de voitures automobiles (avis au *Journal officiel* du 13 avril 1928, p. 4335);

Vu les observations présentées par les organisations patronales et ouvrières de diverses régions;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret sont applicables aux entreprises ci-après énumérées :

Entreprises de transports d'objets mobiliers, matériaux et marchandises, autres que les entreprises de transports par voie ferrée, voie d'eau et voie aérienne;

Entreprises de déménagements et gardes-meubles;

Entreprises de funérailles et pompes funèbres;

Garages de voitures automobiles, cycles et motocycles;

Entreprises de location de cycles et motocycles;

Entreprises de location de voitures hippomobiles et automobiles de petite et grande remise, voitures de place et de louage.

Les dispositions du présent décret sont également applicables aux ouvriers et employés occupés par les entreprises ci-dessus énumérées, même dans le cas où leur travail ne ressortit pas directement aux professions exercées dans ces entreprises, lorsque ce travail a pour objet exclusif l'entretien ou le fonctionnement desdites entreprises ou de leurs dépendances.

Les dispositions du présent décret ne s'appliquent pas aux entreprises privées exécutant des travaux de manutention pour le compte des grands réseaux de chemins de fer d'intérêt général, sur le domaine public du chemin de fer ou en dehors, qui seront assujetties à un décret spécial pris en exécution de l'article 25 du décret du 16 janvier 1925, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 aux agents des grands réseaux d'intérêt général autres que les mécaniciens et chauffeurs et agents des trains.

ART. 2. — Les établissements ou parties d'établissement visés à l'article 1^{er} devront, pour l'application de la loi du 23 avril 1919, choisir l'un des modes ci-après :

1^o Limitation du travail effectif à raison de huit heures par chaque jour ouvrable de la semaine;

2^o Répartition inégale entre les jours ouvrables des quarante-huit heures de travail effectif de la semaine avec maximum de neuf heures par jour, afin de permettre le repos de l'après-midi du samedi ou toute autre modalité équivalente.

L'organisation du travail par relais est interdite. Toutefois, elle pourra être autorisée par arrêté ministériel, après consultation des organisations

patronales et ouvrières intéressées, dans les industries ou les travaux où cette organisation sera justifiée par des raisons techniques.

En cas d'organisation du travail par équipes successives, le travail de chaque équipe sera continu, sauf l'interruption pour les repos.

A la demande d'organisations patronales ou ouvrières de la profession, de la localité ou de la région, des arrêtés ministériels pourront, après consultation des organisations intéressées, et en se référant, là où il en existe, aux accords intervenus entre elles, autoriser, par dérogation aux régimes visés aux 1^o et 2^o du premier paragraphe et à titre provisoire, un régime équivalent basé sur une autre période de temps, à la condition que la durée du travail ne dépasse pas neuf heures. Ledit régime ne pourra être établi à titre définitif que par voie de règlement d'administration publique.

Si des organisations patronales ou ouvrières de la profession dans une localité ou dans une région, demandent qu'il soit fixé un régime uniforme de répartition du travail pour tous les établissements de la profession dans la localité ou dans la région, il sera statué sur la demande par décret portant règlement d'administration publique, après consultation de toutes les organisations intéressées et en se référant aux accords intervenus entre elles s'il en existe.

ART. 3. — En cas d'interruption collective du travail résultant de causes accidentelles ou de force majeure (accidents survenus au matériel, interruption de courant électrique, sinistres), une prolongation de la journée de travail pourra être pratiquée à titre de récupération des heures de travail perdues, dans les conditions ci-après :

a. En cas d'interruption d'une journée au plus, la récupération pourra s'effectuer dans un délai maximum de quinze jours à dater du jour de la reprise du travail;

b. En cas d'interruption d'une semaine au plus, la récupération pourra s'effectuer dans un délai maximum de cinquante jours à dater du jour de la reprise du travail;

c. En cas d'interruption excédant une semaine, la récupération ne pourra s'effectuer au delà de la limite indiquée à l'alinéa précédent, sans une autorisation écrite de l'Inspecteur départemental du travail, donnée après consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées.

Dans les établissements où le régime hebdomadaire du travail comporte un repos d'une demi-journée par semaine, comme il est prévu au paragraphe 1^{er} de l'article 2, la récupération pourra se faire par suspension de ce repos d'une demi-journée.

Le chef d'établissement qui veut faire usage des facultés de récupération prévues au paragraphe 1^{er} du présent article doit, soit dans l'avis, soit dans la demande d'autorisation qu'il devra adresser à l'Inspecteur départemental du travail, indiquer la nature, la cause et la date de l'interruption collective du travail, le nombre d'heures de travail perdues, les modifications qu'il se propose d'apporter temporairement à l'horaire, en vue de récupérer les heures perdues, ainsi que le nombre de personnes auxquelles s'applique cette modification.

L'augmentation exceptionnelle prévue à titre de récupération ne peut avoir en aucun cas pour effet de porter la durée journalière du travail à plus de dix heures.

ART. 4. — Dans chaque établissement ou partie d'établissement, les ouvriers et employés ne pourront être occupés que conformément aux indications d'un horaire précisant, pour chaque journée, et éventuellement pour chaque semaine, ou pour toute autre période de temps dans

le cas d'application du paragraphe 4 de l'article 3, la répartition des heures de travail.

Cet horaire, établi suivant l'heure légale, fixera les heures auxquelles commencera et finira chaque période de travail et en dehors desquelles aucun ouvrier ou employé ne pourra être occupé. Le total des heures comprises dans les périodes de travail ne devra pas excéder les limites fixées en conformité de l'article 2.

Des heures différentes de travail et de repos pourront être prévues pour les catégories de travailleurs auxquelles s'appliquent les dérogations prévues par l'article 5 ci-après, ainsi que pour les catégories de travailleurs pour lesquelles seront intervenus les arrêtés prévus au paragraphe 2 de l'article 2.

Pour le personnel occupé au dehors, l'horaire devra indiquer les heures d'entrée et de sortie du personnel ainsi que la durée du repos ininterrompu entre deux journées de travail.

Toute modification de la répartition des heures de travail devra donner lieu, avant sa mise en service, à une rectification de l'horaire établi.

Cet horaire, daté et signé par le chef d'établissement ou, sous la responsabilité de celui-ci, par la personne à laquelle il aura délégué ses pouvoirs à cet effet, sera affiché en caractères lisibles et apposé de façon apparente dans chacun des locaux de travail auxquels il s'applique, ou, pour le personnel occupé au dehors, dans l'établissement auquel le personnel intéressé est attaché.

Un double de l'horaire et des rectifications qui y seront apportées éventuellement devra préalablement être adressé à l'Inspecteur départemental du travail.

En cas d'organisation du travail par équipes, la composition nominative de chaque équipe sera indiquée, soit par un tableau affiché, soit par un registre spécial tenu constamment à jour et mis à la disposition du Service de l'Inspection du travail.

Pour le personnel occupé au dehors, l'affichage et la transmission de l'horaire à l'Inspecteur départemental du travail, prévue par les paragraphes 6 et 7 ci-dessus, pourront être remplacés par la transcription dudit horaire et des rectifications éventuelles, dans les mêmes conditions, sur un registre qui sera tenu constamment à la disposition du personnel et du Service de l'Inspection du travail.

ART. 5. — La durée du travail effectif journalier peut, pour les travaux désignés au tableau ci-dessous et conformément à ses indications, être prolongée au delà des limites fixées par l'article 2 du présent décret :

1° Travail des mécaniciens, des électriciens, des chauffeurs, employés au service de la force motrice, de l'éclairage, du chauffage et du matériel de lavage;

Une heure et demie au maximum;

Deux heures au maximum le lendemain de chaque journée de chômage.

2° Travail des garçons d'écurie, travail des réceptionnaires, hommes de gare, manutentionnaires, magasiniers, peintures;

Deux heures au maximum.

3° Dans les entreprises de funérailles et pompes funèbres, travail du personnel préposé aux ensevelissements, mises en bière, levée des corps, à la conduite des cortèges, à toutes décorations mortuaires;

Deux heures au maximum.

4° Travail du personnel préposé au nettoyage des locaux;

Une heure au maximum.

5° Travail des conducteurs d'automobiles, cochers, charretiers, camionneurs, livreurs, déménageurs;

Quatre heures au maximum, sans que l'usage de cette dérogation puisse avoir pour effet de

Travail des surveillants, gardiens, veilleurs de nuit, concierges, préposés au service d'incendie.

réduire à moins de douze heures la durée du repos ininterrompu entre deux journées de travail.

6° La durée de la présence des gardiens, concierges et agents similaires, logés dans l'établissement dont ils ont la surveillance ou à proximité de cet établissement, sera continue, sous réserve d'un repos de douze heures consécutives par semaine ou d'un congé compensateur annuel de deux semaines.

Lorsque, dans une profession et dans une localité déterminée, il est constaté, par des accords intervenus entre les organisations patronales et ouvrières intéressées, que les travaux visés à l'article 5 ne nécessitent qu'une prolongation de la durée du travail inférieure aux durées prévues par ledit article, un régime différent, tenant compte de ces accords, pourra être fixé, à titre provisoire, par arrêté ministériel. Ledit régime ne pourra être établi à titre définitif que par voie de règlement d'administration publique.

Les dérogations énumérées ci-dessus sont applicables exclusivement aux hommes adultes, à l'exception des dérogations visées sous les numéros 4°, 5° et 6° qui sont applicables au personnel adulte de l'un ou l'autre sexe.

ART. 6. — La durée du travail effectif peut être, à titre temporaire, prolongée au delà des limites fixées par l'article 2 du présent décret, dans les conditions suivantes :

1° Travaux urgents dont l'exécution immédiate est nécessaire : *a* pour prévenir des accidents imminents, organiser des mesures de sauvetage ou réparer des accidents survenus soit au matériel, soit aux installations, soit aux bâtiments de l'établissement; *b* pour assurer le dépannage des automobiles de la clientèle;

2° Travaux exécutés dans l'intérêt de la sûreté et de la défense nationale ou d'un service public, sur un ordre du Gouvernement constatant la nécessité de la dérogation;

3° Travaux urgents auxquels l'établissement doit faire face (surcroît extraordinaire de travail).

Faculté illimitée pendant un jour au choix du chef d'établissement; les jours suivants, deux heures au delà de la limite assignée au travail général de l'établissement.

Limite à fixer dans chaque cas de concert entre le Ministre du Travail et le Ministre qui ordonne les travaux.

Cent heures par an.

En outre un crédit de cinquante heures par an pourra être utilisé :

a. Dans les entreprises de transports de denrées périssables, pour le personnel occupé, aux points de transit, d'embarquement ou de réexpédition, à l'établissement des documents de transport et à la livraison;

b. Dans les entreprises de funérailles et de pompes funèbres, pour le personnel occupé aux mises en bière urgentes, en cas d'épidémie ou en cas de réquisition municipale ou de police.

En aucun cas, la durée du travail journalier ne pourra être prolongée de plus de deux heures, ni la durée du repos séparant deux journées de travail être réduite au-dessous de dix heures, sauf en cas de réquisition municipale ou de police.

ART. 7. — Le bénéfice des dérogations permanentes prévues à l'article 3 est acquis de plein droit au chef d'établissement, sous réserve d'accomplissement des formalités prévues à l'article 4 du présent décret.

Tout chef d'établissement qui veut user des facultés prévues à l'article 6 du présent décret est tenu d'adresser préalablement à l'inspecteur départemental du travail une déclaration datée spécifiant : la nature et la cause de la dérogation, le nombre d'ouvriers (enfants, femmes, hommes) pour lesquels la durée du travail est prolongée, les heures de travail et de repos prévues pour ces ouvriers, la durée évaluée en jours et en heures de la dérogation.

Le chef d'établissement doit, en outre, tenir à jour un tableau sur lequel seront inscrites, au fur et à mesure de l'envoi des avis à l'inspecteur du travail, les dates des jours où il sera fait usage des dérogations, avec indication de la durée de ces dérogations. Ce tableau sera affiché dans l'établissement, dans les conditions déterminées à l'article 4 du présent décret, au sujet de l'horaire, et il y restera apposé du 1^{er} janvier de l'année courante au 15 janvier de l'année suivante.

Dans le cas où il aura été fait usage de la faculté prévue au paragraphe 9 de l'article 4 de transcrire l'horaire sur un registre, l'envoi d'un avis préalable à l'inspecteur et l'affichage du tableau prévus aux paragraphes 2 et 3 du présent article pourront être remplacés par la transcription dudit tableau sur le registre.

ART. 8. — Les heures de travail effectuées par application des dérogations prévues au 3^e de l'article 6 du présent décret seront considérées comme heures supplémentaires et payées conformément aux accords et usages en vigueur pour les heures de travail effectuées en dehors de la durée normale.

ART. 9. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur un mois après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 10. — Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Rambouillet, le 15 août 1930.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Travail
et de la Prévoyance sociale,*

PIERRE LAVAL.

DECRET DU 12 SEPTEMBRE 1930

portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un régime uniforme de répartition du travail dans les pharmacies vendant au détail de la ville de Caen ()*.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale;

(*) *J. O.* du 19 septembre 1930.

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures;

Vu le décret des 17 août 1921-5 mars 1926-18 juillet 1929 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 dans les pharmacies vendant au détail et notamment les articles 3, § 3, et 6, dernier paragraphe, conçus comme suit :

« Art. 3, § 3. — Si des organisations patronales ou ouvrières de la profession dans une localité ou dans une région demandent qu'il soit fixé un régime uniforme de répartition du travail pour tous les établissements de la profession dans la localité ou dans la région, il sera statué sur la demande par décret portant règlement d'administration publique, après consultation de toutes les organisations intéressées, et en se référant aux accords intervenus entre elles, s'il en existe. »

« Art. 6. —
Lorsque, dans une région comprenant une partie plus ou moins étendue de territoire ou dans une localité déterminée, il est constaté, par des accords intervenus entre les organisations patronales et ouvrières intéressées, que le nombre annuel d'heures supplémentaires nécessaires pour faire face à l'exécution des travaux urgents est inférieur au maximum fixé au paragraphe 3 du présent article, un nombre différent tenant compte de ces accords, pourra être fixé à titre provisoire par arrêté ministériel. Le nouveau crédit d'heures supplémentaires ainsi fixé ne pourra être établi à titre définitif que par voie de règlement d'administration publique.

Vu l'accord intervenu le 30 mai 1930 entre le Syndicat des pharmaciens du département du Calvados et le Syndicat des préparateurs en pharmacie de Basse-Normandie;

Vu la demande contenue à l'article 5 de l'accord susvisé;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Dans toute l'étendue de la ville de Caen, pour tous les établissements ou parties d'établissement visés à l'article 1^{er} du décret susvisé des 17 août 1921-5 mars 1926-18 juillet 1929, est institué le régime uniforme ci-après de répartition des heures normales de travail :

De 9 à 19 heures avec un repos de deux heures donné à tout le personnel entre 12 et 14 heures, sauf le vendredi où le repos ne devra être collectif que de 12 h. 30 à 13 h. 30.

ART. 2. — Par dérogation aux dispositions de l'article 6, 3^e, du décret des 17 août 1921-5 mars 1926-18 juillet 1929, le nombre des heures supplémentaires pour surcroît extraordinaire de travail ne devra pas excéder cent vingt-sept par an.

ART. 3. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur huit jours après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 4. — Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Rambouillet, le 12 septembre 1930.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Travail
et de la Prévoyance sociale,*

PIERRE LAVAL.

DECRET DU 20 SEPTEMBRE 1930

portant règlement d'administration publique tendant à modifier le décret du 23 mai 1925, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les hôtels, restaurants, cafés et autres établissements de vente de denrées alimentaires à consommer sur place de Bordeaux et de plusieurs communes avoisinantes (1).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale;

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures;

Vu les articles 6, 7 et 8 du livre II du Code du travail, tels qu'ils ont été modifiés par ladite loi du 23 avril 1919;

Vu le décret du 23 mai 1925, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 dans les hôtels, restaurants, cafés et autres établissements de vente de denrées alimentaires à consommer sur place de Bordeaux, et des communes de Bègles, Villenave-d'Ornon, Talence, Pessac, Caudéran, Le Bouscat, Lormont, Cénon et Floirac;

Vu la demande de revision présentée par l'Association syndicale des hôteliers, limonadiers et restaurateurs de Bordeaux et du Sud-Ouest et par le Syndicat des ouvriers cuisiniers de Bordeaux;

Vu l'accord intervenu le 7 juillet 1925 entre les deux organisations précitées;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* des 3 et 4 mai 1926, relatif à la consultation des organisations patronales et ouvrières en vue de la revision du décret précité du 23 mai 1925;

Vu les observations présentées par les organisations patronales et ouvrières intéressées;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Le paragraphe 3 de l'article 3 du décret du 23 mai 1925, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les hôtels, restaurants, cafés et autres établissements de denrées alimentaires à consommer sur place de Bordeaux et des communes de Bègles, Villenave-d'Ornon, Talence, Pessac, Caudéran, Le Bouscat, Lormont, Cénon et Floirac, est désormais rédigé comme suit :

« La durée de présence des cuisiniers ne pourra excéder neuf heures. »
(*Le reste sans changement.*)

ART. 2. — Le paragraphe 6 de l'article 3 du décret précité du 23 mai 1925 est désormais rédigé comme suit :

« Les durées de présence fixées dans le présent article comprennent les périodes de temps ordinairement assignées aux repas, et dont la durée totale, pour le personnel autre que le personnel des cuisines, ne pourra être inférieure à deux heures. »

ART. 3. — Il est ajouté à l'article 4 du décret précité du 23 mai 1925, après le paragraphe 2, le paragraphe suivant :

« Des heures différentes de travail et de repos pourront être prévues pour les catégories de personnel auxquelles s'appliquent les dérogations prévues par l'article 5 ci-après, ainsi que pour le personnel des cuisines.

(1) J. O. du 25 septembre 1930.

ART. 4. — L'article 6, 2°, du décret précité du 23 mai 1925 est désormais rédigé comme suit :

2° Travaux urgents auxquels l'établissement doit faire face (surcroît extraordinaire de travail). Maximum annuel : cent quatre heures. — Cent cinquante heures pour le personnel des cuisines.

ART. 5. — A l'article 7, dernier paragraphe, du décret précité du 23 mai 1925, la référence au paragraphe 4 de l'article 4 devient une référence « au paragraphe 5 de l'article 4 ».

ART. 6. — L'article 8 du décret précité du 23 mai 1925 est désormais rédigé comme suit :

Art. 8. — Les heures de travail effectuées par application des dérogations prévues au 2° de l'article 6 du présent décret sont considérées comme heures supplémentaires et payées ou compensées conformément aux accords et usages en vigueur pour les heures de travail effectuées en dehors de la durée normale. La faculté de compensation ne sera admise que pour les durées de travail supplémentaire n'excédant pas *une heure dans la même journée* en ce qui concerne le personnel des cuisines et une demi-heure en ce qui concerne le reste du personnel.

Pour le personnel des cuisines, l'imputation sur le crédit des heures supplémentaires prévues au 2° de l'article 6 n'aura pas lieu lorsque les suppléments de travail seront compensés dans la semaine même et que la durée du travail dans cette semaine ne dépassera pas 54 heures.

ART. 7. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur huit jours après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 8. — Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Rambouillet, le 20 septembre 1930.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Travail
et de la Prévoyance sociale,*

PIERRE LAVAL.

DECRET DU 21 SEPTEMBRE 1930

portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les boulangeries du département de la Côte-d'Or ⁽¹⁾.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale;

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures;

Vu les articles 6, 7, 8 du livre II du Code du travail, tels qu'ils ont été modifiés par ladite loi du 23 avril 1919;

⁽¹⁾ J. O. du 25 septembre 1930, p. 11020.

Vu les demandes présentées par diverses organisations syndicales;

Vu les avis insérés au *Journal officiel* du 29 avril 1920 (p. 6505) et du 26 novembre 1926 (p. 12508), relatifs à la consultation des organisations patronales et ouvrières en vue de l'élaboration d'un règlement d'administration publique concernant l'application de la loi du 23 avril 1919, le premier, au commerce de détail de denrées alimentaires à emporter, dans les villes de plus de 25.000 habitants; le second, au commerce de détail de marchandises de toute nature dans les villes comptant moins de 25.000 habitants;

Vu l'accord intervenu le 5 février 1930 entre la Chambre syndicale patronale de la boulangerie de la Côte-d'Or et le Syndicat des ouvriers boulangers de la Côte-d'Or;

Vu les observations présentées par les organisations patronales et ouvrières intéressées;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret sont applicables dans les établissements ou parties d'établissement du département de la Côte-d'Or où s'exerce la profession ci-après :

Boulangerie.

ART. 2. — Les établissements ou parties d'établissement visés au paragraphe 1^{er} devront, pour l'application de la loi du 23 avril 1919, choisir un des modes ci-après :

1° Limitation du travail effectif à raison de huit heures par chaque jour ouvrable de la semaine;

2° Répartition inégale entre les jours ouvrables des quarante-huit heures de travail effectif de la semaine, avec maximum de neuf heures par jour, afin de permettre le repos du samedi après-midi ou toute autre modalité équivalente.

Dans les établissements pratiquant la fermeture au public un jour par semaine, le maximum journalier prévu au 2° ci-dessus pourra être porté à quatorze heures la veille du jour de fermeture.

Toutefois, pour le personnel affecté à la vente et en raison du caractère intermittent du travail, la durée du travail pourra atteindre huit heures et demie par jour, coupées par un ou plusieurs repos dont la durée totale ne pourra être inférieure à trois heures, le personnel ayant, pendant deux heures et demie au moins, le droit de quitter l'établissement.

L'organisation du travail par relais est interdite. Toutefois, dans les établissements occupant moins de cinq ouvriers, un décalage d'une heure est autorisé en ce qui concerne les heures de commencement et de fin du travail du pétriseur et du brigadier.

En cas d'organisation du travail par équipes successives, le travail de chaque équipe sera continu.

Si des organisations patronales ou ouvrières de la profession, dans une localité ou dans une région, demandent qu'il soit fixé un régime uniforme de répartition du travail pour tous les établissements de la profession dans la localité ou dans la région, il sera statué sur la demande par décret portant règlement d'administration publique, après consultation de toutes les organisations intéressées et en se référant aux accords intervenus entre elles, s'il en existe.

ART. 3. — Dans les ateliers de fabrication, en cas d'interruption collective du travail résultant de causes accidentelles ou de force majeure (accidents survenus au matériel, interruption de force motrice, sinistres), une prolongation de la journée de travail pourra être pratiquée, à titre de compensation des heures de travail perdues, le lendemain du jour de l'interruption collective, avec maximum de deux heures.

Le chef d'établissement qui veut faire usage des facultés de récupération prévues ci-dessus doit, dans l'avis qu'il devra adresser à l'Inspecteur départemental du travail, indiquer la nature, la cause et la date de l'interruption collective du travail, le nombre d'heures de travail perdues, les modifications qu'il se propose d'apporter temporairement à l'horaire en vue de récupérer les heures perdues, ainsi que le nombre de personnes auxquelles s'applique cette modification.

ART. 4. — Dans chaque établissement ou partie d'établissement, les ouvriers ou employés ne pourront être occupés que conformément aux indications d'un horaire précisant, pour chaque journée et éventuellement pour chaque semaine, la répartition des heures de travail.

Cet horaire, établi suivant l'heure légale, fixera, pour le personnel des ateliers de fabrication, les heures auxquelles commencera et finira chaque période de travail et en dehors desquelles aucun ouvrier ou employé ne pourra être occupé. Le total des heures comprises dans les périodes de travail ne devra pas excéder la limite fixée en conformité des paragraphes 1 et 2 de l'article 2.

Pour le personnel affecté à la vente, l'horaire fixera, pour l'ensemble du personnel, l'heure du commencement et de la fin de la journée de travail, ainsi que la durée des repos, et notamment de ceux qui sont prévus au paragraphe 3 de l'article 2. Le nombre d'heures comprises dans cette période, en y comprenant les heures consacrées aux repos, ne devra pas excéder onze heures et demie. En outre, l'horaire devra indiquer les heures de repos pendant lesquelles le personnel aura le droit de quitter l'établissement. Aucune personne ne pourra être occupée avant l'heure du commencement ou après l'heure de la fin de la journée de travail ainsi fixée.

Des heures différentes de travail et de repos pourront être prévues pour les catégories de travailleurs auxquelles s'appliquent les dérogations prévues par l'article 5 ci-après, ainsi que pour les catégories de travailleurs visés par le paragraphe 4 de l'article 2.

Toute modification de la répartition des heures de travail devra donner lieu, avant sa mise en service, à une rectification de l'horaire établi.

Cet horaire, daté et signé par le chef d'établissement ou, sous la responsabilité de celui-ci, par la personne à laquelle il aura délégué ses pouvoirs à cet effet, sera affiché en caractères lisibles et apposé de façon apparente dans chacun des locaux de travail auxquels il s'applique.

Un double de l'horaire et des rectifications qui y seraient apportées éventuellement devra être préalablement adressé à l'Inspecteur départemental du travail.

En cas d'organisation du travail par équipes successives, la composition nominative de chaque équipe sera indiquée soit par un tableau affiché, soit par un registre spécial tenu constamment à jour et mis à la disposition du Service de l'Inspection du travail.

ART. 5. — La durée du travail effectif journalier peut, pour les travaux désignés au tableau ci-dessous et conformément à ses indications, être prolongée au delà des limites fixées en conformité de l'article 2 du présent décret.

1° Travail des ouvriers préposés à la préparation des levains.	Une demi-heure au maximum.
--	----------------------------

2° Travail des conducteurs d'automobiles, porteurs et préposés au service des livraisons.	Quatre heures au maximum, sans que cette prolongation puisse avoir pour effet de réduire à moins de douze heures la durée du repos ininterrompu entre deux journées de travail.
---	---

Dans les établissements n'occupant qu'un ouvrier travaillant sans l'assistance du patron et faisant normalement quatre fournées par jour au maximum, lorsque, par suite de circonstances exceptionnelles (arrêt de force motrice, accident au matériel, froid excessif retardant la poussée de la pâte), il n'aura pas été possible d'achever la dernière fournee dans les limites fixées à l'article 2, la durée du travail de l'ouvrier pourra être prolongée d'une durée égale à l'arrêt exceptionnel du travail. Une prolongation équivalente à celle précitée pourra être autorisée par l'inspecteur du travail, dans les mêmes circonstances, pour les établissements qui seraient reconnus par lui, après consultation des organisations patronales et ouvrières, comme occupant seulement deux hommes, y compris, le cas échéant, le patron, et faisant normalement sept fournées au maximum.

La fournée visée ci-dessus comporte 90 pains de 1 kilogramme ou leur équivalence en pains de fantaisie.

ART. 6. — La durée du travail effectif journalier peut être, à titre temporaire, prolongée au delà des limites fixées conformément à l'article 2 du présent décret, dans les conditions suivantes :

1° Travaux urgents dont l'exécution immédiate est nécessaire pour prévenir des accidents imminents, organiser des mesures de sauvetage ou réparer des accidents survenus soit au matériel, soit aux installations, soit aux bâtiments de l'établissement.

Faculté illimitée pendant un jour au choix du chef d'établissement; les jours suivants, deux heures au delà de la limite assignée au travail général de l'établissement.

2° Travaux exécutés dans l'intérêt de la sûreté et de la défense nationale ou d'un service public, sur un ordre du Gouvernement constatant la nécessité de la dérogation.

Limite à fixer dans chaque cas de concert entre le Ministre du Travail et le Ministre qui ordonne les travaux.

3° Travaux urgents auxquels l'établissement doit faire face (surcroît extraordinaire de travail).

Cinquante heures par an, réparties sur cinquante jours au plus et sans que la durée du travail journalier puisse être prolongée de plus de deux heures.

ART. 7. — Le bénéfice des dérogations permanentes prévues à l'article 5 est acquis de plein droit au chef d'établissement, sous réserve d'accomplissement des formalités prévues à l'article 4 du présent décret.

Tout chef d'établissement qui veut user des facultés prévues à l'article 6 du présent décret est tenu d'adresser préalablement à l'Inspecteur départemental du travail une déclaration datée spécifiant : la nature et la cause de la dérogation, le nombre d'ouvriers (enfants, femmes, hommes) pour lesquels la durée du travail est prolongée, les heures de travail et de repos prévues pour ces ouvriers, la durée, évaluée en jours et en heures, de la dérogation.

Le chef d'établissement doit, en outre, tenir à jour un tableau sur lequel seront inscrites, au fur et à mesure de l'envoi des avis à l'Inspecteur du travail, les dates des jours où il sera fait usage des dérogations, avec indication de la durée de ces dérogations. Ce tableau sera affiché dans l'établissement, dans les conditions déterminées à l'article 4 du présent décret au sujet de l'horaire et il y restera apposé du 1^{er} janvier de l'année courante au 15 janvier de l'année suivante.

ART. 8. — Les heures de travail effectuées par application des dérogations prévues au 3° de l'article 6 du présent décret seront considérées comme heures supplémentaires et payées conformément aux accords et usages en vigueur pour les heures de travail effectuées en dehors de la durée normale.

ART. 9. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur un mois après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 10. — Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Rambouillet, le 21 septembre 1930.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Travail
et de la Prévoyance sociale,*

PIERRE LAVAL.

DECRET DU 22 SEPTEMBRE 1930

*modifiant le décret du 22 septembre 1913 relatif à l'organisation
du corps des Inspecteurs du travail* (¹).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale et du Ministre du Budget;

Vu le chapitre II du titre III du livre II du Code du travail;

Vu le décret du 22 septembre 1913, modifié par les décrets des 13 janvier et 7 décembre 1914, 1^{er} janvier 1916, 12 juin 1919, 29 mars et 24 novembre 1920, 15 juillet 1922, 24 décembre 1926, 14 avril 1927, 25 juillet et 20 septembre 1929 et 1^{er} février 1930;

Vu l'avis du comité consultatif des arts et manufactures;

Vu l'avis de la Commission supérieure instituée par l'article 112 du livre II du Code du travail,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 1^{er} du décret du 22 septembre 1913, modifié par les décrets des 12 juin 1919, 14 avril 1927 et 20 septembre 1929, est modifié comme suit :

« Le nombre des inspecteurs du travail est fixé comme suit :

« 12 inspecteurs divisionnaires;

« 132 inspecteurs départementaux;

« 30 inspectrices départementales. »

ART. 2. — L'article 3 du décret du 22 septembre 1913, modifié par les décrets des 12 juin 1919, 15 juillet 1922, 14 avril 1927, 20 septembre 1929 et 1^{er} février 1930, est modifié comme suit :

« Les délimitations des circonscriptions attribuées aux inspecteurs divisionnaires, le lieu de leurs résidences, l'indication des départements inspectés par les inspecteurs ou inspectrices départementaux, les lieux de résidence de ces inspecteurs ou inspectrices sont inscrits au tableau suivant :

(¹) *J. O.* du 26 septembre 1930; rectificatif *J. O.* du 3 octobre 1930.

CIRCON- SCRIPTIONS.	DÉPARTEMENTS	NOMBRE des INSPECTEURS et inspectrices départementaux.	RÉSIDENCE des INSPECTEURS DÉPARTEMENTAUX.	RÉSIDENCE des INSPECTEURS divisionnaires.
1 ^{re} .	Seine, Seine-et-Oise et Seine-et-Marne.	26 inspecteurs. 14 inspectrices.	Paris (25 inspecteurs, 14 inspectrices), Versailles.	Paris.
2 ^e .	Haute-Vienne, Loiret, Loir-et-Cher, Indre-et-Loire, Vienne, Creuse, Allier et Cher.	7 inspecteurs. 1 inspectrice.	Limoges (2 inspecteurs, 1 inspectrice), Orléans, Tours, Poitiers, Montluçon, Bourges.	Limoges.
3 ^e .	Yonne, Nièvre, Aube, Haute-Marne, Côte-d'Or, Haute-Saône, territoire de Belfort, Doubs, Jura et Saône-et-Loire.	9 inspecteurs. 1 inspectrice.	Nevers, Troyes, Dijon (2 inspecteurs, 1 inspectrice), Chaumont, Belfort, Besançon (2 inspecteurs), Chalon-sur-Saône.	Dijon.
4 ^e .	Meurthe-et-Moselle, Aisne, Ardennes, Marne, Meuse et Vosges.	9 inspecteurs. 1 inspectrice.	Saint-Quentin, Reims (2 inspecteurs), Charleville, Nancy (4 inspecteurs, 1 inspectrice), Épinal.	Nancy.
5 ^e .	Nord, Pas-de-Calais, Somme.	15 inspecteurs. 2 inspectrices.	Lille (4 inspecteurs, 2 inspectrices), Roubaix, Tourcoing, Douai, Valenciennes, Maubeuge, Cambrai, Dunkerque, Calais, Arras, Amiens (2 inspecteurs).	Lille.
6 ^e .	Oise, Seine-Inférieure, Eure, Eure-et-Loir, Orne, Calvados et Manche.	9 inspecteurs. 2 inspectrices.	Creil, Rouen (2 inspecteurs, 1 inspectrice), Le Havre (1 inspecteur, 1 inspectrice), Elbeuf, Chartres, Alençon, Caen, Cherbourg.	Rouen.
7 ^e .	Sarthe, Mayenne, Ille-et-Vilaine, Côtes-du-Nord, Finistère, Morbihan, Loire-Inférieure, Vendée, Deux-Sèvres et Maine-et-Loire.	9 inspecteurs. 1 inspectrice.	Le Mans, Nantes (2 inspecteurs, 1 inspectrice), Rennes, Saint-Brieuc, Angers, Brest, Lorient, Laval.	Nantes.
8 ^e .	Charente-Inférieure, Gironde, Lot-et-Garonne, Landes, Gers, Basses-Pyrénées, Hautes-Pyrénées, Charente, Dordogne, Corrèze et Lot.	9 inspecteurs. 1 inspectrice.	Bordeaux (3 inspecteurs, 1 inspectrice), Agen, Pau, Tarbes, La Rochelle, Angoulême, Brive.	Bordeaux.
9 ^e .	Aude, Pyrénées-Orientales, Hérault, Aveyron, Cantal, Lozère, Tarn, Haute-Garonne, Tarn-et-Garonne et Ariège.	6 inspecteurs. 1 inspectrice.	Carcassonne, Montpellier, Millau, Castres, Toulouse (2 inspecteurs, 1 inspectrice).	Toulouse.
10 ^e .	Bouches-du-Rhône, Var, Alpes-Maritimes, Corse, Vaucluse, Basses-Alpes, Drôme, Hautes-Alpes, Gard et Ardèche.	10 inspecteurs. 2 inspectrices.	Marseille (5 inspecteurs, 2 inspectrices), Toulon, Nice, Avignon, Valence, Nîmes.	Marseille.
11 ^e .	Rhône, Ain, Isère, Savoie, Haute-Savoie, Puy-de-Dôme, Loire et Haute-Loire.	13 inspecteurs. 3 inspectrices.	Lyon (6 inspecteurs, 2 inspectrices), Grenoble, Chambéry, Saint-Étienne (3 inspecteurs, 1 inspectrice), Roanne, Clermont-Ferrand.	Lyon.
12 ^e .	Moselle, Bas-Rhin et Haut-Rhin.	10 inspecteurs. 1 inspectrice.	Strasbourg (4 inspecteurs, 1 inspectrice), Metz (3 inspecteurs), Mulhouse, (2 inspecteurs), Colmar.	Strasbourg.

ART. 3. — L'article 7 du décret du 22 septembre 1913, modifié par les décrets des 29 mars 1920, 14 avril 1927 et 20 septembre 1929, est modifié comme suit :

« Les inspecteurs et inspectrices départementaux sont répartis en sept classes dénommées comme suit :

« 5^e classe.

« 4^e classe.

« 3^e classe.

« 2^e classe.

« 1^{re} classe.

« Hors classe, 1^{er} échelon.

« Hors classe, 2^e échelon.

« Le nombre des inspecteurs ou inspectrices répartis dans les différentes classes est limité conformément aux indications ci-après :

« Inspecteurs ou inspectrices hors classe, 2^e et 1^{er} échelons : 44 au maximum, dont 24 au plus au 2^e échelon.

« Inspecteurs ou inspectrices départementaux de 1^{re} et 2^e classes : 48 au maximum, dont 24 au plus en 1^{re} classe.

« Inspecteurs ou inspectrices de 3^e classe : 26 au maximum. »

ART. 4. — Le Ministre du Budget et le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Rambouillet, le 22 septembre 1930.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Travail
et de la Prévoyance sociale,*

PIERRE LAVAL.

Le Ministre du Budget,

GERMAIN-MARTIN.

DECRET DU 24 OCTOBRE 1930

*modifiant le décret du 3 mai 1907 réglant l'avancement et la discipline
du corps de l'Inspection du Travail (¹).*

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale;

Vu le chapitre II du titre III du livre II du Code du travail;

Vu le décret du 22 septembre 1913, relatif à l'organisation du corps des inspecteurs du travail, modifié par les décrets des 13 janvier et 7 décembre 1914, 1^{er} janvier 1916, 12 juin 1919, 29 mars et 24 novembre 1920, 15 juillet 1922, 4 décembre 1926, 14 avril 1927, 25 juillet et 20 septembre 1929, 1^{er} février 1930 et 22 septembre 1930;

Vu le décret du 3 mai 1907, réglant l'avancement et la discipline du corps de l'Inspection du travail, modifié par les décrets des 11 mars 1909, 6 février et 20 novembre 1911, 13 juillet 1912, 30 novembre 1919, 23 avril 1920, 5 juillet 1927 et 21 décembre 1928,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 3 du décret du 3 mai 1907, modifié par

(¹) J. O. du 5 novembre 1930.

le décret du 21 décembre 1928, réglant l'avancement et la discipline du corps de l'Inspection du travail, est modifié comme suit :

« Art. 3. — La Commission de classement est nommée chaque année par le Ministre.

Elle comprend :

Le Directeur du Travail, président;

Le Chef du cabinet ou, à son défaut, un chef adjoint du cabinet;

Deux membres élus par leurs collègues de la Commission supérieure du travail;

Deux chefs de bureau de la Direction du travail.

Font, en outre, partie de la Commission de classement :

1° Pour l'établissement du tableau d'avancement des inspecteurs divisionnaires :

Deux inspecteurs divisionnaires élus par leurs collègues et choisis parmi ceux ne remplissant pas les conditions prévues pour être inscrits au tableau d'avancement à dresser;

2° Pour l'établissement du tableau d'avancement de grade des inspecteurs départementaux :

Les inspecteurs divisionnaires chargés d'une circonscription;

3° Pour l'établissement du tableau d'avancement de classe des inspecteurs départementaux :

Les inspecteurs divisionnaires chargés d'une circonscription.

Deux inspecteurs départementaux, élus par leurs collègues et choisis parmi ceux ne remplissant pas les conditions prévues pour être inscrits au tableau d'avancement à dresser.

Un sous-chef d'un des bureaux de la Direction du travail remplit les fonctions de secrétaire de la Commission de classement.

En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

La Commission de classement délibère valablement lorsque les deux tiers de ses membres sont présents. »

ART. 2. — Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Paris, le 24 octobre 1930.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Travail
et de la Prévoyance sociale,*

PIERRE LAVAL.

DECRET DU 24 OCTOBRE 1930

modifiant le décret du 10 juillet 1913 relatif aux mesures générales de protection et de salubrité applicables à tous les établissements assujettis (1).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale;

(1) J. O. du 6 novembre 1930 et erratum J. O. du 10-11 novembre 1930.

Vu les articles 67, 68, 69 et 70 du livre II du Code du travail, ainsi conçus :

Art. 67. — Des règlements d'administration publique déterminent :

1^o Les mesures générales de protection et de salubrité applicables à tous les établissements assujettis, notamment en ce qui concerne l'éclairage, l'aération ou la ventilation, les eaux potables, les fosses d'aisance, l'évacuation des poussières et vapeurs, les précautions à prendre contre les incendies, le couchage du personnel, etc.;

2^o Au fur et à mesure des nécessités constatées, les prescriptions particulières relatives soit à certaines professions, soit à certains modes de travail.

Art. 68. — En ce qui concerne l'application des règlements d'administration publique prévus par l'article précédent, les inspecteurs, avant de dresser procès-verbal, mettent les chefs d'établissements en demeure de se conformer aux prescriptions desdits règlements.

Art. 69. — Cette mise en demeure est faite par écrit sur le registre prévu à cet effet par l'article 90 *a*. Elle sera datée et signée, indiquera les contraventions constatées et fixera un délai à l'expiration duquel ces contraventions devront avoir disparu. Ce délai, qui ne pourra en aucun cas être inférieur à quatre jours, devra être fixé en tenant compte des circonstances, à partir du minimum établi pour chaque cas par le règlement d'administration publique.

Art. 70. — Avant l'expiration du délai prévu à l'article précédent et au plus tard dans les quinze jours qui suivront la mise en demeure, le chef d'établissement adresse, s'il le juge convenable, une réclamation au Ministre du Travail. Cette réclamation est suspensive; elle est soumise, après enquête, au Comité consultatif des arts et manufactures, qui entend le réclamant s'il y a lieu. Lorsque l'obéissance à la mise en demeure nécessite des transformations importantes portant notamment sur le gros œuvre de l'établissement, le Ministre accorde au réclamant le délai qui aura été reconnu nécessaire et suffisant par le Comité consultatif des arts et manufactures. La durée de ce délai ne dépassera jamais dix-huit mois.

Notification de la décision est faite au chef d'établissement dans la forme administrative; avis en est donné à l'inspecteur.

Vu l'article 186 du livre II du Code du travail;

Vu le décret du 10 juillet 1913, modifié par les décrets des 29 mars 1914, 23 octobre 1917 et 24 juillet 1930, portant règlement d'administration publique pour l'exécution des dispositions du livre II du Code du travail (Titre II : Hygiène et sécurité des travailleurs) en ce qui concerne les mesures générales de protection et de salubrité applicables à tous les établissements assujettis;

Vu l'avis du Conseil supérieur d'hygiène publique de France;

Vu l'avis du Comité consultatif des arts et manufactures;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Il est ajouté, dans le décret du 10 juillet 1913, après l'article 12, un article 12 *bis* ainsi conçu :

« Les machines à travailler le bois, dites dégauchisseuses, seront pourvues d'un arbre porte-lames à section circulaire. »

ART. 2. — L'alinéa 2 de l'article 21 dudit décret est complété ainsi qu'il suit :

« A un mois pour les mises en demeure fondées sur les dispositions suivantes du présent décret : article 2 (alinéa 1^{er}); article 3 (alinéa 2); article 4 (alinéas 2, 3, 4, 5); article 5 (alinéas 1^{er}, 2, 5, 7); article 6, article 7; article 10 (alinéa 2); article 11 (alinéas 1, 2, 4); article 12 (alinéa 4); article 12 *bis*; article 14 (alinéa 1)... (le reste sans changement). »

ART. 3. — Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 24 octobre 1930.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Travail
et de la Prévoyance sociale,*

PIERRE LAVAL.

DECRET DU 22 NOVEMBRE 1930

relatif à l'attribution des indemnités pour frais de missions et de tournées aux fonctionnaires et agents du Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale (¹).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 9 de la loi du 18 octobre 1919 concernant les indemnités de séjour et les avantages accessoires attribués aux fonctionnaires, agents et ouvriers des services civils de l'Etat;

Vu les décrets des 17 juin 1921 et 6 juillet 1923 relatifs aux frais de déplacement du personnel de l'administration centrale du Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale;

Vu le décret du 24 juin 1921 relatif aux indemnités attribuées aux agents des services de la main-d'œuvre nationale et étrangère;

Vu les décrets du 24 novembre 1920, 23 juin 1921 et 10 décembre 1923 relatifs aux frais de tournée et de bureau des inspecteurs du travail;

Vu les décrets des 23 novembre 1920 et 8 juin 1922 relatifs aux frais de tournées des contrôleurs des retraites ouvrières et paysannes au Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale;

Vu le décret du 23 novembre 1920 relatif aux frais de déplacement des agents chargés du contrôle de l'application de la loi des retraites ouvrières et paysannes dans les mairies;

Vu le décret du 26 novembre 1920 relatif aux frais de déplacement du personnel du contrôle des assurances privées;

Vu le décret du 8 août 1926, modifié par les décrets des 8 janvier 1927, 24 février 1927 et 15 février 1930, allouant aux fonctionnaires et agents du Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale des indemnités pour frais de missions et de tournées;

Vu le décret du 28 mai 1929 fixant le taux des indemnités allouées aux contrôleurs des habitations à bon marché en remboursement de leurs frais de déplacement;

Vu la loi du 29 décembre 1929 portant ouverture d'un crédit sur l'exercice 1929, en vue du relèvement des indemnités pour frais de missions et de tournées des personnels civils et militaires de l'Etat,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions de l'article 1^{er} du décret du 8 août 1926, modifié par les décrets des 8 janvier 1927, 24 février 1927 et 15 février 1930, allouant aux fonctionnaires et agents du Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale des indemnités pour frais de missions et de tournées, sont modifiées ainsi qu'il suit :

.....

Pour l'attribution de ces indemnités, ces fonctionnaires et agents sont répartis en quatre groupes, savoir :

.....

II. — SERVICES ANNEXES ET EXTÉRIEURS.

.....

Groupe II. — Inspecteurs divisionnaires du travail, inspecteurs et inspectrices départementaux du travail appartenant à la hors classe (1^{er} et 2^e échelon); chefs du service de la main-d'œuvre à Paris; chefs des Offices régionaux de la main-d'œuvre dans les départements, appartenant à la 1^{re} classe et à la 2^e classe; enquêteurs du travail principaux

(¹) J. O. du 4 décembre 1930.

et de 1^{re} classe; contrôleurs des retraites ouvrières et paysannes; commissaires contrôleurs et chefs de service des assurances privées, statisticiens; statisticiens adjoints et chefs de travaux.

Groupe III. — Inspecteurs et inspectrices départementaux du travail des 1^{re}, 2^e, 3^e, 4^e et 5^e classes; chefs adjoints de service de la main-d'œuvre; à Paris; chef comptable des services de la main-d'œuvre; chefs de 3^e et 4^e classes et chefs adjoints des offices régionaux de la main-d'œuvre dans les départements; contrôleurs principaux du service de la main-d'œuvre; chefs de contrôle et de dépôt de la main-d'œuvre étrangère; chefs du service des retraites ouvrières et paysannes des préfectures; vérificateurs et commis principaux des assurances privées; aides statisticiens; secrétaire, comptable; contrôleurs principaux de la statistique générale de la France; enquêteurs du travail des 2^e, 3^e et 4^e classes.

ART. 2. — Les dispositions du présent décret auront leur effet à compter du 1^{er} juillet 1929.

ART. 3. — Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale et le Ministre du Budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 22 novembre 1930.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Travail,
et de la Prévoyance sociale,*

PIERRE LAVAL.

Le Ministre du Budget,

GERMAIN-MARTIN.

DECRET DU 23 NOVEMBRE 1930

étendant aux magasins et salons de coiffure d'Aulnay-sous-Bois, Blanc-Mesnil et Sevran les dispositions du décret du 24 avril 1925 établissant un régime uniforme de répartition du travail dans les magasins et salons de coiffure de la Seine et de certaines communes de Seine-et-Oise (1).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale;

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures;

Vu le décret du 26 août 1920, modifié par le décret du 30 octobre 1921, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les magasins et salons de coiffure, et notamment l'article 2, § 3 et 7, conçus comme suit :

« Dans les magasins et salons de coiffure pour hommes ou pour dames, en raison du caractère intermittent du travail, il est admis que la durée de présence prévue ci-après correspond à la durée maximum de travail effectif fixée au premier paragraphe du présent article :

54 heures par semaine à Paris et dans les autres villes comptant plus de 500.000 habitants;

57 heures par semaine dans les villes comptant au plus 500.000 habitants et au moins 100.000 habitants;

60 heures par semaine dans les villes comptant moins de 100.000 habitants. »

(1) *J. O.* du 28 novembre 1930.

« Si des organisations patronales et ouvrières de la profession, dans une région comprenant une partie plus ou moins étendue du territoire ou dans une localité déterminée, demandent qu'il soit fixé un régime uniforme de répartition des heures pour tous les établissements de la profession dans la région, la localité ou les quartiers, il sera statué sur la demande par décret portant règlement d'administration publique, après consultation de toutes les organisations intéressées et en se référant aux accords intervenus entre elles, là où il en existe. »

Vu le décret du 24 avril 1925 portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un régime uniforme de répartition des heures de présence dans les magasins et salons de coiffure dans toute l'étendue du département de la Seine et certaines communes de Seine-et-Oise;

Vu la demande en date du 2 juin 1930, formulée par la Section syndicale des maîtres coiffeurs d'Aulnay-sous-Bois, Blanc-Mesnil et Sevran et par la Chambre syndicale ouvrière de Paris et de la région parisienne;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 1^{er} du décret précité du 24 avril 1925 sera désormais rédigé comme suit :

Dans toute l'étendue du département de la Seine et des communes de Saint-Cloud, Le Raincy, Gargan, Gagny, Livry, Montfermeil, Aulnay-sous-Bois, Blanc-Mesnil et Sevran, pour tous les magasins et salons de coiffure pour hommes ou pour dames donnant le repos hebdomadaire le lundi, la répartition hebdomadaire des heures de présence devra être telle qu'elle assure aux ouvriers coiffeurs le repos de l'après-midi du dimanche à partir de 13 heures, le travail ne devant pas reprendre avant 8 heures le mardi matin.

ART. 2. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur huit jours après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 3. — Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Paris, le 23 novembre 1930.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Travail
et de la Prévoyance sociale,*

PIERRE LAVAL.

DECRET DU 26 NOVEMBRE 1930

portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un régime uniforme de répartition du travail dans les pharmacies vendant au détail de la ville de Limoges (1).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale;

(1) *J. O.* du 28 novembre 1930.

Vu le décret des 17 août 1921-5 mars 1926-18 juillet 1929 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 dans les pharmacies vendant au détail et notamment les articles 3, § 3, et 6, dernier paragraphe, conçus comme suit :

« Art. 3. § 3. — Si des organisations patronales ou ouvrières de la profession dans une localité ou dans une région demandent qu'il soit fixé un régime uniforme de répartition du travail pour tous les établissements de la profession dans la localité ou dans la région, il sera statué sur la demande par décret portant règlement d'administration publique, après consultation de toutes les organisations intéressées, et en se référant aux accords intervenus entre elles, s'il en existe. »

« Art. 6. —

« Lorsque, dans une région comprenant une partie plus ou moins étendue de territoire ou dans une localité déterminée, il est constaté, par des accords intervenus entre les organisations patronales et ouvrières intéressées, que le nombre annuel d'heures supplémentaires nécessaires pour faire face à l'exécution des travaux urgents est inférieur au maximum fixé au paragraphe 3 du présent article, un nombre différent, tenant compte de ces accords, pourra être fixé à titre provisoire par arrêté ministériel. Le nouveau crédit d'heures supplémentaires ainsi fixé ne pourra être établi à titre définitif que par voie de règlement d'administration publique.

Vu l'accord intervenu le 21 juin 1930 entre le Syndicat des pharmaciens de Limoges et le Syndicat des préparateurs en pharmacie de Limoges;

Vu la demande contenue à l'article 6 de l'accord susvisé;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Dans toute l'étendue de la ville de Limoges, dans tous les établissements ou parties d'établissement visés à l'article 1^{er} du décret des 17 août 1921-5 mars 1926-18 juillet 1929, les 48 heures de travail effectif de la semaine seront réparties inégalement entre les jours ouvrables à raison de cinq heures et demie le lundi et de huit heures et demie les mardi, mercredi, jeudi, vendredi et samedi.

ART. 2. — Par dérogation aux dispositions de l'article 6, 3^o, du décret susvisé des 17 août 1921-5 mars 1926-18 juillet 1929, le nombre des heures supplémentaires pour surcroît extraordinaire de travail ne devra pas excéder cinquante par an.

ART. 3. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur huit jours après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 4. — Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel de la République française*.

Paris, le 26 novembre 1930.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Travail
et de la Prévoyance sociale,*

PIERRE LAVAL.

DECRET DU 29 NOVEMBRE 1930

portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un régime uniforme de répartition du travail dans les pharmacies vendant au détail d'Orléans, Saran et Fleury-les-Aubrais (1).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale;

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures;

Vu le décret des 17 août 1921-5 mars 1926-18 juillet 1929, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 dans les pharmacies vendant au détail et notamment les articles 3, § 3, et 6, dernier paragraphe, conçus comme suit :

« Art. 3, § 3. — Si des organisations patronales ou ouvrières de la profession, dans une localité ou dans une région, demandent qu'il soit fixé un régime uniforme de répartition du travail pour tous les établissements de la profession dans la localité ou dans la région, il sera statué sur la demande par décret portant règlement d'administration publique, après consultation de toutes les organisations intéressées et en se référant aux accords intervenus entre elles s'il en existe. »

« Art. 6. —

« Lorsque, dans une région comprenant une partie plus ou moins étendue de territoire ou dans une localité déterminée, il est constaté par des accords intervenus entre les organisations patronales et ouvrières intéressées que le nombre annuel d'heures supplémentaires nécessaires pour faire face à l'exécution des travaux urgents est inférieur au maximum fixé au paragraphe 3° du présent article, un nombre différent, tenant compte de ces accords, pourra être fixé, à titre provisoire, par arrêté ministériel. Le nouveau crédit d'heures supplémentaires ainsi fixé ne pourra être établi à titre définitif que par voie de règlement d'administration publique. »

Vu l'accord intervenu le 15 avril 1930, entre le Syndicat des pharmaciens du département du Loiret et le Syndicat confédéré des préparateurs en pharmacie et droguerie d'Orléans et du Loiret;

Vu la demande formulée dans l'accord susvisé;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Dans toute l'étendue de la ville d'Orléans et des communes de Saran et de Fleury-les-Aubrais, pour tous les établissements ou parties d'établissement visés à l'article 1^{er} du décret des 17 août 1921-5 mars 1926-18 juillet 1929, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les pharmacies vendant au détail, les quarante-huit heures de travail de la semaine seront réparties de façon à assurer aux employés le repos de la demi-journée du lundi.

Les heures de travail et de repos devront être aménagées de telle façon qu'aucun employé ne soit occupé le lundi avant 14 heures et après 19 h.; les mardi, mercredi, jeudi, vendredi et samedi avant 8 heures et après 19 heures, le repos intercalaire ne devant en aucun cas avoir une durée inférieure à deux heures consécutives, exception faite du samedi où il pourra être réduit à une heure et demie.

ART. 2. — Par dérogation aux dispositions de l'article 6, 3°, du décret susvisé des 17 août 1921-5 mars 1926-18 juillet 1929, le nombre des heures supplémentaires pour surcroît extraordinaire de travail ne devra pas dépasser cinquante par an.

(1) J. O. du 3 décembre 1930.

ART. 3. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur huit jours après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 4. — Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel de la République française*.

Paris, le 29 novembre 1930.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Travail
et de la Prévoyance sociale,*

PIERRE LAVAL.

DECRET DU 30 NOVEMBRE 1930

relatif aux droits des assurés en chômage partiel aux prestations maladie et maternité de la loi sur les assurances sociales ()*.

RAPPORT

AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Paris, le 20 novembre 1930.

Monsieur le Président,

L'un des objets essentiels de la loi du 30 avril 1930 sur les Assurances sociales est d'assurer aux travailleurs des prestations en cas de maladie et de maternité. Les assurés sont, à cet effet, classés annuellement dans des catégories qui déterminent le montant de leur cotisation et conditionnent les modalités de leur droit aux prestations.

Or, en l'état actuel des textes réglementaires, les assurés, classés dans une catégorie et qui, par suite d'un état de chômage partiel, n'ont pas payé le nombre minimum légal de cotisations, se trouvent déchus de tout droit aux prestations.

Les articles 21 et suivants de la loi prévoient bien le versement pour le compte de l'assuré de ses cotisations en cas de chômage, mais il ne joue que pour le chômage total. L'article 2, § 10, permet, par ailleurs, aux chômeurs partiels d'effectuer des versements facultatifs jusqu'à concurrence du montant des cotisations minima, mais cette disposition risque de rester lettre morte; il est, en effet, à prévoir que le salarié chômeur partiel se trouvera hors d'état d'acquitter personnellement des cotisations supplémentaires au moment même où son salaire subit une réduction.

Il résulte des considérations précédentes que le chômeur partiel, dont la situation est particulièrement digne d'intérêt, est privé actuellement de toute protection efficace en cas de maladie et de maternité.

Si vous estimez qu'il doive être remédié à cette situation, il vous suffira de décider, sans violer aucun des principes fondamentaux posés par la loi, que le chômeur partiel, au lieu de rester classé dans une catégorie de salaire fixée arbitrairement et par avance ne sera classé qu'*a posteriori* dans la catégorie correspondant au montant des versements effectivement portés sur ces feuillets. Afin d'éviter tout abus, il y aura lieu cependant de prévoir un mode de constatation régulière du chômage partiel; il apparaît à cet égard nécessaire d'exiger

(*) J. O. du 4 décembre 1930.

de l'employeur une déclaration qui pourra être aisément contrôlée. Tels sont les objets du décret que j'ai l'honneur de soumettre à votre signature.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale,

PIERRE LAVAL.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale;

Vu la loi du 30 avril 1930, modifiant celle du 5 avril 1928, sur les assurances sociales et notamment l'article 2, § 4,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Dans les quarante-huit heures du début et de la cessation de toute période de chômage partiel d'un établissement industriel ou commercial, l'employeur est tenu, pour sauvegarder les droits des salariés qu'il occupe aux prestations maladie et maternité des assurances sociales, d'adresser une déclaration globale au préfet du département (Service des assurances sociales).

Les inspecteurs départementaux des assurances sociales et les inspecteurs du travail ont qualité pour vérifier le bien fondé de ces déclarations.

ART. 2. — Lors de leur renvoi au Service départemental des assurances sociales, les feuillets trimestriels afférents à des chômeurs partiels doivent être accompagnés chacun d'un certificat de l'employeur rappelant les dates des déclarations prévues à l'article précédent.

Lorsqu'un employeur délivre à un salarié un certificat constatant le montant des versements qui figurent sur son feuillet, il doit y porter également les indications précitées.

ART. 3. — Le salaire de base à retenir pour le calcul des prestations auxquelles peuvent prétendre les assurés visés au présent décret et ne possédant pas à leur compte le minimum légal de cotisations de la catégorie à laquelle ils appartiennent, est celui de la catégorie dans laquelle les classe le montant global des cotisations de répartition effectivement acquittées pendant la période au cours de laquelle ils doivent avoir satisfait aux conditions de versements prévues par la loi.

Ces assurés ne peuvent être déchus de tout droit aux prestations que si le montant de leurs cotisations n'atteint pas celui des cotisations minima prévu pour les assurés de la première catégorie.

ART. 4. — Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Paris, le 30 novembre 1930.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Travail
et de la Prévoyance sociale,*

PIERRE LAVAL.

DECRET DU 30 NOVEMBRE 1930

portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les boulangeries de la ville de Marseille ⁽¹⁾.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale;

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures;

Vu les articles 6, 7 et 8 du livre II du Code du travail, tels qu'ils ont été modifiés par ladite loi du 23 avril 1919;

Vu la demande présentée par une organisation syndicale;

Vu l'avis inséré au *Journal officiel* du 29 avril 1920 (p. 6505) relatif à la consultation des organisations patronales et ouvrières en vue de l'élaboration d'un règlement d'administration publique concernant l'application de la loi du 23 avril 1919 au commerce de détail de denrées alimentaires à emporter dans les villes de plus de 25.000 habitants;

Vu l'accord intervenu le 11 mars 1930 entre la Chambre syndicale des patrons boulangers de Marseille et l'Union syndicale des ouvriers boulangers de Marseille;

Vu les observations présentées par les organisations patronale et ouvrière intéressées;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret sont applicables dans les établissements ou parties d'établissement de la ville de Marseille où s'exerce la profession ci-après :

Boulangerie.

Ne sont pas soumis aux dispositions du présent décret les établissements et parties d'établissement soumis au décret visant les pâtisseries de la ville de Marseille et de diverses communes avoisinantes.

ART. 2. — Les établissements ou parties d'établissement visés au paragraphe premier de l'article 1^{er} devront, pour l'application de la loi du 23 avril 1919, choisir un des modes ci-après :

1° Limitation du travail effectif à raison de huit heures par chaque jour ouvrable de la semaine;

2° Répartition inégale entre les jours ouvrables des quarante-huit heures de travail effectif de la semaine, avec maximum de neuf heures par jour, afin de permettre le repos du samedi après-midi ou toute autre modalité équivalente.

Dans les établissements pratiquant la fermeture au public un jour par semaine, le maximum journalier prévu au 2° ci-dessus pourra être porté à douze heures la veille du jour de fermeture.

Toutefois, pour le personnel affecté à la vente et en raison du caractère intermittent du travail, la durée du travail pourra atteindre huit heures et demie par jour, coupées par un ou plusieurs repos dont la durée totale ne pourra être inférieure à trois heures, le personnel ayant, pendant deux heures et demie au moins, le droit de quitter l'établissement.

⁽¹⁾ *J. O.* du 4 décembre 1930, p. 13.303. Erratum au *J. O.* du 7 décembre 1930, p. 13.403.

L'organisation du travail par relais est interdite. Toutefois, elle pourra être autorisée par arrêté ministériel, après consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées, pour les travaux ou les fabrications pour lesquels cette organisation sera justifiée par des raisons techniques, sous réserve que la journée de travail de chaque ouvrier occupé par relais ne soit coupée par aucun repos.

En cas d'organisation du travail par équipes successives, le travail de chaque équipe sera continu, sauf l'interruption pour les repos.

Si des organisations patronales ou ouvrières de la profession, dans une localité ou dans une région, demandent qu'il soit fixé un régime uniforme de répartition du travail pour tous les établissements de la profession dans la localité ou dans la région, il sera statué sur la demande par décret portant règlement d'administration publique, après consultation de toutes les organisations intéressées et en se référant aux accords intervenus entre elles, s'il en existe.

ART. 3. Dans chaque établissement ou partie d'établissement, les ouvriers ou employés ne pourront être occupés que conformément aux indications d'un horaire précisant, pour chaque journée et éventuellement pour chaque semaine, la répartition des heures de travail.

Cet horaire, établi suivant l'heure légale, fixera, pour le personnel des ateliers de fabrication, les heures auxquelles commencera et finira chaque période de travail et en dehors desquelles aucun ouvrier ou employé ne pourra être occupé. Le total des heures comprises dans les périodes de travail ne devra pas excéder la limite fixée en conformité des paragraphes 1 et 2 de l'article 2.

Pour le personnel affecté à la vente, l'horaire fixera, pour l'ensemble du personnel, l'heure du commencement et de la fin de la journée de travail, ainsi que la durée des repos, notamment de ceux qui sont prévus au paragraphe 3 de l'article 2. Le nombre d'heures comprises dans cette période, en y comprenant les heures consacrées aux repos, ne devra pas excéder onze heures et demie. En outre, l'horaire devra indiquer les heures de repos pendant lesquelles le personnel aura le droit de quitter l'établissement. Aucune personne ne pourra être occupée avant l'heure du commencement ou après l'heure de la fin de la journée de travail ainsi fixée.

Des heures différentes de travail et de repos pourront être prévues pour les catégories de travailleurs auxquelles s'appliquent les dérogations prévues par l'article 4 ci-après, ainsi que pour les catégories de travailleurs visées par les arrêtés prévus au paragraphe 4 de l'article 2.

Toute modification de la répartition des heures de travail devra donner lieu, avant sa mise en service, à une rectification de l'horaire établi.

Cet horaire, daté et signé par le chef d'établissement ou, sous la responsabilité de celui-ci, par la personne à laquelle il aura délégué ses pouvoirs à cet effet, sera affiché en caractères lisibles et apposé de façon apparente dans chacun des locaux de travail auxquels il s'applique.

Un double de l'horaire et des rectifications qui y seraient éventuellement apportées devra être préalablement adressé à l'Inspecteur départemental du travail.

En cas d'organisation du travail par équipes, la composition nominative de chaque équipe sera indiquée soit par un tableau affiché, soit par un registre spécial tenu constamment à jour et mis à la disposition du Service de l'Inspection du travail.

ART. 4. — La durée du travail effectif journalier peut, pour les travaux désignés au tableau ci-dessous, et conformément à ses indications, être prolongée au delà des limites fixées en conformité de l'article 2 du présent décret.

1° Travail des mécaniciens, des électriciens, des chauffeurs, employés au service de la force motrice, de l'éclairage et du matériel de levage.

Une heure au maximum.

2° Travail des surveillants, gardiens, concierges, conducteurs d'automobiles, porteurs et préposés au service de livraison.

Quatre heures au maximum, sans que cette prolongation puisse avoir pour effet de réduire à moins de douze heures la durée du repos ininterrompu entre deux journées de travail.

Une prolongation de la durée du travail d'une demi-heure au maximum pourra être autorisée par l'inspecteur départemental du travail pour les établissements qui seraient reconnus par lui, après consultation des organisations patronales et ouvrières, soit comme occupant seulement un homme et traitant normalement 140 kilogrammes de farine, soit comme occupant seulement deux hommes et traitant normalement 270 kilogrammes de farine.

Dans ces mêmes boulangeries où l'employeur ne peut prendre part au travail de fabrication du pain, l'inspecteur départemental du travail pourra, après avis favorable des organisations patronales et ouvrières, autoriser une prolongation de la durée du travail, ladite prolongation ne devant, en aucun cas, excéder une heure.

ART. 5. — La durée du travail effectif journalier peut être, à titre temporaire, prolongée au delà des limites fixées conformément à l'article 2 du présent décret, dans les conditions suivantes :

1° Travaux urgents dont l'exécution immédiate est nécessaire pour prévenir des accidents imminents, organiser des mesures de sauvetage ou réparer des accidents survenus soit au matériel, soit aux installations, soit aux bâtiments de l'établissement.

Faculté illimitée pendant un jour au choix du chef d'établissement; les jours suivants, deux heures au delà de la limite assignée au travail général de l'établissement.

2° Travaux exécutés dans l'intérêt de la sûreté et de la défense nationale ou d'un service public, sur un ordre du Gouvernement constatant la nécessité de la dérogation.

Limite à fixer dans chaque cas de concert entre le Ministre du Travail et le Ministre qui ordonne les travaux.

3° Travaux urgents auxquels l'établissement doit faire face (surcroît extraordinaire de travail).

Quatre-vingt-dix heures par an, réparties sur quatre-vingt-dix jours au plus.

ART. 6. — Le bénéfice des dérogations permanentes prévues à l'article 4 est acquis de plein droit au chef d'établissement, sous réserve d'accomplissement des formalités prévues à l'article 3 du présent décret.

Tout chef d'établissement qui veut user des facultés prévues à l'article 5 du présent décret est tenu d'adresser préalablement à l'inspecteur départemental du travail une déclaration datée spécifiant : la nature et la cause de la dérogation, le nombre d'ouvriers (enfants, femmes, hommes) pour lesquels la durée du travail est prolongée, les heures de travail et de repos prévues pour ces ouvriers, la durée, évaluée en jours et en heures, de la dérogation.

Le chef d'établissement doit, en outre, tenir à jour un tableau sur lequel seront inscrites, au fur et à mesure de l'envoi des avis à l'inspecteur du travail, les dates des jours où il sera fait usage des dérogations, avec indication de la durée de ces dérogations. Ce tableau sera affiché dans l'établissement, dans les conditions déterminées à l'article 3 du présent décret au sujet de l'horaire, et il y restera apposé du 1^{er} janvier de l'année courante au 15 janvier de l'année suivante.

ART. 7. — Les heures de travail effectuées par application des dérogations prévues au 3° de l'article 5 du présent décret, seront considérées comme heures supplémentaires et payées conformément aux accords et usages en vigueur pour les heures de travail effectuées en dehors de la durée normale.

ART. 8. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur un mois après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 9. — Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Paris, le 30 novembre 1930.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Travail,
et de la Prévoyance sociale,*

PIERRE LAVAL.

ARRETE DU 15 JANVIER 1930

autorisant le travail par relais pour le personnel des ateliers de fabrication des pâtisseries et confiseries de Rouen, du Havre et de diverses communes avoisinantes (¹).

LE MINISTRE DU TRAVAIL, DE L'HYGIÈNE, DE L'ASSISTANCE ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALES,

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures;

Vu les articles 6, 7 et 8 du livre II du Code du travail, tels qu'ils ont été modifiés par ladite loi du 23 avril 1919;

Vu le décret du 12 août 1929, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les pâtisseries et confiseries des villes de Rouen, du Havre et de diverses communes avoisinantes, et notamment l'article 2, § 3, conçu comme suit :

« L'organisation du travail par relais est interdite. Toutefois, elle pourra être autorisée par arrêté ministériel, après consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées, pour le personnel des ateliers de fabrication, les samedis, dimanches et jours de fête où cette organisation serait justifiée. »

Vu la demande formulée par le Syndicat des patrons pâtisseries de Rouen et de la région et par le Syndicat corporatif des patrons pâtisseries et confiseurs du Havre et de la région;

Vu la consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées;

Sur le rapport du Conseiller d'Etat, Directeur du Travail,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Dans les pâtisseries et confiseries des villes de Rouen et du Havre et des communes de Sotteville, Petit et Grand-Quevilly, Canteleu, Deville, Maromme, Darnétal, Mont-Saint-Aignan, Bihorel,

(¹) J. O. du 22 janvier 1930.

Bois-Guillaume, Saint-Léger-du-Bourg-Denis, Blosserville, Bonsecours, Amfreville-la-Mi-Voie, Sainte-Adresse, Sanvic et Bléville, pour le personnel des ateliers de fabrication, l'organisation du travail par relais est autorisée les samedis, les dimanches, les jours fériés légaux, le 6 janvier, le Mardi-Gras et la Mi-Carême, sous les conditions ci-après.

ART. 2. — La durée du travail journalier de chaque ouvrier ou groupe d'ouvriers occupés par relais n'excédera, en aucun cas, les limites fixées par l'article 2, paragraphe 1^o, du décret du 12 août 1929, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les pâtisseries des villes de Rouen, du Havre et de diverses communes avoisinantes.

ART. 3. — Les heures de travail et de repos de chaque ouvrier ou groupe d'ouvriers occupés par relais seront portées sur un horaire établi, communiqué et affiché dans les conditions prévues par l'article 4, § 4, 5, 6 et 7, du décret précité du 12 août 1929.

Un état nominatif de chaque groupe d'ouvriers occupés par relais, constamment tenu à jour, sera affiché ou transcrit sur un registre mis à la disposition de l'inspecteur du travail.

ART. 4. — Le présent arrêté sera rapporté s'il est ultérieurement constaté que l'organisation du travail par relais n'est plus justifiée.

Paris, le 15 janvier 1930.

*Le Ministre du Travail, de l'Hygiène,
de l'Assistance et de la Prévoyance sociales,*

LOUIS LOUCHEUR.

ARRETE DU 12 FEVRIER 1930

modifiant l'arrêté du 20 septembre 1928 déterminant les indemnités fixes pour frais de tournées et le maximum des frais de tournées payables sur état aux inspecteurs généraux et aux ingénieurs des mines.

LE MINISTRE DU TRAVAIL, DE L'HYGIÈNE, DE L'ASSISTANCE ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALES,

Vu l'article 1^{er} du décret du 30 avril 1928, relatif à l'attribution des indemnités fixes pour frais de tournées et des frais de tournées payables sur état alloués annuellement aux inspecteurs généraux, ingénieurs et ingénieurs T. P. E. des Mines, au titre du Service de l'Inspection du Travail;

Vu l'article 1^{er} de l'arrêté du 20 septembre 1928, modifié par l'arrêté du 5 novembre 1929, déterminant les indemnités fixes pour frais de tournées et le maximum des frais de tournées payables sur état alloués annuellement aux inspecteurs généraux des Mines chargés d'une division minéralogique, aux ingénieurs et aux ingénieurs T. P. E. des Mines, au titre de l'Inspection du Travail;

Sur le rapport du Conseiller d'Etat, Directeur du Travail,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 1^{er} de l'arrêté du 20 septembre 1928, modifié par l'arrêté du 5 novembre 1929, déterminant les indemnités fixes pour frais de tournées et le maximum des frais de tournées payables

sur état, prévus à l'article 1^{er} du décret du 30 avril 1928, est modifié comme il suit :

RÉSIDENCES.	FONCTIONS.	FRAIS de TOURNÉES svr état.	FRAIS FIXES de tourné s.	TOTAL des FRAIS.	TOTAL PAR DIVISION et par arron- dissement.
		francs.	francs.	francs.	francs.
<i>Sous-arrondissement de Clermont-Ferrand Nord.</i>					
Clermont-Ferrand.....	Ingénieur ordinaire..	200	1.500	1 700	
Montluçon.....	Ingénieur T. P. E..	250	"	250	
Moulins.....	Idem.....	250	"	250	
Nevers.....	Idem.....	250	"	250	
Montluçon (2 ^e) [avec résidence provisoire à Bourges].	Idem.....	50	"	50	
.....					

ART. 2. — Les dispositions du présent arrêté auront leur effet à compter du 1^{er} janvier 1930.

Paris, le 12 février 1930.

*Le Ministre du Travail, de l'Hygiène,
de l'Assistance et de la Prévoyance sociales,*

LOUIS LOUCHEUR.

ARRETE DU 25 FEVRIER 1930

*relatif aux congés de longue durée aux fonctionnaires
atteints de tuberculose ouverte (¹).*

LE MINISTRE DU TRAVAIL, DE L'HYGIÈNE, DE L'ASSISTANCE ET DE LA PRÉVOYANCES SOCIALES ET LE MINISTRE DES FINANCES,

Vu l'article 51 de la loi du 30 mars 1929 instituant des congés de longue durée en faveur des fonctionnaires atteints de tuberculose ouverte;

Vu le décret du 10 décembre 1929 fixant les conditions d'exécution de ladite loi;

Vu l'avis de la Commission permanente de préservation contre la tuberculose,

ARRÊTENT :

ARTICLE PREMIER. — Les congés de longue durée, institués par l'article 51 de la loi du 30 mars 1929, peuvent être accordés aux malades ci-après :

1° Malades reconnus atteints de tuberculose pulmonaire, avec présence de bacilles;

2° Malades qui, malgré l'absence de bacilles, présentent des signes cliniques et radiologiques avérés de tuberculose pulmonaire évolutive. Pour cette catégorie de malades, la présence de bacilles doit être constatée, sous contrôle médical, au cours de la première période de congé de six mois, afin que le congé puisse être renouvelé;

(¹) J. O. du 9 mars 1930.

3° Malades ne présentant pas de bacilles, mais en cours de traitement par le pneumothorax thérapeutique pour tuberculose, et auxquels un repos de longue durée est nécessaire;

4° Malades atteints de tuberculose extra-pulmonaire en évolution, dont les lésions sont incompatibles avec l'exercice de leurs fonctions et dont le traitement nécessite un repos prolongé.

ART. 2. — Les fonctionnaires mis en congé ne pourront être réintégrés que lorsque les signes généraux fonctionnels et radiologiques permettront de les considérer comme cliniquement guéris. Dans tous les cas, l'absence de bacilles devra avoir été constatée par des examens répétés, depuis six mois au moins, et pratiqués sous contrôle médical dans un laboratoire agréé.

ART. 3. — Lors de la visite qu'il doit subir tous les six mois, le malade devra fournir un certificat détaillé de son médecin traitant indiquant la manière dont il se soigne, s'il observe les prescriptions de prophylaxie et s'il ne se livre à aucun travail. La Commission prévue à l'article 3 du décret du 10 décembre 1929 pourra charger le médecin phthisiologue, qui lui est adjoint, de se rendre au domicile de l'intéressé et d'y exercer son contrôle.

ART. 4. — Tout candidat à un emploi administratif de l'Etat sera examiné, préalablement à sa nomination, par le médecin désigné, conformément à l'article 3 du décret du 10 décembre 1929, qui établira un certificat constatant que l'intéressé est indemne de tuberculose. Cette visite comportera, outre l'examen clinique, un examen radioscopique et, s'il y a lieu, un film radiographique et une analyse bactériologique.

Toutefois, ne seront pas exclus des cadres administratifs de l'Etat les candidats porteurs de séquelles de lésions de tuberculose osseuse, articulaire, ganglionnaire, pleurale ou péritoniale, guéries depuis plusieurs années.

Fait à Paris, le 25 février 1930.

*Le Ministre du Travail,
de l'Hygiène, de l'Assistance,
et de la Prévoyance sociale,*

LOUIS LOUCHEUR.

Le Ministre des Finances,

CHARLES DUMONT.

ARRETE DU 10 MARS 1930

*fixant la proportion des pensionnés de guerre
dont l'emploi est obligatoire
dans les établissements assujettis à la loi du 26 avril 1924 (¹).*

LE MINISTRE DU TRAVAIL ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE,

Vu la loi du 26 avril 1924, assurant l'emploi obligatoire des mutilés de guerre;

Vu, notamment, les articles 2, 3 et 10 de ladite loi;

Vu l'arrêté du 16 juillet 1925 prorogé;

(¹) J. O. du 12 mars 1930, p. 2761.

Vu l'avis conforme de l'Office national des mutilés;
Sur la proposition du Conseiller d'Etat, Directeur du travail,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions de l'article 1^{er} de l'arrêté du 16 juillet 1925, fixant uniformément à 10 p. 100 la proportion des pensionnés de guerre dont l'emploi est obligatoire dans les établissements assujettis à la loi du 26 avril 1924, qui avaient été prorogées par arrêté du 27 mai 1929 jusqu'au 31 décembre 1929, sont à nouveau prorogées jusqu'à intervention d'un nouvel arrêté.

ART. 2. — L'article 4 de l'arrêté du 16 juillet 1925 est abrogé.

ART. 3. — Le Conseiller d'Etat, Directeur du Travail, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 10 mars 1930.

*Le Ministre du Travail
et de la Prévoyance sociale,*

PIERRE LAVAL.

ARRETE DU 31 MARS 1930

modifiant l'arrêté du 2 octobre 1929 répartissant les sections territoriales d'inspecteurs attribuées aux inspecteurs et inspectrices départementaux du travail.

LE MINISTRE DU TRAVAIL ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE,

Vu le décret du 22 septembre 1913 modifié, relatif à l'organisation du corps de l'Inspection du Travail;

Vu l'arrêté du 2 octobre 1929 modifié, répartissant les sections territoriales d'inspection attribuées aux inspecteurs et inspectrices départementaux du travail;

Vu les avis des inspecteurs divisionnaires du travail des 1^{re} et 6^e circonscriptions;

Sur la proposition du Conseiller d'Etat, Directeur du Travail,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — L'arrêté du 2 octobre 1929 modifié, répartissant les sections territoriales d'inspection attribuées aux inspecteurs et inspectrices départementaux du travail, est modifié comme suit :

1^{re} CIRCONSCRIPTION (PARIS).

2^e Section.

1^{er} arrondissement : Palais-Royal, Place Vendôme.

2^e arrondissement : Gaillon.

3^e arrondissement : Arts-et-Métiers, Sainte-Avoye.

10^e arrondissement : Porte Saint-Martin.

Cantons de Puteaux et de Neuilly-sur-Seine.

27^e Section.

10^e arrondissement : Hôpital Saint-Louis.

19^e arrondissement : Amérique, Combat.

Cantons de Montreuil-sous-Bois et de Noisy-le-Sec.

33^e Section (nouvelle).

1^{er} arrondissement : Saint-Germain-l'Auxerrois.

.....

6^e CIRCONSCRIPTION (ROUEN).

.....

2^e Section. — Résidence à Rouen.

SEINE-INFÉRIEURE : 1^{er}, 2^e, 3^e, 4^e et 5^e cantons de Rouen; cantons de Boos, Buchy, Clères, Darnétal, Maromme, de l'arrondissement de Rouen; arrondissement de Dieppe, moins les cantons de Bacqueville, Cany, Fontaine-le-Dun, Offranville, Saint-Valéry-en-Caux et Tôtes.

3^e Section. — Résidence à Rouen.

SEINE-INFÉRIEURE : 6^e canton de Rouen, cantons de Caudebec-en-Caux, Doudeville, Duclair, Elbeuf, Grand-Couronne, Pavilly, Sotteville-lès-Rouen, Yerville et Yvetot, de l'arrondissement de Rouen.

Cantons de Bacqueville, Cany, Fontaine-le-Dun, Offranville, Saint-Valéry-en-Caux et Tôtes de l'arrondissement de Dieppe.

4^e Section. — Résidence au Havre.

SEINE-INFÉRIEURE : Arrondissement du Havre.

5^e Section. — Résidence à Elbeuf.

EURE :

.....

II. — INSPECTRICES.

10^e Section. — Résidence à Rouen.

SEINE-INFÉRIEURE : Arrondissement de Rouen, moins les cantons de Caudebec-en-Caux, Doudeville et Yvetot; arrondissement de Dieppe, moins les cantons de Cany, Fontaine-le-Dun et Saint-Valéry-en-Caux.

11^e Section. — Résidence au Havre.

SEINE-INFÉRIEURE : Arrondissement du Havre; cantons de Cany, Fontaine-le-Dun et Saint-Valéry-en-Caux, de l'arrondissement de Dieppe; cantons de Caudebec-en-Caux, Doudeville et Yvetot, de l'arrondissement de Rouen.

Paris, le 31 mars 1930.

*Le Ministre du Travail
et de la Prévoyance sociale,*

PIERRE LAVAL.

ARRETE DU 31 MARS 1930

modifiant l'arrêté du 14 octobre 1929 fixant le maximum des frais de tournées payables sur état aux inspecteurs divisionnaires et départementaux du travail.

LE MINISTRE DU TRAVAIL ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE,

Vu l'arrêté du 2 octobre 1929 modifié, répartissant les sections territoriales d'inspection attribuées aux inspecteurs et inspectrices départementaux du travail;

Vu l'arrêté du 14 octobre 1929, fixant le maximum des frais de tournées payables sur état aux inspecteurs divisionnaires et départementaux du travail;

Vu les propositions de M. l'Inspecteur divisionnaire de la 6^e circonscription, en date du 1^{er} mars 1930;

Sur le rapport du Conseiller d'Etat, Directeur du Travail,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 2 de l'arrêté du 14 octobre 1929, fixant le maximum des frais de tournées payables sur état aux inspecteurs divisionnaires et départementaux du travail, est modifié comme suit :

CIRCONSCRIPTIONS.	SECTIONS.	RÉSIDENCES.	MAXIMUM des frais sur état.
.....			
6 ^e	2 ^e	Rouen.....	3.800 ^f
	3 ^e	<i>Idem</i>	3.800
	4 ^e	Le Havre.....	2.800
	5 ^e	Elbeuf.....	4.800
			
	10 ^e	Rouen.....	2.000
.....	11 ^e	Le Havre.....	2 000
.....			

ART. 2. — Ces dispositions auront leur effet à dater du 1^{er} avril 1930.

Paris, le 31 mars 1930.

*Le Ministre du Travail
et de la Prévoyance sociale,*

PIERRE LAVAL.

ARRETE DU 24 MAI 1930

fixant le maximum des indemnités à allouer aux inspecteurs divisionnaires et départementaux du travail pour travaux matériels effectués par des aides ()*.

LE MINISTRE DU TRAVAIL ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE,

Vu le décret du 22 septembre 1913, modifié par les décrets des 13 janvier et 7 décembre 1914, 1^{er} janvier 1916, 12 juin 1919, 29 mars 1920, 15 juillet 1922, 24 décembre

(*) J. O. du 7 juin 1930.

1926, 14 avril 1927, 25 juillet et 20 septembre 1929, relatif à l'organisation du corps des inspecteurs du travail;

Vu le décret du 30 mars 1930 allouant des indemnités aux inspecteurs du travail pour frais occasionnés par des travaux matériels exécutés par des aides;

Vu l'arrêté du 2 octobre 1929, modifié par les arrêtés des 17 février et 31 mars 1930, répartissant les sections territoriales d'inspection attribuées aux inspecteurs et inspectrices départementaux;

Sur la proposition du Conseiller d'Etat, Directeur du Travail,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Le maximum de crédit annuel alloué aux inspecteurs du travail pour frais occasionnés par des travaux matériels exécutés par des aides est fixé comme suit :

Inspecteurs divisionnaires :

1 ^{re} circonscription (Paris)	7.000 francs.
5 ^e circonscription (Lille)	5.000 —
Autres circonscriptions	3.600 —

Inspecteurs départementaux :

Inspecteurs et Inspectrices chargés du contrôle dans la circonscription	2.400 —
--	---------

Inspecteurs et inspectrices départementaux :

CIRCONSCRIPTIONS.	SECTIONS.	RÉSIDENCES.	MAXIMUM de l'indemnité.
1 ^{re}	1 ^{re}	Paris	2.400 ^f
	2 ^e	Idem.	
	3 ^e	Idem.	
	4 ^e	Idem.	
	5 ^e	Idem.	
	6 ^e	Idem.	
	7 ^e	Idem.	
	8 ^e	Idem.	
	9 ^e	Idem.	
	10 ^e	Idem.	
	11 ^e	Idem.	
	12 ^e	Idem.	
	13 ^e	Idem.	
	14 ^e	Idem.	
	15 ^e	Idem.	
	16 ^e	Idem.	
	17 ^e	Idem.	
	18 ^e	Idem.	
	19 ^e	Idem.	
	20 ^e	Versailles	
	21 ^e	Paris	
3 ^e	2 ^e	Troyes	2.400 ^f
	3 ^e	Dijon	
	4 ^e	Idem	
	6 ^e	Belfort	
	8 ^e	Chalon-sur-Saône	

CIRCONSCRIPTIONS.	SECTIONS.	RÉSIDENCES.	MAXIMUM de l'indemnité.
4 ^e	{ 1 ^{re} 4 ^e	{ Laon..... Charleville.....	2.400 ^f
5 ^e	{ 1 ^{re} 2 ^e 3 ^e 4 ^e 5 ^e 6 ^e 7 ^e 8 ^e 9 ^e 11 ^e 12 ^e	{ Lille..... Idem..... Idem..... Idem..... Roubaix..... Tourcoing..... Douai..... Valenciennes..... Maubeuge..... Dunkerque..... Calais.....	2.400 ^f
6 ^e	{ 1 ^{re} 2 ^e 3 ^e 4 ^e	{ Creil..... Rouen..... Idem..... Le Havre.....	2.400 ^f
7 ^e	{ 3 ^e 5 ^e 6 ^e 7 ^e 8 ^e	{ Rennes..... Brest..... Lorient..... Nantes..... Idem.....	2.400 ^f
8 ^e	3 ^e	Bordeaux.....	2.400 ^f
10 ^e	{ 1 ^{re} 2 ^e 3 ^e 4 ^e 5 ^e 7 ^e 8 ^e 9 ^e	{ Marseille..... Idem..... Idem..... Idem..... Idem..... Nice..... Avignon..... Valence.....	2.400 ^f
11 ^e	{ 1 ^{re} 2 ^e 3 ^e 4 ^e 5 ^e 6 ^e 7 ^e 8 ^e 9 ^e 10 ^e 12 ^e	{ Lyon..... Idem..... Idem..... Idem..... Idem..... Idem..... Grenoble..... Chambéry..... Saint Étienne..... Idem..... Clermont-Ferrand.....	2.400 ^f
Autres sections			2.000 ^f

ART. 2. — Les indemnités pour frais occasionnés par des travaux matériels exécutés par des aides seront allouées aux inspecteurs divisionnaires, aux inspecteurs et inspectrices départementaux sur la justification des dépenses réellement engagées par les intéressés, dans la limite des maxima fixés par l'article 1^{er} du présent arrêté.

ART. 3. — Les dispositions du présent arrêté auront effet à dater du 1^{er} janvier 1929.

Paris, le 24 mai 1930.

*Le Ministre du Travail
et de la Prévoyance sociale,*

PIERRE LAVAL.

ARRETE DU 24 MAI 1930

étendant aux départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle les dispositions du décret du 2 avril 1926 modifiant le décret du 9 août 1920 appliquant la loi de huit heures dans les industries de la métallurgie et du travail des métaux ()*.

LE MINISTRE DU TRAVAIL ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE,

Vu la loi du 17 octobre 1919 sur le régime transitoire de l'Alsace et de la Lorraine;
Vu la loi du 24 juillet 1923 portant réorganisation du régime administratif des départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle;

Vu le décret du 6 septembre 1925 rattachant au Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale divers services du Commissariat général de la République à Strasbourg;

Vu l'arrêté du 2 juillet 1919 rendant applicable en Alsace et Lorraine la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures, et notamment son article 3, alinéa 1^{er}, ainsi conçu :

« Les règlements d'administration publique qui seront pris en vertu de la loi du 23 avril 1919 pour l'ensemble du territoire auront à être déclarés respectivement applicables avec ou sans modification en Alsace et Lorraine par arrêtés spéciaux du Commissaire général »;

Vu le décret du 9 août 1920, modifié et complété par le décret du 8 décembre 1920 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries de la métallurgie et du travail des métaux;

Vu l'arrêté du 23 mars 1921, fixant pour les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, la réglementation applicable dans les industries de la métallurgie et du travail des métaux et dans les industries du charonnage et de la carrosserie en tous genres, en exécution de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures;

Vu le décret du 2 avril 1926, portant révision du décret du 9 août 1920 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries de la métallurgie et du travail des métaux;

Vu les résultats de l'enquête effectuée sur les conditions d'application dudit décret du 2 avril 1926 dans les établissements intéressés des départements recouvrés;

Vu notamment l'avis publié au *Bulletin officiel d'Alsace et Lorraine* du 15 février 1928, page 112;

Vu l'avis, en date du 5 mai 1930, du Conseiller d'Etat, Directeur général des Services d'Alsace et de Lorraine;

Sur le rapport du Conseiller d'Etat, Directeur du Travail,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Sont déclarées applicables dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle les dispositions du décret du 2 avril 1926, modifiant le décret du 9 août 1920 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries de la métallurgie et du travail des métaux.

(*) J. O. du 4 juin 1930.

ART. 2. — Le présent arrêté entrera en vigueur quinze jours après sa publication au *Journal officiel*.

Paris, le 24 mai 1930.

*Le Ministre du Travail
et de la Prévoyance sociale,*

PIERRE LAVAL.

ARRETE DU 26 MAI 1930

*fixant le maximum des frais de tournées payables sur état
aux inspecteurs divisionnaires et départementaux du travail (¹).*

LE MINISTRE DU TRAVAIL ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE,

Vu le décret du 22 septembre 1913, modifié par les décrets des 13 janvier et 7 décembre 1914, 1^{er} janvier 1916, 12 juin 1919, 29 mars 1920, 15 juillet 1922, 24 décembre 1926, 14 avril 1927, 25 juillet et 20 septembre 1929, relatif à l'organisation du corps des Inspecteurs du travail;

Vu l'article 1^{er} du décret du 24 novembre 1920 relatif au relèvement des frais de tournées et de bureau des Inspecteurs divisionnaires et des Inspecteurs et Inspectrices départementaux;

Vu le décret du 8 août 1926 modifié par les décrets des 8 janvier et 24 février 1927 et 15 février 1930, allouant aux fonctionnaires et agents du Ministère du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales des indemnités pour frais de mission et de tournées;

Vu l'arrêté du 14 octobre 1929 fixant le maximum des frais de tournées payables sur état aux Inspecteurs divisionnaires et départementaux du travail;

Vu l'arrêté du 2 octobre 1929, modifié par les arrêtés des 17 février et 31 mars 1930, répartissant les sections territoriales d'inspection attribuées aux Inspecteurs et Inspectrices départementaux;

Sur la proposition du Conseiller d'Etat, Directeur du Travail,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Le maximum de crédit alloué pour frais de tournées payables sur état est fixé à 12.000 francs pour les inspecteurs divisionnaires et à 8.000 francs pour les inspecteurs chargés du contrôle.

Toutefois, le maximum est fixé, en ce qui concerne la 1^{re} circonscription, à 4.500 francs pour l'inspecteur divisionnaire et à 2.200 francs pour les inspecteurs chargés du contrôle; et en ce qui concerne la 12^e circonscription à 8.000 francs pour l'inspecteur divisionnaire.

ART. 2. — Le maximum de crédit alloué pour frais de tournées payables sur état est fixé conformément au tableau ci-après, pour les inspectrices et inspecteurs départementaux :

CIRCONSCRIPTIONS.	SECTIONS.	RÉSIDENCES.	MAXIMUM des frais sur état.
			francs.
1 ^{re}	18 ^e	Paris.....	6.200
	19 ^e	Idem.....	6.200
	20 ^e	Idem.....	6.200
	21 ^e	Versailles.....	6.200

(¹) J. O. des 23-24 juin 1930.

CIRCONSCRIPTIONS.	SECTIONS.	RÉSIDENCES.	MAXIMUM des frais sur état.
			francs.
2 ^e	1 ^{re}	Orléans.....	5.900
	2 ^e	Tours.....	6.400
	3 ^e	Poitiers.....	6.900
	4 ^e	Limoges.....	6.300
	5 ^e	Montluçon.....	7.000
	6 ^e	Bourges.....	7.000
	7 ^e	Tours (Inspectrice).....	4.900
3 ^e	1 ^{re}	Nevers.....	6.300
	2 ^e	Troyes.....	6.100
	3 ^e	Dijon.....	7.300
	4 ^e	<i>Idem</i>	7.500
	5 ^e	Chaumont.....	6.500
	6 ^e	Belfort.....	5.800
	7 ^e	Besançon.....	6.800
	8 ^e	Chalon-sur-Saône.....	6.000
	9 ^e	Dijon (Inspectrice).....	5.300
4 ^e	1 ^{re}	Laon.....	6.800
	2 ^e	Reims.....	6.500
	3 ^e	<i>Idem</i>	6.500
	4 ^e	Charleville.....	6.000
	5 ^e	Nancy.....	8.000
	6 ^e	<i>Idem</i>	7.500
	7 ^e	<i>Idem</i>	7.000
	8 ^e	Epinal.....	7.000
	9 ^e	<i>Idem</i>	7.200
	10 ^e	Nancy (Inspectrice).....	1.200
5 ^e	2 ^e	Lille.....	3.300
	3 ^e	<i>Idem</i>	3.100
	4 ^e	<i>Idem</i>	3.100
	5 ^e	Roubaix.....	1.400
	6 ^e	Tourcoing.....	1.400
	7 ^e	Douai.....	5.500
	8 ^e	Valenciennes.....	5.500
	9 ^e	Maubeuge.....	5.500
	10 ^e	Cambrai.....	5.700
	11 ^e	Dunkerque.....	6.000
	12 ^e	Calais.....	5.600
	13 ^e	Arras.....	6.000
	14 ^e	Amiens.....	5.700
	15 ^e	<i>Idem</i>	5.700
	16 ^e	Lill (Inspectrice).....	1.000
	17 ^e	<i>Idem</i>	3.000
6 ^e	1 ^{re}	Creil.....	6.300
	2 ^e	Rouen.....	4.800
	3 ^e	<i>Idem</i>	4.800
	4 ^e	Le Havre.....	3.800
	5 ^e	Elbeuf.....	6.200
	6 ^e	Chartres.....	6.200
	7 ^e	Alençon.....	6.200

CIRCONSCRIPTIONS.	SECTIONS.	RÉSIDENCES.	MAXIMUM des fruits sur état. francs.
6 ^e (Suite.)	8 ^e	Caen.....	6.200
	9 ^e	Cherbourg.....	6.200
	10 ^e	Rouen (Inspectrice).....	2.600
	11 ^e	Le Havre (Inspectrice).....	2.600
7 ^e	1 ^{re}	Le Mans.....	6.000
	2 ^e	Laval.....	6.200
	3 ^e	Rennes.....	5.800
	4 ^e	Saint-Brieuc.....	5.900
	5 ^e	Brest.....	6.200
	6 ^e	Lorient.....	6.200
	7 ^e	Nantes.....	6.300
	8 ^e	<i>Idem</i>	6.300
	9 ^e	Angers.....	5.900
8 ^e	1 ^{re}	Bordeaux.....	5.000
	2 ^e	<i>Idem</i>	4.400
	3 ^e	<i>Idem</i>	5.800
	4 ^e	Agen.....	6.200
	5 ^e	Pau.....	7.000
	6 ^e	Tarbes.....	6.500
	7 ^e	La Rochelle.....	6.000
	8 ^e	Angoulême.....	7.000
9 ^e	1 ^{re}	Carcassonne.....	6.800
	2 ^e	Montpellier.....	6.500
	3 ^e	Rodez.....	7.300
	4 ^e	Castres.....	7.200
	5 ^e	Toulouse.....	5.850
	6 ^e	<i>Idem</i>	6.000
10 ^e	1 ^{re}	Marseille.....	2.000
	2 ^e	<i>Idem</i>	2.500
	3 ^e	<i>Idem</i>	2.000
	4 ^e	<i>Idem</i>	2.500
	5 ^e	<i>Idem</i>	4.500
	6 ^e	Toulon.....	4.000
	7 ^e	Nice.....	3.000
	8 ^e	Avignon.....	8.500
	9 ^e	Valence.....	8.500
	10 ^e	Nîmes.....	6.000
	11 ^e	Marseille (Inspectrice).....	3.500
11 ^e	2 ^e	Lyon.....	5.250
	3 ^e	<i>Idem</i>	4.500
	4 ^e	<i>Idem</i>	6.000
	5 ^e	<i>Idem</i>	4.500
	6 ^e	<i>Idem</i>	4.000
	7 ^e	Grenoble.....	6.250
	8 ^e	Chambéry.....	7.750
	9 ^e	Saint-Etienne.....	4.000
	10 ^e	<i>Idem</i>	5.000
	11 ^e	Roanne.....	5.750
	12 ^e	Clermont-Ferrand.....	7.500
	14 ^e	Lyon (Inspectrice).....	2.000

CIRCONSCRIPTIONS.	SECTIONS.	RÉSIDENCES.	MAXIMUM des frai sur état, francs.
	Conseiller médical.....		4.800
12 ^e	1 ^{re}	Strasbourg.....	5.000
	2 ^e	<i>Idem</i>	6.000
	3 ^e	<i>Idem</i>	5.000
	4 ^e	Colmar.....	3.800
	5 ^e	Mulhouse.....	3.800
	6 ^e	<i>Idem</i>	3.800
	7 ^e	Metz.....	4.400
	8 ^e	<i>Idem</i>	7.600

ART. 3. — Ces dispositions auront leur effet à dater du 1^{er} juillet 1929.

ART. 4. — L'arrêté du 14 octobre 1929 fixant le maximum des frais de tournées sur état aux inspecteurs divisionnaires et départementaux du travail est abrogé.

Paris, le 26 mai 1930.

*Le Ministre du Travail
et de la Prévoyance sociale,*

PIERRE LAVAL.

ARRETE DU 18 SEPTEMBRE 1930

étendant aux départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle les dispositions du décret du 30 juillet 1926 appliquant la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les tuileries et briqueteries ⁽¹⁾.

LE MINISTRE DU TRAVAIL ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE,

Vu la loi du 17 octobre 1919 sur le régime transitoire de l'Alsace et de la Lorraine;

Vu la loi du 24 juillet 1923 portant réorganisation du régime administratif des départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle;

Vu le décret du 6 septembre 1925 rattachant au Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale divers services du Commissariat général de la République à Strasbourg;

Vu l'arrêté du 2 juillet 1919 rendant applicable en Alsace et Lorraine la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures, et notamment son article 3, alinéa 1^{er}, ainsi conçu :

« Les règlements d'administration publique qui seront pris en vertu de la loi du 23 avril 1919 pour l'ensemble du territoire auront à être déclarés respectivement applicables avec ou sans modification en Alsace et Lorraine par arrêtés spéciaux du Commissaire général »;

Vu le décret du 30 juillet 1926, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les tuileries et briqueteries;

Vu les rapports de l'inspecteur divisionnaire du travail de la 12^e circonscription des 27 novembre et 12 décembre 1925 et 9 août 1927 concernant la consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées des départements recouvrés;

Vu l'avis publié au *Bulletin officiel d'Alsace et de Lorraine* du 15 février 1928, page 112;

(¹) J. O. du 21 septembre 1930.

Vu l'avis en date du 11 août 1930, émis par le Conseiller d'Etat, Directeur général des Services d'Alsace et de Lorraine;

Sur la proposition du Conseiller d'Etat, Directeur du Travail,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Sont déclarées applicables dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle les dispositions des articles 1^{er} à 8 inclus du décret du 30 juillet 1926, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les tuileries et briqueteries.

Ces dispositions demeureront annexées au présent arrêté.

ART. 2. — Le présent arrêté entrera en vigueur deux mois après sa publication au *Bulletin officiel d'Alsace et Lorraine*.

Paris, le 18 septembre 1930.

*Le Ministre du Travail
et de la Prévoyance sociale,*

PIERRE LAVAL.

ARRETE DU 18 SEPTEMBRE 1930

étendant aux départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle les dispositions du décret du 29 mai 1926 appliquant la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans l'industrie de la maréchalerie (1).

LE MINISTRE DU TRAVAIL ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE,

Vu la loi du 17 octobre 1919 sur le régime transitoire de l'Alsace et de la Lorraine;

Vu la loi du 24 juillet 1923 portant réorganisation du régime administratif des départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle;

Vu le décret du 6 septembre 1925 rattachant au Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale divers services du Commissariat général de la République à Strasbourg;

Vu l'arrêté du 2 juillet 1919 rendant applicable en Alsace et Lorraine la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures, et notamment son article 3, alinéa 1^{er}, ainsi conçu :

« Les règlements d'administration publique qui seront pris en vertu de la loi du 23 avril 1919 pour l'ensemble du territoire auront à être déclarés respectivement applicables avec ou sans modification en Alsace et Lorraine, par arrêtés spéciaux du Commissaire général »;

Vu le décret du 29 mai 1926, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans l'industrie de la maréchalerie;

Vu les résultats de l'enquête effectuée sur les conditions d'application dudit décret du 29 mai 1926 dans les établissements intéressés des départements recouvrés;

Vu notamment l'avis publié au *Bulletin officiel d'Alsace et Lorraine* du 15 février 1928, page 112;

Vu l'avis, en date du 11 août 1930, du Conseiller d'Etat, Directeur général des Services d'Alsace et de Lorraine;

Sur la proposition du Conseiller d'Etat, Directeur du Travail,

(1) J. O. du 21 septembre 1930.

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Sont déclarées applicables dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, les dispositions des articles 8 inclus du décret du 30 juillet 1926 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans l'industrie de la maréchalerie.

Ces dispositions demeureront annexées au présent arrêté.

ART. 2. — Le présent arrêté entrera en vigueur un mois après sa publication au *Bulletin officiel d'Alsace et Lorraine*.

Paris, le 18 septembre 1930.

*Le Ministre du Travail
et de la Prévoyance sociale,*

PIERRE LAVAL.

ARRÊTE DU 30 SEPTEMBRE 1930

modifiant l'arrêté du 20 septembre 1928 déterminant les indemnités fixes pour frais de tournées et le maximum des frais de tournées payables sur état aux Inspecteurs généraux et aux Ingénieurs des Mines.

LE MINISTRE DU TRAVAIL ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE,

Vu l'article 1^{er} du Décret du 30 avril 1928 relatif à l'attribution des indemnités fixes pour frais de tournées et des frais de tournées payables sur état alloués annuellement aux inspecteurs généraux, ingénieurs et ingénieurs T. P. E. des Mines, au titre du Service de l'Inspection du Travail;

Vu l'article 1^{er} de l'arrêté du 20 septembre 1928, modifié par les arrêtés des 5 novembre 1929 et 12 février 1930, déterminant les indemnités fixes pour frais de tournées et le maximum des frais de tournées payables sur état alloués annuellement aux inspecteurs généraux des Mines chargés d'une division minéralogique, aux ingénieurs et aux ingénieurs T. P. E. des Mines, au titre de l'Inspection du Travail;

Sur le rapport du Conseiller d'Etat, Directeur du Travail,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 1^{er} de l'arrêté du 20 septembre 1928, modifié par les arrêtés des 5 novembre 1929 et 12 février 1930, déterminant les indemnités fixes pour frais de tournées et le maximum des frais de tournées payables sur état prévus à l'article 1^{er} du décret du 30 avril 1928, est modifié comme il suit :

RÉSIDENCES.	FONCTIONS.	FRAIS de TOURNÉES sur état.	FRAIS FIXES de tournées.	TOTAL des FRAIS.	TOTAL PAR DIVISION et par arron- dissement.
		francs.	francs.	francs.	francs.
<i>Sous-arrondissement de Nancy-Nord.</i>					
Nancy.....	Ingénieur ordinaire..	300	1.800	2.100	"
Idem.....	Ingénieur T. P. E....	500	"	500	"
Briey.....	Idem.....	425	"	425	"
Longwy.....	Idem.....	500	"	500	"
Charleville.....	Idem.....	425	"	425	9.475

ART. 2. — Les dispositions du présent arrêté auront leur effet à compter du 1^{er} juillet 1930.

Paris, le 30 septembre 1930.

*Le Ministre du Travail
et de la Prévoyance sociale,*

PIERRE LAVAL.

ARRETE DU 16 OCTOBRE 1930

mandatant les Inspecteurs du travail pour effectuer les vérifications prévues par l'article 65, § 2, de la loi sur les assurances sociales ⁽¹⁾

LE MINISTRE DU TRAVAIL ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE,

Vu la loi du 5 avril 1928, modifiée par les lois des 5 août 1929 et 30 avril 1930, sur les assurances sociales, et notamment l'article 65, § 2, ainsi conçu :

« Les employeurs sont tenus de recevoir à toute époque les inspecteurs mandatés par le Ministre du Travail et la Caisse générale de garantie et les fonctionnaires du Contrôle du Ministère du Travail, pour vérifier, dans les conditions qui seront déterminées par le règlement général d'administration publique, l'affiliation de leur personnel aux assurances sociales, le montant des salaires payés par eux et l'application régulière des dispositions concernant le versement des cotisations prévues aux articles 2 et 3 »,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Les inspecteurs du travail sont mandatés pour vérifier dans les établissements industriels et commerciaux soumis à leur contrôle :

- 1° L'affiliation du personnel aux assurances sociales;
- 2° Le montant des salaires payés par les employeurs;
- 3° L'application régulière des dispositions concernant le versement des cotisations prévues aux articles 2 et 3.

Paris, le 16 octobre 1930.

*Le Ministre du Travail
et de la Prévoyance sociale,*

PIERRE LAVAL.

ARRETE DU 21 OCTOBRE 1930

répartissant les sections territoriales d'inspection attribuées aux Inspecteurs et Inspectrices départementaux du travail ⁽²⁾.

LE MINISTRE DU TRAVAIL ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE,

Vu le décret du 22 septembre 1913, modifié par les décrets des 13 janvier et 7 décembre 1914, 1^{er} janvier 1916, 12 juin 1919, 29 mars et 24 novembre 1920, 15 juillet 1922, 9 février, 24 et 29 décembre 1926, 14 avril 1927, 25 juillet et 20 septembre 1929, 1^{er} février et 22 septembre 1930, relatif à l'organisation du corps des Inspecteurs du travail;

⁽¹⁾ J. O. du 17 octobre 1930.

⁽²⁾ J. O. du 24 octobre 1930 et *rectificatifs* au J. O. des 6 et 28 novembre 1930.

Sur la proposition du Conseiller d'Etat, Directeur du travail,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les sections territoriales d'inspection à attribuer aux Inspecteurs et Inspectrices départementaux, conformément aux dispositions de l'article 3 du décret du 22 septembre 1913, modifié, sont fixées ainsi qu'il suit :

1^{re} CIRCONSCRIPTION (PARIS).

(Seine, Seine-et-Oise, Seine-et-Marne.)

I. — INSPECTEURS.

Section des Inspecteurs et Inspectrices chargés du contrôle.

(Toute la circonscription.)

1^{re} Section. — Résidence à Paris.

8^e arrondissement : Champs-Élysées, Faubourg du Roule, Madeleine, Europe.

16^e arrondissement : Porte Dauphine, Chaillot.

17^e arrondissement : Ternes, Plaine Monceau, Batignolles, Epinettes.

2^e Section. — Résidence à Paris.

9^e arrondissement : Saint-Georges, Chaussée-d'Antin, Faubourg-Montmartre, Rochechouart.

18^e arrondissement : Grandes-Carrières, Clignancourt, Goutte-d'Or, La Chapelle.

3^e Section. — Résidence à Paris.

1^{er} arrondissement : Saint-Germain-l'Auxerrois, Halles, Palais-Royal, Place Vendôme.

2^e arrondissement : Gaillon, Vivienne, Mail, Bonne-Nouvelle.

10^e arrondissement : Saint-Vincent-de-Paul, Porte-Saint-Denis.

4^e Section. — Résidence à Paris.

10^e arrondissement : Hôpital Saint-Louis.

19^e arrondissement : La Villette, Amérique, Combat, Pont-de-Flandre.

5^e Section. — Résidence à Paris.

3^e arrondissement : Arts-et-Métiers, Enfants-Rouges, Archives, Saint-Avoye.

4^e arrondissement : Saint-Merri, Saint-Gervais, Arsenal, Notre-Dame.

6^e Section. — Résidence à Paris.

10^e arrondissement : Porte Saint-Martin.

11^e arrondissement : Folie-Méricourt, Saint-Ambroise, Roquette.

7^e Section. — Résidence à Paris.

20^e arrondissement : Saint-Fargeau, Père-Lachaise, Belleville, Charonne.

8^e Section. — Résidence à Paris.

11^e arrondissement : Sainte-Marguerite.

12^e arrondissement : Bel-Air, Picpus, Bercy, Quinze-Vingts.

9^e Section. — Résidence à Paris.

5^e arrondissement : Saint-Victor, Jardin des Plantés, Val-de-Grâce, Sorbonne.

13^e arrondissement : Salpêtrière, Gare, Maison-Blanche, Croulebarbe.

10^e Section. — Résidence à Paris.

6^e arrondissement : Monnaie, Odéon, Notre-Dame-des-Champs, Saint-Germain-des-Prés.

14^e arrondissement : Montparnasse, Santé, Petit-Montrouge, Plaisance.

11^e Section. — Résidence à Paris.

7^e arrondissement : Saint-Thomas-d'Aquin, Invalides.

12^e Section. — Résidence à Paris.

7^e arrondissement : Ecole Militaire, Gros Caillou.

15^e arrondissement : Saint-Lambert, Necker, Grenelle, Javel.

16^e arrondissement : Auteuil, La Muette.

13^e Section. — Résidence à Paris.

Canton de Boulogne-sur-Seine.

Commune de Suresnes, du canton de Puteaux.

Commune d'Issy-les-Moulineaux, du canton de Vanves.

14^e Section. — Résidence à Paris.

Canton de Puteaux, moins la commune de Suresnes.

Cantons de Courbevoie, de Colombes, de Neuilly-sur-Seine.

15^e Section. — Résidence à Paris.

Cantons de Clichy, de Levallois-Perret, d'Asnières moins la commune de Villeneuve-la-Garenne.

16^e Section. — Résidence à Paris.

Cantons de Saint-Denis, de Saint-Ouen.

Commune de Villeneuve-la-Garenne du canton d'Asnières.

17^e Section. — Résidence à Paris.

Cantons d'Aubervilliers, de Noisy-le-Sec.

18^e Section. — Résidence à Paris.

Cantons de Pantin, de Montreuil-sous-Bois, de Vincennes.

19^e Section. — Résidence à Paris.

Cantons de Sceaux, de Villejuif, d'Ivry-sur-Seine.

20^e Section. — Résidence à Paris.

SEINE : Chantiers du Métropolitain.

SEINE-ET-MARNE : Cantons de Brie-Comte-Robert, La Chapelle-la-Reine, Château-Landon, Le Chatelet-en-Brie, Fontainebleau, Lorrez-le-Bocage, Melun-Nord, Melun-Sud, Moret-sur-Loing, Mormant, Nemours, Tournon-en-Brie, de l'arrondissement de Melun; canton de Montereau-Fault-Yonne de l'arrondissement de Provins.

21^e Section. — Résidence à Paris.

SEINE : Cantons de Nogent-sur-Marne et de Saint-Maur.

SEINE-ET-MARNE : Cantons de Claye-Souilly, Coulommiers, Crécy-en-Brie, Dammartin-en-Goële, La Ferté-sous-Jouarre, Lagny, Lizy-sur-Ourcq, Meaux, Rebaix, de l'arrondissement de Meaux; canton de Rozoy de l'arrondissement de Melun; cantons de Braie-sur-Seine, Donnemarie-en-Montois, La Ferté-Gaucher, Nangis-Provins, Villiers-Saint-Georges de l'arrondissement de Provins.

22^e Section. — Résidence à Versailles.

SEINE : Communes de Vanves, Châtillon-sous-Bagneux, Malakoff, Clamart du canton de Vanves.

SEINE-ET-OISE : Arrondissement de Versailles, moins le canton d'Argenteuil; arrondissement de Rambouillet, moins les cantons d'Etampes et de Méréville; canton de Magny-en-Vexin de l'arrondissement de Pontoise.

23^e Section. — Résidence à Paris.

SEINE : Canton de Charenton.

SEINE-ET-OISE : Arrondissement de Corbeil; canton d'Argenteuil; arrondissement de Pontoise moins le canton de Magny-en-Vexin; cantons d'Etampes et de Méréville, de l'arrondissement de Rambouillet.

II. — INSPECTRICES.

24^e Section. — Résidence à Paris.

1^{er} arrondissement : Saint-Germain-l'Auxerrois, Palais-Royal, Place Vendôme.

2^e arrondissement : Gaillon.

Cantons de Puteaux, de Neuilly-sur-Seine.

25^e Section. — Résidence à Paris.

8^e arrondissement : Madeleine, Europe.

17^e arrondissement : Ternes, Plaine Monceau, Batignolles.

Cantons de Courbevoie, de Colombes.

26^e Section. — Résidence à Paris.

9^e arrondissement : Saint-Georges, Chaussée-d'Antin.
17^e arrondissement : Epinettes.
18^e arrondissement : Grandes-Carrières.
Cantons de Levallois-Perret, d'Asnières.

27^e Section. — Résidence à Paris.

2^e arrondissement : Vivienne.
9^e arrondissement : Faubourg-Montmartre, Rochechouart.
18^e arrondissement : Clignancourt, Goutte-d'Or, La Chapelle.
Cantons de Saint-Denis, de Saint-Ouen.

28^e Section. — Résidence à Paris.

2^e arrondissement : Bonne-Nouvelle.
10^e arrondissement : Saint-Vincent-de-Paul, Porte-Saint-Denis.
19^e arrondissement : La Villette, Pont-de-Flandre.
Cantons de Pantin, d'Aubervilliers.

29^e Section. — Résidence à Paris.

3^e arrondissement : Arts-et-Métiers, Saint-Avoye.
10^e arrondissement : Porte Saint-Martin, Hôpital Saint-Louis.
19^e arrondissement : Amérique, Combat.
Cantons de Montreuil-sous-Bois, de Noisy-le-Sec.

30^e Section. — Résidence à Paris.

3^e arrondissement : Enfants-Rouges, Archives.
11^e arrondissement : Folie-Méricourt, Saint-Ambroise.
20^e arrondissement : Belleville, Saint-Fargeau, Père-Lachaise.
Cantons de Vincennes, de Nogent-sur-Marne.

31^e Section. — Résidence à Paris.

1^{er} arrondissement : Halles.
2^e arrondissement : Mail.
4^e arrondissement : Saint-Merri, Saint-Gervais, Notre-Dame, Arsenal.
Cantons de Charenton, de Saint-Maur.

32^e Section. — Résidence à Paris.

11^e arrondissement : Sainte-Marguerite, Roquette.
12^e arrondissement : Bel-Air, Picpus, Bercy, Quinze-Vingts.
20^e arrondissement : Charonne.
Canton de Clichy.

33^e Section. — Résidence à Paris.

5^e arrondissement : Saint-Victor, Jardin-des-Plantes, Val-de-Grâce, Sorbonne.
13^e arrondissement : Salpêtrière, Gare, Maison-Blanche, Croulebarbe.
Canton d'Ivry-sur-Seine; communes du Kremlin-Bicêtre, Villejuif, Larue, Chevilly, Rungis du canton de Villejuif.

34^e Section. — Résidence à Paris.

6^e arrondissement : Monnaie, Odéon, Saint-Germain-des-Prés, Notre-Dame-des-Champs.

14^e arrondissement : Montparnasse, Santé, Petit-Montrouge, Plaisance.

Canton de Sceaux; communes de Gentilly, Arcueil, Cachan, Fresnes, l'Hay du canton de Villejuif.

35^e Section. — Résidence à Paris.

7^e arrondissement : Saint-Thomas-d'Aquin, Invalides, Ecole Militaire, Gros-Caillou.

8^e arrondissement : Champs-Élysées, Faubourg-du-Roule.

16^e arrondissement : Porte-Dauphine.

Canton de Boulogne.

36^e Section. — Résidence à Paris.

15^e arrondissement : Saint-Lambert, Necker, Grenelle, Javel.

16^e arrondissement : Auteuil, Muette, Chaillot.

Canton de Vanves.

Inspecteur départemental chargé provisoirement d'enquêtes spéciales.

Résidence à Paris.

2^e CIRCONSCRIPTION (LIMOGES, provisoirement TOURS).

(Loiret, Cher, Loir-et-Cher, Indre-et-Loire, Indre, Vienne, Haute-Vienne, Allier, Creuse.)

I. — INSPECTEURS.

1^{re} Section. — Résidence à Orléans.

Loiret.

Loir-et-Cher : arrondissement de Blois.

2^e Section. — Résidence à Tours.

Indre-et-Loire.

Loir-et-Cher : arrondissement de Vendôme.

3^e Section. — Résidence à Poitiers.

Vienne.

Indre : moins les cantons d'Issoudun-Nord, Issoudun-Sud, Saint-Christophe-en-Bazelle, Vatan, de l'arrondissement de Châteauroux.

4^e Section. — Résidence à Limoges.

Haute-Vienne : cantons de Limoges-Ouest, Limoges-Sud, Aixe-sur-Vienne, Châlus, Nieul, de l'arrondissement de Limoges.

Arrondissements de Bellac et de Rochechouart.

5^e Section. — Résidence à Limoges.

Haute-Vienne : arrondissement de Limoges, moins les cantons de Limoges-Ouest, Limoges-Sud, Aix-sur-Vienne, Châlus, Nieul.

Creuse : cantons de Bénévent-L'Abbaye, Bonnat, Bourgneuf, Dun-le-Palleteau, le Grand-Bourg, Guéret, Pontarion, Saint-Vaury, la Souterraine, de l'arrondissement de Guéret; Cantons de Royère et de Gentioux de l'arrondissement d'Aubusson.

6^e Section. — Résidence à Montluçon.

Allier.

Creuse : cantons d'Ahun, Boussac, Châtelus-Malvaleix, Jarnages de l'arrondissement de Guéret; cantons d'Aubusson, Auzances, Bellegarde-en-Marche, Chambon-sur-Voueize, Chénérailles, la Courtine, Crocq, Evaux, Felletin, Saint-Sulpice-les-Champs, de l'arrondissement d'Aubusson.

7^e Section. — Résidence à Bourges.

Cher.

Indre : cantons d'Issoudun-Nord, Issoudun-Sud, Saint-Christophe-en-Bazelle, Vatan de l'arrondissement de Châteauroux.

II. — INSPECTRICE.

8^e Section. — Résidence à Tours.

Indre-et-Loire : Ville de Tours et banlieue immédiate.

Indre : arrondissement de Châteauroux.

Cher : canton de Vierzon.

Loir-et-Cher : cantons de Romorantin, Lamotte-Beuvron, Mennetou-sur-Cher, Neung-sur-Beuvron, Salbris, Selles-sur-Cher, de l'arrondissement de Blois.

3^e CIRCONSCRIPTION (DIJON).

(Yonne, Nièvre, Aube, Haute-Marne, Côte-d'Or, Haute-Saône, Territoire de Belfort, Doubs, Jura, Saône-et-Loire.)

I. — INSPECTEURS.

1^{re} Section. — Résidence à Nevers.

Nièvre.

Yonne : arrondissement d'Auxerre, moins les cantons d'Auxerre-Est, Auxerre-Ouest, Briennon, Chablis, Joigny, Ligny-le-Châtel, Saint-Florentin et Seignelay; arrondissement de Sens.

2^e Section. — Résidence à Troyes.

Aube, moins l'arrondissement de Bar-sur-Aube.

3^e Section. — Résidence à Dijon.

Côte-d'Or : cantons de Dijon-Ouest, Dijon-Sud, Auxonne, Genlis, Gevrey-Chambertin et Sombornon de l'arrondissement de Dijon; arrondissement de Beaune.

Saône-et-Loire : arrondissement d'Autun, canton de Montchanin-les-Mines et commune de Saint-Léger-sur-Dheune de l'arrondissement de Chalon.

4^e Section. — Résidence à Dijon.

Côte-d'Or : arrondissement de Dijon, moins les cantons de Dijon-Ouest, Dijon-Sud, Auxonne, Genlis, Gevrey-Chambertin et Sombornon; arrondissement de Montbard.

Haute-Saône : cantons d'Autrey-lès-Gray, Champlitte, Dampierre-sur-Salon, Fresne-Saint-Mamès, Gray, Gy, Marnay et Pesmes.

Yonne : arrondissement d'Avallon; cantons d'Auxerre-Est, Auxerre-Ouest, Brienon, Chablis, Joigny, Ligny-le-Châtel, Saint-Florentin et Seignelay de l'arrondissement d'Auxerre.

5^e Section. — Résidence à Chaumont.

Haute-Marne.

Aube : arrondissement de Bar-sur-Aube.

6^e Section. — Résidence à Belfort.

Territoire de Belfort.

Haute-Saône : moins les cantons d'Autrey-lès-Gray, Champlitte, Dampierre-sur-Salon, Fresne-Saint-Mamès, Gray, Gy, Marnay et Pesmes.

7^e Section. — Résidence à Besançon.

Doubs : arrondissement de Besançon, moins les cantons de Besançon-Sud, Amancey, Audeux, Boussières et Quingey; arrondissement de Montbéliard; canton de Morteau de l'arrondissement de Pontarlier.

8^e Section. — Résidence à Besançon.

Doubs : cantons de Besançon-Sud, Amancey, Audeux, Boussières et Quingey de l'arrondissement de Besançon; arrondissement de Pontarlier moins le canton de Morteau.

Jura.

9^e Section. — Résidence à Chalon-sur-Saône.

Saône-et-Loire : moins l'arrondissement d'Autun, le canton de Montchanin-les-Mines et la commune de Saint-Léger-sur-Dheune de l'arrondissement de Chalon.

II. — INSPECTRICE.

10^e Section. — Résidence à Dijon.

Côte-d'Or : ville de Dijon.

Aube : ville de Troyes.

Saône-et-Loire : villes de Mâcon et de Chalon-sur-Saône.

Dans toute l'étendue des trois départements ci-dessus, contrôle de l'application des dispositions légales et réglementaires relatives au travail des ouvriers et ouvrières à domicile.

4^e CIRCONSCRIPTION (NANCY).

(Aisne, Ardennes, Marne, Meuse, Meurthe-et-Moselle, Vosges.)

I. — INSPECTEURS.

1^{re} Section. — Résidence à Saint-Quentin.

Aisne : arrondissements de Laon, Saint-Quentin et Vervins.

2^e Section. — Résidence à Reims.

Aisne : arrondissement de Soissons.

Ardennes : arrondissements de Rethel et de Vouziers.

Marne : 1^{er} et 4^e cantons de la ville de Reims; cantons de Bourgogne, de Châtillon-sur-Marne, de Fismes, de Ville-en-Tardenois, de l'arrondissement de Reims.

3^e Section. — Résidence à Reims.

Marne : arrondissement d'Épernay, de Châlons-sur-Marne et de Vitry-le-François; 2^e et 3^e cantons de la ville de Reims; cantons d'Ay, de Beine et de Versy de l'arrondissement de Reims.

4^e Section. — Résidence à Charleville.

Ardennes : arrondissement de Mézières.

5^e Section. — Résidence à Nancy.

Meuse.

Meurthe-et-Moselle : cantons de Colombey-les-Belles, Domèvre-en-Haye, Toul-Nord, Toul-Sud.

Nancy-Ville : 5^e et 6^e sections.

6^e Section. — Résidence à Nancy.

Meurthe-et-Moselle : arrondissement de Briey; cantons Est et Nord de Nancy, moins la commune de Chaligny; de Nomeny, de Pont-à-Mousson de l'arrondissement de Nancy; canton de Thiaucourt.

Nancy-Ville : 7^e et 8^e sections.

7^e Section. — Résidence à Nancy.

Meurthe-et-Moselle : arrondissement de Lunéville; cantons de Nancy-Sud et de Saint-Nicolas, de l'arrondissement de Nancy.

Nancy-Ville : 1^{re} et 2^e sections.

Vosges : cantons de Raon-l'Étape et de Senones de l'arrondissement de Saint-Dié.

8° *Section.* — Résidence à Nancy.

Meurthe-et-Moselle : cantons Ouest de Nancy, de Haroué et de Vézelize, de l'arrondissement de Nancy; commune de Chaligny, du canton de Nancy-Nord.

Nancy-Ville : 3° et 4° sections.

Vosges : arrondissement de Neufchâteau.

Cantons de Charmes, de Darney, de Dompaire, de Mirecourt, de Montheureux-sur-Saône, de Vittel.

Canton de Rambervillers, de l'arrondissement d'Epinal.

9° *Section.* — Résidence à Epinal.

Vosges : arrondissement d'Epinal, moins le canton de Rambervillers.

Cantons de Plombières-les-Bains, de Remiremont, de Saulxures-sur-Moselotte, du Thillot.

Arrondissement de Saint-Dié, moins les cantons de Raon-l'Étape et de Senones.

II. — INSPECTRICE.

10° *Section.* — Résidence à Nancy.

Meurthe-et-Moselle : arrondissements de Nancy et de Lunéville.

5° CIRCONSCRIPTION (LILLE).

(Nord, Pas-de-Calais, Somme.)

I. — INSPECTEURS.

Section de l'inspecteur chargé du contrôle.

(Toute la circonscription.)

1° *Section.* — Résidence à Lille.

Canton centre de Lille : partie de ce canton située au nord de la rue Solférino; centralisation du service pour Lille et banlieue.

2° *Section.* — Résidence à Lille.

Canton centre de Lille : partie de ce canton située au sud de la rue Solférino; canton sud-ouest de Lille; commune de Lambersart, du canton ouest de Lille; cantons d'Haubourdin, d'Armentières, de Quesnoy-sur-Deûle et de La Bassée, de l'arrondissement de Lille.

3° *Section.* — Résidence à Lille.

Canton ouest de Lille, moins la commune de Lambersart; cantons nord et nord-est de Lille; canton de Lannoy, de l'arrondissement de Lille.

4^e Section. — Résidence à Lille.

Cantons sud, sud-est et est de Lille; cantons de Cysoing, de Pont-à-Marcq et de Seclin, de l'arrondissement de Lille.

5^e Section. — Résidence à Roubaix.

Nord : cantons de Roubaix, de l'arrondissement de Lille.

6^e Section. — Résidence à Tourcoing.

Nord : cantons de Tourcoing, de l'arrondissement de Lille.

7^e Section. — Résidence à Douai.

Nord : arrondissement de Douai; cantons de Denain et Bouchain, moins la commune d'Haspres, de l'arrondissement de Valenciennes.

Pas-de-Calais : canton de Carvin, de l'arrondissement de Béthune.

8^e Section. — Résidence à Valenciennes.

Nord : arrondissement de Valenciennes, moins les cantons de Denain et Bouchain; commune d'Haspres, du canton de Bouchain.

9^e Section. — Résidence à Maubeuge.

Nord : arrondissement d'Avesnes, moins les cantons de Quesnoy et de Landrecies.

10^e Section. — Résidence à Cambrai.

Nord : arrondissement de Cambrai; cantons de Quesnoy et de Landrecies, de l'arrondissement d'Avesnes.

11^e Section. — Résidence à Dunkerque.

Nord : arrondissements de Dunkerque et d'Hazebrouck.

Pas-de-Calais : arrondissement de Saint-Omer; cantons de Laventie, de Lillers et de Norrent-Fontès, de l'arrondissement de Béthune.

12^e Section. — Résidence à Calais.

Pas-de-Calais : arrondissement de Boulogne-sur-Mer.

13^e Section. — Résidence à Arras.

Pas-de-Calais : arrondissement d'Arras et de Montreuil-sur-Mer; arrondissement de Béthune, moins les cantons de Laventie, de Lillers, de Norrent-Fontès et de Carvin.

14^e Section. — Résidence à Amiens.

Somme : cantons d'Amiens Nord-Est et Sud-Est, de Boves, Corbie, Villers-Bocage, de l'arrondissement d'Amiens; arrondissement de Montdidier; arrondissement de Péronne.

15^e Section. — Résidence à Amiens.

Somme : arrondissement d'Amiens, moins les cantons d'Amiens Nord-Est et Sud-Est, de Boves, Corbie et Villers-Bocage; arrondissement d'Abbeville.

II. — INSPECTRICES.

16^e Section. — Résidence à Lille.

Nord : cantons de Lille.

17^e Section. — Résidence à Lille.

Nord : arrondissement de Lille, moins les cantons de Lille.

6^e CIRCONSCRIPTION (ROUEN).

(Oise, Seine-Inférieure, Eure, Eure-et-Loir, Orne, Calvados, Manche.)

I. — INSPECTEURS.

Section de l'inspecteur chargé du contrôle.

(Toute la circonscription.)

1^{re} Section. — Résidence à Creil.

Oise.

2^e Section. — Résidence à Rouen.

Seine-Inférieure : 1^{er}, 2^e, 3^e, 4^e et 5^e cantons de Rouen; cantons de Boos, Buchy, Clères, Darnétal, Maromme, de l'arrondissement de Rouen; arrondissement de Dieppe, moins les cantons de Bacqueville, Cany, Fontaine-le-Dun, Offranville, Saint-Valéry-en-Caux et Tôtes.

3^e Section. — Résidence à Rouen.

Seine-Inférieure : 6^e canton de Rouen, cantons de Caudebec-en-Caux, Doudeville, Duclair, Elbeuf, Grand-Couronne, Pavilly, Sotteville-lès-Rouen, Yerville et Yvetot de l'arrondissement de Rouen; cantons de Bacqueville, Cany, Fontaine-le-Dun, Offranville, Saint-Valéry-en-Caux et Tôtes de l'arrondissement de Dieppe.

4^e Section. — Résidence au Havre.

Seine-Inférieure : arrondissement du Havre.

5^e Section. — Résidence à Elbeuf.

Eure.

6^e Section. — Résidence à Chartres.

Eure-et-Loir.

7^e Section. — Résidence à Alençon.

Orne.

8^e Section. — Résidence à Caen.

Calvados.

9^e Section. — Résidence à Cherbourg.

Manche.

II. — INSPECTRICES.

10^e Section. — Résidence à Rouen.

Seine-Inférieure : arrondissement de Rouen, moins les cantons de Caudebec-en-Caux, Doudeville et Yvetôt; arrondissement de Dieppe, moins les cantons de Cany, Fontaine-le-Dun et Saint-Valéry-en-Caux.

11^e Section. — Résidence au Havre.

Seine-Inférieure : arrondissement du Havre; cantons de Cany, Fontaine-le-Dun et Saint-Valéry-en-Caux, de l'arrondissement de Dieppe; cantons de Caudebec-en-Caux, Doudeville et Yvetôt, de l'arrondissement de Rouen.

7^e CIRCONSCRIPTION (NANTES).

(Sarthe, Mayenne, Ile-et-Vilaine, Côtes-du-Nord, Finistère, Morbihan, Loire-Inférieure, Maine-et-Loire, Deux-Sèvres, Vendée.)

I. — INSPECTEURS.

Section de l'inspecteur chargé du contrôle.

(Toute la circonscription.)

1^{re} Section. — Résidence au Mans.

Sarthe.

2^e Section. — Résidence à Laval.

Mayenne.

Ile-et-Vilaine : cantons de Fougères et de Louvigné-du-Désert de l'arrondissement de Fougères.

3^e Section. — Résidence à Rennes.

Ile-et-Vilaine, moins les cantons de Fougères et de Louvigné-du-Désert.

4^e Section. — Résidence à Saint-Brieuc.

Côtes-du-Nord.

5^e Section. — Résidence à Brest.

Finistère.

6^e Section. — Résidence à Lorient.

Morbihan.

7^e Section. — Résidence à Nantes.

Loire-Inférieure : 1^{er}, 5^e, 6^e et 7^e cantons de Nantes, canton de La Chapelle-sur-Erdre, de l'arrondissement de Nantes; arrondissement de Châteaubriant; cantons de Le Croisic, Guérande, Herbignac, Pontchâteau, Saint-Etienne-de-Monfluc, Saint-Gildas-des-Bois, Saint-Nazaire et Savenay, de l'arrondissement de Saint-Nazaire.

Vendée.

8^e Section. — Résidence à Nantes.

Loire-Inférieure : 2^e, 3^e et 4^e cantons de Nantes; cantons d'Aigrefeuille, Ancenis, Bouaye, Carquefou, Clisson, Legé, Ligné, Le Loroux-Bottreau, Machecoul, Riaillé, Saint-Mars-la-Jaille, Saint-Philibert-de-Grandlieu, Vallet, Varades et Vertou de l'arrondissement de Nantes; cantons de Bourgneuf-en-Retz, Paimbœuf, Le Pellerin, Pornic, Saint-Père-en-Retz de l'arrondissement de Saint-Nazaire.

Deux-Sèvres.

9^e Section. — Résidence à Angers.

Maine-et-Loire.

II. — INSPECTRICE.

10^e Section. — Résidence à Nantes.

Loire-Inférieure : ville de Nantes et communes suburbaines de Rezé et Saint-Sébastien, de l'arrondissement de Nantes.

8^e CIRCONSCRIPTION (BORDEAUX).

(Charente-Inférieure, Gironde, Lot-et-Garonne, Landes, Gers, Basses-Pyrénées, Hautes-Pyrénées, Charente, Dordogne, Corrèze, Lot.)

I. — INSPECTEURS.

1^{re} Section. — Résidence à Bordeaux.

Gironde : 5^e, 6^e et 7^e cantons de la ville de Bordeaux.

Landes : moins la commune de Tarnos.

2^e Section. — Résidence à Bordeaux.

Gironde : moins les 3^e, 4^e, 5^e, 6^e et 7^e cantons de la ville de Bordeaux.

3^e Section. — Résidence à Bordeaux.

Gironde : 3^e et 4^e cantons de la ville de Bordeaux.
Dordogne.

4^e Section. — Résidence à Agen.

Lot-et-Garonne.
Gers : arrondissements de Condom et Lectoure.

5^e Section. — Résidence à Pau.

Basses-Pyrénées.
Landes : commune de Tarnos.

6^e Section. — Résidence à Tarbes.

Hautes-Pyrénées.
Gers, moins les arrondissements de Condom et Lectoure.

7^e Section. — Résidence à La Rochelle.

Charente-Inférieure.

8^e Section. — Résidence à Angoulême.

Charente.

9^e Section. — Résidence à Brive.

Corrèze.
Lot.

II. — INSPECTRICE.

10^e Section. — Résidence à Bordeaux.

Ville de Bordeaux et communes de Bègles, Talence, Caudéran, Le Bouscat, Floirac, Cenon, Lormont.

9^e CIRCONSCRIPTION (TOULOUSE).

(Aude, Pyrénées-Orientales, Hérault, Aveyron, Cantal, Lozère, Tarn, Haute-Garonne, Tarn-et-Garonne, Ariège.)

I. — INSPECTEURS.

1^{re} Section. — Résidence à Carcassonne.

Aude.
Pyrénées-Orientales.

2^e Section. — Résidence à Montpellier.

Hérault.
Lozère : canton de Saint-Germain-de-Calberte et commune de Sainte-Croix-Vallée-Française, de l'arrondissement de Florac.

3^e Section. — Résidence à Millau.

Aveyron.

Cantal.

Lozère, moins le canton de Saint-Germain-de-Calberte et moins la commune de Sainte-Croix-Vallée-Française de l'arrondissement de Florac.

4^e Section. — Résidence à Castres.

Tarn.

5^e Section. — Résidence à Toulouse.

Tarn-et-Garonne.

Haute-Garonne : arrondissement de Saint-Gaudens; dans l'arrondissement de Toulouse : cantons d'Auterive, Carbonne, Cazères, Cintegabelle, Le Fousseret, Montesquieu-Volvestre, Muret, Rieumes, Rieux, Saint-Lys; commune de Blagnac du canton ouest de Toulouse; commune de Toulouse : partie du territoire située à l'Est d'une ligne formée par la route de Paris, l'avenue des Minimes, le canal du Midi en amont, la rue Matabiau, la place Matabiau, la rue d'Alsace-Lorraine, la rue Lafayette, la place du Capitole, la rue Romiguières, la rue Pargaminières, la place Saint-Pierre, la Garonne en amont et son bras occidental.

6^e Section. — Résidence à Toulouse.

Ariège.

Haute-Garonne : cantons de Cadours, Caraman, Castanet-Tolosan, Fronton, Grenade, Lanta, Lèguevin, Montastruc, Mongiscard, Nailloux, Revel, Verfeil, Villefranche-de-Lauragais, Villemur; cantons Centre, Nord et Sud de Toulouse; partie de la commune de Toulouse située à l'ouest de la ligne ci-dessus indiquée; canton Ouest de Toulouse moins la commune de Blagnac.

II. — INSPECTRICE.

7^e Section. — Résidence à Toulouse.

Commune de Toulouse et commune de Blagnac, du canton Ouest de Toulouse.

10^e CIRCONSCRIPTION (MARSEILLE).

(Bouches-du-Rhône, Var, Alpes-Maritimes, Corse, Vaucluse, Basses-Alpes, Drôme, Hautes-Alpes, Gard, Ardèche.)

I. — INSPECTEURS.

1^{re} Section. — Résidence à Marseille.

Bouches-du-Rhône : 5^e et 8^e cantons de Marseille, de l'arrondissement de Marseille; cantons d'Aix Nord et Sud, de Lambesc et de Peyrolles, de l'arrondissement d'Aix.

2^e Section. — Résidence à Marseille.

Bouches-du-Rhône : 2^e et 11^e cantons de Marseille, de l'arrondissement de Marseille; cantons de Berre, Martigues, Istres, Salon, de l'arrondissement d'Aix; cantons de Châteaurenard, Eyguières, Orgon, de l'arrondissement d'Arles.

3^e Section. — Résidence à Marseille.

Bouches-du-Rhône : 6^e, 9^e et 10^e cantons de Marseille, de l'arrondissement de Marseille; cantons d'Aubagne, de La Ciotat, de Roquevaire, de l'arrondissement de Marseille; cantons de Gardanne et de Trets, de l'arrondissement d'Aix.

4^e Section. — Résidence à Marseille.

Bouches-du-Rhône : 3^e, 7^e et 12^e cantons de Marseille, de l'arrondissement de Marseille; arrondissement d'Arles, moins les cantons de Châteaurenard, d'Eyguières et d'Orgon.

5^e Section. — Résidence à Marseille.

Bouches-du-Rhône : 1^{er} et 4^e cantons de Marseille, de l'arrondissement de Marseille.
Corse.

6^e Section. — Résidence à Toulon.

Var.

7^e Section. — Résidence à Nice.

Alpes-Maritimes.

8^e Section. — Résidence à Avignon.

Vaucluse.

Basses-Alpes.

Ardèche : arrondissement de Privas, moins les cantons de Privas, Saint-Pierre-ville, La Voulte et la commune de Saint-Julien-en-Saint-Alban; cantons de Burzet, Montpezat et Thueyts, de l'arrondissement de Largentière.

9^e Section. — Résidence à Valence.

Drôme.

Hautes-Alpes.

Ardèche : arrondissement de Tournon; cantons de Privas, Saint-Pierre-ville, La Voulte et la commune de Saint-Julien-en-Saint-Alban, de l'arrondissement de Privas.

10^e Section. — Résidence à Nîmes.

Gard.

Ardèche : arrondissement de Largentière, moins les cantons de Burzet, Montpezat et Thueyts.

II. — INSPECTRICES.

11^e Section. — Résidence à Marseille.

Bouches-du-Rhône : ville de Marseille, partie du territoire située à l'est d'une ligne formée par la route Nationale n^o 8 de Paris à Toulon,

l'avenue d'Arenc, la rue d'Anthoine, la place d'Anthoine, le boulevard de Paris, la place Marceau, le grand chemin d'Aix, la place d'Aix, le cours Belzunce, la rue Cannebière, la rue Saint-Ferréol, la place de la Préfecture, la rue de Rome, la place Castellane, l'avenue du Prado, le boulevard Michelet et sa prolongation en ligne droite.

12^e Section. — Résidence à Marseille.

Bouches-du-Rhône : ville de Marseille, partie du territoire située à l'ouest de la ligne ci-dessus indiquée.

Alpes-Maritimes : villes de Nice, Cannes et Menton.

11^e CIRCONSCRIPTION (LYON).

(Rhône, Isère, Ain, Haute-Savoie, Savoie, Puy-de-Dôme, Loire, Haute-Loire.)

I. — INSPECTEURS.

Section de l'inspecteur chargé du contrôle.

(Toute la circonscription.)

1^{re} Section. — Résidence à Lyon.

Rhône : 1^{er} arrondissement de la ville de Lyon.

2^e Section. — Résidence à Lyon.

Rhône : communes de Vaulx-en-Velin et de Villeurbanne du canton de Villeurbanne.

Ain : cantons de Bourg, de Ceyzériat, de Coligny et de Pont-d'Ain, de l'arrondissement de Bourg; arrondissement de Nantua.

3^e Section. — Résidence à Lyon.

Rhône : 3^e arrondissement de la ville de Lyon; partie comprise au nord d'une ligne formée par le cours Gambetta, l'avenue Félix-Faure et l'avenue Lacassagne; 6^e arrondissement de la ville de Lyon; cantons de l'Arbresle, de Mornant, de Saint-Laurent-de-Chamousset, de Saint-Symphorien-sur-Coise et de Vaugneray de l'arrondissement de Lyon, cantons de Tarare, d'Amplepuis et de Thizy de l'arrondissement de Villefranche-sur-Saône.

4^e Section. — Résidence à Lyon.

Rhône : 3^e et 7^e arrondissements de la ville de Lyon; partie comprise au sud d'une ligne formée par le cours Gambetta, l'avenue Félix-Faure, l'avenue Lacassagne et au nord d'une ligne formée par l'avenue Berthelot et la route d'Heyrieu, commune de Bron du canton de Villeurbanne; cantons de Givors et de Saint-Genis-Laval de l'arrondissement de Lyon.

Isère : cantons d'Heyrieu, de Meyzieu et de la Verpillière de l'arrondissement de Vienne; arrondissement de La Tour-du-Pin, moins les cantons du Grand-Lens, de Saint-Geoire et de Virieu.

5^e Section. — Résidence à Lyon.

Rhône : 7^e arrondissement de la ville de Lyon, partie comprise au sud d'une ligne formée par l'avenue Berthelot et la route d'Heyrieu; communes de Saint-Fons et de Vénissieux du canton de Villeurbanne; canton de Condrieu de l'arrondissement de Lyon.

Isère : arrondissement de Vienne, moins les cantons de Meyzieu et de la Verpillière.

6^e Section. — Résidence à Lyon.

Ain : arrondissement de Trévoux; cantons de Bagères-le-Châtel, Pont-de-Vaux, Pont-de-Veyle et Saint-Trivier-de-Courtes de l'arrondissement de Bourg.

Rhône : 2^e, 4^e et 5^e arrondissements de la ville de Lyon; canton de Limonest et de Neuville-sur-Saône, de l'arrondissement de Lyon; cantons d'Anse, de Beaujeu, de Belleville-sur-Saône, du Bois-d'Oingt, de Lamure, de Monsols et de Villefranche-sur-Saône, de l'arrondissement de Villefranche-sur-Saône.

7^e Section. — Résidence à Grenoble.

Isère : arrondissement de Grenoble; cantons du Grand'Lens, de Saint-Geoire et de Virieu de l'arrondissement de La Tour-du-Pin.

8^e Section. — Résidence à Chambéry.

Savoie.

Haute-Savoie.

9^e Section. — Résidence à Saint-Etienne.

Loire : cantons nord-est de la ville de Saint-Etienne, de Saint-Chamond, Rive-de-Gier, Saint-Héand et Pélussin de l'arrondissement de Saint-Etienne.

10^e Section. — Résidence à Saint-Etienne.

Loire : cantons sud-est de la ville de Saint-Etienne; de Bourg-Argental, Chambon-Feugerolles, Firminy et Saint-Genest-Malifaux de l'arrondissement de Saint-Etienne.

Haute-Loire : arrondissement d'Yssingeaux.

11^e Section. — Résidence à Saint-Etienne.

Loire : cantons nord-ouest et sud-ouest de la ville de Saint-Etienne, de Saint-Bonnet-le-Château, Saint-Rambert-sur-Loire et Saint-Jean-Soleymieux de l'arrondissement de Monbrison.

Haute-Loire : arrondissement du Puy.

12^e Section. — Résidence à Roanne.

Loire : arrondissement de Roanne et arrondissement de Monbrison, moins les cantons de Saint-Bonnet-le-Château, Saint-Rambert-sur-Loire et Saint-Jean-Soleymieux.

13^e Section. — Résidence à Clermont-Ferrand.

Puy-de-Dôme.

Haute-Loire : arrondissement de Brioude.

II. — INSPECTRICES.

14^e Section. — Résidence à Lyon.

Rhône : 2^e, 3^e, 6^e et 7^e arrondissements de la ville de Lyon; commune de Villeurbanne.

15^e Section. — Résidence à Lyon.

Rhône : 1^{er}, 4^e et 5^e arrondissements de la ville de Lyon, commune de Caluire et Cuire de l'arrondissement de Lyon.

16^e Section. — Résidence à Saint-Etienne.

Loire : ville de Saint-Etienne; communes de Chambon-Feugerolles, Firminy, La Ricamarie, Saint-Chamond et Terrenoire.

12^e CIRCONSCRIPTION (STRASBOURG).

(*Bas-Rhin, Haut-Rhin, Moselle.*)

Section du conseiller médical. — Résidence à Strasbourg.

(Toute la circonscription.)

1^{re} Section. — Résidence à Strasbourg.

Ville de Strasbourg : 8^e arrondissement de police; partie du 1^{er} arrondissement limitée : au nord, par le canal du Faux-Rempart; à l'est, par la rue de la Nuée-Bleue et la rue du Dôme; au sud, par la rue des Hallebardes; à l'ouest, par la Grand-Rue; partie du 6^e arrondissement limitée : au nord, par la commune de Schiltigheim; à l'est, par le canal de la Marne au Rhin et par l'Ill; au sud, par le pont de l'Université, l'Aar, la rue du Maréchal-Foch, la rue du Général-de-Castelnau et le canal du Faux-Rempart; à l'ouest, par le faubourg de Pierres, la rue de Haguenau, la porte de Pierres et la route de Brumath, jusqu'au cimetière Sainte-Hélène; arrondissements de Strasbourg-Campagne, Haguenau et Wissembourg.

2^e Section. — Résidence à Strasbourg.

Ville de Strasbourg : 2^e, 5^e et 9^e arrondissements de police; partie du 1^{er} arrondissement limitée : au nord et au nord-est, par le canal du Faux-Rempart; au sud-est et au sud, par l'Ill; à l'ouest, par la rue du Vieux-Marché-aux-Poissons, la place Gutenberg, la rue des Hallebardes, la rue du Dôme et la rue de la Nuée-Bleue; partie du 6^e arrondissement limitée : au nord-ouest, par la rue du Général-de-Castelnau; au nord, par la rue du Maréchal-Foch; à l'est, par l'Aar, le pont de l'Université et l'Ill; au sud, par le canal du Faux-Rempart; arrondissements d'Erstein et de Sélestat.

3^e Section. — Résidence à Strasbourg.

Ville de Strasbourg : 3^e, 4^e et 7^e arrondissements de police de Strasbourg; arrondissements de Saverne et de Molsheim.

4^e Section. — Résidence à Colmar.

Haut-Rhin : arrondissements de Colmar, Guebwiller et Ribeauvillé.

5^e Section. — Résidence à Mulhouse.

Haut-Rhin : 3^e, 4^e et 5^e arrondissements de police de Mulhouse; communes de Lutterbach, Pfastatt, Reiningen et Richwiller de l'arrondissement de Mulhouse; arrondissement de Thann.

6^e Section. — Résidence à Mulhouse.

Haut-Rhin : 1^{er} et 2^e arrondissements de police de Mulhouse, arrondissement de Mulhouse, moins les communes de Lutterbach, Pfastatt, Reiningen et Richwiller; arrondissement d'Altkirch.

7^e Section. — Résidence à Metz.

1^{re} et 2^e sections de Metz-Ville; arrondissements de Thionville-Est et de Thionville-Ouest, moins le canton de Moyeuvre-Grande.

8^e Section. — Résidence à Metz.

4^e et 5^e sections de Metz-Ville; arrondissement de Forbach, moins les cantons de Gros-Tenquin et Saint-Avold; arrondissements de Sarrebourg et de Sarreguemines.

9^e Section. — Résidence à Metz.

5^e, 6^e et 7^e sections de Metz-Ville; cantons de Gros-Tenquin et Saint-Avold, de l'arrondissement de Forbach; canton de Moyeuvre-Grande, de l'arrondissement de Thionville ouest; arrondissements de Metz-campagne, Boulay et Château-Salins.

II. — INSPECTRICE.

10^e Section. — Résidence à Strasbourg.

Bas-Rhin : ville de Strasbourg.

Haut-Rhin : villes de Colmar et de Mulhouse.

Moselle : ville de Metz.

Dans toute l'étendue des trois départements ci-dessus : contrôle de l'application des dispositions légales et réglementaires relatives au travail des ouvriers et ouvrières à domicile.

ART. 2. — L'arrêté du 2 octobre 1929 est abrogé.

Paris, le 21 octobre 1930.

*Le Ministre du Travail
et de la Prévoyance sociale,*

PIERRE LAVAL.

ARRETE DU 22 OCTOBRE 1930

étendant aux départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle les dispositions du décret du 31 juillet 1926 appliquant la loi de huit heures dans les entreprises d'épuration, d'élévation et de distribution des eaux ⁽¹⁾.

LE MINISTRE DU TRAVAIL ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE,

Vu la loi du 17 octobre 1919 sur le régime transitoire de l'Alsace et de la Lorraine;

Vu la loi du 24 juillet 1925 portant réorganisation du régime administratif des départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle;

Vu le décret du 6 septembre 1925 rattachant au Ministère du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales, divers services du Commissariat général de la République à Strasbourg;

Vu l'arrêté du 2 juillet 1919 rendant applicable en Alsace et Lorraine la loi du 23 avril 1919, sur la journée de huit heures, et notamment son article 3, alinéa 1^{er}, ainsi conçu :

« Les règlements d'administration publique qui seront pris en vertu de la loi du 23 avril 1919 pour l'ensemble du territoire auront à être déclarés respectivement applicables, avec ou sans modification en Alsace et Lorraine, par arrêtés spéciaux du Commissaire général »;

Vu le décret du 31 juillet 1926, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919, sur la journée de huit heures dans les entreprises d'épuration, d'élévation et de distribution des eaux;

Vu les rapports du Service de l'Inspection du Travail, en date des 30 décembre 1921, 28 novembre 1925 et 9 août 1927, touchant les résultats de l'enquête effectuée sur les conditions d'application dudit décret du 31 juillet 1926 dans les établissements intéressés des départements recouvrés;

Vu l'avis publié au *Bulletin officiel d'Alsace et Lorraine* du 15 février-1928, p. 124

Vu l'avis, en date du 15 octobre 1930, du Conseiller d'Etat, Directeur général des Services d'Alsace et de Lorraine;

Sur le rapport du Conseiller d'Etat, Directeur du Travail,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Sont déclarées applicables, dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, les dispositions des articles 1^{er} à 8 inclus du décret du 31 juillet 1926 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les entreprises d'épuration, d'élévation et de distribution des eaux.

Ces dispositions demeureront annexées au présent décret.

ART. 2. — Le présent arrêté entrera en vigueur un mois après sa publication au *Bulletin officiel d'Alsace et Lorraine*.

Paris, le 22 octobre 1930.

*Le Ministre du Travail
et de la Prévoyance sociale,*

PIERRE LAVAL.

(1) J. O. du 24 octobre 1930.

ARRETE DU 29 OCTOBRE 1930

*fixant le maximum des frais de tournées payables sur état
aux inspecteurs divisionnaires et départementaux du travail (¹).*

LE MINISTRE DU TRAVAIL ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE,

Vu le décret du 22 septembre 1913, modifié par les décrets des 13 janvier et 7 décembre 1914, 1^{er} janvier 1916, 12 juin 1919, 29 mars 1920, 15 juillet 1922, 24 décembre 1926, 14 avril 1927, 25 juillet, 20 septembre 1929, 1^{er} février et 22 septembre 1930, relatif à l'organisation du corps des inspecteurs du travail;

Vu l'article 1^{er} du décret du 24 novembre 1920 relatif au relèvement des frais de tournées et de bureau des inspecteurs divisionnaires et des inspecteurs et inspectrices départementaux;

Vu le décret du 8 août 1926, modifié par les décrets des 8 janvier et 24 février 1927 et 15 février 1930, allouant aux fonctionnaires et agents du Ministère du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales des indemnités pour frais de mission et de tournées;

Vu l'arrêté du 26 mai 1930 fixant le maximum des frais de tournées payables sur état aux inspecteurs divisionnaires et départementaux du travail;

Vu l'arrêté du 21 octobre 1930 répartissant les sections territoriales d'inspection attribuées aux inspecteurs et inspectrices départementaux;

Sur la proposition du Conseiller d'Etat, Directeur du Travail,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Le maximum de crédit alloué pour frais de tournées payables sur état est fixé à 12.000 francs pour les inspecteurs divisionnaires et à 8.000 francs pour les inspecteurs chargés du contrôle.

Toutefois, le maximum est fixé, en ce qui concerne la première circonscription, à 4.500 francs pour l'inspecteur divisionnaire et à 2.200 francs pour les inspecteurs chargés du contrôle; et en ce qui concerne la douzième circonscription à 8.000 francs pour l'inspecteur divisionnaire.

ART. 2. — Le maximum de crédit alloué pour frais de tournées payables sur état est fixé conformément au tableau ci-après, pour les inspectrices et inspecteurs départementaux :

CIRCONSCRIPTIONS.	SECTIONS.	RÉSIDENCES.	MATIMUM des frais sur état. francs.
1 ^{re}	20 ^e	Paris	6.200
	21 ^e	Idem	6.200
	22 ^e	Versailles	6.200
	23 ^e	Paris	6.200
2 ^e	1 ^{re}	Orléans	5.900
	2 ^e	Tours	6.400
	3 ^e	Poitiers	6.900
	4 ^e	Limoges	5.700
	5 ^e	Idem	6.200
	6 ^e	Montluçon	6.600
	7 ^e	Bourges	6.700
	8 ^e	Tours (Inspectrice)	4.900
3 ^e	1 ^{re}	Nevers	6.300
	2 ^e	Troyes	6.000
	3 ^e	Dijon	6.800
	4 ^e	Idem	8.000

(¹) J. O. du 20 novembre 1930 et rectificatif au J. O. du 26 novembre 1930.

CIRCONSCRIPTIONS.	SECTIONS.	RÉSIDENCES.	MAXIMUM des frais sur état. francs.
3 ^e (Suite.)	5 ^e	Chaumont.....	6.500
	6 ^e	Belfort.....	6 000
	7 ^e	Besançon.....	6.800
	8 ^e	<i>Idem.</i>	6 800
	9 ^e	Chalon-sur-Saône.....	6 000
	10 ^e	Dijon (Inspectrice).....	5.000
4 ^e	1 ^{re}	Laon.....	6.800
	2 ^e	Reims.....	6.500
	3 ^e	<i>Idem.</i>	6.500
	4 ^e	Charleville.....	6 000
	5 ^e	Nancy.....	8.000
	6 ^e	<i>Idem.</i>	7.500
	7 ^e	<i>Idem.</i>	7.000
	8 ^e	Épinal.....	7.000
	9 ^e	<i>Idem.</i>	7 200
	10 ^e	Nancy (Inspectrice).....	1.200
5 ^e	2 ^e	Lille.....	3.300
	3 ^e	<i>Idem.</i>	3.100
	4 ^e	<i>Idem.</i>	3.100
	5 ^e	Roubaix.....	1.400
	6 ^e	Tourcoing.....	1.400
	7 ^e	Douai.....	5.500
	8 ^e	Valenciennes.....	5.500
	9 ^e	Mauberge.....	5.500
	10 ^e	Cambrai.....	5.700
	11 ^e	Dunkerque.....	6.000
	2 ^e	Calais.....	5.600
	13 ^e	Arras.....	6.000
	14 ^e	Amiens.....	5.700
	15 ^e	<i>Idem.</i>	5.700
	16 ^e	Lille (Inspectrice).....	1.000
	17 ^e	<i>Idem.</i>	3.000
6 ^e	1 ^{re}	Creil.....	6.300
	2 ^e	Rouen.....	4.800
	3 ^e	<i>Idem.</i>	4.800
	4 ^e	Le Havre.....	3.800
	5 ^e	Elbeuf.....	6.200
	6 ^e	Chartres.....	6.200
	7 ^e	Alençon.....	6.200
	8 ^e	Caen.....	6.200
	9 ^e	Cherbourg.....	6.200
	10 ^e	Rouen (Inspectrice).....	2.600
	11 ^e	Le Havre (Inspectrice).....	2.600
7 ^e	1 ^{re}	Le Mans.....	6.000
	2 ^e	Laval.....	6.200
	3 ^e	Rennes.....	5.800
	4 ^e	Saint-Brieuc.....	5.900
	5 ^e	Brest.....	6.200
	6 ^e	Lorient.....	6.200
	7 ^e	Nantes.....	6.300
	8 ^e	<i>Idem.</i>	6.300
	9 ^e	Angers.....	5.900

CIRCONSCRIPTIONS.	SECTIONS.	RÉSIDENCES.	MAXIMUM des frais sur état. francs.
8 ^e	1 ^{re}	Bordeaux.....	5.000
	2 ^e	<i>Idem</i>	4.400
	3 ^e	<i>Idem</i>	5.500
	4 ^e	Agen.....	6.000
	5 ^e	Pau.....	7.000
	6 ^e	Tarbes.....	6.000
	7 ^e	La Rochelle.....	6.000
	8 ^e	Angoulême.....	6.500
	9 ^e	Brive.....	5.800
9 ^e	1 ^{re}	Carcassonne.....	6.800
	2 ^e	Montpellier.....	6.500
	3 ^e	Rodez.....	7.300
	4 ^e	Castres.....	7.200
	5 ^e	Toulouse.....	5.850
	6 ^e	<i>Idem</i>	6.000
10 ^e	1 ^{re}	Marseille.....	2.000
	2 ^e	<i>Idem</i>	2.500
	3 ^e	<i>Idem</i>	2.000
	4 ^e	<i>Idem</i>	2.500
	5 ^e	<i>Idem</i>	4.500
	6 ^e	Toulon.....	4.000
	7 ^e	Nice.....	3.000
	8 ^e	Avignon.....	8.500
	9 ^e	Valence.....	8.500
	10 ^e	Nîmes.....	6.000
	11 ^e	Marseille (Inspectrice).....	3.500
11 ^e	2 ^e	Lyon.....	5.250
	3 ^e	<i>Idem</i>	4.500
	4 ^e	<i>Idem</i>	6.000
	5 ^e	<i>Idem</i>	4.500
	6 ^e	<i>Idem</i>	4.000
	7 ^e	Grenoble.....	6.250
	8 ^e	Chambéry.....	7.750
	9 ^e	Saint-Étienne.....	4.000
	10 ^e	<i>Idem</i>	5.000
	11 ^e	<i>Idem</i>	4.000
	12 ^e	Roanne.....	5.750
	13 ^e	Clermont-Ferrand.....	7.500
	16 ^e	Saint-Étienne (Inspectrice).....	1.000
		Conseiller médical.....	4.800
12 ^e	1 ^{re}	Strasbourg.....	5.000
	2 ^e	<i>Idem</i>	6.000
	3 ^e	<i>Idem</i>	5.000
	4 ^e	Colmar.....	3.800
	5 ^e	Mulhouse.....	3.800
	6 ^e	<i>Idem</i>	3.800
	7 ^e	Metz.....	4 000
	8 ^e	<i>Idem</i>	7.000
	9 ^e	<i>Idem</i>	4.000
	10 ^e	Strasbourg (Inspectrice).....	5.000

ART. 3. — Ces dispositions auront leur effet à dater du 1^{er} octobre 1930.

ART. 4. — L'arrêté du 26 mai 1930 fixant le maximum des frais de tournées sur état aux inspecteurs divisionnaires et départementaux du travail est abrogé.

Paris, le 29 octobre 1930.

*Le Ministre du Travail
et de la Prévoyance sociale,*

PIERRE LAVAL.

ARRETE DU 18 NOVEMBRE 1930

étendant aux départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle les dispositions du décret du 9 août 1925 appliquant la loi de huit heures dans les industries de la bijouterie-orfèvrerie-horlogerie ⁽¹⁾.

LE MINISTRE DU TRAVAIL ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE,

Vu la loi du 17 octobre 1919 sur le régime transitoire de l'Alsace et de la Lorraine;
Vu la loi du 24 juillet 1925 portant réorganisation du régime administratif des départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle;

Vu le décret du 6 septembre 1925 rattachant au Ministère du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales, divers services du Commissariat général de la République à Strasbourg;

Vu l'arrêté du 2 juillet 1919 rendant applicable en Alsace et Lorraine la loi du 23 avril 1919, sur la journée de huit heures, et notamment son article 3, alinéa 1^{er}, ainsi conçu :

« Les règlements d'administration publique qui seront pris en vertu de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures, et notamment son article 3, alinéa 1^{er}, applicables, avec ou sans modification en Alsace et Lorraine, par arrêtés spéciaux du Commissaire général »;

Vu le décret du 9 août 1925 relatif à l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries de la fabrication de la bijouterie, orfèvrerie, horlogerie et de bronze d'art et imitation;

Vu les rapports du Service de l'Inspection du Travail, en date des 15 octobre 1924 et 3 avril 1928, touchant les résultats de l'enquête effectuée sur les conditions d'application dudit décret du 9 août 1925 dans les établissements intéressés des départements recouvrés;

Vu l'avis publié au *Bulletin officiel d'Alsace et Lorraine* du 15 février 1928, p. 112;
Vu l'avis, en date du 31 octobre 1930, du Conseiller d'Etat, Directeur général des Services d'Alsace et de Lorraine;

Sur le rapport du Conseiller d'Etat, Directeur du Travail,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Sont déclarées applicables, dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, les dispositions des articles 1^{er} à 4 inclus du décret du 9 août 1925 relatif à l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries de la fabrication de la bijouterie, orfèvrerie, horlogerie et de bronze d'art et d'imitation.

Ces dispositions demeureront annexées au présent décret.

ART. 2. — Le présent arrêté entrera en vigueur quinze jours après sa publication au *Bulletin officiel d'Alsace et Lorraine*.

Paris, le 18 novembre 1930.

*Le Ministre du Travail
et de la Prévoyance sociale,*

PIERRE LAVAL.

⁽¹⁾ *J. O.* du 21 novembre 1930; *erratum* au *J. O.* du 23 novembre 1930.

ARRETE DU 30 DECEMBRE 1930

autorisant l'organisation du travail par relais dans les fabriques de biscottes, pains et autres produits de régime, pour certaines catégories d'ouvriers ⁽¹⁾.

LE MINISTRE DU TRAVAIL ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE,

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures;

Vu le décret du 6 août 1925, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919, sur la journée de huit heures dans les industries de la biscuiterie, chocolaterie, confiserie;

Vu le décret du 16 juillet 1929, étendant avec certaines modifications les dispositions du décret précité aux fabriques de biscottes et produits de régime, notamment le paragraphe 2 de l'article 2, conçu comme suit :

« L'organisation du travail par relais est interdite. Toutefois, elle pourra être autorisée par arrêté ministériel, après consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées, dans les industries ou les fabrications où cette organisation sera justifiée par des raisons techniques »;

Vu la demande formulée par l'Alliance de l'alimentation française, à Paris, rue Washington, n° 3;

Vu les avis formulés par diverses organisations intéressées;

Sur le rapport du Conseiller d'Etat, Directeur du Travail,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Dans les fabriques de biscottes, pains et autres produits de régime, l'organisation du travail par relais est autorisée sous les conditions ci-après, pour les ouvriers occupés à la préparation et à la cuisson des pâtes.

ART. 2. — L'amplitude journalière des opérations pratiquées par relais ne devra en aucun cas excéder quatorze heures.

ART. 3. — Les heures de travail et de repos de chaque ouvrier ou de chaque groupe d'ouvriers occupés par relais seront portées sur un horaire établi, communiqué et affiché dans les conditions prévues par l'article 4, § 3, 4, 5 et 6 du décret du 6 août 1925, modifié par le décret du 16 juillet 1929, précités.

Un état nominatif de chaque groupe d'ouvriers occupés par relais, constamment tenu à jour, sera affiché ou transcrit sur un registre mis à la disposition de l'inspecteur du travail.

ART. 4. — Le présent arrêté sera rapporté s'il est ultérieurement constaté que les opérations visées à l'article 1^{er} ne nécessitent plus l'organisation du travail par relais.

ART. 5. — Le Conseiller d'Etat, Directeur du Travail, est chargé de l'application du présent arrêté.

Fait à Paris, le 30 décembre 1930.

*Le Ministre du Travail
et de la Prévoyance sociale,*

EDOUARD GRINDA.

⁽¹⁾ J. O. du 4 janvier 1931.

CIRCULAIRE DU 15 JANVIER 1930 (*).

Frais de tournées sur état. — Exercice 1929 prorogé.

La loi du 27 décembre 1929 (*), publiée au *Journal officiel* du 28 du même mois, modifiant la date d'ouverture de l'année financière, dispose, en son article 4, que le budget de l'exercice 1929 sera applicable à la période du 1^{er} janvier 1929 au 31 mars 1930 et que, par suite, les crédits ouverts au titre de l'exercice 1929 sont majorés du quart des dotations fixées par la loi de finances du 30 décembre 1928.

En conséquence, le maximum annuel des frais de tournées payables sur état aux inspecteurs divisionnaires et départementaux du travail fixé par l'arrêté du 16 mai 1928 s'appliquera désormais à la période 1^{er} avril-31 mars.

D'autre part, pour l'exercice 1929, c'est-à-dire pour la période de quinze mois s'étendant du 1^{er} janvier 1929 au 31 mars 1930, le maximum des frais de tournées sur état se trouve évidemment fixé au maximum indiqué dans l'arrêté susvisé majoré d'un quart.

Je vous serais obligé de porter ces renseignements à la connaissance des inspecteurs et inspectrices placés sous vos ordres en leur donnant, le cas échéant, toutes instructions utiles pour qu'ils organisent leur plan d'activité pendant le premier trimestre 1930 en tenant compte du montant des crédits dont ils peuvent disposer pour frais de tournées sur état, tel qu'il est défini ci-dessus.

CIRCULAIRE DU 15 FEVRIER 1930 (*).

*Loi du 26 avril 1924 sur l'emploi obligatoire des pensionnés de guerre. —
Modification de la loi et du règlement d'administration publique.*

J'ai l'honneur d'appeler votre attention sur les modifications apportées à la loi du 26 avril 1924 sur l'emploi obligatoire des mutilés de guerre par l'article 69 de la loi du 31 mars 1929 et sur les modifications corrélatives apportées au règlement d'administration publique du 9 juin 1928 par le décret du 4 février 1930.

L'article 10 de la loi du 26 avril 1924 qui assujettit à une redevance de 6 francs par jour ouvrable et par pensionné les chefs d'exploitation qui ne se sont pas conformés à la loi, dispose dans son paragraphe 4 que la redevance n'est pas due :

1° Pour les jours pendant lesquels les exploitations n'ont pas fonctionné;

2° Pour les pensionnés de guerre que les chefs d'exploitation justifient avoir demandés aux offices publics de placement et que ceux-ci n'ont pu fournir.

(*) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

(*) Voir *Bulletin*, 1929, p. 4.

(*) Adressée aux Préfets (Office départemental de placement) et aux Inspecteurs du travail.

D'autre part, l'article 2, § 3, a soumis les exploitations qui emploient plus de 50 p. 100 de main-d'œuvre féminine au paiement d'une redevance annuelle proportionnelle au nombre des pensionnés de guerre non employés, redevance dont le taux est fixé par les Commissions départementales de contrôle.

L'article 69 de la loi du 31 mars 1929 est venu compléter l'article 10 précité par l'adjonction, après l'alinéa 4, d'une disposition spéciale aux établissements à main-d'œuvre féminine et ainsi conçue :

« La redevance annuelle prévue par le paragraphe 3 de l'article 2 ne sera pas due non plus pour les jours pendant lesquels les exploitations visées à ce paragraphe n'auront pas fonctionné, ni pour les mutilés et les veuves de guerre ou femmes y assimilées que lesdites exploitations justifieront n'avoir pu obtenir des offices publics de placement auxquels elles les auront demandés, selon les termes de l'article 6. »

Jusqu'ici, pour être exonérés de la redevance prévue à l'article 10 de la loi, les chefs d'entreprise à main-d'œuvre en majorité féminine devaient, comme les autres, justifier avoir demandé à l'office public de placement pour parfaire leur pourcentage, uniquement des mutilés de guerre et non des veuves de guerre ou femmes y assimilées.

L'article 69 précité a pour objet précisément d'exonérer désormais de la redevance les exploitations à main-d'œuvre en majorité féminine qui justifieront avoir demandé à l'office de placement non plus seulement des mutilés, mais aussi des veuves de guerre ou autres femmes y assimilées, en observant pour celles-ci la procédure d'embauchage obligatoire prévue pour les mutilés à l'article 6 de la loi.

Dorénavant, en effet, les chefs d'entreprises intéressés n'ont plus la liberté d'embauchage, en cas de vacance dans leur effectif féminin. Ils doivent déclarer toutes leurs vacances d'emplois, masculins ou féminins, dans les conditions fixées par ledit article 6 à l'office public de placement, et ne peuvent les combler par d'autres personnes que par des mutilés et veuves de guerre ou autres femmes y assimilées dans les huit jours impartis à l'office pour présenter des candidats s'ils veulent échapper à la redevance. En outre, les articles 7, 8 et 9 de la loi, qui sont liés étroitement à l'article 6, sont, à défaut de dispositions contraires expresses, également applicables aux veuves de guerre comme aux mutilés de guerre à l'exception toutefois du dernier alinéa des articles 8 et 9.

Le paragraphe 4 de l'article 8, qui prévoit la réduction du salaire lorsqu'il est établi que la capacité professionnelle du pensionné de guerre se trouve, de par son invalidité, inférieure à la capacité normale ne peut en effet s'appliquer qu'aux mutilés. Il en est de même du deuxième paragraphe de l'article 9 qui vise expressément les pensionnés munis du certificat de capacité professionnelle. Il va de soi que les veuves de guerre ne sont pas fondées à demander un tel certificat dont la délivrance a été prévue pour permettre aux mutilés de détruire cette idée que leur invalidité a entraîné nécessairement une réduction de leur capacité professionnelle.

Mais, conformément à l'article 7, les veuves de guerre envoyées par les offices de placement seront soumises à une période d'essai comme les mutilés, et le refus opposé par un patron à cette période d'essai sera soumis au Directeur de l'Office départemental de placement, qui statuera sur la légitimité des motifs invoqués, sauf appel devant la Commission d'arrondissement. Autrement, l'employeur pourrait refuser systématiquement les veuves de guerre présentées par l'office.

Corrélativement, et en conformité des articles 7 et 8, les veuves de guerre pourront contester leur affectation et le taux de leur salaire devant les commissions visées et en suivant la procédure prévue.

Pendant la période d'essai, l'employeur sera tenu, comme le stipule l'article 9, de leur assurer le salaire normal et courant comme aux mutilés de guerre.

Tels sont les effets de la modification apportée à l'article 10 de la loi par l'article 69 de la loi du 31 mars 1929.

L'adoption de cette disposition a entraîné certaines modifications du règlement d'administration publique du 6 juin 1928 qui viennent de faire l'objet du décret du 4 février 1930.

La plus importante de ces modifications a trait, ainsi que vous le verrez, au mode de calcul des redevances pour les établissements à main-d'œuvre en majorité féminine qui fait l'objet de l'article 13 dudit règlement.

Vous trouverez ci-annexé, le texte de ce décret; les additions et modifications apportées à l'ancien texte sont soulignées.

Vous voudrez bien prendre les mesures de publicité nécessaires pour que les chefs d'entreprises à main-d'œuvre en majorité féminine assujettis à la loi du 26 avril 1924 connaissent les nouvelles obligations qui leur incombent, ainsi que les avantages que leur apportent les nouvelles dispositions législatives et réglementaires. Vous aurez également à appeler sur ces dispositions l'attention des diverses commissions qui concourent à l'application de la loi, en particulier des Commissions départementales de contrôle chargées de fixer le montant des redevances dont peuvent être passibles les assujettis. En ce qui concerne l'année 1929 et bien que la modification à la loi remonte au 31 mars 1929, les Commissions départementales n'auront pas à imposer à la redevance les chefs d'entreprise à main-d'œuvre en majorité féminine qui n'auraient pas observé la procédure d'embauchage obligatoire prévue à l'article 6 de la loi pour l'emploi des veuves de guerre, étant donné que nombre d'entre eux ont pu ignorer le vote de l'article 69 de la loi du 31 mars 1929 et que le décret consécutif modifiant le règlement d'administration publique vient seulement d'être publié.

Je vous prie de m'accuser réception des présentes instructions.

CIRCULAIRE DU 18 FEVRIER 1930

Loi du 26 avril 1924 sur l'emploi obligatoire des pensionnés de guerre. — Application. — Attributions des Commissions départementales (1).

Les renseignements qui m'ont été fournis à propos des travaux des Commissions départementales de contrôle chargées de déterminer le montant des redevances à percevoir sur les chefs d'entreprise qui ont contrevenu en 1928 à la loi du 26 avril 1924 sur l'emploi obligatoire des mutilés de guerre, ont fait apparaître que, dans un certain nombre de départements, les prescriptions légales et réglementaires n'avaient pas été toujours convenablement appliquées, parfois même avaient été complètement perdues de vue.

Les présentes instructions ont pour objet de prévenir le retour des irrégularités constatées et de rappeler certains principes au moment où les Préfectures préparent les projets de liquidation de redevance pour 1929.

(1) Adressée aux Préfets et aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

Tout d'abord, il est des départements dans lesquels l'Administration préfectorale n'avait pas cru devoir réunir la Commission départementale de contrôle. Les motifs invoqués étaient, soit qu'aucun employeur n'avait contrevenu à la loi, soit qu'aucun pensionné de guerre n'avait manqué de travail, soit que les offices de placement n'avaient pu fournir tous les mutilés demandés, soit qu'aucune réclamation n'avait été élevée par les intéressés. Toutes ces raisons sont inopérantes et ne sauraient être retenues. J'ai dû rappeler et rappelle à nouveau les prescriptions formelles de l'article 15 du décret du 9 juin 1928, aux termes desquelles le Préfet doit transmettre à la Commission départementale, non seulement les projets de liquidation de redevances qu'il a établis, mais aussi les dossiers relatifs aux entreprises pour lesquelles il a estimé qu'il n'y avait pas lieu à redevance. C'est, en effet, à la Commission seule qu'il appartient, le cas échéant, après enquête et examen des justifications produites par les employeurs, rapprochées des renseignements fournis par les offices de placement, de prononcer l'exemption de redevances au bénéfice des employeurs qui se sont conformés à la loi. En aucun cas, le Préfet n'a le pouvoir de se substituer à cet effet à la Commission départementale.

D'autre part, certaines Commissions départementales n'ont cru devoir taxer d'aucune redevance les assujettis qui leur avaient été signalés comme ayant contrevenu à la loi, parce qu'il existait des assujettis qui, ayant jusqu'ici échappé aux investigations de l'Administration, échapperaient à toute sanction, bien qu'ils n'aient rien fait pour appliquer la loi et parce que la Commission n'avait pas les moyens d'établir un inventaire rigoureux des assujettis; d'autres Commissions, pour justifier l'absence de toute redevance, ont invoqué les mêmes raisons déjà citées qui avaient décidé certains Préfets à ne pas réunir la Commission départementale.

Les Commissions départementales n'ont pas à tenir compte de semblables considérations. Leur rôle est très nettement défini : elles doivent examiner les dossiers qui leur sont soumis, vérifier si les assujettis ont ou non observé les prescriptions légales et prendre les décisions qui s'imposent conformément à la loi.

Il n'est pas de leur rôle, en particulier, d'établir la liste des assujettis. Cette tâche incombe exclusivement à l'Administration préfectorale, à l'Office départemental de placement secondé par le service de l'Inspection du travail. Il est regrettable que, dans certains départements, la liste complète des assujettis ne soit pas encore dressée, alors que la loi est en application depuis le mois de septembre 1928. Vous voudrez bien, à ce propos, inviter l'Office départemental de placement de votre département à me faire connaître où en est exactement l'établissement de cette liste. Je suis prêt à donner les instructions nécessaires au Service de l'Inspection du travail pour hâter l'achèvement de ce travail.

Quoi qu'il en soit, on ne peut admettre qu'une Commission départementale invoque le fait qu'elle n'a pas été saisie des dossiers de tous les assujettis pour ne pas exercer son contrôle sur ceux qui lui sont soumis, et exempté ceux-ci, par principe, de toute redevance. De même, le fait invoqué parfois qu'aucune réclamation ne s'est produite n'implique pas que les assujettis, dont la Commission a les dossiers, ont observé la procédure de déclaration de vacances prescrite, qu'ils ont envoyé les listes nominatives de mutilés exigées, enfin qu'ils occupent le pourcentage de pensionnés de guerre réglementaire. Une telle façon de procéder, qui fait ressortir la carence de l'Administration, ne fait qu'encourager les assujettis à se soustraire à la loi.

Aussi bien je me préoccupe des mesures à prendre pour que soient imposées rétroactivement à la redevance les employeurs qui, ne s'étant pas fait connaître en temps utile, seraient découverts par la suite.

Il est, par ailleurs, une équivoque, due à une terminologie défectueuse, qu'il convient de dissiper. Certaines commissions n'ont imposé aucune redevance parce que les assujettis avaient « fait leur déclaration ». L'expression « déclaration » demande à être précisée.

Tan'ôt ce terme est employé pour désigner les déclarations de vacances d'emplois, et tantôt pour désigner les listes nominatives de pensionnés que doivent envoyer les assujettis au Préfet au début de chaque année. Parmi les employeurs qui font au début de l'année une déclaration collective de leurs vacances d'emploi, il en est qui ont tendance à confondre ces deux pièces, cependant tout à fait différentes, qui se complètent, et ne peuvent en aucun cas se substituer l'une à l'autre.

Au point de vue des redevances, la distinction est d'importance.

Le fait d'avoir envoyé en temps utile la liste nominative des pensionnés occupés l'année précédente ne suffit pas à lui seul pour exonérer l'employeur de toute redevance. Cette exemption n'était acquise en 1928 qu'au chef d'entreprise qui occupait, lors de la promulgation du règlement d'administration publique, le pourcentage de pensionnés de guerre prescrit ou qui, en vue de parfaire ce pourcentage, s'était conformé en temps opportun à la procédure de déclaration de vacances prévue.

C'est précisément du rapprochement qui, conformément à la loi et à l'article 10 du décret du 9 juin 1928, doit être opéré entre les listes nominatives et les déclarations de vacances adressées à l'Office départemental de placement, que doivent sortir le cas échéant les projets de liquidation de redevances dont peuvent être passibles les contrevenants.

D'autre part, je rappelle qu'aux termes de l'article 12 du décret précité, le défaut d'envoi de la liste nominative des pensionnés occupés, après mise en demeure individuelle, rend passible de la redevance l'assujetti qui doit être considéré comme n'ayant occupé aucun bénéficiaire de la loi pendant l'année envisagée.

A ce sujet, j'estime qu'actuellement les assujettis doivent connaître les obligations qui leur incombent. Il vous appartient donc d'adresser d'urgence, si ce n'est déjà fait, à tous les assujettis qui n'ont pas encore fourni leur liste nominative pour l'année 1929, une mise en demeure d'avoir à la fournir dans un délai très court, en les avisant qu'à défaut de réponse dans le délai imparti, vous établirez aussitôt un projet de liquidation de redevances à leur nom.

Enfin, je crois devoir signaler que certaines commissions n'avaient pas cru devoir imposer aux chefs d'entreprise contrevenants le taux de la redevance prévue par la loi, mais leur imposer une sorte d'amende fixée à un chiffre forfaitaire. De telles décisions sont absolument illégales.

Le taux de la redevance journalière, sauf pour les industriels occupant une main-d'œuvre en majorité féminine, a été expressément fixé par l'article 10 de la loi. La Commission départementale est liée à cet égard, elle n'a pas à fixer *le taux*, mais seulement *le montant* des redevances dont est redevable le contrevenant *sur les bases légales*, et elle excède ses pouvoirs lorsqu'elle frappe les contrevenants d'amendes forfaitaires.

Ces principes rappelés, il est une dernière observation sur laquelle j'appelle particulièrement votre attention. Certaines Commissions départementales n'ont pas encore actuellement achevé la détermination des redevances dues pour 1928. J'insiste pour que de tels retards ne se renouvellent pas. L'Administration préfectorale, aux termes du décret du 9 juin 1928, doit examiner la situation des assujettis pour l'année écoulée du 15 janvier au 15 février. Les délais impartis aux assujettis qui n'auront pas fourni au 15 janvier la liste nominative de leurs pensionnés doivent, comme je l'ai spécifié plus haut, être très limités.

J'estime que les projets de liquidation de redevances à soumettre à la Commission départementale doivent être établis au plus tard à la fin du

premier trimestre de l'année et transmis aussitôt à la Commission départementale qui doit les examiner sans retard et faire procéder d'urgence aux enquêtes particulières qu'elle juge utiles.

La Commission départementale ne saurait attendre, comme cela s'est produit trop souvent en 1929, le quatrième trimestre pour commencer sa tâche.

Sauf peut-être pour les espèces donnant lieu à enquête, elle doit pouvoir se prononcer au cours du deuxième trimestre de l'année. De toute façon, il est indispensable, et je vous prie d'appeler l'attention des présidents des commissions sur ce point, que la Commission départementale ait fini ses travaux assez à temps pour vous permettre d'envoyer ses décisions *avant le 31 décembre, dernière délai*, à l'Administration des Contributions directes, chargée de dresser les états des sommes à recouvrer.

Vous voudrez donc bien suivre la marche des travaux de la Commission et insister s'il est nécessaire près du président à cet effet.

Je vous prie de m'accuser réception des présentes instructions.

LETTRE MINISTERIELLE DU 24 FEVRIER 1930 (*).

Inspecteur du travail désigné comme expert.

Le 30 janvier dernier, vous m'avez transmis, accompagnée d'un dossier, une lettre par laquelle M. T..., inspecteur départemental du travail, vous a fait connaître qu'il a été désigné par jugement du tribunal civil de S..., section de C..., en date du 12 novembre 1929, comme expert à l'effet de déterminer le salaire de base d'un jeune ouvrier accidenté du travail, en recherchant quel est le salaire le plus bas payé à un ouvrier valide de la même catégorie employé dans l'entreprise en cause ou, à défaut, dans les localités environnantes.

M. T... estimant qu'il serait très délicat pour un inspecteur du travail d'intervenir, même en qualité d'expert désigné par le tribunal, dans les causes où sont parties les employeurs et les ouvriers d'établissements soumis à son contrôle, vous a demandé s'il devait accepter l'expertise qui lui a été confiée.

Vous m'avez transmis cette demande, en me signalant qu'à votre connaissance c'était la première fois qu'un inspecteur du travail était chargé d'une mission de cette nature.

J'ai l'honneur de vous informer que, comme M. T... et vous-même, j'estime que le rôle d'un inspecteur chargé d'une expertise de la nature de celle visée ci-dessus est particulièrement délicat. Néanmoins, il me paraît difficile que M. T... — étant donné qu'il a été désigné par le tribunal lui-même — n'accepte pas la mission qui lui a été confiée.

Dans ces conditions, je crois devoir autoriser M. T... à procéder à l'expertise dont il a été chargé et je vous serais obligé d'en informer cet inspecteur.

Je vous retourne ci-joint le dossier que vous m'avez communiqué.

(*) Adressée à un Inspecteur divisionnaire du travail.

CIRCULAIRE DU 11 MARS 1930 ⁽¹⁾.

Accidents. — Ponts roulants. — Constructions navales. — Presses.

Les rapports annuels du Service de l'Inspection sur l'application des lois réglementant le travail mentionnent un nombre relativement important d'accidents graves dus aux ponts roulants. Plusieurs inspecteurs ont, à ce propos, signalé qu'il y aurait intérêt à établir une réglementation en vue de prévenir les accidents de cette nature.

D'autre part, des accidents graves assez nombreux ont été enregistrés dans les chantiers de constructions navales et la question se pose d'examiner s'il convient d'étendre à ces chantiers certaines dispositions du décret du 9 août 1925, relatif aux mesures particulières de protection et de salubrité applicables dans les chantiers du bâtiment et des travaux publics.

En vue de l'examen des mesures à prendre éventuellement, il y a lieu tout d'abord de réunir la documentation que possède le Service sur les accidents dont il s'agit.

A cet effet, les inspecteurs départementaux voudront bien classer, désormais, séparément les déclarations d'accidents provoqués par l'usage des ponts roulants, ainsi que les déclarations d'accidents survenus dans les chantiers de constructions navales, sans qu'il y ait lieu de faire de distinction suivant la gravité des accidents, et envoyer, au début de chaque trimestre, à leur inspecteur divisionnaire, toutes ces déclarations, ainsi que les rapports d'enquêtes qu'ils auraient pu faire au sujet de ces accidents.

En ce qui concerne les déclarations d'accidents survenus dans les chantiers de constructions navales, ne devront être envoyées que celles relatives à des accidents survenus *sur des chantiers de coque*, c'est-à-dire sur cale, au personnel occupé à la construction proprement dite des navires à l'exclusion des déclarations d'accidents survenus dans les ateliers de l'entreprise, et qui ne se différencient pas des accidents enregistrés dans les autres établissements industriels.

Afin de faciliter le dépouillement, les inspecteurs départementaux voudront bien, en ce qui concerne les déclarations d'accidents survenus dans les chantiers de constructions navales, joindre à leur envoi trimestriel un tableau récapitulatif conforme au modèle ci-annexé, classant les accidents suivant leurs causes et leur gravité.

Je vous prierais de me transmettre ensuite, chaque trimestre, la documentation susvisée dès que tous les inspecteurs de votre circonscription vous l'auront fait parvenir.

Je vous serais, en outre, obligé de me transmettre, dans un délai aussi rapproché que possible, les déclarations d'accidents de la nature de ceux ci-dessus indiqués adressés aux inspecteurs de votre circonscription au cours de l'année 1929.

Enfin, en vue de la mise à l'étude éventuelle des mesures à prendre pour prévenir les accidents occasionnés par les presses mécaniques à découper, estamper, emboutir, il y aura lieu, pour les inspecteurs départementaux, de classer séparément les déclarations d'accidents de cette nature survenus depuis le 1^{er} janvier 1930.

⁽¹⁾ Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

TABLEAU récapitulatif des accidents.

CAUSES MATÉRIELLES DES ACCIDENTS.	MORTS.	INCAPACITÉ		SUITES INCONNUES.	TOTAUX.
		PER- MANENTE.	TEM- PORAIRE de plus de 4 jours.		
Moteurs					
Transmissions					
Machines-outils, métiers, etc.					
Ascenseurs, grues, appareils de levage					
Chaudières à vapeur, auto- claves, etc.					
Explosifs (poudre, dynamite, explosion de gaz, etc)					
Matières incandescentes brû- lantes, etc.					
Éboulements, chutes d'objets, chocs, heurts					
Chute de l'ouvrier					
Manutention des fardeaux...					
Traction mécanique, etc.					
Outils à main					
Électricité					
Causes diverses					
Causes inconnues					
TOTAUX					

CIRCULAIRE DU 22 MARS 1930 (¹).

Sécurité des travailleurs. — Préparation d'une réglementation sur les explosions de poussières. — Documentation.

A la suite de la grave explosion de poussières survenue dans une amidonnerie d'Haubourdin (Nord) en novembre 1926, je vous ai consulté, par circulaire en date du 17 janvier 1927, sur l'opportunité de réviser les « Principes à consulter » annexés à la circulaire du 17 décembre 1912 et de les transformer en prescriptions réglementaires.

Depuis lors, j'ai chargé une Commission technique spéciale d'étudier la question.

Dans sa première séance, qu'elle vient de tenir, cette commission a décidé qu'il était tout d'abord nécessaire, en vue d'éclairer ses travaux ultérieurs, de dresser une liste aussi étendue que possible de cas concrets d'explosion, tant de ceux survenus à l'étranger qu'en France, avec indication, pour autant qu'elles sont connues, des circonstances caractéristiques de chaque explosion.

En conséquence, je vous serais obligé de m'indiquer les cas d'explosion de poussières qui seraient venus à la connaissance du Service et qui ne m'auraient pas déjà été signalés lors de la précédente enquête; vous voudrez bien relater les renseignements recueillis sur chacune d'elles, notamment en ce qui concerne l'atelier, appareil ou opération industriel où elle a pris naissance, les causes connues ou présumées, le degré de gravité de l'explosion.

J'attacherais du prix à recevoir cette documentation fin avril au plus tard.

CIRCULAIRE DU 28 MARS 1930 (²).

Frais de tournées sur état. — Relèvement des maxima fixés par l'arrêté du 14 octobre 1929.

Un décret du 15 février 1930, dont le texte vous sera adressé ultérieurement, a modifié le décret du 8 août 1926, allouant aux fonctionnaires et agents du Ministère du Travail des indemnités pour frais de mission et de tournées, déjà modifié par les décrets des 8 janvier et 24 février 1927.

Les dispositions de ce décret, ainsi que l'indique son article 2, auront leur effet à dater du 1^{er} juillet 1929.

Toutefois, la répartition, entre les divers départements ministériels, du crédit voté en vue du relèvement des indemnités pour frais de tournées n'ayant pas encore été opérée, il y a lieu de continuer d'établir, jusqu'à nouvel ordre, les états de frais de tournées sur les bases en vigueur antérieurement à la publication du décret susvisé du 15 février 1930.

Des instructions vous seront adressées ultérieurement en vue du rappel à payer pour la période écoulée depuis le 1^{er} juillet 1929.

D'autre part, le relèvement des indemnités dont il s'agit va entraîner un relèvement correspondant des maxima de frais de tournées sur état fixés par l'arrêté du 14 octobre 1929.

Ces maxima pourraient, dans l'ensemble, être relevés de 30 p. 100.

(¹) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

environ. Je vous serais, en conséquence, obligé, en vue de la modification de l'arrêté susvisé, de me faire parvenir vos propositions en ce qui concerne le relèvement des maxima prévus par l'article 2 de ce texte pour les inspectrices et inspecteurs départementaux de votre circonscription. Le relèvement ne sera pas nécessairement de 30 p. 100 pour chaque section; il vous sera loisible, eu égard aux conditions particulières de telle ou telle section, de dépasser ce pourcentage ou de rester en deçà. Toutefois, le total des nouveaux maxima proposés ne devra pas, pour l'ensemble de votre circonscription, comporter une majoration supérieure à 30 p. 100.

J'ajoute que vous pourrez, sans qu'il y ait lieu d'attendre la publication de textes réglant, dans le détail, les questions qui font l'objet de la présente circulaire, donner à vos inspecteurs des instructions pour qu'ils organisent leur plan d'activité, en ce qui concerne leurs tournées, en comptant dès à présent sur une augmentation de 30 p. 100 du maximum affecté à leur section par l'arrêté susvisé du 14 octobre 1929. Vous aurez vous-même à compter avec une pareille augmentation.

J'attacherais du prix à recevoir votre réponse dans un très bref délai et, en tout cas, avant le 15 avril prochain.

CIRCULAIRE DU 31 MARS 1930 (¹).

Frais de tournées sur état. — Décret du 15 février 1930.

Comme suite à ma circulaire du 28 mars dernier (²), j'ai l'honneur de vous adresser, ci-joint, le texte du décret du 15 février 1930 (³), qui a modifié le décret du 8 août 1926, allouant aux fonctionnaires et agents du Ministère du Travail des indemnités pour frais de missions et de tournées, déjà modifié par les décrets des 8 janvier et 24 février 1927.

Ainsi que vous le remarquerez, la durée des absences ouvrant droit aux différents taux d'indemnité a été majorée. Au fractionnement, précédemment en vigueur, de 5, 10 et 15 heures, a été substitué celui de 7, 12 et 18 heures.

Vous voudrez bien appeler l'attention des inspecteurs placés sous vos ordres sur ce nouveau fractionnement de journées de façon qu'ils s'y conforment strictement lors de l'établissement de leurs états de frais de tournées.

Les dispositions du décret susvisé du 15 février 1930 ont leur effet, ainsi que l'indique l'article 2, à dater du 1^{er} juillet 1929.

Les états de frais concernant les tournées effectuées au cours de l'exercice 1929, c'est-à-dire jusqu'au 31 mars 1930, continueront à être établis sur la base des taux en vigueur antérieurement à la promulgation du décret du 15 février. Des états spéciaux, en vue du paiement du rappel à allouer aux inspecteurs et inspectrices pour les tournées qu'ils ont effectuées du 1^{er} juillet 1929 au 31 mars 1930 vous seront prochainement adressés.

Quant aux états de frais concernant les tournées effectuées postérieurement au 1^{er} avril 1930, il y aura lieu de les établir, sans attendre de nouvelles instructions, sur la base fixée par le décret susvisé du 15 février 1930.

(¹) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

(²) Voir dans le présent *Bulletin*, p. 145.

(³) Voir dans le présent *Bulletin*, p. 18.

CIRCULAIRE DU 7 AVRIL 1930 (°).

*Loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures. — Pharmacies. —
Décret des 17 août 1921-5 mars 1926-18 juillet 1929.*

Par circulaire du 12 novembre 1929 (°), j'ai appelé votre attention sur l'intérêt que présente, dans les pharmacies vendant au détail, l'application de régimes de travail comportant la répartition inégale des heures de travail sur les six jours ouvrables, avec repos d'une demi-journée par semaine, pendant une partie de l'année.

Ce système a l'avantage de permettre le maintien, toute l'année, de l'amplitude de onze heures dont les employeurs affirment la nécessité pour donner satisfaction à la clientèle, sans recourir, pendant les mois où ce régime est pratiqué, à l'utilisation des heures supplémentaires qui peuvent être réparties sur les autres mois de l'année.

Je vous demandais de favoriser l'établissement de ce système dans le plus grand nombre possible de villes et de provoquer, dans ce but, des ententes entre les organisations d'employeurs et d'employés intéressés.

Je vous serai obligé de ne pas perdre de vue la question et d'organiser, tout au moins dans les centres urbains d'une certaine importance, des conférences ayant pour but de provoquer des accords intersyndicaux sur la question.

CIRCULAIRE DU 17 AVRIL 1930 (°).

Sécurité. — Accidents. — Presses.

Par circulaire du 11 mars dernier (°), je vous ai fait connaître qu'en vue de la mise à l'étude éventuelle des mesures à prendre pour prévenir les accidents occasionnés par les presses mécaniques à découper, estamper, emboutir, il y aurait lieu, pour les inspecteurs départementaux, de classer séparément les déclarations d'accidents de cette nature survenus depuis le 1^{er} janvier 1930.

La question m'ayant été posée de savoir si les prescriptions de la circulaire du 11 mars précitée s'appliquaient à toutes les presses en général, quelles que soient les matières travaillées, j'ai l'honneur de vous informer qu'il y a lieu de comprendre dans les accidents dus aux presses tous ceux occasionnés par le fonctionnement de ces appareils, quelle que soit la nature des travaux effectués.

CIRCULAIRE DU 18 AVRIL 1930 (°).

Cours de perfectionnement technique.

Mon attention a été appelée sur des agences de la Société Générale qui instituent pour leurs employés des cours de perfectionnement technique.

(°) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

(°) Voir *Bulletin* 1929, p. 121.

(°) Voir dans le présent *Bulletin*, p. 143.

Ces cours ont lieu dans les locaux de travail afin d'éviter des déplacements aux employés. Ils ont pour but de permettre à ceux-ci de préparer sans aucun frais des examens donnant accès aux cadres supérieurs. La Société Générale fait notamment connaître que « le travail accompli par les employés à l'occasion de cet enseignement est un travail d'assimilation personnelle, ne correspondant aucunement à la prestation de services constituant le travail visé et régi par la loi de 1919 ».

J'estime, en effet, que des cours de perfectionnement technique peuvent être donnés dans les locaux de travail sans constituer une infraction au décret du 27 juillet 1923 appliquant la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les banques et tous établissements de finance, de crédit et de change, et j'en ai avisé la Société Générale. Toutefois, je l'ai invitée à généraliser la pratique adoptée par le directeur de l'agence d'Angers et constituant à prévenir le service des jours et heures auxquels seront faites des conférences techniques au personnel, en indiquant les noms des auditeurs. On évitera ainsi toute fraude ou suspicion de fraude.

CIRCULAIRE DU 25 AVRIL 1930 (¹).

Logements ouvriers. — Enquête.

Par circulaire du 15 novembre dernier (²), je vous ai demandé de faire procéder par les Inspecteurs du travail à une enquête sur le logement ouvrier dans les établissements de votre circonscription occupant au moins 500 personnes.

J'ai l'honneur de vous informer qu'il y a lieu d'étendre cette enquête à tous les établissements occupant au moins 200 et au plus 500 personnes.

A cet effet, les Inspecteurs devront, dans les conditions précisées par la circulaire précitée du 15 novembre 1929, remplir pour les établissements dont il s'agit, le questionnaire dont le modèle était joint à ladite circulaire.

Il conviendrait que les réponses me parviennent *avant le 1^{er} août*.

Je vous ai fait adresser à cet effet par paquet séparé, exemplaires
du questionnaire dont le modèle était joint à la circulaire du 15 novembre dernier.

CIRCULAIRE DU 28 MAI 1930 (¹).

Indemnités pour frais occasionnés par des travaux matériels exécutés par des aides.

Ainsi que vous le savez, un décret en date du 30 mars 1930 (²), publié au *Journal officiel* du 10 avril, fixe les conditions d'attribution d'indemnités aux inspecteurs du travail pour les travaux matériels qu'ils font exécuter par des aides.

En application de ce décret, un arrêté en date du 24 mai 1930 — dont ci-joint le texte — a fixé, pour chaque circonscription d'inspecteur divi-

(¹) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

(²) Voir *Bulletin* 1929, p. 122.

(³) Voir dans le présent *Bulletin*, p. 29.

sionnaire et pour chaque section d'inspecteur et d'inspectrice départemental, le maximum des indemnités susceptibles d'être allouées annuellement pour travaux matériels effectués par des aides. Ces différents maximums ont été établis en tenant compte — ainsi que le décret du 30 mars 1930 l'exige — de l'importance des sections d'inspecteur, et notamment du nombre des établissements soumis au contrôle de l'inspecteur, de l'effectif de ces établissements et du nombre des déclarations d'accidents du travail.

Les indemnités seront allouées aux inspecteurs et inspectrices dans la limite du maximum fixé pour leur section et sur pièces justificatives des dépenses engagées.

La pièce justificative à fournir par chaque inspecteur devra être ainsi rédigée :

• CIRCONSCRIPTION. — • SECTION.

Je soussigné Inspecteur du travail à déclare que les travaux effectués pour ma section du 1^{er} au et rentrant dans la catégorie de ceux qui normalement doivent être exécutés par des auxiliaires sont les suivants :

— Classement, enregistrement et statistique de déclarations d'accidents du travail;

— rapports sur diverses questions fournis tant à l'Inspecteur divisionnaire qu'à l'Administration centrale;

— rapports fournis à la suite d'enquêtes effectuées sur des accidents du travail;

— rapports fournis au parquet, aux préfets et à diverses commissions dont je fais partie;

— lettres envoyées à des syndicats ouvriers et patronaux;

— lettres échangées avec des industriels et des ouvriers isolés.

Je déclare que la dépense correspondant à ces travaux s'élève à la somme de francs.

..... le

Les déclarations établies par les inspecteurs et inspectrices départementaux seront contrôlées par vous avant de m'être adressées.

Si la dépense déclarée ne soulève pas d'objection de votre part, vous me transmettez la déclaration avec la mention « sans observation ». Dans ce cas, le remboursement de la dépense sera opéré de la façon suivante : si la dépense est supérieure au maximum fixé par l'arrêté, le remboursement du maximum sera accordé; si elle est inférieure, elle sera remboursée pour la somme déclarée.

Dans le cas où vous auriez des observations à faire, soit que vous considériez que les travaux indiqués n'ont pas été effectivement exécutés, soit que vous trouviez exagérée l'estimation de la dépense, vous ferez les remarques nécessaires à l'inspecteur en vue de la rectification de la déclaration.

Lorsque, en dehors des congés réguliers, des inspecteurs auront été absents de leur section pendant une certaine durée, une réduction proportionnelle pourra être opérée sur le montant du maximum annuel auquel ils peuvent prétendre.

La tâche matérielle des inspecteurs pouvant, grâce à ces indemnités, se trouver allégée dans une notable mesure, il y a lieu d'espérer que, conformément au vœu émis par le Conseil supérieur du Travail, les inspecteurs pourront — plus utilement — donner une part plus grande de leur activité à l'inspection des établissements soumis à leur contrôle, notamment en matière d'hygiène et de sécurité.

Ces indemnités ont, en effet, ainsi que vous le savez, été instituées pour répondre à un vœu émis par le Conseil supérieur tendant à ce que des mesures soient prises pour que les « inspecteurs du travail soient

déchargés des travaux de bureau de telle façon qu'ils puissent consacrer plus de temps à l'accomplissement de leur mission essentielle d'inspection ».

En vue de permettre, avant la clôture de l'exercice 1929, le paiement des rappels dus pour la période 1^{er} janvier 1929-31 mars 1930, je vous serais obligé de m'adresser, *avant le 15 juin*, pour vous-même et pour chacun des inspecteurs et inspectrices de votre circonscription, l'état, en double exemplaire, dressé dans les conditions ci-dessus indiquées, des travaux effectués au cours de cette période et ouvrant droit à l'indemnité prévue par le décret susvisé du 30 mars 1930.

CIRCULAIRE DU 30 MAI 1930 (1).

Automobiles.

Ainsi que vous le savez, je suis intervenu auprès des Ministères des Finances et du Budget au sujet de l'utilisation, par les inspecteurs du travail, de voitures automobiles personnelles pour leurs tournées d'inspection.

J'ai l'honneur de vous faire connaître ci-après l'accord intervenu à ce sujet.

Les inspecteurs du travail qui désirent utiliser une voiture automobile personnelle pour leurs tournées d'inspection devront adresser une demande à mon administration. L'autorisation qui, le cas échéant, sera accordée, n'engagera en rien la responsabilité de l'Etat en cas d'accident.

En ce qui concerne la taxe sur les automobiles, M. le Ministre du Budget m'a fait savoir que l'exonération prévue par l'article 42 de la loi du 30 juin 1923 pourrait s'appliquer aux inspecteurs du travail, à « la condition expresse que la voiture soit utilisée *exclusivement* pour les besoins du service ».

En conséquence, les inspecteurs du travail qui estimeraient pouvoir bénéficier de ladite exonération devront remettre à l'administration des Contributions indirectes l'autorisation qui leur aura été délivrée par le Ministère du Travail, à laquelle ils joindront une attestation précisant qu'ils n'utilisent leur voiture automobile que pour les besoins du service.

Quant aux conditions de remboursement des frais de déplacement en voiture automobile personnelle, M. le Ministre du Budget m'a fait connaître que le décret du 8 août 1926 modifié, relatif aux frais de tournées et de missions prévoyant que « les voitures particulières ne doivent être utilisées qu'à défaut de voitures publiques ou de tout autre mode de transport plus économique », « rien ne s'oppose à ce que les inspecteurs du travail soient rémunérés de leurs frais de déplacement lorsqu'ils font usage d'une voiture automobile leur appartenant, au moyen d'une indemnité calculée sur la base de 1 fr. 25 par kilomètre parcouru », à la condition que, « pour l'ensemble des tournées annuelles effectuées par chaque inspecteur, le nouveau système soit plus économique que le régime actuel ». M. le Ministre du Budget ajoute que l'autorisation d'utiliser une voiture automobile personnelle devra être subordonnée à cette condition. Celle-ci sera spécifiée sur les autorisations que je serai amené à délivrer.

(1) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

En conséquence, les frais de tournées effectuées en voiture automobile personnelle seront désormais, c'est-à-dire en ce qui concerne les tournées effectuées à partir du 1^{er} juin 1930, décomptés, pour tout le parcours, sur la base de 1 fr. 25 par kilomètre parcouru, mais il est bien entendu que le maximum annuel des frais de tournées sur état fixé pour chaque circonscription et pour chaque section par l'arrêté du 26 mai 1930 ne devra, en aucun cas, être dépassé.

LETTRE MINISTERIELLE DU 3 JUIN 1930 (¹).

Journée de huit heures. — Décret du 14 mai 1930. — Charcuteries (Seine).

J'ai l'honneur de vous informer qu'un décret du 14 mai 1930, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les charcuteries vendant au détail du département de la Seine, a paru au *Journal officiel* du 21 mai 1930, p. 5607 (errata au *Journal officiel* du 23 mai 1930, p. 5696) [²].

I. — *Champ d'application.*

Le présent décret vise uniquement les charcuteries vendant au détail à l'exclusion des établissements de fabrication en gros de produits de charcuterie déjà réglementés par le décret du 3 mars 1927, des hôtels, restaurants et autres établissements de vente de denrées alimentaires à consommer sur place visés par le décret du 2 août 1920, et des pâtisseries, établissements qui vendent parfois des produits de charcuterie, mais pour lesquels également la loi sur la journée de huit heures a été déjà rendue applicable (décret du 26 novembre 1926).

II. — *Catégories de personnel.*

Des régimes de travail différents sont prévus à l'article 2, suivant qu'il s'agit du personnel affecté à la fabrication, ou du personnel affecté à la vente et à la livraison, et en ce qui concerne la durée de la journée de travail, d'une part, et son amplitude d'autre part.

Pour le personnel affecté à la fabrication, la durée du travail est la durée normale prévue par la loi; pour le personnel affecté à la vente, en raison du caractère intermittent du travail, la durée journalière du travail peut être portée à neuf heures.

Dans les deux cas, le décret fixe l'amplitude extrême de la journée de travail. En ce qui concerne notamment le personnel occupé à la fabrication, j'appelle votre attention sur la disposition de l'article 2 qui prévoit que, en cas de répartition inégale des heures de travail, l'amplitude de la journée de travail ne devra pas excéder sept heures le *dimanche*, ce qui exclut la possibilité, pour ce personnel, de fixer à un autre jour de la semaine la demi-journée de repos. Quant au personnel affecté à la

(¹) Adressée à l'Inspecteur divisionnaire du travail de la 1^{re} circonscription à Paris.

(²) Voir p. 36.

vante, l'amplitude de la journée de travail pourra, au contraire, excéder, le dimanche, celle qui est prévue pour les autres jours et atteindre treize heures et demie au lieu de treize heures.

La fixation de l'amplitude de la journée de travail entre douze heures et treize heures et demie, suivant les cas, entraîne au moins un repos d'une durée étendue. Le travail par relais étant interdit et aucun ouvrier ou employé ne pouvant être occupé pendant la durée des repos, il a été prévu, sur la suggestion d'une organisation ouvrière, d'admettre l'organisation d'un service de garde avec repos compensateur donné dans la semaine.

Quant à la disposition de l'article 2 stipulant que, « pendant les heures de repos, les ouvriers ou employés ont le droit de quitter l'établissement... », elle a suscité la protestation d'une organisation patronale qui l'interprétait comme imposant l'obligation, aux patrons, de faire sortir leurs employés pendant les repos intercalaires. Il lui a été exposé que ladite disposition entraîne seulement l'obligation, pour les employeurs, d'autoriser les ouvriers à quitter l'établissement, ceux-ci étant libres d'user ou non de cette autorisation. Seul, le personnel de fabrication *ne doit pas séjourner dans les locaux de travail*. Une organisation ouvrière aurait désiré que cette interdiction fût étendue au personnel de vente dont le local de travail est la boutique elle-même. Mais le service a fait observer que le contrôle est facile pour ce personnel que l'on peut voir travailler, même de la rue.

III. — Articles 5 et 6.

La Commission mixte avait supprimé l'article 5 relatif aux dérogations permanentes. Par la suite, une organisation patronale a demandé le rétablissement de ces dérogations. Le Conseil d'Etat a estimé qu'il y avait lieu de donner satisfaction, en partie, à cette demande, et a inséré un texte analogue à celui qui figure dans le décret réglementant les charcuteries de Lyon. Le Conseil d'Etat a également majoré légèrement le crédit d'heures supplémentaires et l'a porté, du chiffre de 75 prévu au projet de décret, à celui de 90 qu'il a estimé plus conforme aux précédents.

Entrée en vigueur.

Les dispositions du décret du 14 mai 1930 entreront en vigueur un mois après sa publication au *Journal officiel*, c'est-à-dire le 21 juin 1930.

CIRCULAIRE DU 11 JUIN 1930 ⁽¹⁾.

*Congés de maladie. — Article 41 de la loi du 19 mars 1928.
Article 51 de la loi du 30 mars 1929.*

Deux dispositions législatives récentes ont créé, en faveur de certaines catégories de fonctionnaires, un régime spécial de congés de maladie.

D'une part, l'article 41 de la loi du 19 mars 1928 ⁽²⁾ a ouvert aux mutilés de guerre la possibilité d'obtenir des congés de maladie dans la limite d'un maximum de deux ans, quand les infirmités qui leur ont ouvert droit à pension les contraignent à interrompre leur service.

⁽¹⁾ Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

⁽²⁾ Voir *Bulletin* 1928, p. 6.

D'autre part, l'article 51 de la loi du 30 mars 1929 ⁽¹⁾ a décidé que tout fonctionnaire atteint de tuberculose ouverte peut être mis, sur sa demande ou d'office, en congé avec plein traitement pendant trois ans et avec demi-traitement pendant deux ans.

J'ai l'honneur de vous informer, à toutes fins utiles, que M. le Ministre des Finances, dans une lettre en date du 8 mai 1930, adressée à tous les départements ministériels, a fait connaître que les congés accordés à l'un et à l'autre des titrés visés ci-dessus aux intéressés, à un moment quelconque de leur carrière, seront totalisés et, qu'en aucun cas, les maxima fixés ne devront être dépassés.

CIRCULAIRE DU 16 JUIN 1930 ⁽²⁾.

Décret du 15 mars 1930. — Mesures de sécurité applicables aux établissements dans lesquels sont entreposés ou manipulés des liquides particulièrement inflammables.

J'ai l'honneur de vous adresser, ci-après, le texte d'un décret, en date du 15 mars 1930 ⁽³⁾, publié au *Journal officiel* du 26 du même mois, et déterminant, par application de l'article 67 du livre II du Code du travail, les mesures particulières de sécurité applicables aux établissements dans lesquels sont entreposés ou manipulés des liquides particulièrement inflammables.

L'attention de l'Administration avait été appelée sur l'intérêt de fixer, dans un règlement d'administration publique par application de l'article 67 susvisé, les mesures de cet ordre, à la suite d'accidents graves survenus dans divers établissements, notamment dans des laboratoires de pharmacie, au cours de manipulation de liquides particulièrement inflammables.

Un avant-projet de décret a été élaboré par l'Administration à l'aide des éléments d'information dont elle disposait, et en tenant compte des avis et suggestions du service de l'Inspection du travail.

Ce projet fut communiqué à une commission comprenant, en outre, des représentants de l'Administration, des techniciens ainsi que des délégués des organisations professionnelles d'employeurs et d'ouvriers plus spécialement intéressés.

Les échanges de vues qui se sont produits au sein de cette Commission ont permis de rédiger un texte qui a été soumis au Comité consultatif des Arts et Manufactures, dont l'avis est obligatoire, aux termes de l'article 186 du livre II du Code du travail, pour la publication des règlements de l'espèce, et ensuite au Conseil d'Etat.

Le texte du décret ci-joint reproduit exactement le texte adopté par le Conseil d'Etat.

Sur quelques points, la Commission spéciale qui a pris part à l'élaboration du décret a formulé des avis reproduits ci-après, et auxquels il y aura lieu de se référer à l'occasion de l'application de ce règlement.

ARTICLE PREMIER. — Champ d'application. — Le décret s'applique dans les établissements énumérés à l'article 65 du livre II du Code du travail, lorsqu'il y a entreposage ou manipulation d'éther (oxyde d'éthyle), de

⁽¹⁾ Voir *Bulletin* 1929, p. 3.

⁽²⁾ Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

⁽³⁾ Voir p. 26.

sulfure de carbone ou de solutions contenant 30 p. 100 au moins de l'un ou l'autre de ces produits.

La Commission a estimé qu'il y avait lieu pour le moment de limiter la réglementation à ces seuls produits, particulièrement dangereux, sans préjudice d'une extension éventuelle, dans l'avenir, à d'autres liquides inflammables tels que la benzine, l'éther de pétrole, l'acétone, le chlorure d'éthyle, les vernis, etc.

D'autre part, ainsi que le précise le paragraphe 2 de l'article 1^{er}, le décret ne s'applique pas aux opérations susvisées lorsqu'elles s'effectuent dans les établissements où les produits en cause sont fabriqués, un décret ultérieur devant déterminer les dispositions qui seront applicables à ces établissements. Il n'a pas paru, en effet, que les établissements de fabrication puissent être assujettis aux mêmes règles que les autres établissements; les précautions à imposer ne sont pas du même ordre, les manipulations étant effectuées en grand dans des appareillages spéciaux et dans des conditions particulières de surveillance. D'ailleurs, ces établissements sont classés par la loi du 19 décembre 1917 dans la 1^{re} classe et ne peuvent, par suite, en application de l'article 4 de cette loi, être ouverts qu'après un arrêté d'autorisation du préfet, arrêté qui, conformément à l'article 11 de ladite loi, fixe les conditions jugées indispensables pour assurer notamment la sécurité, la salubrité ou la commodité du voisinage.

ART. 2. — *Récipients mobiles.* — L'article 2 énumère les conditions auxquelles doivent satisfaire les récipients *mobiles* de plus de deux litres contenant des liquides susvisés, susceptibles d'être entreposés ou manipulés.

Les dispositions énumérées à cet article ne visent que les récipients de plus de deux litres. Cette limite a été adoptée par les représentants des organisations professionnelles qui ont estimé qu'elle était suffisante pour les manipulations courantes.

Ces récipients mobiles doivent être *étanches*. Sous cette condition, sont admis tous les récipients, qu'ils soient métalliques, en verre ou en toute autre matière.

La question s'était posée de savoir s'il n'y avait pas lieu d'exiger dans tous les cas des récipients métalliques. Mais il a été reconnu que ces récipients n'offraient pas une garantie absolue, puisqu'ils peuvent se détériorer et présenter à la longue des fuites.

En ce qui concerne les récipients en verre, il convenait d'imposer certaines précautions de façon à éviter qu'ils ne soient facilement brisés. La qualité du verre employé présentant à ce point de vue une importance primordiale, l'article 2, § 2, du décret exige que les récipients en verre soient de bonne fabrication, d'une épaisseur et d'une résistance suffisantes. Des récipients construits dans ces conditions pouvant néanmoins se briser, le même article exige que les récipients en verre soient munis d'une enveloppe métallique étanche convenablement ajustée pour les protéger efficacement.

ART 3 à 7. — Les articles 3 à 7 n'appellent aucune remarque particulière.

ART. 8. — *Déroptions.* — Des dérogations peuvent, aux termes de l'article 8, être accordées sous certaines conditions par le Ministre du Travail, sur le rapport des Inspecteurs du travail à « certaines catégories d'établissements ou parties d'établissement ». La question s'étant posée de savoir dans quelles conditions les dérogations prévues à cet article 8 pourraient être accordées aux laboratoires, la Commission, après échange de vues, a estimé que ces dérogations devaient, à son sens, s'appliquer notamment aux laboratoires de recherches ou d'essais et à ceux faisant des recherches

d'ordre industriel à la condition qu'ils aient un personnel spécialisé et qu'ils ne se livrent à aucune fabrication, ni à aucune opération ayant un caractère commercial.

Il reste entendu que le présent décret ne s'applique pas aux laboratoires des établissements scientifiques poursuivant un but désintéressé : ces établissements ne rentrant pas dans le champ d'application de l'article 65 du livre II du Code du travail.

CIRCULAIRE DU 8 JUILLET 1930 (*).

Fourniture d'imprimés.

Comme suite à mes circulaires des 5 juillet 1928 et 13 juin 1929, relatives à la fourniture d'imprimés aux inspecteurs et inspectrices du travail, j'ai l'honneur de vous informer qu'afin de régulariser les envois d'imprimés, ceux-ci seront faits désormais, en principe, dans les conditions suivantes, à partir du 1^{er} janvier 1931 :

1^{re} circonscription, le 1^{er} mois de chaque année.

2^e circonscription, le 2^e mois de chaque année.

.....

12^e circonscription, le 12^e mois de chaque année.

Je vous serais, en conséquence, obligé d'inviter les inspecteurs et inspectrices de votre circonscription à me faire connaître, pour le 10 août au plus tard, la quantité et la nature des imprimés dont ils prévoient l'utilisation pendant la période de un an qui s'écoulera entre l'époque — telle qu'elle est ci-dessus déterminée — à laquelle leur sera fait l'envoi d'imprimés en 1931, et celle où leur sera fait l'envoi de 1932.

Dans le cas où les inspecteurs et inspectrices ne disposeraient pas d'un nombre suffisant d'imprimés pour attendre l'envoi qui leur sera fait en 1931, à l'époque ci-dessus indiquée, ils auront à faire connaître le nombre et la nature des imprimés dont ils estiment avoir besoin jusqu'à cette époque.

Comme par le passé, vous voudrez bien veiller personnellement à ce que les demandes présentées par les inspecteurs répondent aussi exactement que possible aux besoins du service et ne soient pas exagérées.

Il pourra se produire que, par suite de circonstances diverses, les quantités demandées soient insuffisantes; il va sans dire que de nouvelles quantités pourront être envoyées. Mais ces cas ne devront être qu'exceptionnels, et les demandes ainsi faites dans le cours de l'année devront faire connaître sommairement la cause de l'insuffisance de prévision.

Je rappelle que toutes les communications relatives aux demandes d'imprimés devront me parvenir par votre intermédiaire.

Je vous remets, sous ce pli, en nombre suffisant d'exemplaires pour distribution aux inspecteurs placés sous vos ordres, en même temps que la présente circulaire, un bordereau destiné à recueillir les demandes des intéressés.

(*) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

MINISTÈRE
DU TRAVAIL
ET DE LA
PRÉVOYANCE SOCIALE.

*BORDEREAU des imprimés demandés
pour l'année 193*

DIRECTION
DU TRAVAIL.

par M.

inspect

départemental du travail

3^e BUREAU.

à

NUMÉROS.	DÉSIGNATION.	QUANTITÉS.
1	Relevé des visites effectuées.....	
2	Projet d'itinéraire....	
4	Fiches.....	
6-7	Registres.....	
14	Relevé des communes parcourues.....	
14 bis	— — (Intercalaires).....	
15	Accidents. — État des déclarations.....	
15 bis	— — (Interralaires).....	
16	Procès-verbaux..... { rayés..... non rayés.....	
17	Bulletin à renvoyer après le prononcé du jugement.....	
18	Relevé des procès-verbaux dressés.....	
18 bis	— — (Intercalaires).....	
19	Relevé des accidents.....	
21	Frais de tournées.....	
22	Frais de tournées. — État trimestriel.....	
	Contrôle des établissements classés. (États bleus.).....	
	Primes à la filature de la soie. (États rouges.).....	
5	Papier à lettres grand format.....	
3	— petit format.....	
	Enveloppes grandes.....	
	— moyennes.....	
	— petites.....	
	Memento à l'usage de chefs d'établissements.....	

VU ET TRANSMIS :

L'Inspecteur divisionnaire,

L'Inspecteur départemental,

CIRCULAIRE DU 10 JUILLET 1930 (*).

Entreprises privées exécutant des travaux pour le compte des grands réseaux de chemins de fer. — Contrôle.

Par application de l'article 96 du livre II du Code du travail, seuls les inspecteurs du contrôle du travail des agents de chemins de fer ont le droit de verbaliser dans les entreprises privées exécutant des travaux pour le compte des grands réseaux dans l'enceinte du chemin de fer. Mais il peut se faire que les inspecteurs du travail soient amenés à constater des irrégularités existant dans ces établissements. Dans ce cas, les observations qu'ont pu faire les inspecteurs sont portées par mon intermédiaire et celui du Ministre des Travaux Publics à la connaissance des inspecteurs du contrôle du travail des agents de chemins de fer.

Afin d'assurer un contrôle plus efficace dans les entreprises dont il s'agit, il a été entendu entre le Ministère des Travaux Publics et mon département que le Service de l'Inspection pourrait désormais signaler directement aux inspecteurs du contrôle du travail des agents de chemins de fer compétents les infractions qu'il aurait constatées.

En vue de l'application de l'accord ainsi réalisé, je vous adresse ci-joint en nombre suffisant d'exemplaires, pour distribution aux inspecteurs placés sous vos ordres, le texte de la présente circulaire et un état indiquant la répartition des lignes des grands réseaux entre les diverses subdivisions du contrôle du travail des agents de chemins de fer.

CIRCULAIRE DU 22 JUILLET 1930 (*).

Loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures. — Pharmacies.

Certaines dispositions du décret du 17 août 1921, modifié par les décrets des 5 mars 1926 et 18 juillet 1929, déterminant les conditions d'application de la journée de huit heures dans les pharmacies vendant au détail, ayant donné lieu à des divergences d'interprétation, il me paraît nécessaire d'en fixer l'interprétation afin d'assurer une application uniforme dudit décret.

On s'est demandé, en particulier, si le décret autorisait des heures différentes d'entrée et de sortie pour les différents employés d'une même pharmacie.

Il y a lieu tout d'abord d'observer que le décret, à la différence de la plupart des autres décrets, n'interdit pas l'organisation du travail par relais.

De même, il ne prévoit pas que l'horaire doive fixer les heures auxquelles commencera et finira chaque période de travail et en dehors desquelles aucun ouvrier ou employé ne pourra être occupé. L'horaire prévu par l'article 4, § 2, fixe seulement, pour l'ensemble du personnel, l'heure du commencement et de la fin de la journée de travail, et c'est

(*) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

seulement avant l'heure du commencement et après l'heure de la fin de la journée de travail ainsi fixée qu'aucune personne ne peut être occupée.

Il s'ensuit qu'entre l'heure du commencement et l'heure de la fin de la journée du travail, à n'importe quel moment, il peut être occupé des employés.

Evidemment, aucun de ces employés ne doit individuellement être soumis à une durée supérieure à celle qui est fixée par l'article 3 du décret, c'est-à-dire huit heures par jour ouvrable, sauf le cas de répartition inégale entre les jours ouvrables des quarante-huit heures de travail effectif ou de prolongations autorisées exceptionnellement par le décret.

Afin de permettre à l'inspecteur de vérifier que cette durée n'est pas dépassée, l'horaire doit indiquer « les heures consacrées aux repos ». On remarquera que l'article 4 du décret dit, non pas « la durée du repos », mais : « les heures consacrées aux repos », c'est-à-dire que les heures auxquelles commencent et finissent les repos doivent être indiquées à l'horaire. Ces heures peuvent ne pas être les mêmes pour tous les employés.

On s'est demandé, en second lieu, si le mot « repos » s'appliquait exclusivement au repos du milieu de la journée.

Ce doute est né d'une erreur d'impression qui s'est glissée dans la brochure « Lois, décrets, arrêtés, concernant la réglementation du travail » et dans laquelle, à la page 218 de l'édition du 1^{er} septembre 1928, il a été imprimé « les heures consacrées au repos » au singulier.

En réalité, le *Journal officiel* où a été publié le décret porte bien : « les heures consacrées aux repos » au pluriel.

Mais que faut-il entendre par repos? Cette expression s'applique-t-elle exclusivement aux repos interruptifs de la journée de travail?

Rien n'autorise cette définition restrictive. Les repos s'opposent au travail. La durée du travail étant le temps pendant lequel le personnel est à la disposition de l'employeur, les repos sont les périodes pendant lesquelles le personnel n'est pas à la disposition de l'employeur. C'est la définition qui en a été donnée par la jurisprudence et qui a été adoptée par la Conférence de Londres des Ministres du Travail (15-19 mars 1926).

Il y a repos lorsque l'employé n'est pas à la disposition de l'employeur, que ce soit avant le commencement, après la fin de la journée de travail ou dans l'intervalle des périodes de travail au cours d'une même journée.

Lorsque le législateur a voulu restreindre le sens de l'expression « repos », il l'a dit expressément. C'est ainsi que l'article 14 du livre II du Code du travail qui prévoit, pour les établissements qui y sont encore soumis, l'obligation de donner aux enfants et aux femmes un ou plusieurs repos d'une durée minima d'une heure, spécifie expressément que ces repos doivent « couper » les heures de travail, c'est-à-dire se placer à l'intérieur de la journée de travail.

Il s'ensuit que dans les pharmacies les horaires peuvent fixer les heures pendant lesquelles les employés ne sont pas ou ne sont plus à la disposition de l'employeur, soit au commencement, soit au milieu, soit à la fin de la période comprise entre le commencement et la fin de la période de travail, période qui ne doit, en aucun cas, excéder onze heures.

Telles sont les interprétations auxquelles devront se conformer les inspecteurs pour l'application du décret du 17 août 1921. Ils devront en aviser les organisations professionnelles patronales et ouvrières, avant d'inviter les employeurs à modifier, s'il y a lieu, leurs horaires en conséquence.

CIRCULAIRE DU 23 JUILLET 1930 (°).

Repos hebdomadaire par roulement. — Décret du 14 août 1907, modifié par le décret du 12 juin 1930.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que le décret du 14 août 1907 (modifié par les décrets des 10 septembre 1908 et 30 avril 1909), complétant la nomenclature des établissements admis à donner le repos hebdomadaire par roulement, en vertu de l'article 38, § 1^{er} et 2, du livre II du Code du travail, a été modifié par un décret intervenu le 12 juin 1930 (°), publié au *Journal officiel* du 22 juin 1930.

Ce décret du 12 juin stipule que, dans le tableau annexé à l'article 1^{er} du décret du 14 août 1907, après la rubrique « Distillation et rectification des produits de la fermentation alcoolique (Usines de) », est insérée la rubrique « Distribution de carburants et lubrifiants pour automobiles (Postes de) ».

CIRCULAIRE DU 6 AOUT 1930 (°).

Indemnités pour frais occasionnés par des travaux matériels effectués par des aides.

Conformément aux instructions contenues dans ma circulaire du 28 mai 1930 (°), vous m'avez adressé, pour vous-même et pour chacun des inspecteurs et inspectrices de votre circonscription, l'état, en double exemplaire, des travaux effectués au cours de l'exercice 1929, et ouvrant droit à l'indemnité prévue par le décret du 30 mars 1930 (Indemnités pour travaux matériels effectués par des aides).

Comme suite aux instructions contenues dans la circulaire susvisée du 28 mai, j'ai l'honneur de vous informer que les indemnités dont il s'agit seront dorénavant attribuées par période de six mois. L'exercice financier commençant le 1^{er} avril, les indemnités seront allouées respectivement pour la période 1^{er} avril-30 septembre, d'une part, et pour la période 1^{er} octobre-31 mars, d'autre part.

Je vous serais, en conséquence, obligé de me faire parvenir dorénavant dans le courant des mois d'octobre et d'avril, pour vous-même et pour chacun des inspecteurs et inspectrices de votre circonscription, l'état, dressé dans les conditions indiquées dans ma circulaire susvisée du 28 mai, des travaux effectués au cours du semestre écoulé et ouvrant droit à l'indemnité dont il s'agit.

CIRCULAIRE DU 9 AOUT 1930 (°).

Logements ouvriers. — Enquête.

Le service a procédé, en exécution des circulaires du 15 novembre (°) et du 25 avril derniers (°), à une enquête sur le logement ouvrier, d'abord

(°) Adressée aux Préfets.

(°) Voir p. 40.

(°) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

(°) Voir p. 148.

(°) Voir *Bulletin* 1929, p. 122.

(°) Voir p. 148.

dans les établissements occupant plus de 500 personnes, puis dans les établissements occupant de 200 à 500 personnes.

Cette double enquête avait pour objet de faire connaître l'effort *individuel* accompli, sous ses différentes formes, par les établissements visés en faveur du logement ouvrier.

Elle n'a donc pas porté sur les cas où l'action patronale s'est exercée sous une forme concertée, afin d'en étendre la portée et l'efficacité.

Les initiatives collectives de cette nature peuvent se concevoir de diverses façons; elles peuvent émaner, par exemple, de groupements syndicaux, d'associations d'industriels constituées spécialement en vue de mettre leurs moyens d'action en commun ou d'une simple entente d'industriels d'un centre déterminé; on cite même le cas de telle caisse de compensation d'allocations familiales qui s'intéresse largement à l'œuvre des habitations à bon marché.

Le concours ainsi apporté peut consister en avantages accordés directement aux salariés pour faciliter leur accession à la propriété (subventions, cessions de terrains, etc.) dans la constitution de sociétés de construction spécialement créées en vue du logement du personnel des établissements adhérents, dans l'aide financière apportée à des sociétés existantes, plus exceptionnellement sans doute en constructions ou acquisitions directes, etc.

Ce sont, en somme, les mêmes modalités d'intervention, mais élargies et renforcées, que celles mises en œuvre par les employeurs isolés, que l'on peut s'attendre à rencontrer ici. Mais cette méthode est susceptible de donner au problème du logement ouvrier une solution plus rationnelle, plus méthodique, parce que d'ensemble.

En raison de l'intérêt qui s'attache à une telle action patronale à base de mutualité, il convient de compléter l'enquête en la faisant porter sur ce point.

Je vous prie, en conséquence, de vouloir bien faire rechercher par le Service les initiatives de cet ordre qui auraient pu être prises dans votre circonscription, et de me transmettre tous renseignements utiles qui pourraient être recueillis à ce sujet.

Il conviendrait d'indiquer notamment, pour chaque cas signalé :

1° La nature et le rayon d'action du groupement patronal et, s'il s'agit d'un groupement spécialement créé à cet effet, la date et les circonstances de sa constitution;

2° La nature de ses interventions en faveur du logement ouvrier;

3° Les résultats obtenus.

Les réponses devront me parvenir avant le 15 octobre prochain.

CIRCULAIRE DU 20 AOUT 1930 (*).

Enquête sur l'industrie textile entreprise par l'administration des finances. — Concours des inspecteurs du travail pour l'établissement des listes d'industriels à consulter.

Par lettre du 9 août 1930, dont vous trouverez ci-après copie, M. le Ministre du Budget demande le concours du « Service de l'Inspection du travail » pour l'établissement de listes d'industriels qui doivent être

(*) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

saisis par les préfets d'un questionnaire relatif à une enquête sur l'industrie textile entreprise par l'administration des finances.

Je vous serais obligé d'inviter les inspecteurs placés sous vos ordres à prêter leur concours à MM. les préfets pour l'établissement des listes dont il s'agit.

Paris, le 9 août 1930.

LE MINISTRE DU BUDGET

à MONSIEUR LE MINISTRE DU TRAVAIL (CABINET).

Au cours de la discussion de la dernière loi de finances, M. le Président du Conseil a promis qu'une enquête serait effectuée dans les différentes industries textiles afin de déterminer le rendement de la taxe sur le chiffre d'affaires pour chaque industrie et pour chaque stade de fabrication, et de réunir ainsi une documentation susceptible d'éclairer l'administration des finances dans le cas où une transformation de l'impôt serait envisagée. Elle permettra en outre de préciser le sens et la portée réelle des mesures que pourraient suggérer au Gouvernement les industriels intéressés.

Des renseignements très complets ont été réunis, dans le courant de l'hiver dernier, sur l'industrie de la laine. Les industriels lainiers resteront donc en dehors de l'enquête actuelle qui portera sur les industries textiles suivantes : coton, soie, lin et chanvre, jute, soie artificielle, bonneterie, tulle, dentelle, guipure, broderie. Mes services, d'accord avec les représentants de l'Union des Syndicats patronaux des Industries textiles, ont établi les modèles de questionnaires à adresser aux différents industriels.

Les questionnaires viennent d'être adressés aux préfets qui, dans chaque département, seront chargés de centraliser les résultats.

Aux questionnaires sont jointes des listes d'industriels, listes qui ont été remises à mon service par l'Union des Syndicats patronaux des Industries textiles. Mais les statistiques de l'Union des Syndicats comportent un nombre d'industriels du textile sensiblement inférieur au nombre total existant en France. D'autre part, il y a un très grand intérêt à ce que les questionnaires établis soient distribués au plus grand nombre possible d'industriels.

Afin d'éviter des omissions, je signale aux préfets qu'ils devront se renseigner auprès des Inspecteurs du travail de leur département. Je vous serais donc très reconnaissant si vous vouliez bien adresser à tous les Inspecteurs une circulaire leur faisant connaître que l'enquête vient d'être entreprise et que vous désirez qu'ils se mettent à la disposition des préfets pour permettre à ces hauts fonctionnaires de consulter les industriels qui ne figureraient pas sur la liste de l'Union des Syndicats patronaux des Industries du textile.

Le Ministre du Budget,

GERMAIN-MARTIN.

CIRCULAIRE DU 1^{er} SEPTEMBRE 1930 (1).

Délégués mineurs. — Assurance-accidents.

Par circulaire du 22 février dernier, je vous ai rappelé qu'aux termes de l'article 4 de la police d'assurance que vous avez dû souscrire auprès de la Caisse nationale d'assurance en cas d'accident, en exécution de l'article 3 de la loi du 13 décembre 1912, pour les délégués mineurs de votre département, vous étiez tenu d'adresser, chaque année, à la Direction générale de la Caisse des dépôts et consignations, sans avis préalable et avant le 31 mars, les pièces administratives nécessaires pour le calcul de la prime afférente à l'année écoulée.

D'autre part, la loi du 27 décembre 1929, modifiant la date d'ouverture

(1) Adressée aux Préfets.

de l'année financière, dispose en son article 4 que le budget de l'exercice 1929 sera applicable à la période du 1^{er} janvier 1929 au 31 mars 1930.

Je vous serais, en conséquence, obligé, si vous ne l'avez déjà fait, d'adresser à la Caisse des dépôts et consignations, dans le plus bref délai possible, les pièces administratives susvisées afférentes au 3^e trimestre de l'exercice 1929 (1^{er} janvier-31 mars 1930).

CIRCULAIRE DU 9 SEPTEMBRE 1930 ⁽¹⁾.

Journée de huit heures. — Décret du 15 août 1930. — Entreprises de transports et de déménagements, de location et garage de voitures, et de pompes funèbres.

J'ai l'honneur de vous adresser, ci-joint, le texte du décret du 15 août 1930 ⁽²⁾, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les entreprises de transports et déménagements, de location et garage de voitures, et de pompes funèbres.

Ce décret a été publié au *Journal officiel* du 22 août 1930 (p. 9747) *erratum* au *J. O.* du 23 août, p. 9797.

Voici, tels qu'ils ressortent des échanges de vues qui se sont produits lors de la réunion de la Commission mixte appelée à examiner le projet d'où est sorti le présent décret, les traits essentiels de ce nouveau décret.

I. — CHAMP D'APPLICATION (*art. 1^{er}*). — En ce qui concerne la rubrique visant les « garages de voitures automobiles, cycles et motocycles », il s'agit ici uniquement des établissements recevant en garde les voitures de clients. Quant aux garages ayant un personnel affecté d'une façon régulière et suivie aux travaux de réparations des voitures automobiles, ils sont assujettis au décret des 9 août 1920-2 avril 1926, réglementant les industries des métaux, par application du principe que l'accessoire suit le sort du principal. Par contre, si c'est l'atelier qui constitue l'accessoire, s'il s'agit, par exemple, d'un atelier d'entretien destiné à effectuer les réparations courantes des voitures du garage, l'atelier suivra le régime de l'établissement principal qui est le garage. C'est ce que précise, au surplus, le paragraphe 2 de l'article 1^{er}, rédigé comme suit :

« Les dispositions du présent décret sont également applicables aux ouvriers et employés occupés par les entreprises ci-dessus énumérées, même dans le cas où leur travail ne ressort pas directement aux professions exercées dans ces entreprises, lorsque ce travail a pour objet exclusif l'entretien ou le fonctionnement desdites entreprises ou de leurs dépendances. »

II. — TRAVAIL PAR RELAIS (*art. 2, § 2*). — Le décret comporte la disposition — qui se trouve déjà dans un certain nombre de règlements antérieurement publiés (métallurgie, industries chimiques, biscottes et produits de régime, conserves de viandes, pâtes alimentaires, conserves de légumes, distilleries, brasseries, tabacs, boulangeries de Seine, Seine-et-Oise et Seine-et-Marne) — aux termes de laquelle l'organisation du travail par relais, interdite en principe, « pourra être autorisée par un arrêté ministériel, après consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées, dans les industries ou les travaux où cette organisation sera

⁽¹⁾ Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

⁽²⁾ Voir p. 67.

justifiée par des raisons techniques ». Les représentants patronaux et ouvriers des entreprises de location de voitures de place et de remise ont été d'accord pour reconnaître la nécessité de cette organisation du travail dans leur profession.

III. — HORAIRE (art. 4). — S'agissant d'entreprises dont les opérations s'effectuent pour la plupart en dehors du siège de l'établissement, une disposition inspirée de l'article 4, § 5, du décret du 11 février 1924 relatif aux entreprises du bâtiment et de travaux publics permet l'affichage de l'horaire, « pour le personnel occupé au dehors, dans l'établissement auquel le personnel intéressé est attaché ». En outre, pour ce même personnel occupé au dehors, l'affichage et la « transmission de l'horaire à l'inspecteur départemental du travail pourront être remplacés par la transcription de l'horaire et des rectifications éventuelles sur un registre tenu à la disposition du personnel et du service de l'Inspection ».

Au 2° de l'article 5 est visé le travail des « réceptionnaires ». Il a été expliqué, en Commission mixte, que ce terme désigne les hommes chargés de recevoir les voitures qui arrivent au garage.

IV. — DÉROGATIONS PERMANENTES (art. 5). — Au 3° du même article figure une dérogation spéciale visant le travail du personnel qui, dans les entreprises de funérailles et de pompes funèbres, est proposé « aux ensevelissements, mises en bière, levées des corps, à la conduite des cortèges et à toutes décorations mortuaires ». La durée de la dérogation est de deux heures au maximum.

V. — DÉROGATIONS TEMPORAIRES (art. 6). — Au 1° de l'article 6, une disposition spéciale vise les travaux dont l'exécution immédiate est nécessaire... « b. pour assurer le dépannage des automobiles de la clientèle ». Au 3°, en outre des cent heures annuelles accordées à l'ensemble des professions visées par le décret, il est prévu qu'un crédit de cinquante heures par an pourra être utilisé, d'une part, dans les entreprises de transport de denrées périssables « pour le personnel chargé aux points de transit, d'embarquement ou de réexpédition, de l'établissement des documents de transport et de la livraison »; d'autre part, dans les entreprises de funérailles et de pompes funèbres, « pour le personnel occupé aux mises en bière urgentes en cas d'épidémie, ou en cas de réquisition municipale ou de police ». Sauf dans ce dernier cas, la durée du travail journalier ne pourra être prolongée de plus de deux heures, ni la durée du repos séparant deux journées de travail être réduite au-dessous de dix heures.

ENTRÉE EN VIGUEUR. — Le décret entre en vigueur un mois après sa publication au *Journal officiel*, c'est-à-dire le 23 septembre prochain.

CIRCULAIRE DU 10 SEPTEMBRE 1930 (*).

Travaux dangereux pour les enfants et les femmes. — Emploi de la céruse et du sulfate de plomb dans la peinture. — Décrets du 8 août 1930.

La Conférence internationale du travail a adopté, dans sa 3° session, tenue à Genève aux mois d'octobre et novembre 1921, un projet de convention internationale concernant l'emploi de la céruse dans la peinture.

(*) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

L'application en France de ce projet de convention a rendu nécessaire l'étude d'une double série de mesures, les unes d'ordre législatif, les autres d'ordre réglementaire.

Les premières ont fait, ainsi que vous le savez, l'objet de la loi du 31 janvier 1926 modifiant le chapitre IV du titre II du livre II du Code du travail, dont le texte vous a été adressé par circulaire du 1^{er} mars 1926.

Dans le domaine réglementaire, il convenait de modifier, d'une part, le décret du 21 mars 1914 sur les travaux dangereux pour les enfants et les femmes et, d'autre part, le décret du 1^{er} octobre 1913 concernant l'emploi du blanc de céruse dans les travaux de peinture.

Ces modifications ont été réalisées par deux décrets en date du 8 août 1930 ⁽¹⁾ [J. O. des 13 et 23 août].

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint le texte de ces deux décrets.

DÉCRET SUR LES TRAVAUX DANGEREUX POUR LES ENFANTS ET LES FEMMES.

Le nouveau décret a été pris en application de l'article 3 du projet de convention qui interdit d'employer les jeunes gens de moins de 18 ans et les femmes aux travaux de peinture industrielle comportant l'usage de la céruse, du sulfate de plomb et de tous produits contenant ces pigments. Il modifie le tableau annexé au décret du 21 mars 1914, tableau qui énumère les travaux interdits aux enfants âgés de moins de 18 ans et aux femmes.

Il a ajouté à la nomenclature de ce tableau, en raison du danger de saturnisme qu'ils présentent, les travaux suivants :

Peinture de toute nature comportant l'emploi de la céruse, du sulfate de plomb et de tous produits contenant ces pigments;

Grattage et ponçage des peintures à la céruse ou au sulfate de plomb.

L'interdiction de l'emploi des enfants de moins de 18 ans et des femmes à ces travaux ne paraît pas devoir soulever de difficultés sérieuses.

DÉCRET CONCERNANT L'EMPLOI DU BLANC DE CÉRUSE ET DU SULFATE DE PLOMB DANS LES TRAVAUX DE PEINTURE.

Le nouveau décret qui abroge et remplace le décret du 1^{er} octobre 1913 concernant l'emploi du blanc de céruse dans les travaux de peinture reproduit les dispositions de cet ancien décret, en les complétant sur un certain nombre de points.

a. *Champ d'application quant aux produits.* — A la céruse dont l'emploi était seul réglementé par le décret du 1^{er} octobre 1913, s'ajoute désormais le sulfate de plomb. Sauf cette addition, le champ d'application du nouveau décret reste le même : il s'applique à tous les travaux de peinture, quels qu'ils soient, autres que les travaux de peinture en bâtiment dans lesquels l'emploi de la céruse et du sulfate de plomb sont interdits.

b. *Peinture par pulvérisation.* — Des masques respiratoires doivent être mis à la disposition des ouvriers lorsque la peinture à la céruse ou au sulfate de plomb est appliquée par pulvérisation (peinture au pistolet, à l'aérographe). Le décret de 1913 ne contenait aucune disposition concernant ce procédé.

(1) Voir p. 58 et 60.

c. *Vestiaires-lavabos.* — Le décret de 1913 disposait que : « Les objets nécessaires aux soins de propreté seront mis à la disposition des ouvriers sur le lieu même du travail. » Dans le nouveau décret, cette prescription a été remplacée par l'indication des conditions que doivent remplir les vestiaires-lavabos. La disposition insérée à ce sujet dans le nouveau décret est analogue à celle qui figure dans le décret du 1^{er} octobre 1913 (art. 10) concernant les mesures particulières d'hygiène applicables dans les industries où le personnel est exposé à l'intoxication saturnine.

d. *Service médical.* — Le nouveau décret (art. 6, 7, 8, 9 et 10) impose l'organisation d'un service médical. Il contient à ce sujet des dispositions analogues à celles qui figurent dans le décret du 1^{er} octobre 1913 précité sur l'intoxication saturnine, et qui sont relatives au service médical, au certificat d'aptitude sans lequel les ouvriers ne peuvent être admis ou maintenus aux travaux de peinture à la céruse ou au sulfate de plomb, et au registre spécial destiné à recevoir des renseignements d'ordre médical, qui doit être tenu constamment à la disposition de l'inspecteur du travail. Les inspecteurs, au cours de leurs tournées, auront donc à se faire représenter ce registre.

e. *Affichage.* — Les chefs d'industrie, directeurs ou gérants sont tenus d'afficher, dans les locaux où se font le recrutement et la paye des ouvriers, le texte du nouveau décret et un règlement d'atelier qui, comme par le passé, doit imposer aux ouvriers l'obligation de se servir des surtouts et des objets nécessaires aux soins de propreté mis à leur disposition. Le règlement d'atelier devra, en outre, désormais, imposer aux ouvriers l'obligation de se servir des masques respiratoires mis à leur disposition.

Enfin, le nouveau décret impose aux chefs d'industrie, directeurs ou gérants, l'obligation d'afficher et de faire distribuer à leurs ouvriers un avis indiquant les dangers du saturnisme, ainsi que les précautions à prendre pour les éviter. Le texte de cet avis sera fixé par un arrêté ministériel dont le texte vous sera ultérieurement adressé.

f. *Mises en demeure.* — Le délai minimum pour l'exécution des mises en demeure fondées sur les dispositions de l'article 5, § 5 (vestiaires-lavabos) a été fixé à un mois.

Les nouvelles dispositions sont dès maintenant obligatoires. Dans ces conditions, le service devra user de tous le moyens dont il peut disposer pour attirer l'attention des intéressés sur ces dispositions. Il conviendra, en particulier, de faire appel au concours des chambres syndicales de patrons et d'ouvriers intéressés.

Vous voudrez bien me tenir informé des observations qu'appellerait de votre part l'application dans votre circonscription des nouvelles dispositions réglementaires.

CIRCULAIRE DU 15 SEPTEMBRE 1930 (1).

Peinture par pulvérisation.

En réponse à ma circulaire du 25 octobre 1923, vous m'avez adressé un rapport sur les dangers que peut présenter, pour la santé des ouvriers,

(1) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

la peinture par pulvérisation à l'aide de céruse, de sulfate de plomb et de tous produits contenant ces pigments.

Depuis cette époque, est intervenu un décret du 8 août 1930, publié au *Journal officiel* du 13 du même mois, qui a modifié et remplacé le décret du 1^{er} octobre 1913 sur l'emploi du blanc de céruse dans les travaux de peinture et qui contient, en son article 5, § 3, la disposition suivante relative à l'emploi de la peinture par pulvérisation :

Des masques respiratoires seront également mis à la disposition des ouvriers, lorsque la peinture à la céruse ou au sulfate de plomb sera appliquée par pulvérisation. »

Cette disposition ne s'applique que lorsqu'il s'agit de peinture à la céruse ou au sulfate de plomb.

En vue de l'examen des autres mesures qui pourraient être prises, le cas échéant, pour protéger les ouvriers chargés d'appliquer la peinture par pulvérisation, — notamment dans le cas où la peinture appliquée n'est à base ni de céruse, ni de sulfate de plomb — il convient de compléter et de mettre à jour les renseignements tout à fait intéressants que vous m'aviez adressés en réponse à la circulaire susvisée du 25 octobre 1923.

Je vous serais, en conséquence, obligé de vouloir bien procéder à une enquête sur les dangers que peut présenter, pour la santé des ouvriers, la peinture par pulvérisation — quels que soient les pigments ou solvants employés — et m'adresser un rapport à ce sujet. Ce rapport devra, notamment, mentionner les industries et travaux dans lesquels on procède à la peinture par pulvérisation, en distinguant suivant les solvants et les pigments utilisés, décrire la technique actuellement employée en faisant ressortir les inconvénients qu'elle peut présenter pour la santé des ouvriers, et indiquer, en vue de l'élaboration d'une réglementation spéciale, les mesures particulières qu'il y aurait lieu, éventuellement, de prescrire afin de protéger la santé des ouvriers.

J'attacherais du prix à recevoir votre réponse avant le 1^{er} novembre prochain.

CIRCULAIRE DU 15 SEPTEMBRE 1930 (1).

*Décret du 24 juillet 1930 modifiant le décret du 10 juillet 1913.
Nettoyage des locaux de travail. — Locaux de travail en sous-sol.*

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint le texte d'un décret en date du 24 juillet 1930 (2) (*J. O.* des 3 août et 9 août 1930), qui a modifié le décret du 10 juillet 1913, portant règlement d'administration publique pour l'exécution des dispositions du livre II du Code du travail (Titre II : Hygiène et sécurité des travailleurs) en ce qui concerne les mesures générales de protection et de salubrité applicables à tous les établissements assujettis.

La nécessité de compléter les dispositions du décret précité du 10 juillet 1913 en ce qui concerne le nettoyage des locaux et l'aération des sous-sols étant apparue, il a été procédé à une enquête dont les résultats ont été soumis à une commission spécialement constituée à cet effet et où étaient représentées les organisations professionnelles de patrons et d'employés intéressées. C'est en conformité avec les propositions de cette commission que le texte du nouveau décret a été établi. Ce texte

(1) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

(2) Voir p. 51.

a été ensuite soumis, conformément aux dispositions de l'article 186 du livre II du Code du travail, à l'examen du Comité consultatif des arts et manufactures et du Conseil supérieur d'hygiène publique.

Ce décret modifie les articles 1^{er}, 5, 20 et 21 du décret du 10 juillet 1913.

Nettoyage des locaux de travail. — Aux termes de l'article 1^{er}, § 3, du décret du 10 juillet 1913, le nettoyage des locaux devait être fait « soit par un lavage, soit à l'aide de brosses ou de linges humides si les conditions de l'exploitation ou la nature du revêtement du sol s'opposent au lavage ».

Le texte nouveau de l'article 3 dispose : « Le nettoyage sera fait soit par aspiration, soit par tout autre procédé ne soulevant pas de poussières, tels que le lavage, l'usage de brosses et de linges humides. »

La modification apportée par le nouveau décret a donc pour objet d'admettre le nettoyage des locaux de travail au moyen de procédés modernes répondant aux desiderata hygiéniques, utilisés depuis longtemps déjà dans la pratique courante et basés sur l'emploi d'aspirateurs. A défaut de ces appareils, le nettoyage pourra être fait par tous autres procédés ne soulevant pas de poussières, tels que ceux qui étaient énumérés à l'ancien paragraphe 3 de l'article 1^{er} du décret du 10 juillet 1913, lavage, usage de brosses ou de linges humides.

Locaux de travail en sous-sol. — L'article 2 du décret ajoute à l'article 5 du décret du 10 juillet 1913 une disposition relative aux locaux de travail en sous-sol, lesquels, jusqu'à présent, n'étaient visés par aucune prescription particulière.

La disposition nouvelle exige un renouvellement d'air propre à maintenir l'atmosphère des locaux en sous-sol dans des conditions hygiéniques normales.

La quantité d'air à introduire doit satisfaire à la fois à deux conditions : d'une part, ne pas être inférieure à 30 mètres cubes par heure et par personne occupée; d'autre part, ne pas être inférieure, par heure, à deux fois le volume du local.

L'air à introduire doit être de *l'air neuf*, c'est-à-dire de l'air emprunté directement à l'extérieur et n'ayant pas, par suite, traversé auparavant d'autres locaux. Cet air doit être, au surplus, épuré, préalablement si besoin est, par filtration ou tout autre moyen efficace.

Le décret n'impose pas, dans tous les cas, la filtration. La filtration de l'air peut, dans certains cas, être inutile; dans d'autres, être insuffisante, l'air pouvant contenir des impuretés chimiques.

En conséquence, le décret a laissé aux intéressés toute liberté quant au moyen à employer pour épurer l'air, dans le cas où cette épuration est nécessaire.

Aux termes du décret, « l'air usé et vicié ne sera pas évacué par les passages et escaliers ».

La définition des locaux situés en sous-sols, auxquels s'appliquent les prescriptions nouvelles, ne paraît appeler aucune remarque particulière: il y aurait lieu pour le service de se saisir des difficultés d'interprétation qui, à la pratique, pourraient se trouver soulevées sur ce point.

La disposition relative aux sous-sols formant le nouveau paragraphe 7 de l'article 5 du décret du 10 juillet 1913, modifié, les paragraphes 7 et 8 anciens sont devenus respectivement les paragraphes 8 et 9. L'article 3 du nouveau décret a modifié, en conséquence, l'article 20 du décret du 10 juillet 1913 qui comportait un renvoi à l'un de ces paragraphes.

L'article 4 du nouveau décret fixe à un mois le délai minimum à accorder, en application de l'article 69 du livre II du Code du travail,

pour l'exécution des mises en demeure relatives à l'application des dispositions contenues dans le nouveau paragraphe 7 de l'article 5 du décret, relatives aux sous-sols.

Je vous prie de donner au service toutes instructions utiles en vue de l'application des dispositions du nouveau décret.

CIRCULAIRE DU 24 SEPTEMBRE 1930 (¹).

Statistique industrielle.

Les inspecteurs du travail ont le plus grand intérêt, tant pour leur mission propre que pour celle dont ils sont chargés en ce qui concerne la main-d'œuvre civile, à posséder la statistique industrielle de leurs sections respectives.

J'ai, en conséquence, l'honneur de vous adresser, sous ce pli, en double exemplaire, une épreuve des tableaux, établis à la suite du recensement de 1926, contenant la statistique industrielle de chacun des départements compris dans votre circonscription.

Je vous serais obligé de conserver un jeu de ces tableaux et de répartir l'autre entre les inspecteurs départementaux intéressés de votre circonscription.

Ces documents devront, évidemment, être classés dans les archives des inspecteurs.

CIRCULAIRE DU 25 SEPTEMBRE 1930 (¹).

Affichage des textes relatifs à la réglementation du travail. — Enquête.

Le Conseil supérieur du Travail a, au cours de sa dernière session qui a eu lieu au mois de novembre, émis l'avis que « l'affichage obligatoire, dans les établissements industriels et commerciaux, du texte intégral de certaines lois ou de certains décrets concernant la réglementation du travail, doit être, en principe, supprimé ».

En ce qui concerne plus particulièrement l'hygiène et la sécurité des travailleurs, le texte du vœu émis par le Conseil supérieur du Travail est ainsi conçu :

« En ce qui concerne la loi sur les accidents du travail et certains règlements, relatifs à l'hygiène et à la sécurité, l'affichage, tel qu'il est actuellement prescrit serait remplacé par les mesures suivantes :

« Un avis placé en évidence, dans chaque établissement industriel ou commercial, rappellerait aux travailleurs qu'ils sont protégés par la législation sur les accidents du travail et les inviterait à signaler immédiatement à l'employeur ou à ses préposés tout accident, si léger soit-il, dont ils peuvent être victimes ou témoins. Un avis analogue serait affiché dans les locaux où s'applique la législation sur les maladies professionnelles. »

Pour donner satisfaction au vœu ainsi émis par le Conseil supérieur du

(¹) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

travail, il y a lieu de déterminer les modifications à apporter aux dispositions légales et réglementaires imposant l'affichage de textes relatifs à la réglementation du travail et plus particulièrement de ceux concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs et dont ci-joint la liste.

Je vous serais très obligé de me faire connaître vos propositions à ce sujet.

Vous voudrez bien me fournir votre réponse séparément pour chacune des dispositions relevées sur la liste ci-jointe. Afin de faciliter le dépouillement, je vous prie d'examiner ces dispositions dans l'ordre où elles figurent sur ladite liste.

En ce qui concerne la législation sur les accidents du travail, l'article 31 de la loi du 9 avril 1898 pourrait être remplacé par le texte suivant :

« **Art. 31.** — Les chefs d'entreprise sont tenus, sous peine d'une amende de 1 à 5 francs, de faire afficher en évidence, dans chaque atelier, un avis rappelant aux travailleurs qu'ils sont protégés par la législation sur les accidents du travail et les invitant à signaler immédiatement à l'employeur ou à ses préposés tout accident, si léger soit-il, dont ils auraient été victimes ou témoins ».

Le texte de cet avis sera arrêté par le Ministre du Travail.

LISTE DES DISPOSITIONS LEGALES ET REGLEMENTAIRES

RELATIVES A LA RÉGLEMENTATION DU TRAVAIL, DONT L'AFFICHAGE EST OBLIGATOIRE.

1^o Texte à afficher dans chacun des locaux visés à l'article 65 du livre II du Code du travail affectés au couchage du personnel : le décret du 13 août 1913 relatif au couchage du personnel.

2^o Textes à afficher dans les établissements industriels et commerciaux occupant des enfants ou des femmes :

Le texte des dispositions du livre II du Code du travail sur le travail des enfants et des femmes, ainsi que des règlements d'administration publique relatifs à l'exécution de ces dispositions et concernant plus particulièrement leur industrie (art. 83 du livre II du Code du travail);

3^o Texte à afficher dans les magasins, boutiques et autres locaux en devenant, dans lesquels des marchandises sont manutentionnées ou offertes au public par un personnel féminin :

Le texte des dispositions de l'article 76 du livre II du Code du travail (art. 91 du livre II du Code du travail);

4^o Textes à afficher dans les établissements visés par les décrets spéciaux sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs :

Dans la plupart des industries visées par un des décrets spéciaux sur l'hygiène et la sécurité, le texte du décret spécial applicable à l'industrie :

- Art. 12 du décret du 1^{er} octobre 1913 sur l'intoxication saturnine;
- Art. 4 du décret du 1^{er} octobre 1913 sur les poteries d'étain;
- Art. 12 du décret du 1^{er} octobre 1913 sur les couperies de poils;
- Art. 7 du décret du 1^{er} octobre 1913 sur l'acéto-arsénite de cuivre;
- Art. 7 du décret du 1^{er} octobre 1913 sur l'infection charbonneuse;
- Art. 7 du décret du 1^{er} octobre 1913 sur la manipulation du linge sale;
- Art. 6 du décret du 1^{er} octobre 1913 sur le soufflage à la bouche dans les verreries;
- Art. 13 du décret du 1^{er} octobre 1913 sur les courants électriques;
- Art. 14 du décret du 1^{er} octobre 1913 sur l'air comprimé;
- Art. 20 du décret du 4 décembre 1915 sur les voies ferrées des établissements;
- Art. 60 du décret du 9 août 1925 sur le bâtiment et les travaux publics;
- Art. 11 du décret du 8 août 1930 sur le blanc de céruse et le sulfate de plomb.

CIRCULAIRE DU 9 OCTOBRE 1930⁽¹⁾.

Loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures. — Métallurgie et travail des métaux. — Décret des 9 août 1920-2 avril 1926.

Le décret des 9 août 1920-2 avril 1926, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures aux industriels de la métallurgie et du travail des métaux stipule, en son article 6, § 2° qu'en cas de travaux effectués dans l'intérêt de la sûreté et de la défense nationale ou d'un service public, la durée journalière du travail peut être prolongée, sur un ordre du Gouvernement constatant la nécessité de la dérogation jusqu'à une limite à fixer dans chaque cas *de concert entre le Ministère du Travail et le Ministère qui ordonne les travaux.*

Pour l'application de cette disposition, j'ai dû fréquemment appeler M. le Ministre des Travaux publics à formuler son avis au sujet de demandes de dérogation s'appuyant sur des travaux à exécuter pour des réseaux de chemins de fer.

A ce sujet, mon collègue observe que, pour les demandes ainsi soumises à son examen — dont le nombre va croissant — les industriels intéressés se bornent à invoquer l'urgence des travaux qui les motivent sans apporter de précisions sur la nature de ceux-ci, ni surtout de justifications relatives à leur intérêt public.

Il ajoute que l'instruction de ces affaires a fait ressortir qu'il s'agit presque toujours — pour ne pas dire toujours — de commandes de fournitures courantes ou de travaux d'entretien qui, même lorsqu'ils sont urgents, n'ont pas le caractère de nécessité absolue qu'exige la loi.

Dans ces conditions, M. le Ministre des Travaux publics demande qu'il soit rappelé aux pétitionnaires que la dérogation exceptionnelle ne leur sera accordée que si les travaux dont ils se réclament, non seulement présentent un caractère d'intérêt public, mais aussi si leur exécution dans les délais fixés est d'une *nécessité absolue*.

Pour tenir compte de ces desiderata, il y aura lieu, chaque fois qu'une demande à la dérogation envisagée sera soumise, à fin d'enquête, au Service de l'Inspection, de faire ressortir aux industriels intéressés le caractère de *nécessité absolue* que doivent présenter les travaux d'intérêt public pour obtenir un avis favorable du Ministère des Travaux publics. Si ces industriels estiment que les travaux à exécuter présentent le caractère ainsi défini, ils devront fournir les précisions et attestations indiquées plus haut sans lesquelles leur demande de dérogation risquerait d'être rejetée par le Ministère considéré.

J'ajoute que, dans l'intérêt même des pétitionnaires, toutes demandes, sur lesquelles les différents Ministères sont appelés à formuler un avis dans les conditions de l'article 6 ci-dessus visé, devraient être accompagnées des précisions et attestations susceptibles de simplifier les enquêtes.

Vous voudrez bien porter ces instructions à la connaissance des Inspecteurs départementaux placés sous vos ordres. Je vous adresse, à cet effet, un nombre exemplaires.

(1) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

CIRCULAIRE DU 27 OCTOBRE 1930⁽¹⁾.*Assurances sociales.*

J'ai l'honneur de vous informer que, par arrêté en date du 16 octobre 1930⁽²⁾, publié au *Journal officiel* du 17, les Inspecteurs du travail ont été mandatés, en vertu de l'article 65, § 2, de la loi sur les Assurances sociales, pour vérifier, dans les établissements industriels et commerciaux soumis à leur contrôle :

- 1° L'affiliation du personnel aux assurances sociales;
- 2° Le montant des salaires payés par les employeurs;
- 3° L'application régulière des dispositions concernant le versement des cotisations prévues aux articles 2 et 3.

Je vous adresse, ci-joint, en un nombre suffisant d'exemplaires pour distribution aux Inspecteurs et Inspectrices placés sous vos ordres, les instructions au sujet de la participation — en application de l'arrêté susvisé — du Service de l'Inspection du travail au contrôle de la loi sur les Assurances sociales.

INSTRUCTIONS

RELATIVES A LA PARTICIPATION DES INSPECTEURS DU TRAVAIL AU CONTRÔLE DE LA LOI SUR LES ASSURANCES SOCIALES.

I. — Les Inspecteurs du travail sont, en vertu de l'article 65, § 2, de la loi sur les assurances sociales, mandatés par le Ministre du Travail pour vérifier :

- 1° L'affiliation du personnel aux assurances sociales;
- 2° Le montant des salaires payés par les employeurs;
- 3° L'application régulière des dispositions concernant le versement des cotisations prévues aux articles 2 et 3.

Il est rappelé qu'en vertu de l'article 228 du règlement général d'administration publique en date du 25 juillet 1930, les employeurs sont tenus de présenter aux inspecteurs les pièces de comptabilité ou autres qui constatent les salaires payés, les contributions patronales et ouvrières versées pour les assurances sociales, ainsi que les dates d'embauchage et de cessation de service du personnel.

Les inspecteurs peuvent, en outre, aux termes du même article, interroger les ouvriers et employés pour obtenir les renseignements qui les concernent au sujet de l'application de la loi.

Les Inspecteurs du travail effectuent les vérifications dont il s'agit exclusivement dans les établissements industriels et commerciaux soumis à leur contrôle, et ils n'ont à procéder à aucune autre vérification.

II. — Les Inspecteurs procèdent aux vérifications prévues ci-dessus à l'occasion de leurs visites normales de contrôle dans les établissements susvisés.

III. — Ils effectuent, en outre, des visites spéciales, en vue de procéder à ces vérifications, lorsque celles-ci apparaissent nécessaires.

IV. — Dès la réception des présentes instructions, ils se mettront en rapports avec les Préfets. Ceux-ci signaleront aux Inspecteurs du travail les établissements dans lesquels ces vérifications seraient particulièrement indiquées d'après les pièces ou renseignements qu'ils possèderaient et qu'ils devront communiquer aux Inspecteurs du travail.

Ces communications auront lieu ultérieurement suivant les modalités arrêtées d'accord entre les Inspecteurs du travail et les Préfets.

(1) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

(2) Voir p. 110.

V. — Lorsque les vérifications des Inspecteurs donneront lieu à des observations, ceux-ci devront les consigner sur le registre de l'établissement en invitant l'employeur à y répondre dans la huitaine (art. 228, § 3, du décret susvisé).

A l'expiration du délai susindiqué, ils transmettent leurs observations, accompagnées de la réponse de l'employeur, à l'Inspecteur divisionnaire.

Celui-ci en fera la transmission au Ministre du Travail sous le timbre de la Direction du Travail.

Il est bien entendu que les constatations faites par les Inspecteurs du travail ne peuvent donner lieu aux procès-verbaux visés par l'article 107 du livre II du Code du travail, en raison de ce que la loi sur les assurances sociales a prévu une procédure différente. Ces constatations ne sont effectuées qu'à titre d'information pour le Ministre du Travail qui y fera donner la suite qu'elles comportent, en appliquant la procédure prévue par l'article 64 de la loi. Des instructions à cet égard seront données par le Ministre aux Préfets pour chaque cas particulier.

PIERRE LAVAL.

CIRCULAIRE DU 6 NOVEMBRE 1930 ⁽¹⁾.

Hygiène et sécurité des travailleurs. — Décret du 24 octobre 1930 modifiant le décret du 10 juillet 1913. — Dégauchisseuses. — Arbre rond.

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint le texte du décret du 24 octobre 1930 ⁽²⁾ qui a modifié le décret du 10 juillet 1913 relatif aux mesures générales de protection et de salubrité applicables à tous les établissements assujettis.

Ce décret a ajouté au décret du 10 juillet 1913 un article 12 *bis* qui impose l'obligation de munir les machines à travailler le bois, dites dégauchisseuses, d'un arbre porte-lames à section circulaire.

L'application de ce décret ne paraît pas devoir soulever de difficultés sérieuses. Il est, en effet, entré peu à peu dans la pratique, grâce, notamment, à l'action persuasive du service de l'inspection du travail, de substituer sur les dégauchisseuses des arbres ronds aux arbres carrés dont l'emploi a causé de si nombreux accidents.

Le délai minimum prévu pour l'exécution des mises en demeure effectuées en application du nouvel article 12 *bis* du décret du 10 juillet 1913 est fixé à un mois.

Je vous prie de donner au service toutes instructions utiles, en vue de l'application des dispositions du nouveau décret.

CIRCULAIRE DU 24 NOVEMBRE 1930 ⁽¹⁾.

Assurances sociales. — Circulaire du 23 août 1930.

Plusieurs Inspecteurs divisionnaires m'ont posé la question de savoir si les travailleurs à domicile étaient assujettis à la loi sur les Assurances sociales.

J'ai l'honneur de vous rappeler que cette question a été tranchée par la circulaire du 23 août 1930, relative à la détermination de la qualité de

⁽¹⁾ Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

⁽²⁾ Voir p. 82.

« salarié » au regard de la loi du 30 avril 1930 sur les Assurances sociales. Cette circulaire, qui a été publiée au *Journal officiel* du 24 août (erratum au *Journal officiel* du 29 août), figure dans le « Recueil général des textes concernant les Assurances sociales » (page 293) dont un exemplaire vous a été précédemment envoyé.

CIRCULAIRE DU 1^{er} DECEMBRE 1930 (*).

Hygiène dans les filatures de soie viscose. — Troubles mentaux.

Mon attention a été appelée sur plusieurs cas de folie subite ou de troubles cérébraux survenus, dans ces derniers temps, parmi des ouvriers — presque tous de nationalité étrangère — travaillant dans les filatures de soie viscose de la région lyonnaise.

Pour certains de ces cas, où la profession des ouvriers atteints les expose à des émanations nocives, on est amené à se demander, encore que les conditions d'hygiène des usines où ils ont été relevés soient indiquées comme excellentes, s'il n'existerait pas une relation entre ces troubles psychiques et la profession.

J'ai décidé, en conséquence, de faire procéder à une enquête d'ordre médical sur la question par M. le professeur Etienne Martin de Lyon, médecin-conseil de l'Inspection du Travail.

En vue d'étendre la base de cette étude, je vous serai obligé de vouloir bien faire rechercher dans les filatures de soie viscose de votre circonscription si des cas de troubles mentaux n'auraient pas été constatés parmi le personnel de ces établissements et de m'en faire connaître, aussi complètement que possible, les circonstances de fait.

J'ajoute que, lors de la précédente enquête dans les fabriques de soie viscose en exécution de la circulaire du 19 avril 1929, trois cas d'aliénation mentale bien caractérisés, survenus, il est vrai, dans des circonstances exceptionnelles (conditions d'hygiène défectueuses dans l'un des cas et prédispositions psychopatiques marquées dans les deux autres), avaient été relatés comme paraissant d'origine professionnelle.

CIRCULAIRE DU 1^{er} DECEMBRE 1930 (*).

Inspection du travail. — Rapports et statistiques annuels.

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint les états qui doivent servir à l'établissement des tableaux statistiques annexés au rapport sur l'application, en 1930, des lois réglementant le travail, ainsi que le cadre de ce rapport.

Comme les années précédentes, les états n^{os} 1, 2, 5, 10, 11, 12, ne vous sont pas demandés.

Je vous rappelle à nouveau qu'en vue de rendre plus facilement comparables avec ceux de vos collègues vos renseignements sur chaque point particulier, il est indispensable que votre rapport soit établi rigoureusement suivant le plan qui vous est tracé, en distinguant exactement les divers paragraphes qui composent chacun des chapitres.

Vous ne manquerez pas de signaler les faits ou les incidents qui se

(*) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

seraient produits au cours de l'année et qui mériteraient de fixer l'attention d'une façon particulière. Vous ne devez pas oublier, lorsque vous signalez des irrégularités, de mentionner en même temps les mesures qui ont pu être prises pour y remédier.

J'appelle votre attention, comme les années précédentes, sur l'inutilité que présente l'insertion, dans le rapport même, de tableaux statistiques reproduisant les renseignements contenus dans les états joints audit rapport et réunis dans la statistique générale : afin d'éviter à cet égard tout double emploi, on a pris le soin d'éliminer du cadre du rapport annuel tous les renseignements statistiques qui peuvent être extraits des états. Par contre, lorsque les questions posées exigent des réponses numériques, vous devez y répondre par des chiffres aussi exacts que possible.

Il y aurait intérêt à ce que ces chiffres soient présentés sous forme de tableaux, établis en se conformant aux cadres adoptés dans les tableaux d'ensemble incorporés dans le rapport de la Commission supérieure du travail ainsi que dans le Rapport général à M. le Président de la République, sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs.

Vous remarquerez d'ailleurs qu'aucun des chiffres qui sont demandés dans le cadre du rapport n'exige d'enquête spéciale. Ces chiffres s'appliquent exclusivement aux établissements connus du service et sur lesquels il possède actuellement des indications précises touchant les conditions du travail. Le calcul de ces chiffres par les inspecteurs départementaux et leur vérification, le cas échéant, par les inspecteurs divisionnaires, n'exigent donc que la consultation des documents (fiches, horaires, avis, etc.) dont la conservation est prescrite par les instructions.

En ce qui concerne les tableaux statistiques, je vous rappelle que les circulaires antérieures ont défini comme un seul établissement « tout ensemble de locaux de travail, bâtiments et cours, ateliers et chantiers communiquant entre eux à l'intérieur d'une même enceinte et dans lesquels, sous une même direction, une ou plusieurs personnes sont occupées d'une façon habituelle, soit à des travaux relevant d'un même groupe professionnel, soit à des travaux industriels ou commerciaux accessoires ».

Dès lors, un établissement industriel auquel serait annexé un magasin de vente au détail ne devra être porté qu'à la catégorie professionnelle de l'établissement industriel principal. A l'inverse, un grand magasin de vente qui posséderait un atelier de réparation sera porté seulement à la catégorie professionnelle de l'établissement principal (commerce, banque).

Cette manière de procéder vous permettra, tout en maintenant dans la statistique le caractère d'unité de ces établissements, de répartir exactement leurs diverses catégories de personnel sous l'indication des lois qui les protègent.

Je vous prie de veiller à ce qu'il y ait une concordance absolue entre les chiffres de votre rapport et ceux qui sont inscrits aux tableaux annexés, ainsi qu'entre les totaux applicables aux mêmes espèces qui doivent se retrouver dans les différents tableaux. Si, dans les comparaisons rétrospectives, vous étiez amenés à modifier les chiffres donnés dans les rapports antérieurs, vous ne manqueriez pas d'en exposer les raisons.

Vous devrez, selon l'usage, me faire parvenir les états statistiques dès qu'ils seront établis et sans attendre que la rédaction de votre rapport soit terminée, afin de permettre d'accélérer le travail de dépouillement qui précède la préparation du rapport d'ensemble.

Quant au rapport, il devra me parvenir, écrit *sur le recto des feuilles seulement, et en deux exemplaires, le 1^{er} mars au plus tard.*

Je vous prie de m'accuser réception de la présente circulaire que j'adresse, d'autre part directement, avec les états statistiques nécessaires, à chacun des inspecteurs départementaux placés sous vos ordres.

CADRE DU RAPPORT ANNUEL.

INSPECTION DU TRAVAIL 1930.

CHAPITRE PREMIER. — GÉNÉRALITÉS.

§ 1^{er}. — *Déclaration des établissements industriels et commerciaux.* — Nombre de déclarations reçues en vertu des articles 1^{er}, 1^{er} a, 1^{er} b, du livre II du Code du travail (loi du 30 juin 1928). — Observations auxquelles a donné lieu l'application de ces articles.

§ 2. — Ateliers de famille soumis ou non soumis aux lois sur le travail. Le nombre de ces ateliers paraît-il en augmentation ou en diminution ? — Faits nouveaux constatés dans ces ateliers.

§ 3. — Quelles sont les catégories nouvelles d'établissements ou de travailleurs pour lesquelles des contestations ont été élevées sur le point de savoir si elles sont ou non visées, d'une manière générale, par les lois sur le travail ? Des difficultés se sont-elles produites au sujet des gérants de succursales et de dépôts ?

CHAPITRE II. — AGE D'ADMISSION. — LIVRETS.

§ 1^{er}. — *Enfants de 12 à 13 ans.* — Mesures nouvelles prises, soit par l'administration préfectorale, soit par les municipalités, pour faciliter la délivrance des certificats prescrits par la loi pour ces enfants.

§ 2. — *Livrets.* — Irrégularités constatées en ce qui concerne la délivrance des livrets par les mairies. — Autres irrégularités concernant les livrets. — Mesures prises par le service pour mettre fin à ces irrégularités.

§ 3. — *Enfants étrangers.* — Nationalité et, si possible, nombre des enfants nés hors de France, employés dans les établissements industriels de la région. — La circulaire du 20 avril 1899-8 juillet 1926 relative à la délivrance des livrets à ces enfants a-t-elle été régulièrement appliquée ? — Abus auxquels l'emploi de ces enfants a donné lieu. — Application de l'arrangement franco-italien du 15 juin 1910 et de la circulaire du 20 décembre 1912. — Mesures prises pour assurer la protection des enfants étrangers occupés sans leurs parents.

§ 4. — Mesures nouvelles prises par les industriels pour restreindre l'emploi des enfants dans les industries où la main-d'œuvre enfantine fait défaut, notamment dans les verreries, la grosse métallurgie et la papeterie (transformation de l'outillage, modification de l'organisation du travail, remplacement des enfants par des hommes adultes, etc.).

§ 5. — *Enfants de 13 à 16 ans.* — A-t-on réclamé au cours de l'année l'examen médical prévu par l'article 4 du livre II du Code du travail ? Dans quelles conditions cet examen a-t-il eu lieu ? — Quelles en ont été les conséquences ?

§ 6. — Extension des dispositions qui précèdent aux établissements industriels et commerciaux qui n'y étaient pas encore soumis (loi du 30 juin 1928). — Indiquer les mesures nouvelles prises pour assurer l'exécution de ces dispositions et les résultats obtenus.

§ 7. — Le relèvement à 14 ans de l'âge d'admission des enfants au travail industriel prévu par le projet de convention adopté par la Conférence internationale du travail en 1919 et qui se trouverait réalisé par le projet de loi tendant à relever à 14 ans la limite de la scolarité obligatoire, déjà adopté par le Sénat et en instance à la Chambre des Députés, soulèverait-il de graves difficultés ?

CHAPITRE III. — DURÉE DU TRAVAIL.

A. — *Application des règlements d'administration publique pris en vertu de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures.*

§ 1^{er}. — Difficultés nouvelles d'ordre général rencontrées (assujettissement de certaines professions non désignées nommément dans les règlements d'administration publique; assujettissement de parties d'établissement où s'exercent des professions visées par des règlements d'administration publique, encore que l'établissement principal appartienne à une profession pour laquelle il n'a pas été pris de règlement, etc.)

§ 2. — Régime le plus généralement adopté dans le cas où le règlement laisse le choix entre plusieurs régimes (répartition égale des 48 heures sur les six jours ouvrables; répartition inégale des 48 heures avec liberté de l'après-midi ou de la journée entière du samedi (ou d'un autre jour); répartition sur des périodes autres que la semaine (96 heures en deux semaines, 144 heures en trois semaines).

§ 3. — Récupération des heures perdues. — La récupération sous la forme forfaitaire tend-elle à se répandre ? — Ententes nouvelles entre organisations patronales et ouvrières pour l'utilisation des récupérations.

§ 4. — Dérogations permanentes.

§ 5. — Dérogations temporaires. — Dans quelle mesure et de quelle façon a été utilisé le crédit d'heures supplémentaires pour surcroît extraordinaire de travail ? — Des difficultés se sont-elles rencontrées pour la subdivision de l'établissement en parties d'établissement en vue de l'utilisation du crédit d'heures de dérogation ?

§ 6. — Contrôle. — Horaires, registres, tableaux récapitulatifs, avis et demandes de récupérations et de dérogations.

B. — *Application de la législation antérieure dans les établissements non visés par des règlements d'administration publique pris en vertu de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures.*

Durées normales pratiquées en fait dans ces établissements, en distinguant les diverses catégories professionnelles.

CHAPITRE IV. — TRAVAIL DE NUIT.

§ 1^{er}. — *Travail de nuit.* — Indiquer, sous forme de tableau, le nombre et la nature des établissements industriels (*) dans lesquels le travail de nuit des hommes adultes a été pratiqué d'une façon habituelle à la connaissance du service, en dehors des « usines à feu continu », visées

(*) Par établissements industriels, il faut entendre exclusivement les usines, manufactures, ateliers et chantiers, tels qu'ils sont définis pour l'application de l'article 21 du livre II du Code du travail.

par l'article 3 du décret du 30 juin 1913. — Personnel occupé de nuit et personnel total de ces établissements.

§ 2. — *Repos de nuit de onze heures consécutives.* — Nombre de cas où, par suite, soit de dérogations régulières, soit de contraventions, le repos de nuit des femmes employées dans l'industrie aurait été inférieur à ce minimum.

§ 3. — Le service a-t-il constaté que des femmes auraient encore été employées la nuit au brochage des imprimés et au pliage des journaux dans les locaux industriels des imprimeries ? L'emploi de femmes la nuit au travail commercial de mise sous bandes tend-il à diminuer ?

§ 4. — *Travail de nuit temporaire* (art. 2 du décret du 30 juin 1913). — Nombre d'avis reçus par le service. — Application de l'article 1^{er} du décret du 5 mai 1928.

§ 5. — *Usines à feu continu.* — Le service a-t-il constaté que des femmes auraient été encore employées la nuit dans des usines à feu continu, y compris les fabriques de sucre brut ? — A-t-il constaté que des enfants de moins de 15 ans y aient été employés la nuit ? — Dans chacune des catégories d'usines à feu continu visées à l'article 2 du décret du 5 mai 1928, rappeler le nombre d'établissements occupant encore des enfants la nuit en indiquant spécialement le nombre des enfants âgés de 15 à 16 ans occupés la nuit au 31 décembre 1929.

§ 6. — *Boulangeries.* — Quelles mesures nouvelles ont été prises pour parer aux difficultés rencontrées pour l'application de la loi du 28 mars 1919 sur l'interdiction de l'emploi d'ouvriers la nuit dans les boulangeries ? — Ententes locales entre patrons boulangers pour la suppression du travail de nuit des patrons travaillant seuls.

CHAPITRE V. — TOLÉRANCES ACCORDÉES PAR LES INSPECTEURS.

Pour quels motifs (incendies, inondations, etc.), l'interdiction du travail de nuit des enfants et des femmes a-t-elle été levée au cours de l'année (livre II, art. 25) ? — Nombre de cas où l'interdiction a été levée par simple préavis, par autorisation de l'inspecteur.

CHAPITRE VI. — REGISTRES. — AFFICHAGE.

§ 1^{er}. — *Registres d'inscription et d'usine.* — Application de l'article 90 a du livre II. — Extension des dispositions concernant le registre d'inscription aux établissements industriels et commerciaux qui n'y étaient pas encore soumis (loi du 30 juin 1928). — Mesures prises pour assurer l'exécution de ces dispositions et résultats obtenus.

§ 2. — *Affichage des lois, des règlements d'administration publique.*

CHAPITRE VII. — REPOS HEBDOMADAIRE ET JOURS FÉRIÉS.

.. *Champ d'application de l'article 30 du livre II.* — Pour quelles professions l'application des prescriptions légales a-t-elle été contestée pour la première fois ? — Pour quels motifs ? — Solution intervenue. — Litiges nouveaux concernant l'application de la loi à certaines catégories d'employés (associés, directeurs, ingénieurs, gérants de succursales, membres de la famille, etc.).

Modes de repos hebdomadaire. — Répartition, sous forme de tableau, des établissements dont le régime général de repos hebdomadaire est connu du service (¹), d'après ce régime; nombre des établissements pratiquant : le repos collectif du dimanche; — le repos collectif un autre jour; — le repos du dimanche midi au lundi midi; — le repos collectif de l'après-midi du dimanche avec repos compensateur; — le repos par roulement; — les repos spéciaux du décret du 31 août 1910. — Distinguer dans chaque catégorie les établissements industriels et les établissements commerciaux.

Circonstances dans lesquelles des autorisations, accordées précédemment par les préfets, ont été retirées ou modifiées.

ART. 38. — Des difficultés nouvelles se sont-elles présentées pour l'interprétation des différentes rubriques du paragraphe 1^{er} ?

ART. 39. — Tableau indiquant le nombre des adultes appartenant à chacune des 18 catégories visées par le décret du 31 août 1910 auxquelles ont été appliqués les modes spéciaux de repos autorisés par le décret.

Tableau donnant le nombre total des usines à feu continu et la répartition de celles de ces usines, énumérées ou non par les décrets du 13 août 1910 et du 30 juin 1913, qui s'arrêtent chaque semaine, d'après la nature de ces usines et la durée de l'arrêt hebdomadaire.

ART. 40 et 41. — L'interprétation de ces articles a-t-elle donné lieu à des contestations nouvelles ?

ART. 43a. — Localités (ou régions), et professions pour lesquelles, à la connaissance du service, des arrêtés préfectoraux sont intervenus dans l'année pour prescrire la fermeture au public des établissements le jour du repos hebdomadaire collectif ou pour modifier ou rapporter des arrêtés antérieurs. — Quelles difficultés a soulevé dans l'année l'application de ces arrêtés ?

ART. 44. — Localités dans lesquelles, à la connaissance du service, des arrêtés municipaux ont été pris en vertu de cette disposition et répartition de ces localités d'après le nombre de repos du dimanche suspendus dans l'année.

ART. 45 à 48. — Quelles difficultés a soulevé la distinction entre industries et commerces ? — Les déclarations sont-elles faites régulièrement ? — (Ces renseignements seront donnés en distinguant les dérogations prévues par chacun de ces articles.) — Application du repos hebdomadaire dans les hôtels des stations balnéaires et climatiques.

Contrôle. — Difficultés rencontrées à l'occasion de l'application du repos par roulement au personnel affecté à la rédaction dans les entreprises de journaux et d'informations.

ART. 52. — *Repos des jours de fêtes reconnus par la loi.*

CHAPITRE VIII. — REPOS DES FEMMES EN COUCHES ET DES FEMMES ALLAITANT LEURS ENFANTS.

§ 1^{er}. — Application des articles 54 a, 54 b et 54 c du livre II du Code du travail.

(¹) Les établissements du département du Rhône, dont le contrôle a été confié spécialement aux officiers de police judiciaire, en ce qui concerne le repos hebdomadaire, doivent être laissés en dehors.

§ 2. — Chambres d'allaitement. — Fournir la liste des chambres d'allaitement connues du service, fonctionnant dans les conditions prévues par l'article 54 d du livre II du Code du travail et par le décret du 11 mars 1926.

CHAPITRE IX. — HYGIÈNE ET SÉCURITÉ DES TRAVAILLEURS.

§ 1^{er}. — Indiquer, à propos de l'article 66 a du livre II du Code du travail et de chacun des articles du décret du 10 juillet 1913, les améliorations obtenues et les installations nouvelles qui peuvent être données en exemple. — Indiquer les catégories d'établissements sur lesquelles a porté plus particulièrement l'effort du service pendant l'année et faire ressortir, autant que possible par des chiffres, les résultats obtenus.

On indiquera notamment, dans un tableau (1), pour l'évacuation des poussières dans les fabriques de chaux et de ciments, pour l'évacuation des vapeurs de benzine dans les ateliers travaillant le caoutchouc, pour l'évacuation des poussières des cardes, pour l'évacuation des buées dans les teintureries et les filatures de soie, pour l'évacuation des poussières du bois dans les scieries et autres ateliers de l'industrie du bois employant des machines-outils mues mécaniquement, pour l'élimination des poussières dans les ateliers de polissage :

1° Le nombre des établissements connus du service dans lesquels ces mesures sont applicables;

2° Le nombre de ceux dans lesquels ces mesures sont actuellement appliquées à la connaissance du service, soit à la suite des mises en demeure, soit spontanément, soit à la suite d'ententes amiables avec les industriels;

3° Le nombre de ceux dans lesquels ces mesures ont fait l'objet de mises en demeure non encore exécutées.

En ce qui concerne les prescriptions de l'alinéa 3 de l'article 8 du décret du 10 juillet 1913, les inspecteurs feront connaître si l'application de la circulaire du 25 juin 1912 (analyse des eaux de boisson) a donné lieu à des difficultés. Ils indiqueront le nombre des analyses provoquées par eux dans l'année.

D'autre part, les inspecteurs mentionneront les nouvelles remarques auxquelles aurait pu les conduire l'examen des conditions d'éclairage des locaux de travail.

Enfin, les inspecteurs indiqueront les premières mesures prises pour l'application du décret récent du 24 juillet 1930 (modes de nettoyage du sol des locaux, aération des locaux en sous-sol, etc.).

§ 2. — Application du décret du 13 août 1913 sur le couchage du personnel. — Mesures prises par les employeurs pour assurer ou faciliter le logement de leurs ouvriers, célibataires ou mariés.

§ 3. — Industries et commerces particulièrement dangereux de la circonscription au point de vue de l'hygiène, d'après les maladies professionnelles dont ils sont la cause (2). — Mesures nouvelles prises, pendant

(1) La première colonne de ce tableau doit reproduire la première colonne du tableau récapitulatif relatif au même objet, figurant dans le rapport adressé par le Ministre au Président de la République sur l'application de la loi du 12 juin 1893 pendant l'année 1912.

(2) Ces industries pourront faire l'objet, en dehors du rapport annuel, de monographies ou de notes spéciales destinées au *Bulletin de l'Inspection du travail*.

Les inspecteurs n'insisteront dans leurs rapports que sur les mesures prises pour atténuer l'insalubrité de ces industries.

l'année, pour remédier à ces dangers. — Y a-t-il lieu de prendre, pour ces industries, des règlements spéciaux par application de l'article 67, 2°, du livre II ?

§ 4. — Remarques auxquelles a donné lieu l'application des décrets pris en vertu de l'article 67, 2°, spécialement en ce qui concerne les décrets relatifs à l'air comprimé, à l'intoxication saturnine, à l'emploi de la céruse et du sulfate de plomb, à l'infection charbonneuse, aux coupe-ries de poils, ou soufflage à la bouche dans les verreries. Indiquer, dans un tableau, le nombre des établissements connus du service auxquels s'applique chacun de ces décrets, et le nombre de ceux : 1° où le médecin prévu par lesdits décrets a été désigné; 2° où le registre sanitaire est ouvert; 3° où ce registre est tenu à jour. — L'application du décret du 23 décembre 1928 sur les étalages et du décret du 15 mars 1930 sur les liquides inflammables a-t-elle donné lieu à des difficultés ?

§ 5. — *Céruse.* — *a.* Application du chapitre IV du titre II du livre II du Code du travail. — Exposer l'action du service pendant l'année écoulée. — Nombre de visites faites dans les chantiers de peinture en bâtiment en vue de l'application des dispositions interdisant l'emploi de la céruse. — Nombre de cas où il a été reconnu sur place que la céruse n'était pas employée. — Nombre de cas où l'emploi de la céruse a été constaté sur place. — Nombre de cas où des échantillons ont été prélevés pour analyse. — Résultats de ces analyses. — Nombre des procès-verbaux dressés. — Suites données à ces procès-verbaux. — Appréciation d'ensemble sur l'état de la question dans la circonscription.

b. Application des décrets du 1^{er} octobre 1913 et du 8 août 1930 sur l'emploi de la céruse et du sulfate de plomb dans les travaux de peinture.

§ 6. — *Chantiers.* — Résultats des constatations concernant l'application de l'article 90 *b* du livre II du Code du travail. — Nombre de cas où la liste des chantiers prévue par le premier alinéa a été trouvée tenue à jour. — Nombre de cas où cette liste n'a pas été trouvée tenue à jour. — Nombre de procès-verbaux dressés. — Nombre des avis prévus par le deuxième alinéa reçus pour l'ouverture de chantiers occupant dix ouvriers au moins pendant plus d'une semaine. — Nombre de cas dans lesquels il a été constaté que cet avis n'avait pas été envoyé. — Nombre de procès-verbaux dressés.

§ 7. — *Sécurité dans les chantiers du bâtiment et des travaux publics.* — Conditions dans lesquelles il a été fait usage, par les ouvriers, de la faculté de consigner leurs observations sur le registre prévu par l'article 2, § 2, du décret.

§ 8. — Prescriptions spéciales aux enfants, aux filles mineures et aux femmes (décret du 21 mars 1914). — En particulier, application de l'article 7 concernant le travail des enfants dans les verreries et du décret du 8 août 1930 (travail des enfants et des femmes dans les travaux de peinture à la céruse et au sulfate de plomb).

§ 9. — *Surcharges.* — Application du décret du 28 décembre 1909.

§ 10. — Application de l'article 76 du livre II (sièges pour les femmes employées dans les magasins).

§ 11. — *Etablissements publics.* — Constatations relatives à l'hygiène et la sécurité des travailleurs consignées sur le registre prévu par le décret du 2 mars 1905. — Suite donnée à ces constatations.

CHAPITRE X. — ACCIDENTS.

§ 1^{er}. — Nombre d'accidents de plus de quatre jours non déclarés dont le service a eu connaissance.

§ 2. — Appareils, machines et procédés de travail qui se sont révélés comme particulièrement dangereux, d'après le nombre et la gravité des accidents qu'ils provoquent⁽¹⁾. — Envisager spécialement, à cet égard, la situation des industries du bâtiment. — Mesures nouvelles prises pour prévenir ces accidents. — Institution de comités de sécurité; leur composition; leurs attributions; leurs résultats. — Indiquer les modifications qu'il conviendrait d'apporter à cet égard au décret du 10 juillet 1913, ou les règlements qui pourraient être pris en vertu de l'article 67, 2°, du livre II.

§ 3. — Fournir en particulier des renseignements sur les accidents qui auraient pu se produire :

a. Par suite de l'éclatement de récipients ou canalisations à l'intérieur desquels s'exerce une pression autre que celle de la vapeur d'eau;

b. Par l'explosion de récipients contenant du chlore;

c. Par manipulation de récipients contenant des liquides particulièrement inflammables;

d. Par l'usage des ponts roulants;

e. Par la circulation sur les passerelles et les ponts volants;

f. Par l'action des courants électriques à basse tension;

g. Par l'éroulement de bâtiments en cours de construction.

CHAPITRE XI. — MALADIES PROFESSIONNELLES.

§ 1^{er}. — Nombre de déclarations d'emploi de procédés de travail visés par la loi du 25 octobre 1919 (art. 2 du décret du 31 décembre 1920). — Répartir ce nombre suivant les rubriques des tableaux annexés à la loi. — Nombre des ouvriers occupés dans chacune des catégories de travaux ainsi visés. — Mentionner à part les déclarations se rapportant, pour un même établissement, à plusieurs rubriques.

§ 2. — Nombre des déclarations de cessation d'assujettissement (art. 1^{er} du décret du 31 décembre 1920). — Répartition comme ci-dessus. — Nombre d'ouvriers intéressés.

§ 3. — Nombre de déclarations de maladies professionnelles communiquées au service par les maires (art. 5 de la loi du 25 octobre 1919).

§ 4. — Nombre de déclarations de maladies professionnelles adressées au service par les médecins (art. 12 de la loi du 25 octobre 1919. — Décret du 16 novembre 1929).

§ 5. — Observations sur les conditions dans lesquelles la législation sur les maladies professionnelles est appliquée. — Maladies professionnelles nouvelles à inscrire sur la liste de celles dont la déclaration par les médecins serait obligatoire, en vertu de l'article 12 de la loi.

⁽¹⁾ Ces appareils, machines ou procédés de travail pourront faire l'objet, en dehors du rapport annuel, de monographies spéciales destinées au *Bulletin de l'Inspection du travail*.

Les inspecteurs n'insisteront dans leurs rapports que sur les mesures prises pour prévenir les accidents.

CHAPITRE XII. — ÉTABLISSEMENTS DANGEREUX, INSALUBRES ET INCOMMODOES.

Application de l'article 11 de la loi du 19 décembre 1917. — Nombre d'examens de demandes d'autorisation auxquelles il a été procédé par le service en vertu des dispositions de l'alinéa 5 dudit article.

CHAPITRE XIII. — CAUTIONNEMENTS.

Difficultés nouvelles rencontrées dans l'application des articles 32 *a* et 32 *d* du livre I^{er} du Code du travail. — Registres. — Certificats de dépôt.

CHAPITRE XIV. — SALAIRES DES OUVRIERS A DOMICILE.

§ 1^{er}. — Difficultés nouvelles rencontrées à l'occasion de l'application des articles 33 *a*, 33 *b*, 33 *c* du livre I^{er} du Code du travail, modifiés par la loi du 14 décembre 1928, ou des décrets des 10 août 1922 et 30 juillet 1926. — Travaux dont l'assujettissement à la loi aurait été contesté.

§ 2. — Le contrôle a-t-il donné l'occasion au service de constater des salaires inférieurs aux minima établis ? — Des sanctions sont-elles intervenues en vertu de l'article 33 *n*, modifié par la loi du 14 décembre 1928 ?

§ 3. — Collaboration des inspecteurs aux travaux des comités de salaires ou des comités professionnels d'expertises.

§ 4. — Concurrence des ouvriers, ateliers de charité ou de bienfaisance. — Résultats des interventions du service (circulaire du 9 juillet 1917).

§ 5. — Décisions de jurisprudence particulièrement intéressantes et qui n'auraient pas été publiées dans le *Bulletin de l'Inspection du travail* ou dans le *Bulletin du Ministère du Travail* (circulaire du 19 février 1918).

§ 6. — Propositions éventuelles d'extension du bénéfice de la loi à d'autres catégories de travaux exécutés à domicile.

CHAPITRE XV. — PAYEMENT DES SALAIRES ET ÉCONOMATS.

§ 1^{er}. — *Paiement des salaires.* — L'interprétation des articles 34 à 45 du livre I^{er} du Code du travail a-t-elle donné lieu à des difficultés nouvelles, notamment en ce qui concerne :

La distinction des ouvriers et des employés;

La fixation d'un délai pour l'établissement des fiches de paye;

La définition du travail aux pièces (art. 44, § 2);

Le payement des primes;

Le local dans lequel la paye est effectuée (art. 45).

A l'occasion de l'application des articles 43 et 45 du livre I^{er}, le service a-t-il pu constater les conditions dans lesquelles sont appliqués les articles 50, 51, 61 à 63 du même livre ?

Quels sont les documents et renseignements dont il a pu disposer pour constater l'application des articles 43 à 45 ?

§ 2. — *Economats.* — Les économats dont l'existence avait été signalée par le service ont-ils été tous fermés ou transformés en coopératives ? — De nouveaux économats ont-ils été ouverts ?

Le service a-t-il eu l'occasion de constater des infractions au 2° de l'article 73 du livre I^{er} du Code du travail (pression exercée par les employeurs sur leurs ouvriers ou employés pour les obliger à se fournir dans des magasins désignés par eux).

Signaler les résultats du contrôle exercé par le service sur les cantines non exploitées par les employeurs et ne constituant pas, par suite, des économats.

CHAPITRE XVI. — ÉTABLISSEMENTS DE BIENFAISANCE.

§ 1^{er}. — Enfants au-dessous de 13 ans occupés à un travail manuel dans les établissements de bienfaisance visités pendant l'année. — Ce travail avait-il exclusivement le caractère d'enseignement professionnel ? — La durée en dépassait-elle trois heures ? — L'instruction primaire était-elle donnée aux enfants ? (Circ. du 11 juillet 1900.)

§ 2. — Comment s'exerce votre contrôle dans ces établissements ? — Difficultés que vous avez rencontrées.

CHAPITRE XVII. — THÉÂTRES ET CAFÉS-CONCERTS SÉDENTAIRES. PROFESSIONS AMBULANTES.

§ 1^{er}. — Application des articles 58 et 59 du livre II sur l'emploi des enfants dans les théâtres et cafés-concerts sédentaires. — Quelle application ont reçu dans votre circonscription la circulaire du Sous-Secrétaire d'Etat des Beaux-Arts du 10 mars 1913 portée à votre connaissance par ma circulaire du 22 avril 1913 et la lettre-circulaire du Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts du 26 juin 1924 ? — Les abus signalés au sujet de l'octroi des autorisations, de l'âge des enfants et du répertoire ont-ils cessé ?

§ 2. — Professions ambulantes (art. 60 et suivants du livre II). — Décret du 21 mars 1914, tableau C (ménageries).

CHAPITRE XVIII. — TRAVAILLEURS ÉTRANGERS.

Remarques auxquelles a donné lieu l'application de la loi du 11 août 1926 sur la protection du travail national.

CHAPITRE XIX. — COMMISSIONS DÉPARTEMENTALES. COMITÉS DE PATRONAGE.

Les commissions départementales et les comités de patronage existant dans votre circonscription se sont-ils réunis ? ('). — Participation des inspecteurs à leurs travaux.

CHAPITRE XX. — INSPECTION.

§ 1^{er}. — Sur quelles catégories d'établissements a porté l'effort principal du service pendant l'année ? — Les projets d'itinéraires ont-ils été

(') Les procès-verbaux des réunions des Commissions et les vœux émis par celles-ci devant être communiqués par les préfets, il est inutile de reproduire ces textes dans les rapports annuels.

régulièrement envoyés et ont-ils été suivis par les inspecteurs départementaux ?

§ 2. — Relations avec les organisations patronales et ouvrières. — Concours apporté par ces organisations à l'application des dispositions légales et réglementaires. — Ententes intervenues à ce sujet entre ces organisations, d'une part, et entre ces organisations et le service, d'autre part. — Nombre et objet des conférences faites sur la demande de ces organisations. — Interventions du service pour le règlement des différends collectifs. — Concours apporté à l'application de la loi sur les assurances sociales.

§ 3. — Citer les départements ou les arrondissements où les rapports de l'inspection avec l'autorité préfectorale, avec l'autorité judiciaire, avec les employeurs et les ouvriers ou employés, ont donné lieu à des remarques.

§ 4. — Nombre de cas d'obstacle apporté à l'accomplissement des devoirs de l'inspecteur par les employeurs; — par les ouvriers et employés; — par d'autres personnes (indiquer lesquelles).

§ 5. — Concours des officiers de police judiciaire.

CHAPITRE XXI. — PÉNALITÉS.

§ 1^{er}. — *Pénalités.* — Taux des pénalités. — Application des circonstances atténuantes, de la loi de sursis, etc.

§ 2. — Récidives; nombre de cas. — Nombre d'affaires portées en appel ou en cassation. — Décisions intéressantes au point de vue de la jurisprudence et qui n'auraient pas été citées au cours du rapport ou publiées dans les bulletins. — Indication des décisions illégales.

§ 3. — Interventions de syndicats patronaux ou ouvriers et des associations autorisées (art. 33 k du livre I^{er} du Code du travail) comme partie civile dans les poursuites pour infractions aux lois réglementant le travail.

CHAPITRE XXII.

Observations ne rentrant dans aucun des chapitres précédents.

CIRCULAIRE DU 1^{er} DECEMBRE 1930 (¹).

Rapports et statistiques annuels.

J'ai l'honneur de vous adresser, ci-joint, les états qui doivent servir à l'établissement des tableaux statistiques annexés au rapport annuel que vous avez à m'adresser sur l'application en 1930, dans les exploitations soumises à votre contrôle, du livre II du Code du travail et de la prévoyance sociale, de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail et des dispositions du livre I^{er} du Code du travail, relatives aux cautionnements, au paiement des salaires et aux économats.

(¹) Adressée aux Ingénieurs en chef des mines.

Au nombre de ces états ne figure plus l'état E (suspension du repos hebdomadaire) qui, cette année encore, ne vous est pas demandé. Quant au rapport lui-même, il devra être établi suivant le cadre qui est également ci-joint.

J'insiste à nouveau d'une façon toute particulière pour qu'il soit répondu de la façon la plus précise et la plus complète aux diverses questions contenues dans le cadre du rapport, notamment en ce qui concerne la durée du travail.

Les états statistiques que vous aurez à m'adresser devront s'appliquer à l'ensemble de votre arrondissement minéralogique. Vous devrez me les faire parvenir dès qu'ils seront établis, sans attendre que la rédaction de votre rapport soit terminée, et, en tous cas, *avant le 1^{er} mars*. Ce mode de procéder permettra d'accélérer le travail de dépouillement qui précède la préparation du rapport de la Commission supérieure du travail.

Je vous prie de veiller à ce qu'il y ait une concordance absolue entre les chiffres de votre rapport et ceux qui sont inscrits aux tableaux annexés, ainsi qu'entre les totaux applicables aux mêmes espèces qui doivent se retrouver dans les différents tableaux.

Je crois utile de rappeler qu'il est indispensable que votre rapport me parvienne, écrit sur le recto des feuilles suelement, en double exemplaire, *le 15 avril au plus tard*.

Je vous prie de m'accuser réception de la présente circulaire et des états qui l'accompagnent, dont vous voudrez bien répartir les exemplaires entre les ingénieurs placés sous vos ordres.

APPLICATION

DES LOIS RÉGLEMENTANT LE TRAVAIL

DANS LES MINES, MINIÈRES ET CARRIÈRES.

CADRE DU RAPPORT ANNUEL (1930).

CHAPITRE PREMIER. — GÉNÉRALITÉS.

Nombre et nature des exploitations existantes. — Distinguer, parmi les mines : les mines de combustibles, les mines de fer, les mines métalliques autres que les mines de fer et les mines d'autres substances; parmi les carrières, distinguer les carrières d'ardoises.

Nombre et nature des exploitations qui n'ont jamais été visitées (les tourbières non comprises).

Signaler spécialement les visites faites à des dépendances qui ne rentrent pas dans la police des mines.

Constatations auxquelles a pu donner lieu l'assujétissement de certains établissements aux différentes lois réglementant le travail et conflits d'attributions qui ont pu se produire avec le Service de l'Inspection du travail.

CHAPITRE II. — AGE D'ADMISSION. — LIVRETS.

§ 1^{er}. — Conditions habituelles de l'admission des enfants au fond et au jour.

Nombre d'enfants au-dessous de 13 ans, rencontrés employés contrairement à l'article 2 du livre II du Code du travail. — Mesures spéciales pour remédier aux abus constatés à cet égard.

Mesures prises, soit par l'administration préfectorale, soit par les municipalités, pour faciliter la délivrance des certificats prescrits par la loi pour les enfants de 12 à 13 ans.

Livrets. — Nombre d'enfants rencontrés sans livrets. — Les livrets sont-ils tenus constamment à la disposition du Service par les chefs d'industrie ? — Irrégularités constatées en ce qui concerne la délivrance des livrets par les mairies. — Autres irrégularités concernant les livrets.

Enfants étrangers. — Nationalité et, si possible, nombre des enfants nés hors de France, employés dans les établissements soumis au contrôle du service des mines. — La circulaire du 20 avril 1899-8 juillet 1926 relative à la délivrance des livrets à ces enfants a-t-elle été régulièrement appliquée ? — Abus auxquels l'emploi de ces enfants a donné lieu. — Contraventions relevées. — Application de l'arrangement franco-italien du 15 juin 1910 et de la circulaire du 20 décembre 1912. — Mesures prises pour assurer la protection des enfants occupés sans leurs parents.

§ 2. — Enfants de 13 à 16 ans. — Proportion pour laquelle ils entrent dans le personnel. — A-t-on réclamé au cours de l'année l'examen médical prévu par l'article 4 du livre II du Code du travail ? Dans quelles conditions cet examen a-t-il eu lieu ? — Quelles en ont été les conséquences ?

CHAPITRE III. — DURÉE DU TRAVAIL.

I. — *Durée du travail du personnel protégé par la loi du 24 juin 1919.*

II. — *Durée du travail des employés du fond et des ouvriers et employés du jour occupés dans les mines et leurs dépendances légales.*

III. — *Durée du travail du personnel des établissements annexes.*

§ 1^{er}. — Infractions constatées à la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures (dans les établissements annexes assujettis à la loi en vertu d'un règlement d'administration publique).

§ 2. — Infractions constatées à l'article 14 du livre II du Code du travail (dans les établissements industriels annexes occupant des enfants ou des femmes et non visés par un règlement d'administration publique pris en vertu de la loi du 23 avril 1919).

§ 3. — Durée du travail normale (*) dans les établissements annexes

(*) La durée du travail normale est la durée s'appliquant, dans une exploitation, à la majorité des ouvriers de la catégorie considérée, abstraction faite des prolongations ou réductions temporaires.

qui ne sont ni visés par un règlement d'administration publique pris en vertu de la loi du 23 avril 1919, ni assujettis à l'article 14 du livre II du Code du travail.

CHAPITRE IV. — TRAVAIL DE NUIT.

Travail de nuit. — Nombre et nature des exploitations et établissements dans lesquels le travail de nuit est pratiqué d'une façon permanente, périodique ou accidentelle. — Indiquer pour chaque catégorie d'exploitations ou d'établissements le nombre des personnes occupées exclusivement de jour et le nombre des personnes occupées de jour et de nuit en distinguant les enfants de moins de 18 ans, les femmes et les hommes adultes.

Pour quels motifs (incendies, inondations, avaries de machines, etc.) l'interdiction du travail de nuit a-t-elle été levée temporairement pour cause de chômage en vertu de l'article 25 du livre II du Code du travail ? — Comment dans ce cas le travail a-t-il été organisé ?

CHAPITRE V. — REGISTRES. — AFFICHAGE.

Registre d'inscription. — Nombre d'exploitations occupant des enfants de moins de 18 ans rencontrés sans registre ou dont le registre n'était pas à jour. — Le registre est-il tenu constamment à la disposition du service des mines ?

Registre d'usine. — Application de l'article 90 a du livre II du Code du travail dans les établissements annexes.

CHAPITRE VI. — HYGIÈNE ET SÉCURITÉ DES TRAVAILLEURS.

§ 1^{er}. — Nombre et répartition, *par grandes catégories professionnelles* (*), des établissements annexes des exploitations minérales, qui ne sont pas soumis aux lois et règlements sur la police des mines et où le service des mines doit assurer l'application du titre II du livre II du Code du travail. — Enfants, femmes et hommes adultes occupés dans les établissements de chacune des catégories professionnelles. — Indiquer à propos de chacun des articles du décret du 10 juillet 1913, les exemples les plus saillants d'améliorations obtenues et les installations nouvelles. — Renseignements qui auraient pu parvenir à la connaissance du service concernant les diverses affections dont pourraient être atteints les ouvriers travaillant le brai et les goudrons. — Accidents dus aux courants électriques à basse tension.

§ 2. — Application de l'article 2 du décret du 2 mai 1893 qui définit la nature des travaux interdits aux enfants employés au fond. Le service des mines a-t-il eu notamment l'occasion de faire application du paragraphe 1^{er} de cet article en cas de surcharges ?

§ 3. — Application du décret du 21 mars 1914. (Travaux dangereux pour les enfants et les femmes.)

(*) Pour les grandes catégories professionnelles, s'en référer au tableau A de l'état n° 19 (Statistique des accidents du travail).

CHAPITRE VII. — REPOS HEBDOMADAIRE ET JOURS FÉRIÉS.

§ 1^{er}. — Application des prescriptions légales relatives au repos hebdomadaire. — Difficultés d'ordre général ou spéciales à certains établissements, travaux ou catégories de personnel (notamment des machinistes et chauffeurs).

§ 2. — Répartition des mines, carrières souterraines continues et temporaires, carrières à ciel ouvert continues et temporaires, établissements annexes des mines et carrières, dont le régime général de repos hebdomadaire est connu du service, d'après ce régime; nombre de ces exploitations pratiquant : le repos collectif du dimanche; le repos collectif un autre jour; le repos de l'après-midi du dimanche avec repos compensateur; le repos par roulement; les repos spéciaux du décret du 31 août 1910.

§ 3. — *Dérogation de l'article 40.* — L'interprétation de cet article a-t-elle donné lieu à des contestations ?

§ 4. — *Dérogation de l'article 41.* — Difficultés d'interprétation.

§ 5. — *Décret du 14 août 1907, article 2.* — Quels établissements ont fait usage du régime prévu par cet article ? Pour quels travaux ? Le service a-t-il été saisi de réclamations du personnel ?

§ 6. — *Décret du 31 août 1910.* — Nombre d'adultes appartenant à chacune des catégories visées par ce décret, auxquels ont été appliqués les modes spéciaux de repos autorisés par le décret.

§ 7. — *Repos des jours fériés reconnus par la loi.* — Infractions aux articles 52 et 53 du livre II du Code du travail.

CHAPITRE VIII. — REPOS DES FEMMES EN COUCHES ET DES FEMMES ALLAITANT LEURS ENFANTS.

§ 1^{er}. — Application des articles 54 *a*, 54 *b* et 54 *c* du livre II du Code du travail.

§ 2. — Chambres d'allaitement. — Fournir la liste des chambres d'allaitement connues du service, fonctionnant dans les conditions prévues par l'article 54 *d* du livre II du Code du travail et par le décret du 11 mars 1926.

CHAPITRE IX. — ACCIDENTS.

§ 1^{er}. — Nombre d'accidents ayant entraîné une incapacité de plus de quatre jours, non déclarés, dont le service a eu connaissance.

§ 2. — Accidents résultant de contraventions au livre II du Code du travail ou aux décrets qui le complètent et ayant pu donner lieu à enquête. — Mesures prises par le service dans ce cas.

§ 3. — Appareils, machines et procédés de travail qui se sont révélés comme particulièrement dangereux, d'après le nombre et la gravité des accidents qu'ils provoquent. — Mesures nouvelles prises pour prévenir ces accidents. — Indiquer les modifications qu'il conviendrait d'apporter à cet égard au décret du 21 mars 1914 ou au décret du 10 juillet 1913 ou les règlements qui pourraient être pris en vertu de l'article 67 du livre II du Code du travail.

§ 4. — Fournir, en particulier, des renseignements sur les accidents qui auraient pu se produire : *a.* par suite de l'éclatement de récipients ou canalisations à l'intérieur desquels s'exerce une pression autre que celle de la vapeur d'eau; *b.* par l'explosion de récipients contenant du chlore; *c.* par manipulation de récipients contenant des liquides particulièrement inflammables; *d.* par l'usage des ponts roulants; *e.* par la circulation sur les passerelles et ponts volants; *f.* par l'action des courants électriques à basse tension; *g.* par l'éroulement des bâtiments en cours de construction.

CHAPITRE X. — PAYEMENT DES SALAIRES ET ÉCONOMATS.

§ 1^{er}. — *Payement des salaires.* — L'interprétation des articles 43 à 45 du livre I^{er} du Code du travail a-t-elle donné lieu à des difficultés particulières, notamment en ce qui concerne :

- La distinction des ouvriers et des employés;
- La fixation d'un délai pour l'établissement des fiches de paye;
- La définition du travail aux pièces (art. 44, § 2);
- Le payement des primes;
- Le local dans lequel la paye est effectuée (art. 45).

Nombre des réclamations dont le service a été saisi sur chacun de ces points.

A l'occasion de l'application des articles 43 et 45 du livre I^{er}, le service a-t-il pu constater les conditions dans lesquelles sont appliqués les articles 50, 51, 61 à 63 du même livre ?

Quels sont les documents et renseignements dont il a pu disposer pour constater l'application des articles 43 à 45 ?

§ 2. — *Economats.* — Les économats dont l'existence avait été signalée par le service ont-ils été tous fermés ou transformés en coopératives ? — De nouveaux économats ont-ils été ouverts ?

Le service a-t-il eu l'occasion de constater des infractions au 2^o de l'article 73 du livre I^{er} du Code du travail (pression exercée par les employeurs sur leurs ouvriers ou employés pour les obliger à se fournir dans les magasins désignés par eux) ?

Signaler les résultats du contrôle exercé par le service sur les cantines non exploitées par les employeurs et ne constituant pas, par suite, des économats.

CHAPITRE XI. — TRAVAILLEURS ÉTRANGERS.

Remarques auxquelles a donné lieu l'application de la loi du 11 août 1926 sur la protection du travail national.

CHAPITRE XII. — DÉLÉGUÉS MINEURS (1).

§ 1^{er}. — Nombre des exploitations ayant des délégués.
 Nombre des sièges d'extraction.
 Nombre des circonscriptions de délégués.

(1) Sous chacun des numéros, présenter les observations que comporte la matière, les réclamations qui se sont produites, création ou modification de circonscription, renvoi de délégués par les exploitants, réclamations relatives aux visites, prix de la journée, mesures disciplinaires, etc.

- § 2. — Nombre des délégués titulaires
- § 3. — Nombre des délégués suppléants.
- § 4. — Prix moyen de la journée du délégué rapprochée de la journée de l'ouvrier adulte employé au fond.
- § 5. — Nombre des interventions spéciales du service des mines (visites, rapports ou lettres) motivées par les observations des délégués.
- § 6. — Application du paragraphe 2 de l'article 137. (Délégués débi-
tants.)
- § 7. — Application de l'article 120, § 2, du livre II du Code du travail.
— Nombre de cas dans lesquels des délégués ont signalé des contraventions aux prescriptions concernant le travail des enfants et des femmes, la durée du travail et le repos hebdomadaire. — Suite donnée à ces indications des délégués.
- § 8. — Application de la loi du 13 décembre 1912 sur les accidents du travail survenus aux délégués mineurs.

CHAPITRE XIII. — CONTRÔLE DE L'ÉTAT.

Intervention respective de l'ingénieur en chef, des ingénieurs ordinaires, des contrôleurs, pour l'application des lois sur le travail, nombre des tournées au fond et au jour consacrées en totalité ou en partie par chacun d'eux à l'application des livres I et II du Code du travail et des règlements pris pour leur exécution.

Indications sur les procès-verbaux dressés et la suite qui y a été donnée. — Détail des contraventions par industrie. — Affaires jugées par le tribunal de simple police et affaires jugées par le tribunal correctionnel. — Récidives. — Affaires portées en appel et en cassation. — Décisions intéressantes au point de vue de la jurisprudence.

CHAPITRE XIV.

Observations ne rentrant dans aucun des chapitres précédents. — Vœux divers.

CIRCULAIRE DU 8 DECEMBRE 1930 (1).

*Sécurité des travailleurs. — Fabrication et manipulation
des matières explosives.*

Une explosion récente, survenue dans une cartoucherie et qui a fait 13 victimes, a ramené l'attention sur les conditions de sécurité des travailleurs dans les établissements de l'industrie privée où sont fabriquées ou manipulées des matières explosives.

Comme vous le savez, la fabrication proprement dite des poudres et explosifs est, en principe, monopolisée par l'Etat, dans un but de sécurité publique et dans un intérêt fiscal (loi du 13 fructidor an v).

Les produits du monopole sont livrés à l'industrie privée qui leur fait subir diverses manipulations en vue de leur emploi (encartouchage, fabrication de pièces d'artifices, etc.).

Toutefois, par dérogation au monopole, une loi du 8 mars 1875 (complétée par le décret du 24 août 1875) a autorisé la fabrication par l'industrie privée des poudres dynamites et autres explosifs à base de nitroglycérine; d'autre part, une ordonnance du 25 juin 1823, sans constituer à la lettre une dérogation au monopole, autorise implicitement la libre fabrication du fulminate de mercure et une autre ordonnance du 30 octobre 1836 sur les fabriques de fulminate de mercure, amorces fulminantes et autres matières dans lesquelles entre le fulminate de mercure, en réglemente les conditions techniques de sécurité; en outre, l'Administration a été conduite à accorder certaines tolérances aux artificiers pour la préparation, en petites quantités et sans emploi d'appareils mécaniques, de compositions explosives destinées à des besoins spéciaux, et sous réserve de la surveillance technique des Ingénieurs des poudres.

Il faut noter enfin que la fabrication de certaines substances explosives est tolérée sous l'obligation de leur transformation sur place en produits non explosifs; c'est le cas des celluloses nitrées préparées par les fabricants de celluloid, de collodion, etc., et celui de l'acide picrique, fabriqué par les industries des matières colorantes.

De sorte qu'en définitive, les produits explosifs *d'industrie* comprennent : d'une part, les produits fabriqués par l'Etat et transformés par l'industrie privée; d'autre part, les substances explosives dont la fabrication se trouve, en droit ou en fait, exclue du monopole.

En raison du danger pour la sécurité du voisinage et du public que présentent ces diverses fabrications ou manipulations, elles sont assujetties à la réglementation des établissements dangereux, insalubres ou incommodes. Elles figurent dans la nomenclature annexée à la loi du 19 décembre 1917 sous les rubriques n° 42, 43, 48, 83, 84, 139, 157, 172, 230, 295 et 296.

En dehors de la fabrication des cartouches de poudre de chasse, qui comporte aussi la 3^e classe, ces industries sont toutes rangées dans la 1^{re} classe ou la 1^{re} et la 2^e classe et par suite donnent lieu à autorisation par arrêté préfectoral.

Par exception, la création des dynamiteries privées, tout en étant par ailleurs soumise à la procédure des établissements classés, est autorisée par décret rendu après avis du Comité consultatif des Arts et Manufactures et ces établissements sont placés sous le contrôle technique *permanent* d'un agent du Service des poudres.

(1) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

En vertu des instructions ministérielles en la matière, les Ingénieurs des poudres sont, dans la règle, les conseils des Préfets pour l'application à ces diverses industries de la législation des établissements classés (élaboration de conditions de sécurité à imposer, enquêtes à la suite d'accidents, etc.).

Ils sont, d'autre part, expressément chargés de la surveillance technique (à laquelle il a été fait allusion ci-dessus) des fabriques d'artifices, surveillance qui a été étendue dans la suite aux fabriques de cartouches comprimées pour mines et mèches de sûreté et a pour objet de seconder la régie des contributions indirectes en ce qu'elle a mission d'assurer l'observation des lois relatives au monopole.

A l'occasion de cette surveillance spéciale, les Ingénieurs des poudres doivent se préoccuper également de l'application des prescriptions des arrêtés préfectoraux d'autorisation et des modifications que ces prescriptions paraîtraient comporter.

Toutefois, il convient de bien noter que les Ingénieurs des poudres n'interviennent, dans les fabriques d'explosifs de l'industrie privée, que comme experts de l'Administration et jamais à titre d'inspecteurs des établissements classés; ils n'ont donc pas qualité pour relever les infractions aux arrêtés préfectoraux, qu'ils se bornent à signaler dans un rapport.

C'est sans doute généralement aux ingénieurs des mines, auxquels incombe, d'autre part, le contrôle d'application de la réglementation spéciale des dépôts d'explosifs, que sont confiées ici les attributions d'inspecteurs des établissements classés.

J'ajoute que, pour déterminer la compétence territoriale des ingénieurs des poudres, il a été attribué à chaque établissement national des poudres un certain nombre de départements constituant une circonscription.

Telles sont, très sommairement rappelées, les situations légale ou de fait des catégories d'industries qui nous occupent et les conditions d'application de la législation des établissements classés à ces industries.

Il est évident que les mesures de sécurité imposées dans l'intérêt du voisinage, soit par les arrêtés, soit par les décrets d'autorisation, concourent aussi de façon générale directement à la protection des travailleurs.

C'est d'ailleurs sur ces prescriptions que repose actuellement en grande partie la sécurité du personnel de ces établissements. La réglementation générale sur la sécurité du travail ne contient, en effet, ainsi que vous le savez, qu'un très petit nombre de prescriptions qui leur soient spécialement applicables.

Etant donné la gravité des dangers auxquels sont exposés les ouvriers qui y sont occupés, on est amené à se demander s'il ne serait pas possible de renforcer leur protection en édictant une réglementation spéciale, en vertu de l'article 67, alinéa 2 du livre II du Code du travail, avec des modalités de contrôle appropriées, eu égard au caractère technique particulier de ce contrôle.

En vue de documenter l'étude de cette question, je vous serai obligé de vouloir bien m'adresser les renseignements suivants concernant les établissements de votre circonscription qui relèveraient de cette réglementation :

- 1° Liste des établissements, nature des fabrications et effectif du personnel occupé;
- 2° Cas où la surveillance de ces établissements, au titre de l'inspection des établissements classés, est confiée à l'Ingénieur des mines;
- 3° Dans quelle mesure, *en fait*, ces établissements sont-ils contrôlés, au point de vue de la protection *ouvrière* (celle-ci se confondant sur

beaucoup de points, ainsi qu'il est observé plus haut, avec la protection du voisinage :

- a. Par le Service de l'Inspection du Travail ?
- b. Par l'Inspection des établissements classés ?
- c. Par les Ingénieurs des poudres ?

4° Quelles prescriptions le Service est-il amené à appliquer ?

Lacunes constatées dans la réglementation existante.

Difficultés rencontrées résultant notamment de la pluralité des contrôles.

5° Avis du Service sur la part qui serait éventuellement à réserver, dans le contrôle d'application de la réglementation envisagée :

- a. Aux mines;
- b. Aux poudres;
- c. Au Service de l'Inspection du travail.

CIRCULAIRE DU 20 DECEMBRE 1930 (1).

Maladies professionnelles. — Affections pulmonaires. Déclaration à effectuer par les médecins.

La loi du 25 octobre 1919 qui a étendu aux maladies d'origine professionnelle la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail dispose, en son article 12, que « en vue de la prévention des maladies professionnelles et de l'extension ultérieure de ladite loi, la déclaration de toute maladie ayant un caractère professionnel et comprise dans une liste établie par décret est obligatoire pour tout docteur en médecine ou officier de santé qui en peut reconnaître l'existence. »

Le décret du 16 novembre 1929 — qui a remplacé un décret antérieur —, pris en application de l'article 12 susvisé, énumère les cas de maladie d'origine professionnelle que les docteurs en médecine et officiers de santé sont tenus de déclarer. Dans l'énumération contenue dans ce décret figurent, notamment, les cas « d'affections pulmonaires déterminées par l'absorption de poussières silicieuses, calcaires ou argileuses ».

Je vous serais obligé de bien vouloir, par des avis insérés dans la presse, signaler aux médecins l'obligation qui leur est ainsi imposée par le décret précité et les inviter à effectuer régulièrement la déclaration des cas d'affections pulmonaires déterminées par l'absorption de poussières silicieuses, calcaires ou argileuses et dont ils pourraient avoir connaissance.

CIRCULAIRE DU 31 DECEMBRE 1930 (2).

Assurances sociales.

J'ai l'honneur de vous communiquer ci-joint, accompagné du rapport qui a été présenté à M. le Président de la République à ce sujet, le texte

(1) Adressée aux Préfets.

(2) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

d'un décret du 30 novembre 1930 relatif aux droits des assurés en chômage partiel aux prestations maladie et maternité des Assurances sociales. Ce décret a été publié au *Journal officiel* du 4 décembre 1930 ⁽¹⁾.

Ainsi que vous le remarquerez, aux termes de l'article 1^{er}, § 2, de ce décret, les Inspecteurs du travail ont qualité pour vérifier le bien fondé des déclarations auxquelles est tenu l'employeur en ce qui concerne son personnel en chômage partiel.

REPONSE

A UNE QUESTION POSÉE AU MINISTRE DU TRAVAIL.

Emploi d'ouvriers étrangers irrégulièrement embauchés.

10.863. — *M. Appourchaux demande à M. le Ministre du Travail si un Inspecteur du travail peut dresser contravention à un patron qui emploie des ouvriers dont le contrat de travail a été soumis à l'Office départemental de placement et transmis avec avis favorable du Ministère compétent pour la mention d'autorisation. (J. O. du 4 novembre 1930.)*

RÉPONSE. — Les ouvriers en question auraient dû, avant leur entrée en France, se munir d'un contrat de travail favorablement visé par le Ministère du Travail. La possession de ce document leur aurait permis d'obtenir, dès leur arrivée au lieu d'emploi, la carte d'identité de « travailleur étranger » et, par conséquent, de se faire embaucher immédiatement dans des conditions régulières. Le fait pour des étrangers de pénétrer en ne déclarant pas ou même en dissimulant par de fausses déclarations leur intention de travailler, les met dans une situation irrégulière qui leur interdit l'accès de tout emploi sans avoir obtenu, au préalable, l'autorisation du Ministère du Travail. L'Office départemental de placement ne donne qu'un avis sur les demandes qui lui sont présentées à ce sujet et non une autorisation. L'emploi de travailleurs étrangers auxquels cette autorisation n'est pas ou n'a pas encore été accordée est donc irrégulier et peut parfaitement faire l'objet d'une contravention relevée à la charge de l'employeur. Il y a lieu d'ajouter que dans les circonstances d'instabilité économique actuelle, l'Administration est dans l'obligation de se montrer très circonspecte en ce qui concerne l'octroi d'autorisations de travail à des étrangers entrés en situation irrégulière (J. O. du 19 décembre 1930).

(1) Voir p. 89.

JURISPRUDENCE.

CONSEIL D'ETAT.

Décision du 13 février 1930.

REPOS HEBDOMADAIRE. — ARRÊTÉS MUNICIPAUX SUSPENDANT LE REPOS HEBDOMADAIRE UN CERTAIN NOMBRE DE DIMANCHES. — EXCÈS DE POUVOIR, L'ARTICLE 44 DU LIVRE II DU CODE DU TRAVAIL N'AYANT PAS CONFÉRÉ AUX MAIRES LE POUVOIR DE SUSPENDRE LE REPOS HEBDOMADAIRE, MAIS SEULEMENT LA FACULTÉ DE DÉSIGNER CERTAINS DIMANCHES COMME JOURS DE FÊTES LOCALES. — DÉFAUT DE CARACTÈRE DE FÊTES LOCALES DES DIMANCHES VISÉS PAR LES ARRÊTÉS. — ANNULATION.

Le Conseil d'Etat statuant au contentieux (Section du contentieux, 2^e sous-section);

Sur le rapport du 4^e Comité d'instruction de la Section du contentieux;

Vu les requêtes et le mémoire ampliatif présentés pour le Syndicat professionnel des employés de commerce, d'industrie et de banque, dont le siège est à Marseille, rue Grignan, n° 58, représenté par le sieur Caccavale (Nicolas), son secrétaire général, lesdites requêtes et ledit mémoire enregistrés au secrétariat du contentieux du Conseil d'Etat les 16 février et 16 décembre 1926 et 4 février 1927, et tendant à ce qu'il plaise au Conseil d'Etat annuler, pour excès de pouvoir, avec toutes conséquences de droit, deux arrêtés du maire de la ville de Marseille, en date des 15 décembre 1925 et 8 décembre 1926, déclarant jours de fête locale à Marseille, le premier, les dimanches 20 et 27 décembre 1925 et 3 janvier 1926, et, le second, les dimanches 19 et 26 décembre 1926 et 2 janvier 1927;

Ce faire, attendu que le maire a violé la loi en se fondant sur la considération des recettes importantes que le commerce de détail effectuerait pendant les journées dont s'agit, alors qu'aux termes d'une jurisprudence constante, seule l'existence d'un usage local, qui n'existe pas à Marseille, aurait pu légitimer les arrêtés attaqués;

Vu les arrêtés attaqués;

Vu les observations présentées par le Ministre du Travail en réponse à la communication qui lui a été donnée des pourvois, lesdites observations enregistrées comme ci-dessus le 28 mai 1927 et tendant au rejet des requêtes par les motifs que la période de Noël a présenté, à Marseille, le caractère tout particulier d'une fête locale, marqué notamment par les représentations dites « Pastorales » ainsi que par l'existence, sur les allées de Meilhan, de la foire dite « Aux Santons »; que, si les arrêtés attaqués ont fait état des recettes provoquées par l'affluence des visiteurs, ce n'est pas à titre de motif principal, mais parce que cette affluence marque bien l'attrait de ces fêtes locales reconnues;

Vu, enregistrées comme ci-dessus le 19 mai 1928, les observations en intervention présentées pour la ville de Marseille et tendant au rejet de la requête n° 93685 par les motifs analysés à l'avis du Ministre du Travail;

Vu, enregistrées comme ci-dessus le 5 décembre 1929, les observations en réplique produites pour le Syndicat professionnel des employés de commerce, et tendant aux mêmes fins que les requêtes par les mêmes moyens et, en outre, par le motif que ni la « Pastorale », spectacle essentiellement religieux, ni la foire aux Santons, qui dure un mois et bat son plein dans la période précédant Noël ne suffisent à donner à la période visée un caractère de fête particulier à Marseille.

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier;

Vu le livre II du Code du travail;

Vu les lois des 7-14 octobre 1790 et 24 mai 1872;

Oùï M. Toutée, Auditeur, en son rapport;

Oùï M^e Souriac, Avocat du Syndicat professionnel des employés de commerce, d'industrie et de banque et M^e Le Sueur, Avocat de la ville de Marseille, en leurs observations;

Oùï M. Andrieux, Maître des requêtes, Commissaire du Gouvernement, en ses conclusions;

Considérant que les requêtes du Syndicat sont dirigées contre deux arrêtés du maire de Marseille déclarant certains dimanches jours de fête locale; qu'elles présentent à juger la même question; qu'il y a lieu de les joindre pour y statuer par une seule décision;

Considérant que la ville de Marseille a intérêt au maintien de l'arrêté attaqué du 15 décembre 1925; que, dès lors, son intervention sur la requête n^o 93685 est recevable;

Considérant qu'en vertu des articles 34 et 35 du livre II du Code du travail, les dérogations au repos hebdomadaire justifiées par l'intérêt du public ou par celui du bon fonctionnement des établissements en cause doivent être accordées par le préfet, après avis du Conseil municipal, de la Chambre de commerce et des syndicats intéressés; que ledit livre ne réserve au maire, par son article 44, que la faculté de désigner les jours de fête locale ou de quartier, désignation qui doit entraîner de plein droit la suppression de l'obligation du repos hebdomadaire dans les établissements de détail lorsque ces jours coïncident avec un dimanche; qu'ainsi le maire de Marseille, qui a entendu accorder des dérogations d'ordre général dans l'intérêt du public et dans celui des établissements en cause et a suspendu le repos hebdomadaire les dimanches 20 et 27 décembre 1925, 3 janvier, 19 et 26 décembre 1926 et 2 janvier 1927, alors que l'instruction n'établit pas que ces dimanches constituassent des jours de fête locale ou de quartier, a excédé les pouvoirs qu'il tient dudit article 44 du livre II du Code du travail,

DÉCIDE :

ARTICLE PREMIER. — L'intervention de la ville de Marseille dans la requête n^o 93685 est déclarée recevable.

ART. 2. — Les arrêtés susvisés du maire de la ville de Marseille, en date des 15 décembre 1925 et 8 décembre 1926, sont annulés.

ART. 3. — Les frais de timbre exposés par le Syndicat requérant à l'occasion de la requête n^o 93685 lui seront remboursés par la ville de Marseille.

ART. 4. — Expédition de la présente décision sera transmise au Ministre du Travail.

Décision du 14 février 1930.

DÉLÉGUÉS MINEURS. — N'EST PAS DÉBITANT, AU SENS DE L'ARTICLE 137, § 2, DU LIVRE II DU CODE DU TRAVAIL, LE DÉLÉGUÉ MINEUR DONT LA FEMME EXPLOITE UN DÉBIT DE BOISSONS DANS LE CAS QU'CE DÉLÉGUÉ NE PARTICIPE PAS A L'EXPLOITATION DE CE DÉBIT.

Le Conseil d'Etat statuant au contentieux (Section spéciale du contentieux, 2^e sous-section);

Vu la requête présentée pour le sieur Garnier, ouvrier mineur, demeurant à Saint-Etienne (Loire), rue du Soleil, n° 102, ladite requête enregistrée au secrétariat de la préfecture de la Loire, le 7 août 1929, et tendant à ce qu'il plaise au Conseil annuler un arrêté, en date du 21 juin 1929, par lequel le Conseil de préfecture interdépartemental siégeant à Lyon, statuant sur la protestation formée par le sieur Garnier contre les opérations électorales auxquelles il a été procédé le 9 juin 1929 dans la circonscription du Cros, commune de Saint-Etienne, pour la nomination d'un délégué mineur titulaire, et à la suite desquelles le sieur Giraud (Nicolas) a été proclamé élu, a rejeté la dite protestation;

Ce faisant, attendu que le requérant est en mesure de prouver par témoins, d'une part, que le délégué mineur Giraud sert lui-même des consommations dans le débit de boissons exploité par sa femme, d'autre part, que son salaire mensuel correspond à vingt journées de travail;

Annuler les opérations électorales;

Vu l'arrêté attaqué;

Vu la protestation du sieur Garnier devant le Conseil de préfecture;

Vu la défense présentée par le sieur Giraud, ladite défense déposée au secrétariat de la préfecture de la Loire, le 6 novembre 1929, et tendant au rejet de la requête par les motifs que le défendeur n'exploite pas lui-même le débit de boissons qui était la propriété de sa femme avant même leur mariage; qu'il ne s'est jamais occupé de ce débit ainsi qu'il peut en fournir la preuve;

Vu la dépêche par laquelle le Ministre du Travail transmet le dossier avec ses observations, lesdites requête, défense et observations enregistrées au secrétariat de la Section spéciale du contentieux du Conseil d'Etat, le 30 novembre 1929;

Vu le procès-verbal des opérations électorales auxquelles il a été procédé le 9 juin 1929 dans la circonscription de la mine du Cros pour la nomination d'un délégué mineur titulaire;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier;

Vu l'article 137, § 2, du livre II du Code du travail, promulgué par la loi du 30 novembre 1912;

Oùï M. de Monségou, Auditeur, en son rapport;

Oùï M. Sauvel, Maître des requêtes, Commissaire du Gouvernement, en ses conclusions;

Considérant qu'aux termes de l'article 137, § 2, du livre II du Code du travail, « les délégués élus ne peuvent être débitants lorsqu'ils touchent un salaire correspondant à vingt journées de travail mensuel »;

Considérant que, s'il n'est pas contesté que les fonctions de délégué mineur de la circonscription de Cros comportent un salaire au moins égal à vingt journées de travail mensuel, le requérant n'établit pas que le sieur Giraud ait participé en fait à l'exploitation du débit de boissons

qui appartient à sa femme; qu'ainsi, le sieur Giraud n'étant pas « débiteur », au sens des dispositions législatives ci-dessus rappelées, c'est à bon droit que le Conseil de préfecture a validé son élection,

DÉCIDE :

ARTICLE PREMIER. — La requête susvisée du sieur Garnier est rejetée.

ART. 2. — Expédition de la présente décision sera transmise au Ministre du travail.

Décision du 20 février 1930.

REPOS HEBDOMADAIRE. — ARTICLE 43 *a* DU LIVRE II DU CODE DU TRAVAIL.
— ARRÊTÉ PRÉFECTORAL PRESCRIVANT LA FERMETURE DES BOULANGERIES
DANS UN GROUPE DE COMMUNES NE CONSTITUANT PAS LA « RÉGION DÉTERMINÉE » AU SENS DE L'ARTICLE 43 *a*. — ANNULATION.

Le Conseil d'Etat statuant au contentieux (Section du contentieux, 1^{re} sous-section);

Sur le rapport du 1^{er} Comité d'instruction de la section du contentieux;

Vu la requête présentée par le sieur Renaux (René), boulanger à Ronchamp (Haute-Saône), ladite requête enregistrée au secrétariat du contentieux du Conseil d'Etat, le 5 août 1929, et tendant à ce qu'il plaise au Conseil annuler un arrêté du 13 juin 1929, par lequel le préfet de la Haute-Saône a ordonné la fermeture, le dimanche, des établissements et parties d'établissements sédentaires et ambulants de Champagny et de Ronchamp dans lesquels s'effectuent la fabrication ou la vente du pain;

Ce faire, attendu que ledit arrêté a été pris en violation de l'article 43 *a* du Code du travail (loi du 29 décembre 1923); qu'en effet, sur les quatre patrons boulangers exerçant à Ronchamp, deux se sont opposés à la fermeture, et que la consultation des syndicats départementaux ne pouvait conduire qu'à la fermeture des boulangeries le dimanche dans tout le département; que, d'autre part, la consultation des présidents de syndicats départementaux n'étant pas prévue par l'article 43 ne pouvait avoir aucune conséquence légale; qu'au surplus, en raison de la proximité des localités voisines, les boulangers de ces localités peuvent concurrencer ceux des communes de Champagny et de Ronchamp, ce qui constitue une atteinte injustifiée à l'égalité devant la loi; qu'enfin, les pèlerinages de Notre-Dame-du-Haut de Ronchamp attirent le dimanche à Ronchamp une foule de pèlerins et que la fermeture des boulangeries ce jour-là cause à ce commerce le plus grave préjudice; que le préfet aurait dû maintenir l'ouverture des boulangeries le dimanche, ou bien interdire cette ouverture pour toutes les boulangeries de la région; que le requérant joint à son pourvoi trois pétitions des habitants de Ronchamp protestant contre la fermeture;

Vu l'arrêté attaqué;

Vu, enregistrées comme ci-dessus, le 28 novembre 1929, les observations présentées par le Ministre du Travail, en réponse à la communication qui lui a été donnée du pourvoi, et tendant au rejet de la requête par les motifs qu'il a été procédé à la consultation de tous les boulangers

des localités en cause, dont la très grande majorité s'est déclarée favorable au projet de fermeture; que la jurisprudence admet la légalité d'arrêtés visant une localité et pris sur le vu de l'accord des syndicats départementaux, ainsi que celle d'arrêtés intervenus pour une région déterminée, sans que les commerçants de cette région aient à subir une notable concurrence de la part des commerçants similaires des centres voisins; qu'en l'espèce, les localités les plus rapprochées de Ronchamp et Champagny sont situées à des distances variant de 4 à 14 kilomètres et que les deux communes précitées doivent être regardées comme constituant une région au sens de l'article 43 du Code du travail;

Vu, enregistrées comme ci-dessus, le 21 décembre 1929, les observations présentées par le sieur Renaux, tendant aux mêmes fins que la requête par les mêmes moyens et, en outre, par les motifs qu'il résulte de la carte jointe au dossier que Champagny et Ronchamp sont aussi distants l'un de l'autre que Ronchamp l'est lui-même des cinq communes voisines, et qu'il n'y a aucune raison de faire de Champagny et de Ronchamp une région déterminée; que la population dispose de moyens mécaniques de transport et que les chemins de traverse abrègent notablement les distances; que l'arrêté ne fait pas obstacle au droit des boulangers des communes voisines de venir porter du pain le dimanche à Ronchamp; qu'enfin à Ronchamp la majorité des boulangers ne s'est pas nettement dégagée en faveur de la fermeture du dimanche;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier;

Vu la loi du 29 décembre 1923;

Oùï M. Cuvelier, Auditeur, en son rapport;

Oùï M. Rouchon-Mazerat, Maître des requêtes, Commissaire du Gouvernement, en ses conclusions;

Considérant que la loi du 29 décembre 1923, codifiée sous l'article 43 *a* du livre II du Code du travail, dispose que l'arrêté préfectoral sanctionnant l'accord intersyndical relatif à la fermeture, le dimanche, des établissements d'une profession, doit intervenir pour une région déterminée; que si, en l'absence de définition légale de la région, il appartient au préfet de déterminer le champ d'application de l'arrêté, il résulte des travaux préparatoires de la loi que le législateur a entendu assurer l'application du repos hebdomadaire en supprimant autant que possible la concurrence qui pourrait être faite aux commerçants directement visés dans l'arrêté de fermeture par des établissements analogues voisins restant ouverts; que, dès lors, l'autorité préfectorale fait un usage abusif des pouvoirs qui lui sont conférés par la loi si, dans la détermination de la région à laquelle doit s'appliquer son arrêté, elle ne tient pas compte de la situation défavorable ainsi visée par le législateur; que, s'agissant d'une condition exigée pour la régularité d'une mesure administrative portant atteinte à la liberté du commerce et de l'industrie, le Conseil d'Etat, saisi par la voie du recours pour excès de pouvoir, a compétence pour vérifier à ce point de vue la légalité de l'arrêté attaqué;

Considérant qu'il résulte de l'instruction que les patrons boulangers du groupe des communes de Ronchamp et Champagny visé par l'arrêté attaqué sont exposés, en raison de la distance peu importante qui sépare ce groupe des centres voisins, à subir de la part des établissements ouverts dans ces centres une notable concurrence; que, dans ces conditions, le groupe de ces deux communes ne saurait être regardé comme constituant une région au sens de l'article 43 *a* sus rappelé du livre II du Code du travail, et que, dès lors, sans qu'il soit besoin de statuer sur les autres moyens de la requête, le sieur Renaux est fondé à demander l'annulation, pour excès de pouvoir, de l'arrêté par lequel le préfet de la Haute-Saône a prescrit la fermeture des boulangeries le dimanche, dans les communes de Ronchamp et Champagny;

DÉCIDE :

ARTICLE PREMIER. — L'arrêté susvisé du préfet de la Haute-Saône, en date du 13 juin 1929, est annulé.

ART. 2. — Expédition de la présente décision sera transmise au Ministre du travail.

Décision du 14 mars 1930.

DÉLÉGUÉS MINEURS. — NOMBRE DE JOURNÉES CONSACRÉES AU CONTRÔLE DE LA DURÉE DU TRAVAIL. — DIMINUTION DE LA REDEVANCE RÉCLAMÉE A L'EXPLOITANT. — DOUBLE DÉCIME. — LA RÉTRIBUTION DES DÉLÉGUÉS MINEURS EST COMPRISE AU NOMBRE DES DROITS ET TAXES SOUMIS A L'APPLICATION DU DOUBLE DÉCIME.

Le Conseil d'Etat, statuant au contentieux (Section spéciale du contentieux, 2^e sous-section), siégeant en séance publique;

Vu les requêtes et le mémoire ampliatif présentés pour la Société anonyme des hauts-fourneaux, forges et aciéries de Denain et Anzin, lesdites requêtes et ledit mémoire enregistrés au secrétariat de la section spéciale du contentieux du Conseil d'Etat, les 26 avril et 1^{er} août 1928 et tendant à ce qu'il plaise au Conseil réformer quatre arrêtés, en date du 27 janvier 1926, par lesquels le Conseil de préfecture de l'Orne ne lui a accordé que des dégrèvements insuffisants sur la redevance à laquelle elle a été imposée pour 1924 et les quatre premiers mois de 1925 pour la rétribution du délégué mineur de la mine de la Ferrière-aux-Etangs, sur les rôles de la commune de Ferrière-aux-Etangs;

Ce faisant, attendu que 1^o, le nombre des journées allouées au délégué mineur, par application de la loi du 24 juin 1919 relative au contrôle de la durée du travail dans les mines est excessif et ne saurait être arbitrairement fixé par le délégué lui-même, sans même tenir compte du temps effectivement utilisé au contrôle;

2^o Que la redevance pour rétribution des délégués mineurs ne saurait être majorée du double décime;

Accorder les réductions demandées;

Vu les arrêtés attaqués;

Vu les réclamations présentées devant le Conseil de préfecture;

Vu les avis des agents des Contributions directes et des ingénieurs des mines;

Vu les observations présentées par le Ministre du Travail, enregistrées comme ci-dessus, le 21 janvier 1928, et tendant au rejet de la requête en ce qui concerne la demande en réduction du nombre de journées payées au délégué mineur, par les motifs que la loi du 24 juin 1919 n'a prévu aucune limitation du temps que le délégué peut consacrer à ses visites;

Vu les observations présentées par le Ministre des Finances, en réponse à la communication qui lui a été donnée du pourvoi, lesdites observations enregistrées comme ci-dessus, le 7 janvier 1928, et tendant au rejet de la requête en ce qui concerne l'application du double décime;

Vu le mémoire en réplique présenté pour la société requérante, enregistré comme ci-dessus, le 1^{er} août 1928, et tendant aux mêmes fins que la requête et par les mêmes moyens;

Vu la lettre du Préfet de l'Orne, en date du 13 décembre 1929, de laquelle il résulte que les pourvois précités ont été communiqués au délégué mineur intéressé qui n'a pas présenté d'observations en défense;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier;

Vu la loi du 22 mars 1924;

Oùï M. Moreau-Nérel, auditeur, en son rapport;

Oùï M^e Hannolin, avocat de la Société des hauts-fourneaux, forges et aciéries de Denain-Anzin, en ses observations;

Oùï M. Lagrange, auditeur, commissaire adjoint du Gouvernement, en ses conclusions;

Considérant que les requêtes susvisées de la Société des hauts-fourneaux, forges et aciéries de Denain et Anzin présentent à juger des questions semblables pour des périodes d'imposition successives, et qu'il y a lieu de les joindre pour y être statué par une seule décision;

En ce qui concerne la demande en réduction du nombre de journées payées au délégué mineur :

Considérant que, d'après l'article 154 du livre II du Code du travail, les visites effectuées par les délégués mineurs « sont payées par le Trésor aux délégués comme journées de travail » et, qu'aux termes de l'article 156, « le délégué dresse mensuellement un état des journées employées aux visites ». « Cet état est vérifié par les ingénieurs des mines et arrêté par le Préfet... les frais avancés par le Trésor sont recouvrés sur les exploitants comme en matière de contributions directes »;

Considérant que si l'article 155, modifié par la loi du 24 juin 1919, n'a pas limité le nombre des visites que les délégués mineurs peuvent consacrer au contrôle de la durée du travail, il résulte des dispositions précitées des articles 154 et 156 qu'il appartient aux ingénieurs des mines, au Préfet et en cas de réclamation formulée par l'exploitant, au Conseil de préfecture et en appel au Conseil d'Etat, juges des Contributions directes, d'empêcher que les sommes réclamées ne présentent un caractère abusif et de procéder à cet égard à toutes vérifications utiles quant aux visites qui servent de base à la rémunération des délégués mineurs; qu'il résulte de l'instruction qu'il sera fait une exacte appréciation des circonstances de l'affaire, en fixant le nombre de journées de travail dues au délégué mineur de la mine de La Ferrière-aux-Etangs à 11 journées de travail pendant les mois de mai, juin et juillet 1924, 26 journées de travail pendant les mois d'octobre, novembre et décembre 1924 et 39 journées de travail pendant les mois de janvier, février, mars et avril 1925, à raison des visites effectuées par lui pour le contrôle de la durée du travail;

En ce qui concerne l'application du double décime :

Considérant qu'il résulte des dispositions des articles 3 et 4 de la loi du 22 mars 1924 et de l'état annexé à ladite loi que la redevance pour la rétribution des délégués mineurs est comprise au nombre des droits et taxes soumis par l'article 3 précité à l'application du double décime; qu'ainsi, c'est à bon droit que par les arrêtés attaqués, le Conseil de préfecture de l'Orne a rejeté la demande en décharge de la majoration du double décime appliquée au principal de la redevance pour la rétribution des délégués mineurs à laquelle la Société des hauts fourneaux, forges et aciéries de Denain et Anzin a été assujettie sur les rôles de la commune de Ferrière-aux-Etangs;

Mais considérant qu'il résulte des dispositions combinées des articles 155 et 156 du Code du travail et des articles 3 et 4 de la loi du 22 mars 1924, que la redevance pour la rétribution des délégués mineurs n'est pas

au nombre des impôts directs qui, en vertu de l'article 4 de cette dernière loi, doivent être majorés de 2 décimes à partir du 1^{er} janvier 1924, que, par suite, cette majoration ne peut être appliquée qu'à la partie de la redevance afférente aux journées de visite, postérieure à l'application de la loi du 22 mars 1924;

DÉCIDE :

ARTICLE PREMIER. — La redevance pour rétribution du délégué mineur à laquelle la Société des hauts-fourneaux, forges et aciéries de Denain et Anzin est assujettie, pour l'année 1924 et les quatre premiers mois de l'année 1925, sur le rôle de la commune de La Ferrière-aux-Étangs, sera calculée à raison de 11 journées de travail pour visites de délégué mineur pour les mois de mai, juin et juillet 1924, 26 journées de travail, pour les mois d'octobre, novembre et décembre 1924, et 39 journées pour les quatre premiers mois de l'année 1925, en ce qui concerne les visites effectuées pour le contrôle de la durée du travail.

Le double décime ne sera appliqué au principal de ladite redevance qu'à raison des visites de délégués mineurs effectuées à partir de la promulgation de la loi du 22 mars 1924.

ART. 2. — Il est accordé à la Société des hauts-fourneaux, forges et aciéries de Denain et Anzin, décharge de la différence existant entre les droits auxquels elle avait été primitivement imposée et ceux dont elle est reconnue passible en vertu de la présente décision.

ART. 3. — Les arrêtés du Conseil de préfecture de l'Orne, en date du 27 janvier 1926, sont réformés en ce qu'ils ont de contraire à la présente décision.

ART. 4. — Le surplus des conclusions du recours de la Société des hauts-fourneaux, forges et aciéries de Denain et Anzin est rejeté.

ART. 5. — Les frais de timbre exposés par la société requérante et s'élevant à 72 francs lui seront remboursés.

ART. 6. — Expédition de la présente décision sera transmise au Ministre des Finances et au Ministre du Travail.

Décision du 6 juin 1930.

DÉLÉGUÉS MINEURS. — ALLOCATIONS FAMILIALES. — VALIDITÉ DES ARRÊTÉS PRÉFECTORAUX QUI FONT ÉTAT DES ALLOCATIONS FAMILIALES DANS LA FIXATION DES INDEMNITÉS DES DÉLÉGUÉS A LA SÉCURITÉ DES OUVRIERS MINEURS, LORSQUE LES OUVRIERS MINEURS DE LA CIRCONSCRIPTION DU DÉLÉGUÉ BÉNÉFICIENT DE TELLES ALLOCATIONS.

Le Conseil d'Etat, statuant au contentieux (Section spéciale du contentieux, 2^e sous-section), siégeant en séance publique;

Vu le recours du Ministre du Travail et du Ministre des Finances, enregistré au secrétariat de la Section spéciale du contentieux, le 7 juillet 1927, et tendant à ce qu'il plaise au Conseil annuler onze arrêtés, par lesquels le Conseil de préfecture interdépartemental siégeant à Nancy, en date du 28 avril 1927, a accordé à la Société de Wendel et C^{ie}, à la Société

des mines de Giraumont, à la Société de Châtillon-Commentry, à la Société des aciéries de Micheville, à la Société des hauts-fourneaux de Saulnes, Jean Raty et C^{ie}, à la Société des mines de fer de Jean Raty et C^{ie} de Saintignon, à la Société des forges et aciéries de la Marine et d'Homécourt, à la Société des forges et fonderies de Montataire, à la Société des fonderies de Pont-à-Mousson, à la Société des hauts-fourneaux de Pont-à-Mousson, une réduction, correspondant au montant des allocations familiales versées aux délégués mineurs, sur la redevance pour rétribution desdits délégués à laquelle ces sociétés ont été respectivement imposées sur les rôles de la commune de Scœuf pour 1925, de la commune de Giraumont pour 1925, de la commune de Chaligny pour 1925, de la commune de Villerupt pour 1922, de la commune de Trieux pour 1925, de la commune de Saulnes pour 1925, de la commune d'Homécourt pour 1925, de la commune de Bouxières pour 1925, des communes d'Auboué et de Custines pour 1925, de la commune de Marbach pour 1925;

Ce faisant, attendu que l'indemnité pour charges de famille est un élément du salaire; qu'il y a lieu par suite d'en faire état dans le calcul de la redevance pour rétribution des délégués mineurs;

Rétablir les sociétés en cause aux droits auxquels elles avaient été primitivement imposées;

Vu les arrêtés attaqués;

Vu les réclamations devant le Conseil de préfecture;

Vu les avis des maires, des agents des Contributions directes et des ingénieurs des mines;

Vu les mémoires en défense présentés à la suite de la communication qui leur a été donnée du pourvoi par la Société des hauts-fourneaux de Saulnes, Jean Raty et C^{ie}, ledit mémoire enregistré comme ci-dessus le 15 décembre 1927, par la Société des aciéries de Micheville, ledit mémoire enregistré comme ci-dessus le 20 décembre 1927, par la Compagnie des forges et aciéries de la Marine et d'Homécourt, lesdits mémoires enregistrés les 20 et 31 décembre 1927, par la Compagnie des forges de Châtillon-Commentry et Maisons-Neuves, ledit mémoire enregistré comme ci-dessus le 4 juillet 1929, lesdits mémoires tendant au rejet du recours susvisé par les motifs que les allocations familiales ne sont pas un élément de salaire; qu'en effet ces allocations sont indépendantes de la rémunération effective des ouvriers; qu'elles sont d'ailleurs versées à la personne qui assume effectivement la charge des enfants; qu'elles sont accordées même si l'ouvrier est malade ou est victime d'un accident du travail; que ces allocations ne sont pas comprises dans le montant des salaires passibles de l'impôt sur les traitements et salaires; qu'au surplus l'on ne saurait admettre que, par application de l'article 155 du Code du travail, le nombre de jours, à raison desquels les allocations seraient dues, puisse être supérieur au nombre des journées de visites effectives;

Vu la lettre du Préfet de Meurthe-et-Moselle, en date du 24 décembre 1927, de laquelle il résulte que le pourvoi susvisé a été communiqué aux autres sociétés en cause qui n'ont pas présenté d'observations en défense;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier;

Vu les articles 155 et suivants du livre II du Code du travail;

Où M. Moreau-Néret, auditeur, en son rapport;

Où M^r Marcilhac, avocat de la Société des forges de Châtillon-Commentry et Neuves-Maisons et autres, en ses observations;

Où M. Devemy, auditeur, commissaire adjoint du Gouvernement, en ses conclusions;

Considérant que les arrêtés susvisés ont été notifiés par une même lettre au Ministre du Travail ainsi qu'au Ministre des Finances; que ceux-ci sont par suite recevables à déférer par un même recours ces 11 arrêtés au Conseil d'Etat;

Considérant qu'il résulte de l'instruction que les arrêtés pris par le

Préfet de Meurthe-et-Moselle en exécution de l'article 155 du livre II du Code du travail, pour les circonscriptions en cause, préoyaient l'allocation d'indemnités familiales aux délégués à la sécurité des ouvriers mineurs;

Considérant que l'indemnité pour charges de famille concourt avec le salaire proprement dit à assurer la rémunération du travail des ouvriers; qu'il suit de là que le Préfet était fondé à envisager l'allocation d'indemnités familiales en faveur des délégués mineurs lorsque et dans la mesure où les ouvriers de la circonscription du délégué bénéficient de telles indemnités; et que les délégués mineurs ont droit à cette allocation pour toutes les journées de travail qui leur sont payées conformément à la loi;

Considérant qu'il n'est pas contesté que les ouvriers mineurs des sociétés susvisées bénéficiaient dans les circonscriptions en cause au 1^{er} janvier des années précitées d'indemnités familiales; que le Ministre des Finances et le Ministre du Travail sont, par suite, fondés à demander que lesdites sociétés soient rétablies aux droits auxquels elles avaient été primitivement imposées;

DÉCIDE :

ARTICLE PREMIER. — Les arrêtés susvisés du Conseil de préfecture interdépartemental siégeant à Nancy, en date du 28 avril 1927, sont annulés.

ART. 2. — La Société de Wendel, la Société des mines de Giraumont, la Société de Châtillon-Commentry, la Société des hauts-fourneaux de Saulnes, Jean Raty et C^{ie}, la Société des mines de fer de Saulnes, Jean Raty et de Saintignon, la Compagnie des forges et aciéries de la Marine et d'Homécourt, la Société des forges et fonderies de Montataire, la Société des fonderies de Pont-à-Mousson, la Société des hauts-fourneaux de Pont-à-Mousson, seront rétablies aux droits auxquels elles avaient été primitivement imposées pour 1925, respectivement sur les rôles des communes de Sœuf, Giraumont, Chaligny, Trieux, Saulnes, Homécourt, Bouxières, Auboué et Custines, Marbach, et la Société des aciéries de Micheville aux droits auxquels elle a été primitivement imposée pour 1922 sur le rôle de la commune de Villerupt.

ART. 3. — Expédition de la présente décision sera transmise au Ministre des Finances et au Ministre du Travail.

COUR DE CASSATION.

Arrêt du 20 juin 1929. — Chambre des requêtes.

MALADIES PROFESSIONNELLES. — TABLEAUX ANNEXES. — APPLICATION LIMITATIVE DE LA LOI. — NON APPLICABILITÉ A UN OUVRIER CHARGÉ DE MANIPULER OU DE RECHARGER DES ACCUMULATEURS AU PLOMB.

La Cour,

Sur le moyen pris de la violation des articles 1^{er} et suivants de la loi du 25 octobre 1919 et 7 de la loi du 20 avril 1810, défaut de motifs et manque de base légale :

Attendu qu'il résulte des qualités et des motifs de l'arrêt attaqué que Traourouder, ouvrier à la Compagnie générale des Omnibus de Paris depuis 1911, et occupé à la manipulation et à la recharge des accumulateurs au plomb — qui ne sont pas fabriqués par cette compagnie — a été atteint en 1920 d'une intoxication saturnine qui aurait provoqué des troubles mentaux et imposé son internement dans un asile d'aliénés où il est actuellement en traitement;

Attendu que le pourvoi reproche à l'arrêt attaqué d'avoir refusé de considérer comme maladie professionnelle la maladie contractée par cet ouvrier employé à la réparation des accumulateurs au plomb;

Mais attendu que la Cour de Paris a déclaré à bon droit que le mandataire « ad litem » ne pouvait invoquer au profit de Traourouder les dispositions de la loi du 25 octobre 1919 qui a étendu à certaines maladies professionnelles la législation sur les accidents du travail; qu'en effet, le tableau annexé à ladite loi précisant les travaux industriels susceptibles de causer ces maladies n'envisage que la fabrication des accumulateurs au plomb; qu'à raison même du caractère de la loi, la nomenclature desdits travaux est strictement limitative et que la réparation ou la manipulation ne saurait dès lors être assimilée à la fabrication; d'où il suit que l'arrêt attaqué qui est motivé, loin de violer les textes visés au moyen, en a fait une exacte application;

Par ces motifs,

Rejette...

Arrêt du 18 février 1930. — Chambre des requêtes.

SÉCURITÉ DES TRAVAILLEURS. — EMPLOI D'UN MINEUR DE DIX-SEPT ANS A UNE DÉGAUCHISSEUSE A ARBRE CARRÉ DONT LE REMPLACEMENT AVAIT ÉTÉ PRESCRIT PAR LE SERVICE DE L'INSPECTION DU TRAVAIL. — ACCIDENT. — FAUTE DE L'EMPLOYEUR. — APPLICATION DE L'ARTICLE 903 DU CODE DES ASSURANCES SOCIALES. — CORPORATION DÉCHARGÉE DU PAYEMENT DE LA RENTE.

La Cour,

Oùï M. le Conseiller A. Poulle, en son rapport; M^e Nicolay, Avocat, en ses observations, et M. l'Avocat général Paillhé, en ses conclusions;

Sur les deux moyens réunis pris de la violation par fausse application des articles 903 du Code local des assurances sociales du 19 juillet 1911, maintenu en vigueur par la loi du 17 octobre 1919, et 7 de la loi du 20 avril 1810, défaut de motifs et manque de base légale;

Attendu que l'ouvrier Bemer, âgé de moins de dix-sept ans, a été, le 15 août 1925, victime d'un accident du travail, alors qu'il était employé au service d'une machine dite dégauchisseuse;

Attendu que l'arrêt attaqué constate — d'une part, qu'aux termes des prescriptions réglementaires préventives (article 18) édictées par l'article 848 du Code ci-dessus visé, il est interdit d'employer des mineurs de dix-sept ans au service des machines de cette catégorie — d'autre part, que la machine, cause directe de l'accident, avait un arbre carré à lames alors que, conformément au règlement, cet arbre, dont le remplacement avait été antérieurement prescrit par l'inspecteur du travail, aurait dû être cylindrique;

Attendu que, de ces constatations, la Cour d'appel, en se fondant sur l'article 903 du Code des assurances sociales, a pu déduire que Bemer père

avait commis une faute engageant sa responsabilité civile et que la corporation du bâtiment devait en conséquence être déchargée du paiement de la rente allouée à la victime de l'accident;

D'où il suit que le moyen n'est pas fondé;

Par ces motifs,

Rejette la requête.

Arrêt du 3 mai 1930. — Chambre des requêtes.

ACCIDENTS DU TRAVAIL. — CALCUL DE LA RENTE VIAGÈRE ALLOUÉE A L'ACCIDENTÉ. — LES ALLOCATIONS FAMILIALES DOIVENT ÊTRE CONSIDÉRÉES COMME UN ÉLÉMENT CONSTITUTIF DU SALAIRE DE BASE. — IL N'Y A PAS LIEU DE DISTINGUER SUIVANT QUE LES ALLOCATIONS SONT ACCORDÉES À L'OUVRIER PAR LE CHEF D'ENTREPRISE OU PAR UNE ASSOCIATION COMPOSÉE DE CHEFS D'ENTREPRISE D'UNE MÊME INDUSTRIE.

Sur les premier et troisième moyens réunis, pris de la violation des articles 8 et 10 de la loi du 9 avril 1898 modifiée par la loi du 31 mars 1905, 1134 et 1165 du Code civil, 7 de la loi du 20 avril 1810, défaut de motifs et manque de base légale :

Attendu que Desander (Jean), ouvrier au service de la Société Paul et Jean Tiberghien, victime d'un accident du travail qui lui a causé une incapacité permanente et partielle, ayant cité ces derniers en payement d'une rente viagère calculée d'après son salaire, y compris les allocations familiales, qu'il recevait du Consortium de l'industrie textile de Lille-Roubaix-Tourcoing, les chefs d'entreprises appelèrent en cause ledit Consortium en vue de se faire rembourser la part proportionnelle de rente afférente à ces allocations; que le pourvoi reproche à l'arrêt attaqué d'avoir accueilli la demande de l'ouvrier et l'action en garantie, alors que lesdites allocations ne sauraient être considérées comme un élément du salaire de base et d'avoir omis de répondre au chef des conclusions tirées de ce que les allocations familiales continuées après l'accident feraient double emploi avec la rente viagère;

Mais attendu, d'une part, que le salaire comprend toutes les rémunérations en argent ou en nature allouées à l'ouvrier en vertu du contrat de travail et qui ne sont pas le remboursement de dépenses mises à sa charge; que pour constituer une rémunération, il suffit que les allocations familiales aient été stipulées dans le contrat de travail ou promises dans un règlement d'atelier et que l'ouvrier ait été mis à même de peser les avantages qu'il pouvait en retirer comme contre-partie de son travail, sans qu'il y ait lieu de distinguer si ces allocations sont versées directement à l'ouvrier par le chef d'entreprise, ou, comme dans l'espèce, par une association composée de chefs d'entreprises d'une même industrie; que, d'autre part, ayant déduit les conséquences qui découlaient de ce principe, l'arrêt attaqué n'était pas tenu de répondre à l'argument tiré de l'éventualité d'un double emploi dérivant du versement continué des allocations après un accident du travail et de la contribution partielle à la rente viagère mise à la charge de l'association;

Sur le second moyen pris de la violation de l'article 10 de la loi du 9 avril 1898, des principes en matière de garantie, des articles 1142, 1382 du Code civil, 181 et suivants du Code de procédure civile, en ce que l'arrêt attaqué a retenu la responsabilité du Consortium et déclaré recevable le recours en garantie, alors qu'il aurait dû être exercé par action principale;

Attendu, d'une part, que le Consortium s'étant obligé envers ses adhérents « à prendre leur lieu et place en cas de différend au sujet des allocations familiales » et leur ayant enjoint de ne pas les faire figurer sur les états de paye communiqués à leurs assureurs, la cour d'appel, en déclarant que le Consortium était tenu de se substituer au chef d'entreprise pour le paiement partiel de la rente viagère allouée et « lui devait la garantie qu'il l'avait empêché de se procurer quant aux allocations familiales », n'a fait qu'user du pouvoir qui lui appartenait d'interpréter, selon les circonstances de la cause et la commune intention des parties, le sens et la portée de l'engagement invoqué; que, d'autre part, il ressort des motifs de l'arrêt que la demande de l'ouvrier et l'action en garantie se rattachant étroitement l'une à l'autre, l'action récursoire était sous la dépendance de l'action principale, d'où il suit que le moyen n'est pas fondé; que, dès lors, l'arrêt attaqué, dûment motivé, est légalement justifié et n'a violé aucun des textes ni des principes visés au pourvoi;

Par ces motifs,

Rejette.

Arrêt du 3 juin 1930. — Chambre criminelle.

HYGIÈNE ET SÉCURITÉ DES TRAVAILLEURS. — CHAMP D'APPLICATION DE L'ARTICLE 65 DU LIVRE II DU CODE DU TRAVAIL. — DISTILLERIE DÉPENDANT D'UNE SOCIÉTÉ COMPOSÉE DE PROPRIÉTAIRES VITICULTEURS, N'AYANT D'AUTRE OBJET QUE LA TRANSFORMATION DE LA VENTE DES PRODUITS DE L'EXPLOITATION DE CHACUN DES ASSOCIÉS. — ASSUJETTISSEMENT.

Sur le pourvoi formé par le Procureur général près la Cour de Cassation, dans l'intérêt de la loi, contre le jugement du Tribunal de simple police d'Aix-en-Provence du 6 mars 1929 qui a relaxé Fauchier, président de la Société dite « Distillerie coopérative l'Aixoise », des poursuites dirigées contre lui pour infraction à l'article 10 du décret du 10 juillet 1913 relatif à l'hygiène des travailleurs;

La Cour,

Oùï M. le conseiller Depeiges, en son rapport, et M. le conseiller Maestracchi, faisant fonctions d'avocat général, en ses réquisitions;

Attendu que ledit jugement n'est actuellement susceptible d'aucun recours;

Vu l'article 422 du Code d'instruction criminelle;

Déclare le pourvoi du Procureur général recevable;

Et statuant; Vu le réquisitoire :

Sur le moyen unique du pourvoi pris de la violation par refus d'application des articles 10 du décret du 10 juillet 1913, 65, 158 et 159, 173 de la loi du 28 novembre 1912, en ce que le jugement attaqué a déclaré inapplicables à la Distillerie coopérative l'Aixoise les dispositions susvisées prescrivant, sous des sanctions pénales, de mettre à la disposition des travailleurs des vestiaires avec lavabos;

Vu l'article 10 précité ainsi conçu : « Les patrons mettront à la disposition de leur personnel de l'eau de bonne qualité pour la boisson. Ils mettront également à sa disposition les moyens d'assurer la propreté individuelle, vestiaire avec lavabos »;

Vu l'article 65 de la loi du 28 novembre 1912, titre II, aux termes duquel « Sont soumis aux dispositions du présent chapitre les manufactures, fabriques, usines, chantiers, ateliers, laboratoires... et leurs dépendances, de quelque nature que ce soit... Sont seuls exceptés les établissements où ne sont employés que les membres de la famille, sous l'autorité soit du père, soit de la mère, soit du tuteur... »;

Vu les articles 158, 159 et 173 de la même loi édictant des peines de simple police contre les chefs d'établissements, directeurs ou gérants qui ont commis une infraction aux dispositions des chapitres 1^{er} et IV du titre II du livre II du Code du travail et des règlements d'administration publique relatifs à leur exécution;

Attendu que les dispositions dont s'agit sont générales; qu'elles ne comportent d'autres exceptions que celles qui sont prévues par la loi; qu'un établissement appartenant à une société coopérative y est soumis lorsqu'il a un caractère industriel;

Attendu qu'il résulte des constatations du jugement attaqué et du procès-verbal auquel il se réfère, que la société dont Fauchier est le président responsable possède, au lieu dit le Pont de l'Arc, une distillerie occupant une quarantaine d'ouvriers; que cet établissement, destiné à produire de l'alcool par la distillation de mares de raisins, constitue une usine au sens de l'article 65 de la loi du 28 novembre 1912 précité;

Attendu qu'il importe peu que la société dont s'agit soit uniquement composée de propriétaires viticulteurs et n'ait d'autre objet que la transformation de la vente des produits de l'exploitation de chacun des associés; qu'il n'importe pas davantage qu'elle ait constitué une société de crédit agricole dans les termes de la loi du 5 août 1920; que les dispositions de la loi de 1912 et des règlements d'administration publique pris pour son exécution s'appliquent du moment que la société occupe, dans un établissement industriel, un personnel ouvrier devant bénéficier des mesures d'hygiène édictées par la loi et les règlements;

Attendu, dès lors, que c'est à tort que le jugement attaqué a déclaré inapplicables, dans les circonstances relevées par le procès-verbal de l'inspecteur du travail, les dispositions du décret du 10 juillet 1913; qu'à défaut d'avoir mis à la disposition du personnel un vestiaire avec lavabos, Fauchier, qui avait d'ailleurs reçu l'avertissement prescrit par l'article 68 de la loi du 28 novembre 1912, avait encouru les sanctions pénales édictées par cette loi,

Par ces motifs,

Casse et annule, mais dans l'intérêt de la loi seulement, le jugement du tribunal de simple police d'Aix du 6 mars 1929.

Arrêt du 1^{er} juillet 1930. — Chambre des requêtes.

SÉCURITÉ DES TRAVAILLEURS. — ARBRE DE TRANSMISSION NON PROTÉGÉ. — ACCIDENT. — FAUTE DE L'EMPLOYEUR. — APPLICATION DE L'ARTICLE 903 DU CODE DES ASSURANCES SOCIALES. — REMBOURSEMENT A LA CORPORATION DES SOMMES PAYÉES PAR ELLE AUX AYANTS DROIT DE LA VICTIME DE L'ACCIDENT.

La Cour,

Où M. le Conseiller de Casabianca, en son rapport; M^e Nicolay, Avocat

des demandeurs, en ses observations, et M. l'Avocat général Sens-Olive, en ses conclusions;

Sur les deux moyens réunis pris de la violation par fausse application de l'article 903 du Code des assurances sociales du 19 juillet 1911, et de la violation de l'article 7 de la loi du 20 avril 1810, manque de base légale;

Attendu que le 20 novembre 1924, Schreiber, ouvrier aux sucreries d'Erstein, étant passé à proximité d'un arbre de transmission en pleine marche, fut saisi par une courroie et broyé, et que Gunsett, directeur technique, fut condamné à raison de ce fait pour homicide par imprudence par la juridiction correctionnelle;

Attendu que le pourvoi reproche à l'arrêt attaqué d'avoir accueilli la demande de la corporation des industries alimentaires d'Alsace-Lorraine et tendant au remboursement, par la société des Sucreries et son directeur, des sommes et indemnités payées aux ayants droit de la victime, alors qu'aucune faute inexcusable ne leur était imputable, et que l'arrêt ne constate pas que l'accident ait été causé par leur faute;

Mais attendu que l'article 903 du Code local des assurances sociales dispose que, s'il est établi, par un jugement pénal, que les chefs d'entreprises ou leurs représentants ou surveillants ont omis d'apporter toute l'attention particulière qu'ils doivent à leur fonction ou à l'exercice de leur profession, ils sont responsables de toutes les dépenses faites par l'un des organismes chargés des assurances sociales contre les accidents du travail;

Attendu que l'arrêt attaqué a pu déclarer qu'en négligeant d'entourer d'un dispositif protecteur l'arbre de transmission « qui, placé dans un local restreint et à la portée des ouvriers, constituait pour ces derniers un danger permanent », Gunsett a commis une faute « grave », et que la responsabilité de la société elle-même devait être retenue à raison de son obligation de veiller à la sécurité de ses ouvriers; qu'en l'état de ces constatations et appréciations, d'où il résulte que l'accident est la conséquence des fautes relevées, l'arrêt attaqué, dûment motivé, loin de violer les textes visés aux moyens, en a fait une exacte application;

Par ces motifs,

Rejette la requête.

Arrêt du 28 octobre 1930. — Chambre des requêtes.

LOUAGE DE SERVICES. — RUPTURE DU CONTRAT. — RÉGLEMENT DES SALAIRES A LA SUITE DE CETTE RUPTURE. — ACCIDENT SURVENU DANS L'USINE OU DANS SES DÉPENDANCES, AU MOMENT OU L'OUVRIER VA RÉCLAMER SON DU. — LOI DE 1898 APPLICABLE.

LA COUR,

Sur le moyen unique;

Vu l'article 1^{er}, § 1^{er}, de la loi du 9 avril 1898;

Attendu que l'accident dont l'ouvrier est victime dans l'intérieur de l'usine ou ses dépendances au cours des démarches faites pour recevoir du chef d'entreprise le salaire convenu, doit être considéré, au sens de la loi du 9 avril 1898, comme survenu à l'occasion du travail, sans qu'il y ait lieu de rechercher si le contrat de louage de services, qui liait les parties, subsistait ou non au moment de l'accident; que l'ouvrier, en

effet, en demandant le règlement de son compte agit en vertu du contrat dont il a, pour sa part, rempli les conditions alors que le chef d'entreprise ne l'aura pleinement exécuté que par le paiement du salaire;

Attendu, d'après les constatations de l'arrêt attaqué, que le 4 octobre 1920, Dolet, ouvrier d'Eperdling, entrepreneur de travaux publics, après avoir fait connaître au contremaître, à 7 heures du matin, qu'il cessait de travailler pour l'entreprise, se rendait de nouveau, le même jour, vers 11 heures, au chantier dans l'intention de reprendre ses outils et d'obtenir le règlement de son salaire; qu'en traversant la passerelle qui y conduisait, il a fait une chute qui a entraîné sa mort; que, sur l'action en paiement de rentes, exercée, au nom des enfants mineurs de la victime, contre Eperdling et son assureur, la Générale de Perth, la cour d'appel a déclaré la loi du 9 avril 1898 inapplicable, motifs pris de ce que le lieu de l'accident, se trouvant en dehors du chantier, ne pouvait être considéré comme lieu de travail et de ce que le contrat de travail ayant pris fin au regard de Dolet, la présence de celui-ci sur le chantier n'aurait été motivée ni par l'exécution de ce contrat, ni par le règlement de son compte, pour lequel il n'obéissait à aucune convocation d'Eperdling, car il était convenu qu'il devrait avoir lieu le surlendemain;

Mais attendu, d'autre part, que si Dolet avait pu, par la seule manifestation de sa volonté, mettre fin pour l'avenir au contrat de louage qui le liait à Eperdling, ce contrat subsistait pour le passé; que le chef d'entreprise lui devait le prix de son travail et qu'obligé de se rendre au chantier pour le toucher, Dolet devait y être protégé dans les mêmes conditions que celles dans lesquelles il y avait travaillé, quel que soit, d'ailleurs, le mobile qui l'ait poussé à ne pas attendre au surlendemain pour exiger le paiement de son dû;

Attendu, d'autre part, qu'en ne s'expliquant pas sur le point de savoir si, comme le soutenait l'appelant dans ses conclusions, la passerelle était une dépendance du chantier et si le passage, quoique dangereux, était ou non habituellement suivi par les ouvriers de l'entreprise, l'arrêt attaqué n'a pas mis la Cour de cassation en mesure d'exercer son contrôle;

D'où il suit qu'en statuant comme il l'a fait, l'arrêt attaqué a violé l'article de loi ci-dessus visé;

Par ces motifs,

Casse et renvoie, etc.

Arrêt du 29 octobre 1930. — Chambre des requêtes.

ACCIDENTS DU TRAVAIL. — BLESSURE REÇUE DANS LE TEMPS ET SUR LE LIEU DU TRAVAIL. — LA RÉUNION DE CETTE DOUBLE CIRCONSTANCE EST NÉCESSAIRE ET SUFFISANTE POUR L'APPLICATION DE LA LOI DU 9 AVRIL 1898, QUELLE QUE SOIT L'ORIGINE DE LA BLESSURE.

LA COUR,

Sur le moyen unique;

Vu l'article 1^{er}, § 1^{er}, de la loi du 9 avril 1898;

Attendu que tout accident survenu sur le lieu et pendant la durée du travail doit être considéré comme survenu à l'occasion du travail, sans qu'il soit besoin qu'il se rattache par un lien direct aux occupations mêmes de l'ouvrier qui en a été victime;

Attendu que, le 21 juillet 1922, Parent, ouvrier de la Société houillère de Thivencelles, descendu à 6 heures bien portant à la mine, en est sorti, une heure environ après, atteint de blessures provenant de coups qui lui auraient été portés, selon lui, par le chef porion, Hugon; qu'après avoir vainement exercé par voie de citation directe des poursuites contre celui-ci, qui a été acquitté pour insuffisance de preuve par jugement correctionnel du 29 juin 1923, Parent a alors assigné la Société des houillères en paiement des demi-salaires, par application de la loi du 9 avril 1898, à raison de l'incapacité temporaire qu'ont entraînée ses blessures;

Attendu que le jugement attaqué a écarté sa demande par le double motif qu'il avait été définitivement jugé que Hugon, seul désigné par Parent comme l'auteur de ses blessures, ne l'avait pas frappé, et qu'il appartient à l'ouvrier blessé, comme à tout demandeur, de faire la preuve que sa blessure a été causée ou occasionnée par le travail, la simple apparition d'une lésion dans les temps et lieu de travail ne comportant pas nécessairement une relation de cause à effet entre le travail et cette lésion;

Mais attendu que s'il n'est pas permis aux tribunaux de méconnaître ce qui a été nécessairement et avec certitude décidé par la juridiction répressive, ils n'en conservent pas moins leur entière liberté d'appréciation toutes les fois qu'ils ne décident rien d'inconciliable avec ce qui a été jugé par la justice criminelle;

Attendu que ce qui a été définitivement décidé par les juges correctionnels, c'est uniquement que le chef Hugon n'était pas l'auteur des blessures reçues par Parent, le 21 juillet 1922, dans la mine; que, réserve faite de ce point, — et ce jugement ne contestant d'ailleurs nullement la réalité même de ces blessures, — Parent a pu légitimement exercer contre le chef d'entreprise l'action, bien distincte de la poursuite correctionnelle que l'article 1^{er} de la loi du 9 avril 1898 accorde, à raison des accidents qui leur sont survenus par le fait ou à l'occasion du travail, aux ouvriers et employés occupés dans les entreprises visées par ce texte;

Attendu, d'autre part, que le jugement constate expressément qu'à la date indiquée, Parent a été atteint au service de la Société des houillères d'une blessure à la cuisse droite dans le temps et sur le lieu du travail, que la réunion de cette double circonstance est nécessaire mais suffisante, sans qu'il y ait à se préoccuper de la personne même de l'auteur des violences constitutives de l'accident, pour que la victime puisse invoquer le bénéfice des dispositions de la loi du 9 avril 1898; que, par suite, en déclarant irrecevable la demande de Parent, le jugement attaqué a violé l'article ci-dessus visé;

Par ces motifs,

Casse.

Arrêt du 21 novembre 1930. — Chambre criminelle.

I. REPOS HEBDOMADAIRE. — SUSPENSION. — TRAVAUX URGENTS. — AVIS À L'INSPECTEUR DU TRAVAIL. — ABSENCE DE FORCE MAJEURE. — II. OUVERTURE DE CHANTIER. — TRAVAUX POUR LE COMPTE DE L'ÉTAT. — ABSENCE DE DÉCLARATION.

Sur le moyen pris de la violation des articles 31 à 33 du livre II du

Code du travail et de la violation par fausse application de l'article 40 du même Code;

Vu lesdits articles et l'article 3 du décret du 24 août 1906;

Attendu qu'aux termes de ce dernier article, tout chef d'entreprise, directeur ou gérant qui veut suspendre le repos hebdomadaire, doit en aviser immédiatement, et sauf le cas de force majeure, avant le commencement des travaux, l'Inspecteur de la circonscription, en faisant connaître à ce fonctionnaire les circonstances qui justifient la suspension du repos hebdomadaire;

Attendu que Perrier était poursuivi en vertu d'un procès-verbal dressé par l'Inspecteur départemental du travail pour avoir, dans le chantier qu'il dirigeait pour le compte de la Société des ponts et travaux en fer, occupé six ouvriers le dimanche 15 septembre 1929, jour de repos hebdomadaire, sans qu'aucun avis de dérogation eût été adressé à l'Inspecteur en vue de justifier de ce travail exceptionnel et alors que les ouvriers avaient déjà travaillé plus de soixante heures depuis le dimanche précédent;

Attendu qu'en relaxant de ce chef le prévenu pour les seuls motifs que les travaux exécutés étaient urgents, que pour cette raison le prévenu avait demandé au maire de la commune et obtenu de lui l'autorisation de déroger au repos hebdomadaire, et qu'ainsi il avait satisfait aux exigences de l'article 40 susvisé, le juge de police a méconnu l'obligation que l'article 3 du décret du 24 août 1906 précité impose au chef d'entreprise, lorsque le cas de force majeure n'est pas constaté; que, par suite, la décision de relaxe manque de base légale et doit être annulée;

En ce qui concerne le second chef de la prévention :

Sur le moyen pris de la violation de l'article 90b du titre II du Code du travail;

Vu ledit article, aux termes duquel les chefs d'établissements énumérés à l'article 65 du même Code doivent aviser par écrit l'Inspecteur du travail de l'ouverture de tout chantier occupant dix ouvriers au moins pendant plus d'une semaine;

Attendu que le procès-verbal, base de la poursuite, constate que Perrier a ouvert un chantier occupant journellement seize ouvriers et devant durer plus d'une semaine sans en faire la déclaration à l'Inspecteur du travail ni verbalement, ni par écrit;

Attendu qu'en décidant que la déclaration n'était pas obligatoire en l'espèce, par le motif que les travaux étaient effectués pour le compte de l'Etat, sous la surveillance de l'Administration des ponts et chaussées, après adjudication publique dont le cahier des charges a été établi par le préfet, le juge de police a créé une exception que ne comporte pas l'article 90b précité, lequel est conçu en termes généraux et absolus et s'applique à tout chef d'établissement compris dans l'énumération de l'article 65 sans aucune distinction;

D'où il suit qu'il y a eu violation de l'article visé au moyen;

Par ces motifs,

Casse.

COUR D'APPEL DE DOUAI.

Arrêt du 7 février 1930 (1).

SÉCURITÉ DES TRAVAILLEURS. — ARTICLE 66 *a* DU LIVRE II DU CODE DU TRAVAIL. — COURROIES NON PROTÉGÉES. — ACCIDENT. — CONDAMNATION DE L'EMPLOYEUR.

M. le Conseiller Le Pennetier a fait le rapport de l'affaire et donné lecture des pièces de la procédure, notamment du jugement sus-rappelé, lequel, par les motifs qui y sont exprimés, déclare Style (Henri) coupable d'homicide involontaire et infraction au Code du travail, délit commis à Tilloy-les-Mofflaines, le 7 mars 1929, avec circonstances atténuantes, et, par application des articles 319, 463, 52 du Code pénal, 1^{er}, 2 de la loi du 26 mars 1891, 194 du Code d'instruction criminelle, 66 *a*, § 6, du livre II du Code du travail, 173, 174 du livre II du Code du travail le condamne à huit jours d'emprisonnement, avec sursis, et 100 francs d'amende pour la contravention; et par corps aux frais liquidés, à 256 fr. 80, dont 7 fr. 50 de poste; fixe la durée de la contrainte par corps au minimum;

Oùï le prévenu en ses explications; oùï le Ministère public, appelant, en ses réquisitions et son appel à minima; oùï M^e Phalempin, Conseil du prévenu, en sa plaidoirie; la Cour, après avoir délibéré, adoptant les motifs des premiers juges, confirme le jugement dont est appel sur la culpabilité du prévenu;

Mais attendu que la peine prononcée est insuffisante en égard à la gravité des faits, la Cour, faisant droit à l'appel du Ministère public, condamne Style à un mois de prison et 100 francs d'amende;

Maintient le sursis à l'exécution de la peine d'emprisonnement prononcée, et le surplus du jugement;

Et, vu l'article 194 du Code d'instruction criminelle lu à l'audience par M. le Président et transcrit au jugement, condamne le prévenu aux frais de la cause d'appel liquidés à 103 fr. 30, non compris l'enregistrement de l'arrêt, 11 fr. 20, et les droits de poste s'élevant en appel à 13 francs; fixe à quinze jours la durée de la contrainte par corps.

COUR D'APPEL DE RIOM.

Arrêt du 28 août 1930.

INSPECTION DU TRAVAIL. — USURPATION DE LA QUALITÉ D'INSPECTEUR DU TRAVAIL. — CONDAMNATION.

Audience publique de la Chambre des appels correctionnels de la Cour d'appel de Riom;

(1) Cet arrêt est devenu définitif. Voir jugement du 10 décembre 1929 du Tribunal correctionnel du Pas-de-Calais, p. 215.

.....

Entre M. le Procureur général près la Cour d'appel de Riom,
Appelant, suivant acte du 12 août 1930, d'un jugement (') rendu, le 23 juillet 1930, par le tribunal correctionnel départemental du Puy-de-Dôme, section de Riom, qui a condamné le nommé Mosnat (Gilbert) à trois mois d'emprisonnement, aux frais liquidés à 457 francs, et a fixé au maximum la durée de la contrainte par corps, pour escroquerie, délit commis les 27 et 28 février 1930, à Saint-Eloy-les-Mines, et ce, par application des articles 405, 52 du Code pénal, 194 du Code d'instruction criminelle, 2 de la loi du 22 juillet 1867;

D'une part,

Et Mosnat (Gilbert), né le 8 décembre 1901 à Montaigut-le-Blin, arrondissement de Lapalisse, département de l'Allier, fils de Georges et de Ray (Madeleine), marié, un enfant, scieur, demeurant à Vichy, rue Capelet, n° 43;

Prévenu, détenu, comparant;

D'autre part,

La cause appelée, M. le Président Caron a été entendu en son rapport; Lecture a été donnée des pièces de la procédure et notamment du jugement entrepris;

Après avoir entendu le prévenu en ses interrogatoires et moyens de défense, le Ministère public en ses observations et réquisitions, le nommé Mosnat ayant eu la parole le dernier et après en avoir délibéré;

Considérant que M. le Procureur général est appelant du jugement précité;

Considérant que Mosnat reconnaît aujourd'hui dans leur intégralité les faits qui lui sont imputés;

Considérant que ces faits sont graves, que Mosnat n'a pas hésité à se présenter dans divers chantiers comme inspecteur du travail, à menacer les exploitants de leur dresser des contraventions et à profiter de cette situation pour leur escroquer des sommes d'argent;

Considérant que Mosnat a déjà été reconnu par trois jugements aujourd'hui définitifs comme atteint et convaincu de délits de vol et d'abus de confiance; qu'il déclare lui-même avoir acquiescé au dernier de ces jugements par lequel le tribunal de Cusset, statuant par défaut, le 25 février 1921, l'a condamné pour abus de confiance à six mois de prison et 25 francs d'amende; qu'il reconnaît avoir subi ladite peine;

Considérant que dans ces conditions l'appel de M. le Procureur général est justifié; qu'il échet d'y faire droit;

Par ces motifs,

La Cour,

Confirme le jugement entrepris sur la matérialité des faits et la culpabilité du prévenu;

Mais le réformant sur l'application de la peine et faisant droit à l'appel du Ministère public;

Condamne Mosnat (Gilbert) à un an d'emprisonnement et à 50 francs d'amende;

(') Voir p. 217.

Le condamne aux frais de première instance et d'appel taxés à 507 fr. 70;
Fixe au maximum la durée de la contrainte par corps;
Le tout par application des articles de lois visés au jugement;
Fait et prononcé publiquement lesdits jour, mois et an.

TRIBUNAL CORRECTIONNEL DU PAS-DE-CALAIS (SECTION D'ARRAS).

Audience du 10 décembre 1929.

SÉCURITÉ DES TRAVAILLEURS. — ARTICLE 66 *a* DU LIVRE II DU CODE DU TRAVAIL. — COURROIES NON PROTÉGÉES. — ACCIDENT. — CONDAMNATION DE L'EMPLOYEUR.

Le Tribunal,

Attendu qu'il est établi par l'instruction, le complément d'information et les débats, que, si la minoterie du prévenu est d'installation relativement moderne, la sécurité du personnel n'y était pas rigoureusement assurée à l'époque de l'accident survenu à Dumont;

Qu'en effet le corps informe de la victime fut trouvé, entourant l'arbre de transmission, près du plafond, et contre une poulie fixe, commandant par l'intermédiaire d'une courroie, une dynamo d'éclairage;

Qu'il est constant que la victime, ouvrier préposé à la surveillance des moteurs, a été happée par cette courroie qui tourne, d'une part, sur la poulie fixe sur l'arbre précité, et, d'autre part, sur une autre poulie établie à 1 m. 80 du sol, et entraînée jusqu'à l'arbre autour duquel son corps fut retrouvé; qu'enfin cette dernière poulie n'était voilée par aucun mode de protection;

Qu'il est également établi qu'il était d'usage de remettre en place cette courroie, quand elle sautait de la poulie fixe de commande, sans arrêter la marche du moteur, soit à la main, soit par des moyens de fortune; et qu'il n'existait aucun dispositif qui permit la remise en place, sans danger, de la courroie dont s'agit;

Qu'ainsi Style a contrevenu aux prescriptions de l'article 66, livre II, titre I^{er} du Code du travail;

Attendu enfin, que le prévenu, qui avait maintes fois, de son propre aveu, remis en place la courroie dont s'agit à la main et sans arrêt préalable du moteur, pouvait, moins que tout autre, ignorer les dangers de semblables pratiques;

Qu'en négligeant de faire disposer un appareil spécial de protection et de mettre à la disposition de son personnel un dispositif qui permet de faire une manœuvre assez fréquente dans les installations mécaniques; en négligeant aussi d'assurer une surveillance rendue plus indispensable par une installation qu'il savait défectueuse, Style a été involontairement cause de la mort de Dumont, dans les termes de l'article 319 du Code pénal;

Attendu qu'il y a en la cause des circonstances atténuantes;

Par ces motifs,

Le tribunal déclare le prévenu Style coupable du délit et de la contravention qui lui sont reprochés et, pour réparation, le condamne à huit jours d'emprisonnement⁽¹⁾ et à 100 francs d'amende pour le délit, et à 5 francs d'amende pour la contravention;

Et, attendu qu'il n'a subi jusqu'à présent aucune condamnation pour crime ou délit de droit commun;

Dit qu'il sera sursis à l'exécution de la peine d'emprisonnement dans les conditions énoncées en la loi du 26 mars 1891;

Dit qu'il sera remédié dans le mois aux défauts constatés;

Le condamne en outre, par corps, au remboursement des frais liquidés à la somme de 256 fr. 80, en ce compris celle de 7 fr. 50 pour droit de poste;

Fixe quant à l'amende et au payement des frais envers l'Etat la durée de la contrainte par corps au minimum;

Le tout, par application des articles 319, 463, 52 du Code pénal, 66 a, § 6, du livre II du Code du travail, 173, 174 du livre II du Code du travail, 194 du Code d'instruction criminelle, 2 de la loi du 22 juillet 1867, dont lecture a été faite par M. le Président.

TRIBUNAL DE LA MANCHE. — SECTION DE CHERBOURG.

Audience du 10 juillet 1930.

LOI DU 11 AOUT 1926. — DÉBAUCHAGE D'OUVRIERS ÉTRANGERS.

Attendu que P... (E...) est prévenu d'avoir à M... depuis un temps non prescrit, embauché directement ou par intermédiaire des travailleurs étrangers (Italiens) introduits en France depuis moins d'un an, et ce, avant l'expiration d'un contrat de travail qui les liait avec la Société des carrières de quartzite dont le siège est à Jeumont (Nord);

Attendu qu'il résulte tant des enquêtes de gendarmerie auxquelles il a été procédé que des débats, que tant en octobre qu'en novembre 1929, ledit P... a embauché un certain nombre de travailleurs introduits en France depuis moins d'un an, et ce, avant l'expiration du contrat de travail qui les liait, notamment avec la Société anonyme des carrières de quartzite de Jeumont (Nord);

Attendu qu'il est en effet établi qu'il a notamment embauché les ouvriers italiens :

1° M. L..., alors que ce travailleur était lié par un contrat d'un an, à compter du 26 avril 1929, avec les carrières de Jeumont;

2° F... S..., lié par un semblable contrat à la même société et à compter de la même date;

3° B... F..., dans les mêmes conditions;

4° G... M..., lié également par un contrat de travail d'un an à la même société, mais le contrat ne commençant à courir qu'à compter du 30 septembre 1929;

(1) Cette peine a été relevée par la Cour d'appel de Douai. V. l'arrêt p. 213.

Attendu que, dans ces conditions, P... s'est donc bien rendu coupable au point de vue pénal du délit qui lui est reproché;

Attendu toutefois, que le tribunal estime qu'il y a dans la cause certaines circonstances atténuantes;

Attendu que, d'autre part, la Société anonyme des carrières de quartzite de Jeumont arguant du préjudice que lui a causé le départ précipité non seulement de ces quatre ouvriers, mais de plusieurs autres, qui n'étaient pas liés avec elle par des contrats réguliers de travail, s'est portée partie civile et a réclamé à P... 50.000 francs de dommages-intérêts;

Attendu qu'il est établi que P... avait, à diverses reprises, antérieurement tenté de faire débaucher par son beau-frère un certain nombre d'ouvriers dans des conditions identiques, qu'il a ainsi causé au demandeur un préjudice certain dont il doit la réparation;

Vu l'article 64b de la loi du 11 août 1926, dont la lecture a été faite;

Par ces motifs,

Déclare P... (E...) coupable d'infraction à la loi du 10 août 1926, article 64b, qui lui est reprochée;

Le condamne à quatre amendes de 100 francs chacune;

Et statuant sur la demande de dommages-intérêts;

Donne acte à la Société anonyme des carrières de quartzite de Jeumont de sa constitution de partie civile;

Valide la consignation par elle faite au greffe de Cherbourg de la somme de 1.000 francs;

Condamne P... à verser à ladite société la somme de 6.000 francs à titre de dommages-intérêts pour les causes ci-dessus rappelées;

Le condamne en outre en tous les dépens, qui comprendront notamment ceux de Maître L..., avoué à Cherbourg, dont la présence a été reconnue nécessaire;

Et pour le recouvrement de l'amende et des frais fixe la durée de la contrainte par corps au maximum déterminé par la loi.

TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE RIOM.

Audience du 23 juillet 1930.

INSPECTION DU TRAVAIL. — USURPATION DE LA QUALITÉ D'INSPECTEUR DU TRAVAIL. — CONDAMNATION.

A l'audience publique du tribunal de première instance, séant à Riom, du 23 juillet 1930, tenue pour les affaires de police correctionnelle par MM. Mazoires, Président, Bergeron et Chomilier, Juges.

En présence de MM. Mathieu, Procureur de la République, et Ollier, commis-greffier.

A été rendu le jugement ci-après;

Entre M. le Procureur de la République, demandeur, d'une part;
Et Mosnat (Gilbert), vingt-huit ans, fils de Georges et de Ray (Madeleine), né le 8 décembre 1901, à Montaigne-le-Blin, arrondissement de Moulins, marié, un enfant, scieur, demeurant à Vichy, rue Capelet, n° 43, détenu;

Prévenu d'escroquerie;

Détenu en vertu d'un mandat de dépôt de M. le juge d'instruction de Riom, en date du 1^{er} juillet 1930;

Comparant assisté de M^e René Delestrade, Avocat, d'autre part;

A l'appel de la cause, le Procureur de la République a exposé que, par l'exploit sus-énoncé, il avait fait comparaître le prévenu par devant le tribunal, à l'audience de ce jour, pour se défendre en raison de la prévention ci-dessus indiquée;

Puis le greffier a fait lecture du procès-verbal dressé à la charge dudit prévenu, le 28 juin 1930, par la gendarmerie de Saint-Eloy-des-Mines;

Ensuite il a été procédé à l'audition, hors la présence les uns des autres, des témoins produits par le Ministère public; avant de déposer, lesdits témoins ont fait serment de dire toute la vérité, rien que la vérité;

Ils ont dit n'être parents, alliés, ni domestiques du prévenu;

Et le prévenu a été interrogé; le greffier a tenu note des déclarations des témoins et des réponses du prévenu; le Ministère public a résumé l'affaire et requis contre le prévenu l'application de la loi;

Le prévenu et son défenseur ont présenté les moyens de défense;

Puis le tribunal, après en avoir délibéré conformément à la loi, a statué en ces termes :

Attendu qu'il résulte de l'information et des dépositions concordantes des témoins entendus à l'audience, que les 27 et 28 juin 1930, à Saint-Eloy-les-Mines, Mosnat (Gilbert), en employant des manœuvres frauduleuses et faisant usage d'une fausse qualité, se disant inspecteur du travail, s'est fait remettre : 1° une somme de 50 francs par le sieur Melon, et une somme de 50 francs par le sieur Richard; que ces faits constituent le délit prévu et réprimé par l'article 405 du Code pénal, dont il y a lieu de lui faire application;

Attendu que les renseignements fournis sur Mosnat sont les plus mauvais, qu'il a déjà été condamné par divers tribunaux pour vol et abus de confiance; qu'il y a lieu, dans ces conditions, de lui faire une application relativement sévère de la loi;

Par ces motifs,

Le tribunal statuant en matière correctionnelle et en premier ressort;

Déclare Mosnat (Gilbert) atteint et convaincu de s'être, à Saint-Eloy-les-Mines, les 27 et 28 février 1930, fait remettre, en faisant usage d'une fausse qualité, deux sommes de 50 francs par les sieurs Richard et Melon, et d'avoir ainsi escroqué tout ou partie de la fortune d'autrui;

En conséquence, le condamne à la peine de trois mois d'emprisonnement⁽¹⁾;

Le condamne, en outre, au remboursement des frais liquidés, à 457 fr. en ce non compris 7 fr. 50 pour droit de poste;

Fixe quant à l'amende et au paiement des frais envers l'Etat la durée de la contrainte par corps à maximum; le tout par application des articles 405, 52 du Code pénal, 194 du Code d'instruction criminelle, 2 de la loi du 22 juillet 1867, dont lecture a été faite par M. le Président.

(1) Cette peine a été relevée par la Cour d'appel de Riom. V. l'arrêt p. 213.

TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE NIORT.

Audience du 22 novembre 1930.

LOI DU 11 AOÛT 1926. — RESPONSABILITÉ DES INTERMÉDIAIRES
EN MATIÈRE DE DÉBAUCHAGE D'OUVRIERS ÉTRANGERS.

Entre M. le Procureur de la République poursuivant d'office et partie publique,

D'une part;

Et 1° L....;

2° C....;

D'autre part;

Et encore 1° M^{me} G..., demeurant à..., partie civile intervenante;

2° L'Office central de la main-d'œuvre agricole dont le siège social est à Paris, 8, rue d'Athènes, autre partie civile intervenante;

Encore d'autre part;

.....
Attendu que des documents de la cause et des débats, il résulte que le 4 octobre 1930, à..., L..., cultivateur, a embauché par l'intermédiaire de C..., un nommé Borysko Mikolaj, travailleur agricole polonais, qui, par l'entremise de l'Office central de la main-d'œuvre agricole, avait été introduit en France, dans le courant de juillet 1930, après avoir signé un contrat d'embauchage d'une durée de douze mois au profit de la dame G...;

Attendu que L... a ainsi commis l'infraction prévue et punie par les articles 64 *b* et 172 du Code du travail modifié par la loi du 11 août 1926;

Attendu que C..., en contribuant à l'embauchage de Borysko par L..., s'est rendu complice de celui-ci dans les conditions de l'article 60 du Code pénal, et a encouru la même peine aux termes de l'article 59 du même Code;

Attendu qu'il existe en faveur des prévenus des circonstances atténuantes qui permettent de les faire bénéficier des dispositions de l'article 463 du Code pénal;

Attendu que L..., en embauchant le Polonais Borysko dans les conditions où il l'a fait et C..., en contribuant à cet embauchage, ont causé à la dame G... et à l'Office central de la main-d'œuvre agricole un préjudice dont ils doivent réparation;

Par ces motifs,

Sur l'action publique, déclare L... convaincu d'avoir, à..., le 4 octobre 1930, embauché, par l'intermédiaire de C..., un travailleur étranger en France, avant l'expiration du contrat de travail en vertu duquel il avait été introduit;

Déclare C... convaincu d'avoir, avec connaissance, aidé et assisté L... dans cet embauchage et s'être ainsi rendu complice du délit commis par lui;

Et leur faisant application des articles 64 *b*, 172 du Code du travail, modifié par la loi du 11 août 1926, 59, 60, 463 du Code pénal dont le président a publiquement donné lecture, 194 du Code d'instruction criminelle, et 9 de la loi du 22 juillet 1867 et qui sont ainsi conçus :

.....

Les condamnés L... et C..., chacun à 16 francs d'amende;

Sur la demande de la dame G..., partie civile, condamne L... et C... conjointement et solidairement, à payer à la dame G... la somme de 800 francs à titre de dommages-intérêts;

Sur la demande de l'Office central de la main-d'œuvre agricole condamne L... et C..., conjointement et solidairement, à payer à l'Office central de la main-d'œuvre agricole la somme de 50 francs à titre de dommages-intérêts.

TRIBUNAL CIVIL DE LA SEINE. — 7^e CHAMBRE.

Audience du 5 décembre 1930.

CARACTÈRE JURIDIQUE DU CERTIFICAT D'EMBAUCHAGE DÉLIVRÉ PAR SON EMPLOYEUR A UN OUVRIER ÉTRANGER.

Le tribunal,

Où en leurs conclusions et plaidoiries M^e B..., avocat de B...; M^e S..., avocat de la dame veuve B... n., agissant pour son fils M...;

Le ministère public entendu et après en avoir délibéré conformément à la loi, jugeant en matière sommaire et en dernier ressort;

Attendu que B..., coiffeur, est appelant d'un jugement rendu par le Conseil des prud'hommes de la Seine (section des tissus), le 28 mars 1930, qui l'a condamné à payer à M^{me} veuve B... n., agissant pour son fils mineur M..., ouvrier coiffeur, les sommes de 120 francs pour salaires et 500 francs pour indemnité de rupture de contrat, déboutant la dame veuve B... n. du surplus de sa demande et déboutant l'appelant de sa demande reconventionnelle;

En la forme;

Attendu que l'appel est régulier;

Au fond;

Sur le préavis;

Attendu que M... est de nationalité polonaise; que, pour être autorisé à résider en France, B... lui a délivré un certificat;

Que ce certificat constitue une simple attestation destinée à satisfaire aux ordonnances de police concernant le séjour des étrangers en France et ne peut être considéré comme un contrat de travail à durée déterminée;

Attendu au surplus que M... a abandonné son travail définitivement et sans prévenir, le vendredi 21 février, à 2 heures, pendant une absence momentanée de son patron;

Que le contrat de travail à durée indéterminée a donc été rompu par M..., et qu'ainsi il ne lui est dû aucune indemnité de préavis;

Attendu que le brusque départ de M... a causé un préjudice certain à B..., qu'il a droit à huit jours de préavis, soit huit jours à 32 francs, également 256 francs;

Par ces motifs,

En la forme, reçoit B... en son appel;

Au fond, infirme le jugement entrepris et statuant à nouveau, condamne la dame B... n., *ès qualités*, à payer à B... la somme de 256 francs à titre de préavis.

TRIBUNAL CIVIL DES ARDENNES.

Audience du 22 juillet 1929 (1).

MALADIES PROFESSIONNELLES. — ARTHRALGIE DÉSIGNÉE DANS LE CERTIFICAT MÉDICAL SOUS L'EXPRESSION DE RHUMATISME SATURNIN. — APPLICATION DE LA LOI DU 25 OCTOBRE 1919.

Entre Société des Fonderies Arthur Martin, société anonyme, dont le siège social est à Paris, rue Fontaine-au-Roi, n° 18, et le siège administratif à Revin;

Agissant poursuites et diligences de ses directeurs et administrateurs domiciliés audit siège social;

Appelante ayant M^e Lemue pour Avoué;

Et Prophète (Henri), ouvrier d'usine, demeurant à Charleville, rue de Flandre, n° 3;

Intimé ayant M^e Laurent pour Avoué;

Le tribunal, ouï à la présente audience les avoués des parties en leurs conclusions et plaidoiries respectives, le Ministère public aussi entendu en ses conclusions, après en avoir délibéré conformément à la loi;

Attendu que, sur l'appel interjeté par la Société des Fonderies Arthur Martin d'un jugement de M. le Juge de paix de Fumay, en date du 30 mai 1929 (2), la Société Martin offre deux moyens qu'il convient d'examiner;

Sur le premier moyen :

Attendu que, si, en principe, les déclarations d'accident doivent être faites au lieu de l'accident, une déclaration faite au domicile du blessé est valable (Cassation crim., 16 juin 1928);

Sur le deuxième moyen :

Attendu qu'il est constant que Prophète est atteint d'arthralgie, maladie qui figure sur le tableau de la loi du 25 octobre 1919;

Que si le médecin traitant a qualifié le mal de rhumatisme saturnin, il a employé un terme générique qui, rapproché de la description des symptômes, ne laisse aucun doute sur le caractère du mal;

Par ces motifs,

Jugeant publiquement en matière sommaire et en dernier ressort;

En la forme,

Reçoit la Société des Etablissements Arthur Martin appelante du jugement de M. le Juge de paix de Fumay;

Au fond,

Confirme purement et simplement le jugement dont est appel et dit qu'il sortira son plein et entier effet pour être exécuté selon ses formes et teneur;

Condamne la Société des Etablissements Arthur Martin aux dépens, qui seront recouvrés conformément à la loi sur l'assistance judiciaire.

(1) Ce jugement est devenu définitif.

(2) V. p. 222.

JUSTICE DE PAIX DU CANTON DE FUMAY.

Audience du 30 mai 1929 (¹).

MALADIES PROFESSIONNELLES. — ARTHRALGIE DÉSIGNÉE DANS LE CERTIFICAT MÉDICAL SOUS L'EXPRESSION DE RHUMATISME SATURNIN. — APPLICATION DE LA LOI DU 25 OCTOBRE 1919.

Le tribunal de paix du canton de Fumay, département des Ardennes, présidé par M. Emile Roubertie, licencié en droit, Juge de paix du canton de Fumay, assisté de M^e Paul Burgéat, greffier de cette justice de paix, a, dans son audience publiquement tenue au prétoire ordinaire sis à la mairie de Fumay, le jeudi 30 mai 1929, à neuf heures du matin, rendu le jugement suivant :

Entre le sieur Prophète (Henri), ouvrier d'usine, demeurant à Charleville, rue de Flandre, n^o 3, demandeur, ayant comparu en personne à l'audience du 16 mai 1929, d'une part;

Contre la Société des Fonderies Arthur Martin, dont le siège est à Paris, rue Fontaine-au-Roi, n^o 18, et le siège administratif à Revin, défenderesse, ici représentée par M. Fernand Jacquet, agent régional de la caisse syndicale d'assurance mutuelle des Forges de France, demeurant à Charleville, rue de Croisy, n^o 25, d'autre part;

Faits. Suivant exploit du ministère de M^e Paul Vignier, huissier près le tribunal des Ardennes, séant à Charleville, demeurant à Fumay, en date du 7 mai 1929, visé pour timbre et enregistré gratis à Fumay, le 8 mai 1929, folio 7, C 4, le demandeur a fait donner citation à la Société défenderesse à comparaître le jeudi 16 mai 1929, à neuf heures du matin, à l'audience et par devant nous, Juge de paix du canton de Fumay, pour est-il dit en cet exploit;

Attendu que le 27 février 1929, le requérant était au service des usines Martin en qualité d'émailleur;

Attendu qu'à ladite date il fut atteint d'affection saturnine, que sur les ordres du docteur il dut interrompre son travail;

Attendu que, malgré un appel en conciliation devant M. le Juge de paix du canton de Fumay, la Société des Fonderies Martin refuse de lui payer les demi-salaires auxquels il a droit pour son incapacité de travail;

Attendu que le salaire journalier de Prophète est en moyenne de 44 fr. 67, qu'il lui est donc dû des demi-salaires journaliers de 22 fr. 34 jusqu'à sa complète guérison, qui sera fixée par certificat médical;

Par ces motifs,

S'entendre la Société des Fonderies Arthur Martin condamner à payer au requérant les demi-salaires journaliers de 22 fr. 34 jusqu'à complète guérison, qui sera fixée par certificat médical, pour les causes sus énoncées, sans préjudice des frais pharmaceutiques et médicaux et de tous autres dûs résultant desdites causes;

Sous toutes réserves;

(¹) Jugement confirmé par le Tribunal civil des Ardennes. V. p. 221.

La cause appelée à l'audience du 16 mai 1929, la Société défenderesse, par l'organe de son mandataire, a fait opposer à la demande du réclamant les conclusions suivantes :

Plaise à M. le Juge de paix,

Attendu que par exploit de M^r Vignier, huissier à Fumay, Prophète cite la Société des Etablissements Arthur Martin en paiement de demi-salaires en raison d'une maladie professionnelle qui lui serait survenue le 27 février 1929;

Attendu que le certificat médical dressé par M. le docteur Richelet, de Charleville, à la même date, constate que l'ouvrier Prophète est atteint de rhumatisme saturnin;

Que cette maladie ne figure pas dans l'état annexe de la loi du 25 octobre 1919;

Attendu que cette loi est limitative;

Attendu que, d'autre part, Prophète a fait sa déclaration en mairie de Charleville et non en mairie de Revin, conformément à la loi;

Par ces motifs,

Dire et juger que la maladie dont fut atteint Prophète ne figurant pas dans les annexes de la loi du 25 octobre 1919, celle-ci est donc inapplicable;

Se déclarer incompétent;

Débouter le demandeur et le condamner aux dépens;

En cet état, la cause a été mise ensuite en délibéré;

Et ce jourd'hui 30 mai au nouvel appel;

Nous, Juge de paix;

Attendu que Prophète ayant cité la Société des Fonderies Arthur Martin en paiement de demi-salaires pour maladie professionnelle, la Société défenderesse a soulevé l'incompétence du Juge de paix, motifs pris :

1° De ce que la déclaration avait été faite à la mairie de Charleville, domicile du défendeur, et non à celle de Revin, lieu du travail;

2° De ce que le diagnostic porté au certificat médical sous la rubrique « Rhumatisme saturnin » ne figurait pas au tableau des maladies professionnelles de la loi du 25 octobre 1919, que celle-ci était donc inapplicable;

Sur le premier moyen :

Attendu que l'article 5 de la loi précitée impose à la victime de déclarer sa maladie, dans les quinze jours qui suivront la cessation du travail, au maire de la commune qui en dresse procès-verbal, dont copie certifiée est transmise par ledit maire au chef d'entreprise et à l'inspecteur départemental du travail;

Qu'il ne résulte nullement des termes ci-dessus que le maire dont il est parlé soit celui du siège de l'industrie plutôt que celui du domicile de la victime; qu'il est assez naturel que le malade dépose sa déclaration à la mairie de sa résidence, et qu'on ne voit pas le vice radical qui pourrait résulter de ce procédé, puisque de toutes façons le chef d'entreprise et l'inspection du travail en sont avisés, ce qui est un des buts essentiels de la disposition de l'article 5;

Qu'on ne saurait au surplus invoquer une nullité qui n'est pas en termes exprès énoncée par la loi;

Que cette solution est consacrée par la réponse ministérielle publiée au *Journal officiel* du 6 mars 1929 ainsi conçue : « L'usage, qui paraît d'ailleurs conforme à l'intention du législateur, est de faire la déclaration à la mairie du lieu où l'accident s'est produit. Toutefois, la Cour de cassation a jugé que le fait d'effectuer la déclaration à une autre mairie ne

constituait pas une infraction passible des pénalités édictées par l'article 14 de la loi du 9 avril 1898 (Cassation crim., 16 juin 1928);

Sur le deuxième moyen :

Attendu qu'au cours de sa maladie particulièrement grave, Prophète a obtenu des certificats médicaux successifs portant le diagnostic de « rhumatisme saturnin »;

Que si cette expression ne figure pas dans le tableau de la loi de 1919 ne comprenant que six maladies, elle figure dans le décret du 4 mai 1921 énonçant douze manifestations de saturnisme dont les médecins doivent faire la déclaration administrative;

Que le médecin traitant, rédacteur à la fois du certificat de la victime et de la déclaration administrative, a pu facilement employer une expression pour une autre, d'autant plus que le mot « rhumatisme » est celui employé dans la conversation pour désigner d'une façon large diverses catégories de douleurs;

Que le Juge de paix pourrait, dans l'incertitude, ordonner une expertise médicale afin de préciser exactement l'affection dont souffre la victime et en tirer toutes conséquences de droit pour l'application de la loi de 1919;

Mais que, dans l'espèce, Prophète fournit un nouveau certificat du *même* médecin traitant en date du 6 mai attestant qu'il a été atteint à plusieurs reprises d'intoxication saturnine et que, depuis le 27 février 1929, il est atteint de rhumatisme saturnin à manifestations articulaires « ARTHRALGIES » des poignets gauche et droit et principalement du coude droit;

Qu'aucun doute ne saurait donc plus subsister et que l'exception soulevée est réduite à néant puisque le tableau de la loi de 1919 prévoit l'arthralgie saturnine; qu'en conséquence cette loi est bien applicable, l'industrie à laquelle Prophète travaillait en qualité d'émailleur étant elle-même assujettie à cette loi; qu'ainsi donc le tribunal de paix a pleine compétence pour statuer sur la demande de demi-salaires qui lui est déférée;

Mais attendu que la demande en payement des frais médicaux et pharmaceutiques est indéterminée, le malade étant encore en cours de traitement et que cette indétermination ne permet de statuer qu'en premier ressort sur le fond; qu'il peut être en conséquence statué par un seul et même jugement tant sur la compétence que sur le fond;

Attendu qu'il est établi par le certificat des Fonderies Arthur Martin que le salaire moyen de Prophète dans le mois qui a précédé l'invalidité était de 42 fr. 10 par jour, et qu'ainsi le demi-salaire s'élève à 21 fr. 05;

Par ces motifs, statuant publiquement contradictoirement en premier ressort;

Nous déclarons compétent;

Disons Prophète atteint de maladie professionnelle aux termes de la loi du 25 octobre 1919, condamnons la Société Arthur Martin à lui payer ses demi-salaires au taux de 21 fr. 05 par jour depuis le 28 février 1929 jusqu'à la date de complète guérison qui sera fixée par certificat médical; la condamnons au remboursement des frais médicaux et pharmaceutiques conformes au tarif légal à justifier par état;

La condamnons, en outre, en tous les frais et dépens;

Rejetons comme inutiles ou mal fondées toutes autres conclusions des parties;

Liquidons les dépens de l'instance à la somme de 32 fr. 85, à recouvrer comme en matière d'assistance judiciaire en vertu des dispositions de la loi du 9 avril 1898, sur exécutoire qui sera délivré à cet effet à l'Administration de l'Enregistrement, des Domaines et du Timbre.

DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Loi du 31 juillet 1929 concernant l'amélioration du logement des travailleurs agricoles.

ARTICLE PREMIER. — Des règlements d'administration publique pris, sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, dans les dix-huit mois qui suivront la promulgation de la présente loi après avis des Chambres d'agriculture et du Conseil supérieur d'hygiène publique de France, détermineront par régions agricoles, et s'il y a lieu par natures d'exploitations, les conditions générales de salubrité auxquelles doit satisfaire le logement des salariés dans les exploitations agricoles notamment en ce qui concerne l'aération, la ventilation, l'éclairage, le couchage, les moyens d'ablution, etc. Ils prescriront en particulier les mesures propres à supprimer le couchage des gardiens de nuit au contact direct des animaux dans les écuries ou les étables, ainsi qu'à réaliser le logement du personnel célibataire dans des locaux séparés d'après les sexes et la mise à sa disposition de lits individuels.

Sont exemptés des dispositions de la présente loi les locaux temporairement utilisés pour l'habitation dans les exploitations pastorales en montagne.

ART. 2. — Les mesures prescrites par les règlements d'administration publique visés à l'article 1^{er} de la présente loi devront être réalisées dans un délai de un an, courant de la publication desdits règlements, pour les exploitations agricoles comportant plus de 100 hectares de terres labourables et de prairies, dans un délai de deux ans pour les exploitations agricoles comportant de 50 à 100 hectares de terres labourables et de prairies, dans un délai de trois ans pour les exploitations de moins de 50 hectares labourables et de prairies.

ART. 3. — En cas d'infraction aux règlements d'administration publique prévus à l'article 1^{er} de la présente loi, les agents chargés de son application, avant de dresser procès-verbal, mettent les chefs d'exploitation en demeure de se conformer auxdits règlements. La mise en demeure indique les contraventions constatées et fixe un délai à l'expiration duquel ces contraventions devront avoir disparu. Ce délai, qui ne pourra en aucun cas être inférieur à trois mois ni supérieur à six, devra être fixé en tenant compte des circonstances, à partir du minimum établi pour chaque cas par les règlements d'administration publique.

ART. 4. — Au plus tard dans les quinze jours qui suivent la mise en demeure, le chef d'exploitation adresse, s'il le juge convenable, une réclamation au Ministre de l'Agriculture.

Cette réclamation qui est suspensive est soumise après enquête au Comité du logement rural nommé par le Ministre de l'Agriculture et qui comporte un tiers de représentants des Chambres d'agriculture, un tiers de représentants du Conseil supérieur d'hygiène publique de France, un tiers de représentants de l'Administration de l'Agriculture.

Le Comité du logement rural entend le réclamant s'il y a lieu, ou son représentant. Lorsque l'obéissance à la mise en demeure nécessite des transformations importantes portant notamment sur le gros œuvre de l'établissement, le Ministre de l'Agriculture accorde au réclamant le délai qui est reconnu nécessaire et suffisant par le Comité.

Notification de la décision est faite au chef d'exploitation, avis en est donné à l'agent ayant effectué la mise en demeure.

ART. 5. — Les occupants des locaux mis à la disposition du personnel des exploitations agricoles sont responsables du bon entretien desdits locaux et du matériel mis à leur disposition. Si les déféctuosités constatées dans les logements sont imputables à des dégradations commises volontairement par les occupants desdits locaux, procès-verbal est dressé par les agents chargés de l'application de la loi contre les occupants responsables, qui sont passibles des amendes prévues à l'article 8.

ART. 6. — En cas de fermage, les dépenses de construction et d'aménagement immobilier résultant de l'application de la présente loi sont à la charge du propriétaire du domaine. Le fermier supporte l'intérêt légal du capital engagé.

ART. 7. — Les caisses de crédit agricole sont autorisées à consentir aux propriétaires ruraux des prêts individuels à long terme en vue de faciliter la construction, l'aménagement, l'amélioration ou la transformation des bâtiments destinés au logement des travailleurs agricoles.

Le montant des prêts ne peut excéder cent mille francs pour une même exploitation.

Ces prêts sont remboursables par amortissements annuels dans un délai maximum de vingt-cinq années.

Le taux d'intérêt est fixé par décret rendu sur la proposition du Ministre de l'Agriculture et du Ministre des Finances après avis du Conseil d'administration de la Caisse nationale du crédit agricole.

Il doit toujours être inférieur de 1,50 0/0 au moins au taux d'escompte de la Banque de France.

ART. 8. — La constatation des infractions aux dispositions de la présente loi est confiée aux officiers de police judiciaire.

Les contraventions aux dispositions des articles 1^{er}, 2 et 5 sont poursuivies devant le tribunal de simple police et punies des peines prévues à l'article 471 du Code pénal. Les faits retenus dans la poursuite ne pourront donner lieu qu'à une seule amende.

Le juge saisi fixera le nouveau délai dans lequel les améliorations devront être réalisées. Ce délai, qui ne pourra être supérieur à six mois, étant passé, une nouvelle poursuite devant le tribunal de simple police pourra être engagée, l'amende unique à prononcer ne pouvant alors dépasser le maximum de quinze francs.

Dans la suite seulement, et pour le cas où la contravention serait à nouveau relevée après un délai de trois mois, le contrevenant sera poursuivi devant le tribunal correctionnel et puni d'une amende unique de seize à cent francs.

ART. 9. — Le Ministre de l'Agriculture et le Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application de la présente loi.

Décret du 30 juillet 1930 modifiant le décret du 13 août 1911 portant règlement général sur l'exploitation des mines de combustibles (installations électriques).

ARTICLE PREMIER. — La section II du titre I^{er} et le titre XII du décret du 13 août 1911 portant règlement général sur l'exploitation des mines de combustibles sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

TITRE PREMIER.

SECTION II. — INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES.

I. — Généralités.

Art. 24. — § 1^{er}. Sous réserve des dispositions spéciales prévues dans le présent règlement, les prescriptions des arrêtés pris par le Ministre des Travaux publics en conformité de l'article 19 de la loi du 15 juin 1906 sont applicables aux ouvrages des distributions d'électricité dépendant des mines et empruntant le domaine public en un point quelconque de leurs parcours, ainsi qu'aux ouvrages des distributions établies exclusivement sur des terrains privés et s'approchant à moins de 10 mètres de distance horizontale d'une ligne télégraphique ou téléphonique préexistante.

§ 2. Toutes les autres installations électriques, usines de production d'énergie électrique et ouvrages d'utilisation établie à la surface, dans les carreaux et dépendances des mines doivent, sans préjudice de l'observation de toutes les règles de l'art, satisfaire aux prescriptions des articles ci-après.

Art. 25. — § 1^{er}. Les installations électriques doivent comporter des dispositifs de sécurité en rapport avec la plus grande tension de régime existant entre les conducteurs et la terre⁽¹⁾.

§ 2. Les installations fonctionnant sous une tension ainsi définie ne dépassant pas 30 volts sont appelées « à très basse tension » ; elles ne sont astreintes à aucune disposition spéciale en dehors de celles mentionnées aux articles 25 bis, § 3 et 4, 26, § 1^{er}, et des règles concernant l'emploi en atmosphère explosive et dans les mines à grisou.

§ 3. Les autres installations électriques sont classées en trois catégories.

Première catégorie :

1° En courant continu : les installations dans lesquelles la plus grande tension de régime entre les conducteurs et la terre ne dépasse pas 600 volts.

2° En courant alternatif :

a. Celles pour lesquelles la plus grande tension efficace entre les conducteurs et la terre ne dépasse pas 150 volts ;

b. Celles pour lesquelles cette tension excède 150 volts sans dépasser 250 volts.

⁽¹⁾ Dans les distributions triphasées, on admet que cette tension est représentée par $\frac{U}{\sqrt{3}}$, U étant la tension efficace entre phases.

Deuxième catégorie :

Les installations dans lesquelles la tension égale ou dépasse les limites ci-dessus sans atteindre 60.000 volts en courant continu ou 33.000 volts en courant alternatif.

Troisième catégorie :

Les installations dans lesquelles la tension égale ou dépasse 60.000 volts en courant continu ou 33.000 volts en courant alternatif.

Art. 25 bis — § 1^{er}. Dans tout circuit électrique, le courant doit pouvoir être coupé sur tous les conducteurs à chaque récepteur, transformateur, convertisseur, ainsi qu'aux principaux branchements.

§ 2. Les appareils d'interruption seront aisément reconnaissables et disposés de manière à être facilement accessibles.

§ 3. Toutes dispositions doivent être prises, soit par construction, soit par le moyen de limiteurs de tension, pour éviter que par suite d'un contact, d'une détérioration d'isolants, ou par un effet d'induction une installation risque de recevoir une tension plus forte que celle pour laquelle elle a été prévue.

§ 4. Les installations à très basse tension ne doivent avoir aucun conducteur sous tension câblé avec les conducteurs actifs d'autres catégories; leur alimentation par l'intermédiaire de résistance ou d'auto-transformateurs est interdite.

II. — Mises à la terre.

Art. 26. — § 1^{er}. Il est interdit d'employer la terre comme partie d'un circuit, sauf en ce qui concerne la mise à la terre du point neutre.

§ 2. Les rails peuvent servir de conducteurs de retour à condition d'être éclissés électriquement et de ne présenter jamais un écart de tension de plus de 15 volts avec une terre franche. Les files de rails parallèles doivent être reliées électriquement à intervalles n'excédant pas 100 mètres.

Art. 26 bis. — § 1^{er}. Dans les installations triphasées en étoile pour lesquelles la tension de régime définie à l'article 25 ne dépasse pas 150 volts, le point neutre et le conducteur neutre, s'il y en a un, doivent être, en un point convenablement choisi, reliés électriquement à la terre, soit en permanence, soit dès que la tension de l'une des phases par rapport à la terre, mesurée sur un conducteur de fuite d'une résistance d'environ 2.000 ohms, dépasse la tension étoilée.

§ 2. La réalisation de cette dernière prescription peut être assurée soit automatiquement au moyen d'un limiteur de tension, soit sur le vu d'un indicateur lumineux, soit de toute autre manière équivalente.

Art 27. — § 1^{er}. Dans les installations de la première catégorie B², et dans celles de 2^e et de 3^e catégories, on doit relier à la terre :

1° Les bâtis et pièces conductrices des machines et transformateurs non parcourus par le courant;

2° Les armatures et enveloppes métalliques des canalisations;

3° Les poignées, les douilles et treillis de lampes et les pièces d'appareillage toutes les fois qu'ils ne sont pas efficacement isolés des parties sous tension ou hors de portée de la main;

4° Les pylônes métalliques ou en béton armé, les colonnes, supports, et, en général, toutes les pièces conductrices qui risquent d'être accidentellement soumises à la tension.

§ 2. Exception est faite pour les machines établies sur un support isolant et entourées d'un plancher de service non glissant, isolé du sol et assez développé pour qu'il ne soit pas possible de toucher à la fois la machine et un corps conducteur quelconque relié au sol.

Art. 27 bis. — § 1^{er}. Les prises de terre, ainsi que les conducteurs destinés à les réaliser doivent être distincts pour chaque catégorie de tension.

§ 2. Les conducteurs de terre doivent être mis à l'abri des dégradations; leurs connexions doivent être fixées de manière à ne pas risquer de se desserrer ou de se détacher; aucun fusible ou organe de disjonction ne doit être intercalé sur le conducteur de terre en dehors des interrupteurs multipolaires assurant le débranchement de toute l'installation.

§ 3. Dans toutes installations de force et de lumière, la conductance des conducteurs de terre doit être au moins égale à celle du plus gros conducteur actif d'alimentation sans qu'il soit nécessaire de dépasser celle d'un conducteur en cuivre de 50 millimètres carrés de section.

§ 4. Dans tous les cas où il est prescrit de relier à la terre les parties métalliques d'une installation et où celle-ci comporte l'usage d'un conducteur compensateur (dans les installations à courant continu) ou neutre (dans les installations à courant alternatif), comme partie d'un circuit, ce conducteur doit nettement être différencié des autres conducteurs par sa couleur; les jonctions et prises de courant doivent être construites de manière à empêcher matériellement de relier ou de mettre en contact par mégarde ce conducteur avec l'un des conducteurs actifs d'alimentation.

III. — *Canalisations.*

Art. 28. — § 1^{er}. Les canalisations nues appartenant à une installation de la première catégorie établies à l'intérieur des ateliers ou bâtiments, et qui sont à portée de la main, doivent être signalées à l'attention par une marque bien apparente; l'abord en est défendu par un dispositif de garde.

§ 2. Les enveloppes des conducteurs recouverts doivent être convenablement isolantes.

§ 3. Les conducteurs établis sur les tableaux de distribution doivent présenter des isolements et des écartements propres à éviter tout danger.

Art. 28 bis. — § 1^{er}. Les conducteurs nus appartenant à une installation de la deuxième catégorie doivent être hors de la portée de la main sur des isolateurs convenablement espacés et être écartés des autres canalisations et des masses métalliques telles que piliers ou colonnes, gouttières, tuyaux de descente, etc.; les fils de trolley doivent être isolés de la terre, soit par un isolateur à double cloche, soit par deux isolateurs simples successifs.

§ 2. Les conducteurs qui sont établis à l'intérieur des sous-stations et postes de transformation doivent en outre, s'il s'agit d'installations de 2^e catégorie, être protégés par un grillage ou par un écran placé à une distance d'au moins 0 m. 30 toutes les fois qu'elles ne se trouvent pas à plus de 2 m. 50 de hauteur.

§ 3. S'il s'agit d'installations de 3^e catégorie, ces conducteurs doivent être établis à 4 mètres de hauteur au moins ou protégés par des garde-corps placés à une distance horizontale d'au moins 2 mètres.

Art. 28 ter. — Les canalisations souterraines de 2^e ou de 3^e catégorie doivent être en câbles des meilleurs modèles connus avec chemise en plomb sans soudure et armure d'acier. Ces câbles doivent être essayés en usine sous une tension alternative efficace de forme approximativement sinusoïdale et d'une fréquence comprise entre 20 et 60. Cette tension sera triple de la tension de service tant que celle-ci ne dépassera pas 20.000 volts et égale à la tension de service majorée de 40.000 volts lorsque la tension de service dépassera 20.000 volts. La durée d'application sera de 30 minutes et la tension d'essai sera appliquée aussi bien entre les conducteurs (si le câble comporte plusieurs conducteurs distincts), qu'entre les conducteurs et l'enveloppe de plomb.

Les câbles doivent, autant que possible, être mis à l'abri de l'humidité; ils doivent être convenablement éloignés des canalisations d'eau, de gaz ou d'air comprimé.

IV. — *Machines, transformateurs et tableaux.*

Art. 29. — § 1^{er}. Les tableaux de distribution portant des pièces métalliques de 2^e ou de 3^e catégorie doivent avoir sur la face avant (celle où se trouvent les poignées de manœuvre et les instruments de lecture) un plancher de service non glissant isolé du sol et assez développé pour qu'il ne soit pas possible de toucher à la fois les appareils et un conducteur quelconque relié au sol.

§ 2. Quand des pièces métalliques ou appareils de la 2^e ou de la 3^e catégorie sont établis à découvert sur la face arrière du tableau, un passage entièrement libre est réservé pour accéder auxdits appareils et pièces métalliques. Ce passage doit présenter une hauteur d'au moins 2 m. 50; sa largeur minimum doit être de 2 mètres s'il y a des conducteurs de part et d'autre, de 1 m. 50 s'il n'y en a que d'un côté, de 1 mètre s'il est limité par des grillages protecteurs.

§ 3. L'accès de ce passage est défendu par une porte fermant à clef, laquelle ne peut être ouverte que par ordre du chef de service ou par les préposés à ce désignés; l'entrée doit en être interdite à toute autre personne.

§ 4. — Pour protéger le personnel contre les conducteurs sous tension, il doit être apposé sur les portes d'accès des pancartes-écrans très visibles mentionnant l'interdiction d'ouvrir tant que les conducteurs auxquels ils se réfèrent sont sous tension; à défaut de ce procédé, on doit faire emploi de tout procédé donnant une sécurité équivalente.

Art. 29 bis. — § 1^{er}. Les machines, transformateurs, tableaux et appareils de la 2^e et de la 3^e catégorie ne doivent être accessibles qu'au personnel qui en a la charge.

Si ces appareils sont installés dans un local non gardé, ce local doit être fermé dans les conditions prescrites à l'article 29, § 3.

S'ils se trouvent dans un local ayant en même temps une autre destination, la partie du local qui leur est affectée est rendue inaccessible par un garde-corps ou un dispositif équivalent; une mention indiquant le danger doit être affichée en évidence.

§ 2. Les prescriptions de l'article 29, § 2, sont applicables aux accès des machines et appareils de la 2^e et 3^e catégorie placés à découvert.

§ 3. Les conducteurs et appareils de la 2^e et de la 3^e catégorie doivent, notamment sur les tableaux de distribution, être nettement différenciés de ceux de la 1^{re} catégorie par une marque très apparente, une couche de peinture par exemple.

Art. 29 ter. — § 1^{er}. Il est interdit d'entreposer au voisinage des conducteurs sous tension des objets métalliques de dimensions telles que leur manipulation puisse créer des contacts dangereux.

§ 2. Les salles des machines génératrices d'électricité, les sous-stations, et d'une manière générale tous les locaux dans lesquels l'extinction accidentelle de la lumière peut présenter un danger, doivent être munis d'un éclairage de secours continuant à fonctionner en cas d'arrêt du courant.

§ 3. Dans tous les locaux où se trouvent des installations électriques de 2^e ou de 3^e catégorie, on disposera en des endroits facilement accessibles des crochets isolants, des pinces isolantes ou tout autre matériel approprié pour porter secours à des personnes victimes d'un accident dû à l'électricité.

V. — *Dispositions particulières à certains locaux.*

Art. 30. — § 1^{er}. Dans les locaux destinés aux accumulateurs :

a. L'éclairage doit se faire par des lampes à double enveloppe; on ne doit pas avoir à découvert de flammes ni de corps portés au rouge;

b. Les éléments doivent être isolés du bâti, et celui-ci de la terre, par des isolants ne retenant pas l'humidité;

c. On ne doit pas pouvoir toucher à la fois deux points dont la tension diffère de plus de 150 volts; les batteries donnant plus de 150 volts doivent être entourées d'un plancher de service établi dans les conditions prescrites par l'article 27, § 2;

d. Une bonne ventilation doit assurer l'évacuation continue des gaz dégagés.

§ 2. Les lampisteries contenant des lampes à accumulateurs sont astreintes aux prescriptions des alinéas c et d du paragraphe 1^{er}.

§ 5. Les locomotives à accumulateurs doivent avoir leurs éléments isolés par du bois ou toute autre matière convenable.

Art. 30 bis. — Dans les locaux où il peut se produire des gaz inflammables, les installations électriques doivent être de sécurité contre le grisou ou placées à l'extérieur et isolées de l'atmosphère du local.

Art. 30 ter. — Dans les endroits où le sol et les parois sont très conducteurs, soit par construction, soit par suite de dépôts salins, soit par l'humidité, on ne doit établir à la portée de la main que des conducteurs ou appareils efficacement protégés.

VI. — *Mesures à prendre contre le danger d'incendie.*

Art. 31. — § 1^{er}. Les générateurs et récepteurs établis à demeure, leurs appareils de démarrage, ainsi que les transformateurs, doivent être installés dans des locaux construits en matériaux incombustibles et ne contenant pas de matières inflammables ou être cuirassés.

§ 2. Des sacs ou seaux remplis de sable propre et sec en quantité suffisante, ou des extincteurs de capacité convenable, doivent être tenus en réserve pour permettre l'extinction des incendies.

§ 3. Lorsqu'il est fait usage d'appareils dans l'huile, toutes dispositions doivent être prises pour que, si une quantité importante d'huile vient accidentellement à se répandre, elle soit canalisée dans une fosse d'étouffement et puisse ensuite être promptement évacuée.

Art. 31 bis. — § 1^{er}. Des mesures doivent être prises pour éviter l'échauffement anormal des conducteurs, à l'aide de coupe-circuits, plombs fusibles ou autres dispositifs équivalents.

§ 2. Les fusibles ne doivent pas permettre la projection de matières en fusion.

§ 3. — Les appareils de disjonction ne doivent pas pouvoir provoquer d'arcs permanents.

§ 4. Toute installation reliée à un réseau comportant des lignes aériennes de plus de 500 mètres doit être suffisamment protégée contre les décharges atmosphériques.

VII. — *Appareils portatifs ou amovibles.*

Art. 32. — § 1^{er}. Les moteurs, lampes et appareils amovibles, reliés par des canalisations souples, ne peuvent être employés que dans des installations à très basse tension ou de 1^{re} catégorie.

§ 2. Pour les moteurs portatifs à main et les lampes baladeuses, les prescriptions de l'article 27, § 1^{er}, sont applicables sous toute tension autre que la très basse tension.

§ 3. Les conducteurs souples ne doivent pas avoir à subir d'efforts de traction nuisibles ni être exposés, à leur insertion dans les appareils ou prises de courant, à subir de flexion de nature à en détériorer l'isolant. Ils ne doivent pas comporter d'armure métallique.

§ 4. Les conducteurs souples pour lampes baladeuses, lampes d'ateliers et moteurs doivent comporter une gaine de caoutchouc vulcanisé enrobant tous les conducteurs; l'épaisseur et la qualité de cette gaine doivent être telles qu'elles en assurent bonne conservation de l'isolement eu égard aux conditions d'emploi.

VIII. — *Lignes de signalisation.*

Art. 37. — Les lignes téléphoniques, télégraphiques ou de signaux particulières aux mines ayant des installations électriques et affectées à leur exploitation qui sont montées, en tout ou partie de leur longueur, sur les mêmes supports qu'une ligne électrique de la 2^e ou de la 3^e catégorie, sont soumises aux prescriptions réglant les installations de 2^e ou 3^e catégorie.

Leurs postes de communication, leurs appareils de manœuvres ou d'appel doivent être disposés de telle manière qu'il ne soit possible de les utiliser ou de les manœuvrer qu'en se trouvant dans les meilleures conditions d'isolement par rapport à la terre, à moins que leurs appa-

reils ne soient disposés de manière à assurer l'isolement de l'opérateur par rapport à la ligne.

IX. — Mesures d'exploitation.

Art. 34. — Un chef de service compétent doit être chargé de la surveillance et de l'entretien des installations électriques de l'exploitation.

Tout incident survenu dans le fonctionnement des installations doit être porté sans retard à sa connaissance.

Art. 35. — § 1^{er}. Aucun travail, même s'il ne s'agit que d'un remplacement de lampe, ne doit être exécuté sous tension, à moins que les conditions d'exploitation ne rendent impossible la mise du circuit hors tension. Dans ce dernier cas, les prescriptions ci-après sont obligatoires :

a. On doit employer un personnel compétent et avoir pris les précautions suffisantes pour assurer la sécurité de l'opérateur;

b. Pour les installations de 2^e ou de 3^e catégorie, le travail ne doit être effectué qu'en présence d'un surveillant qualifié et conformément aux ordres exprès du chef de service.

§ 2. Sauf dans le cas de force majeure, tout travail sous tension est interdit dans les locaux humides ou à danger d'explosion.

§ 3. Les mesures relatives aux travaux sous tension doivent être prises toutes les fois qu'il s'est produit une disjonction, une mise à la terre ou un court circuit et que l'on n'est pas certain que les parties sur lesquelles on travaille sont mises hors tension.

§ 4. Pour les travaux sur les câbles, des précautions doivent être prises afin d'empêcher la détérioration de l'isolant.

Art. 35 bis. — § 1^{er}. Pour l'exécution des travaux hors tension, on doit avoir au préalable coupé les lignes de part et d'autre de la section à réparer ou la canalisation d'amenée de courant.

§ 2. S'il s'agit d'installation de 2^e ou de 3^e catégorie, la communication ne peut être rétablie que sur l'ordre exprès du chef de service ou de son préposé et après que ce dernier a été dûment avisé par le personnel de surveillance que le travail est terminé et que le personnel est réuni au point de ralliement fixé à l'avance. Pendant toute la durée du travail, la coupure de la ligne doit être maintenue par un dispositif tel que le courant ne puisse être rétabli que sur l'ordre du chef de service ou de son préposé.

Art. 36. — Dans l'exécution de travaux au voisinage d'une tension de 2^e ou de 3^e catégorie, l'ouvrier doit s'assurer d'une position solide; s'il est exposé à ce qu'un objet vienne à toucher une pièce sous tension, ou que son attention puisse être détournée, la zone dangereuse doit être close ou protégée par des mesures efficaces d'isolement.

Art. 37. — § 1^{er}. Les installations doivent être maintenues en bon état d'isolement et d'entretien.

§ 2. Les défauts d'isolement doivent être recherchés et réparés aussitôt qu'ils ont été décélés.

§ 3. Les préposés à la conduite des appareils doivent procéder chaque jour à l'examen des connexions des conducteurs de terre, des bâtis et

pièces conductrices de machines et à l'examen des conducteurs souples, des appareils amovibles et de leurs fiches de prise de courant.

§ 4. Dans les installations de 1^{re} catégorie où le neutre n'est pas à la terre, et qui comportent, soit des moteurs, soit des appareils amovibles en service, on doit vérifier journellement aux tableaux de distributions qu'il n'existe pas d'écart anormal de tension entre chaque pôle ou phase et la terre; les appareils destinés à ce contrôle ne doivent être branchés que le temps strictement nécessaire.

La continuité des conducteurs de terre doit être contrôlée qualitativement aussi souvent qu'il sera utile.

Les isollements par rapport à la terre sont vérifiés au moins tous les mois pour les parties non installées à demeure.

Les isollements entre conducteurs de polarité ou de phases différentes sont vérifiés au moins tous les six mois.

Les résultats de ces vérifications et mesures sont consignés sur un registre, qui est constamment tenu à la disposition du Service des Mines.

Art. 38. — L'exploitant est tenu d'afficher dans un endroit apparent des locaux contenant des installations électriques à demeure :

1° Un schéma de l'installation et une instruction sur le service de celle-ci;

2° Un ordre de service interdisant au personnel non qualifié de manœuvrer les appareils, indiquant les mesures à prendre en cas d'incendie, de court-circuit, de dérangement ou d'incident de nature à causer un danger.

Pour les installations de 2° ou de 3° catégorie, cet ordre de service doit indiquer en outre qu'il est dangereux et formellement interdit de toucher aux pièces métalliques ou conducteurs sous tension, même avec des gants en caoutchouc, ou de se livrer à des travaux sur ces pièces ou conducteurs, même avec des outils à manche isolant.

3° Une instruction sur les premiers soins à donner aux victimes des accidents électriques, rédigée conformément aux termes qui sont fixés par arrêté du Ministre des Travaux publics et accompagnée de figures explicatives.

Art. 39. — § 1^{er}. Dans les deux mois qui suivront la promulgation du présent règlement, l'exploitant devra adresser à l'ingénieur en chef des Mines un schéma de celles de ses installations électriques de 2° et de 3° catégories qui sont soumises par le présent règlement à des prescriptions spéciales; ce schéma indiquera notamment l'emplacement des usines, sous-stations, postes de transformation et canalisations.

Une note jointe indiquera comment sont réalisées les prescriptions réglementaires (mise à la terre des parties métalliques, etc.) et donnera les renseignements techniques nécessaires pour assurer le contrôle de l'exécution du présent règlement (nature du courant, tension des différentes parties de l'installation, etc.).

Dans la première quinzaine de chaque année, le schéma et les renseignements qui l'accompagnent sont complétés s'il y a lieu par l'exploitant et les modifications sont portées à la connaissance de l'ingénieur en chef des Mines.

En cas de modifications importantes ou d'installations nouvelles, leur schéma et les renseignements complémentaires sont adressés à l'ingénieur en chef des Mines avant la mise en exploitation.

§ 2. Pour les installations de la 1^{re} catégorie, l'exploitant tiendra tous renseignements utiles à la disposition du service des Mines.

TITRE XII. — Emploi de l'électricité dans les travaux souterrains.

SECTION I. — DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Art. 195. — § 1^{er}. Les installations électriques souterraines doivent satisfaire aux prescriptions prévues par les articles 24 à 39 pour les installations électriques du jour. Elles sont en outre soumises aux dispositions du présent titre.

§ 2. Les installations qui comporteraient une tension de plus de 6.000 volts sont subordonnées à une autorisation préalable du service local.

Art. 196. — § 1^{er}. Pour l'exécution des mises à la terre prévues aux articles 26 *bis*, 27 et 27 *bis*, une des prises de terre au moins est faite à la surface de la mine ou dans un puisard. On peut utiliser comme conducteur de terre la chemise de plomb ou l'armature métallique des câbles, à condition d'avoir pris les mesures nécessaires pour assurer la continuité et la conservation de la ligne de terre.

Au voisinage des moteurs et appareils d'utilisation de 1^{re} catégorie comportant un conducteur de terre, les luyauteries, rails et fils de signaux doivent être reliés à ce conducteur.

§ 2. Indépendamment des prescriptions de l'article 31, § 3, des portes en fer doivent permettre d'isoler des travaux les appareils à réserve importante d'huile, à moins que ceux-ci ne comportent une enveloppe étanche résistant aux effets d'une explosion intérieure et ne satisfassent aux conditions de l'article 218.

§ 3. Par dérogation à l'article 32 on peut utiliser dans les puits en fonçage des moteurs de 2^e catégorie non établis à demeure lorsque les circonstances l'exigent absolument et en prenant des précautions appropriées.

Art. 197. — La centrale électrique ou la sous-station origine du courant descendant au fond sera mise en communication soit téléphoniquement, soit par tout autre moyen équivalent, avec les recettes des étages où existent des installations électriques.

SECTION II. — CANALISATIONS.

Art. 198. — L'emploi des conducteurs nus n'est autorisé dans les travaux souterrains que dans les cas spécifiés aux articles 205, 206, 209 et 212.

Art. 199. — Sauf pour ce qui concerne le tir des mines, l'emploi des conducteurs isolés sans armure n'est autorisé que pour les distributions de la 1^{re} catégorie A ou B', lorsque les conditions d'emplacement et d'emploi sont telles qu'on n'ait pas à craindre une détérioration de l'isolant ou une rupture intempestive des conducteurs (par suite, soit de l'humidité ou des actions chimiques, soit de la poussée des terrains, soit de déraillements ou de chocs de matériel, soit de tout autre cause), ou qu'il ne puisse en résulter ni contact de pièces sous tension pour les personnes, ni incendie du boisage.

Ces dispositions ne sont pas applicables à la très basse tension.

Art. 200. — § 1^{er}. Si les conditions énoncées à l'article précédent ne sont pas remplies, le conducteur doit être protégé contre l'humidité et les actions chimiques, soit par un isolant établi pour une tension double de la tension de service et par un tube de fer étanche isolé intérieurement, soit par une gaine de plomb sans soudure; il doit être protégé contre les actions mécaniques ou le danger d'incendie par un tube de fer ou par une armure métallique. Pour les installations de 1^{re} catégorie B² et de 2^e catégorie, et dans les puits et descenderies en fonçage, sauf l'exception indiquée à l'article 209, il ne peut être fait usage que de câbles armés.

§ 2. — L'un au moins des recouvrements métalliques des conducteurs doit toujours être mis à la terre dans les conditions prescrites par l'article 196, § 1^{er}.

§ 3. Les câbles armés, dans les puits et galeries de retour d'air ou humides et dans ceux où ils sont exposés à être touchés par mégarde doivent être protégés par un revêtement non conducteur qui résiste à l'action de l'humidité.

Art. 201. — Les conducteurs isolés sans armure ni gaine métallique installés à demeure doivent être portés sur des isolateurs et tenus convenablement éloignés des parois et des conducteurs voisins.

Les mesures nécessaires doivent être prises pour que les conducteurs ne risquent pas de créer des contacts dangereux.

Art. 202. — Les câbles armés doivent être placés et fixés de façon à être garantis autant que possible contre une rupture accidentelle sous leur propre poids ou sous l'effet d'un mouvement de terrain, et à se trouver à l'abri des chocs de matériel.

Des crochets de suspension ou de guidage sont disposés en nombre suffisant pour éviter tout flottement dangereux.

Art. 203. — Au point de jonction avec le réseau des conducteurs non établis à demeure, il doit être établi une boîte de raccordement avec interrupteur.

Le diamètre des tambours qui servent à l'enroulement des conducteurs doit être suffisant pour que les isolants et l'enveloppe des conducteurs ne soient pas endommagés par la répétition des enroulements et des déroulements.

SECTION III. — TABLEAUX DE DISTRIBUTION.

Art. 204. — § 1^{er} Les tableaux de distribution placés au fond doivent être construits en matériaux incombustibles pouvant résister à l'influence de l'humidité. Ils sont protégés efficacement contre la chute des gouttes d'eau.

§ 2. Pour les distributions de 2^e catégorie et pour les distributions de 1^{re} catégorie dans les parties très humides, tous les éléments conducteurs doivent être isolés de la paroi du tableau par des isolateurs.

SECTION IV. — TRACTION PAR L'ÉLECTRICITÉ.

Art. 205. — § 1^{er}. Il est interdit d'employer pour la traction des courants de 2^e catégorie, à moins d'une autorisation spéciale du service local.

§ 2. Les conducteurs nus sont autorisés pour la traction électrique,

tant pour la ligne de contact que pour les feeders établis parallèlement à celle-ci sous réserve que les conditions d'emplacement et d'emploi indiqués à l'article 199 seront satisfaites. Cette autorisation ne s'applique pas aux fils de jonction transversaux.

§ 3. L'écart de tension défini à l'article 26, § 2, est limité à 8 volts.

§ 4. Les tuyauteries, armures de câbles et fils de signalisation qui traversent les voies de traction au-dessus des trolleys doivent être reliés électriquement aux rails au point de croisement.

Art. 206. — § 1^{er}. Le courant doit être coupé pendant la circulation à pied du personnel; toutefois, cette prescription n'est pas imposée quand les feeders nus et les conducteurs de prise de courant sont placés à moins de 2 m. 20 au-dessus du rail, ou sont efficacement protégés partout ailleurs qu'aux croisements ou bifurcations spécialement désignés sur place au personnel d'une manière très apparente.

Le courant doit être également coupé pendant les travaux de réparation des galeries.

§ 2. L'interruption du courant n'est pas obligatoire lorsque la circulation à pied a lieu par un passage matériellement séparé des conducteurs nus.

Art. 207. — § 1^{er}. Les locomotives employées pour la traction par trolley doivent être disposées de telle sorte que le machiniste ne soit pas exposé à toucher par inadvertance les conducteurs sous tension.

§ 2. Elles doivent comporter un interrupteur très visible, ne coupant pas la lumière, ou muni d'un dispositif qui en assure le maintien dans la position de coupure.

§ 3. Aucun fusible ou disjoncteur ne doit être intercalé sur les conducteurs de terre.

Art. 208. — § 1^{er}. Sur toute locomotive électrique, les parties sous tension doivent être isolées ou protégées par des couvercles isolants; toutes dispositions doivent être prises pour que cet isolement ne soit pas détérioré par les trépidations.

§ 2. Il doit y avoir un disjoncteur automatique des moteurs ou un fusible.

SECTION V. — TIR ÉLECTRIQUE.

Art. 209. — § 1^{er}. Les courants de deuxième catégorie ne peuvent être utilisés pour le tir des coups de mines.

§ 2. Dans les puits et descenderies en fonçage, dans lesquels il est tiré simultanément plusieurs mines, des précautions particulières doivent être prises pour prévenir les ratés. Notamment, les mesures suivantes doivent être observées dans ce cas :

a. Si le courant est emprunté au réseau de distribution, la ligne d'amenée de courant à l'interrupteur doit être parfaitement isolée par rapport à la terre et la vérification de cet isolement être effectuée avant chaque tir, ou bien cette ligne doit être alimentée par un transformateur spécial placé à proximité immédiate de l'interrupteur;

b. La ligne de tir doit être en câble armé ou en conducteurs isolés posés sur isolateurs jusqu'à proximité du chantier, en conducteurs isolés éloignés du sol par des matières mauvaises conductrices pour la partie voisine de l'avancement;

c. La source de courant doit être en état de débiter un courant dix fois plus intense que celui strictement nécessaire;

d. Les amorces doivent avoir été vérifiées au préalable.

§ 3. Dans les autres cas, les fils nus ne sont autorisés que pour le tir à très basse tension, et, dans le cas de tir sous tension supérieure, pour les derniers mètres de ligne. Ils peuvent être supportés par des broches en bois dans les endroits secs, ou par des poulies isolantes.

§ 4. Les conducteurs de tir ne doivent jamais être réunis dans les mêmes tubes ou câbles que les conducteurs destinés à d'autres usages.

Art. 210. — Si le courant nécessaire au tir est emprunté au réseau général, des précautions seront prises pour que les fils d'allumage ne puissent être intempestivement mis en contact avec les canalisations du réseau.

Le circuit d'allumage doit comporter une prise de courant et un interrupteur coupant simultanément tous les fils de dérivation et maintenant automatiquement la coupure sauf au moment du tir.

La prise de courant et l'interrupteur sont placés dans une boîte dont le boutefeux ou l'ouvrier préposé au tir auront seuls la clef.

Les fils d'allumage ne doivent être reliés à cette boîte qu'au moment du tir et doivent en être détachés aussitôt après.

Art. 211. — S'il est fait usage d'exploseurs portatifs, l'organe de manœuvre doit être à la disposition exclusive du surveillant ou de l'ouvrier préposé au tir qui ne le mettra en place qu'au moment d'allumer les coups.

SECTION VI. — SIGNALISATION.

Art. 212. — § 1^{er}. La signalisation ne doit s'effectuer qu'à très basse tension ou sous une tension de première catégorie A ou B¹. Dans ce dernier cas, le circuit de signalisation devra être complètement indépendant.

§ 2. Les conducteurs nus ne peuvent être employés que comme conducteurs neutres et à l'exclusion des puits.

§ 3. Les conducteurs doivent être disposés de telle sorte qu'il ne puisse se produire une fermeture accidentelle du circuit.

§ 4. Lorsque la signalisation électrique est employée pour le service de l'extraction, tout défaut de tension doit être rendu visible du machiniste d'extraction; un même câble ne peut contenir que les fils de signalisation d'une seule machine.

SECTION VII. — DISPOSITIONS SPÉCIALES AUX MINES GRISOUTEUSES OU POUSSIÈREUSES.

Art. 213. — § 1^{er}. Dans les mines sujettes à des dégagements instantanés de grisou, l'emploi de l'électricité, sauf pour les lampes électriques individuelles et le tir des mines, est interdit.

§ 2. Toutefois l'ingénieur en chef des mines peut autoriser des installations placées sur le courant d'air frais en des points qui ne risquent pas d'être atteints par un refoulement gazeux et l'emploi de câbles armés

dans les voies principales de retour d'air. Il fixe les conditions de l'autorisation, sans préjudice de celles imposées aux autres mines grisouteuses.

Art. 214. — § 1^{er}. Dans les autres mines à grisou, sont autorisés, sauf opposition du service local :

1° Les câbles armés dans les voies du circuit général de l'aérage;

2° Les conducteurs isolés sous tubes en fer pour les installations d'éclairage des accrochages et travers-bancs principaux lorsque ces conducteurs ne sont pas exposés aux détériorations;

3° Aux points où le courant d'air est régulier et parfaitement brassé, les appareils et moteurs établis à demeure et les locomotives à accumulateurs, à condition que ces divers appareils soient de sécurité contre le grisou.

Art. 215. — § 1^{er}. Dans les mines à grisou, toutes autres installations électriques à demeure, ainsi que la traction par trolley, sont subordonnées à l'autorisation du service local.

§ 2. En tous cas, leur utilisation est subordonnée aux conditions suivantes :

1° Il ne doit exister aucun ouvrage incomplètement remblayé ou imparfaitement tassé et non serré dont l'atmosphère puisse venir en communication avec le circuit d'aérage en amont de l'installation;

2° L'installation doit être entièrement balayée par un courant d'air régulier et parfaitement brassé;

3° La teneur en grisou, relevée conformément aux prescriptions de l'article 139 ne doit jamais dépasser 5 millièmes en un point quelconque des voies empruntées par le circuit général d'aérage en amont de l'installation;

4° Les lampes fixes doivent être placées sous globes étanches. Les autres parties de l'installation électrique et toutes les connexions non établies à demeure doivent être, autant que possible, placées à 0 m. 50 au moins du toit.

§ 3. En outre, l'autorisation du service local ne sera accordée qu'à condition que toutes mesures soient prises pour qu'aucune irruption de grisou à teneur dangereuse ne soit à craindre, compte tenu des particularités de la mine et de la disposition des travaux.

§ 4. Le service local pourra d'ailleurs imposer soit un contrôle de l'état de l'atmosphère plus fréquent que celui que prescrit l'article 139, soit l'emploi d'appareils ne comportant pas de contacts mobiles non protégés contre le grisou, et dont les enroulements présentent des garanties spéciales au point de vue de la solidité, de l'isolement et de l'échauffement.

Art. 216. — Dans les mines à grisou, les moteurs de chantiers et tous les autres moteurs non établis à demeure, ainsi que leur appareillage, doivent être de sécurité contre le grisou.

Leurs conditions d'emploi doivent être approuvées par le service local.

Art. 217. — Dans les mines poussiéreuses de 1^{re} et de 2^e catégories, les lampes doivent être placées sous globe.

La traction par trolley est subordonnée à l'autorisation du service local; il en est de même de toute installation non protégée pouvant donner lieu à la production d'un arc électrique.

Art. 218. — § 1^{er}. Le matériel de sécurité contre le grisou doit être conforme aux types agréés par le Ministre des Travaux publics.

§ 2. Les types sont soumis à des épreuves dans les conditions arrêtées par la Commission permanente de recherches scientifiques sur le grisou et sur les explosifs employés dans les mines.

§ 3. Lorsque les appareils comportent des joints pour le passage des pièces mobiles ou pour limiter la pression intérieure en cas d'explosion d'un mélange grisouteux, les arrêtés d'autorisation des types doivent préciser comment l'exploitant peut reconnaître que ces joints continuent à présenter les conditions requises pour la sécurité.

§ 4. Les couvercles de moteurs, de conducteurs et d'appareillage dont le maintien en place est nécessaire pour assurer la sécurité ne doivent pouvoir être démontés qu'à l'aide d'outils appropriés dont la garde est confiée aux agents qualifiés pour effectuer de telles opérations.

§ 5. Le constructeur certifie sous sa responsabilité que les appareils fournis sont conformes aux types agréés.

§ 6. L'exploitant doit constamment entretenir ce matériel en bon état.

SECTION VIII. — MESURES D'EXPLOITATION.

Art. 219. — § 1^{er}. Dans les installations effectuées par application des articles 214, 215 et 216, une lampe de sûreté à flamme doit être confiée à l'agent préposé; une consigne lui indiquera comment il devra se servir de cette lampe pour surveiller l'atmosphère.

§ 2. Le courant doit être immédiatement coupé si le grisou marque à la lampe, si un dispositif de sécurité contre le grisou est en mauvais état, si l'une des conditions auxquelles est subordonnée l'installation cesse d'être satisfaite, ou en cas d'incident laissant craindre la contamination des locaux par le grisou. Il doit en être référé aussitôt à la surveillance; mention de ces incidents doit être faite au registre d'avancement.

§ 3. Le courant doit être également coupé si un défaut est constaté soit dans un isolement soit dans une mise à la terre et en cas d'éboulement susceptible d'intéresser les conditions d'aérage ou de détériorer les conducteurs.

§ 4. Le courant ne peut être rétabli que sur l'ordre du surveillant compétent et après que les réparations ont été effectuées ou que des mesures de protection appropriées aux circonstances ont été prises.

Art. 220. — § 1^{er}. Le matériel de sécurité contre le grisou doit être quotidiennement examiné par le personnel qui en est chargé.

§ 2. Ce matériel doit être visité au moins chaque semaine par un agent spécialisé.

Le compte rendu de ces visites sera consigné sur un registre.

§ 3. Toutes les vérifications et mesures électriques seront faites en prenant toutes précautions utiles contre les risques qui pourraient provenir de la production d'étincelles aux appareils de mesure.

ART. 2. — Le titre XV du décret du 13 août 1911 est complété par un article 231 *bis* ainsi libellé :

Art. 231 bis. — Les installations visées à la section II du titre I^{er} et au titre XII du présent décret, antérieures au 1^{er} juillet 1930, n'auront à être modifiées qu'au fur et à mesure des travaux de renouvellement ou de transformation, à moins que le service local ne fasse opposition à leur maintien.

ART. 3. — Le Ministre des Travaux publics est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel de la République française*.

Ordonnance du préfet de police en date du 1^{er} décembre 1929, concernant l'emploi dans les salons de coiffure des liquides émettant des vapeurs inflammables ou toxiques.

Nous, Préfet de police,

Vu :

1° Les arrêtés des Consuls des 12 messidor an VIII et 3 brumaire an IX, la loi du 10 juin 1853 et le décret du 10 octobre 1859, l'article 99 de la loi du 5 avril 1884;

2° Les avis émis par le Conseil d'hygiène publique et de salubrité du département de la Seine en date des 15 février 1923 et 21 décembre 1928;

Considérant que l'emploi de certains liquides inflammables dans les salons et ateliers de coiffure, notamment pour le lavage des cheveux des femmes, présente, dans les conditions où il est actuellement pratiqué, un danger grave, non seulement pour la sécurité des clientes auxquelles ces liquides sont appliqués et celle des ouvriers qui les manipulent, mais encore pour toutes les personnes se trouvant dans lesdits établissements, où le public a librement accès;

Qu'en effet, ces liquides, en particulier l'éther de pétrole, se volatilisent rapidement à la température ordinaire; qu'au contact d'une flamme ou d'une source de chaleur, aussi minime soit-elle, les vapeurs produites peuvent prendre feu à des distances parfois notables de leur point de départ;

Qu'il en est résulté fréquemment, dans les établissements dont il s'agit, des incendies ou explosions qui ont provoqué des accidents graves et même mortels;

Que, dans de nombreux salons de coiffure, les opérateurs se débarassent, en les jetant à l'égout, des résidus des liquides inflammables employés et que l'inflammation de ces liquides résiduels a brûlé plusieurs fois mortellement des ouvriers travaillant dans les égouts;

Considérant, d'autre part, que d'autres liquides inflammables, à base de tétrachlorure de carbone ou de tous autres hydrocarbures chlorés, présentent, outre le danger de l'inflammation encore possible, celui de la toxicité des vapeurs qu'ils émettent;

Qu'il y a lieu, en conséquence, dans l'intérêt de la sécurité et de la santé publiques, de réglementer l'emploi des solvants volatils inflammables et d'interdire celui des solvants volatils toxiques dans les établissements susvisés.

Sur la proposition du Secrétaire général,

Ordonnons ce qui suit :

ARTICLE PREMIER. — Les établissements (salons et ateliers de coiffure, etc.) situés à Paris et dans les communes du département de la Seine, où il est fait emploi de solvants volatils inflammables tels que l'éther de pétrole (éthérol), sont assujettis aux dispositions ci-après :

1° La provision totale de liquide inflammable (liquide neuf et liquide usagé) ne devra jamais dépasser 20 litres. Ce liquide sera toujours enfermé dans des bidons métalliques et la réserve, qui sera placée extérieurement au local où se fera l'application, sera éloignée de toute source de feu, ainsi que des issues;

2° Les quantités de liquide strictement nécessaires à chaque application seront contenues également dans des petits bidons métalliques d'une capacité de un litre au maximum; le remplissage de ces bidons sera fait hors la présence des clients de l'établissement et le nombre des bidons préparés pour les opérations ne devra jamais dépasser vingt;

3° L'opération de lavage des chevelures, à l'aide des solvants dont il s'agit, sera faite dans une pièce complètement fermée; les joints des portes seront aussi soigneusement calfeutrés que possible. Dans cette pièce, il ne devra exister aucune flamme ou foyer en activité, pendant la durée de l'opération et tant que la ventilation prescrite ci-après à la suite de chaque opération ne sera pas terminée; l'éclairage en sera assuré à l'aide de lampes électriques protégées par un globe hermétique; les fusibles et interrupteurs intercalés sur les canalisations électriques seront placés extérieurement à ladite pièce;

Cette pièce devra posséder une ventouse d'aération d'un diamètre suffisant et prenant l'air extérieurement, loin de toute flamme;

Après chaque opération de nettoyage d'une chevelure, le local affecté à ce travail sera largement ventilé au moyen des fenêtres et des portes ouvrant, autant que possible, sur l'extérieur. Pendant cette ventilation, il ne devra se trouver aucun foyer en activité dans ledit local ni dans son voisinage;

4° Le liquide résiduaire provenant des nettoyages devra aussitôt être recueilli et placé dans un bidon métallique; en aucun cas, il ne devra être déversé, ni dans une fosse d'aisances, ni en égout;

5° Un extincteur efficace, en bon état de fonctionnement, sera constamment placé à portée immédiate de l'opérateur, lequel sera exercé à en faire usage instantanément en cas d'inflammation;

6° Une affiche en caractères très lisibles sera placée dans les salons de coiffure utilisant des solvants inflammables et reproduira les mesures prescrites ci-dessus.

ART. 2. — L'emploi des liquides inflammables, à base de tétrachlorure de carbone ou de tous autres hydrocarbures chlorés est interdit dans les salons, ateliers de coiffure, etc., de Paris et du département de la Seine.

ART. 3. — Les contraventions aux dispositions qui précèdent seront constatées par des procès-verbaux qui seront déférés aux tribunaux compétents.

ART. 4. — L'ordonnance du 24 avril 1925 est rapportée.

ART. 5. — La présente ordonnance sera imprimée, publiée et affichée. Le Secrétaire général, les maires des communes du département de la Seine, les fonctionnaires et agents de la Préfecture de police sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution.

Ordonnance du préfet de police en date du 1^{er} mars 1930 portant modification de l'article 2 de l'ordonnance du 1^{er} décembre 1929 ⁽¹⁾ concernant l'emploi dans les salons de coiffure des liquides émettant des vapeurs inflammables ou toxiques.

Nous, Préfet de police,

Vu :

1° Les arrêtés des Consuls des 12 messidor an VIII et 3 brumaire an IX, la loi du 10 juin 1853 et le décret du 10 octobre 1859, l'article 99 de la loi du 5 avril 1884;

2° Les avis émis par le Conseil d'hygiène publique et de salubrité du département de la Seine en dates des 15 février 1923 et 21 décembre 1928;

3° L'article 2 de l'ordonnance du 1^{er} décembre 1929 qui interdit dans les salons, ateliers de coiffure, etc., de Paris et du département de la Seine, l'emploi « des liquides inflammables à base de tétrachlorure de carbone ou de tous autres hydrocarbures chlorés » en raison des vapeurs toxiques qu'ils émettent;

Considérant que, dans l'intérêt de la santé publique, cette interdiction doit être étendue à tous les produits halogénés émettant des vapeurs toxiques, même s'ils sont ininflammables, et quelle qu'en soit la composition;

Sur la proposition du Secrétaire général,

Ordonnons ce qui suit :

ARTICLE PREMIER. — L'article 2 de l'Ordonnance susvisée du 1^{er} décembre 1929 est modifié comme suit :

« L'emploi de tous solvants à base de dérivés halogénés quelconques (chlorés, bromés ou iodés) tels que le tétrachlorure de carbone, le tétrachloréthane, les dérivés bromés de l'éthane, etc., est interdit dans les salons, ateliers de coiffure, etc., de Paris et du département de la Seine. »

ART. 2. — La présente ordonnance sera imprimée, publiée et affichée.

Le Secrétaire général, les Maires des communes du département de la Seine, les fonctionnaires et agents de la Préfecture de police, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'exécution.

Arrêté du préfet du Rhône en date du 18 juillet 1930, sur l'interdiction de l'emploi de liquides inflammables dans les salons de coiffure.

Le Préfet du Rhône, officier de la Légion d'honneur,

Vu les articles 97, 99 et 104 de la loi du 5 avril 1884;

Vu l'article 471, § 15 du Code pénal;

Vu les avis émis par le Conseil départemental d'hygiène les 27 mars et 30 avril 1930;

Considérant que l'emploi dans les salons et ateliers de coiffure pour le lavage des cheveux de solvants volatils inflammables, tels que l'éther de pétrole et de liquides inflammables à base de tétrachlorure de carbone ou de tous autres hydrocarbures chlorés susceptibles d'émettre des vapeurs toxiques, présente de très graves dangers non seulement pour la sécurité

(1) Voir p. 241.

mais encore pour la santé des clients et du personnel de ces établissements;
Considérant que cette pratique a occasionné au cours de ces dernières années de très nombreux accidents dont quelques-uns mortels, ainsi que des incendies et des explosions;

Considérant que, malgré les prescriptions les plus rigoureuses, il n'est pas possible de supprimer les risques que comporte l'emploi dans un établissement ouvert au public de ces substances éminemment volatiles et inflammables;

Considérant qu'il existe des procédés de lavage et de lustrage des cheveux suffisamment efficaces, sans qu'il soit nécessaire de recourir à des liquides inflammables;

Considérant qu'il y a lieu, en conséquence, dans l'intérêt de la sécurité et de la santé publiques, d'interdire dans les établissements susvisés l'emploi des solvants volatils inflammables et des solvants volatils toxiques;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — L'emploi de solvants volatils inflammables tels que l'éther de pétrole et de solvants volatils ininflammables, mais toxiques à base de dérivés halogénés quelconques (chlorés, bromés ou iodés) tels que le tétrachlorure de carbone, dérivés bromés de l'éthane, est interdit dans les salons et ateliers de coiffure du département du Rhône, à partir de la publication du présent arrêté.

ART. 2. — MM. le Secrétaire général du Rhône pour la police, le Sous-Préfet de Villefranche, les Maires, les Commissaires de police, le Commandant des gardiens de la paix de l'agglomération lyonnaise, le Commandant de gendarmerie et tous officiers de police judiciaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de cet arrêté, qui sera publié affiché et inséré au *Recueil des Actes administratifs de la Préfecture*.

Ordonnance du préfet de police en date du 5 mai 1930
concernant la sécurité sur le domaine public fluvial.

Nous, Prefet de police,

Vu :

- 1° La loi du 28 pluviôse an VIII;
- 2° Les arrêtés des consuls des 12 messidor an VIII et 3 brumaire an IX et la loi du 10 juin 1853;
- 3° Le décret du 24 mars 1914;
- 4° L'Ordonnance générale de police du 30 avril 1895;
- 5° Le rapport de l'ingénieur en chef de la Navigation de la Seine (2^e section) et de l'inspecteur en chef de la Navigation commerciale et des Ports du département de la Seine;

Considérant :

Que des accidents, dont plusieurs ont été mortels, se sont produits lors du déplacement d'engins de levage ou pendant le déchargement des trémies;

Que des accidents d'une semblable gravité ont été causés par la chute de bennes sur des cabines de bateaux;

Qu'il importe, dès lors, d'imposer les mesures de sécurité nécessaires pour éviter le retour de ces accidents;

Sur la proposition du Secrétaire général,

Arrêtons ce qui suit :

ARTICLE PREMIER. — Sur les ports publics et sur toutes les installations établies sur le domaine public fluvial, dans le département de la Seine, il est interdit :

1° De stationner dans le champ d'action et sur les voies de roulement des appareils de levage et de manutention lorsqu'ils sont en fonctionnement;

2° De monter sur ces appareils et d'en effectuer la manœuvre sans en avoir qualité;

3° De monter et de se tenir sur les dépôts de marchandises.

ART. 2. — Les appareils de levage se déplaçant sur voie de roulement par leurs propres moyens seront, lorsque la circulation de ces engins pourra présenter quelque danger, munis d'un avertisseur sonore que le mécanicien conducteur devra faire fonctionner avant tout déplacement et pendant toute la durée de celui-ci.

Cet avertisseur devra être d'un modèle approuvé par les ingénieurs et par l'inspecteur en chef de la Navigation.

En outre, en certains cas, et en particulier lorsque le mécanicien n'aura pas la vue suffisamment dégagée sur la voie de roulement, un aide devra se tenir à proximité de l'appareil pour signaler tout obstacle.

ART. 3. — Les propriétaires des appareils (grues, ponts roulants, trémies) seront tenus, sur injonction de l'Inspection de la Navigation, de placer sur ces appareils des écriteaux, reproduisant toutes ou certaines interdictions prévues à l'article 1^{er} du présent arrêté.

ART. 4. — Lors de l'absence des préposés au fonctionnement des appareils de levage, trémies, etc., les portes de cabines devront être fermées à clef, ou les commandes de ces appareils devront être immobilisées à l'aide d'un dispositif spécialement installé à cet effet.

ART. 5. — Toutes dispositions devront être prises lors de la manœuvre des engins de levage pour éviter les accidents de personnes. En particulier, il est interdit de faire passer les bennes et les marchandises au-dessus des cabines des bateaux lorsque des personnes en occupent l'intérieur.

ART. 6. — Les contraventions aux prescriptions du présent arrêté seront constatées par procès-verbaux ou rapports qui seront transmis aux tribunaux compétents.

ART. 7. — L'inspecteur en chef de la Navigation commerciale et des Ports du département de la Seine, les ingénieurs de la Navigation de la Seine (2^e section) de la Marne et des canaux, le Directeur général de la police municipale, les Commissaires de police riverains et les agents placés sous leurs ordres, seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié, imprimé et affiché.

Il sera adressé à M. le Colonel commandant la légion de gendarmerie de la Seine, pour le mettre à même de concourir à son exécution.

Circulaire du Sous-Secrétaire d'État de l'Économie nationale, en date du 22 avril 1930 ⁽¹⁾, relative à la réforme des méthodes de travail des commissions du coût de la vie.

Par une circulaire du 15 février 1929, M. le Ministre du Travail vous a communiqué l'avis formulé par la Commission centrale du coût de la vie au sujet de la réforme des méthodes de travail des Commissions régionales et locales, et vous a fait connaître qu'une décision ne serait prise qu'après un examen approfondi des observations que les Commissions régionales et locales croiraient devoir présenter à ce sujet.

Les résultats de cette consultation, que vous avez bien voulu me transmettre au cours de l'année 1929, ont été soumis à l'examen de la Commission centrale et l'ont amenée à modifier, sur certains points, ses recommandations, et à formuler son avis définitif que vous trouverez ci-joint.

Le nouveau texte présente, par rapport à l'ancien, les modifications suivantes :

a. *La période de base* primitivement envisagée (1^{er} juillet 1928-30 juin 1929) est remplacée par l'année 1930. Le relevé rétrospectif des prix pratiqués du 1^{er} juillet 1928 au 30 juin 1929 pourraient, en effet, présenter actuellement des difficultés signalées par diverses Commissions. Au cours de la présente année, les Commissions, prévenues à temps, auront, au contraire, la possibilité de noter d'une manière précise les prix unitaires qui devront servir de base aux calculs ultérieurs;

b. Au lieu d'être fixés en quantités, *les éléments du budget-type* uniforme sont donnés en proportions par rapport à la dépense annuelle de base, conformément à ce qui a été demandé par quelques Commissions régionales importantes.

Ce système permet de pratiquer des groupements un peu plus larges laissant plus de liberté pour tenir compte des conditions particulières à chaque région. Il réalise un compromis entre l'uniformisation complète des budgets-types et la nécessité de faire entrer en ligne de compte les différences les plus importantes qui existent d'une région à l'autre dans les consommations habituelles;

c. Au lieu des quatre réunions annuelles primitivement demandées, on prévoit seulement *deux* réunions au moins (en mai et novembre de chaque année). Cette périodicité paraît suffisante, maintenant que les variations des prix n'ont plus la même ampleur, ni la même rapidité qu'il y a quelques années. Les Commissions qui le jugeraient indispensable pourraient, néanmoins, tenir deux séances supplémentaires, mais à la condition que ce soit à la même époque partout (en février et août). Aucune détermination d'indices ne pourrait avoir lieu en dehors de ces dates;

d. La Commission centrale a estimé qu'il convenait d'ajouter à ses recommandations un paragraphe spécifiant qu'à partir de l'application des nouvelles méthodes, seuls les indices ainsi obtenus devraient être reproduits dans les publications de la Statistique générale de la France, à l'exclusion de ceux qui continueraient à être déterminés suivant les anciennes méthodes. Il est en effet logique qu'une consécration officielle ne soit donnée qu'à des travaux effectués d'après les directives ministérielles.

Les mesures envisagées par la Commission centrale devront entrer en

(1) Adressée aux Préfets.

application dès le début de l'année 1931. Il importe donc que vous preniez, dès à présent, les mesures indispensables à cet effet. En particulier, vous voudrez bien porter, le plus tôt possible, à la connaissance des Commissions, l'avis de la Commission centrale auquel elles devront se conformer.

Le premier soin des Commissions devra être d'ajuster les éléments du budget-type pour lesquels une certaine faculté d'adaptation leur est laissée, puis de noter d'une manière précise les prix unitaires moyens de l'année 1930.

1° *Ajustement du budget-type.* — La Commission a estimé qu'il convenait de laisser au budget-type une élasticité permettant de l'adapter, dans une certaine mesure, aux consommations variables des diverses régions. Il appartient aux Commissions régionales et locales de procéder à cet ajustement, *dans les limites spécifiées.*

Il doit être bien entendu, notamment, que les Commissions ne pourront modifier en aucune façon, ni les rubriques, ni les pourcentages figurant sur le modèle commun. Elles peuvent seulement, à l'intérieur des rubriques collectives, procéder à une distribution tenant compte des habitudes régionales. Par exemple, pour l'alimentation, les Commissions pourront répartir la rubrique « viandes de boucherie et porc » en sous-rubriques correspondant aux consommations des diverses catégories de viandes. De même la rubrique « légumes secs » en haricots, lentilles, pois, etc., celle des « graisses » en saindoux, beurre, huile, margarine. De même pour le chauffage et l'éclairage, il appartiendra aux Commissions de tenir compte des consommations relatives de charbon, gaz, pétrole, électricité.

Mais il est bien entendu que, pour chacune des rubriques ainsi subdivisées, *la proportion d'ensemble ne doit subir aucune modification.*

2° *Prix unitaires moyens pour la nouvelle année de base 1930.* — Les Commissions devront ensuite se préoccuper de recueillir, pour tous les articles du budget, les éléments nécessaires pour la fixation des prix unitaires moyens pendant la nouvelle année de base 1930.

S'il n'est pas possible d'effectuer des constatations fréquentes pour les prix unitaires de chaque article, par exemple des constatations mensuelles ou trimestrielles, on pourra se contenter de relevés correspondant aux deux réunions normales prévues pour mai et novembre. La moyenne des prix constatés en mai et novembre sera prise pour valeur approchée du prix moyen en 1930.

Calcul du nouvel indice. — Quand les prix moyens de 1930 auront été déterminés, c'est-à-dire au plus tard au début de l'année 1931, le calcul du nouvel indice sera effectué sur les bases suivantes :

Pour chaque article, on déterminera un *coefficient de variation du prix* constaté par exemple en mai 1931, par rapport au prix de base 1930;

Pour les articles isolés, par exemple pour le pain, ce coefficient s'obtiendra simplement en divisant le prix constaté par le prix moyen de 1930.

Exemple hypothétique, à titre purement indicatif.

Prix du pain en mai 1931.....	2 ^f 10 le kilogr.
Prix moyen du pain en 1930.....	2 00 —

Coefficient de variation de la rubrique « pain ».....	$\frac{2 \text{ } 10}{2} = 1^{\text{f}} 05.$
---	--

Pour les rubriques qui auront été subdivisées en plusieurs éléments, deux cas à distinguer :

1° Si la subdivision a été faite en *proportions*, comme dans le budget-type, aucune difficulté, chaque article sera traité comme s'il était isolé, et l'on calculera le coefficient de variation de prix séparément pour chacun d'eux, comme ci-dessus;

2° Si la subdivision a été faite en *quantités*, on devra calculer la dépense d'après les prix constatés et d'après les prix de base; en divisant la première dépense par la seconde, on aura le coefficient de variation pour l'ensemble de la rubrique.

Exemple hypothétique à titre purement indicatif, pour le chauffage et l'éclairage.

	ANNÉE 1930.		MAI 1931.	
	Prix unitaire.	Prix total.	Prix unitaire.	Prix total.
Charbon (1 tonne).....	300 ^f 00	300 ^f 00	276 ^f 00	276 ^f 00
Gaz (200 mètres cubes).....	9 90	180 00	0 95	290 00
Pétrole (30 litres).....	2 50	75 00	2 60	78 00
TOTAUX		555 00		544 00

Coefficient de variation « chauffage et éclairage » $\frac{544}{555} = 0,98.$

Ayant déterminé les *coefficients de variation* pour tous les articles ou groupes d'articles de budgets-types, on multipliera chacun de ces coefficients par le pourcentage correspondant indiqué au budget-type uniforme en regard de la rubrique correspondante.

Le total de ces produits fournira l'indice du coût de la vie à l'époque envisagée sur la base 100 en 1930.

Je crois devoir attirer spécialement votre attention sur ce point capital que les éléments détaillés du budget-type une fois fixés par les Commissions, devront demeurer par la suite absolument intangibles, et que les prix unitaires à appliquer à ces éléments devront correspondre rigoureusement à des articles toujours identiques et de même qualité. C'est la condition indispensable pour que l'observation du mouvement du coût de la vie soit vraiment sincère.

Par ailleurs, je ne dissimule pas que la solution adoptée sera loin de donner satisfaction à toutes les Commissions intéressées, car elle est, et ne pouvait être, qu'un compromis entre les tendances régionales divergentes et le souci d'uniformiser les méthodes de travail pour rendre les déterminations mieux comparables. Mais il y a un intérêt national à assurer, dans la mesure du possible, cette comparabilité.

Je vous prie de communiquer sans retard la présente circulaire et l'avis qui l'accompagne à la Commission ou aux Commissions siégeant dans votre département, en les invitant à se conformer aux nouvelles instructions.

Vous voudrez bien me rendre compte de cette communication.

Dès le début de l'année prochaine, il y aura lieu de me transmettre, sous le timbre « Direction de la Statistique générale de la France, quai d'Orsay, n° 97, Paris (7°) », le tableau des éléments qui auront été arrêtés par la Commission pour constituer les diverses rubriques figurant au modèle ci-joint de budget-type, ainsi que les prix unitaires de ces éléments pour l'année de base 1930. Ces documents seront communiqués à

la Commission centrale, avant la détermination des nouveaux indices dont le calcul ne pourra être entrepris qu'en mai 1931.

Conformément à la recommandation formulée par la Commission centrale, les Commissions régionales et locales pourront continuer provisoirement, pendant un certain temps, le calcul des indices sur les bases anciennes, mais il y aura intérêt à réduire autant que possible la période d'adaptation.

Des crédits seront demandés au Parlement dans le projet de budget de 1931, en vue de rembourser les salaires perdus par les membres ouvriers assistant aux séances et leurs frais de déplacement, d'indemniser les secrétaires des Commissions et de couvrir les frais d'enquête indispensables.

AVIS DE LA COMMISSION CENTRALE.

La Commission centrale constate tout d'abord qu'il existe entre les indices actuellement établis par les Commissions régionales et locales des écarts injustifiés. Elle estime que si ces écarts résultent en partie des différences, trop souvent artificielles, que présentent les budgets-types régionaux pris comme bases de calcul, ils sont dus surtout à des divergences dans les prix unitaires appliqués aux éléments des budgets.

Les prix arbitrés par une Commission résultent trop souvent d'un compromis après débat entre les membres présents aux séances, et ce système est, du point de vue technique, incompatible avec les principes mêmes d'une bonne observation. La consultation d'une Commission, tout à fait désirable pour la fixation de méthodes ou l'interprétation de résultats apparaît contestable, quand il s'agit d'enregistrer purement et simplement les faits. D'autre part, même s'il était possible d'assurer dans chaque ville une observation impartiale de prix toujours bien comparables, les indices calculés sur ces bases permettraient sans doute une appréciation suffisante des variations du coût de la vie dans cette ville, mais on ne saurait encore garantir la comparaison d'une ville à l'autre, car les observations faites d'une manière indépendante par des organisations différentes s'appliquent forcément à des éléments qui ne sont pas rigoureusement identiques. Malgré ces réserves formelles, il est apparu à la Commission centrale que les conditions techniques du calcul des indices ne pouvaient seules entrer en ligne de compte et que, dans les circonstances présentes, il y avait lieu de maintenir les Commissions régionales et locales en prenant des mesures pour améliorer leur fonctionnement.

Pour permettre l'exécution régulière des contrats actuellement basés sur les indices du coût de la vie, les Commissions continueraient provisoirement, pendant un certain temps, le calcul de ces indices sur les bases anciennes en améliorant, autant que possible, les relevés des prix.

Mais, en même temps, chaque Commission entreprendrait le calcul d'un nouvel indice, destiné à se substituer progressivement à l'indice actuel et établi suivant les directives ci-après :

a. La période de base serait l'année 1930;

b. Les budgets-types seraient uniformisés dans leurs grandes lignes et conformes au modèle ci-joint dont les éléments sont établis en proportions par rapport à la dépense annuelle de base;

c. Les Commissions ne pourraient modifier le budget-type que dans les limites strictement spécifiées;

d. Les nouveaux indices seraient uniformément établis deux fois par an d'après les prix moyens constatés pendant la première quinzaine des

mois de mai et novembre. Les Commissions qui le jugeraient utiles pourraient, néanmoins, procéder à deux révisions supplémentaires, à la condition que ces révisions aient lieu pendant les premières quinzaines de février et août;

e. Ces nouveaux indices, à partir du moment où ils auront été établis et reconnus valables, devraient seuls être reproduits dans les publications de la Statistique générale de la France, à l'exclusion de ceux qui continueraient d'être déterminés d'après les anciennes méthodes.

La Commission centrale est d'avis que des crédits soient inscrits au budget du Ministère du Travail (Statistique générale de la France), en vue :

1° De rembourser les salaires perdus par les membres ouvriers assistant aux séances et leurs frais de déplacement;

2° D'indemniser les secrétaires des Commissions et de couvrir les frais des enquêtes indispensables pour la constatation régulière de prix comparables;

3° De permettre à la Statistique générale de la France d'étendre ses enquêtes actuelles et ses travaux sur les prix et le coût de la vie.

La Commission centrale exprime le vœu que l'enquête générale sur les budgets familiaux, recommandée par elle en 1920, soit organisée le plus tôt possible avec le concours des Commissions régionales et locales, en vue de recueillir les renseignements qui font actuellement défaut sur les consommations réelles et les dépenses des familles ouvrières. Ces renseignements permettraient d'établir un budget-type répondant aux conditions actuelles d'existence des familles ouvrières qui devrait être substitué par la suite au budget provisoire adopté pour le calcul des indices du coût de la vie. La réalisation de l'enquête sur les budgets familiaux donnerait satisfaction, en ce qui concerne la France, au vœu émis par la Conférence internationale des statisticiens du travail réunie à Genève en 1925 par le Bureau international du Travail.

Éléments du budget-type proposé.

Pourcentage de la valeur de chaque élément par rapport à la dépense totale de base.

A. Alimentation : 60 p. 100.

Pain.....	9,0
Farine, pâtes, riz.....	2,0
Pommes de terre.....	2,5
Haricots, lentilles, pois secs.....	2,5
Viandes de boucherie et porc.....	17,0
Volaille, lapin, poisson.....	1,0
Lait.....	3,0
Fromage.....	2,5
Oufs.....	2,0
Saindoux, beurre, huile, etc.....	6,0
Sucre.....	1,5
Café, chicorée.....	2,0
Chocolat, sel, vinaigre.....	1,5
Boisson (vin ou bière ou cidre).....	7,5

B. Chauffage et éclairage : 5 p. 100.

C. Loyer : 10 p. 100.

D. *Habillement* : 15 p. 100.

Tabliers : 10 p. 100.			
Vêtements....	homme..	complet de ville lainage (confection).....	2,3
		complet de travail médis bleu.....	0,3
	femme...	robe lainage (confection).....	1,3
		manteau lainage (confection).....	0,6
		peignoir.....	0,6
	enfants...	complet garçon laine (confection).....	1,0
robe fillette laine et coton (confection)....		0,8	
tabliers noirs coton.....		0,6	
Chaussures (homme, femme et enfants).....		2,4	
— Ressemelages (cloués).....		0,8	
Chemise blanche coton pour homme.....		1,0	
Chemise coton pour femme.....		0,9	
Chaussettes coton pour homme.....		1,0	
Mouchoirs fil.....		0,3	
Serviettes toilette.....		0,2	
Draps toile médis bonne qualité.....		0,7	

E. *Dépenses diverses* : 10 p. 100.

Savon blanc de Marseille 72 p. 100.....	2,0
Lessive.....	0,8
Coupes de cheveux, barbes, bains.....	1,5
Tabac caporal ordinaire.....	1,2
Journal quotidien.....	1,0
Cinéma.....	1,2
Visites médicales (à domicile).....	1,5
Frais de transport (tramways, chemins de fer, bicyclette, etc.).....	0,8

Les éléments du budget-type proposé ont été déterminés de la manière suivante :

On a d'abord conservé pour les cinq grandes catégories de dépenses (alimentation; chauffage et éclairage; loyer; habillement; dépenses diverses) les proportions primitivement admises par la Commission centrale.

A l'intérieur de chaque catégorie, quelques groupements ont été opérés pour répondre au désir généralement exprimé par les Commissions régionales et locales, d'avoir la possibilité d'adapter dans une certaine mesure les éléments du budget-type aux coutumes régionales.

Pour le chauffage et l'éclairage, notamment, ces Commissions restaient libres de répartir les consommations comme elles l'entendraient entre le charbon, le bois, le gaz, l'électricité, le pétrole, etc.

Pour déterminer les coefficients partiels correspondant aux diverses rubriques de la catégorie « alimentation », on s'est basé sur les quantités prévues dans le budget-type primitif; ces quantités ont été multipliées par les prix moyens résultant des enquêtes effectuées par la Statistique générale de la France en 1929 dans l'ensemble des villes françaises. Les dépenses ainsi obtenues ont permis de calculer des proportions qui ont été confrontées avec celles admises effectivement par un certain nombre de Commissions régionales et locales dans les calculs actuels des indices. Cette confrontation a fait ressortir un accord assez satisfaisant; on en a déduit les proportions indiquées sur le budget-type proposé en arrondissant les nombres de manière à faciliter le calcul des indices.

Dans les catégories « habillement » et « dépenses diverses », il n'a pas été possible de procéder à des évaluations aussi serrées, faute de données suffisantes. On a rapproché les proportions qui figurent dans les budgets actuellement utilisés par un certain nombre de Commissions régionales et locales; ces proportions présentent des divergences plus accentuées que pour les denrées alimentaires. En calculant des moyennes, on a évalué les coefficients qui figurent sur le projet ci-joint.

Circulaire du Sous-Secrétaire d'État de l'Économie nationale, en date du 24 juin 1930 ⁽¹⁾, relative à la réforme des méthodes de travail des commissions du coût de la vie.

Par une circulaire du 22 avril 1930 ⁽²⁾, je vous ai transmis l'avis de la Commission centrale d'études relatives au coût de la vie sur les moyens propres à assurer une meilleure coordination des méthodes suivies par les Commissions régionales et locales pour le calcul des indices.

Des craintes ont été exprimées au sujet des conséquences que les mesures proposées par la Commission centrale pourraient entraîner en ce qui concerne l'ajustement des salaires actuellement réglés d'après les indices du coût de la vie.

Les Commissions ayant été instituées pour faciliter cet ajustement, il serait tout à fait regrettable que les améliorations proposées par la Commission centrale eussent pour résultat de susciter de nouvelles difficultés. Aussi je crois devoir attirer votre attention d'une manière toute spéciale sur les précautions prises à cet égard.

Tout d'abord, les nouveaux indices ne doivent pas être calculés avant 1931; les Commissions continueront donc provisoirement le calcul des indices sur les bases anciennes « pour permettre l'exécution régulière des contrats en cours » comme le prévoit formellement l'avis de la Commission centrale.

Ainsi se trouve ménagée une période transitoire pendant laquelle les Commissions calculeront simultanément l'ancien indice et le nouveau. Cette période pourra être prolongée aussi longtemps que chaque Commission l'estimera nécessaire pour qu'aucune perturbation ne puisse se produire en ce qui concerne les arrangements relatifs aux salaires.

Quand les nouvelles séries d'indices seront reconnues valables, la Statistique générale de la France les reproduira seules dans son *Bulletin*, parce qu'il est nécessaire que les indices ainsi rapprochés soient comparables et, pour cela, qu'ils soient calculés suivant la même méthode. Mais si des scrupules d'ordre scientifique font écarter de cette publication d'ensemble les indices que les Commissions continueraient à établir d'après leurs anciennes habitudes, il ne s'ensuit pas que ceux-ci doivent être obligatoirement abandonnés, si leur maintien est de nature à faciliter l'application des contrats existants pour le règlement des salaires.

NOTE

SUR LA NOCIVITÉ DES FUMÉES ET GAZ D'ÉCHAPPEMENT DES AUTOMOBILES ⁽³⁾.

Extrait d'un rapport présenté au Conseil municipal de Paris

PAR M. KOHN-ABREST ET M. LOIRET, INSPECTEUR GÉNÉRAL DES MINES.

Le problème qui nous est soumis présente de grandes analogies avec celui de la suppression des fumées industrielles, dont l'étude a été confiée à une autre sous-commission.

⁽¹⁾ Adressée aux Préfets.

⁽²⁾ Voir p. 246.

⁽³⁾ Extrait des *Annales des mines*, 8^e livraison de 1930.

Dans les deux cas, les produits nocifs — gaz ou particules carbonneuses — envoyés dans l'atmosphère sont surtout formés de combustible incomplètement brûlé; leur déperdition n'incommode pas seulement le voisinage, elle occasionne une baisse de rendement. Brûler le plus complètement possible, dans le foyer s'il s'agit de fumées industrielles, dans le moteur si ce sont des gaz d'échappement des automobiles qui sont en cause, le combustible — charbon ou essence — dont on dispose, est donc le meilleur moyen d'assainir l'atmosphère; cet assainissement est une conséquence forcée d'une bonne utilisation. Il y a donc, entre l'intérêt bien entendu de l'usager et celui du public en général, une concordance fort intéressante à retenir.

On peut, toutefois, à côté de ces analogies, signaler entre les deux problèmes plus d'une différence.

La fumée d'une cheminée provient uniquement du charbon chargé dans le foyer; l'échappement d'une automobile contient, au contraire, avec les Par contre, les odeurs que ces gaz dégagent, dues surtout à des produits de décomposition des huiles de graissage. La fumée d'une cheminée est visible, les gaz d'échappement des automobiles ne le sont pas toujours; leur principe toxique, l'oxyde de carbone, peut fort bien passer inaperçu. Par contre, les odeurs que ces gaz dégagent, dues surtout à des produits de décomposition d'hydrocarbures plus ou moins oxydés, sont généralement beaucoup plus désagréables que celles de simples fumées. Le problème qui se pose pour les automobiles est donc, en somme, plus complexe que celui des fumées industrielles et moins facile à résoudre.

Dans la première partie de notre rapport, nous rechercherons comment on peut, par la combustion complète de l'essence, par un emploi judicieux des huiles de graissage, par l'interdiction de certains produits, réduire au minimum la production des gaz nocifs ou malodorants. Une deuxième partie sera consacrée à l'examen de la situation actuelle et des mesures pratiques qu'elle comporte.

PREMIÈRE PARTIE. — Étude technique.

A. — COMBUSTION DE L'ESSENCE.

Dès 1922, une note présentée par l'un de nous à l'Académie des Sciences proposait de classer suivant ce qu'il appelait leur *indice de toxicité*, c'est-à-dire suivant le rapport volumétrique de l'oxyde de carbone à l'acide carbonique dans les produits de la combustion, les gaz d'échappement des automobiles.

Depuis lors, de nouvelles recherches effectuées, les unes en 1924, les autres tout récemment, au nom de la Commission des fumées, ont permis d'étudier, au cours d'un certain nombre d'expériences faites à diverses allures sur divers moteurs, les variations de cet indice et son influence sur le rendement. Dans le cas fréquent où les gaz d'échappement ne contiennent pas de carbures d'hydrogène, une relation facile à établir lie l'indice de toxicité au coefficient d'utilisation de l'essence⁽¹⁾; de la connaissance de l'indice de toxicité, donnée par l'analyse des gaz, on peut

(¹) Cette relation est donnée par la formule :

$$E = 1 - \frac{Qp - P \left(\frac{4,24 + 1,165 \text{ lt}}{0,539 + 0,535 \text{ lt}} \right)}{Qt}$$

donc déduire immédiatement la perte d'essence due à la combustion incomplète du carbone⁽¹⁾.

a. *Expériences de 1922-1924.* — Les gaz étaient prélevés pour chaque moteur dans les conditions suivantes, choisies pour se rapprocher le plus possible de la pratique courante :

- 1° Moteur débrayé à pleine vitesse;
- 2° Moteur à l'arrêt au ralenti;
- 3° Démarrage en première vitesse;
- 4° Vitesses variables : 20, 40, 60 et même 100 kilomètres à l'heure.

Dans la plupart des cas, l'indice de toxicité qui ressort de ces expériences était fort élevé; il devenait cependant presque négligeable pour certaines voitures; l'influence, sur la toxicité des gaz d'échappement, du mode de construction du moteur, apparaissait donc nettement. D'autre part, pour un même véhicule, l'indice variait généralement du simple au double lorsque le moteur en régime normal passait à l'arrêt au ralenti, tandis que le démarrage en première vitesse, malgré le dégagement de fumées (coup d'huile) qui l'accompagnait, ne donnait pas une augmentation sensible de ce coefficient; d'où cette double conclusion que la toxicité des gaz pour un réglage donné du carburateur peut varier considérablement avec l'allure du véhicule, mais qu'elle est dans une large mesure indépendante de la production des fumées.

b. *Nouvelles expériences.* — Les nouvelles expériences faites au nom de la Commission des fumées, expériences auxquelles a participé activement M. Cléro, inspecteur des automobiles, ont confirmé dans leur ensemble, en y apportant d'utiles précisions, ces premières données.

Elles ont porté d'abord sur des véhicules pris au hasard, puis sur des voitures choisies à dessein pour étudier l'influence, sur l'indice de toxicité, soit de certaines dispositions du moteur (culasse Ricardo, moteur à gazogène, adjonction d'un appareil fumivore), soit de son entretien particulièrement soigné (essais avec la S. T. C. R. P.).

.....

RÉSULTATS GÉNÉRAUX OBTENUS.

Les constatations faites au cours de ces expériences amènent à d'intéressantes conclusions.

où :

- E désigne le coefficient d'utilisation;
- Q_p , la chaleur de combustion théorique de P;
- P, la teneur en carbone par litre d'essence;
- Q_t , le pouvoir calorifique total de l'essence;
- I_t, l'indice de toxicité.

Nous entendons par coefficient d'utilisation de l'essence le rapport, à la chaleur de combustion théorique d'une essence déterminée, de la chaleur de combustion calculée en tenant compte du déficit dû à la formation de l'oxyde de carbone.

(1) La formule suppose que tout le carbone contenu dans l'essence se retrouve dans les gaz d'échappement, et s'y retrouve sous forme d'oxyde de carbone ou d'acide carbonique; elle ne fait pas état des pertes d'essence au carburateur, des hydrocarbures incomplètement brûlés, etc.; le coefficient d'utilisation qu'elle fait ressortir n'est donc qu'un coefficient maximum. La détermination de l'indice de toxicité ne dispenserait pas, si l'on voulait établir un bilan thermique complet, de rechercher les autres causes qui peuvent influer sur le rendement.

Elles ont d'abord confirmé les résultats antérieurs au sujet des variations que subit l'indice de toxicité suivant le type de voiture et, pour une même voiture, suivant l'allure du moteur. Alors par exemple que le premier véhicule essayé en 1928 n'avait qu'un indice de 0,27, l'indice du second était en moyenne trois fois plus élevé, et atteignait au ralenti une valeur considérable, d'autant moins acceptable que l'analyse des gaz décelait en même temps une forte proportion d'hydrocarbures.

Cette présence d'hydrocarbures dans un certain nombre des analyses figurant sur les tableaux précédents est à retenir; les produits correspondants doivent être en réalité fort complexes; ils peuvent provenir de l'huile de graissage aussi bien que de l'essence, et dépendent pour une large part de la qualité de l'essence employée. Seuls des prélèvements faits au banc d'essais, accompagnés du mesurage exact des quantités d'huile et d'essence consommées et d'analyses plus complètes, permettraient de se faire une idée au moins rapprochée de leur nature et de leur provenance. Leur influence sur le rendement peut être notable, le pouvoir calorifique des hydrocarbures étant beaucoup plus élevé que celui de l'oxyde de carbone, mais leur action toxique est relativement très faible, or c'est de celle-là surtout que nous devons ici nous occuper.

A ce seul point de vue de la toxicité déterminée par la présence de l'oxyde de carbone, l'action de la culasse genre Ricardo a été satisfaisante, puisqu'elle a fait passer l'indice de toxicité de 0,42 à 0,24.

A ce même point de vue, les constatations faites sur les autobus de la S. T. C. R. P. sont particulièrement à retenir. Dans les conditions des expériences, aussi bien sur l'autobus de la série H que sur l'autobus de la série PN, l'indice de toxicité était en effet des plus faibles et pratiquement négligeable. On peut considérer que les gaz d'échappement parvenant à l'air étaient exempts de principes toxiques. Ils n'étaient pas plus nuisibles que ne le seraient les produits expirés par un être vivant.

Ces expériences de la S. T. C. R. P. montrent également l'importance d'un bon réglage du carburateur. Vient-on à modifier ce réglage en substituant un gicleur à un autre, la nature des gaz d'échappement peut complètement changer. Il a suffi, toutes choses égales d'ailleurs, de remplacer par un gicleur 110/100 le gicleur 100/100 précédemment employé, pour élever, sur l'autobus expérimenté, l'indice de toxicité de 0,08 à 0,20. Cette dernière valeur n'est, il est vrai, pas très élevée, mais il s'agit d'une moyenne, et lorsque le moteur muni du gicleur 110/100 tourne au ralenti, son indice s'élève à 0,76, alors qu'il n'était que de 0,11 au ralenti avec un gicleur 100/100. On note, en outre, qu'en employant le gicleur 110/100, il peut y avoir un déversement de fumée et de vapeur d'eau, que nous n'avons constaté à aucun moment avec le gicleur 100/100.

Les essais effectués sur une voiture à gazogène ont une moindre importance, puisqu'il s'agit là de véhicules spéciaux qui ne sont pas encore entrés dans la pratique courante. Il est bon toutefois de constater qu'avec ces véhicules la teneur en oxyde de carbone à l'échappement peut en régime normal devenir extrêmement faible. Leur inconvénient paraît, jusqu'à nouvel ordre, résulter de la période de mise en marche, où se produit un dégagement de fumée assez notable. C'est un inconvénient auquel on arrivera sans doute à remédier. Dans l'état actuel des choses, il ne semble pas toutefois que le moteur à gazogène soit encore bien au point en ce qui concerne la marche dans une ville, où l'on est obligé à chaque instant de ralentir, de s'arrêter, etc. Par contre, ce moteur paraît tout à fait avantageux pour la marche sur route, alors que l'allure est régulière et que les parcours sans ralentissements ou arrêts sont assez prolongés.

Quant aux résultats obtenus avec l'appareil absorbeur de fumée qui avait été soumis aux essais, ils furent complètement négatifs. Cet appareil absorbait bien les particules charbonneuses des fumées, mais non les gaz

d'échappement, et il ne diminuait en rien les teneurs en oxyde de carbone; l'indice de toxicité était même sensiblement plus élevé (2,02 au lieu de 1,67) avec cet appareil qu'en son absence. En outre, il présentait le double inconvénient d'absorber une partie notable de la puissance mécanique et, lorsqu'il était échauffé, de laisser échapper une fumée blanche assez abondante, paraissant formée surtout de vapeur d'eau. De tels appareils, même bien établis, ne sauraient d'ailleurs jamais constituer que des palliatifs; le meilleur moyen de ne pas déverser fumées ou gaz nocifs dans l'atmosphère est, non de les absorber, mais de les empêcher par une bonne combustion de se produire.

c. *Expériences effectuées en Amérique.* — Parallèlement aux essais dont les résultats viennent d'être mentionnés, d'importantes recherches avaient été faites, en 1921, à New-York, par le bureau des mines des Etats-Unis. Ces recherches, poursuivies avec des moyens autrement puissants que ceux dont vos rapporteurs pouvaient disposer⁽¹⁾, ont porté sur une centaine de véhicules.

A New-York comme à Paris, on constata d'abord que les gaz d'échappement contenaient en proportion très notable des produits non brûlés; la teneur en oxyde de carbone variait de 5 à 9 p. 100; les gaz contenaient, en outre, 1 p. 100 d'hydrocarbures non brûlés et 3 p. 100 d'hydrogène. La marche du moteur déversait ainsi dans l'atmosphère en moyenne 500 litres d'oxyde de carbone et près de 300 litres d'hydrogène et d'hydrocarbures par litre d'essence. La perte évaluée, du seul fait de la combustion incomplète de l'essence, s'élevait à 32 p. 100.

La combustion de l'essence dépend forcément de la quantité d'air qui y est employée, et cette quantité se règle par le carburateur. L'influence du carburateur sur la toxicité des gaz d'échappement était donc *a priori* certaine. Les expériences américaines en précisèrent l'importance. Dans ces expériences, la réduction des teneurs en oxyde de carbone fut trouvée exactement proportionnelle à l'accroissement des quantités d'air amenées au carburateur; le rapport air-essence — rapport du poids d'air au poids d'essence — pouvait être considéré non seulement comme exerçant une influence sur la teneur en oxyde de carbone des gaz d'échappement, mais comme nettement caractéristique de cette teneur; le réglage du carburateur apparaissait donc comme l'élément essentiel qui permet d'agir sur la toxicité des gaz.

Mais il n'est pas plus aisé de déterminer directement le rapport air-essence que la teneur en oxyde de carbone. Une deuxième observation des expérimentateurs de New-York rendit possible une détermination plus simple. Si le dosage de l'oxyde de carbone exige parfois un soin particulier, on sait, par contre, que le dosage de l'acide carbonique est généralement très simple. La surveillance des teneurs en gaz des fumées industrielles aide au contrôle de la chauffe; or, au cours des expériences américaines, les variations de teneurs en acide carbonique des gaz d'échappement furent trouvées directement proportionnelles aux variations du rapport air-essence; le contrôle de la bonne utilisation de l'essence et de la suppression des gaz toxiques à l'échappement des automobiles pouvait donc s'effectuer de la même manière que celui de la bonne utilisation du charbon et de la suppression des fumées dans un foyer industriel.

Quoi qu'il en soit de la manière dont s'effectue le contrôle de la combustion, les expériences américaines montrèrent, d'une manière particulièrement nette dans l'espèce, l'importance du réglage du carburateur.

⁽¹⁾ Il convient de noter que les premières séries d'expériences faites à Paris de 1922 à 1924 l'ont été sur l'initiative de l'un de nous, sans autres moyens que ceux dont il disposait habituellement.

Dans toute une série d'essais faits spécialement dans ce but, on put, par de simples changements de gicleurs, faire passer en moyenne de 66 à 82 p. 100 le coefficient d'utilisation de l'essence; l'amélioration du rendement était de 24 p. 100. Les carburateurs laissés en service se déréglaient ensuite, il est vrai, ramenant peu à peu l'amélioration du rendement à 21 p. 100 au bout d'un mois, à 16 p. 100 au bout de deux mois; d'où la nécessité de révisions périodiques fréquentes des carburateurs.

Quant à la surveillance des teneurs en acide carbonique, une simple remarque, déduite des chiffres cités par les expérimentateurs américains, suffit à faire comprendre quel pourrait en être l'intérêt. Dans les conditions où les expérimentateurs s'étaient placés, l'élévation de cette teneur de 6,5 à 12,5 p. 100, obtenue par l'accroissement progressif des quantités d'air, et correspondant au passage de 10 à 14 du rapport air-essence, eût conduit au double résultat d'augmenter de 23 p. 100 le rendement sans modifier la puissance du moteur, et de ramener du chiffre anormal de 1,6 à la valeur insignifiante de 0,2 l'indice de toxicité.

Avec l'essence usuelle, une teneur de 13,5 p. 100 pour l'acide carbonique correspond pratiquement à une combustion aussi voisine que possible de la combustion parfaite. En cherchant à se rapprocher de cette teneur, on éviterait à la fois le gaspillage de l'essence et la toxicité des gaz. Une difficulté s'oppose toutefois au contrôle de la combustion par un simple dosage d'acide carbonique; il faut, à cet effet, que les gaz à analyser soient prélevés sur l'échappement sans être mélangés à l'air extérieur. C'est là une condition difficile à réaliser, tandis que la détermination de l'indice de toxicité est indépendante du mode de prélèvement des gaz.

d. *Conclusions des expériences de Paris et de New-York.* — Des diverses expériences effectuées à Paris et à New-York on peut donc conclure :

a. Que, toutes choses égales d'ailleurs, il existe des valeurs très différentes de l'indice de toxicité suivant les automobiles, et pour un même véhicule suivant l'allure du moteur; que, par conséquent, puisqu'il y a des moteurs à faible indice de toxicité (¹), rien ne s'oppose à ce que tous les moteurs soient construits de façon à réduire à une faible valeur les dégagements d'oxyde de carbone; que, d'autre part, il y a un grand intérêt à étudier la construction des carburateurs pour que leur réglage ne donne pas des résultats trop différents aux diverses allures du moteur;

b. Que le réglage périodique des carburateurs est indispensable au maintien des conditions de fonctionnement initiales, et qu'une analyse même sommaire des gaz d'échappement est un moyen facile de contrôler ce réglage.

B. — HUILE DE GRAISSAGE.

Si le dégagement de l'oxyde de carbone dépend de la combustion de l'essence, l'émission de fumées est surtout en relation avec l'emploi plus ou moins judicieux de l'huile de graissage.

Cette huile est, comme l'essence, formée d'hydrocarbures; pénétrant dans le cylindre à chaque coup de piston du moteur, elle y est partiellement brûlée, et ce sont les produits de distillation et de décomposition qui en résultent qui constituent en majeure partie les fumées produites à l'échappement. Nous avons vu plus haut que ces émissions de fumées étaient, dans une large mesure, indépendantes des émissions d'oxyde de

(¹) Rappelons que l'indice de toxicité, $I_t = \frac{CO}{CO_2}$.

carbone, puisque les dégagements de ce dernier gaz peuvent n'être décelés par aucune fumée, et que le « coup d'huile » du démarrage et les fumées qu'il entraîne sont, en général, sans influence sur l'indice de toxicité. Il n'en est pas moins vrai que ces fumées dénotent une mauvaise combustion, qu'elles sont très probablement toujours accompagnées d'un peu d'oxyde de carbone, et qu'elles sont fort gênantes en tout état de cause. L'huile en excès mal brûlée dans le moteur est donc, au point de vue qui nous occupe, autant à éviter que l'essence en excès donnant lieu à une combustion incomplète.

L'excès d'huile n'est pas moins préjudiciable au rendement. Il est essentiel, sans doute, d'avoir un bon graissage, et la dépense d'huile ne saurait se comparer aux dépenses d'entretien qu'entraînerait un graissage insuffisant. Mais quand le graissage est bien étudié, on peut obtenir les mêmes résultats avec des consommations d'huile bien moindres. Ici encore, l'intérêt de l'usager et celui du public coïncident. Jusqu'ici, les constructeurs d'automobiles n'ont peut-être pas tous eu leur attention suffisamment attirée sur ce point. La qualité de l'huile employée, son mode de distribution, sa répartition entre les divers organes du moteur, sont autant de problèmes qu'il leur appartient de résoudre. Il n'est pas indifférent de faire plonger sans précaution la bielle dans un carter plein d'huile ou de substituer au barbotage une distribution bien étudiée, de laisser des produits à demi brûlés subsister dans le cylindre ou d'enlever par des segments râcleurs l'huile oxydée, d'employer indéfiniment sans l'épurer la même huile ou de séparer avec soin par filtrage ou centrifugation les produits de décomposition qu'elle peut contenir après son passage dans le moteur; l'absence des fumées qui en résultera peut parfaitement coïncider non seulement avec une consommation moindre, mais avec une graissage amélioré.

Ces dispositions supposent un bon entretien du moteur. Le graissage, même bien étudié pour un moteur en bon état, deviendra vite excessif si on laisse les segments s'user et les parties mobiles prendre du jeu; mais c'est une déplorable économie que de laisser un moteur sans entretien; les sociétés qui suivent de près le graissage et l'entretien de leurs véhicules y ont un grand avantage. A la S. T. C. R. P. par exemple, où les consommations d'huile et d'essence sont suivies journellement sur chaque véhicule et où l'on n'hésite pas à envoyer à l'atelier pour être revisé tout moteur donnant lieu à des consommations anormales, on est arrivé à des économies d'huile considérables. Avec les autobus type H, la consommation par kilomètre, qui était de 24 grammes voilà quelques années, est passée aujourd'hui à 14 grammes. Cette même consommation n'est plus que de 6 grammes sur les nouveaux autobus surbaissés type P. N. De même une automobile de tourisme peut parfaitement, suivant l'entretien dont elle est l'objet, voir tripler sa consommation d'huile et exiger, par exemple, 1 litre aux 100 kilomètres alors que 300 grammes suffiraient.

Certains types d'autobus présentent, il est vrai, des difficultés de graissage spéciales, rendant plus délicate la suppression complète des fumées. C'est le cas, notamment, des moteurs sans soupape, dont les enveloppes de cylindres ont besoin d'être particulièrement lubrifiées; c'est le cas surtout des motocyclettes à deux temps où l'huile est mêlée à l'essence et passe avec elle au carburateur. Mais, même avec ces dispositifs, on peut obtenir, du moins en temps normal, des moteurs qui ne fument pas ou qui fument peu; le problème n'est pas insoluble. Tout au plus peut-on admettre au démarrage, ou au passage d'un régime à l'autre, une émission modérée de fumée pendant quelques instants.

Réserve faite de ces cas spéciaux, lorsqu'un moteur fume, c'est presque toujours, ou bien qu'il est mal entretenu, ou bien que l'automobiliste a rempli d'une façon excessive son carter; il n'y a donc aucune raison de tolérer des émissions de fumées notables et surtout prolongées.

C. — ANTIDÉTONANTS.

La toxicité des gaz dégagés par la combustion incomplète de l'essence risque d'être singulièrement accrue par l'addition à cette essence, en vue d'augmenter le taux de compression du moteur, de certains produits antidétonants; l'un d'eux, le plomb tétraéthyle, employé surtout en Amérique, est un des corps les plus toxiques. Sa préparation et la manipulation des mélanges, connus sous le nom d'éthylfluid ou d'éthylgasoline, dans lesquels il intervient, sont éminemment dangereux, et les poussières plumbeuses que la combustion de l'essence rejette dans l'atmosphère ne le sont probablement guère moins. Pendant les dix-huit premiers mois de son utilisation aux États-Unis, vers 1924-1925, on ne lui attribuait pas moins de 60 à 70 cas d'intoxication, dont une dizaine suivis de mort. Bien que les expériences qui furent alors effectuées fussent demeurées peu concluantes et qu'on se soit borné aux États-Unis à réglementer l'emploi du plomb tétraéthyle au lieu de l'interdire, l'évacuation des poussières plumbeuses dans l'atmosphère est un danger certain. L'emploi de cette substance et de ses dérivés est resté jusqu'ici tout à fait exceptionnel en France; on peut, par d'autres moyens ne présentant pas les mêmes risques, chercher à obtenir pour les vapeurs d'essence un taux élevé de compression; il n'y aurait plus lieu d'étendre en France une tolérance qui n'est assurément pas sans inconvénients aux États-Unis.

DEUXIÈME PARTIE. — Situation actuelle. — Mesures à prendre.

Les mesures à prendre pour protéger le public contre les fumées et gaz toxiques émis par les automobiles se déduiront facilement des considérations précédentes. Avant de les indiquer, nous devons toutefois rappeler l'état actuel de la réglementation et donner quelques précisions sur l'importance des inconvénients contre lesquels cette réglementation a été prise.

A. — SITUATION ACTUELLE.

Etat actuel de la réglementation. — L'ordonnance de police du 15 mars 1925 sur la circulation dans Paris et dans le département de la Seine contient un article 66 ainsi conçu :

Les véhicules automobiles ne doivent jamais émettre, dans la traversée des agglomérations ou au voisinage d'autres voitures, d'animaux ou de piétons, des fumées de nature à effrayer les animaux, à incommoder les passants ou à gêner la circulation.

Cet article permet de dresser un procès-verbal contre tout chauffeur dont l'automobile émet sur la voie publique des fumées véritablement gênantes. Jusqu'ici, dans l'incertitude où l'on se trouvait de ce qu'il était pratiquement possible d'obtenir comme fumivorté, on a pu parfois hésiter à l'appliquer; le présent rapport a précisément, entre autre buts, celui de lever cette incertitude.

En outre, les garages d'automobiles contenant plus de cinq voitures sont classés, dans la deuxième ou la troisième catégorie suivant le cas, comme établissements insalubres et sont à ce titre assujettis, sans préjudice des mesures imposées pour la protection des ouvriers par l'Inspection du travail, à toutes les prescriptions que le préfet juge utiles à la sauve-

garde de la sécurité et à la commodité du public (voir notamment l'arrêté préfectoral du 20 janvier 1930-8 juillet 1927 pour les garages de 3^e classe).

.....

Dissémination des fumées et gaz toxiques déversés par les automobiles dans l'air de Paris.

Le rapport de MM. Loiret et Kohn-Abrest donne les résultats d'un certain nombre d'analyses effectuées pour rechercher la présence de l'oxyde de carbone dans l'atmosphère des rues de Paris.

Les teneurs trouvées ont été rarement supérieures à $\frac{1}{100,000}$. Ce n'est qu'au milieu de barrages immobilisant momentanément, en certains point encombrés, un grand nombre de véhicules qu'on a parfois obtenu des teneurs de l'ordre de grandeur de $\frac{1}{10,000}$.

Si utiles que puissent être les mesures d'assainissement mises à l'étude, la pollution de l'air à Paris par les gaz des automobiles ne se révèle donc pas aussi redoutable qu'on pourrait le craindre; le danger est plus sérieux en ce qui concerne l'atmosphère des garages, surtout lorsque les moteurs tournent au ralenti.

B. — MESURES A PRENDRE.

La question des fumées et celle des gaz toxiques produits par l'échappement des automobiles, si étroitement qu'elles soient liées l'une à l'autre, sont cependant distinctes. Fumées et gaz n'ont pas tout à fait la même provenance; les gaz toxiques viennent principalement de l'essence, les fumées de l'huile de graissage. Leur surveillance surtout ne peut s'exercer dans les mêmes conditions : il est facile d'apercevoir des fumées, difficile de déceler autrement que par une analyse l'oxyde de carbone. Dans l'examen des mesures à prendre, cette observation ne doit pas être perdue de vue; il ne servirait de rien d'armer l'Administration de nouveaux pouvoirs si les sanctions prévues étaient inapplicables.

Les mesures de répression, quelles qu'en soient la nécessité et l'importance, ne sont pas d'ailleurs les seules à envisager. Nous avons vu que la solution la plus pratique du problème de la fumivorté consiste à économiser l'huile et l'essence; il faut faire appel dans ce but à la collaboration des automobilistes et des constructeurs; l'assainissement de l'atmosphère sera d'autant plus facilement assuré qu'ils se seront mieux rendu compte de l'intérêt majeur que présentent pour eux-mêmes ces économies.

a. RÉGLEMENTATION. — L'article 66 de l'ordonnance du 15 mai 1925, qui interdit les émissions de fumées sur la voie publique, donne à l'Administration pour la surveillance des fumées proprement dites tous les pouvoirs dont elle peut pratiquement user; il suffit sur ce point d'en assurer plus rigoureusement l'application.

On devra assurément le faire avec une certaine tolérance; une voiture qui fume un peu au démarrage ou pendant un court moment en abordant une rampe ne devrait pas, jusqu'à nouvel ordre tout au moins, être considérée comme en contravention; mais, sous cette réserve, il faut que l'ordonnance soit strictement appliquée; on ne doit plus hésiter à dresser procès-verbal au conducteur d'un véhicule qui émettrait pendant un temps appréciable une fumée gênante.

Entre les fumées visibles et l'oxyde de carbone qui, malgré ses dangers, échappe à la réglementation dudit article, se placent d'autres gaz très gênants surtout par leurs odeurs. L'ordonnance de police n'interdit que les émissions de fumée; il faudrait y ajouter aussi celle des odeurs.

.....

En s'attaquant ainsi aux fumées et aux odeurs, il y a tout lieu d'espérer qu'on fera disparaître aussi l'oxyde de carbone, invisible et inodore. L'absence de fumées et d'odeurs étant une garantie de bonne combustion, en cherchant à l'obtenir on fera certainement tout ce qu'il faudra techniquement pour supprimer également la production d'oxyde de carbone.

D'autre part, il convient de surveiller sévèrement l'aération des locaux où sont remisées les automobiles en service; les autorisations de garages doivent être subordonnées à des mesures particulièrement rigoureuses à cet égard. D'une manière générale la mise en marche des moteurs, surtout au ralenti, est à interdire dans tout local insuffisamment aéré. C'est ce qu'impose déjà à Paris, pour les garages de troisième catégorie dont l'aération peut être à bon droit suspecte, l'arrêté préfectoral du 9 juillet 1927. Cet arrêté défend en effet la marche du moteur à l'intérieur du garage, et ne tolère d'essais de moteurs que dans des ateliers de réparations convenablement disposés.

Des précautions analogues sont à prendre pour protéger les voyageurs dans les véhicules automobiles de transport en commun ou les taxis. Il importe de s'assurer avant d'autoriser la circulation de ces véhicules que l'échappement des gaz se fait au dehors dans une direction convenablement choisie, que les planchers sont étanches et qu'aucune fuite ne risque de faire pénétrer les produits toxiques dans la partie occupée par les voyageurs. La création d'une aspiration dans le carter pour empêcher les gaz provenant des fuites entre pistons et cylindres de refluer vers l'intérieur de la voiture peut être utile, surtout pour les moteurs depuis un certain temps en service; il faut toutefois prendre garde que cette aspiration, si l'on utilise pour la créer la dépression du carburateur, ne se traduise pas par un entraînement excessif d'huile et de poussières nuisible à une bonne carburation.

L'extension des précautions de cette nature aux voitures individuelles à conduite intérieure soulève une question plus délicate, les véhicules affectés au service public de transport en commun étant seuls soumis au contrôle spécial prévu par les articles 36, 38 et 39 du Code de la route, alors que les autres sont simplement reçus sur châssis. Il semble qu'on devrait exiger pour tout véhicule automobile que les gaz d'échappement soient évacués suffisamment en arrière; ceci ne pourrait être imposé que par voie d'instructions adressées par le Ministre des Travaux publics au Service des Mines; mais un vœu tendant à ce que cette question soit soumise à l'examen de la Commission centrale des automobiles peut lui être utilement adressé.

Il en est de même en ce qui concerne l'interdiction en France de l'emploi du plomb tétra-éthyle, de ses dérivés et des autres composés toxiques susceptibles d'être utilisés comme antidétonants. Cette mesure ne peut être que l'objet d'un vœu adressé au Ministre des Travaux publics.

La modification à apporter à l'article 66 de l'ordonnance de police du 15 mars 1925 et les deux mesures nouvelles dont nous venons de parler, à proposer à l'Administration supérieure, sont les seuls changements qu'à notre avis il y ait lieu d'apporter à la réglementation actuelle.

On pourrait aisément en imaginer d'autres, exiger par exemple que tout moteur ait un faible indice de toxicité. Cette règle paraît fort utile. Mais dans l'état actuel des choses le contrôle en serait difficilement réalisable. L'indice de toxicité ne dépend pas en effet seulement de la construction du moteur; il dépend aussi de son allure de marche et de son état d'entretien; il dépend surtout du carburateur qui, bien que lié étroitement au moteur, n'en constitue pas une partie essentielle; un simple changement de gicleur peut le modifier du tout au tout. Aussi serait-il malaisé de déterminer la valeur de cet indice avec la précision nécessaire à une action pénale, et sa déclaration par le constructeur ou le propriétaire de la voi-

ture prêterait à trop de contestations pour qu'il soit possible à l'heure actuelle de l'imposer.

Le simple jeu des responsabilités pénales constituera à cet égard une arme plus sûre. Puisqu'un moteur bien construit et bien entretenu ne doit pas dégager des quantités appréciables de gaz toxiques, les accidents par intoxication qui se produiraient dans une voiture fermée ou un garage par exemple, seraient susceptibles d'entraîner des poursuites correctionnelles par application des articles 319 et 320 du Code pénal, et il n'y aurait rien d'impossible à ce que la recherche des responsabilités remontât parfois jusqu'au constructeur. Cette éventualité, s'il en était besoin, amènerait certainement à se préoccuper de la question ceux des intéressés que le seul souci du gaspillage à éviter et du public à protéger n'aurait pas suffi à émouvoir.

b. COLLABORATION DES INTÉRESSÉS. — La collaboration des intéressés, c'est-à-dire des constructeurs et de tous ceux qui font usage de l'automobile, sera, pour arriver au résultat cherché, plus efficace encore.

1° *Constructeurs*. — Les constructeurs ont apporté jusqu'ici plus de soin à l'étude mécanique qu'à l'étude thermochimique du moteur, et ne se sont pas assez inquiétés du lien étroit qui relie la composition des gaz d'échappement aux améliorations de rendement. Peut-être même ces améliorations de rendement ne les ont-elles pas toujours suffisamment préoccupés. Les réductions de consommation qu'entraînerait une construction mieux comprise paraissent sans doute secondaires à côté de la puissance spécifique et du bon fonctionnement du moteur; elles n'en sont pas moins d'une grande importance. Un cheval de plus ou de moins dans l'évaluation des puissances fiscales se traduit par une surcharge ou par une réduction d'impôt d'une centaine de francs tout au plus; c'est peu de chose à côté d'un litre d'essence et d'un demi-litre d'huile économisés aux 100 kilomètres. Des économies de cet ordre équivaldraient cependant, pour un parcours annuel de 15.000 kilomètres, à une diminution de dépenses dix fois plus forte; or, elles sont loin d'être irréalisables; quand les automobilistes en seront bien convaincus, ils seront les premiers à réclamer des moteurs à bon rendement, et la construction s'orientera d'elle-même dans cette voie.

La forme des culasses, la nature et la position des soupapes, la disposition des tubulures d'admission, si importante pour assurer l'équilibrage du travail demandé aux divers cylindres, le graissage méthodique, etc., sont autant d'éléments susceptibles d'influencer la combustion et de réduire les consommations d'huile et d'essence. Ils doivent être étudiés avec soin, de manière à assurer une combustion plus parfaite; un moteur neuf ne devrait jamais avoir, en toutes circonstances, qu'un indice de toxicité négligeable.

Cela suppose un bon fonctionnement du carburateur. Or, les meilleurs carburateurs sont généralement loin de réaliser l'automatisme du réglage suivant les allures, et de permettre l'adaptation satisfaisante aux diverses températures et aux diverses sortes de carburants, qui assureraient dans tous les cas un faible indice de toxicité en même temps qu'une bonne marche du moteur. La recherche du carburateur remplissant toutes ces conditions est, au point de vue qui nous occupe, l'un des problèmes les plus importants qui s'imposent à l'attention des constructeurs.

Qu'il s'agisse du moteur proprement dit ou du carburateur, cette mise au point nécessite des études délicates. Des laboratoires bien outillés, comme il en existe déjà dans diverses usines de construction, peuvent seuls les mener à bien; il faut en effet établir avec précision l'influence, sur les consommations et sur la composition des gaz d'échappement, des dispositifs employés, et ceci ne peut se faire d'une façon complète qu'au banc

d'essais. Il y a donc grand intérêt à ce que ces services de laboratoires soient développés là où ils fonctionnent déjà, créés là où ils n'existent pas encore, et à ce que les notices remises au public par les constructeurs fassent connaître, à côté des dispositions mécaniques, les valeurs obtenues aux essais pour l'indice de toxicité des moteurs.

Un laboratoire central d'études créé par la Chambre syndicale des constructeurs serait, dans cet ordre d'idées, appelé à rendre de grands services.

Ce laboratoire central permettrait d'entreprendre toutes les recherches d'ordre général dépassant la capacité d'un simple laboratoire d'usine. Il permettrait notamment d'étudier l'influence de la qualité des essences sur la nature des gaz d'échappement et sur les conditions dans lesquelles la combustion s'effectue. On peut espérer que, de ces études, sortira la création de types d'essence bien définis adaptés aux différents usages.

Ce sont là des problèmes importants touchant de près à la question qui fait l'objet du présent rapport; ni les constructeurs, ni le public ne sauraient s'en désintéresser.

Il est déjà difficile, en effet, avec un bon carburant, de composition homogène et de qualité connue, de régler la carburation pour avoir à toute allure du moteur une combustion complète; la difficulté devient à peu près insoluble lorsque ce carburant est un composé complexe mal déterminé, formé de différents produits dont la volatilité et l'inflammabilité ne sont nullement comparables. De même que sur une grille mécanique on ne peut faire passer du charbon tout venant, les gros morceaux de combustible restant imbrûlés en fin de course alors que les menus ont disparu, de même, dans un moteur réglé pour un carburant de qualité donnée, il n'est pas possible de brûler convenablement sous le nom d'essence un mélange des produits les plus divers. Ni le carburateur, ni le moteur ne seraient susceptibles dans ces conditions d'un bon réglage. Même avec un produit suffisamment homogène, la qualité intrinsèque de l'essence intervient : les produits les moins volatils sont les plus difficiles à brûler et ont le plus de chance d'émettre des mauvaises odeurs; c'est pour cela surtout que les camions dégagent généralement des odeurs plus désagréables que les voitures de tourisme; les essences de cracking devraient à ce sujet être l'objet d'une surveillance spéciale.

Sur tous ces points, la tâche à remplir par un laboratoire central serait des plus utiles. C'est lui qui pourrait définir les qualités requises par un carburant et les conditions générales à remplir par le moteur pour en assurer, aux diverses allures et dans les divers cas, la combustion complète.

2° *Usagers de l'automobile.* — Le moteur une fois construit, c'est à ceux qui en font usage de veiller à ce que la combustion continue à se faire dans de bonnes conditions et à ce que les consommations d'huile et d'essence ne s'accroissent pas.

Certaines sociétés le font d'une manière particulièrement intéressante à faire connaître.

Organisation de la S. T. C. R. P.

À la S. T. C. R. P. par exemple, les consommations sont relevées journellement; dès que l'une d'elles s'accroît, moteur et carburateur sont examinés au dépôt, et, s'il y a lieu, envoyés à l'atelier. Presque toujours, ces consommations anormales sont dues au défaut d'étanchéité de certains organes, ou à des défauts dans la carburation ou dans l'allumage; le plus souvent, la réfection d'un joint, le remplacement d'un ressort, le rodage d'une soupape, parfois le simple nettoyage du carburateur, suffisent à remettre la voiture en état. Tous les huit jours, même si aucune consommation anormale n'a été relevée, on procède à une visite sommaire du

moteur; une visite un peu plus approfondie est faite chaque quinzaine, et une visite complète avec décalaminage, rodage des soupapes, reprise des jeux, etc., est effectuée tous les mois. Après 75.000 kilomètres de parcours, c'est-à-dire environ tous les dix-huit mois, les moteurs sont soumis à une révision générale : le moteur est entièrement démonté, les pièces inutilisables sont réformées, et les autres, après rectification nécessaires, sont utilisées concurremment avec des pièces moteur offrant toutes les caractéristiques d'un moteur neuf.

Après cette réfection, les moteurs passent à la salle d'essais, où leurs courbes de puissance et de consommation sont établies. Cette salle d'essais comporte une dynamo-dynamomètre; on y vérifie 10 p. 100 environ des moteurs, qui sont soumis à des essais très complets, comportant une prise de diagramme par micro-indicateur, la détermination de la température maxima et de la pression maxima d'explosions dans les différents cylindres, les consommations spécifiques et l'indice de toxicité aux diverses allures.

Nous avons vu plus haut dans quelles proportions considérables (de 24 à 14 et même à 6 grammes au kilomètre) la surveillance attentive des conditions de graissage avait diminué les consommations d'huile. Quant à la consommation de carburant aux 100 kilomètres, qui était de 0^h,500 en 1921, elle n'a cessé depuis lors de décroître et n'était plus en 1927 que de 0^h,446.

Organisation de la S. T. I. C.

La Société des transports industriels et commerciaux, qui a en service un grand nombre de camions, a une organisation non moins intéressante, se rapprochant d'ailleurs beaucoup de celle que nous venons de décrire.

Les consommations de chaque véhicule sont, là aussi, l'objet d'un contrôle journalier, pour lequel des précautions toutes spéciales sont prises. Les chiffres relevés sont affectés d'un coefficient variant avec la nature du carburant et avec la température; pour le même service, avec le même carburant, on tolère au fort de l'hiver une consommation supérieure de 8 p. 100 à celle de l'été.

Quand les chiffres corrigés dépassent et, s'il y a lieu, les moteurs — sont revus par un service spécialement organisé à cet effet.

Après réparation, les moteurs sont essayés au frein Froude; on y vérifie leur réglage et leur bon état de fonctionnement et l'on mesure leur couple et leur consommation spécifique à tous les régimes, ce qui permet de les comparer aux moteurs neufs. Des primes de bonne consommation sont allouées aux chefs de garages ainsi qu'au chef de service de la carburation. Les moteurs

tien systématique (vérification des bougies et des magnétos, mesure de la compression, rodage périodique des soupapes, décalaminage des culasses d'explosion, etc.).

Les dépenses de ces diverses vérifications sont largement couvertes par les économies réalisées. Pour n'en citer qu'un exemple, l'installation du banc d'essais a été, d'après les renseignements que nous a fournis la Compagnie, payée en six mois par l'augmentation de 40 p. 100 du kilométrage effectué entre deux révisions.

Pour l'ensemble de la Compagnie, la dépense de carburant aux 100 kilomètres, qui en moyenne avait atteint 33 litres en 1925, n'était plus que de 24^l,4 en 1927, ce qui correspond à une réduction de 23 p. 100 obtenue en deux ans.

L'huile employée est l'objet de la même attention; celle qui a servi est régénérée par un traitement suivi de centrifugation, de manière à enlever l'essence, les résidus à demi brûlés et les poussières; l'huile purifiée est

ensuite utilisée pour le graissage des boîtes de vitesse ou des ponts arrière, ou en mélange avec des huiles neuves pour le graissage des moteurs en service.

Autres usagers. — Des services réguliers comme ceux de la S. T. C. R. P. et jusqu'à un certain point de la S. T. I. C., se prêtent particulièrement bien à la surveillance des consommations. Pour les usagers ordinaires, d'autres facteurs interviennent, qui rendent la comparaison moins aisée; c'est là surtout que des analyses de gaz seraient utiles. De grands garages ou d'importantes entreprises y procéderaient eux-mêmes sans difficultés. Quant aux propriétaires d'une ou deux voitures, ils devraient trouver dans ces garages ou dans d'autres établissements industriels outillés à cet effet, la possibilité de procéder eux-mêmes aux révisions du carburateur et du moteur. Ces révisions seraient à effectuer périodiquement, et en tout cas dès qu'une circonstance quelconque (accroissement des consommations, fumées, etc.) peut faire craindre le mauvais état de l'appareil.

De telles mesures se traduiraient certainement par des économies notables.

Ce serait déjà un sérieux progrès, et bien facile à réaliser, que d'avoir un réglage du carburateur différent en été et en hiver. La même puissance peut, en effet, s'obtenir pour une consommation d'essence sensiblement moindre en été qu'en hiver; à la S. T. I. C. par exemple, la consommation moyenne des mois les plus chauds par rapport aux mois les plus froids fait ressortir une différence de plus de 15 p. 100; si donc un automobiliste conserve en été le même gicleur qu'en hiver, il s'expose à consommer inutilement 15 p. 100 de plus d'essence, et puisque cette essence serait forcément mal brûlée, à déverser dans l'atmosphère une quantité appréciable de produits toxiques.

Conclusions.

Pour réduire au minimum les inconvénients du dégagement, par les moteurs des automobiles, d'oxyde de carbone ainsi que d'autres gaz toxiques ou malodorants et de fumées, deux sortes de mesures sont à prendre : les unes concernant la réglementation à imposer, les autres l'action personnelle à laquelle doivent être incités les constructeurs et tous ceux qui font usage de l'automobile.

A. — RÉGLEMENTATION.

1° Il y a lieu de faire sévèrement respecter l'article 66 de l'Ordonnance de police du 15 mars 1925 et d'étendre aux odeurs ce qui, dans cet article, ne concernait jusqu'ici que les fumées.

L'application de ces prescriptions est de nature à amener, à elle seule, une amélioration considérable dans la situation actuelle.

2° D'autres mesures intéressant la réglementation n'en sont pas moins à prendre. Il convient à cet effet :

a. De surveiller particulièrement l'aération des garages d'automobiles et de ne permettre d'essais de moteurs que dans des locaux bien ventilés;

b. De veiller à ce que, dans les voitures mises à la disposition du public, les voyageurs soient protégés contre les produits d'échappement;

c. De transmettre au Ministère des Travaux publics un vœu tendant, d'une part, à l'obligation imposée aux constructeurs de châssis susceptibles d'être équipés en conduite intérieure, de prendre des précautions spéciales

concernant la sortie des gaz d'échappement, d'autre part, à l'interdiction jusqu'à nouvel ordre du plomb tétraéthyle, de ses dérivés et de tous autres antidétonants toxiques.

3° Il importe enfin de noter qu'en cas d'accident par intoxication, la responsabilité du propriétaire de l'automobile ou du garage, et éventuellement celle du constructeur d'automobiles, pourraient être mises en cause.

B. — ACTION PERSONNELLE DES CONSTRUCTEURS ET DES USAGERS.

Pour se conformer à la réglementation et éviter toute responsabilité en cas d'accident, il faut, *ou absorber avant leur émission au dehors les gaz toxiques ou malodorants et les fumées, ou les empêcher de se produire.*

Il ne semble pas que la première solution (absorbants de fumées) soit pratiquement applicable à l'heure actuelle; elle ne constituera jamais en tout cas qu'un palliatif; elle est, à cet égard, très inférieure à l'autre.

La seconde solution, certainement plus rationnelle, et qui paraît aussi plus pratique, est seule à pouvoir donner toute satisfaction.

Elle a le grand avantage, en assurant la bonne combustion de l'essence et évitant le gaspillage de l'huile, de mettre en concordance les règles de l'utilisation économique du combustible avec les intérêts de l'hygiène.

Un moteur ne devrait en aucun cas avoir un indice de toxicité élevé, ni donner à l'échappement des hydrocarbures non brûlés ou incomplètement brûlés. Ce résultat dépend des constructeurs de l'automobile et de ceux qui en font usage.

Il importe :

1° Pour les constructeurs :

a. Que l'étude thermochimique du moteur d'automobile rentre désormais, non moins que son étude mécanique, dans leurs préoccupations; l'application, à l'étude de l'utilisation du carburant, des méthodes (analyse des gaz, bilan thermique) depuis longtemps employées pour l'étude du chauffage industriel devrait être chez eux de pratique courante;

b. Que la construction du moteur soit établie de manière à assurer, avec un carburateur convenablement choisi, la combustion complète du gaz combustible;

c. Que le fonctionnement des carburateurs soit étudié de manière à obtenir autant que possible cette combustion complète en tous temps, pour toute allure, et pour tout carburant;

d. Que les dispositions adoptées pour le graissage fassent l'objet d'un examen attentif, en vue de réduire les consommations d'huile et de supprimer, dans toute la mesure du possible, la production des fumées;

e. Que les services de laboratoire soient développés dans les usines de construction d'automobiles; que les constructeurs s'entendent entre eux pour organiser un laboratoire central d'études;

f. Que les études poursuivies dans ces laboratoires recherchent, entre autres buts, la création de types d'essence de qualité bien déterminée et adaptée aux moteurs dans lesquels elle doit être utilisée.

2° Pour ceux qui conduisent ou entretiennent une automobile :

a. Que les consommations d'huile et d'essence soient suivies de près et que les moteurs et carburateurs soient soumis à des revisions effectuées périodiquement;

b. Que le carburateur soit notamment réglé d'une manière différente pour l'hiver et pour l'été;

c. Que l'on évite de remplir exagérément le réservoir d'huile de graissage;

d. Que les dispositions utiles soient prises, notamment par l'installation, dans des ateliers ou garages spéciaux, de dispositifs permettant de procéder à des analyses au moins sommaires des gaz d'échappement, pour que les revisions et réglages ci-dessus prévus se fassent de manière à assurer une combustion complète du carburant.

Pour obtenir des constructeurs et de leurs clients ou autres usagers de l'automobile la réalisation de ces mesures et le concours actif sans lequel la réglementation, si utile qu'elle soit, resterait à elle seule insuffisante, il y a lieu pour l'administration de se mettre en rapport avec *les chambres syndicales de l'industrie automobile*, en attirant leur attention sur ces divers points, et d'aviser avec elles aux moyens de les vulgariser. Le jour où tous ceux qu'intéresse l'automobile seront bien convaincus que la toxicité est liée au rendement et que les économies d'huile et d'essence réalisées peuvent être fort importantes, les déversements, dans l'atmosphère, de gaz toxiques et de fumées dus aux automobiles, seront bien près d'avoir totalement disparu.

PRÉPARATION ET MANIPULATION

DES CORPS RADIO-ACTIFS.

RISQUES PATHOLOGIQUES PROFESSIONNELS.

MESURES PROPHYLACTIQUES ET RÉSULTATS

PAR MM. HEIM DE BALSAC, E. AGASSE-LAFONT ET A. FEIL (*).

Le danger du maniement des substances radioactives, mis en évidence par les nombreux cas, déjà signalés, d'affections graves et souvent mortelles contractées à leur contact (radiodermites, anémie, leucémie, etc.) a, pour conséquence, la nécessité d'étudier l'industrie de la préparation des corps radioactifs au point de vue de la pathologie professionnelle et de l'hygiène industrielle.

Convient-il, d'autre part, de classer, dès maintenant, en France, comme elles le sont dans plusieurs pays étrangers, les lésions produites par ces substances au nombre de celles donnant droit à indemnité, pour le professionnel qui en est victime? Quel est le degré de danger qui existe actuellement dans l'industrie des substances radio-actives, et quels sont les moyens propres à l'atténuer ou à le faire disparaître?

Deux enquêtes, qu'il nous a été donné de poursuivre, apportent des données précises pour répondre à cette double question.

Notre première enquête a été faite dans deux usines, où se trouve traité un minerai, importé du Brésil, la monazite, dont on extrait les différents corps que voici :

(*) Travail de l'Institut d'hygiène industrielle (Institut d'hygiène de la Faculté de médecine de Paris). Extrait de la *Presse médicale*, n° 70, 30 août 1930.

a. Des sels de *cérium*, utilisés dans l'industrie de la verrerie, dans les laboratoires pour diverses recherches, et en thérapeutique;

b. Des sels de *terres rares*, qui ont également des applications thérapeutiques;

c. Du *nitrate de thorium*, qui entre dans la fabrication des manchons à incandescence;

d. Enfin du *mésothorium*, dont on connaît les nombreuses indications (traitement des tumeurs, des rhumatismes chroniques, etc.), ce corps étant beaucoup plus radio-actif que le thorium, duquel il dérive.

La monazite se présente sous l'aspect de sable, en petits grains durs, de couleur jaune miel. Pour en extraire le *mésothorium*, on fait subir au minerai, dans la première usine, un certain nombre de manipulations (attaque par l'acide sulfurique, etc.) jusqu'à l'obtention de boues renfermant le *mésothorium*. C'est dans la deuxième usine, où ces boues sont transportées, que le travail s'achève : les diverses manipulations réduisent peu à peu le volume de la masse, jusqu'à obtention de bromure de *mésothorium*.

La préparation du *mésothorium* dans ces deux usines se fait d'une façon très intermittente, par périodes séparées parfois de plusieurs mois. Elle n'occupe que deux chimistes et trois ouvriers, sur un personnel total d'une vingtaine d'ouvriers environ.

Dès le moment où, du fait de la concentration du *mésothorium*, le danger devient plus marqué, seul le chimiste-chef continue et achève les manipulations.

Le travail s'effectue dans de grands ateliers, bien aérés, munis de nombreuses chatières sur les toits, servant de bouches d'aération.

A priori, le danger paraît, pour le personnel de ces usines, en ce qui concerne le *mésothorium*, découler de deux faits possibles. D'une part, le contact du *mésothorium*, avec, comme conséquence, des radiodermites. D'autre part, l'inhalation de l'émanation de *mésothorium*, produit de désintégration dont la vie ne dépasse guère 55 secondes. Cette émanation, absorbée par les voies respiratoires, se transforme dans l'organisme en produits solides, qui y séjournent, s'éliminent difficilement, et peuvent avoir une action nocive, en particulier sur le sang (apparition de leucémie, etc.).

En réalité, ces inconvénients et ces dangers ne se sont pas manifestés chez les quatre sujets que nous avons examinés (deux chimistes et deux ouvriers). Leur examen clinique ne nous a montré aucune manifestation pathologique à noter. Les commémoratifs ne nous ont révélé rien dans leur passé, si ce n'est, chez un chimiste, une légère radiodermite des doigts, survenue, il y a quelques années (à une époque pendant laquelle il maniait des quantités de *mésothorium* plus considérables), affection dont il est actuellement guéri.

Quant aux examens du sang, il ont été également négatifs, ou n'ont montré que des anomalies légères, sauf la présence de globules rouges à granulations basophiles constatée dans trois cas sur quatre.

Voici le résumé de ces quatre observations :

Observation I. — H. ... 43 ans. Manœuvre, depuis un an dans l'atelier de fabrication du *mésothorium*. Est vigoureux, a le teint coloré. Ne présente aucun symptôme pulmonaire, digestif ou rénal. La tension artérielle (app. Vaguez-Laubry) est de 21/13. L'examen du sang montre la formule leucocytaire suivante :

Polynucléaires neutrophiles.....	77
Polynucléaires éosinophiles.....	2
Grands mononucléaires.....	3
Moyens mononucléaires.....	10
Lymphocytes	8

Les globules rouges sont normaux, mais on trouve de rares hématies à granulations basophiles.

Observation II. — B..., 65 ans. Manœuvre depuis un an dans l'atelier de fabrication du mésothorium. Est un peu pâle, mais l'était avant de s'occuper du mésothorium. N'a pas de manifestation digestive, rénale ou nerveuse. La tension artérielle est de 19/11,5. Il tousse un peu. L'examen du sang montre une tendance à la mononucléose (53 polynucléaires et 47 mononucléaires sur 100) et la présence de quelques hématies à granulations basophiles.

Observation III. — L..., chimiste, 28 ans. Occupé au mésothorium depuis un an et demi. A une tension de 16/9. Est un peu pâle, mais ne présente aucun symptôme pathologique. L'examen du sang montre 62 polynucléaires neutrophiles et 3 polynucléaires éosinophiles pour 100 globules blancs. Les globules rouges sont normaux; il n'y a pas d'hématies à granulations basophiles.

Observation IV. — H..., chimiste, 46 ans. Travaille depuis seize ans au laboratoire du mésothorium. Fait ses manipulations sans se servir de gants. — La tension est de 13/9. Il n'a de symptômes ni digestifs, ni rénaux, ni nerveux. Il présente, depuis une congestion pulmonaire, une tendance à l'oppression.

Il a des traces de radiodermite légère au niveau de plusieurs doigts, symptôme qui remonte à l'année 1921, époque à laquelle il a manipulé une quantité plus considérable de mésothorium. Trois examens de sang pratiqués depuis 1925 (les deux premiers au laboratoire de l'Institut du radium, le dernier par nous) ont montré : un nombre de globules rouges et une quantité d'hémoglobine légèrement diminués avec anisocytose; la présence de quelques hématies à granulations basophiles; une tendance à la polynucléose (72 à 80 p. 100); enfin une éosinophilie nette (6 à 7 p. 100).

Notre deuxième enquête a été faite dans un laboratoire où l'on pratique les opérations suivantes concernant les substances radio-actives :

Préparation des solutions de radium et de mésothorium à partir des sels; Transformation du sulfate de radium ou du sulfate de mésothorium en bromure ou en chlorure;

Séparation du mésothorium et du radiothorium; préparation du thorium X.

Elles nécessitent les manipulations que voici :

1° *Travaux chimiques.* — Ces travaux consistent spécialement en mise en solution, évaporation et cristallisation, précipitation, filtration, centrifugation, fusion en milieux alcalins ou acides;

2° *Mesures d'activité des substances radio-actives.* — Ces mesures sont de durée assez longue et se font au moyen d'appareils spéciaux.

3° *Fabrication d'appareils* (tubes de Dominici, aiguilles, etc.). — Elle est particulièrement délicate et exige de grandes précautions. Elle consiste, en principe, à remplir un tube de platine de dimensions très réduites (le diamètre est en moyenne de 1/2 millimètre) de substance radio-active préalablement préparée. On utilise, dans ce but, de petits entonnoirs appropriés, dont le maniement nécessite beaucoup de patience et d'habileté manuelle, pour éviter les pertes, d'autant plus que l'opération doit être faite dans la table couverte, comme nous l'indiquons plus loin.

4° *Manipulation des tubes de verre ou de platine renfermant les substances radio-actives.* — Il s'agit du transport, de la vérification des appareils au point de vue identité, numéro, etc.

Ces différents travaux exposent ceux qui y sont adonnés aux dangers de trois ordres qu'offrent les substances radio-actives en général : danger du rayonnement pénétrant susceptible d'agir à distance; danger d'inhalation de leurs émanations gazeuses et de leurs poussières; danger de brûlures par contact direct avec les téguments.

Contre ces dangers, des mesures préventives rigoureuses sont appliquées :

En vue du rayonnement pénétrant, les substances radio-actives sont contenues dans des récipients ou des coffres en plomb d'épaisseur suffisante; les uns et les autres sont placés dans des locaux peu fréquentés; il est enfin recommandé de s'en tenir aussi éloigné que possible.

En vue de la protection contre les émanations gazeuses et les poussières, les manipulations sont faites à l'intérieur de tables spéciales complètement recouvertes : un dispositif spécial assure à l'intérieur de ces tables, qui forment une cage complètement close, une ventilation énergique. Les manipulations qui ne peuvent pas être effectuées dans ces tables sont faites dans des hottes complètement fermées et ventilées.

Enfin, on évite le danger de brûlures ou radiumdermites par le port de gants de caoutchouc et l'emploi de pinces, dans la mesure du possible, pour manipuler les objets qui renferment les corps radio-actifs.

Ajoutons que des examens de sang sont pratiqués régulièrement, en vue d'une surveillance hématologique, qui a, dans le cas particulier, une grande importance.

Munis de ces renseignements préalables, nous avons recherché, sur les sujets susceptibles d'être atteints dans ce laboratoire par les corps radio-actifs, les symptômes de cette atteinte, pour juger ainsi du degré d'efficacité des mesures de prophylaxie qui y sont appliquées. Ces sujets sont au nombre de 3. En voici les observations résumées :

Observation I. — M^{me} V... A travaillé aux sels de radium pendant seize ans; est employée depuis un an et demi dans l'établissement où elle est actuellement. Elle est pâle et maigre. Elle se plaint d'avoir un appétit capricieux. Elle a eu une seule fois un malaise assez sérieux au cours de son travail. L'examen thoracique montre quelques anomalies respiratoires légères au sommet droit et un souffle extra-cardiaque. Le pouls est à 80, la tension faible (12/7,5, app. de Vaquez-Laubry). L'examen du sang, pratiqué par nous une seule fois, concorde, ce qui était à prévoir, avec les différents examens pratiqués régulièrement par le D^r J. Lavedan, chef de laboratoire à l'Institut du radium, dont voici les relevés :

DATES D'EXAMEN DU SANG.	7 JUIN 1927.	21 DÉC. 1927.	1 ^{er} AVRIL 1928.	10 JUILLET 1928.	4 JANVIER 1929.
Temps de saignement.....	Prolongé : 5'30	Normal.	Normal.	Normal.	Normal.
Cosgulation.....	Normale.	Normale.	8'40	6'30	6'20
Hémoglobine.....	86 p. 100	85 p. 100	80 p. 100	78 p. 100	85 à 88 p. 100
Globules rouges.....	4.370.000	4.250.000	4.070.000	3.690.000	4.640.000
Anisocytose.....	Non.	Non.	Marquée.	Assez marq.	Légère.
Poikilocytose.....	Non.	Non.	Non.	Légère.	Non.
Polychromatophilie.....	Non.	Non.	Non.	Non.	Non.
Globules rouges nucléés.....	0	0	0	0	0
Globules blancs.....	8.760	9.180	6.840	10.000	12.720
Polychromatophilie {	neutro.....	72	74,5	67	71,5
	éosino.....	1	2,5	2,5	3
	baso.....	0,5	1	1	0,5
Grands mono.....	5,5	3,5	6,5	4,5	3,5
Moyens mono et lymphocytes.....	21,5	18,5	23	20	19,5
Hématoblastes.....	Normaux.	Normaux.	Normaux.	Normaux.	Normaux.

Observation II. — M. G..., 26 ans. Manipule depuis deux ans les corps radio-actifs pour la fabrication d'ampoules de thorium X, etc. Sujet d'apparence vigoureux. Ne paraît présenter actuellement aucune manifestation pathologique attribuable aux corps radio-actifs. Sa tension artérielle est normale (14,5/8). Il n'y

a pas d'albuminurie. L'appétit est bon. Les réflexes normaux. Le sang ne présente aucune anomalie du côté des éléments figurés. Nous trouvons cependant une légère éosinophilie, constatée déjà au cours de trois examens antérieurs, dont voici le tableau (D^r J. Lavedan) :

DATES D'EXAMEN DU SANG.	26 FÉVRIER 1927.	2 JUIN 1927.	27 JUILLET 1927.	21 DÉC. 1927.	28 MARS 1928.	10 JUILLET 1928.
Temps de saignement.....	Normal.	Normal.	Normal.	Normal.	Normal.	Normal.
Coagulation.....	Normale.	Normale.	5'	Normale.	6'45	6'30
Hémoglobine.....	90 à 95 p. 100	95 p. 100	88 à 90 p. 100	95 p. 100	95 p. 100	95 à 98 p. 100
Globules rouges.....	5.750.000	5.450.000	5.200.000	4.950.000	5.520.000	5.690.000
Anisocytose.....	Légère.	Non.	Non.	Non.	Non.	Non.
Poikilocytose.....	Non.	Non.	Non.	Non.	Non.	Non.
Polychromatophilie.....	Non.	Non.	Non.	Non.	Non.	Non.
Globules rouges nucléés.....	0	0	0	0	0	0
Globules blancs.....	8.360	7.980	6.060	5.840	7.360	5.840
Poly- chromatophilie	neutro..... 67 éosino..... 1,5 baso..... 0,5	65 2,5 1	62,5 4 0,5	67 4 1	64 3 0	57,5 ¹ 6 0,5
Grands mono.....	8	6	8,5	5,5	9	9
Moyens mono et lymphocytes..	23	25,5	24,5	22,5	24	27
Hématoblastes.....	Normaux.	Normaux.	Normaux.	Normaux.	Normaux.	Normaux.

Observation III. — M. M... S'occupe depuis huit ans de la préparation des corps radio-actifs. A toujours été pâle et maigre. Il ne semble pas que cet état se soit aggravé du fait de sa profession actuelle. Sa tension artérielle est de 13/8. Il n'a pas d'albuminurie. Le fonctionnement digestif est normal. Les réflexes pupillaires et tendineux sont un peu vifs. Du côté du sang, on constate une tendance à la mononucléose, avec éosinophilie intermittente, comme le montrent les examens du D^r J. Lavedan et les nôtres :

DATES D'EXAMEN DU SANG.	25 FÉV. 1927.	2 JUIN 1927.	29 DÉC. 1927.	6 AVRIL 1928.	10 JUILLET 1928.	15 MARS 1929.
Temps de saignement.....	Normal.	Normal.	Normal.	Normal.	Normal.	Normal.
Coagulation.....	Normale.	Normale.	6'30	9'30	6'30	7'30
Hémoglobine.....	90 p. 100	88 p. 100	80 à 85 p. 100	90 p. 100	88 à 90 p. 100	88 à 90 p. 100
Globules rouges.....	5.130.000	4.940.000	4.620.000	5.060.000	4.800.000	4.795.000
Anisocytose.....	Non.	Très légère.	Non.	Légère.	Légère.	Assez marquée
Poikilocytose.....	Non.	Non.	Non.	Non.	Non.	Non.
Polychromatophilie.....	Non.	Non.	Non.	Non.	Non.	Nor.
Globules rouges nucléés.....	0	0	0	0	0	0
Globules blancs.....	12.200	7.600	7.080	7.440	4.720	6.860
Poly- chromatophilie	neutro..... 67 éosino..... 1,5 baso..... 0,5	52,5 2 0	47 12 0,5	57,5 3,7 0,3	44 4 0	52,5 2,5 0,5
Grands mono.....	8	4,5	7	8,5	7	5
Moyens mono et lymphocytes..	23	41	33,5	30	45	39
Hématoblastes.....	?	?	Quelques géants..	Quelques géants.	Normaux.	"

De ces deux enquêtes et des renseignements puisés à d'autres sources, on peut conclure qu'actuellement, en France, le nombre des travailleurs occupés au maniement des substances radio-actives (extraction, préparation, transport) est encore peu élevé, abstraction faite des membres du corps médical et de leurs collaborateurs immédiats. On constate, en outre, que de minutieuses précautions sont prises dans les usines, et il ne semble

pas que, jusqu'ici, des accidents graves se soient produits ou menacent les sujets que nous avons examinés.

Néanmoins, étant donné l'apparition souvent tardive et insidieuse des symptômes, on ne saurait trop multiplier les mesures de prophylaxie.

D'une part, il faut se rappeler que certains sujets paraissent plus prédisposés que d'autres aux accidents; que les femmes, en particulier, sont, en général, plus sensibles à l'action du rayonnement, et que, pour la femme enceinte, il faut songer au danger qui menace le fœtus; qu'enfin les lésions cutanées (eczéma, irritation par port de bandage herniaire, etc.) rendent la peau moins résistante aux radiations.

D'autre part, puisque le danger le plus considérable paraît être du côté du sang, c'est en surveillant régulièrement les sujets à ce point de vue (examen à l'entrée dans la profession, puis examens périodiques) que l'on a toutes ou d'en enrayer le développement.

NITROBENZÉNISME PROFESSIONNEL.

ENQUÊTE SUR LA FABRICATION ACTUELLE

DU NITROBENZÈNE

ET LE DEGRÉ DE NOCIVITÉ DE CE TRAVAIL

PAR MM. HEIM DE BALSAC, E. AGASSE-LAFONT ET A. FEIL (*).

Le nitrobenzène a de nombreuses utilisations industrielles. Tantôt on l'emploie comme succédané de l'essence d'amandes amères, et il est connu dans ce cas sous le nom *d'essence de mirbane* : en pour bonbons, masse-pains, etc.; en parfumerie pour savons, lotions capillaires, etc.; dans la préparation de certaines liqueurs (kirsch, etc.) ou de succédanés de liqueurs alcooliques. Tantôt il sert à la préparation de produits anti-parasitaires ou anti-putrides (mixture pour recouvrir les cadavres dans les cercueils). Il est utilisé enfin pour la préparation de l'aniline.

Étant donnée sa grande toxicité, on conçoit donc que ce dérivé nitré des hydrocarbures, qui se présente sous la forme d'un liquide jaunâtre, huileux, puisse être fréquemment la cause d'intoxications : les unes sont fortuites, chez ceux qui le manient sans en connaître la toxicité, ou qui l'ingèrent par erreur; les autres sont professionnelles, au cours de sa préparation, de son emmagasinement ou de son emploi. C'est de ce deuxième groupe que nous avons à nous occuper spécialement dans cette étude.

L'enquête récente dont nous apportons les résultats concerne le mode de fabrication du nitrobenzène et le degré de nocivité de ce travail.

(*) Travail de l'Institut d'hygiène industrielle (Institut d'hygiène de la Faculté de médecine de Paris). Extrait du *Progrès médical*, n° 19, du 10 mai 1930.

Cette question offre au point de vue des maladies professionnelles un grand intérêt, car ce poison violent a provoqué des accidents relativement fréquents et parfois mortels.

Nous allons exposer d'abord les renseignements que nous avons recueillis sur la technique actuelle de préparation du nitrobenzène, et sur les manifestations pathologiques des ouvriers qui y sont occupés. Puis nous rapprocherons, en une vue d'ensemble, ces documents de ceux qui nous sont fournis par les principaux auteurs qui ont étudié le nitrobenzénisme soit accidentel, soit professionnel.

Fabrication du nitrobenzène. — Dans l'usine que nous avons visitée, le nitrobenzène est préparé dans de grandes chaudières en fer, soigneusement closes. On y verse d'abord de la benzine pure, puis on y fait couler un mélange d'acide sulfurique et d'acide nitrique, que l'on désigne sous le nom d'acide sulfonitrique. La réaction produite par le contact de la benzine et de l'acide a pour conséquence une élévation thermique (75° environ). On refroidit au moyen d'un écoulement constant d'eau dans des tuyaux en serpentins. Le nitrobenzène, obtenu en 10 heures environ, est recueilli dans des cuves d'eau : plus lourd que cette dernière, il reste recouvert par elle, ce qui supprime normalement toute émission de vapeurs, et par suite tout danger d'intoxication.

Nous avons noté que, dans cette usine, les conditions de fabrication sont telles que la prophylaxie des accidents toxiques est rigoureusement assurée. En effet, les ateliers sont vastes et bien aérés. D'autre part, les appareils fonctionnent à l'air comprimé, de telle sorte que l'on serait immédiatement averti de toute défectuosité de fonctionnement et de tout écoulement du liquide hors des parois.

Cependant nous avons remarqué qu'en entrant dans les ateliers on perçoit une très légère odeur, qui rappelle celle des amandes amères, et qui caractérise le nitrobenzène.

Examen des ouvriers occupés à la fabrication du nitrobenzène. — Les sujets que nous avons examinés sont chargés, soit de faire le mélange des deux acides, soit de surveiller les appareils, soit de diriger les ouvriers, à titre de contremaîtres.

Agés de 36 à 58 ans, ils sont attachés à cette fabrication, le plus jeune depuis un an, le plus ancien depuis trente ans. L'interrogatoire et l'examen clinique révèlent chez eux les symptômes pathologiques que voici. Un peu plus de la moitié d'entre eux relatent qu'ils remarquent de temps à autre que leurs lèvres ont une teinte violacée : au cours de notre examen, nous trouvons cet aspect particulier des lèvres et une pâleur légèrement subictérique du visage chez 20 p. 100 des ouvriers. Chez 33 p. 100 nous constatons une congestion anormale du pharynx. La céphalée intermittente est notée chez 45 p. 100 des ouvriers. Lorsque se sont produites des fuites au niveau des appareils, les ouvriers exposés ont eu des vertiges, de la céphalée; leur teint a pris une teinte ardoisée; ils ont eu des quintes de toux. Le contact d'éclaboussures de nitrobenzène sur les mains est sans inconvénient pour eux, au dire de certains ouvriers; par contre, l'un d'eux nous signale qu'il éprouve, au contact du nitrobenzène sur la peau, un léger picotement. D'une façon générale, s'ils relatent les quelques symptômes que nous venons d'énumérer, tous ces sujets affirment que ces symptômes sont intermittents et légers, et aucun d'eux ne nous signale d'accident grave dont il aurait été la victime ou le témoin.

En ce qui concerne l'appareil circulatoire, on trouve un pouls normal (entre 65 et 75 pulsations par minute chez tous les ouvriers.) La tension artérielle est un peu forte : prise avec l'appareil Vaquez-Laubry on trouve

une tension maxima de 14 ou 15 chez 55 p. 100, et de 18 à 22 chez 45 p. 100 âgés de 53 à 58 ans. Chez tous les sujets examinés, les urines ont été trouvées exemptes de sucre, mais l'un d'entre eux avait des urines foncées et un léger disque d'albumine.

L'examen du sang a pu être pratiqué chez la plupart des ouvriers. Du côté des globules blancs, on trouve une légère tendance à la polynucléose (42 p. 100 ont de 72 à 79 polynucléaires pour 100 leucocytes; 42 p. 100 de 60 à 69; 16 p. 100 seulement 53). Le nombre des petits lymphocytes a également tendance à dépasser la normale, car 78 p. 100 des sujets en ont de 11 à 16 pour 100. Il en est de même des éosinophiles, 42 p. 100 des sujets en ayant 4 p. 100, chiffre un peu supérieur à la moyenne.

Quant aux globules rouges, ils ont leurs caractères normaux, sauf la présence constatée, dans la proportion de 28 p. 100, de rares hématies à granulations basophiles : ces éléments se sont trouvés chez eux dans la proportion de 1 à 2 p. 100 leucocytes, soit 1 environ pour 100.000 globules rouges.

Relation d'un cas de nitrobenzénisme collectif professionnel par intoxication de voisinage. — Si notre enquête sur les ouvriers occupés à la fabrication du nitrobenzène ne nous a révélé que des manifestations intermittentes et légères dues à ce toxique, par contre, elle nous a fait connaître un cas curieux de nitrobenzénisme de voisinage, qui mérite d'être relaté. Peu de temps avant notre visite, plusieurs ouvriers, chargés de construire un collecteur d'égout dans le voisinage de l'usine, travaillaient à peu de distance de l'atelier de fabrication du nitrobenzène, exécutant leur travail en galerie, dans des conditions très défectueuses d'aération.

Quelques personnes, attachées à l'usine, furent appelées fortuitement à venir inspecter ce travail, et constatèrent chez ces ouvriers de la pâleur, une teinte ardoisée des lèvres, une tendance au refroidissement des extrémités, et apprirent en même temps qu'ils avaient des maux de tête : habitués à reconnaître les premières manifestations du nitrobenzénisme, elles n'eurent pas de peine à déceler les signes indubitables de cette intoxication, et s'empressèrent d'informer ces ouvriers du danger qu'ils couraient et de leur appliquer un traitement énergique.

Ramenés à l'air libre, et mis ainsi à l'abri des infiltrations de nitrobenzène dans le sol, traités par des inhalations d'oxygène et du café additionné d'une petite quantité d'acétate d'ammoniaque, ils furent aisément débarrassés de leurs symptômes. Un seul d'entre eux, plus profondément atteint, dut être confié aux soins du médecin de l'usine et guérit également.

Cette enquête nous a donc révélé la possibilité actuelle de nitrobenzénisme professionnel, malgré les progrès de la prophylaxie, et nous a montré ces accidents sous la forme bénigne et rapidement curable qu'ils revêtent habituellement dans l'industrie. Mais il convient de noter que, si cette intoxication professionnelle est en général atténuée dans ses symptômes et ses conséquences, elle peut être grave, car le nitrobenzène est un toxique extrêmement dangereux.

Ce danger est mis en évidence surtout par les cas de nitrobenzénisme accidentel, tels que les suivants : usage imprudent et non surveillé de produits à base de nitrobenzène et utilisés comme insecticides, ou ingestion par erreur de ces produits, confondus avec telle ou telle boisson, cidre, vin blanc, etc.; empoisonnement criminel; tentative de suicide; essai de son emploi comme abortif; ingestion qui peut dépasser les doses minimales que tolère l'organisme, quand il y a emploi répréhensible du nitrobenzène, soit en confiserie, soit pour la fabrication de liqueurs (kirsch, etc.) ou de boissons destinées, dans les pays où les boissons alcooliques sont prohibées, à leur servir de succédanées; port de souliers fraîchement teints, et

dans des conditions telles que des vapeurs de nitrobenzène sont émises et inhalées en quantité suffisante⁽¹⁾, etc.

Elle nous a montré d'autre part les symptômes caractéristiques que l'on retrouve, légers ou graves, dans tous les cas.

C'est tout d'abord une *période latente*, courte, de quelques minutes à deux heures environ, qui s'écoule entre le moment de l'inhalation des vapeurs ou de l'ingestion du liquide, et l'apparition des premiers troubles. Cette période est beaucoup plus courte quand il y a inhalation qu'ingestion.

Le *début* des accidents est marqué par de la céphalée, des vertiges, une grande lassitude, de la somnolence, et, s'il y a eu ingestion du liquide, des nausées, des douleurs gastriques, des vomissements.

L'aspect des téguments devient alors typique. D'une part, les régions particulièrement pigmentées et vascularisées, en particulier le nez, les pommettes, les oreilles et les ongles, mais parfois en entier les mains, le visage et le cou, prennent une teinte livide, violet-foncé ardoisée : cette teinte, on a insisté sur ce point avec raison, est différente de la cyanose et se rapproche de la couleur des mûres. On la constate aussi sur la muqueuse linguale, buccale et pharyngée.

Le reste du corps présente une pâleur terreuse, quelquefois subictérique, qui fait contraste avec la cyanose du visage et des extrémités.

La *période d'état* des formes légères est caractérisée par les mêmes symptômes, avec la possibilité de troubles cardiaques (tachycardie, puis bradycardie), de dyspnée et d'hypothermie.

Dans les formes graves, il s'y ajoute des troubles nerveux, amblyopie, mydriase, convulsions localisées ou généralisées, et coma.

La mort peut survenir en quelques heures ou quelques jours, soit par inhalation massive, ou prolongée, soit surtout par ingestion d'une dose atteignant ou dépassant 10 à 15 grammes de toxique. D'après certaines observations, même une dose beaucoup moindre (1 gr.) pourrait être mortelle.

La guérison, sans séquelles appréciables, est habituelle lorsque le sujet est rapidement mis à l'abri des vapeurs nocives, ou débarrassé du toxique par vomissement spontané ou provoqué.

Dans les formes graves, mais non mortelles, l'anémie, les symptômes hépatiques (ictère, cholémie), rénaux (néphrite) et nerveux sont plus ou moins lents à disparaître.

Dans les formes chroniques ou récidivantes, on rencontre les mêmes symptômes, qui s'atténuent, disparaissent et reparaissent avec une intensité variable. Il s'y ajoute parfois une diminution ou une abolition des fonctions génésiques.

Le pronostic est en général moins grave dans le nitrobenzénisme professionnel que dans le nitrobenzénisme accidentel, et pour une double raison. C'est d'abord parce que le premier est presque toujours dû à l'inhalation, et que les vapeurs ont une action irritante sur les voies respiratoires, qui fait que les ouvriers, immédiatement avertis du danger, s'efforcent d'y échapper. C'est, en second lieu, qu'ils connaissent en général ce danger,

(1) Il est habituel d'attribuer à l'aniline, et non au nitrobenzène, les accidents causés par les souliers fraîchement teints. Mais, s'appuyant sur les travaux récents de Stifel, de Miner, de Sanders, Fort Worth et Texas, Nobécourt et Pichon mentionnent l'emploi de teintures pour souliers comme une des causes les plus fréquentes du nitrobenzénisme accidentel (Nobécourt et Pichon. Intoxication par le nitrobenzène. *Paris médical*, 8 novembre 1924.) — Citons également le travail de Ulmann. Intoxication par des chaussures teintes en noir au moyen de produit contenant de l'aniline et du nitrobenzol (*Deutsche Medizinische Wochenschrift*, tome 52, n° 24, 11 juin 1926).

les symptômes de début (céphalée et cyanose), et la thérapeutique d'urgence à appliquer.

L'étude du sang et des organes, dans les cas mortels ou dans les recherches expérimentales, peut-elle préciser la pathogénie des accidents? Nous avons signalé la tendance à la polynucléose, à l'éosinophilie, la prédominance des lymphocytes sur les grands et moyens mononucléaires, et la présence dans le sang de rares hématies à granulations basophiles. Mais ces symptômes hématologiques n'éclairent pas le mécanisme de l'intoxication. Par contre, il convient, en outre, de noter l'altération portant sur l'hémoglobine. Cette altération se manifeste déjà cliniquement par la teinte spéciale des téguments et des muqueuses sur laquelle nous avons insisté. Elle est révélée, d'autre part, par l'aspect du sang, soit recueilli pendant la vie, soit à l'autopsie; il est d'une couleur brunâtre violacée caractéristique, comparable à celle du chocolat, ou plutôt de l'encre (Nobécourt et Pichon).

Quelle est la nature exacte de cette altération de l'hémoglobine? Elle a fait l'objet de nombreuses recherches cliniques et expérimentales, et est encore controversée. Les uns considèrent qu'il y a transformation de l'hémoglobine et de l'oxyhémoglobine en un composé oxygéné plus stable, et par suite impropre à la respiration, la *méthémoglobine*. D'autres pensent qu'il y a décomposition de l'hémoglobine et de l'oxyhémoglobine, avec mise en liberté de leur pigment ferrugineux, l'*hématine*. D'autres enfin incriminent la production d'une combinaison spéciale, la *nitro benzol-hémoglobine*. Mais on a pu se demander aussi s'il ne convient pas d'adopter une théorie éclectique, ces différents corps pouvant apparaître associés ou non, suivant les conditions de l'intoxication.

Cette dernière hypothèse est d'autant plus vraisemblable, en particulier en ce qui concerne la méthémoglobine et l'hématine, qu'il faut se rappeler que, d'après les recherches les plus récentes, l'oxyhémoglobine renfermerait, non pas de l'hématine, comme on le pensait autrefois, mais le peroxyde de l'hémochromogène. L'hématine serait le pigment de la méthémoglobine. De telle sorte que sa mise en liberté dans le sang, en partant de l'hémoglobine ou de l'oxyhémoglobine, serait nécessairement précédée de la transformation d'un de ces deux corps en méthémoglobine⁽¹⁾.

Les constatations anatomo-pathologiques ne permettent pas de préciser davantage la pathogénie du nitrobenzénisme.

Elles montrent la couleur spéciale du sang que nous avons déjà signalée; de la congestion veineuse généralisée; enfin des taches ecchymotiques sur les premiers segments du tube digestif (œsophage, estomac, duodénum), dans le cas de mort par ingestion, dues, soit à l'irritation provoquée par le toxique, soit aux efforts de vomissements. Les organes, dont la putréfaction est retardée, peuvent déceler l'odeur spéciale d'amandes amères de l'essence de mirbane.

Le diagnostic est basé sur les commémoratifs; sur les caractères et l'évolution des symptômes, en particulier sur la teinte si spéciale des téguments et des muqueuses; enfin sur l'odeur d'amandes amères que peuvent présenter l'haleine, les matières vomies et les urines. L'examen spectroscopique du sang montre la présence des raies caractéristiques de pigments anormaux, méthémoglobine et hématine en particulier.

La recherche chimique, pratiquée sur les excréta (urines et matières vomies), et éventuellement sur le sang et les extraits d'organes, peut donner une certitude absolue, en mettant en évidence la présence de gouttelettes huileuses, dégageant l'odeur caractéristique d'amandes amères, susceptibles de se transformer en aniline, à son tour identifiable par les réactifs appropriés.

(1) Voir Lambling et Gley, *Précis de biochimie*, 3^e édition, 2^e tirage (1925).

Professionnel ou accidentel, le nitrobenzénisme exige une thérapeutique énergique et prompte. Les ouvriers du nitrobenzène savent en général l'appliquer sans retard et s'efforcent de soustraire au contact des vapeurs leur camarade intoxiqué, de le faire marcher et respirer largement au grand air : dans les cas légers, cette thérapeutique suffit. S'il y a eu ingestion, les vomissements provoqués (injection d'apomorphine, etc.) et les lavages d'estomac sont utiles.

De toute façon, si le cas est grave, l'emploi de l'oxygène est une arme précieuse : on fera appel aux inhalations avec un masque, sous forte pression, et simultanément aux injections sous-cutanées. La pratique de la respiration artificielle, méthodique et longtemps appliquée, les injections toniques (huile camphrée, caféine, sérum artificiel, etc.), la transfusion sanguine ont amené la guérison dans des cas en apparence désespérés.

LES PEINTURES INDUSTRIELLES.

SUCCÉDANÉS DE LA CÉRUSE ET PEINTURE ANTI-ROUILLE

PAR M. A. VILA, MEMBRE DU COMITÉ TECHNIQUE DE CHIMIE (*).

I. — Quelques mots sur l'histoire des pigments blancs.

Jusqu'à la fin du xix^e siècle, la céruse régna universellement sur les marchés des couleurs blanches. Le blanc de plomb était le seul produit industriel capable de réaliser des peintures grasses, c'est-à-dire des suspensions de pigment dans l'huile de lin, s'étalant en couche mince, séchant à l'air en se solidifiant pour donner des pellicules opaques, souples, imperméables, résistant huit à dix ans à l'usure des intempéries.

On ne connaissait que la céruse pour satisfaire aux besoins de protection et d'esthétique des matériaux de construction.

Bien que le blanc de zinc fût très connu — Courtois et Guyton de Morvaux l'avaient proposé comme pigment inoffensif dès le xviii^e siècle et depuis 1849, Barruel et Leclaire étaient parvenus à vulgariser l'emploi de cet oxyde dans leur célèbre entreprise de peinture — on en consommait peu dans les travaux du bâtiment, l'emploi en était réservé aux travaux d'intérieur, principalement pour les décorations soignées.

Les raisons du peu de succès remporté à cette époque par le blanc de zinc étaient que ce genre de peinture exige des manipulations un peu différentes de celles auxquelles les peintres étaient accoutumés avec la céruse. De plus, le blanc de zinc en pâte qui doit être très bien broyé, si on veut préparer de bonnes peintures, exige pour ce résultat un effort mécanique bien supérieur à celui qui suffit pour la céruse.

Ces soins spéciaux, ce matériel puissant, il fallut se rendre compte de sa nécessité, il fallut enseigner et faire adopter aux peintres des formules de dosage différentes de celles employées pour la préparation des pein-

(*) Conférence faite le 18 juin 1930 par M. A. Vila, à la Société de chimie industrielle en présence des présidents, MM. les professeurs Matignon et Guntz. Extrait de la revue *Recherches et inventions*, septembre 1930.

tures à la céruse et les habituer à bien utiliser les produits siccatifs indispensables à l'emploi des peintures au blanc de zinc.

La production mondiale de la céruse était, en 1898, de 160.000 tonnes; elle s'élevait en France à 20.000 tonnes. Une telle consommation n'aurait pas aisément diminué si une énergique campagne, entreprise par les hygiénistes, en France notamment, n'eût eu son écho au gouvernement qui, par décret en 1902, enjoignit une réglementation de l'emploi de la céruse, interdit le ponçage et le grattage à sec des vieilles peintures et prescrivit toutes mesures pour éviter l'intoxication saturnine chez les ouvriers.

A cette époque, M. J.-L. Breton, alors tout jeune député, fort bien préparé par ses travaux antérieurs à l'étude de ces questions, fut désigné comme rapporteur d'un projet de loi interdisant l'emploi de la céruse toxique. Le rapport de M. J.-L. Breton eut un grand succès à la Chambre, mais fut vivement combattu quand le projet vint au Sénat où une forte résistance des représentants de l'industrie cérusière prolongea la discussion.

Pendant les débats qui durèrent sept années, partisans et adversaires de la prohibition s'efforcèrent de démontrer le bien-fondé de leur thèse respective; M. J.-L. Breton, par la qualité de ses arguments et la valeur scientifique de ses démonstrations, convainquit la Haute Assemblée et obtint le vote de la loi. Promulguée en 1909, cette loi donnait un délai aux industriels pour transformer leur industrie, sans les indemniser. Elle interdisait immédiatement l'usage de la céruse dans les travaux pour les services publics; l'interdiction était reportée au 1^{er} janvier 1915 pour le domaine public et concernait tous travaux exécutés par des ouvriers.

Il faut dire qu'à cette époque les entrepreneurs de peinture disposaient, comme succédané de la céruse, de l'oxyde de zinc pur dont la technique d'emploi, déjà fort éprouvée par cinquante années d'applications effectives, se répandit très vite et qu'un autre succédané : le lithopone, commençait à prendre une grande importance.

Le lithopone, mélange moléculaire de sulfate de baryum et de sulfure de zinc qu'on obtient par réaction mutuelle des solutions de sulfate de zinc et de sulfure de baryum, était devenu un produit industriel.

Le produit fabriqué n'était pas toujours parfait et inaltérable à la lumière, cependant il progressa très vite en qualité et, en 1914, presque tous les pays producteurs étaient en mesure de fabriquer un lithopone apprécié pour les travaux courants, à l'intérieur des bâtiments.

Après la guerre, non seulement les usines de lithopone détruites furent reconstruites et agrandies, mais de nouvelles fabriques s'édifièrent afin de satisfaire largement à la demande du marché français qui alla en augmentant d'une année à l'autre.

Par leur intervention, les Pouvoirs publics, en éliminant la concurrence de l'industrie cérusière, favorisèrent en France l'accroissement de la production de l'oxyde de zinc ainsi que la création et le perfectionnement de la fabrication du lithopone.

Cette dernière industrie, extrêmement délicate, exige de puissants moyens; elle n'a pu se perfectionner et prospérer qu'à partir de l'époque où, par contrainte, la céruse fut écartée du marché des peintures; car presque tous les pays, à l'exemple de la France, interdirent ou codifièrent étroitement l'usage du blanc de plomb.

C'est encore grâce à cette protection légale qu'une toute jeune industrie est née et semble devoir grandir; elle se propose d'extraire des minerais de Titane l'oxyde pur qu'ils renferment pour l'utiliser à la fabrication d'un nouveau pigment. La mise au point de cette industrie a déjà investi des capitaux considérables et provoqué une multitude de recherches et d'essais afin de doter les hommes d'une richesse nouvelle et de fournir à la palette des pigments succédanés de la céruse un élément de plus.

En France, la loi de 1909 fut renforcée par une loi du 31 janvier 1926, qui étend l'interdiction d'emploi du blanc de plomb aux patrons comme aux ouvriers peintres en bâtiment.

On a pu se demander si toutes ces mesures légales, évidemment inspirées par les plus nobles sentiments, étaient d'accord avec les possibilités matérielles et si, en chassant la céruse d'une technique utilitaire, on ne privait pas les usagers des peintures d'une matière spécialement dotée de propriétés impossibles à retrouver ou à réunir dans les succédanés que l'industrie s'efforce de nous offrir.

La céruse a l'épouvantable défaut d'être toxique, mais c'est un merveilleux pigment dont les qualités essentielles n'ont pas été tout de suite obtenues dans ses succédanés.

Notons ici que le mot pigment prend une signification spéciale pour la technique; il désigne une poudre blanche, opaque, dont la propriété essentielle est de s'unir à l'huile pour former une pâte crémeuse, douée de rigidité qui, additionnée d'huile, donne des suspensions fluides d'assez grande stabilité.

En 1929, les succédanés de la céruse étaient fabriqués dans les pays producteurs en quantités bien supérieures à l'ancienne production des cérusiers, preuve que la substitution du blanc de plomb par les blancs inoffensifs se complète. C'est le cas en France tout au moins, ainsi que le justifient les indications de tonnage relatives à la capacité de production de quelques usines qui nous ont été communiquées.

Pour le blanc d'oxyde de zinc, la Société des Mines et Fonderies de la Vieille-Montagne peut produire 18.000 tonnes par an; la Société des Couleurs zinciques, 8.500 tonnes.

Pour le lithopone moléculaire, la Société des Couleurs zinciques peut produire 18.000 tonnes par an. Il faudrait ajouter, pour être complet sur cet article, les productions de fabriques telles que la Société des Produits chimiques et Blancs de Comines et celles de bien d'autres firmes que nous n'avons pas interrogées.

Pour le blanc d'oxyde de Titane, les usines européennes et américaines réunies peuvent fournir annuellement plus de 60.000 tonnes.

II. — Description des expériences de Bellevue.

C'est pour documenter les services publics sur la valeur actuelle des pigments industriels que M. J.-L. Breton, Directeur de l'Office des Recherches et des Inventions, me chargea d'établir et d'exécuter un programme d'essais en vue de comparer, dans les conditions de la pratique normale des travaux de peinture, la céruse et les principaux succédanés qui s'offraient à la date de 1926 sur le marché français.

Pour ces expériences, l'Office mit à notre disposition des murs nouvellement ravalés en plâtre de la façade des bâtiments du Pavillon de Bellevue et des murs neufs de la Station nationale d'Essais des moteurs.

Afin de faciliter les travaux et l'observation des essais, un monorail a été posé tout au long de la corniche du bâtiment. Un échafaudage volant peut glisser sur ce monorail et permet l'examen minutieux, la photographie ou les essais sur n'importe quel point de la façade.

Les murs du bâtiment, construits vers 1900, sont en béton de l'époque, revêtu d'un enduit imitant la pierre (plâtre, chaux, sable). Ce revêtement, ayant beaucoup souffert, fut abattu et remplacé par du plâtre, en avril 1926.

Le ravalement des murs se termina en mai.

Les plâtres furent laissés à sécher pendant les trois mois d'été chauds et très secs de cette année; les peintures expérimentales ne commencèrent

qu'en septembre 1926 et se terminèrent au début d'octobre, grâce à l'excellente équipe et au nombreux matériel prêté par les Etablissements Leclaire, qui furent chargés de ce travail délicat.

Les descriptions des préparatifs des essais, des précautions prises pour organiser cette expérience industrielle, ainsi que les données numériques relevées ne peuvent trouver place ici. Elles sont complètement exposées dans le recueil *Recherches et Inventions* que publie l'Office.

On a profité des grandes surfaces dont on disposait sur les murs extérieurs de la Station nationale d'Essais des moteurs pour faire l'essai du pouvoir opacifiant sur de grands panneaux en réservant les murs de la façade de l'Office pour l'étude de la résistance aux intempéries.

La façade fut partagée en trois secteurs, afin de répartir les peintures dans toutes les orientations possibles. Dans chaque secteur, une partie fut réservée à l'étalement à la brosse à main, une deuxième partie à l'étalement par pulvérisation au pistolet à air comprimé (chromographe Lebaron) et une troisième partie à l'étalement par projection en gouttelettes par l'air comprimé à basse pression, suivi d'un lissage avec une large brosse (appareil « Solidor » de M. Plateau).

Le grand nombre des tracés, et la difficulté de reconnaître les séparations des panneaux obligea à indiquer les divisions en gravant le plâtre, préalablement imprimé d'une couche grasse et recouvert d'une application d'enduit étalé au couteau pour garnir les pores.

Ce tramage en creux facilita le travail des peintres, mais je dus reconnaître qu'en ce faisant j'avais laissé commettre une faute. Les sillons ainsi formés, bien que recouverts par la suite de deux couches de peinture, devinrent plus tard le siège de nombreuses altérations locales des peintures. Cependant, si nous avons eu à regretter cette faute du point de vue de l'esthétique de la façade, il n'en a pas été de même au point de vue de l'étude comparée de l'altération des peintures. Les accidents ont permis une série d'observations curieuses, qui montrent comment chaque peinture réagit selon son pigment sous l'action de dégradations provenant à la fois des intempéries extérieures et des exsudations du subjectile délavé par les infiltrations.

Les peintures ont été composées par le maître peintre de la Maison Leclaire, en suivant les indications que nous lui avons fournies, d'après des documents reçus des fabriques de pigment. Toutes les peintures ont été faites avec la même huile de lin de Bombay, aux caractéristiques normales, la même essence de térébenthine, le même siccatif au manganèse.

Les lithopones ont reçu, en outre, une petite quantité de standolie afin d'améliorer leur tenue aux intempéries, mais pour la seconde couche seulement.

Les industriels qui ont collaboré à cette expérience sont :

Pour la céruse :

Les Etablissements Théodore Lefebvre et les Etablissements Expert-Besançon;

Pour le blanc de zinc pur :

La Société des Mines et Fonderies de la Vieille-Montagne; la Société des Couleurs zinciques;

Pour le lithopone :

La Société des Couleurs zinciques; la Société des Produits chimiques et des Blancs de Comines;

Pour les blancs composites (mélanges de lithopone, de blanc de zinc et autres) :

La Société des Couleurs zinciques;

Pour les blancs à l'oxyde de titane :

La Société industrielle du Titane; la Société des Produits chimiques et des Terres rares;

Pour le blanc d'antimoine « Timonox » :

La Société S.M.P., filiale de Cookson et C^o, de Newcastle.

Au dernier moment, nous disposions d'un grand nombre d'échantillons : onze seulement ont été utilisés, les divisions tracées sur la façade ne pouvant en admettre davantage pour les essais de solidité.

Pour les essais de pouvoir opacifiant, nous avons pu comparer quinze blancs différents, qui ont été appliqués sur quinze panneaux spécialement préparés sur le mur en plâtre de la Station nationale d'Essais des moteurs.

III. — Résultats des expériences de Bellevue.

a. VITESSE D'APPLICATION DES PEINTURES.

Les peintures de la façade exécutées en employant les trois moyens d'application indiqués ci-dessus ont été appliquées en des temps très inégaux.

Dans chaque procédé, les temps ont varié du simple au triple.

En considérant les moyennes de 33 essais, on a trouvé que la surface couverte en une minute était :

Pour le travail à la brosse : de 0 m² 54 en première couche; de 0 m² 57 en seconde couche.

Pour le travail au pistolet : de 1 m² 10 en première couche; de 0 m² 86 en seconde couche.

Pour le travail à l'appareil « Solidor », exécuté par M. Plateau : de 1 m² 08 en première couche; de 0 m² 99 en seconde couche.

On est donc bien près de la vérité en disant que les procédés mécaniques, dans les conditions de l'expérience, ont travaillé deux fois plus vite que le procédé à la brosse à main.

b. POUVOIR COUVRANT EN SURFACE.

Comme nous avons disposé de plusieurs équipes pour chacun des procédés d'application et que nous avons à comparer de nombreux types de peinture, nous avons pu nous rendre compte combien la notion du pouvoir couvrant en surface était difficile à préciser.

Le facteur personnel, la nature des surfaces à peindre, planes ou moulurées, apportent des différences considérables.

Sur des panneaux de même aspect peints, à la brosse à main, la surface couverte par 1 kilogramme de peinture à la céruse a varié de 7 à 11 mètres carrés, de 6 à 7 mètres carrés pour un kilogramme de peinture ou blanc de zinc; de 5 à 8 mètres carrés pour les peintures au lithopone et de 9 à 17 mètres carrés pour les peintures à la céruse.

Dans l'application au pistolet (chromographe Lebaron), le pouvoir couvrant en surface est généralement plus faible, la peinture se trouvant souvent appliquée en couche plus épaisse. Les chiffres relevés pour la céruse ont varié entre 4 et 8 mètres carrés; entre 4 et 6 mètres carrés pour le blanc de zinc; entre 5 et 6 m² 5 pour les lithopone; entre 5 et 15 mètres carrés pour le blanc de titane.

L'application au moyen de l'appareil de M. Plateau a donné des chiffres très supérieurs à ceux relevés avec les autres modes d'application. La céruse a couvert, pour un kilogramme de peinture, 7 à 13 m² 5; le blanc de zinc, 8 à 19 mètres carrés; le lithopone, 8 à 23 mètres carrés; le blanc de titane, 14 m² 5 à 28 m² 7.

Les écarts considérables montrent que la mesure est sujette à de multiples erreurs d'appréciation; on la remplacerait avantageusement par une mesure de fluidité, par exemple, qui est susceptible d'être faite avec précision.

C. POUVOIR COUVRANT OPACIFIANT.

Les résultats des essais de pouvoir couvrant opacifiant des expériences de 1926 ont vérifié des déterminations faites antérieurement à l'Office sur les panneaux d'une pièce à l'intérieur.

Ces déterminations montrent que parmi les peintures aux pigments purs, ce sont celles à l'oxyde de titane et au sulfure de zinc qui possèdent le pouvoir opacifiant le plus élevé; ensuite vient la peinture à l'oxyde de zinc et, en dernier lieu, la peinture à la céruse.

La peinture au lithopone moléculaire, tel qu'il se fabrique actuellement, et celle au blanc à l'oxyde de titane, renfermant environ 20 à 25 p. 100 de TiO₂ dans la pâte, opacifient à peu près également, et d'une manière légèrement supérieure à la peinture au blanc de zinc pur.

L'appréciation des pouvoirs opacifiants, faite au laboratoire avec plus de précision, en suivant toujours le même principe au moyen de teintes superposées appliquées en nombre variable sur des éprouvettes bariolées de bandelettes vertes, rouges et noires, ont donné des résultats concordants.

La technique, au laboratoire, consiste à composer avec une même peinture diluée des collections d'éprouvettes dont chaque bande, diversement opacifiée, représente un poids connu de pigment en poudre par décimètre carré. Cette méthode est assez laborieuse, mais elle présente, sur la détermination au cryptomètre de Pfund, l'avantage de conserver le témoignage de l'essai; elle permet des contrôles par des comparaisons nombreuses. Elle m'a rendu service dans des cas contestés ou discutés.

Les essais de pouvoir couvrant opacifiant effectués en 1926 ont porté sur des peintures de même composition que celles employées sur la façade.

Trois couches successives furent appliquées sur des panneaux bariolés de bandes rouges et vertes, de surface connue (5 à 7 m²). Une partie de la surface de chaque panneau a reçu une seule couche; une autre partie deux couches et, le reste, trois couches.

L'appréciation du pouvoir opacifiant a été faite en tenant compte de l'aspect des panneaux aux endroits bariolés et du poids de pigment déposé sur 1 décimètre carré par trois couches successives de peinture.

Les pigments les plus opacifiants occultent les bariolages avec une seule couche de peinture. Les moins opacifiants laissent nettement distinguer les couleurs de bariolage, même après trois couches de peinture.

Voici le classement, dans l'ordre décroissant, des occultations :

1° Blanc de titane Kronos S.A. (n° 6), 1 gr. 30 par décimètre carré occulté en une couche;

2° Blanc de titane S.P. Thann (n° 10), 1 gr. 62 par décimètre carré, un peu moins occulté;

3° *Lithopone Permalith C.Z.* (n° 7), 2 gr. 04 par décimètre carré, occulté en une couche;

4° *Lithopone Amélia **** (n° 9), 1 gr. 89 par décimètre carré, occulté ou à peine par deux couches;

5° Trimétal R.C.Z. (n° 12), 1 gr. 87 par décimètre carré, occulté ou à peine par deux couches;

6° Lithopone Amélia ** (n° 11), 2 gr. 12 par décimètre carré, occulté ou à peine par deux couches;

7° Blanc de zinc V.M.-Leclaire (n° 13), 2 gr. 56 par décimètre carré, occulté ou à peine par deux couches;

8° Blanc de zinc C.Z. (n° 14), 2 gr. 67 par décimètre carré, occulté ou à peine par deux couches;

9° Blanc de zinc V.M. (n° 2), 2 gr. 76 par décimètre carré, occulté ou à peine par deux couches;

10° Céruse T.L. (n° 1), 3 gr. 08 par décimètre carré, occulté ou à peine par deux couches;

11° Lithopone Amélia ** (n° 15), 2 gr. 33 par décimètre carré, à peine occulté par trois couches;

12° Blanc Ex^r. Extra C.Z. (n° 4), 2 gr. 32 par décimètre carré, à peine occulté par trois couches;

13° Trimétal Vert C.Z. (n° 8), 2 gr. 54 par décimètre carré, à peine occulté par trois couches;

14° Trimonox (n° 3), 2 gr. 64 par décimètre carré, à peine occulté par trois couches;

15° Céruse E.B. (n° 5), 2 gr. 74 par décimètre carré, à peine occulté par trois couches.

En résumé, les peintures au blanc de titane et au lithopone moléculaire sont les plus opacifiantes. Ensuite viennent les peintures au blanc de zinc, une céruse et des peintures composites; enfin, les peintures à l'antimoine, une céruse et les peintures composites plus riches en produits de charge.

d. RÉSISTANCE DES PEINTURES AUX INTEMPÉRIES.

La peinture, au moment où on l'étale, est une suspension de grains minéraux dans un véhicule contenant principalement de l'huile de lin avec un peu ou pas du tout d'essence de térébenthine.

Ce corps fluide possède des propriétés physiques et mécaniques des liquides et des solides qui le composent. C'est ainsi qu'il possède, comme l'ont montré les auteurs américains par des mesures, une sorte de rigidité (Yield-value), bien connue du plus ignorant des ouvriers peintres, car c'est la force qu'il doit vaincre pour obtenir que la peinture, retenue aux poils de la brosse, se fixe et pénètre dans les interstices du sujet à recouvrir.

La peinture grasse, ce fluide rigide se modifie, presque aussitôt étalée, sous l'effet d'une très rapide oxydation, en raison de sa grande surface en couche très mince. On se trouve bientôt en présence d'un matériau nouveau, qui est une pellicule molle, composée par une sorte de béton élastique, à cailloux microscopique, dont le ciment est ici remplacé par la linoxyne de l'huile de lin oxydée.

e. CE QUI S'USE DANS LES PEINTURES.

Au cours du temps, ce matériau va se comporter comme un béton dont le ciment altérable est en voie de modification continue; sa détérioration

surviendra plus ou moins rapidement, selon les réactions internes des éléments de la pellicule.

Ces éléments sont : le pigment, l'huile siccative, et les agents activant l'oxydation siccative, c'est-à-dire les peroxydes organiques non volatils du diluant essence de térébenthine, et les peroxydés minéraux, quand on en introduit.

La plus grande partie du pigment, sinon sa totalité, reste immuable, les variations de température ou les radiations qu'il reçoit ne semblent pas devoir lui apporter des modifications profondes au cours du temps.

L'huile siccative, par contre, renferme de nombreux facteurs d'évolution. Elle épaisse et durcit par absorption d'oxygène qui comble les doubles liaisons de la molécule du glycéride en amenant une augmentation de 9 à 18 p. 100 du poids de l'huile. En même temps, cette matière organique, même dans les conditions normales, tempérées, du séchage des peintures, se consume partiellement; on l'a constaté dans la fabrication industrielle de la linoxyne pour le linoléum. L'eau, les acides carbonique, acétique, les aldéhydes qui se dégagent, représentent une perte de près de 2 p. 100 en carbone et de près de 15 p. 100 en hydrogène. La formation de la linoxyne des peintures doit obéir à la même loi.

Or, on calcule facilement, en tenant compte de la composition des peintures et de la densité de leurs constituants, que le volume de la matière organique est toujours deux ou trois fois plus considérable que le volume de la matière minérale.

C'est donc, en définitive, par le sort de sa matière organique que se règle le comportement de la pellicule de peinture.

Selon les pigments, et c'est un fait, la stabilité de la matière organique est très différente.

Dans les peintures à l'huile de lin pure et aux pigments homogènes à caractère basique, tels que l'oxyde de zinc et la céruse, la linoxyne se conserve inaltérée beaucoup plus longtemps que dans les cas de pigments hétérogènes (lithopones moléculaires) et des pigments composites (mélanges de lithopones ou de blanc à l'oxyde de titane avec du blanc de zinc, du carbonate de chaux ou du sulfate de baryte).

Au cours des quatre années pendant lesquelles nous avons observé les onze peintures en expériences, ces faits, bien connus des praticiens, ont été vérifiés comme nous allons le voir.

A la fin de l'année 1927, aucune altération importante n'était visible sur la plupart des panneaux. On constatait seulement en quelques endroits de la façade des altérations imputables au subjectile ou au mode d'application des peintures, tels que fissures profondes du plâtre en faïençages précoces.

f. APPRÉCIATION DE L'USURE DES PEINTURES.

En avril 1928, certains panneaux commençaient à subir des détériorations plus importantes, et on décida de faire une mesure des altérations apportées par près de deux années d'exposition aux intempéries.

1° *Expérience de lessivage.* — Nous avons fait cette expérience en mai 1928, en présence de MM. Nicolardot et Vieux, délégués par la Société centrale des Architectes qui, dès le début, suivaient avec attention notre étude, et des représentants des syndicats corporatifs et d'industriels intéressés à nos résultats.

Les essais consistèrent à lessiver des parties d'une même superficie (1 m² 5) de chacun des panneaux d'un secteur peint à la main, exposé au Sud (secteur AB).

Ce lessivage fut pratiqué par un ouvrier peintre très soigneux, placé sur l'échafaudage volant, en passant légèrement sur toute la surface, à

deux reprises, une éponge molle très propre, imprégnée d'eau de la ville. L'éponge recueillait toutes les poussières et les particules libres d'adhérence; un rinçage soigné les faisait ensuite passer dans une eau de lavage.

Chaque panneau fournait un volume de 8 à 10 litres de liquides tenant en suspension les poussières dues au farinage et aux produits de corrosion des pellicules par les agents atmosphériques.

Nous pouvons vous projeter les photographies partielles prises par M. le docteur Commandon et ses collaborateurs, à bord de l'échafaudage volant, quelques semaines après les lessivages, à environ 1 mètre de distance des panneaux lessivés et sur la même verticale.

Peinture au premier rang : Céruse T.L., fissurages profonds, dus au subjectile, peinture inaltérée.

Peinture au deuxième rang : B. Ext. Extra C.Z., début de corrosion.

Peinture au troisième rang : Permalith C.Z., sans altération apparente.

Peinture au quatrième rang : Blanc au Titane S.P.C. Thann, sans altération apparente.

Peinture au cinquième rang : Blanc de zinc V.M. Thann, sans altération apparente.

Peinture au sixième rang : Céruse E.B. Thann, sans altération apparente.

Peinture au septième rang : Trimétal C.Z., fissures à lèvres largement ouvertes.

Peinture au huitième rang : Lithopone Amélia **, sans altération apparente.

Peinture au neuvième rang : Timonox, peinture détruite, présence de siccatif en excès.

Peinture au dixième rang : Kronos S.A., sans altération apparente.

Peinture au onzième rang : Lithopone Amélia ***, peinture fissurée et altérations profondes, mais accidentée localement.

Les liquides des lessivages furent laissés à déposer spontanément.

Certains d'entre eux ont été très longs à se clarifier, notamment les lithopones et les blancs composites au titane qui exigèrent plusieurs mois avant de pouvoir être décantés.

Les résidus insolubles restés sur filtre furent séchés; les eaux limpides furent évaporées à sec et les extraits pesés.

En juin 1929, les mêmes essais furent recommencés sur les peintures d'un autre secteur de la façade, exposée au Sud, où l'application des peintures avait été faite à la brosse à main (secteur G).

Ces panneaux, d'une surface de 1 mètre carré, ont été, cette fois, lessivés à l'eau distillée afin de faciliter les travaux ultérieurs de chimie analytique.

Voici les résultats des déterminations effectuées par nos collaborateurs de l'Office avec les produits de ces deux expériences :

Poids secs des poussières entraînées aux lavages :

	SECTEURS	
	A. B. 1928.	G. 1929.
Céruse E. B.....	0 ^g 209	1.034
Céruse T. L.....	0 232	1.928*
Blanc de zinc V. M. O.....	0 566	1.003
Blanc extérieur extra C. Z. O.....	0 967	6.816*
Blanc de Titane Kronos S. A. L.....	1 352	3.101
Lithopone Amélia**.....	1 426	1.820
* Lithopone Amélia***.....	1 575	1.372
Blanc de Titane S. P. C. Thann.....	1 731	2.100
Blanc trimétal C. Z.....	2 194	5.458
Permalithe C. Z.....	5 802	6.616

Le timonox trop altéré ne figure pas dans ces listes.

On voit que les peintures à pigment homogène (oxyde de zinc et céruse) ont nettement moins déchargé de leur substance.

D'autres renseignements nous ont été fournis par cette expérience. On a trouvé que les pigments, suivant leur groupe, contenaient plus ou moins de matière organique destructible par l'attaque à l'acide azotique.

Les poussières de céruse T. L. renfermaient 39 p. 100 de matière organique; de céruse E. B., 30 p. 100; de blanc de zinc V.M., 20 p. 100; de blanc Ext^r. Extra C.Z., 19 p. 100; de blanc de titane S.P.C. Thann, 15,6 p. 100; de Lithopone Amélia **, 11,5 p. 100; de Lithopone Amélia ***, 11,5 p. 100; de Trimétal C.Z., 8,5 p. 100; de blanc Kronos S.A., 7 p. 100; de Permalith C.Z., 2,5 p. 100.

Il est remarquable de constater que les pigments susceptibles de former des combinaisons avec les radicaux acides de la matière organique sont aussi ceux dont les poussières entraînées au lessivage renferment le plus de matière organique, ce sont ceux qui ont le moins cédé de poussière.

On a cherché à connaître dans les poussières provenant des pigments à base de lithopone les rapports des quantités présentes de SO⁴Ba et de ZnS. On sait que, dans le lithopone moléculaire, ce rapport SO⁴Ba : ZnS = 2.33. Il est devenu dans les poussières :

de blanc extérieur extra C. Z.....	$\frac{35}{8,7} = 4;$
de blanc trimétal C. Z.....	$\frac{48,5}{7} = 5,7;$
de blanc Permalitz C. Z.....	$\frac{7,7}{8,7} = 8,8;$
de blanc Lithopone Amélia***.....	$\frac{50}{6} = 8,3;$
de blanc Lithopone Amélia**.....	$\frac{45}{3} = 15.$

Des valeurs si éloignées du rapport primitif sont en contradiction avec l'opinion très souvent émise du lithopone combinaison chimique. Nous avons toujours pensé que le lithopone moléculaire est seulement un mélange de sels dont la composition peut être changée par une action physique.

Les poussières des pigments à base d'oxyde de titane renferment des quantités importantes de TiO² et de sulfate de baryte et très peu d'oxyde de zinc.

On n'a pas examiné les produits des lessivages du Timonox, peinture trop dégradée dans ces essais.

Les poussières des lessivages renfermaient des traces de plomb provenant des panneaux de céruse situés à des niveaux plus élevés.

2° Examen des fragments de peintures. — Nous avons voulu garder des témoignages des altérations produites par les intempéries sur les peintures sur plâtre et en même temps observer les différents caractères des corrosions suivant les pigments.

Dans le secteur G, peint à la main, on a fait détacher au ciseau à froid des fragments de chaque panneau prélevé sur une même verticale dans un emplacement où la conservation était des moins bonnes.

Ces fragments ont été photographiés vus de face et vus suivant des coupes de rupture perpendiculaires au trait de pinceau.

Grâce à la patience et à l'aimable obligeance de M. le docteur Comandon, il vous sera possible de constater sur les projections des photographies les altérations particulières à chaque pigment, comme nous avons

pu le faire avec M. Pupil, ingénieur-conseil du Syndicat des Entrepreneurs de Peinture de la Seine, en examinant ces préparations au microscope.

Il est curieux de rapprocher les résultats des analyses chimiques des micrographies, on est amené ainsi à distinguer deux groupes dans les peintures.

- 1° Les peintures à pigments homogènes à caractères basiques;
- 2° Les peintures à pigments hétérogènes ou à pigments composites à caractère indifférent.

Les peintures du premier groupe (oxyde de zinc, céruse) sont celles dont les matériaux de la pellicule ont perdu le moins de leur substance, dont les poussières riches en matière organique sont une preuve de solidité de l'union entre les particules minérales et la linosyne. Ce sont des modifications qui surviennent dans la constitution du milieu qui amènent une diminution des qualités élastiques et des fissures qu'on observe sur les pellicules usées. Ces fissures sont de deux sortes : des fissures longitudinales dans le sens des traits de pinceau et des fissures en tous sens dues au phénomène de synérèse qui débute à la partie superficielle de la pellicule et qui se poursuit peu à peu dans toute son épaisseur (fig. 4).

Sous ces pellicules les plâtres présentent des effets de corrosion aux emplacements des fissures ouvertes, mais restent protégés dans les parties faïencées sans fissure. Ces pellicules, assez peu perméables, protègent le subjectible partout où ne se retrouvent pas des solutions de continuité.

Les peintures aux pigments du second groupe — lithopone; mélanges de lithopone avec l'oxyde de zinc, avec le carbonate de chaux; blancs à l'oxyde de titane mélangé avec l'oxyde de zinc et le sulfate de baryum — se caractérisent par une décharge beaucoup plus abondante au lessivage. Les poussières provenant des pellicules contiennent peu de matière organique. Les peintures semblent être dépourvues, tout au moins dans les couches superficielles, de la propriété d'être élastique. Les pellicules altérées par les intempéries offrent l'aspect de gels desséchés, spongieux, dans lesquels les grains de pigment restent agglomérés, sans forte adhérence. Une faible friction exercée à leur contact les entraîne par suite de la destruction partielle ou de l'absence du ciment de linosyne des parties superficielles.

La faible teneur en matière organique des couches superficielles explique très bien le mode de désagrégation de ces peintures dans leur partie en contact immédiat avec les agents atmosphériques. Sous ces pellicules usées, le plâtre est fortement attaqué. Des cavernes se sont creusées, un grand nombre sont garnies de cristaux d'efflorescence par suite de l'infiltration de l'eau au travers des pellicules trop perméables, et de l'évaporation des solutions saturées de sulfates de chaux (fig. 5 et 6).

g. OBSERVATIONS SUR LES PEINTURES DE LA FAÇADE.

Pour terminer cette étude, un examen des peintures de la façade, dans leur état actuel, vient d'être effectué en nous aidant du concours de M. Pupil, que je tiens beaucoup à citer ici et à remercier pour sa cordiale et si dévouée collaboration à nos travaux.

Cet examen a montré très manifestement les propriétés de porosité des pigments hétérogènes et, au contraire, la moindre perméabilité de pigments homogènes. En plusieurs endroits, au niveau des traits de séparation des peintures, on observe des corrosions superficielles résultant de ruissellements locaux. A la jonction des couches de plâtre du ravalement, au niveau de points d'infiltration à l'intérieur des matériaux, on constate des corro-

sions de la peinture par un effet de salpêtrage. Très souvent, ces corrosions intéressent à la fois deux parties où plusieurs peintures se rejoignent et il est très curieux de constater que les corrosions se propagent dans les peintures hétérogènes et dans les peintures composites en zones régulières concentriques, tandis que la propagation est nulle ou bien plus faible dans la partie voisine lorsqu'elle est recouverte d'une peinture à l'oxyde de zinc ou à la céruse.

Les photographies de la façade prises le 12 juin dernier apportent leur témoignage saisissant à ces observations.

Rappelons ici que, par suite d'une erreur, une seule peinture au blanc de zinc pur fut introduite dans les essais de résistance aux intempéries, alors que nous disposions de deux marques d'oxyde de zinc pur.

Nous avons réparé cette omission en faisant, en 1928, sur de nouveaux panneaux, une expérience de comparaison de la peinture au blanc de zinc pur de la Société des Mines et Fonderies de la Vieille-Montagne et de la peinture au blanc de zinc pur de la Société des Couleurs zinciques.

Jusqu'ici, il n'est pas possible de constater de différence dans la tenue de ces peintures.

Les essais et les expériences de Bellevue apportent une vérification de plus aux faits reconnus par nos devanciers, à savoir qu'il est possible de substituer aux pigments plombeux vénéneux des pigments inoffensifs. L'un d'eux, l'oxyde de zinc, possède toutes les qualités utiles de la céruse. Ces essais montrent de plus que les chimistes et les industriels sont parvenus à produire de nouveaux pigments doués de plus d'éclat, de plus d'opacité et de plus de blancheur que la céruse et auxquels il ne manque plus que fort peu de chose pour acquérir une solidité équivalente.

Pour conclure sur ces essais avant qu'ils ne disparaissent afin de faire place à de nouvelles expériences suggérées par M. J.-L. Breton, nous dirons que les peintures exposées aux intempéries pendant quatre années, sur les murs de façade de l'Office national des Recherches et des Inventions, se sont mieux conservées et ont protégé davantage le plâtre, là où elles se trouvaient composées avec des pigments à l'oxyde de zinc pur ou à la céruse.

Les peintures au lithopone moléculaire, et les peintures composites ont été plus éprouvées par les intempéries. Elles ont cependant gardé très bon aspect dans les secteurs où les panneaux n'ont pas été le siège d'accidents locaux. Il est fort probable que l'on parviendra à diminuer la perméabilité de ces peintures, à éviter leur désagrégation ou tout au moins à la retarder. Ce sont les problèmes d'actualité auxquels les industriels apportent leurs soins.

Les peintures au blanc de titane dans ces essais sur plâtre se sont comportées à peu près comme les peintures au lithopone de bonne qualité.

IV. — Essais effectués sur les peintures anti-rouille.

Quand la blancheur n'intervient plus dans les qualités nécessaires à la peinture, c'est le cas des peintures recherchées pour la protection des métaux, le problème devient, nous allons le voir, une question d'imperméabilité.

Cette imperméabilité s'obtient d'une manière assez satisfaisante par le choix judicieux des pigments et des liquides du véhicule.

Le minium de plomb fournit avec les acides gras de l'huile de lin des sels qui concourent à la formation d'un complexe colloïdal linoxyne — sels de plomb, dont on connaît les qualités de souplesse et d'imperméabilité. Le minium a le grand avantage, comme tous les pigments plombifères, de se préparer avec des moyens les plus simples.

Mais la généralisation des mesures prohibant l'emploi des pigments vénéneux au plomb a provoqué une recherche, toujours activement poussée, des éléments susceptibles de servir à remplacer les peintures au minium pour les métaux.

Actuellement, de nombreux industriels fabriquent en France d'excellentes peintures antirouille qui, à tous points de vue, peuvent rivaliser avec les anciennes peintures au minium.

Les essais que nous avons suivis depuis bientôt dix années à l'Office national des Recherches et Inventions en sont une démonstration entre beaucoup d'autres.

Nos premiers essais ont été faits sur des plaques de tôle noires 45×30 cm. recouvertes de peintures connues à l'huile de lin, de peintures au blanc de zinc et autres huiles coloniales et de peintures industrielles de compositions non données.

Une série de chaque collection a été exposée en 1921 aux intempéries aériennes, une autre série était immergée partiellement dans des bacs contenant de l'eau de ville.

Après une année, l'épreuve fut arrêtée. On observa les plaques et on les classa suivant leur état de conservation.

Le résultat de ce classement ne fut pas en faveur des peintures au minium qui protégèrent moins bien les tôles que la peinture au gris de zinc et que certaines peintures anti-rouille industrielles.

Quelque temps après ces expériences, sur une demande des Services de l'Intendance, nous avons essayé le pouvoir de protection de vingt-six peintures industrielles et de quatre peintures de composition connue à base de pigments non plombeux, sur la tôle étamée des boîtes de conserve pour l'armée.

L'épreuve dura sept mois et demi. A la fin de l'exposition aux intempéries, neuf peintures seulement avaient maintenu les boîtes en bon état de conservation. Quatre ne présentaient pas trace de rouille, c'étaient toutes les peintures industrielles, deux dont celle au gris de zinc avaient quelques faibles traces de rouille sur la face plane supérieure de la boîte cylindrique, trois autres peintures industrielles avaient seulement quelques points de rouille au même endroit.

Cette étude nous attira de nouvelles demandes de recherche de la part d'autres services publics.

Pour tâcher d'y satisfaire, nous avons conduit nos essais en cherchant des méthodes de vieillissement rapide tout en continuant à appliquer les épreuves de longue exposition aux intempéries.

La première tentative fut la construction d'une étuve thermostatée renfermant une lampe à mercure et pourvue d'un dispositif d'arrosage périodique qui permettait de soumettre des éprouvettes de peinture sur bois, verre ou tôle, ou des pellicules de peinture détachée de leur support par le procédé de M. Ansteete, à des alternatives de chaud (60 à 80° C) et de froid (10 à 15° C.), à un rayonnement de lumière ultra-violette ainsi qu'à des passages d'état humide à l'état sec.

Ce travail ne donna aucun résultat. Il nous montra qu'après soixante-douze jours d'exposition à l'étuve travaillant dix heures par jour, nos éprouvettes subissaient moins d'altérations visibles qu'après un séjour de trois semaines d'exposition aux intempéries sur la terrasse de l'Office en automne.

Ayant appris que M. Gardner aux Etats-Unis, éprouvait les peintures sur un appareil basé sur un autre principe, M. J.-L. Breton en fit construire un semblable et bientôt nous eûmes à notre disposition une roue de grand diamètre animée d'un mouvement réglable, à la périphérie de laquelle des éprouvettes de toutes sortes peuvent être disposées pour subir des alternances de chaud, de froid, de sécheresse et d'humidité ainsi qu'une puissante irradiation aux rayons ultra-violetes.

Des collections de peintures et de vernis, exposées pendant trois mois sur cette roue n'ont pas subi des altérations beaucoup plus considérables que celles observées sur des témoins exposés aux intempéries pendant le même laps de temps.

Pour connaître les effets mécaniques des dilatations et contractions qu'apportent des variations de chaleur sur les peintures, nous avons pu, grâce à l'obligeance de M. Mironeau, ingénieur en chef du Frigorifique des Halles, soumettre des peintures sur tôle à des écarts de température entre -10° et $+20^{\circ}$, en changeant de milieu chaque éprouvette cinq fois par jour pendant une semaine. Ces épreuves ont été insuffisantes pour produire la moindre altération sur les peintures essayées. Il faudrait, dans cet ordre d'idée, disposer, sans doute, de moyens plus puissants.

L'insuccès des recherches pour le vieillissement rapide des peintures nous obligea à recourir aux épreuves de longue durée quand nous eûmes à apprécier les meilleures peintures d'une collection de trente-six échantillons industriels français.

Dans une première expérience nous avons comparé des peintures appliquées en deux couches sur tôle noire et sur tôle galvanisée (plaque de 45×30 centimètres).

Une collection a été conservée à l'intérieur comme témoin.

Une autre collection a été exposée sur le toit de l'Office.

Une troisième a été fixée sur un dispositif flottant et immergée en Seine.

L'exposition aux intempéries aériennes a eu une durée de six mois 1925-1926. L'immersion en Seine a duré sept mois.

Cinq peintures conservèrent les tôles en bon état, une seule les préserva bien des atteintes de la rouille.

Ces essais furent recommencés en 1927-1928 sur des plaques de tôle noire, en comparant une collection de peintures anti-rouille industrielles avec une collection de peintures préparée sur nos indications. Cette fois l'épreuve d'immersion en Seine fut complétée par une épreuve de corrosion par l'eau de mer qui put être effectuée avec les bons soins de M. le Docteur Legendre, directeur du laboratoire maritime de Concarneau.

Dix-sept peintures industrielles furent introduites dans ces essais, accompagnant vingt peintures de formules connues comprenant des peintures à deux couches au minium de fer, au minium de plomb, au gris de zinc, des peintures à une couche aux miniums précédents, recouvertes d'une deuxième couche de peintures au blanc de zinc, à la céruse, au zinc.

Aux intempéries aériennes, les peintures qui protégèrent le mieux les tôles furent des peintures anti-rouille industrielles qui presque toutes figuraient dans les bonnes peintures du classement de l'expérience de 1925-1926.

L'immersion en mer dans un des bassins du port de Concarneau dura seulement 45 jours, pendant l'automne 1928. Déjà, après ce temps de contact avec l'eau de mer, la plupart des peintures était corrodées. La peinture la mieux conservée était une des peintures industrielles qui s'était montrée comme étant la meilleure des précédentes épreuves.

Ces résultats vérifient bien que la substitution des peintures anti-rouille inoffensives au minium de plomb est une chose réalisée. Reconnaissons qu'il a fallu pour cela une grande dépense de recherches et d'essais, mais le but atteint en vaut la peine, même s'il nécessite un plus grand effort de la part des industriels.

En complément des essais de peinture sur la façade de l'Office en 1926, on fit un essai de sept peintures anti-rouille sur les ferrures du bâtiment : le monorail de la corniche et les balcons des fenêtres du deuxième étage.

Après quatre années d'usure aux intempéries, ces ferrures sont presque toutes en bon état et, dè l'avis des personnalités compétentes qui les ont visitées récemment, il est encore trop tôt pour prononcer un classement définitif.

C'est pour hâter autant que possible la conclusion des jugements qu'on est appelé à donner sur les peintures que j'ai eu recours à un mode d'essai qui pourrait s'introduire facilement dans les laboratoires où ce problème se pose.

Le procédé consiste à mettre en contact une éprouvette de peinture qui est une petite assiette d'aluminium recouverte entièrement par deux applications de peinture ou de vernis à essayer, avec une solution de sel marin et de bichlorure de mercure dans l'eau distillée (*).

Les éprouvettes, normalement séchées, sont remplies dans leur partie creuse avec la solution et laissées au repos à la température ordinaire.

Si les pellicules sont imperméables, la solution s'évapore sans provoquer la moindre corrosion. Dans le cas contraire, la filtration du liquide au travers de la membrane est décelée immédiatement car dès que du liquide arrive au contact de l'aluminium une vive réaction s'amorce et se poursuit avec accompagnement de dégagement de gaz hydrogène et formation d'alumine qui foisonne. En quelques heures on peut ainsi classer des peintures dont les pellicules présentent d'imperceptibles solutions de continuité.

Appliquée conjointement aux essais de corrosion au jet de sable, sur des éprouvettes ayant subi les effets de séjours en étuve chaude-froide et sur des éprouvettes irradiées au rayonnement ultraviolet, ces essais préciseront les observations qui peuvent être effectuées au laboratoire en renseignant rapidement sur la perméabilité des pellicules.

Toutes les observations que nous avons faites depuis ces dernières années sur les peintures industrielles, blanches et anti-rouille, nous font penser que les progrès considérables accomplis dans les recherches et les fabrications des pigments minéraux doivent se compléter par la découverte de mélanges d'huiles, de plastifiants convenant à chaque type de pigments. De meilleures formules de véhicule apparaîtront quand nous connaîtrons mieux les propriétés physiques, chimiques et mécaniques des complexes colloïdaux qui se forment dans le ciment des pellicules.

Souhaitons que des encouragements soutiennent les efforts des chercheurs qui travaillent dans cette direction.

CONTRIBUTION

À L'ÉTUDE DES PNEUMOKONIOSES PROFESSIONNELLES

PAR M. ANDRÉ FEIL (*).

Il est peu de maladies professionnelles qui soient aussi discutées que les pneumokonioses.

Les divergences d'opinion se manifestent principalement à propos de l'antracose considérée, bien à tort, par la majorité des auteurs, comme la plus importante et la plus répandue des pneumokonioses professionnelles, tandis que la silicose, qui est sans doute la seule vraie pneumokoniose, peut-être aussi la seule qui produise par son action propre de la

(*) A. Vila, *Recherches et Inventions*, n° 175, avril 1930.

(*) Extrait de *La Presse médicale*, 12 juillet 1930.

sclérose pulmonaire, ne trouve qu'une place limitée, quelquefois une brève citation dans les livres classiques.

Il est donc nécessaire de réviser complètement, d'après leur importance, le classement des pneumokonioses.

Cette étude offre un autre intérêt.

Par un décret tout récent (16 novembre 1929), qui complète celui du 16 février 1927, le Ministre du Travail vient de rendre obligatoire la déclaration des cas :

c. *D'affections pulmonaires déterminées par l'absorption de poussières siliceuses, calcaires ou argileuses;*

d. *D'affections pulmonaires déterminées par l'absorption de poussières de charbon.*

Le décret spécifie que la déclaration est ordonnée « en vue d'étendre, éventuellement, aux maladies professionnelles la législation sur les accidents du travail ». Pour que les médecins puissent faire leur déclaration en connaissance de cause, il convient qu'ils soient instruits des recherches récentes qui ont profondément modifié, dans ces dernières années, la question de la silicose, de l'antracose et, d'une façon générale, des pneumokonioses.

*
* *

Le mot pneumokoniose a été employé pour la première fois, en 1866, par Zenker. Si l'on conserve à ce terme son sens littéral (*pneumon* : poumon; *konis* : poussière), on doit réunir sous cette expression « non seulement les maladies de l'appareil respiratoire, constituant des entités morbides nettement déterminées, mais encore toutes les manifestations, minimes ou graves, aiguës ou chroniques, qui permettent d'affirmer, soit pendant la vie, soit lors des vérifications anatomiques, des modifications plus ou moins profondes du parenchyme pulmonaire, maladies et lésions pour lesquelles la pénétration professionnelle de poussières paraît devoir être plus ou moins directement incriminée ».

Cette définition est celle proposée par Heim de Balsac et Agasse-Lafont dans leur rapport au Congrès de Londres de 1912. Elle est parfaitement exacte si l'on accepte que le terme pneumokoniose puisse désigner toutes les affections des voies respiratoires, même les plus bénignes, produites par l'inhalation des poussières. Mais, une telle définition, donnant au mot pneumokoniose un sens aussi étendu, arrive presque à confondre la pneumokoniose avec la simple inhalation de poussière. Si elle était acceptée, on serait en droit de décrire, dans le chapitre des pneumokonioses, des affections de causes multiples et variées : les unes toxiques, telles que le saturnisme (poussières de plomb), l'hydrargyrisme (poussières mercurielles), l'arsénicisme (poussières arsenicales); les autres microbiennes, par exemple le charbon ou la tuberculose (inhalation de bactériidies charbonneuses ou de bacilles de Koch apportés par les poussières); et aussi les pneumokonioses aiguës produites par les poussières caustiques, telle la pneumonie à scories.

Il est manifeste que ces diverses affections ne rentrent pas dans le cadre de ce qu'on appelle, communément, les pneumokonioses.

Parler de pneumokoniose, c'est évoquer l'idée d'une lésion chronique du poumon. Aussi, serait-il désirable de donner au mot pneumokoniose un sens restreint, de le réserver à toutes les formes de fibrose pulmonaire qui résultent de la pénétration et de la fixation dans les poumons des particules solides répandues dans l'atmosphère. Au terme un peu vague de pneumokoniose groupant toutes les affections de l'appareil respiratoire, même les

plus bénignes, causées par l'inhalation de poussières, nous opposons celui de *pneumokoniose-maladie sclérosante*.

Nous tenant à cette définition, nous allons essayer de distinguer, parmi les poussières, celles qui sont les agents actifs des pneumokonioses.

*
* *

CLASSIFICATION DES POUSSIÈRES. — On doit entendre par poussières des particules solides dont la taille varie de 1 micron à 150 microns environ.

Les variétés de poussières sont très nombreuses. Pour faciliter leur étude, on s'est efforcé de les classer suivant leur nature et suivant leur rôle nocif.

Les classifications qui se basent sur la nature des poussières sont les plus simples. La plus connue est celle déjà ancienne proposée par Layet; cet auteur distingue les poussières suivant leur origine : *animale, végétale* ou *minérale*. Dans chacun des groupes, Layet établit des divisions suivant la nature de la poussière. Par exemple, dans le règne animal, il envisage successivement le crin, la laine, le cuir, la plume, la soie, la nacre, etc., et pour chacun d'eux il indique les professions qui sont appelées à les manier. Cette classification a le grand avantage d'être commode pour une énumération complète des poussières; elle est simple, pratique; elle permet de retrouver facilement la profession nocive.

Hoffmann, en 1908, a adopté une division des poussières qui se rapproche beaucoup de celle de Layet. Il classe les poussières en : *métalliques, minérales, végétales, animales* et *mixtes*.

D'autres auteurs préfèrent classer les poussières d'après leur rôle nocif. Déjà, en 1876, Richardson avait proposé la classification suivante : poussières *organiques* (toxiques); poussières *inorganiques* (composés chimiques toxiques); poussières *salines*; poussières *vulnérantes*; poussières *irritantes* et *obstruantes*.

En 1912, dans leur rapport au Congrès de Londres, Heim de Balsac et Agasse-Lafont distinguent, au point de vue de la nocivité, cinq groupes de poussières qu'ils classent d'après leurs caractères prédominants :

Les poussières :

Toxiques;

Caustiques;

Infectieuses;

Molles et malléables;

Dures, encombrantes, vulnérantes et pénétrantes.

Les trois premiers groupes constituent les poussières actives, les deux derniers les poussières inertes.

Au Congrès d'Amsterdam de 1926, Sternberg propose une nouvelle classification qu'il reproduit dans un rapport présenté à Lyon (Commission internationale permanente pour les maladies professionnelles, mai 1929). Il distingue au moins cinq groupes de poussières d'après les effets qu'elles déterminent sur l'organisme :

1° *Allergie de l'organisme entier avec asthme*; tel que l'asthme des ouvriers de l'ipéca, des fileurs de soie; le catarrhe des ouvriers du coton;

2° *Effet chromatique local* (anthracose simple, tabacose); le poumon ne présente aucune altération essentielle en dehors de la coloration produite par les particules de poussière inhalée;

3° *Effet local microchimique* (silicose, chalicose, pneumokoniose au sens restreint). A ce groupe appartiennent les vraies pneumokonioses, les seules capables de produire la sclérose du poumon;

4° *Effet local colloïdal* (amylose des bronches);

5° *Effets infectieux* (charbon, tuberculose, pneumonie, pneumomycose, psittacose).

Sternberg paraît bien près d'admettre un autre groupe comprenant les poussières qui agissent pour activer ou empêcher les infections; peut-être même existe-t-il des poussières qui ont un effet activant sur les germes des carcinomes ?

QUE FAUT-IL PENSER DE CES DIVERSES CLASSIFICATIONS ? — De façon générale, nous croyons qu'un classement des poussières basé sur leur rôle nocif est le plus logique.

La classification de Sternberg est très complète, mais à notre sens un peu artificielle. Elle fait intervenir la coloration des poussières qui est un caractère accessoire et de peu d'importance; elle groupe dans un même chapitre (allergie de l'organisme entier avec asthme) des poussières de nature très différente dont le rôle est encore mal connu (phénomènes d'anaphylaxie). D'autre part, nous ne voyons pas dans quelle catégorie on doit ranger les poussières toxiques ou caustiques.

La classification proposée par Heim de Balsac et Agasse-Lafont est plus simple, plus compréhensible, mais elle ne cadre pas absolument avec la conception moderne des pneumokonioses.

Voici comment il nous paraît possible de concevoir une classification des poussières :

1° *Les poussières actives.* — Ce groupe comprend les poussières toxiques, infectieuses et caustiques de la classification de Heim de Balsac et Agasse-Lafont. À ce groupe appartiennent les poussières de plomb, de cinabre (mines de mercure), de charbon (bactéridie charbonneuse inhalée), les scories de déphosphorisation, etc. Ces poussières ne produisent pas de sclérose; leur action sur les poumons est souvent très faible, elles atteignent habituellement l'organisme tout entier. Elles sont la cause de diverses affections professionnelles, aiguës ou chroniques, qui trouvent place dans les chapitres spéciaux (le saturnisme, l'hydrargyrisme, le charbon, etc.);

2° *Les poussières sclérosantes.* — La silicose en constitue le type fondamental. Ces poussières ont une action lente qui n'apparaît dans le poumon qu'après plusieurs années. Il semble, d'après les recherches récentes, que la silice est l'élément nécessaire, qu'on retrouve dans toutes les poussières productrices de pneumokonioses (anthracose, sidérose, etc.). Ce sont ces poussières qui déterminent les pneumokonioses vraies;

3° *Les poussières inertes.* — Ainsi appelées par opposition aux poussières actives. Elles comprennent toutes les poussières qui ne se rattachent ni à l'un ni à l'autre des groupes précédents. Leur action est locale et s'arrête habituellement à l'arbre respiratoire. Elles sont susceptibles d'irriter les bronches, la trachée; exceptionnellement elles peuvent être la cause de bronchites, de pneumonies. Ce sont les poussières les moins importantes au point de vue de l'hygiène professionnelle.

Les poussières inertes sont les unes molles et malléables (coton, plume, etc.), les autres dures et vulnérantes (charbon, sciure de bois, etc.).

La classification que nous proposons, qui n'est en somme, qu'une modification de celle adoptée par Heim de Balsac et Agasse-Lafont, peut être schématisée de la façon suivante :

Poussières actives : toxiques; infectieuses; caustiques;

Poussières sclérosantes (silice);

Poussières inertes : molles et malléables; dures et vulnérantes.

*
* *

CLASSIFICATION DES PNEUMOKONIOSES. — Toutes les poussières sont-elles capables de produire des pneumokonioses ? Manifestement non, surtout si l'on réserve, comme il est désirable, au mot pneumokoniose, sa signification restreinte de pneumokoniose-maladie, c'est-à-dire de lésions pulmonaires chroniques à tendance fibreuse, causées par les poussières.

Il faut, dès lors, éliminer de la description des pneumokonioses toutes les poussières actives (toxiques; infectieuses; caustiques); et parmi les poussières inertes, celles qui sont molles et malléables. Aucune de ces poussières n'étant capable de déterminer, par elle-même, de la sclérose pulmonaire.

Les poussières *toxiques* (plomb, mercure, arsenic) exercent, en effet, une action nocive sur l'ensemble de l'organisme et non particulièrement sur le poulmon. La porte d'entrée, seule, pourrait justifier leur admission parmi les pneumokonioses, car, leur allure clinique n'a rien d'une affection pulmonaire; il s'agit, suivant la nature de la poussière, d'une intoxication générale saturnine, mercurielle ou arsenicale.

Les poussières *infectieuses* véhiculent des microbes qui sont des agents actifs de maladies, telle par exemple la maladie charbonneuse broncho-pulmonaire. Peut-on considérer cette dernière affection comme une pneumokoniose ? Nous ne le pensons pas, sinon rien n'empêcherait d'interpréter de la même façon les mycoses pulmonaires, la pneumonie et même la tuberculose dont le bacille est transporté par les poussières dans le poulmon.

Les poussières *caustiques* constituent, d'après les auteurs classiques, le groupe des pneumokonioses aiguës. En réalité, pas plus que les poussières toxiques ou infectieuses, elles ne doivent être considérées comme de vraies pneumokonioses. La variété la plus importante est la *pseudopneumonie à scories*, bien connue depuis les travaux d'Attimont, de Monnier et Gautret. Il est vraisemblable, ainsi qu'on l'admet généralement, que l'inhalation des poussières de scories, renfermant de la chaux et de l'acide phosphorique, produisent une action vulnérante caustique, et que cette lésion est le point de départ d'accidents aigus et du développement de germes pathogènes. Mais à cela seulement se réduit la ressemblance avec les pneumokonioses fibreuses, car elles s'en différencient par tous les autres caractères cliniques, anatomo-pathologiques et bactériologiques, qui sont ceux d'une pneumonie ou d'une broncho-pneumonie pseudo-lobaire à évolution rapide, sans tendance à faire du tissu scléreux. La pneumonie à scories n'est pas une pneumokoniose.

Les *poussières molles et malléables* (coton, laine, plumes) pénètrent avec difficulté dans les voies aériennes et elles en sont aisément expulsées. Elles sont surtout dangereuses parce qu'elles peuvent servir de véhicule aux germes pathogènes. Leur configuration n'entraîne aucune érosion, aucune dilacération des tissus; mais leur présence et leur accumulation dans les voies respiratoires peut amener, à la longue, l'irritation de la trachée et des bronches, et, comme conséquence, des lésions bronchiques, de la dilatation des bronches ou de l'emphysème pulmonaire. En somme, les poussières molles et malléables ne paraissent pas avoir une action directe sur le poulmon, elles n'occasionnent pas de pneumokoniose vraie, mais une bronchorrhée professionnelle, comme l'avait reconnu Layet. Faisons cette réserve, cependant, que certaines poussières molles contiennent de la silice en combinaison; il n'est pas impossible qu'il puisse en résulter de la sclérose pulmonaire.

Restent deux groupes de poussières : les *poussières sclérosantes*, d'une part; les *poussières dures et vulnérantes*, d'autre part. C'est à ces deux

groupes qu'appartiennent les pneumokonioses vraies. Celles-ci ont pour caractères de se montrer après un temps relativement long, d'avoir un développement progressif et une marche lente, malgré les épisodes aigus ou subaigus qui peuvent, bien entendu, comme dans toute affection chronique, s'y montrer. On a isolé parmi les pneumokonioses chroniques :

- La silicose due aux poussières de silice;
- L'anthraxose due aux poussières de charbon;
- La sidérose due aux poussières de fer;
- La schistose due aux poussières d'ardoises.

Citons aussi les pneumokonioses dues aux poussières d'argile, de calcaire, etc.

D'après les auteurs classiques, ces diverses poussières (charbon, fer, ardoises, calcaire, etc.) sont capables, par leur action propre, de déterminer des scléroses pulmonaires. Cette conception est fortement combattue par les auteurs modernes, principalement à l'étranger; on a tendance, à l'heure actuelle, à considérer que la silice et ses composés sont les seules poussières dont l'inhalation puisse déterminer la sclérose du poumon.

*
* *

Avant de clore cette introduction à l'étude des pneumokonioses professionnelles, nous allons indiquer dans une rapide esquisse l'étiologie et la pathogénie des plus importantes.

LA SILICOSE.

C'est la pneumokoniose provoquée par l'inhalation des poussières de silice libre (Si O²). On lui a donné d'autres noms : chalicose¹, cailloute, mal de Saint-Roch, phtisie des tailleurs de pierres.

La silicose est manifestement la plus importante des pneumokonioses, tant par la netteté des signes cliniques, la gravité des complications, son association si fréquente avec la tuberculose, que par le nombre considérable des ouvriers qui en sont atteints.

Si la connaissance de la silicose est ancienne, les recherches scientifiques qu'elle a suscitées sont beaucoup plus récentes. Elles résultent principalement des travaux des médecins experts de Grande-Bretagne et d'Afrique du Sud (Collis, Mavrogordato, Irvine, etc.), à qui nous devons les acquisitions nouvelles, très importantes, sur la nature de cette pneumokoniose, son étiologie, sa pathogénie, ses rapports avec la tuberculose.

Actuellement, les auteurs de tous les pays sont d'accord, la silice a sur le poumon un pouvoir sclérosant et tuberculisant non douteux. Le type le plus représentatif de cette sclérose est le poumon bien connu du tailleur de pierres, caractérisé par sa coloration grise, dur à la palpation, et comme farci de petites nodosités confluentes.

Comment agissent les poussières siliceuses ? On ne le sait pas exactement. Cependant, on tend à admettre avec Gye, Kettle, Mavrogordato, que la silice libre, qui se solubilise légèrement dans les tissus envahis et forme un colloïde positif, possède des propriétés réellement toxiques.

(¹) La chalicose sert plus particulièrement à désigner les pneumokonioses des ouvriers tailleurs de pierres; il est préférable de dire silicose, puisque c'est la silice qui est l'élément nocif.

On en a fait la démonstration chez l'animal : l'injection d'une dose minime de solution ou de poussière de silice détermine une nécrose localisée avec formation de tissu fibreux, tandis qu'une dose forte entraîne la mort des animaux.

S'il n'est pas douteux que les poussières siliceuses inhalées ont sur le poulmon une action sclérosante, on n'a pu en fournir la démonstration définitive; il a été jusqu'ici impossible de reproduire chez l'animal, *par inhalation*, une sclérose du poulmon semblable à celle qu'on observe chez les tailleurs de pierres. Il est vrai que chez l'animal les expériences n'ont porté que sur un temps relativement court, tandis que chez l'homme l'inhalation des poussières se poursuit pendant des dizaines d'années.

L'ANTHRACOSE.

On désigne du nom d'antracose (*anthras* : charbon) les pneumokonioses causées par l'inhalation et la fixation dans les poulmons de particules charbonneuses répandues dans l'atmosphère.

Jusqu'à ces dernières années, on enseignait dans tous les livres classiques que l'antracose était la plus fréquente des pneumokonioses. Et longtemps, on a attribué aux poussières du charbon le pouvoir de produire une condensation scléreuse du poulmon et même de former des cavernes. Des recherches récentes ont montré l'exagération de cette opinion, et nombreux sont les auteurs qui vont jusqu'à nier son existence même. Ils ont, pour justifier leur opinion, des arguments de haute valeur.

Böhme, examinant des poulmons d'ouvriers mineurs qui avaient travaillé un charbon très pur, non mêlé d'autres poussières, les trouva très noirs, mais sans aucune lésion fibreuse.

Edling fit la même constatation chez les travailleurs de la mine de Höganös (Suède), qui renferme un charbon non mélangé de poussières siliceuses.

Est-il nécessaire de rappeler que ni Claisse et Josué, ni Lubenau, ni Willis, n'ont jamais réussi à produire la sclérose pulmonaire en faisant inhaler à l'animal bien portant du noir de fumée? Jötten et Arnoldi n'ont pas obtenu un meilleur résultat avec la poussière de charbon.

Il paraît ainsi démontré que la poussière de charbon est uniquement capable de colorer le poulmon; elle ne peut, dans les conditions habituelles, produire la fibrose. Celle-ci se forme chez les ouvriers qui, en plus du charbon, respirent des poussières siliceuses⁽¹⁾. Le poulmon est d'autant plus induré et sclérosé que la quantité de silice inhalée est plus considérable.

La silice joue donc un rôle de première importance dans la formation des scléroses antracotiques. Il semble même, comme le croient plusieurs experts, que la silice favorise l'envahissement du poulmon par la poussière de charbon, le carbone en suspension dans l'atmosphère se fixerait sur les particules de silice pour pénétrer dans le poulmon, s'y fixer.

Les belles recherches histo-chimiques de Policard et Doubrow apportent un appui à cette hypothèse. En utilisant leur méthode de la microincinération, ils ont montré la coexistence constante du pigment antracotique « à carbone » avec des accumulations silico-calcaires et le parallélisme rigoureux, quantitatif et topographique, entre ces deux substances.

(1) Sternberg fait remarquer que cette opinion se trouve déjà soutenue dans le rapport général du Conseil de salubrité de la Seine, 1849-1858.

Au double point de vue anatomique et clinique, il faut envisager l'anthraxose sous deux aspects très différents :

1° *L'anthraxose pure*. — Le poumon est envahi par de la poussière de charbon, sans apport de poussières siliceuses. Cette forme ne présente aucun caractère pathologique; ce n'est pas une pneumokoniose vraie. Ce qui ne veut pas dire qu'il ne puisse résulter quelque trouble mécanique, quelque gêne de la respiration par suite de l'encombrement pulmonaire par la poussière charbonneuse.

2° *L'anthraxose silicose*, produite par la pénétration dans le poumon de poussières de charbon et de silice. Cette forme présente de la sclérose avec tous les caractères anatomiques et cliniques d'une pneumokoniose vraie.

LA SIDÉROSE.

La sidérose (*sidéros* : fer) est la pneumokoniose provoquée par l'inhalation des poussières de fer.

Jousset et les auteurs lyonnais : Paviot, Chevalier et Révol, ont montré que, bien souvent, dans l'anthraxose, il y a augmentation de la quantité de fer contenue dans le poumon et qu'on en retrouve dans les crachats. Jousset a même affirmé la nature sidérosique du pigment anthracosique. En réalité, cette sidérose modérée, physiologique, d'origine sanguine, ne rappelle en rien la sidérose professionnelle liée à l'inhalation de particules ferriques; et plusieurs observations publiées récemment, comme des cas de sidérose professionnelle, ne sont en réalité qu'une simple surcharge martiale du poumon d'origine sanguine (Paviot, Chevalier et Révol).

Si nous éliminons ces faits pour n'envisager que la véritable sidérose professionnelle, on peut dire que c'est une pneumokoniose assez rare, si on compare sa fréquence au nombre des ouvriers métallurgistes qui inhalent des poussières de fer. C'est qu'il ne suffit pas, évidemment, pour engendrer une pneumokoniose, que le fer soit inhalé dans le poumon; il faut, pour qu'il s'y fixe, pour qu'il détermine une sclérose de l'organe, qu'il existe chez l'ouvrier une prédisposition particulière, dont la cause encore nous échappe, mais qui est, peut-être, comme semblent le démontrer des recherches récentes, faites en Angleterre, la présence de poussières siliceuses (Collis).

Il résulte, en effet, de plusieurs enquêtes d'experts anglais (Collis, en 1918; Goadby, en 1925; Cronin, en 1926), que la sidérose est assez fréquente chez les ouvriers des mines de fer de Cumberland et du Lancashire-Nord. La poussière de ce minerai contient 10 à 12 p. 100 de silice; il est probable que ce corps joue un rôle important dans la fixation des poussières ferriques dans le poumon.

LA SCHISTOSE.

On a isolé sous le nom de schistose (maladie professionnelle des ardoisiers) une pneumokoniose due à l'inhalation des poussières d'ardoises.

Les statistiques indiquent, en effet, que la sclérose pulmonaire et la tuberculose sont plus fréquentes chez les ardoisiers que dans la plupart des autres catégories de travailleurs. Mais il faut reconnaître que cette maladie ne présente rien, ni dans son évolution, ni dans ses symptômes, qui la différencie notablement de la silicose avec laquelle vraisemblablement elle se confond. L'ardoise est formée par la compression de

plaques de silicates⁽¹⁾ alumineux associés à divers autres minéraux (potasse, soude, etc.); les ardoisiers sont donc exposés à inhaler des poussières de silice.

Les manifestations pulmonaires observées chez les ardoisiers sont cependant bien inférieures aux lésions occasionnées par la silicose pure. Il semble que la présence d'alumine atténue l'action sclérosante et tuberculisante de la silice.

Le décret récent qui vient d'être promulgué par le Ministère du Travail prévoit la déclaration pour les professions qui utilisent le *calcaire* ou l'*argile*. Ces deux produits sont, en effet, susceptibles de causer des scléroses pulmonaires, mais uniquement dans la mesure de la quantité de silice qu'ils renferment.

Ainsi, les pierres *calcaires* tendres qui ne contiennent pas de silice ne sont nullement nocives pour le poudron; il en est différemment pour les calcaires durs qui sont généralement siliceux; leur action sclérosante est alors proportionnelle à la poussière de silice qui se dégage pendant le travail.

Les *argiles* sont des composés de silicate d'aluminium hydratés. Ils renferment diverses substances, mais toujours de la silice et de l'alumine. Il n'y a pas de profession qui dégage uniquement des poussières d'alumine (oxyde d'aluminium Al_2O_3); il est donc bien difficile de reconnaître si l'alumine possède un rôle particulier. Cependant, il est vraisemblable que c'est à la silice que l'argile doit son action sur le poudron.

Les professions qui utilisent l'argile sont nombreuses, citons : les potiers, porcelainiers, tuiliers, briquetiers, etc. Diverses enquêtes ont montré que les pneumokonioses observées chez ces ouvriers sont d'autant plus fréquentes que les poussières renferment une plus forte proportion de silice.

Ayant ainsi parcouru, dans une vue d'ensemble, le chapitre long et embrouillé des pneumokonioses professionnelles, nous aboutissons, en définitive, avec les auteurs modernes, principalement avec les médecins experts de Grande-Bretagne et d'Afrique du Sud, à considérer la silicose comme la seule vraie pneumokoniose; la silice et ses composés comme les seules poussières dont l'inhalation soit capable de déterminer la sclérose du poudron.

Aux termes vagues de pneumokoniose, il faut, comme nous l'indiquions au début de cet article, opposer celui de pneumokoniose-maladie, ou mieux de pneumosilicose; et il paraît qu'une classification moderne des pneumokonioses doit, avant tout, tenir compte de la présence de la silice dans les poussières.

La question, toutefois, ne doit pas être considérée comme définitivement résolue; peut-être existe-t-il d'autres substances sclérosantes professionnelles dont nous ignorons encore et l'action et la nature.

Il est une autre conclusion à cet article. Nous avons signalé que le récent décret de novembre 1929 obligeait les médecins à déclarer les cas d'affections pulmonaires déterminées par l'absorption des poussières siliceuses, calcaires, argileuses, et des poussières de charbon. Or, il semble bien démontré que les poussières argileuses, par elles-mêmes, ne sont pas nocives pour le poudron; elle ne le sont, comme les autres poussières, que dans la mesure où elles renferment de la silice.

(1) D'après certains auteurs, Badham en particulier, les silicates sont capables de produire de la fibrose, mais celle-ci, au lieu d'évoluer en nodules disséminés dans le tissu sain, se traduirait par une fibrose granulaire uniformément répartie.

Il est donc désirable que le décret soit modifié et qu'il n'exige la déclaration que pour les professions qui utilisent la silice. Ceci est particulièrement important, s'il est vrai, comme l'indique la note ministérielle, que la déclaration est prescrite en vue de l'extension aux pneumokonioses de la législation sur les accidents du travail.

APPLICATION PENDANT L'ANNÉE 1929

DE LA LOI DU 25 OCTOBRE 1919

SUR

LES MALADIES PROFESSIONNELLES.

Aux termes de l'article 5 de la loi du 25 octobre 1919, toute maladie professionnelle figurant dans les tableaux annexés à ladite loi et dont la victime demande réparation doit être, par ses soins, déclarée dans les quinze jours qui suivent la cessation du travail, au maire de la commune qui en dresse procès-verbal et en délivre immédiatement récépissé.

Copie certifiée de cette déclaration est transmise immédiatement par le maire au chef de l'entreprise qui occupait l'ouvrier malade et à l'inspecteur départemental du travail ou à l'ingénieur ordinaire des mines chargé de la surveillance de l'entreprise.

D'autre part, aux termes de l'article 12 de la loi du 25 octobre 1919, est obligatoire pour tout docteur en médecine la déclaration de toute maladie à caractère professionnel comprise dans une liste arrêtée par décret. La liste actuellement en vigueur a été fixée par le décret du 16 novembre 1929 abrogeant et remplaçant le décret du 19 février 1927. D'après l'article 1^{er}, les cas de maladies d'origine professionnelle que les docteurs en médecine ou officiers de santé doivent déclarer en vue de l'extension éventuelle de la législation sur les accidents du travail à ces maladies sont les suivants :

- 1° Toutes les maladies ayant un caractère professionnel causées :
 - a. Par le plomb et ses composés;
 - b. Par le mercure et ses composés;
 - c. Par les hydrocarbures et leurs dérivés chlorés et nitrés, notamment le benzène, le tétrachloréthane, le tétrachlorure, l'éthylène perchloré, l'éthylène trichloré, l'éthylène dichloré, le chloroforme, l'éthane pentachloré, les nitrobenzènes;
 - d. Par l'aniline et ses dérivés;
 - e. Par le sulfure de carbone;
 - f. Par les vapeurs nitreuses, le chlore et autres gaz chlorés, le brôme, l'acide fluorhydrique, le gaz sulfureux, l'hydrogène sulfuré et le sulfhydrate d'ammoniaque, l'acide cyanhydrique, l'oxyde de carbone, l'oxychlorure de carbone (gaz phosgène), les formaldéhydes;
 - g. Par le phosphore blanc et l'hydrogène phosphoré;
 - h. Par l'hydrogène arsénié et autres composés de l'arsenic;
 - i. Par l'action des brais, goudrons, huiles minérales, bitume, ciments, chaux et autres produits caustiques;
 - j. Par l'action de l'acide chromique et des chromates alcalins;
 - k. Par l'action des rayons X et des substances radioactives.

2° Les cas :

- a. De cancers ayant un caractère professionnel, autres que ceux déclarés du chef d'une des causes susénoncées;
- b. D'ankylostomiase;
- c. D'affections pulmonaires déterminées par l'absorption de poussières siliceuses, calcaires ou argileuses;
- d. D'affections pulmonaires déterminées par l'absorption de poussières de charbon;
- e. D'affections oculaires causées par les sources industrielles intensives de chaleur ou de lumière.

C'est à l'aide des renseignements puisés à ces deux sources d'information, déclarations des intéressés transmises par les maires et déclarations médicales, qu'est établie la présente statistique.

Il convient de noter qu'il n'y a pas coïncidence entre ces deux catégories de déclarations.

Les premières, celles des intéressés, n'ont lieu que pour les maladies prévues dans le tableau annexé à la loi du 25 octobre 1919 et lorsque la victime était occupée dans l'une des industries énumérées audit tableau; seules, actuellement, des manifestations morbides dues au plomb (saturnisme) et au mercure (hydrargyrisme) sont inscrites dans ce tableau.

Quant aux déclarations médicales, elles sont obligatoires pour toutes les maladies ayant un caractère professionnel, occasionnées par l'une des substances toxiques ou dans l'un des cas énumérés dans le décret du 16 novembre 1929, quelle que soit la nature de l'industrie où la victime est occupée.

Cette différence tient à ce que ces deux sortes de déclarations n'ont pas le même objet. Tandis que celles des intéressés ont pour but la réparation du préjudice causé, comme en matière d'accident du travail, les déclarations médicales visent surtout la prévention des maladies professionnelles et l'extension ultérieure de la loi.

Contrairement à ce qui semblerait devoir se produire, les déclarations transmises par les mairies sont toujours plus nombreuses que les déclarations médicales. Il serait à souhaiter que les médecins fissent dans tous les cas une déclaration directe au service de l'Inspection du travail; ils contribueraient, en agissant ainsi, à rendre plus efficace la protection des ouvriers susceptibles d'être victimes de maladies professionnelles.

On examinera à part les intoxications saturnines et hydrargyriques suivant le cadre des années précédentes, et, ensuite, les autres intoxications déclarées en vertu du décret du 19 février 1927 remplacé, au cours de l'année, par le décret du 16 novembre 1929, les cas faisant l'objet d'une double déclaration ne comptant que pour une unité.

— DÉCLARATIONS DE L'ANNÉE 1929. —

I. — Saturnisme.

Le nombre des cas de saturnisme déclarés en 1929 qui s'élève à 1.846 est en progression sensible sur celui de l'année précédente. Cette augmentation provient en majeure partie de deux industries : les fabriques d'accumulateurs et les émailleries. Elle ne semble devoir être imputée qu'à une activité plus grande de ces industries et à une meilleure observation de la loi.

Depuis la mise en vigueur de la loi du 25 octobre 1919 le nombre des cas de saturnisme pour chaque année s'établit ainsi qu'il suit :

ANNÉES.	NOMBRE DE CAS déclarés.
1921	144
1922	797
1923	1.025
1924	1.249
1925	1.343
1926	1.505
1927	1.040
1928	1.525
1929	1.846

Le tableau suivant indique les déclarations de saturnisme par industrie et par circonscription divisionnaire du travail :

DÉSIGNATION DES ÉTABLISSEMENTS ou travaux.	TOTAL.	CIRCONSCRIPTIONS D'INSPECTION DIVISIONNAIRE DU TRAVAIL.											
		1 ^{re} .	2 ^e .	3 ^e .	4 ^e .	5 ^e .	6 ^e .	7 ^e .	8 ^e .	9 ^e .	10 ^e .	11 ^e .	12 ^e .
Fonderie de métaux.....	10	2	3	"	"	1	"	1	1	"	1	1	"
Fonderie et laminage de plomb	166	28	"	"	1	4	"	77	"	16	8	27	5
Détrempe au plomb.....	1	"	"	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"
Fabrication de siphons.....	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1	"	"
Fabrication de tuyaux en plomb	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1	"	"
Fabrication de capsules métalliques	3	"	"	"	"	"	"	"	3	"	"	"	"
Fabrication d'instruments de pesage.....	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1	"
Récupération de métaux.....	1	"	"	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"
Imprimerie.....	62	8	1	1	5	3	5	1	1	20	8	9	"
Couverture, plomberie.....	19	9	"	1	"	"	3	"	"	1	3	2	"
Fumisterie.....	1	"	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"
Soudure.....	9	"	"	"	1	1	"	"	"	7	"	"	"
Soudure autogène.....	2	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1	"
Poterie d'étain.....	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Polissage de flacons avec potée d'é- tain	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Construction mécanique	3	2	"	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"
Appareillage électrique	1	"	"	"	"	"	"	"	"	1	"	"	"
Construction métallique	3	"	"	"	"	"	3	"	"	"	"	"	"
Chaudronnerie.....	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1	"	"
Découpage au chalumeau.....	20	"	"	"	"	"	"	"	13	"	7	"	"
Fabrication et réparation d'accumu- lateurs.....	658	501	"	"	3	123	"	"	"	3	"	28	"
Industries chimiques.....	16	8	"	"	"	1	1	"	"	"	5	"	1
Fabrique de céruse, minium.....	25	"	"	"	"	25	"	"	"	"	"	"	"
Verreries, cristalleries.....	11	8	"	"	3	"	"	"	"	"	"	"	"
Décoration sur verre.....	6	"	"	"	1	1	4	"	"	"	"	"	"
Industrie du caoutchouc	3	2	"	"	"	"	1	"	"	"	"	"	"
Céramique.....	1	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Fabrique de vitraux.....	2	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Industrie chromocéramique.....	1	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Imprimerie de chromos.....	3	"	3	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Peinture en bâtiment.....	22	13	"	"	1	"	1	1	1	1	3	1	"
Peinture de matériel roulant.....	2	"	1	"	"	"	"	"	"	1	"	"	"
Peinture en voitures	6	3	"	1	1	1	"	"	"	"	"	"	"
Peinture maritime.....	3	1	"	"	"	"	2	"	"	"	"	"	"
Peinture sur métaux.....	3	2	"	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"
Peinture sur bois.....	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1	"	"
Vernissage et laquage	2	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Vernissage en rotin.....	6	6	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Émaillage sur métaux.....	746	65	48	5	560	4	37	"	"	"	"	27	"
Faïencerie.....	9	"	"	"	"	7	"	"	"	2	"	"	"
Divers.....	13	9	"	"	"	1	"	"	"	1	1	1	"
TOTAUX	1.846	674	57	9	577	176	57	80	19	53	40	98	6

Au point de vue du diagnostic, les cas de saturnisme déclarés au cours de l'année 1929 se répartissent comme il suit, *d'après les indications portées sur chaque déclaration* :

Colique saturnine simple	1.293
Colique saturnine avec asthénie	1
Colique saturnine avec anémie	34
Colique saturnine avec subictère	8
Colique saturnine avec ictère	1
Colique saturnine avec anémie et subictère.....	3
Colique saturnine avec congestion hépatique	3
Colique saturnine avec rhumatisme	5
Colique saturnine avec rhumatisme et anémie.....	1
Colique saturnine avec asthénie, anémie et myalgies-arthralgies	1
Colique saturnine avec anémie et myalgies-arthralgies.....	7
Colique saturnine avec myalgies-arthralgies.....	18
Colique saturnine avec myalgies	36
Colique saturnine avec myalgies et anémie.....	5
Colique saturnine avec myalgies-arthralgies et subictère.....	1
Colique saturnine avec myalgies-arthralgies, subictère et hypertension	1
Colique saturnine avec myalgies-arthralgies et anémie.....	2
Colique saturnine avec myalgies-arthralgies et rhumatisme...	1
Colique saturnine avec myalgies et ictère conjonctival.....	1
Colique saturnine avec arthralgies	6
Colique saturnine avec arthralgies et anémie.....	1
Colique saturnine avec néphrite	2
Colique saturnine avec myalgies, anémie et néphrite.....	1
Colique saturnine avec néphrite albuminurique	1
Colique saturnine avec albuminurie et subictère.....	1
Colique saturnine avec troubles nerveux et azotémie.....	1
Colique saturnine avec néphrite albuminurique, hypertension et artério-sclérose	1
Colique saturnine avec myalgies-arthralgies et encéphalopathie	2
Colique saturnine avec myalgies-arthralgies, encéphalopathie et anémie	1
Colique saturnine avec néphrite et début de paralysie saturnine	1
Colique saturnine avec névrite	2
Colique saturnine avec tremblement et parotidite.....	1
Colique saturnine avec tremblement	2
Colique saturnine avec tremblement et néphrite.....	1
Stomatite saturnine	1
Subictère conjonctival	1
Ictère toxique avec troubles entérocoliques	1
Ictère avec paralysie des extenseurs des avant-bras.....	1
Hépatite saturnine avec anémie.....	1
Gros foie et troubles névritiques des membres inférieurs.....	1
Gastralgie avec œdème des membres inférieurs. Albuminurie.	1
Anémie grave avec polynévrite des membres inférieurs.....	1
Névralgies des membres supérieurs et inférieurs.....	1
Rhumatisme saturnin	3
Myalgies avec anémie.....	2
Myalgies	1
Myalgies-arthralgies	1
Arthralgies	2
Myalgies-arthralgies avec anémie.	4
Anémie	17
Anémie avec albuminurie	1
Anémie avec rhumatisme, néphrite et artério-sclérose.....	1
Anémie avec myalgies-arthralgies et encéphalopathie.....	1
Anémie avec tremblement et hypertension.....	1
À reporter.....	1.489

Report.....	1.489
Anémie avec paralysie partielle des extenseurs de l'avant-bras droit	1
Paralysie saturnine	3
Paralysie saturnine bilatérale.....	1
Début de paralysie de l'avant-bras droit	1
Atrophie musculaire de l'avant-bras et de la main droite.....	1
Parésie. Néphrite. Urémie.....	1
Troubles du moteur oculaire des deux yeux.....	1
Néphrite avec albuminurie.....	1
Néphrite saturnine	7
Néphrite avec azotémie	1
Coma urémique	1
Néphrite avec artério-sclérose.....	1
Néphrite avec entérite et cystite.....	1
Amaurose saturnine	1
Arthrite saturnine des pieds avec hypertension.....	1
Goutte saturnine	1
Troubles névritiques douloureux.....	1
Névrite saturnine double	1
Névrite du médian et du cubital aux deux mains.....	1
Névrite saturnine des deux poignets.....	1
Tremblement	2
Troubles mentaux	1
Diagnostic insuffisant ou absence de diagnostic.....	326
TOTAL.....	1.846

Le liseré de Burton a été observé et signalé chez 201 malades.

172 cas ont fait l'objet d'une déclaration par le médecin seulement.

1.573 cas ont fait l'objet d'une déclaration de la mairie sans déclaration de médecin.

101 cas ont fait l'objet d'une double déclaration du médecin et de la mairie.

Ces 1.846 déclarations intéressent 1.691 hommes et 155 femmes.

Les incapacités prévues par ces déclarations se répartissent de la façon suivante :

Aucune incapacité de travail	4
Incapacité de moins de 8 jours.....	59
Incapacité de 8 à 15 jours.....	1.258
Incapacité de 16 à 30 jours.....	226
Incapacité supérieure à 1 mois	7
Incapacité permanente partielle.....	1
Incapacité permanente	4

Dans 4 cas l'intoxication s'est terminée par le décès.

Enfin 289 déclarations ne donnent aucune indication relative à la durée probable de l'incapacité.

II. — Hydrargyrisme.

6 cas seulement d'hydrargyrisme ont été déclarés en 1929.

Ces cas sont survenus dans les catégories suivantes d'établissements :

Industries chimiques	4
Fabriques d'accumulateurs	2

Au point de vue du diagnostic, ils se répartissent ainsi qu'il suit :

Stomatite mercurielle.	1
Déchaussement dentaire. Colique mercurielle.....	1
Tremblement général. Tachycardie. Diarrhée. Gros foie.....	1
Absence de diagnostic	3

Ils intéressent 5 hommes et une femme.

Toutes les déclarations proviennent des mairies.
La durée de l'incapacité pour 5 cas a été de 8 à 15 jours et, pour un cas, de 20 jours.

III. — Autres maladies professionnelles.

Les autres cas de maladies professionnelles déclarés en vertu du décret du 19 février 1927, au nombre de 139, se répartissent ainsi que le montre le tableau suivant quant à leur cause, la nature de l'industrie, le diagnostic et l'incapacité :

PRODUITS TOXIQUES.	NOMBRE DE CAS.	NATURE DE L'INDUSTRIE.	DIAGNOSTIC.	INCAPACITÉ.
Paraldéhyde.....	1	Fabrique de produits chimiques.	Non précisé.....	10 jours.
Essence.....	1	Garage.....	Début d'asphyxie.....	15 jours.
Idem.....	1	Peinture.....	Non précisé.....	Non indiqué.
Benzine.....	1	Fabrique de produits chimiques.	Syncope; chute; contusions....	10 jours.
Phénol.....	1	Idem.....	Non précisé.....	10 jours.
Tétrachloréthane.....	1	Fabrique de perles artificielles.	Ictère grave.....	Mort.
Tétrachlorure de carbone.	1	Bâtiment.....	Ictère toxique.....	Non indiquée.
Nitrobenzène.....	3	Fabrique de produits chimiques.	Légère cyanose des lèvres.....	Idem.
		Idem.....	Cyanose des lèvres. Dyspnée....	Idem.
		Idem.....	Cyanose. Dyspnée.....	Idem.
Chloronitrobenzène.....	3	Idem.....	Dyspnée. Cyanose des lèvres.	Idem.
		Idem.....	Tachycardie.....	Idem.
		Idem.....	Cyanose. Syncope.....	Idem.
		Idem.....	Cyanose des lèvres.....	Idem.
Aniline.....	11	Idem.....	Cyanose des lèvres. Dyspnée....	Idem.
		Idem.....	Idem.....	Idem.
		Idem.....	Idem.....	Idem.
		Idem.....	Idem.....	Idem.
		Idem.....	Non précisé.....	Idem.
		Idem.....	Idem.....	Idem.
		Idem.....	Idem.....	Idem.
		Idem.....	Idem.....	Idem.
		Idem.....	Idem.....	Idem.
		Fabrique de matières colorantes.	Idem.....	Idem.
		Idem.....	Cyanose.....	Idem.
		Idem.....	Agitation. Cyanose. Dyspnée....	Idem.
		Non indiquée.....	Non précisé.....	Idem.
Chloraniline.....	2	Fabrique de produits chimiques.	Troubles cardiaques et symptômes asphyxiques.	10 jours.
		Idem.....	Non précisé.....	12 jours.
Parachloraniline.....	1	Idem.....	Expectoration rosée. Respiration emphysémateuse.	10 jours.
Paranitraniline.....	1	Idem.....	Cyanose. Congestion viscérale..	Non indiquée.
Sulfure de carbone.....	1	Idem.....	Non précisé.....	15 jours.
Chlore.....	6	Idem.....	Laryngobronchite.....	4 jours.
		Idem.....	Non précisé.....	2 jours.
		Idem.....	Idem.....	1 jour.
		Idem.....	Conjonctivite double.....	12 jours.
		Idem.....	Bronchite bilatérale. Laryngotrachéite.	3 jours.
		Fabrique de soie artificielle.	Non précisé.....	2 jours.

PRODUITS TOXIQUES.	NOMBRE DE CAS.	NATURE DE L'INDUSTRIE.	DIAGNOSTIC.	INCAPACITÉ.
Chloramine	2	Fabrique de produits chimiques. <i>Idem.</i>	Bronchite aiguë. Dyspnée. <i>Idem.</i>	12 jours. 15 jours.
Oxychlorure de phosphore.	4	<i>Idem.</i>	Dyspnée. Crise d'asthme. Toux incessante. <i>Idem.</i>	3 jours. 4 jours.
		<i>Idem.</i>	Vertiges. Vomissements.	15 jours.
		<i>Idem.</i>	Non précisé	6 jours.
Chlorure de méthyle.	1	<i>Idem.</i>	Délire. Hallucinations. Vertige.	8 jours.
Chlorure d'éthyle.	1	<i>Idem.</i>	Céphalée. Vomissements. Épis-taxis.	4 jours.
Gaz sulfureux.	2	<i>Idem.</i>	Trachéo-bronchite.	8 jours.
		<i>Idem.</i>	Brûlure de la conjonctive.	5 jours.
Gaz sulfhydrique	5	<i>Idem.</i>	Non précisé	15 jours.
		<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>	1 jour.
		<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>	6 jours.
		<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>	5 jours.
		<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>	2 jours.
Ciments	8	Entreprise de bâtiment.	Plaies multiples infectées, des deux mains, avec lymphan-gite et œdème.	12 jours.
		<i>Idem.</i>	Plaie septique.	15 jours.
		<i>Idem.</i>	Excoriations digitales par contact du ciment, avec lymphan-gite du bras droit.	12 jours.
		<i>Idem.</i>	Eczéma professionnel des mains et des poignets.	15 jours.
		<i>Idem.</i>	Gale des cimentiers.	Non indiquée.
		<i>Idem.</i>	Eczéma des mains	<i>Idem.</i>
		<i>Idem.</i>	Eczéma professionnel.	<i>Idem.</i>
		<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>	<i>Idem.</i>
Brai	1	Usine à gaz.	Érythème des avant-bras.	5 jours.
Goudron	1	<i>Idem.</i>	Eczéma des avant-bras.	20 jours.
Autres produits caus-tiques ou irritants.	32	Nickelago.	Démangeaisons des bras et du visage.	15 jours.
		<i>Idem.</i>	Érythème des avant-bras et de la face.	Sans incapacité.
		<i>Idem.</i>	Érythème des mains, avant-bras et face.	15 jours.
		<i>Idem.</i>	Eczéma des mains	Non indiquée.
		Teinturerie	Pyodermite et érythème profes-sionnels.	<i>Idem.</i>
		<i>Idem.</i>	Érythème des avant-bras.	15 jours.
		<i>Idem.</i>	Eczéma des mains.	Non indiquée.
		<i>Idem.</i>	Eczéma.	<i>Idem.</i>
		<i>Idem.</i>	Dermite des mains et avant-bras par carbonate de soude.	15 jours.
		<i>Idem.</i>	Dermite exfoliatrice des avant-bras avec poussée eczémateuse de la face par bichromate de potasse.]	15 jours.
		Fabrique de produits chimiques.	Dermite des mains et avant-bras par chrysoidine.	10 jours.
		Filature (4 cas).	Eczéma professionnel.	Non indiquée.
		Tannerie-corroierie	Dermite des pieds et des mains par orpin (sulfure d'arsenic).	<i>Idem.</i>
		Décapage de métaux	Dermite eczématoïdiforme.	<i>Idem.</i>
		Forges	Eczéma des mains et avant-bras par hydrocarbures.	<i>Idem.</i>
		Carrosserie automobile ...	Eczéma des mains par essence de pétrole.	<i>Idem.</i>

PRODUITS TOXIQUES.	NOMBRE DE CAS.	NATURE DE L'INDUSTRIE.	DIAGNOSTIC.	INCAPACITÉ.
Autres produits caus- tiques ou irritants. (Suite.)		Peinture en bâtiment.....	Excoriations des mains par es- sence.	15 jours.
		Pétroles (Commerce de)..	Démangeaisons	12 jours.
		Matériel roulant (Entretien et réparation de).	Eczéma des mains par huile mi- nérale.	Non indiquée.
		Blanchisserie.....	Eczéma papulovésiculeux des mains.	Idem.
		Idem.....	Eczéma des mains.....	Idem.
		Usinage de métaux.....	Eczéma professionnel par eau de savon.	Idem.
		Chamoiserie.....	Eczéma des avant-bras par li- queur de chrome.	6 jours.
		Fabrique de soie artifi- cielle.	Eczéma des avant-bras par vis- cose.	
		Idem.....	Brûlure superficielle de l'avant- bras et de la main gauche par viscose, avec pyodermito con- sécutive.	5 jours.
		Idem.....	Brûlures de la face dorsale des mains par vernis isolémail.	8 jours.
		Idem.....	Brûlures des mains et de la face par vernis isolémail.	12 jours.
		Non indiquée.....	Eczéma par matière huileuse...	Sans incapacité.
		Pyrotechnie.....	Brûlures de la figure, des mains et avant-bras par ypérite.	15 jours.
Acide sulfurique.....	2	Fabrique de produits chi- miques.	Laryngo-trachéite.	8 jours.
		Fabrique de soie artifi- cielle.	Non précisé.....	12 jours.
Acide chlorhydrique....	2	Non indiquée.....	Céphalée. Vomissements.....	8 jours.
		Tréfilerie.....	Conjonctivite.....	Non indiquée.
Acide azotique.....	4	Fabrique de soie artifi- cielle.	Non précisé.	12 jours.
		Non indiquée.....	Idem.....	Non indiquée.
		Droguerie.....	Bronchite diffuse.....	25 jours.
		Non indiquée.....	Bronchite chronique.....	10 jours.
Vapeurs acides.....	30	Fabrique de soie artifi- cielle.	Kératoconjonctivite.....	Non indiquée.
Vapeurs acétiques.....	3	Idem.....	Vomissements. Diarrhée.....	8 jours.
		Idem.....	Non précisé.....	8 jours.
		Idem.....	Laryngo-trachéite et conjoncti- vite double.	8 jours.
Chrome.....	1	Industrie automobile.....	Congestion des voies aériennes avec toux réflexe.	Non indiquée.
Acétate de cellulose.....	1	Fabrique de produits chi- miques.	Erythème pharyngé. Emphy- sème avec bronchite diffuse.	10 jours.
Lumière intense.....	1	Soudure autogène.....	Amblyopie bilatérale aggravée..	21 jours.
Mélange de gaz toxiques.	2	Fabrique de produits chi- miques.	Non précisé.....	1 jour.
		Idem.....	Commotion cérébrale.....	8 jours.
Non indiqué.....	1	Fabrique de superphos- phates.	Troubles gastro-hépatiques. Pha- ryngite chronique.	Non indiquée.

Ces mêmes cas envisagés au point de vue de leur répartition territoriale par circonscription divisionnaire s'établissent comme suit :

DÉSIGNATION.	TOTAL.	CIRCONSCRIPTIONS											
		D'INSPECTION DIVISIONNAIRE DU TRAVAIL.											
		1 ^{re} .	2 ^e .	3 ^e .	4 ^e .	5 ^e .	6 ^e .	7 ^e .	8 ^e .	9 ^e .	10 ^e .	11 ^e .	12 ^e .
Paraldéhyde.....	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1	"
Essence de pétrole.....	1	"	"	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"
Essence de térébenthine.....	1	"	"	"	"	"	"	"	"	1	"	"	"
Benzine.....	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1	"
Phénol.....	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1	"
Tétrachloréthane.....	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Tétrachlorure de carbone.....	1	"	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"
Nitrobenzène.....	3	3	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Chloronitrobenzène.....	3	3	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Aniline.....	11	5	"	"	"	"	1	"	"	"	"	"	5
Chloraniline.....	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	2	"
Parachloraniline.....	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1	"
Paranitraniline.....	1	"	"	"	"	"	1	"	"	"	"	"	"
Sulfure de carbone.....	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1	"
Chlore.....	6	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	6	"
Chloramine.....	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	2	"
Oxychlorure de phosphore.....	4	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	4	"
Chlorure de méthyle.....	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1	"
Chlorure d'éthyle.....	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1	"
Gaz sulfureux.....	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	2	"
Gaz sulfhydrique.....	5	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	5	"
Ciments.....	8	"	"	"	1	"	1	"	"	"	3	1	2
Brai.....	1	"	"	"	"	"	"	1	"	"	"	"	"
Goudron.....	1	"	"	"	"	"	1	"	"	"	"	"	"
Autres produits irritants ou caus- tiques.....	32	4	"	"	5	3	1	"	"	"	"	11	8
Vapeurs acides.....	38	"	"	"	"	2	1	"	"	"	"	4	31
Vapeurs acétiques.....	3	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	3	"
Chrome.....	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Acétate de cellulose.....	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1	"
Lumière intense.....	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Mélange de gaz toxiques.....	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	2	"
Non indiqué.....	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1
TOTAUX.....	139	18	"	"	7	6	5	2	"	1	3	50	47

NOTA. — En vue de l'utilisation des tableaux publiés aux pages 3 et 9 de la présente note, on rappellera que les circonscriptions d'inspection divisionnaire du travail sont ainsi constituées :

- 1^{re} circonscription : Seine, Seine-et-Oise, Seine-et-Marne.
- 2^e circonscription : Loiret, Cher, Loir-et-Cher, Indre-et-Loire, Indre, Vienne, Haute-Vienne, Allier, Creuse.
- 3^e circonscription : Yonne, Nièvre, Aube, Haute-Marne, Côte-d'Or, Haute-Saône, Territoire de Belfort, Doubs, Jura, Saône-et-Loire.
- 4^e circonscription : Aisne, Ardennes, Marne, Meuse, Meurthe-et-Moselle, Vosges.
- 5^e circonscription : Nord, Pas-de-Calais, Somme.
- 6^e circonscription : Oise, Seine-Inférieure, Eure-et-Loir, Orne, Calvados, Manche.
- 7^e circonscription : Sarthe, Mayenne, Ile-et-Vilaine, Côtes-du-Nord, Finistère, Morbihan, Loire-Inférieure, Maine-et-Loire, Deux-Sèvres, Vendée.
- 8^e circonscription : Charente-Inférieure, Gironde, Lot-et-Garonne, Landes, Gers, Basses-Pyrénées, Hautes-Pyrénées, Charente, Dordogne, Corrèze, Lot.

9^e circonscription : Aude, Pyrénées-Orientales, Hérault, Aveyron, Cantal, Lozère, Tarn, Haute-Garonne, Tarn-et-Garonne, Ariège.

10^e circonscription : Bouches-du-Rhône, Var, Alpes-Maritimes, Corse, Vaucluse, Basses-Alpes, Drôme, Hautes-Alpes, Gard, Ardèche.

11^e circonscription : Rhône, Isère, Ain, Haute-Savoie, Savoie, Puy-de-Dôme, Loire, Haute-Loire.

12^e circonscription : Haut-Rhin, Bas-Rhin, Moselle.

ENQUÊTE

SUR LES CAS DE CHARBON PROFESSIONNEL

PENDANT L'ANNÉE 1929.

Le service de l'Inspection du travail poursuit, depuis 1910, une enquête permanente sur les cas de charbon professionnel portés à sa connaissance. Les résultats de cette enquête ont été groupés annuellement et publiés au Bulletin de l'Inspection du travail et de l'Hygiène industrielle.

61 cas ont été déclarés au cours de l'année 1929.

Les 61 cas de charbon susvisés ont eu lieu : 19 à Marseille (Bouches-du-Rhône); 10 à Saint-Denis (Seine); 7 à Lingolsheim (Bas-Rhin); 4 à Mariac (Ardèche); 4 à Saint-Junien (Haute-Vienne); 2 à Mazamet (Tarn); 1 dans chacune des localités ci-après désignées : Mouzon (Ardèche), Aubagne (Bouches-du-Rhône), Romans (Drôme), Saint-Hippolyte-du-Fort (Gard), Vienne (Isère), Lunéville (Meurthe-et-Moselle), Wasquehal (Nord), Oullins (Rhône), Graulhet (Tarn), Lavaur (Tarn), Castres (Tarn), Payrin-Augmontel (Tarn), L'Isle-sur-Sorgue (Vaucluse), Vauchuse (Vaucluse), Limoges (Haute-Vienne).

Ces 61 cas se sont produits : 15 dans des mégisseries, 9 dans les entreprises de commerce de cuirs et peaux, 8 dans les tanneries, 6 dans les tanneries-mégisseries, 4 dans des entreprises de manutentions, 4 dans des lavages de laine, 3 dans des fabriques de feutres, 2 dans des délainages, 2 dans des fabriques de tapis, 2 dans des entreprises de classement des cuirs, 1 dans chacune des entreprises ou travaux dénommés ci-après : corroierie, mégisserie et lavage de laines, acconages, fabrique de taquets de buffle, débarquement de bestiaux, effilochage et teinture de laine.

Les victimes sont réparties comme suit, par catégories professionnelles :

31 manœuvres dans des entreprises diverses (mégisserie, 11; commerce de cuirs et peaux, 7; tannerie, 5; classement des peaux, 2; manutention, 2; mégisserie-tannerie, 1; effilochage et teinturerie de laines, 1; mégisserie et lavage de laines, 1; débarquement de bestiaux, 1).

6 ouvriers tanneurs (tanneries-mégisseries, 4; tanneries, 2).

5 dockers (manutention, 4; acconages, 1).

3 trieuses de laine (lavage de laine, 2; mégisserie, 1).

2 marragos (délainage, 1; lavage de laines, 1).

2 mégissiers (mégisserie).

2 débourreurs (fabrique de feutre, 1; fabrique de tapis, 1).

1 dans chacune des spécialités ou professions suivantes : sabreur (délainage); ébourreur (fabrique de taquets de buffle); ouvrier en laines

(fabrique de tapis); électricien (mégisserie); corroyeur (corroierie); tondeuse (tannerie-mégisserie); contremaître (lavage de laine); épisseuse (fabrique de feutre); trieuse de chiffons (fabrique de feutre); classeur de peaux (tannerie).

Au point de vue du sexe et de l'âge, les victimes se répartissent en : 52 du sexe masculin, dont 1 de moins de 18 ans et 9 du sexe féminin.

Au point de vue de la nature des matières travaillées, les cas se répartissent comme suit :

- 19 pour les peaux de chèvre;
- 11 pour les laines;
- 9 pour les peaux de chèvre, agneau, bœuf, chameau;
- 7 pour les peaux brutes (sans indication d'animal);
- 6 pour les peaux de mouton;
- 3 pour les peaux de bœuf;
- 2 pour les cuirots;
- 1 pour la rubrique : peaux de buffle; peaux en laine; manutention de marchandises diverses;
- 1 sans indication.

En ce qui concerne le pays d'origine des matières travaillées ayant occasionné l'infection, il convient de remarquer qu'un même établissement met souvent en œuvre des matières premières provenant de pays différents et que, dans ces conditions, il est malaisé de préciser la provenance des matières travaillées qui ont pu être la cause de l'infection.

En 1929, dans 19 cas, le pays d'origine des matières premières n'a pu être déterminé d'une façon précise.

Pour les 42 autres cas, l'origine a été déterminée de la façon suivante: 3 cas sont attribués à l'Espagne, 18 à l'Afrique (Afrique sans autre indication, 1; Maroc, 5; Nord de l'Afrique, 5; Afrique Occidentale, 4; Djibouti, 1; Nigéria, 1; Soudan, 1); 18 à l'Asie (Abyssinie, 5; Littoral de la mer Rouge, 4; Indes, 3; Bagdad, 2; Orient et Extrême-Orient, 2; Arabie, 1; Turquie d'Asie, 1); 2 à l'Amérique (Brésil); 1 à l'Australie (sans autre indication).

Pour 58 cas, les matières sont mentionnées comme travaillées à l'état brut. Pour 2 cas après désinfection (certificat). Enfin 1 cas concerne un ouvrier étranger à l'industrie exercée (électricien).

La forme médicale de l'accident est : pustule dans 40 cas; pustule maligne dans 10 cas; œdème dans 7 cas; pustule et œdème dans 4 cas.

Le siège de la lésion est la tête dans 46 cas (joue, 9; face, 4; front, 2; nuque, 3; région de l'œil, 5; région de l'oreille, 3; région cervicale, 2; région cervicale et sous-maxillaire, 1; maxillaire inférieur, 1; sous-maxillaire, 1; lèvre supérieure, 1; région thyroïdienne, 1; région carotide droite, 1; le cou dans 7 cas; menton, 3; menton et cou, 1; œil et cou, 1);

la région pectorale dans 2 cas;

le ventre dans 1 cas;

le membre supérieur dans 12 cas (épaule, 1; bras, 2; avant-bras, 6; pli du bras, 1; main, 2).

L'examen bactériologique a été pratiqué dans 29 cas. 4 ont été mortels, les 57 autres cas se sont terminés par la guérison.

TRAVAUX ORIGINAUX DES INSPECTEURS.

NOTE

SUR

LES CONDITIONS D'HYGIÈNE DES TRAVAILLEURS DES COKERIES

ET DES HABITANTS VOISINS DE CES ÉTABLISSEMENTS

PAR M. BABAUD, INSPECTEUR DÉPARTEMENTAL DU TRAVAIL A NANCY.

I. — Considérations générales. — Historique.

La houille, telle qu'on l'extrait de la mine, ne peut être employée pour alimenter des hauts-fourneaux. Le soufre qu'elle contient passerait facilement dans la fonte, rendrait le fer qui en dérive cassant, lui enlèverait sa malléabilité et il serait difficilement soudable. De plus, comme à l'état cru — et exception faite pour l'anthracite — elle gonfle à la chaleur, elle se collerait et finalement obstruerait l'appareil.

Pour la rendre utilisable, on a dû la carboniser.

Les premières tentatives effectuées dans ce but, en Angleterre et en Belgique, datent du milieu du ^{xviii}^e siècle.

En France, l'application du coke à la métallurgie date de 1769. C'est aux frères Jars que l'on doit les premiers essais, à Rive-de-Giers, pour la fusion de minerais de cuivre.

A l'origine du four à coke se place la simple meule de charbonnier, dans laquelle des empilages de bois recouverts de gazon sont disposés de façon que le feu se propage dans toute la masse. Vinrent ensuite les fours à ruche dénommés aussi fours à boulanger, chauffés de l'intérieur vers l'extérieur par combustion d'une partie de la houille même.

Les premiers fours construits sur le principe actuel avaient pour but de réduire la durée de cuisson et de régler plus économiquement la fabrication du coke. Ils firent leur apparition en France vers 1854, et la première batterie de plusieurs fours montée, à Bessèges (Gard), date de 1864.

Dès 1763, la récupération des sous-produits avait été essayée à Newcastle-on-Tyne, en Angleterre. Ces essais furent repris par Knab, en 1856. La récupération de façon pratique ne fut réalisée qu'en 1867, par Carvès, et ce n'est que plus tard qu'elle se développa, sous l'impulsion d'Otto et de Hoffmann (fours Otto-Hoffmann, 1882).

Dès lors, à côté de l'industrie principale, ayant pour but la fabrication du coke métallurgique, prirent naissance et se développèrent une

série d'industries chimiques pour l'utilisation des sous-produits : goudrons, ammoniacque, benzol et gaz résiduaux.

Des goudrons on a extrait des matières colorantes, des parfums, des produits pharmaceutiques, etc. Les eaux ammoniacales, traitées chimiquement, ont donné des sulfates d'ammoniaque. Les gaz résiduaux sont employés comme source d'énergie calorifique, soit dans des moteurs à gaz ou dans des foyers industriels, soit pour l'éclairage et le chauffage des villes.

Considérant que de tous les constituants du gaz résiduaire (gaz dégoudronné, débénzolé et épuré), contenant (*) :

	P. 100.		P. 100.
Hydrogène.....	50,2	Propylène.....	0,3
Méthane.....	25,2	Éthane.....	0,5
Oxyde de carbone.....	7,0	Acide carbonique.....	2,6
Éthylène.....	1,2	Azote.....	13,0

l'hydrogène est celui dont le point de liquéfaction est le plus bas, Georges Claude l'a isolé par liquéfactions successives et, en présence d'un catalyseur, l'a uni à l'azote pris dans l'air ambiant pour obtenir l'ammoniacque synthétique, utilisé pour la fabrication d'explosifs et d'engrais.

Ce simple exposé met en évidence toute l'importance des cokeries, comme productrices de coke métallurgique et comme base des industries chimiques.

Il y a une dizaine d'années, pour faire du coke métallurgique de bonne qualité, on employait exclusivement les houilles ayant une teneur de 18 à 20 p. 100 de matières volatiles, extraites notamment des mines du Nord, du Pas-de-Calais, de la Belgique et surtout de la Ruhr.

Il résultait de cette situation de fait que les usines métallurgiques de Lorraine, en particulier celles du département de Meurthe-et-Moselle, bien placées en ce qui regarde l'approvisionnement en minerai de fer, étaient désavantagées relativement à leur approvisionnement en coke. Elles devaient, obligatoirement, faire venir le combustible nécessaire à la marche de leurs hauts-fourneaux des mines d'Aniche, de Dourges et de Lens, ainsi que des bassins de Charleroi et, principalement, de Westphalie.

Cette dépendance de l'étranger présentait de graves inconvénients, non seulement au point de vue économique, mais au point de vue de la défense nationale; d'autre part, les sous-produits de la distillation étaient perdus pour notre pays.

Ce sont ces raisons et les difficultés d'après guerre résultant de la destruction des mines du Nord, qui incitèrent les Maîtres de Forges de l'Est à s'affranchir de toute tutelle en installant des fours à proximité de leurs usines.

L'effort tenace des laboratoires et les tentatives industrielles ayant appris à utiliser les houilles contenant une teneur élevée de matières volatiles : 30 à 35 p. 100, par conséquent celles des mines de la Sarre, plus près de la région de l'Est que celles précitées, les métallurgistes avaient la possibilité d'exécuter leurs projets.

Depuis 1918, dans le seul département de Meurthe-et-Moselle, des cokeries ont été construites à Homécourt, à Pont-à-Mousson, à Neuves-Maisons, à Villerupt et à Mont-Saint-Martin. Et ce mouvement s'est étendu aux usines de la Moselle : Thionville et Hagondange.

(*) Composition donnée par M. Vallette, ingénieur-directeur des usines de la Compagnie des Mines de Béthune dans un article sur l'utilisation chimique des gaz de fours à coke, publié dans *Chaleur et Industrie* d'octobre 1928.

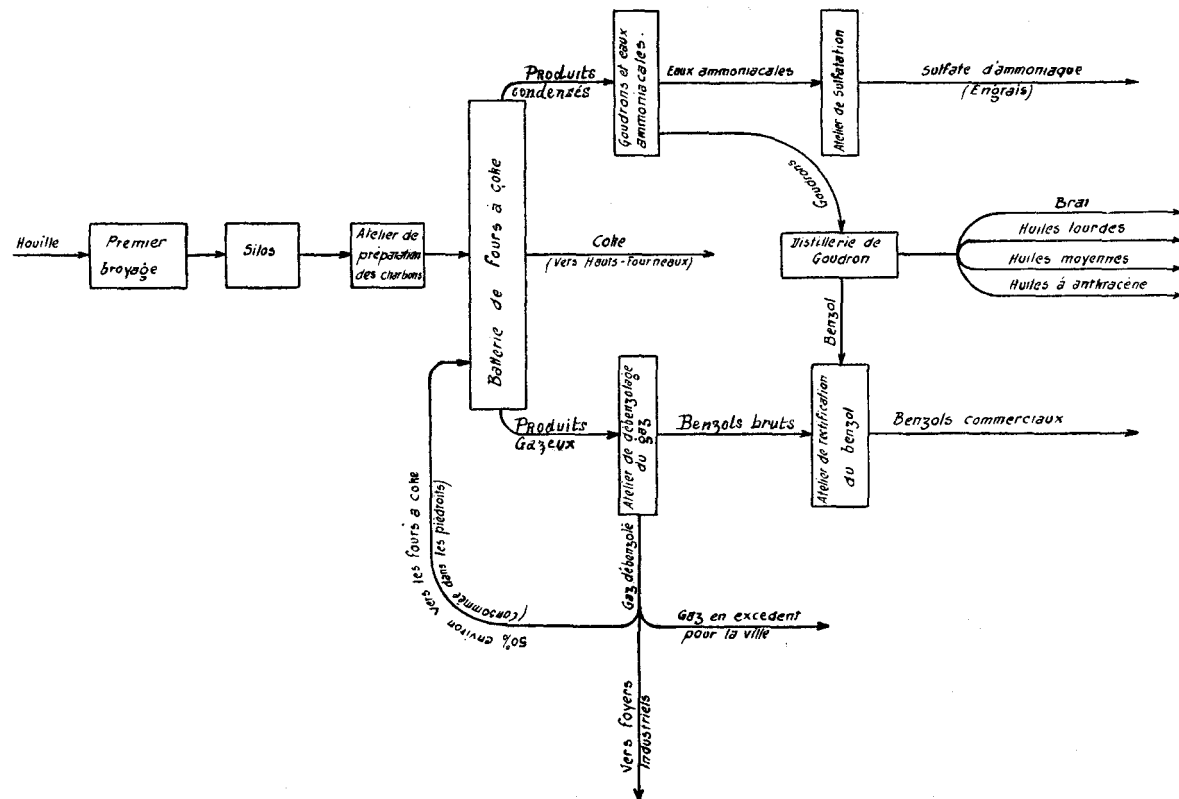


Fig. 1. — Tableau synoptique des opérations et des transformations effectuées dans une cokerie.

Une autre conséquence des progrès techniques de toutes sortes réalisés au cours de ces dernières années : la cellule des fours à coke est en voie de se substituer à la cornue classique dans l'industrie du gaz^(*).

MM. les Préfets confiant habituellement aux Inspecteurs du travail la surveillance des établissements dangereux, insalubres ou incommodes visés par la loi du 19 décembre 1917, des cokeries métallurgiques et des cokeries gazières sont placées sous leur contrôle, tant en ce qui regarde l'hygiène des travailleurs que l'hygiène des habitants voisins.

C'est pourquoi il nous a paru utile de procéder à une étude de cette industrie, productrice de fumées, de gaz et vapeurs que respirent inévitablement les travailleurs et qui polluent, par surcroît, l'atmosphère des agglomérations.

La présente note ne contiendra ni théories nouvelles, ni résultat d'expériences. Nous nous bornerons à décrire succinctement une cokerie moderne, examinerons tout ce qui dans son fonctionnement peut nuire à l'hygiène, indiquerons les mesures partielles mises en œuvre pour y pallier et, pour conclure, préciserons les principales règles à observer pour rendre cette industrie plus salubre.

II. — Technologie. — Description sommaire d'une cokerie livrant du coke, du sulfate d'ammoniaque et du brai.

Une batterie de fours à coke et ses annexes comprend :

La préparation des charbons;

Les fours;

La récupération des sous-produits.

La succession des opérations et des transformations qui en découlent est représentée sur le tableau synoptique (fig. 1).

PRÉPARATION DES CHARBONS. — Les fines à coke (charbon en grains mesurant 4 à 5 millimètres au plus) sont reçues par wagons ou bateaux et immédiatement emmagasinées dans des silos en ciment armé contenant chacun une qualité déterminée. Si, exceptionnellement, il est reçu en morceaux, le charbon est broyé avant d'être emmagasiné.

Les silos sont disposés en ligne, au-dessus d'un tapis roulant sur lequel des tables doseuses déversent la quantité voulue de fines de chaque qualité pour obtenir un mélange donnant du coke de composition donnée.

Le tapis transporte le mélange dans des trémies alimentant les broyeurs finaux, habituellement constitués par deux disques verticaux portant des barreaux disposés en couronnes concentriques et tournant en sens inverse, à une vitesse de l'ordre de 500 tours par minute; les fines se brisent par chocs successifs sur ces barreaux.

Le charbon, uniformément broyé, est repris par des convoyeurs mécaniques qui l'élèvent et le déposent dans des tours-réservoirs, construites en ciment armé, au-dessus des fours. De là, il descend par gravité dans les appareils de chargement; le débit de l'écoulement est réglé par le jeu de registres.

FOURS. — Un four est constitué par une chambre ou cellule, limitée par des parois en briques siliceuses. Il est de dimensions variables : de faible hauteur s'il a été conçu pour cuire lentement (une charge toutes les 24 ou 30 heures); plus haut s'il doit cuire rapidement (une charge toutes les 16 heures, par exemple).

(*) Parmi les principales cokeries gazières en activité, en France, on peut citer celles de Paris et de Strasbourg.

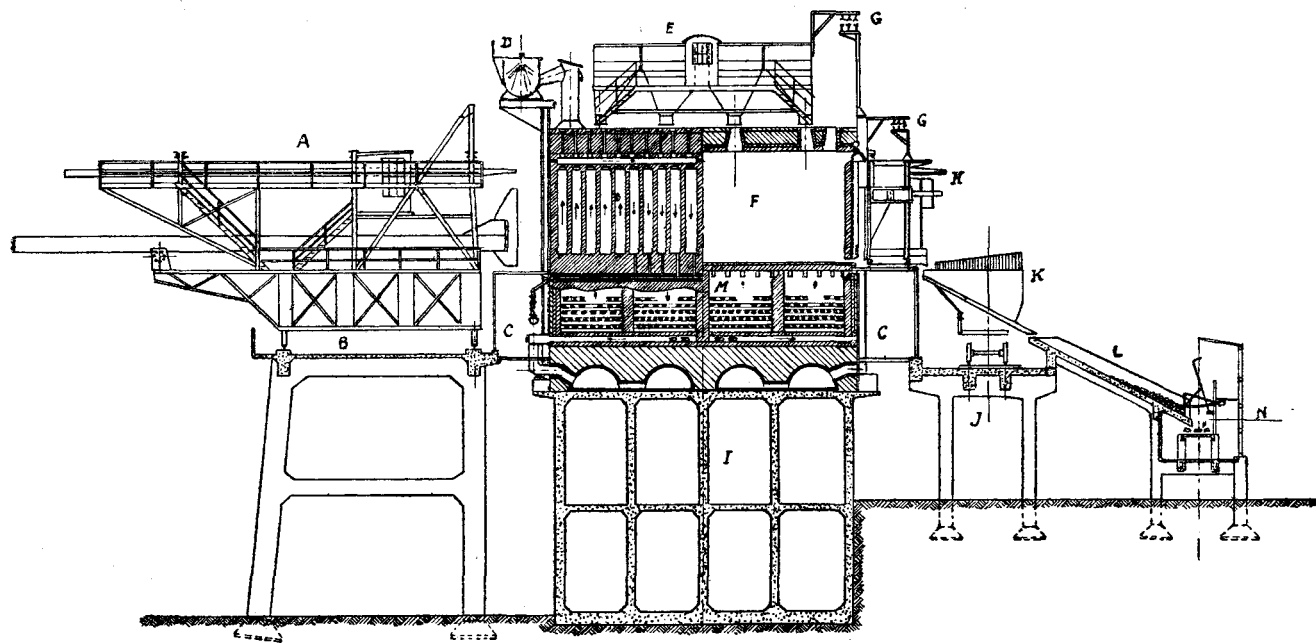


Fig. 2. — Coupe transversale d'une batterie de fours à coke : A, défourneuse; B, plan de la défourneuse; C, C, galeries contenant les appareils d'inversion; D, barillet; E, coal-car; F, cellule ou four; G, G, prises de courant; H, guide coke; I et J, soubassements de la construction; K, wagon recevant le coke au défournement et le transportant à l'extinction; L, aire de refroidissement et de séparation des poussières; M, récupérateurs de chaleur; N, courroie transporteuse.

A titre indicatif, voici les dimensions des cellules d'une batterie cuisant une charge toutes les 16 heures :

Longueur entre portes.....	12 m. 50.
Hauteur sous clef.....	4 mètres.
Largeur moyenne.....	6 m. 40.
Capacité.....	12 tonnes de charbon environ.

Les fours sont construits en surélévation du sol, au-dessus de récupérateurs de chaleur alternativement parcourus par des gaz chauds se dirigeant vers la cheminée, qui cèdent des calories, et par l'air amené aux brûleurs, auquel sont restituées ces mêmes calories.

Dans une batterie, les fours sont accolés par 30, par 50 et plus. Entre deux cellules voisines, il subsiste un espace dit chambre de combustion ou piédroit, dans lequel sont amenés par des orifices convenablement disposés : le combustible, qui est habituellement du gaz débenzolé, et, exceptionnellement, du gaz de hauts-fourneaux, d'autre part, de l'air constituant le comburant préalablement réchauffé. La combustion dans les piédroits échauffe suffisamment les parois des cellules pour que la houille qu'elles contiennent distille entre 1.100 et 1.200 degrés et se transforme finalement en coke.

Deux types d'appareils sont utilisés pour charger les cellules : le coal-car et l'enfourneuse-pilonneuse.

Le coal-car est une sortie de trémie mue électriquement, qui se déplace sur rails au-dessus de la plate-forme des fours. Après avoir été rempli à une tour-réservoir, il est amené au-dessus d'une cellule, de manière que ses goulottes « corselets télescopiques » s'emboîtent exactement sur les bouches d'enfournement et que toute la charge descende dans cette cellule.

L'enfourneuse-pilonneuse est une machine très complexe comportant quatre mécanismes : le premier sert à pilonner un gâteau de charbon dans une caisse de dimensions inférieures à celles des cellules; le second actionne une puissante pelle qui soulève le gâteau et l'introduit dans une chambre de distillation; le troisième, « la répaleuse », a pour but d'égaliser la hauteur de la charge à l'intérieur du four, s'il y a lieu; enfin, le quatrième actionne une énorme crémaillère portant un bouclier à l'avant pour pousser les saumons hors des fours après cuisson.

Le schéma (fig. 2) est une coupe de fours à coke chargés par trémie. La défourneuse ne fait pas office d'enfourneuse-pilonneuse.

Les saumons de coke défournés tombent sur une aire de défournement inclinée ou horizontale et sont immédiatement éteints par projection d'eau, au moyen de lances. Dans les usines de construction récente, le coke défourné tombe dans un wagon spécial, aussitôt dirigé sous une tour d'extinction capable de l'inonder subitement d'un volume de plusieurs mètres cubes d'eau.

Un autre système d'extinction peu répandu, mais susceptible d'avenir, consiste à recevoir le coke défourné dans des wagons qui le déversent à leur tour dans des caissons clos, au centre desquels se trouvent des chaudières à vapeur. Sous l'action d'un courant d'air non renouvelé, par conséquent privé d'oxygène et incapable d'entretenir la combustion, il s'éteint en cédant ses calories à l'eau contenue dans les chaudières. Il s'agit du procédé Sulzer, plus connu sous le nom de « système d'extinction à sec ».

Dans le cas d'extinction par de l'eau, celle projetée à la lance ou par la tour s'écoule dans des bassins de décantation avant d'être envoyée à l'égout et à la rivière ou avant d'être reprise et utilisée à nouveau en circuit fermé.

En ce qui regarde le coke éteint, il est conduit à la tour de chargement

d'où il tombe successivement sur une série de grilles inclinées, de façon à séparer les poussières, le menu coke et les gros morceaux.

RÉCUPÉRATION DES SOUS-PRODUITS. — La récupération des sous-produits se subdivise elle-même en plusieurs opérations :

- a. La captation des goudrons et eaux ammoniacales;
- b. La sulfatation;
- c. Le débenzolage du gaz;
- d. La distillation des goudrons;
- e. La rectification du benzol.

Le circuit parcouru par les gaz en vue de ces opérations est représenté sur la figure n° 3, qui indique également la disposition adoptée pour la sulfatation par le procédé semi-direct.

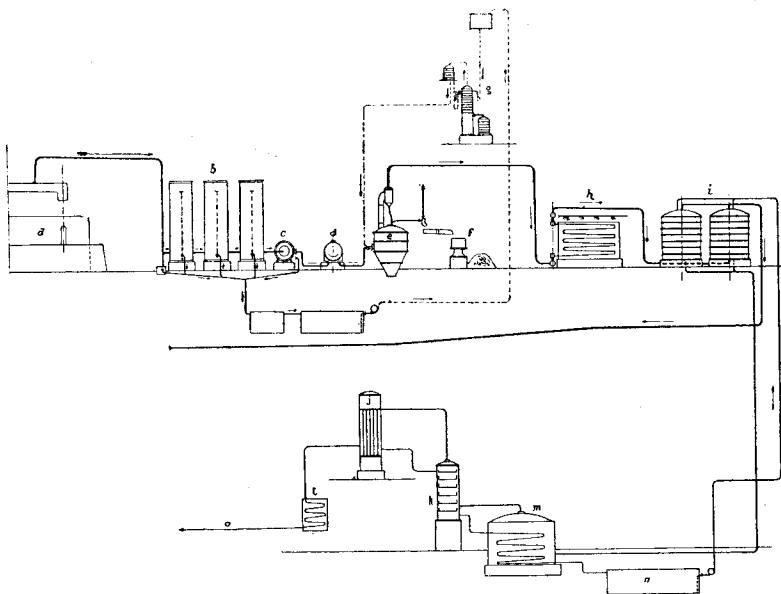


Fig. 3. — Circuit parcouru par les gaz de cokeries pour la récupération des sous-produits résultant de la distillation de la houille : a, batterie de fours à coke; b, condenseurs primaires; c, condenseur à choc; d, extracteur; e, saturateur; f, essoreuse à sulfate; g, colonne de distillation des sels fixes contenus dans les eaux ammoniacales; h, condenseur par surface; i, laveurs à benzol par huile anthracénique; m, échangeur de température; n, réservoir à huile anthracénique; k, colonne de desessencement; j, colonne de rectification; l, laveurs finaux.

a. *Captation des goudrons et eaux ammoniacales.* — Le gaz résultant de la distillation de la houille s'élève dans des colonnes montantes qui débouchent dans une conduite générale appelée « barillet » ou « collecteur », fixée longitudinalement au-dessus de la batterie. Les goudrons et eaux ammoniacales s'y déposent sous une couche d'eau et, grâce à une légère pente, s'écoulent dans une citerne de décantation où ils se superposent par ordre de densité. Les eaux ammoniacales, plus légères, empruntent un tuyau de trop-plein et passent dans un second réservoir,

tandis que les goudrons sont pompés et envoyés dans les citernes de l'atelier de distillation.

Aspiré par des extracteurs, le gaz traverse des condenseurs tubulaires à circulation d'eau extérieure et des condenseurs à chocs, qui retiennent la presque totalité des vésicules de goudron et d'eau ammoniacales entraînées; celles-ci sont recueillies au bas des appareils et envoyées dans la citerne de décantation.

b. Fabrication du sulfate. — La sulfatation s'effectue, de préférence, par le procédé « semi-direct ». Le gaz dégoudronné est refoulé dans des réchauffeurs le portant à une température de 70 degrés, puis aux saturateurs. Avant d'entrer dans ces derniers, il reçoit l'appoint d'ammoniac provenant des sels fixes des eaux ammoniacales, décomposées par de la chaux dans une colonne à distiller.

Les saturateurs sont des récipients métalliques clos, doublés intérieurement de plomb. Par agitation mécanique, le gaz barbote dans de l'acide sulfurique étendu. Du sulfate se forme et se dépose au fond des appareils; il est extrait au moyen d'éjecteurs à air comprimé et envoyé aux essoreuses. Les égouttures d'acide sulfurique sont recueillies et utilisées à nouveau dans les saturateurs.

Lorsque la sulfatation s'effectue par le procédé « indirect », le gaz subit des lavages supplémentaires pour permettre de recueillir les sels ammoniacaux, distillés ensuite comme il est dit ci-dessus. Le circuit du gaz ne passe par conséquent pas dans les saturateurs.

c. Débenzolage du gaz. — Le débenzolage est basé sur la propriété que possède l'huile lourde de goudron d'absorber le benzol brut contenu dans le gaz de houille.

Après son passage dans les saturateurs, où il s'est échauffé exagérément, le gaz est ramené à température convenable, dans des réfrigérants tubulaires refroidis par arrosage extérieur ou dans des laveurs à plateaux, par contact, et, parfois, dans les deux. Il passe ensuite dans une série de laveurs à plateaux ou à claies, sur lesquels tombe de l'huile finement divisée pour augmenter sa surface d'absorption.

Le gaz débenzolé peut alors être livré à la consommation. Il est généralement brûlé dans la proportion de 50 % dans les piédroits, et l'excédent est disponible pour des foyers industriels, pour des moteurs à explosion et pour l'éclairage et le chauffage des villes.

Quant à l'huile lourde chargée de benzol, elle s'écoule au bas des laveurs, où elle est reprise et refoulée dans un faisceau tubulaire « un échangeur de température », réchauffé extérieurement par l'huile débenzolée retournant au circuit; sa température est portée ainsi aux environs de 115 degrés. Cette température est portée ensuite à 160 degrés, dans une colonne de désessenciement, au contact de tuyaux à ailettes parcourus par de la vapeur. Il en résulte une distillation du benzol brut (benzol chargé de vapeur d'eau, de naphthaline et de traces de goudron), qui est recueilli dans des citernes.

d. Distillation du goudron. — Le goudron obtenu par condensation n'est employé à l'état brut que pour l'entretien des routes et un peu comme combustible, mais sa distillation donne des produits nombreux et importants :

Des huiles légères donnant à leur tour, par fractionnement, du benzol; Des huiles moyennes ou créosotées distillant entre 170 et 230 degrés, qui contiennent de la naphthaline et du phénol;

Des huiles lourdes distillant entre 230 et 280 degrés, qui contiennent également de la naphthaline et des substances homologues du phénol;

Des huiles anthracéniques, qui distillent entre 280 et 320 degrés et contenant de l'anthracène;

Comme résidu, du brai.

Par refroidissement, les huiles laissent déposer la naphthaline et l'anthracène, qui servent de point de départ, principalement dans la chimie des matières colorantes et pharmaceutiques, à une foule de produits.

Les propriétés antiseptiques du phénol rendent les huiles moyennes et lourdes particulièrement propres à la conservation des bois.

Les éléments chimiques de toutes ces substances sont principalement du carbone et de l'hydrogène. Elles sont par conséquent éminemment combustibles et peuvent être utilisées comme tels, indépendamment des usages auxquels les destinent leurs propriétés spéciales.

Pour être distillé, le goudron est pompé dans une chaudière appelée déshydrateur, faiblement chauffée par un serpentín à vapeur. Des bulles se dégagent à la surface, éclatent et finissent par former une nappe d'eau que l'on évacue dans la cuve à eaux ammoniacales par le jeu de robinets fixés à hauteurs convenables.

Après déshydratation, le goudron est refoulé dans des chaudières à feu nu, munies d'agitateurs. En outre, des racloirs mécaniques s'opposent à l'adhérence sur la paroi de la chaudière d'une sorte de coke.

L'élévation progressive de la température des chaudières à goudron est très lente. Elle est réglée de façon à extraire successivement les dérivés énumérés ci-dessus sans provoquer des émulsions.

A la fin de la distillation, un jet de vapeur refoule le brai dans un étouffoir, puis dans un parc à brai.

Le benzol recueilli est envoyé dans les citernes.

Les différentes huiles résultant de la distillation du goudron sont envoyées dans des cristallisoirs, où la naphthaline et l'anthracène se séparent. Il suffit alors de soutirer l'huile, d'essorer la naphthaline et de passer la pâte anthracénique au filtre-pressé pour obtenir les produits commerciaux.

e. *Rectification des benzols.* — Leurs propriétés dissolvantes des matières grasses font employer les benzols dans les industries du caoutchouc, de la teinturerie, du dégraissage, etc. Le benzol se répand même comme combustible, en remplacement de l'essence de pétrole, « la benzine », pour les moteurs d'automobiles (?).

Les « produits purs » : benzène, toluène, xylène, employés pour la fabrication des colorants, des explosifs et des produits pharmaceutiques, pourraient être obtenus en remplacement des produits commerciaux ordinaires (benzol 90 p. 100), mais les cokeries se consacrent peu à ces fabrications délicates.

La rectification habituelle consiste à envoyer le benzol brut dans une chaudière chauffée par un serpentín contenant de la vapeur à 10 kilos. Le benzol est porté à température d'ébullition, des vapeurs s'élèvent dans une colonne à plateaux dont les fractions les plus lourdes se condensent et reviennent à la chaudière, tandis qu'à la partie inférieure de la colonne on recueille successivement, après refroidissement dans un serpentín entouré d'eau froide, les produits de qualités déterminées passant à des températures différentes, comprises entre 85 et 150 degrés.

Il rest dans la chaudière des résidus d'huile et de naphthaline, qui sont envoyés aux cristallisoirs.

(?) La revue *Le Pétrole* du 1^{er} juillet 1930 a publié une conférence de M. Braunschwig spécifiant que la consommation française du benzol comme comburant est de l'ordre de 66.000 tonnes par année.

Avant d'être livré au commerce, le benzol subit un traitement chimique comprenant des lavages à l'acide sulfurique et un lavage à la soude. A cet effet, il est renvoyé dans un réservoir métallique à fond conique, muni d'un agitateur mécanique, dans lequel on ajoute de l'acide sulfurique à 66°. Après un brassage rapide, l'acide est soutiré en entraînant de l'eau. Un second lavage à l'acide, avec agitation pendant 50 à 60 minutes, entraîne des produits sulfurés, du goudron et de la naphthaline.

Après les deux lavages à l'acide, on procède à une addition d'eau pour décomposer et émulsionner les goudrons adhérant au laveur. Lorsque l'action de l'eau est assez avancée, on la soutire ainsi que les produits émulsionnés.

Cette dernière opération est renouvelée une seconde fois, puis on procède à un lavage à la soude pour séparer les derniers phénols par décantation.

III. — Hygiène : hautes températures, sources et nature des dégagements poussiéreux et gazeux.

La fabrication du coke et le traitement des produits de la distillation de la houille s'accompagnent de production de chaleur et de dégagements de poussières, de fumées et de gaz ou vapeurs.

CHALEUR. — Des températures élevées se constatent à l'enfournement, au défournement et à l'extinction du coke.

Le travail qui consiste à ouvrir en temps utile les clapets des barillels, au droit des colonnes montantes, et à gratter la paroi interne de ces colonnes, pour en détacher une sorte de charbon de cornue qui tend à s'y déposer et à les obstruer, oblige aussi des ouvriers à circuler constamment sur les massifs des fours, toujours très chauds, et à stationner au voisinage d'ouvertures par lesquelles sortent des gaz chauds et des flammes.

La situation est la même pour les ouvriers qui lèvent les portes des fours avant le défournement ou qui les lutent, après enfournement.

Dans les très anciennes installations, on compte aussi parmi les ouvriers exposés à la chaleur, ceux qui, au moyen de ringards, égalisent la charge introduite dans les fours.

Dans des cokeries, les températures les plus élevées règnent dans des tunnels étroits, aménagés sous les fours, à proximité de récupérateurs et de conduites parcourus par des gaz chauds, dans lesquels sont installés les organes de réglage et d'inversion de l'air arrivant dans les piédroits. Dans un tunnel d'une cokerie relativement ancienne, la température atteignait près de 70°; l'envoi d'air frais, sur notre demande, eut pour effet de la ramener simplement aux environs de 50°.

Accessoirement, les ouvriers des services d'entretien, en particulier les fumistes, tenus de réparer les cellules mises isolément à l'arrêt, sont exposés, à certains moments, aux inconvénients d'une vive chaleur.

POUSSIÈRES. — La manutention journalière de plusieurs centaines de tonnes de charbon pulvérulent, repris plusieurs fois de suite pour être transporté à des centaines de mètres, en passant par des appareils de dosage et de broyage, produit inévitablement des poussières.

Il s'en produit au déchargement et à la reprise des fines sur parc.

Outre le personnel du service de manutention et de transbordement, y sont plus spécialement exposés :

Les surveillants des concasseurs du charbon reçu en morceaux;

Les ouvriers qui entrent dans les silos, pour faciliter la descente des fines sur les tables doseuses, au moyen d'outils appropriés;

Les surveillants des tables doseuses, des transporteurs et des broyeurs finaux;

Les préposés à l'enfournement.

Des poussières d'une nature peu différente se produisent pendant le défournement, l'extinction et la manutention du coke. En tombant sur l'aire de défournement ou dans des wagons spéciaux, le gâteau se sépare en fragments, libérant aussitôt les particules peu ou pas agglutinées pouvant se trouver au sein de la masse; d'autre part, des poussières résultent de chutes et de chocs successifs des morceaux les uns sur les autres. Comme mise en présence de l'air une partie du coke s'enflamme, ces poussières sont soulevées et retombent ensuite dans le voisinage plus ou moins immédiat. Le courant ascensionnel des vapeurs résultant de l'extinction par l'eau a une conséquence identique.

Si on procède à l'extinction par le procédé dit « à sec », la production poussiéreuse pendant le transport et les transvasements successifs n'est pas moindre. A ... , rien que la descente du coke éteint dans les wagons servant à son transport au poste de triage donne très approximativement, par période de vingt-quatre heures, 3 tonnes 500 de poussières, aspirées et recueillies, pour une production de l'ordre de 800 tonnes de coke.

Enfin, les manutentions nécessaires pour le triage, la préparation et les expéditions contribuent au soulèvement des poussières.

D'une façon générale, les poussières sont projetées avec une force vive suffisante pour qu'elles se déposent dans toutes les directions et pénétrant jusque dans les locaux par les interstices des portes et fenêtres.

FUMÉES. — Les fumées se dégagent abondamment pendant le chargement des fours, qu'ils soient chargés par le haut ou qu'ils reçoivent des saumons pilonnés. Pendant cette opération, la cellule doit être mise en communication avec l'air libre, pour éviter les entrées d'air dans le barillet, susceptible de former des mélanges détonants qui provoqueraient de graves explosions. Or, comme au contact de la paroi de la chambre de distillation dont la température est de l'ordre de 1.200°, du charbon s'enflamme spontanément, des fumées sortent et se répandent en nuages parfois très denses.

De très abondantes fumées se remarquent aussi pendant l'opération du répalage.

Des fumées se répandent également pendant le défournement, du fait qu'en arrivant en plein air du coke s'enflamme. Mais les fumées dues à cette cause ne sont très abondantes que si le saumon défourné contient en son milieu du charbon non distillé, « des incuits », par suite d'un mauvais réglage de la cuisson. Toutefois, cette production accessoire dure jusqu'à extinction complète de la masse.

Plus les fours sont nombreux, plus fréquentes et plus importantes sont les productions de fumées. Pour fixer les idées, on peut considérer qu'une cokerie disposant de 100 fours recevant chacun une charge toutes les vingt heures pourrait donner lieu à :

100 productions importantes de fumées par les ouvertures de chargement;

100 productions très importantes par les ouvertures de répalage;

100 productions moins sensibles pendant les défournements,

soit 300 productions au total, ce qui en représenterait une toutes les quatre minutes, ne laissant pas au nuage le temps de se disperser.

Aux fumées normales s'ajoutent celles qu'exhalent les chambres de distillation et les piédroits par les fissures forcément nombreuses.

Enfin, dans toute usine exploitant une distillerie de goudron, des fumées se répandent pendant la coulée du brai, et si ce résidu s'enflamme il en résulte une production considérable de fumées très denses.

GAZ ET VAPEURS. — Le cycle des opérations et les réactions physiques et chimiques sont tels que des gaz et vapeurs se répandent dans l'atmosphère, s'y associent ou s'y dissocient suivant la température et l'état hygrométrique pour donner naissance à des composés complexes qui, s'ils ne sont pas nécessairement toxiques, sont incommodes et altèrent incontestablement la pureté de l'air, même s'ils ne sont mélangés qu'à faibles doses.

En premier lieu, par les fissures qui se forment à l'usage dans les maçonneries des récupérateurs, des chambres où brûle le gaz et des carneaux allant aux cheminées, il se dégage des produits de combustion : acide carbonique et oxyde de carbone.

Lorsque les extracteurs produisent une insuffisante dépression, des produits de distillation : goudron, benzol et gaz, ce dernier constitué en partie par CO et CO², sortent par les fissures de la maçonnerie des chambres de carbonisation.

Ce sont les mêmes gaz qui s'infiltrent sous les portes fermant les extrémités des cellules et que respirent tout spécialement les ouvriers chargés de les luter pour les rendre hermétiques.

Les fumées qui se dégagent si abondamment pendant le chargement et le répalage contiennent surtout de la vapeur d'eau et des parties charbonneuses, mais aussi des goudrons, du benzol et du gaz.

En pleine marche, si pour une cause quelconque les extracteurs s'arrêtent, l'issue habituellement offerte aux produits de distillation est l'air libre, de sorte que pendant une durée plus ou moins longue toute la gamme des corps qu'ils contiennent se répand librement et très abondamment.

Pendant l'extinction du coke, à la lance ou sous une tour, il y a formation de gaz sulfureux : au contact du coke incandescent une partie de la vapeur d'eau qui se forme se dissocie et se combine avec le soufre du charbon (malgré les marchés imposant la fourniture de houille contenant peu de soufre, il est exceptionnel que sa teneur tombe au-dessous de 2 p. 100) pour former des composés sulfureux, notamment de l'hydrogène sulfuré ⁽¹⁾.

Le soufre passe également partie dans le benzol et partie dans le gaz débénzolé, sous forme de divers composés. C'est d'ailleurs pourquoi l'atmosphère des cokeries contient toujours un pourcentage d'acide sulfureux ⁽²⁾.

Les eaux sortant des laveurs finaux, dits aussi « laveurs à naphthaline », se chargent de phénol. Pendant leur refroidissement dans des réfrigérants, où elles se divisent en très fines gouttelettes, l'augmentation de surface de contact avec l'air favorise leur évaporation et les émanations malodorantes qui leur sont particulières.

De leur côté, les eaux ammoniacales, après distillation, dégagent pendant leur refroidissement des odeurs d'autant plus vives que l'opération a été moins bien menée.

⁽¹⁾ M. S. Brull, dans son opuscule *Les tendances actuelles des procédés sidérurgiques*, remarque que toutes les parties métalliques sont attaquées par les gaz sulfureux résultant de l'extinction du coke.

⁽²⁾ Des recherches effectuées en Allemagne auraient décelé aux environs des cokeries une teneur moyenne de SO²H² de 1/1.000.000^e. On prétend que 1/500.000^e serait nuisible à la végétation, et particulièrement aux conifères.

L'agitation de l'acide sulfurique dans les saturateurs ainsi que la réaction sur les gaz ammoniacaux provoque des dégagements de vapeurs acides, surtout avec les appareils imparfaitement étanches.

Dans l'atelier de désessenciement, la présence de vapeurs de benzol est révélée par une odeur très caractéristique.

Pendant la déshydratation du goudron, les premiers gaz libérés sont des vapeurs de sulfure de carbone, que l'on envoie directement dans l'atmosphère. Elles ont une odeur très désagréable, en raison des impuretés qui les accompagnent.

Dans l'atelier de rectification du benzol, les odeurs habituellement perçues sont dues à des vapeurs de benzol et d'acide sulfurique.

D'autre part, dans les cokeries annexées à des usines métallurgiques, disposant par conséquent de gaz de hauts-fourneaux, l'utilisation totale du gaz de houille n'est pas toujours assurée. Après débencolage, l'excédent du gaz est envoyé dans l'atmosphère. Des circonstances peuvent être telles qu'une cokerie carbonisant 700 tonnes de houille enverrait la moitié de sa production gazeuse dans l'air, soit environ

$$\frac{700 \times 300}{2} = 105.000 \text{ mètres cubes par vingt-quatre heures, si les mesures nécessaires ne sont pas prévues. On conçoit facilement l'état de pollution de l'air qui en résulterait.}$$

On peut donc dire que les gaz et vapeurs des cokeries contiennent notamment :

- De l'acide carbonique;
- De l'oxyde de carbone;
- De l'acide sulfhydrique ;
- De l'acide sulfureux;
- De l'acide sulfurique;
- Du gaz ammoniac;
- Du sulfure de carbone;
- Des vapeurs de goudron et de brai;
- Du benzol;
- Du phénol,
- Et il faut ajouter de l'acide cyanhydrique (1).

Sauf les vapeurs de brai, tous les corps énumérés ci-dessus figurent sur la liste des poisons industriels et des autres substances dangereuses pour la santé que l'on rencontre dans l'industrie, qui fut dressée, en 1911, par le Conseil permanent d'hygiène de l'Association internationale pour la protection des travailleurs (2). Les usines à gaz et les cokeries sont, d'après les auteurs de cette liste, au nombre des industries où des intoxications peuvent être occasionnées par la plupart de ces corps.

IV. — Notions succinctes concernant l'action sur l'organisme des poussières et des gaz ou vapeurs des cokeries (3).

Indépendamment des lésions particulières résultant de leur dépôt sur les différentes parties du corps, les poussières inhalées peuvent provoquer des troubles particuliers appelés pneumoconioses. La pneumoconiose

(1) Dans un rapport établi par un ingénieur de cokerie pour démontrer que les eaux ayant servi au lavage du gaz en contenaient un faible pourcentage, nous avons retenu : « Le gaz de contient 0 gr. 18 d'acide cyanhydrique, soit 14 fois moins qu'en donne la distillation des charbons du Nord »

(2) Liste publiée au *Bulletin de l'Inspection du Travail*, année 1913, p. 119.

(3) Pour détails complémentaires, se reporter aux ouvrages spéciaux.

attribuable aux poussières de charbon et aux fumées se nomme anthracose. Tous les citadins finissent par en être atteints sous une forme bénigne : le poumon de l'adulte et celui du vieillard sont toujours sillonnés de trainées noirâtres qui ne sont que des dépôts de charbon et de fumée provenant des appareils de chauffage, d'éclairage et, depuis un peu plus d'une vingtaine d'années, des moteurs d'automobiles. Chez les ouvriers qui respirent journellement d'abondantes poussières de charbon, le dépôt est plus important et le malade finit par présenter tous les signes d'un phthisique.

Etant donnée la composition habituelle du coke métallurgique :

2,20 p. 100 d'eau;

11,80 p. 100 de cendres;

85,20 p. 100 de carbone;

0,80 p. 100 de soufre à l'état de sulfure et de sulfate,

l'action de ses poussières sur l'organisme doit-elle être sensiblement identique à celles du charbon. En outre, elles sont particulièrement incommodes, du fait que dures et spongieuses elles adhèrent sur la peau en sueur comme pour s'y incruster.

L'acide carbonique respiré à forte dose est susceptible de provoquer la mort par asphyxie. Jusqu'à 3 et même 6 p. 100, il ne donne lieu qu'à des malaises, notamment à des maux de tête.

Une assez faible teneur d'oxyde de carbone dans l'air suffit pour donner des maux de tête et des vertiges; la transformation du sang veineux en sang artériel est incomplète. Ce gaz forme avec l'hémoglobine un composé assez stable, qui la rend momentanément impropre à remplir son rôle physiologique, de sorte que si le malade n'est pas rapidement soustrait à son action la mort peut s'ensuivre.

L'acide sulfhydrique est un gaz très toxique qui exerce une action analogue à celle de l'oxyde de carbone sur les globules rouges du sang.

L'acide sulfureux et l'acide sulfurique peuvent exercer une action corrosive sur le tégument, de l'irritation des muqueuses et des troubles digestifs.

L'ammoniac provoque l'irritation et l'inflammation des muqueuses de l'organe respiratoire. Une sorte de catarrhe résulte de son inhalation habituelle.

Le sulfure de carbone agit en même temps sur les globules rouges du sang et sur le système nerveux. Les symptômes d'intoxication sont des maux de tête, des sensations vertige, de l'étourdissement, de la faiblesse musculaire et de la paralysie passagère des muscles. Son action se traduit fréquemment par des troubles visuels (*).

Les vapeurs de goudron et de brai ont une tendance à provoquer des conjonctivites, corysas, angines, bronchites, des fourmillements et des crampes. En outre, il pourrait en résulter une sorte de gale sous la forme d'eczéma; assez souvent, sur les parties de la peau irritées et enflammées apparaîtraient des ulcérations cancéreuses.

Le benzol agit principalement sur le système nerveux. On observe habituellement de la lourdeur de tête, des bourdonnements d'oreilles, des vertiges, de la somnolence, en somme un état identique à celui de l'homme ivre.

Le phénol exerce une action corrosive sur la peau et sur les muqueuses. Il est surtout très incommode, du fait qu'une très faible teneur suffit pour dégager de vives odeurs, désagréables aux personnes sensibles.

(*) Les manifestations oculaires du sulfocarbonisme ont été étudiées par M. le docteur F. Heim dans un chapitre de son ouvrage *Recherches sur l'hygiène du travail industriel*.

On attribue à l'acide cyanhydrique des maux de tête, des vertiges, des nausées, de la perte d'appétit et des troubles stomacaux et intestinaux.

V. — Faits tendant à établir que les cokeries constituent une cause d'insalubrité.

Les précisions concernant l'état de morbidité des travailleurs des cokeries ne pourraient être recueillies qu'auprès des médecins les visitant habituellement. Malheureusement, deux motifs au moins rendent les observations nécessaires pratiquement impossibles :

a. D'une part, au cours de ces dix dernières années, on a surtout recruté pour ces établissements des travailleurs étrangers instables, se livrant peu à l'observateur. En effet, venus en France pour remplir un contrat d'une durée déterminée, rien ne les retient dans une localité plutôt que dans toute autre; ils ne se plaignent pas, mais si le travail dont ils sont chargés les incommode ou, simplement, leur déplaît, ils changent d'employeur et de profession dès qu'ils en ont la possibilité, souvent sans attendre l'expiration de leur contrat;

b. Les fours à coke sont habituellement situés dans des régions où l'air est déjà vicié par d'autres sources d'infection d'origines industrielles.

L'action des gaz de fours à coke sur l'organisme étant forcément lente, l'observateur ne dispose donc, dans la plupart des cas, que d'une base très précaire.

Les seuls termes de comparaison qui nous ont été communiqués dans une usine où fonctionnent des hauts-fourneaux et une cokerie sont reproduits ci-après :

ANNÉE 1930.	NOMBRE DE BONNES VISITES DÉLIVRÉES MENSUELLEMENT AU PERSONNEL					
	des hauts fourneaux.			de la cokerie.		
	Effectifs.	Nombre de visites		Effectifs.	Nombre de visites	
		pour maladies.	pour blessures.		pour maladies.	pour blessures.
Avril.....	347	30	13	282	27	3
Mai.....	363	32	20	294	29	8
Juin.....	364	41	23	296	26	8
Juillet.....	358	36	12	295	29	8
Août.....	349	23	12	298	34	6
Septembre.....	301	13	15	293	13	6

Pour les six mois considérés, les chiffres ci-dessus font apparaître que les travailleurs des hauts-fourneaux se sont présentés à la visite médicale dans la proportion de 50,43 p. 100, tandis que le pourcentage d'ouvriers de la cokerie malades a atteint 59,61 p. 100. Par contre, il apparaît que le risque d'accidents est plus faible à la cokerie.

Les renseignements contenus dans le tableau précédent se rapportent à une période trop courte pour être probants. Ils ne constituent qu'une simple indication.

A défaut de documentation d'ordre médical, nous relaterons quelques faits d'intérêt moindre, bien que non dépourvus de signification. Nous estimons, au sujet de ces derniers, que toute remarque concernant des habitants voisins des cokeries s'applique, à plus forte raison, aux travailleurs de ces établissements.

Vers 1925, dans le but d'apaiser des plaignants, le directeur de l'usine de ... fit recueillir sur des plaques de tôle les poussières retombant à 200 ou 300 mètres de sa cokerie. Or, contrairement à son attente, les résultats ne firent que confirmer les plaintes reçues, tant en ce qui regarde l'origine des poussières que leur importance.

Aucun cas d'intoxication attribuable à l'oxyde de carbone ne nous a été signalé. Mais la lividité du visage d'ouvriers rencontrés sur des fours constitue un indice d'intoxication chronique; nous sommes persuadé que l'analyse ou l'examen spectroscopique de leur sang révélerait la fixation d'oxyde de carbone par l'hémoglobine.

L'hydrogène sulfuré est le gaz dont la présence est la moins contestable, les pièces de monnaie et les boîtiers de montres que portent sur eux les travailleurs se ternissent très rapidement.

A ..., lors d'une enquête faite au titre d'Inspecteur des établissements classés, des habitants nous déclarèrent qu'il régnait parfois une odeur semblable à celle dégagée par des fosses d'aisance en vidange et que les gaz auxquels elle était due ternissaient les objets en argenterie jusque dans les meubles les contenant. L'Ingénieur de l'usine, chargé de nous recevoir, à qui nous fîmes part de cette remarque, n'en éprouva nulle surprise : il avait, nous dit-il, procédé à des constats de même nature dans son appartement, situé à près de 400 mètres de la cokerie.

A ... et à ..., des ouvriers occupés à l'extinction du coke, au moyen de lances, nous ont déclaré qu'ils perdaient l'appétit et qu'ils ressentaient des douleurs à l'estomac et à la tête, malaises qu'ils attribuaient aux vapeurs d'eau de l'extinction, chargées d'impuretés.

Dans l'une des deux cokeries du paragraphe précédent, on utilisait, en premier lieu, pour l'extinction, les eaux provenant des laveurs finaux (utilisation des eaux en circuit fermé). Mais, comme elles étaient chargées d'hydrogène sulfuré et de cyanures, on dut renoncer à cette pratique, après avoir reconnu que les ouvriers chargés d'asperger le coke au moyen de lances en éprouvaient des malaises.

Les mêmes vapeurs se répandent dans les cokeries qui utilisent les mêmes eaux dans des tours d'extinction, mais comme elles sont immédiatement dispersées à grande hauteur le risque est moins grand pour les ouvriers.

Dans presque tous les ateliers de sulfatation, on rencontre des ouvriers se plaignant de maux d'estomac et de vertiges dus à l'inhalation de vapeurs d'acide sulfurique. C'est pour ce motif qu'à ... ils sont remplacés périodiquement, tous les deux ou trois ans.

A ..., un contremaître, chef des services d'entretien, nous a déclaré que la plupart de ses ouvriers se plaignent de maux de tête lorsqu'ils ont effectué des réparations aux appareils de la sulfatation.

A ..., dans l'atelier de rectification des benzols, deux ouvriers nous ont déclaré qu'ils souffraient de crampes d'estomac et de vertiges provoqués par les vapeurs de benzol; en outre, ils manifesteraient une tendance au sommeil. Par moments ils tituberaient, comme s'ils étaient en état d'ivresse.

Dans la même cokerie, l'Ingénieur chef du service nous a signalé qu'en 1929 il eut connaissance d'un cas présentant toutes les caractéristiques de l'ivresse dans l'atelier de rectification du benzol.

Personnellement, il nous est arrivé d'être éveillé par l'odeur du gaz, ressentie dans une chambre d'hôtel distante de 200 mètres au moins d'une cokerie.

A ..., les ouvriers, logés à proximité de la cokerie et incommodés par le gaz, nous ont affirmé qu'ils multipliaient les démarches auprès de la direction pour que des logements plus éloignés leur soient affectés.

A ..., un chef de chantier, qui habitait un logement mis gratuitement à sa disposition, dut déménager en raison des douleurs encéphaliques

ressenties par sa femme et attribuées aux gaz répandus par une cokerie voisine.

A ..., un gardien, sa femme et son fils (jeune homme de 16 à 17 ans) habitaient une maisonnette située dans l'enceinte de l'usine. Or, sans avoir été malades, leur appétit baissait, puis ils éprouvèrent des maux de tête et, finalement, accusèrent une notable diminution de poids. Vers le 10 août 1925, le médecin de l'usine aurait même délivré un certificat médical rédigé comme suit :

« Je certifie avoir examiné la famille D..., demeurant à ..., et avoir constaté que D..., sa femme et son fils ont maigri dans des proportions considérables : D... de 28 livres, sa femme de 17 livres et son fils de 13 livres.

« L'examen chimique et l'examen des urines ne peuvent expliquer cet état de choses. J'incrimine les gaz de benzol qui sont respirés à jet continu, et j'estime qu'il est urgent de désaffecter l'appartement qu'habite D.... »

Nous ne pûmes avoir connaissance de l'original, détenu par la Direction de l'usine, mais M. le chef du personnel nous confirma qu'un certificat contenant ce qui précède avait bien été remis par le Docteur ...

A ..., les employés de la Compagnie des chemins de fer adressèrent une réclamation à la direction de la Compagnie, au sujet des émanations d'une cokerie voisine dont les dégagements leur semblaient préjudiciables à leur santé. Une enquête fut faite par le médecin-chef de la Compagnie, en collaboration avec M. le docteur ... D'après ce dernier, aucun cas d'intoxication ne fut relevé, toutefois il fut signalé que deux employés avaient éprouvé des malaises assez graves dus au gaz. En tout cas, le résultat de cette enquête aurait permis à un certain nombre d'employés d'obtenir un changement de résidence sous prétexte que l'atmosphère polluée était préjudiciable à leur santé ou à celle de membres de leur famille.

A ..., le docteur ... nous a déclaré que tous ses collègues de la région sont d'accord avec lui pour admettre que les émanations de la cokerie sont susceptibles d'aggraver la morbidité. A titre indicatif, il nous a signalé que sa voiture ayant été en station pendant quelques heures à plusieurs centaines de mètres d'une cokerie, il constata un dépôt abondant de poussières et l'attaque de la peinture, par des gaz vraisemblablement. Ceci s'explique en partie si, ce jour-là, la direction des vents entraînait les émanations vers la voiture et si, d'autre part, un volume considérable de gaz non brûlé était rejeté dans l'atmosphère, notamment de l'acide sulfureux.

A ..., la rumeur publique attribuait la mort d'un enfant au gaz de fours à coke et à des vapeurs de phénol de même origine. Nous fîmes une visite au médecin traitant, qui nous déclara que les émanations de la cokerie étaient à juste titre considérées comme une cause de morbidité, du seul fait qu'elles polluaient l'air, mais qu'elles étaient toujours trop diluées pour constituer une cause de mortalité.

Le phénol contenu dans les eaux usées des cokeries, si ces dernières ne sont pas évacuées dans des conditions satisfaisantes, risque de polluer les cours d'eau et les sources^(*). Un différend soumis à l'appréciation des tribunaux, est survenu entre une municipalité et une Société minière, au sujet des eaux phénolées de sa cokerie regardées comme cause de pollution des puits.

(*) Cette pollution est habituellement attribuée aux phénols et aux produits cyanogènes. D'ailleurs, ces corps agissent également sur les plantes.

Sans pour cela nous étendre sur les questions relatives à la sécurité, nous rappellerons quelques accidents graves survenus dans des cokeries.

Le 5 février 1930, des journaux annoncèrent 3 intoxications par le gaz émanant d'une cuve à benzol, dont une mortelle, survenues dans une cokerie de ...

Le 15 janvier 1930, la presse signalait la mort de deux ouvriers et l'état désespéré d'un troisième, blessés par l'explosion d'un appareil utilisé pour la fabrication de l'ammoniaque synthétique, à la cokerie de ...

Le 25 avril 1930, *La Gazette de Charleroi* annonçait qu'à la cokerie de ... (Belgique), l'explosion d'un réservoir d'ammoniaque eut pour effet de projeter ses éclats à 90 mètres de distance et que, quand le gaz qui s'était répandu fut dissipé, on compta 4 ouvriers morts par asphyxie, 10 ouvriers ayant subi un assez grave commencement d'asphyxie et 70 plus légèrement atteints. L'article contenait cette phrase : « Ce fut parmi les habitants proches une panique indescriptible, chacun fuyait dans les rues afin d'échapper aux gaz délétères. »

Ces deux derniers accidents ne sont possibles que dans les seules cokeries fabriquant de l'ammoniaque synthétique, mais les accidents par inhalation de vapeurs de benzol peuvent survenir dans toute cokerie.

VI. — Mesures partielles ayant pour effet d'améliorer les conditions d'hygiène.

Une remarque s'impose qui domine toute la question : dans l'industrie du coke, plus peut-être que dans toute autre, l'intérêt de l'hygiène s'accorde pleinement avec celui des industriels, du fait que l'air est principalement pollué par des gaz possédant une valeur marchande. Ce motif a d'ailleurs pour conséquence probable qu'il n'existe plus dans le monde de cokerie continuant à ne pas recueillir les produits de la distillation.

Les progrès réalisés dans un but économique constituent en même temps un immense progrès en ce qui regarde l'hygiène. A cet égard, les photographies, figures 4 et 5, représentant le défournement et l'enlèvement du coke sur aire plane dans une cokerie ancienne et la photographie figure 6 d'une cokerie moderne, sur laquelle on remarque l'outillage mécanique substitué à la main de l'homme, sont des plus significatives.

La technique de l'industrie du coke étant encore en pleine évolution, il peut être utile, au point de vue de l'hygiène, de dégager la leçon de l'expérience. Nous nous efforcerons d'y contribuer dans ce qui suit en énumérant des améliorations partielles réalisées dans quelques établissements et celles qui semblent possibles.

En ce qui regarde le personnel occupé à l'enfournement et au défournement, les améliorations sont intimement liées à la généralisation des cellules spacieuses. On diminuerait ainsi le nombre des opérations à effectuer et, par suite, la fréquence des interventions d'ouvriers au voisinage de sources de chaleurs et d'émanations poussiéreuses et gazeuses.

La cellule spacieuse, qui s'obtient par augmentation de sa hauteur, conduit à distiller du charbon non pilonné. Dès lors, elle entraîne l'adoption d'un mode de chargement rapide : par coals-cars. A Ougrée-Marhage (Belgique), les coals-cars sont conçus de façon telle que la durée de chargement de chaque cellule serait de 90 secondes maximum (*).

(*) D'après M. Ch. Berhelot, *Le Génie civil*, du 31 mai 1930, p. 526.

L'emploi d'ouvriers pour luter les portes des fours a cessé d'être nécessaire. Il suffit d'adopter les portes à joints métalliques, qui non seulement dispensent des ouvriers d'un travail pénible, à proximité de sources de chaleur et dans une atmosphère gazeuse, mais présentent les avantages suivants sur les systèmes comportant le lutage à l'argile : réduction de main-d'œuvre, étanchéité constante, propreté et commodité de manœuvre.

Dans une importante cokerie gazière, nous avons remarqué des chambres de distillation inclinées. Si, techniquement, elles ne peuvent être adoptées dans les cokeries métallurgiques, retenons néanmoins les avantages qu'elles présentent : diminution de l'effort de poussée pour sortir

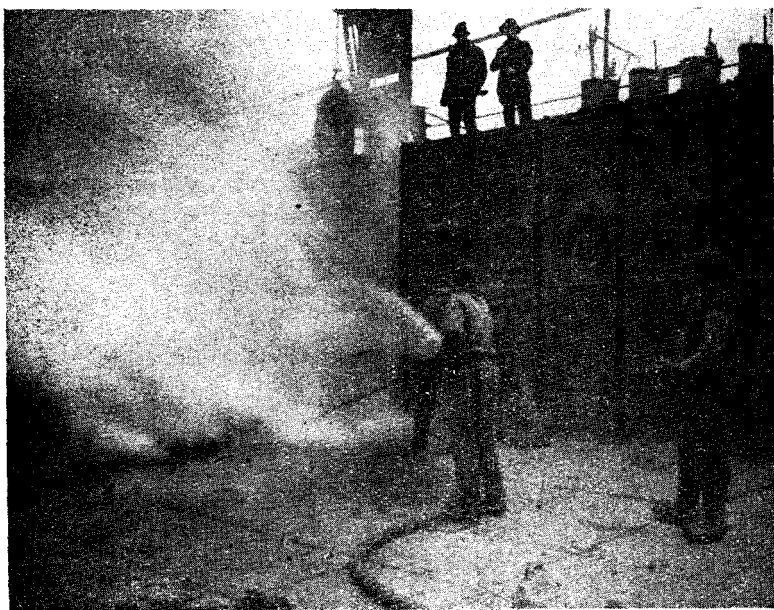


Fig. 4. — Ouvriers d'une ancienne cokerie occupés dans le gaz, la vapeur d'eau et les poussières, à ouvrir et fermer les portes des fours, à luter ces portes et à éteindre le coke à la lance.

le saumon cuit, moins de dislocations des briquetages et rapidité de défournement; par suite, il en résulte de moindres durées de présence des ouvriers à proximité des sources de chaleur pour leur travail normal et pour l'entretien.

L'extinction du coke par projection d'eau, au moyen de lances, apparaît d'un autre âge. Il convient de lui substituer la tour d'extinction, qui supprime l'approche du saumon en ignition et dispense ainsi les travailleurs de respirer les gaz et vapeurs abondamment dégagés. Dans cet ordre d'idées, l'extinction à sec serait d'elle-même préférable à la tour.

Le travail qui consiste à nettoyer la paroi interne des colonnes montantes, en exposant l'ouvrier à une vive chaleur, semble pouvoir être espacé, sinon supprimé. Dans son ouvrage *La Fabrication du coke*, M. Adrien Say signale qu'il est avantageux de faire circuler un courant de goudron léger, qui dissout les goudrons plus épais. Dans une cokerie,

à ..., on obtient un résultat semblable en envoyant périodiquement un courant de vapeur dans la colonne. Il semble qu'il serait avantageux de perfectionner et de généraliser ce système peu coûteux.

Une disposition heureuse consiste à loger les appareillages d'inversion des gaz et de l'air dans des galeries disposées sur les faces avant et arrière des fours; elles sont ainsi bien aérées et éclairées naturellement et les ouvriers y circulent sans y éprouver la moindre incommodité.

Au lieu d'exposer des ouvriers aux inconvénients des poussières pour la manutention des fines à coke sur parcs, il est tout indiqué d'utiliser des pelles mécaniques ou des ponts-roulants à bennes-preneuses. Ces engins sont sans doute coûteux, mais la dépense engagée est vite amortie et, en raison du nombre d'ouvriers occupés à ces manutentions, il en résulte, en définitive, de l'économie.

Dans les opérations de broyage et de manutention du charbon, l'humidification jusqu'à 10 p. 100, pratiquée dans une cokerie, diminue d'une façon très appréciable la production poussiéreuse. Toutefois, il s'agit d'une cokerie enfournant des saumons pilonnés : l'eau favorise l'agglutination des fines sans nuire aux briques aluminosiliceuses. Un pourcentage trop élevé d'eau attaquerait les briques siliceuses des chambres de grandes dimensions recevant du charbon non pilonné.

On peut se dispenser d'occuper des ouvriers dans la masse poussiéreuse, dans les silos, pour faire descendre les fines sur les tables doseuses. Dans un article publié sur *Le Génie civil*, numéros 22 et 23 de l'année 1930, l'auteur indique que la fixation de plaques de verre sur la paroi inclinée des silos a permis de supprimer toute adhérence⁽¹⁾. Un autre avantage en résulte : les ouvriers ne descendant plus dans les silos, le risque d'asphyxie par enlèvement est supprimé.

Diverses mesures seraient de nature à diminuer la production de poussières de coke : perfectionner les wagons employés au défournement, de façon qu'ils constituent des caisses fermées retenant les poussières; réaliser l'aspiration des poussières sur les appareils de triage du coke; dans les systèmes d'extinction à sec, réaliser des caissons d'extinction fermant hermétiquement, aspirer et recueillir les poussières qui prennent naissance pendant le transvasement du coke en ignition et à sa reprise, après extinction.

Les mesures énumérées plus haut : cellules de grande capacité, coalscars perfectionnés, portes à joints métalliques atténueraient déjà la production de poussières, de fumées et de gaz ayant pour origine l'ouverture des cellules. Ces mesures pourraient être complétées, pendant la durée des opérations de chargement et de répalage, par la mise en marche d'un système d'aspiration entraînant les produits soit dans le barillet, soit dans un faux barillet mis en communication avec un foyer afin qu'ils soient brûlés. Des appareils conçus sur ce principe seraient obligatoires en Allemagne; toutefois plusieurs ingénieurs nous ont affirmé que, de graves explosions ayant été occasionnées par les mélanges détonants introduits ainsi dans les barilleaux, lesdits appareils auraient bien été installés mais exceptionnellement mis en service. Cependant, ils sont perfectibles : à notre avis, il doit être possible de régler convenablement l'aspiration et de s'opposer, par ailleurs, à l'introduction d'air, en formant au-dessus des ouvertures de chargement et de répalage un écran de vapeur sous pression⁽²⁾.

⁽¹⁾ *Développement de l'industrie du coke métallurgique en France et dans l'Europe centrale*, par Ch. Berthelot.

⁽²⁾ Un tel dispositif est décrit par M. Perret, Inspecteur départemental du Travail, dans le B. I. T. de 1911, p. 455, *Hygiène et sécurité des ouvriers occupés aux gazogènes*.

Dans les cokeries disposant d'extracteurs de secours, on évite, en cas d'accident matériel à l'extracteur en service, les dégagements abondants des ouvertures des barillets.

Pour prévenir les dégagements de vapeurs de brai, le meilleur moyen est de confier la conduite des appareils de distillation du goudron à un personnel expérimenté.

Rien ne s'opposerait à ce que les vapeurs de sulfure de carbone qui se produisent au début de la distillation du goudron soient recueillies et envoyées dans des foyers pour y être brûlées.

Les gaz qui se dégagent dans l'atelier de sulfatation peuvent être évités en grande partie par l'emploi d'appareils hermétiques, fréquemment visités pour entretenir leur étanchéité. Lorsque la sulfatation se fait par traitement de l'ammoniaque provenant d'eaux distillées (procédé indirect), la meilleure solution consiste à capter dans la cloche du saturateur l'hydrogène sulfuré, le sulfure d'ammonium et les combinaisons cyaniques qui se forment et à les brûler (*).



Fig. 5. — Ouvriers d'une ancienne cokerie occupés, après défournement et extinction du coke, au triage sur une aire plane. Ils respirent de la vapeur d'eau chargée d'hydrogène sulfuré.

Dans les ateliers de desessenciement et de rectification des benzols, les appareils bien clos et étanches sont seuls capables de prévenir les émanations. Enfin, tous les locaux doivent être vastes et munis de toitures élevées, disposées de manière à faciliter la ventilation naturelle.

(*) Solution également préconisée par M. Adrien Say, *La fabrication du coke*.

Les produits phénolés sont ceux dont il est le plus difficile de se débarrasser. A leur sujet, nous relevons ce qui suit dans un article publié par *Deutsche Bergwerke Zeitung* du 20 mars 1926 :

Les eaux résiduaires des cokeries contiennent 0,4 à 0,8 p. 100 de phénols, créosols et bases pyridiques, qui colorent les eaux et leur communiquent une mauvaise odeur et un mauvais goût. Les phénols sont nuisibles à la végétation et aux poissons et en détruisant la végétation, ils empêchent l'épuration spontanée qui se produit dans les cours naturels. Les essais faits pour épurer ces eaux sont restés sans résultat. On a dû renoncer à leur emploi pour l'extinction du coke à cause des réclamations fondées par quelques cas de maladies dues aux vapeurs dégagées pendant l'arrosage. On a essayé inutilement de les répandre sur les crassiers. En Angleterre, on a essayé de les évaporer, mais on remplaçait ainsi un danger par un autre; les phénols évaporés se condensaient dans le voisinage au détriment de la végétation. Le seul procédé qui semble donner des résultats consiste à extraire les phénols au moyen de benzol ou d'autres hydrocarbures.

La récupération des phénols est pratiquée avec succès dans une cokerie de Meurthe-et-Moselle, mais il semble qu'une autre difficulté surgit : manque de débouchés pour écouler ce produit. En effet, les industries qui utilisent les phénols, notamment pour la fabrication des bakélites préféreraient les phénols extraits des goudrons.

VII. — Principales règles à observer dans les cokeries pour concilier l'intérêt de la production avec l'intérêt de l'hygiène.

Indépendamment de toutes autres mesures, il semble que même dans l'industrie de la métallurgie, les industriels auraient, économiquement parlant, avantage à s'entendre pour construire des cokeries centrales produisant plusieurs milliers de tonnes de coke par 24 heures plutôt que d'annexer à chacune de leurs usines des petites cokeries livrant au plus 700 ou 800 tonnes de coke par 24 heures. De tels établissements pourraient être plus facilement isolés des agglomérations et organisés d'une façon très moderne, de sorte que les inconvénients habituels seraient considérablement atténués. C'est d'ailleurs cette solution que tendent à adopter les industriels allemands.

De toute façon, pour les cokeries à créer ou à moderniser, les causes d'insalubrité pourraient être très atténuées, sinon supprimées, en prenant les précautions ci-après :

Construire les cokeries à distance convenable des agglomérations, dans une direction telle que les vents dominants entraînent les émanations normales ou accidentelles du côté opposé aux habitations;

Subordonner l'autorisation d'exploiter une cokerie à la justification préalable de l'utilisation complète des gaz produits, soit dans des foyers industriels, soit, après entente avec les concessionnaires, pour le chauffage et l'éclairage des villes;

En cas de circonstances exceptionnelles, ne permettant pas pendant un délai court de consommer toute la production gazeuse, brûler l'excédent à distance convenable de la cokerie et des agglomérations. De même, en cas de substitution du gaz de cokerie au gaz de hauts-fourneaux ou autres appareils, brûler l'excédent de ces derniers dans les mêmes conditions;

Remplir les chambres de distillation au moyen d'appareils effectuant une charge aussi rapidement que les possibilités techniques le permettent;

Fermer les extrémités des chambres de distillation au moyen de portes assurant instantanément une fermeture hermétique, supprimant tout lutage;

Construire les cellules de façon que le défournement s'effectue très rapidement;

Placer les postes d'extinction, à sec ou à eau, aussi près que possible des fours pour diminuer la durée d'exposition à l'air du coke non éteint;

Autant que possible, recevoir le coke, au défournement, dans des wagons fermés;

Installer des passerelles au-dessus des fours pour que les ouvriers ne circulent pas sur les massifs chauds;

Munir les colonnes montant aux barillets de dispositifs s'opposant à la formation de dépôts sur leur paroi interne;

Disposer les appareils d'inversion des gaz et de l'air dans des galeries bien éclairées et aérées naturellement, construites de façon que la température n'y atteigne pas un degré excessif;

Manutentionner le charbon mécaniquement. L'humidifier dans les limites possibles;

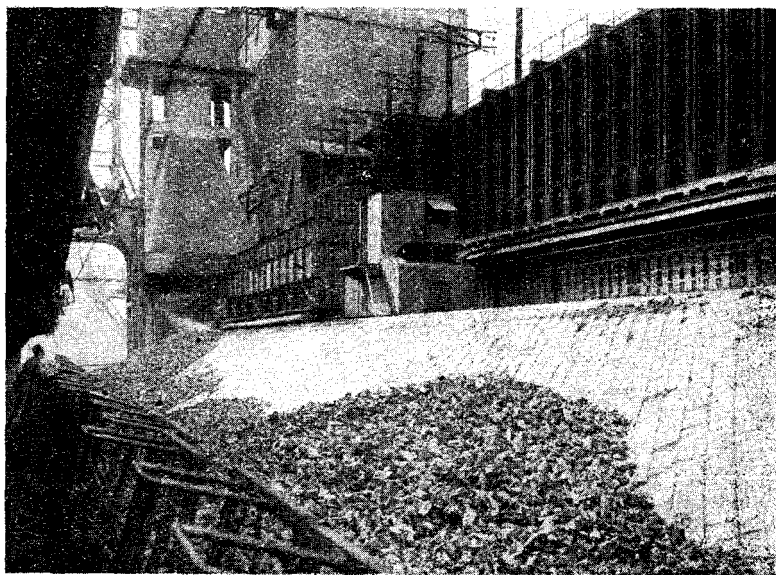


Fig. 6. -- Cokerie moderne. Toutes les manutentions sont effectuées mécaniquement. L'extinction du coke a lieu sous la tour d'extinction que l'on aperçoit à gauche du cliché.

Construire les silos de façon que leurs parois inclinées ne retiennent pas les fines;

Utiliser des appareils s'opposant à la dissémination des poussières, fumées, gaz et vapeurs se dégageant par les diverses ouvertures des fours sans qu'il en résulte toutefois des mélanges détonants;

Disposer d'extracteurs de secours entretenus prêts à marcher, en cas d'arrêt accidentel des extracteurs en service;

Pour prévenir les incendies et les fumées, couler le brai, résidu de la distillation du goudron, sous une couche d'eau;

Epurier et neutraliser les eaux résiduaires avant de les évacuer;

Entretenir parfaitement clos les appareils dans lesquels les sous-produits circulent ou sont traités;

Construire les divers ateliers de façon que leur ventilation naturelle et le renouvellement de l'air soient assurés dans des conditions très satisfaisantes;

Pour l'exécution de travaux exposant des ouvriers à des risques d'asphyxie, disposer d'appareils respiratoires, de cordes et de ceintures placés dans des postes de secours. Exercer du personnel à l'utilisation de ce matériel;

Outre les vestiaires et lavabos obligatoires, mettre chaque pour après le travail un bain-douche à la disposition de chaque ouvrier. Alimenter les lavabos et douches par de l'eau portée à température convenable;

Mettre des réfectoires à la disposition du personnel.

NOTE

SUR LE RISQUE D'ÉLECTROCUTION

RÉSULTANT

DE L'EMPLOI DE CERTAINS TYPES DE CONTRÔLEURS

SUR LES PONTS ROULANTS

PAR M. BABAUD, INSPECTEUR DÉPARTEMENTAL DU TRAVAIL À NANCY.

Aux termes de l'article 8 du décret du 1^{er} octobre 1913 concernant la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques, les canalisations nues appartenant à une installation de la deuxième catégorie doivent être établies hors de la portée de la main.

En ce qui regarde les conducteurs disposés en forme de lyre sur les passerelles des ponts roulants, on considère habituellement que deux mesures sont nécessaires et suffisantes pour satisfaire à cette condition, notamment lorsqu'ils sont parcourus par du courant alternatif à haute tension :

1° Isoler le poste de travail du pontonnier, en le situant dans une cabine contenant les contrôleurs dont il suffit de varier judicieusement la position des manettes, pour actionner les moteurs permettant de soulever et de transporter les charges;

2° Mettre sous la main de cet ouvrier, outre les manettes des contrôleurs, un interrupteur tripolaire, placé en avant des contrôleurs, qu'il lui est recommandé de déclencher chaque fois qu'il accède à la passerelle supérieure, à proximité immédiate des fils nus de la lyre, soit pour visiter, graisser ou nettoyer des appareils, soit simplement pour descendre sur le sol, lorsque la passerelle doit être employée à cet effet.

L'interrupteur tripolaire, qui isole à la fois les trolleys secondaires et les moteurs, peut assurer, dans toutes les circonstances, la sécurité de

l'ouvrier pontonnier : il suffit de le déclencher. Malheureusement, parce qu'il ne se rend pas toujours compte du danger, par imprudence ou pour toute autre cause, cet ouvrier s'expose parfois à entrer en contact avec les fils nus de la lyre, sans avoir préalablement procédé au déclenchement prescrit. La seule manœuvre qu'il exécute consiste à ramener la manette de chaque contrôleur à la position déterminant l'arrêt du moteur correspondant.

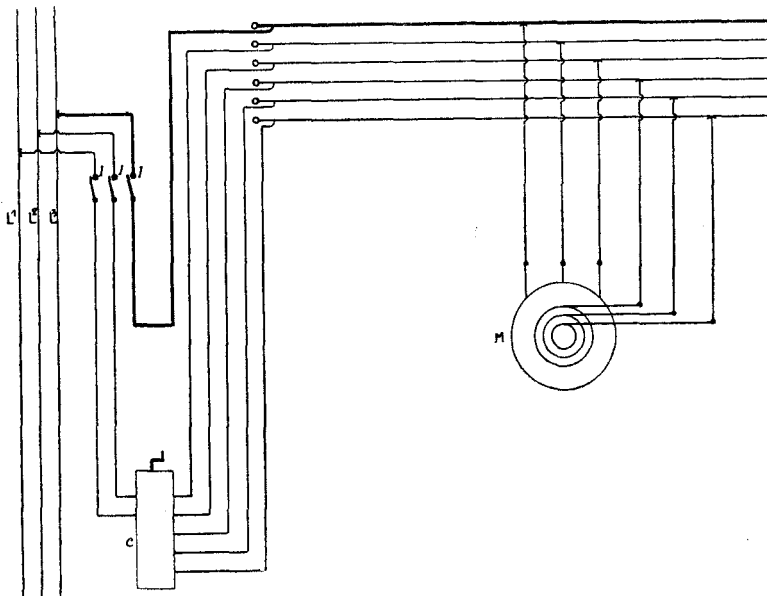


Fig. 1. — Schéma des connexions d'un contrôleur de moteur à courant triphasé coupant le courant sur deux phases : L₁, L₂, L₃, fils de la ligne principale; I, interrupteur tripolaire; M, moteur; C, contrôleur.

Or, contrairement à toute logique, l'arrêt d'un moteur par ce dernier moyen ne suffit pas, dans tous les cas, pour sectionner les trois conducteurs amenant le courant au stator. En effet, trop inconsidérément, pour simplifier la construction du contrôleur et éviter l'encombrement dû à l'emploi d'un cercle et de doigts de contact supplémentaires — peut-être tout simplement pour réaliser un plus bas prix de revient — des constructeurs, négligeant la question de sécurité, livrent des ponts munis d'appareillages ne coupant le courant que sur deux phases au lieu de trois. Le côté technique retenant seul leur attention, il leur suffit de faire passer par le contrôleur deux des fils du stator, avec possibilité de les croiser pour inverser le sens de la marche du moteur, et de conduire directement le troisième fil au stator, comme le montre la figure n° 1.

Avec ce système, quelle que soit la position de la manette du contrôleur, si le courant n'est pas interrompu au moyen de l'interrupteur tripolaire 1, il arrive au moteur par le conducteur représenté en trait fort et de là passe dans les deux autres conducteurs jusqu'à la coupure faite par le contrôleur, mettant ainsi sous tension les trois fils du stator et le moteur. Dans ces conditions, un contact intempestif avec une partie dénudée, la lyre par exemple, peut être une cause de grave électrocution.

Un accident dû à l'emploi de contrôleurs construits sur ce principe est survenu le 10 janvier 1930, aux Aciéries de S..., dans les circonstances ci-après : La victime, ouvrier pontonnier, qui s'était rendue sur la passerelle, après avoir ramené la manette de chaque contrôleur à la position zéro, mais sans avoir déclenché l'interrupteur général placé sous sa main dans la cabine, fut mortellement électrocutée par contact avec les conducteurs nus des trolley secondaires. Il s'agissait d'un pont dont les moteurs recevaient du courant triphasé sous tension de 500 volts.

D'après des ingénieurs électriciens, si des électrocutions mortelles sont

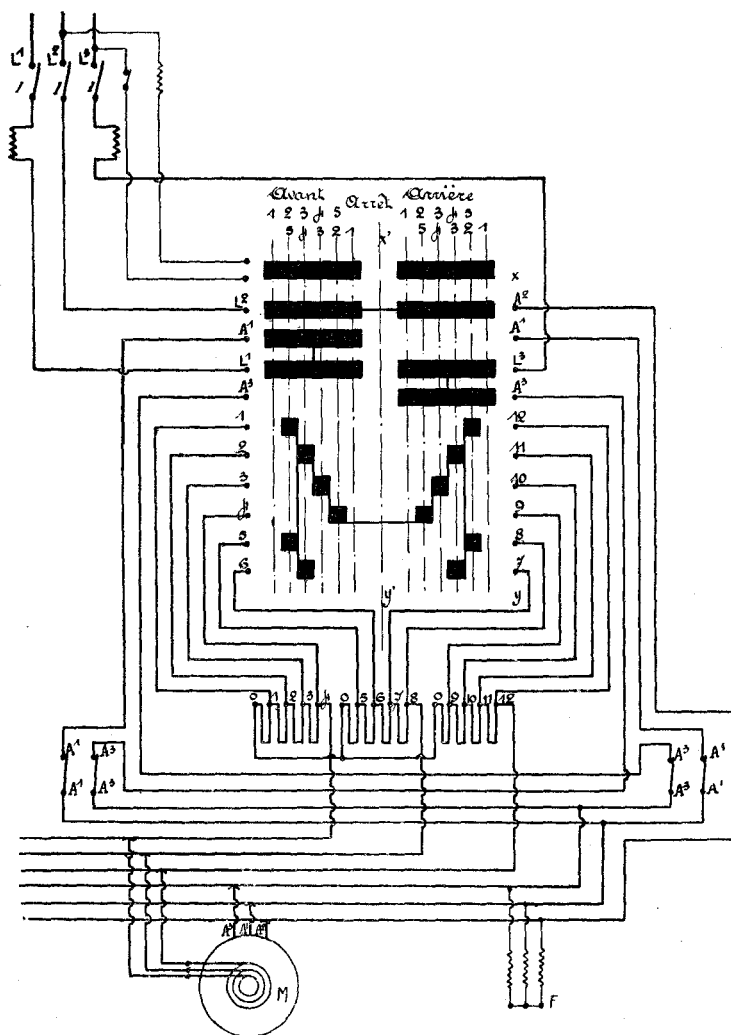


Fig. 2. — Schéma des connexions d'un contrôleur de moteur à courant triphasé coupant le courant sur trois phases : L_1 , L_2 , L_3 , fils de la ligne principale; I , intercepteur tripolaire; A_1 , A_2 , A_3 , interrupteurs de fin de course; M , moteur; F , frein électro-magnétique; x , y , axe du contrôleur.

exceptionnelles, des électrocutions bénignes seraient fréquentes sur les ponts roulants.

Il n'est pas sans intérêt de souligner que ces dangereux appareils de mise en marche sont spécialement adoptés pour la commande de moteurs de ponts roulants recevant le courant par des conducteurs forcément nus (ceux-ci permettent le contact permanent des frotteurs, quelle que soit la position du chariot), alors que dans les installations fixes, comportant des fils isolés, ne présentant par conséquent nul danger, la coupure est toujours effectuée sur les trois phases.

Une disposition du circuit aussi simple que celle des installations fixes ordinaires ne peut être réalisée sur les ponts roulants, où les contrôleurs ne sont pas uniquement des démarreurs permettant de réduire ou d'augmenter des résistances, mais également, comme le montre la figure n° 2, dessin schématique d'un contrôleur coupant le courant sur trois phases, des inverseurs de marche. Il faut donc qu'ils soient construits de façon à permettre l'interruption du passage du courant dans les bobines du stator et l'inversion du sens de rotation du rotor.

Mais, quelles que soient les considérations d'ordre technique, rien n'empêche de construire les contrôleurs de manière que ni les moteurs, ni les conducteurs ne puissent être sous tension lorsque leurs manettes sont ramenées au zéro. Ainsi, avec le modèle de la figure 2, en usage sur plusieurs ponts roulants d'une usine mettant en œuvre du courant alternatif à haute tension, le pontonnier peut approcher les conducteurs et moteurs sans aucun risque d'électrocution, lorsqu'il a ramené les manettes des démarreurs au zéro, même s'il a omis de déclencher l'interrupteur général.

Après l'électrocution mortelle relatée ci-dessus, le directeur de l'établissement dont il s'agit convint que, dans l'intérêt de la sécurité de son personnel, il devait progressivement substituer des contrôleurs du modèle figure 2, ou des appareils encore plus perfectionnés aux contrôleurs en service du modèle figure 1. Le même résultat pourrait être obtenu dans tout établissement important où les appareillages électriques des engins de levage, soumis à un fonctionnement intense, doivent être fréquemment remplacés. Mais dans certains établissements, où le remplacement de contrôleurs en bon état apparaîtrait comme une dépense trop onéreuse, le résultat voulu ne peut être obtenu aussi simplement.

Pour supprimer les électrocutions graves ou bénignes survenant sur les passerelles des ponts roulants, il serait désirable :

1° Que les constructeurs d'appareillages électriques, qui n'ignorent pas le danger résultant de l'emploi de contrôleurs construits sur le principe exposé ci-dessus, décident, sur l'initiative de leurs groupements centraux, de renoncer à la construction d'appareils ne sectionnant pas la totalité des conducteurs;

2° Qu'une réglementation éventuelle, fixant les conditions dans lesquelles les ponts roulants doivent être installés et manœuvrés, prescrive ce qui suit :

Deux interrupteurs généraux placés, l'un à la tête de ligne des trolleys principaux, à l'extrémité du chemin de roulement, l'autre à la tête de ligne des trolleys secondaires, dans la cabine du pont, assureront l'interruption du courant pendant la durée d'exécution de tous travaux à proximité des lignes; ils seront d'un modèle pouvant être cadenassé. En outre, les appareils de mise en marche et d'arrêt des moteurs devront être construits de façon à sectionner la totalité des conducteurs amenant le courant à ces moteurs et être munis de dispositifs de rappel les ramenant à la position correspondant à l'arrêt.

Cette dernière prescription présente un réel intérêt, quelles que soient la catégorie et la nature du courant mis en œuvre. Elle s'impose lorsqu'on utilise du courant alternatif à haute tension.

Au surplus, le contrôleur devient un appareil un peu ancien : dans l'intérêt de la sécurité des travailleurs, comme au point de vue technique, il conviendrait de moderniser les équipements de démarrage. Rien ne s'oppose, par exemple, à l'adoption de dispositifs à contacteurs se rapprochant des systèmes que l'on emploie pour commander les moteurs de laminoirs et dont quelques applications ont déjà été faites sur des ponts roulants.

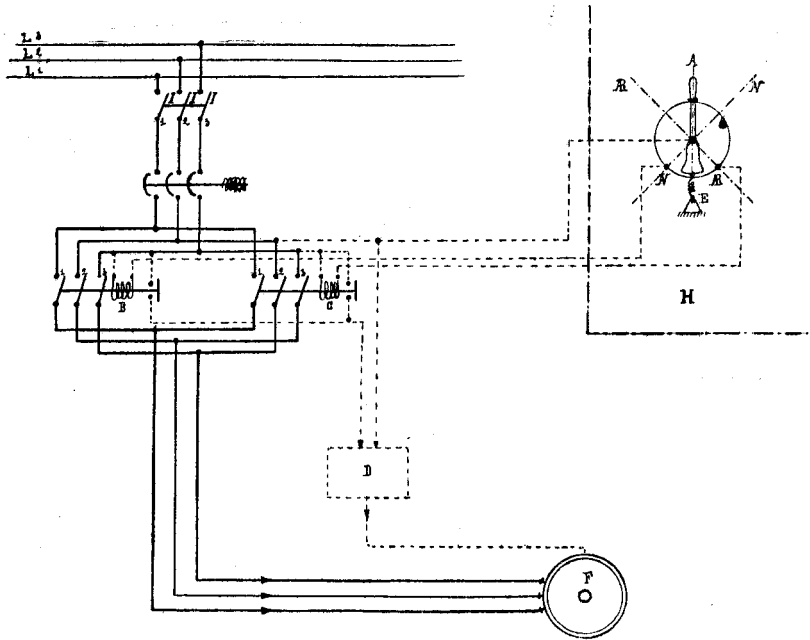


Fig. 3. — Schéma des connexions d'un dispositif à contacteurs commandant un moteur à courant triphasé en agissant sur les trois phases : L_1 , L_2 , L_3 , fils de la ligne principale; I, interrupteur tripolaire; B, bobine du contacteur marche avant; C, bobine du contacteur marche arrière; D, contacteurs et résistances du rotor; F, moteur; H, poste de commande; A, manipulateur; E, ressort de rappel ramenant le manipulateur à zéro.

Le dispositif à contacteurs, qui est un relais entre le poste de commande et le moteur, peut être mis en service par un simple manipulateur à une ou plusieurs positions (voir fig. 3) dans chaque sens de marche, suivant que l'appareillage est automatique ou semi-automatique. Dans bien des cas où le fonctionnement est obtenu au moyen des premiers de ces appareillages, le manipulateur peut même être remplacé par un simple bouton poussoir.

Avec ce dernier dispositif, non seulement le personnel préposé à la manœuvre n'a que de légers efforts à fournir, mais, en outre, il n'est plus exposé aux coups de feu qui se produisent inévitablement aux contrôleurs commandant des moteurs puissants. Enfin, adapté au courant triphasé, il permet de réaliser la coupure complète des trois phases du stator, assurant ainsi la sécurité des pontonniers et renforçant celle du personnel appelé à exécuter des réparations sur les passerelles.

NOTE

SUR

UN ÉCRAN PROTECTEUR CONTRE LA CHALEUR DÉGAGÉE PAR LES FOURS ÉLECTRIQUES A ARC

PAR M. A. CHARDIN, INSPECTEUR DÉPARTEMENTAL DU TRAVAIL À TARBES.

Les industries électro-métallurgiques et électro-chimiques se sont, depuis quelques années, fixées et considérablement développées dans le département des Hautes-Pyrénées, où elles étaient inexistantes auparavant. Les usines de cette région appartenant aux industries dont il s'agit emploient l'énergie électrique soit à froid par l'électrolyse, soit sous forme de chaleur au four électrique. Le premier mode de mise en œuvre du courant est exceptionnel; le second est au contraire très répandu; il ne comporte pas moins de 150 fours ou cuves dans lesquels on utilise la haute température de l'arc électrique pour la fabrication du carbure de calcium, de l'aluminium, des ferro-alliages, etc. Ce sont ces derniers appareils qui ont retenu l'attention du service d'inspection et qui motivent la présente note. Ils exposent en effet à une très haute température le personnel qui les dessert.

Les matières dont il faut obtenir la fusion sont, à peu près dans toutes les usines de la région, jetées à la pelle dans les cuves, qui s'ouvrent au niveau de la plate-forme de service sur laquelle évoluent des ouvriers. Même lorsque ces matières sont introduites mécaniquement, ce qui est encore rare, il faut toujours intervenir à la pelle pour égaliser la charge autour des électrodes, qui plongent verticalement dans les cuves. Alors que fondent les couches inférieures de la charge, la couche de la surface, excès vient brûler en cet endroit⁽¹⁾; enfin souvent, par suite d'un réglage contre les électrodes, devient incandescente; de l'oxyde de carbone en défautueux des électrodes ou d'un manque d'homogénéité de la masse en travail, les matières mises en œuvre brûlent en donnant une flamme éblouissante qui jaillit autour des électrodes. Ainsi on peut craindre pour les ouvriers des fours tous les effets d'un travail pénible dans un milieu à haute température et aussi des accidents oculaires.

Les employeurs mettent à la disposition de leur personnel des appareils protecteurs individuels. Ces appareils ont pour but de préserver surtout le visage : ils consistent soit en masques de toile métallique, soit en une sorte de casquette à visière très allongée également en toile métallique. Quelques industriels fournissent en outre des vestes d'amiante. Les masques et les casquettes donnent un bon résultat. Grâce à la propriété, bien connue, des toiles métalliques, l'atmosphère se trouve sensiblement refroidie derrière le masque ou la visière de toile, où l'éclat du foyer est également très atténué sans que la visibilité cesse d'être suffisante.

Malheureusement, comme toujours lorsqu'il s'agit de dispositifs protecteurs individuels, le port des appareils ne va pas sans une certaine gêne

(1) L'opération comporte presque toujours une réduction par l'oxyde de carbone (obtenu à l'aide de coke introduit dans la charge).

que les ouvriers n'acceptent pas toujours, et les masques sont souvent inutilisés. On a pensé à remplacer les appareils individuels par des écrans fixes convenablement placés autour des foyers de chaleur; l'idée n'est pas nouvelle; des écrans de cette nature ont déjà existé, mais nous n'en avons pas rencontré dans les Hautes-Pyrénées jusqu'à ces derniers temps.

La Compagnie des chemins de fer à traction électrique de Pierrefitte, Luz, Cauterets, qui exploite depuis peu une usine pour la fabrication du ferro-silicium, vient de munir son four d'un écran de ce genre, avant même d'y être invitée par le service d'inspection. L'appareil est en place depuis quelques mois et donne toute satisfaction. La direction de l'usine a bien voulu nous autoriser à en donner ici la description.



Fig. 1. — Écran protecteur pour four électrique à arc.

La toile métallique choisie est faite de fil d'acier recuit de 0 mm. 11 de diamètre et comporte 324 mailles au centimètre carré; le fil occupe donc environ le quart de la surface de la toile. On a confectionné avec cette toile, en la tendant sur des cadres en cornière légère croisillonnée de bandelettes de fer, trois panneaux que l'on a réunis à angle droit et que l'on a disposés verticalement autour des électrodes, sur les trois côtés par lesquels s'effectue le service du four (fig. 1). Ces panneaux sont à 60 centimètres des électrodes; ils ont un mètre de hauteur; leur bord inférieur est à 50 centimètres du sol, ce qui donne toute l'aisance voulue pour les manœuvres à la pelle jusqu'aux électrodes; le grand cadre, celui du centre, a trois mètres de longueur; les deux autres sont un peu plus courts. On a, très judicieusement, suspendu l'ensemble (par des petits câbles d'acier) au lieu de le fixer rigidement au sol par des pieds métalliques; de cette façon rien ne gêne la manutention des matières sur le sol, et les chocs, toujours inévitables au cours des manœuvres, risquent moins de détériorer l'écran du fait que celui-ci, au lieu de résister, peut se déplacer sous la poussée.

En même temps qu'il agit par la propriété de la toile métallique, cet écran, bien que perméable, forme une sorte de cheminée qui favorise l'ascension des gaz chauds vers le faite de l'atelier, portant des ouvertures d'aération. La température de l'atmosphère de l'atelier, sur le pourtour extérieur de l'écran, est sensiblement inférieure à ce qu'elle était avant la

pose de cet appareil. Des mesures précises ont été faites. Un thermomètre (centigrade) a été disposé à 1 m. 50 au-dessus du sol, à 1 mètre, en projection horizontale, du bord externe de l'une des deux électrodes du four, soit environ à 1 m. 80 de la partie de cette électrode qui est au niveau de la surface de la masse en incandescence; on a enregistré les températures suivantes :

Sans l'écran : 52°;

Avec l'écran : 34°5.

Le thermomètre, toujours à 1 m. 50 au-dessus du sol, a été porté à 1 m. 60, en projection horizontale, de la même électrode, soit à 2 m. 20 environ des matières incandescentes; il a indiqué les températures ci-après :

Sans l'écran : 36°;

Avec l'écran : 28°5.

C'est donc là une amélioration notable, qui a d'ailleurs, dès le premier jour, été constatée et appréciée par le personnel de la Compagnie des chemins de fer P. C. L.

Le dispositif dont il s'agit mérite d'être répandu. Déjà une autre usine de la région paraît vouloir l'adopter.

NOTE

SUR LE SYSTÈME BECCARI

POUR

LE TRAITEMENT DES ORDURES MÉNAGÈRES

PAR M. COSTES, INSPECTEUR DÉPARTEMENTAL DU TRAVAIL À NICE.

La ville de Cannes (Alpes-Maritimes) est la première en France ayant appliqué, vers 1929, le système Beccari pour le traitement des ordures ménagères. Cet exemple va être suivi par Aix-en-Provence et par Avignon.

Ce système a déjà été appliqué par le docteur italien Beccari dans plusieurs villes d'Italie : Florence, Padoue, etc. Il constitue une solution intéressante, ne serait-ce que par son principe théorique, au problème des ordures ménagères qui se pose pour toutes les villes.

La municipalité de Cannes se déclare très satisfaite de cette solution et la recommande à tous points de vue. Elle serait préférable soit à l'incinération irrégulière, aléatoire et coûteuse, paraît-il, soit surtout au dépôt à l'air libre, malodorant et anti-hygiénique.

Il m'a donc paru utile de décrire sommairement cette première application française ainsi que les constatations que j'ai faites lors de mes visites à l'usine où elle est réalisée. J'ai visité l'usine à cinq reprises différentes et notamment un matin de temps bas, lourd et très chaud. Je n'ai perçu au voisinage aucune odeur appréciable, à aucun endroit dans l'usine je n'ai constaté d'odeur plus importante que celle qui se dégage par exemple auprès d'une écurie de un cheval.

Le principe repose sur la fermentation des gadoues en vase semi-clos dans des cellules dites zymothermiques avec absorption et neutralisation des gaz dégagés.

L'usine de Cannes (75.000 habitants en hiver) traite couramment 150 mètres cubes d'ordures par jour lors du maximum, en hiver.

Les bâtiments couvrent 1.800 mètres carrés. Le terrain comprend 8.000 mètres.

Les ordures sont amenées par un chemin ascendant dans une grande fosse de 200 mètres cubes, pouvant contenir la collecte de un jour et demi. Elles sont reprises au bas de la fosse par une chaîne sans fin, mais la chaîne est alimentée par un ouvrier piocheur. C'est là un des défauts du système, car le piochage est répugnant et insalubre malgré les masques, les gants et le relai des piocheurs. Il y sera, paraît-il, remédié par une manutention entièrement mécanique dans un local qui sera complètement refermé aussitôt après déversement des tombereaux. Cela diminuera aussi le nombre des mouches, qui sont abondantes sur le tas des ordures non enlevées.

Les ordures sont conduites, par la chaîne sans fin, sur un tapis roulant incliné, afin de les présenter devant les ouvriers et ouvrières chargés du triage (au nombre de 12 à 20 selon les saisons). Il faut, en effet, enlever les matières non putrescibles qui encombreraient inutilement les cellules, ainsi que le terreau fabriqué.

On enlève ainsi les cailloux, poteries, verres, papiers, pailles, cuirs, boîtes en fer, chiffons, etc.

Ces matières sont rangées par catégorie et vendues. La vente paye, paraît-il, le triage, mais le chiffonnage est interdit dans la ville de Cannes. La vente sera encore plus rémunératrice quand seront terminées les installations pour lessiver les bouteilles et les chiffons à l'aide de la chaleur produite par la combustion des papiers les plus sales. Les boîtes en fer blanc sont pilonnées dans des moules par un gros pilon mécanique et réduites en galettes qui, sans ligatures, sont assez solides pour supporter le transport.

Les papiers et les pailles sont pressés, ligaturés et mis en balles.

Le triage se fait dans un local aéré, revêtu de carreaux émaillés et dans lequel on insuffle de l'air ozonisé.

Toute la partie de l'usine recevant des ordures est lavée trois fois par jour à grande eau et crésylée. Les tombereaux automobiles sont lavés et crésylés après chaque voyage.

Le personnel dispose de vestiaires, lavabos, douches, réfectoires.

Les trieuses sont munies de blouses, de gants et de masques. Les masques sont un palliatif insuffisant contre les poussières, car les ouvrières les trouvent gênants, même quand ils sont munis simplement (suivant mes suggestions), de deux épaisseurs de gaze chirurgicale.

Lors d'une de mes visites, qui était prévue, toutes les trieuses avaient des masques avec de superbes garnitures neuves, très minces. Mais après être sorti de la salle de triage, j'ai eu l'occasion d'y revenir quelques minutes après, et j'ai constaté que la plupart des masques étaient ôtés ou bien déplacés de façon à permettre à l'air (et aux poussières) d'entrer librement dans les poumons. Les ouvrières prétendent que la gêne respiratoire causée (même par deux épaisseurs de gaze) est plus pénible que l'absorption des poussières. Toutefois, elles paraissent utiliser régulièrement les gants.

Le triage des ordures, même fraîchement ramassées, est donc barbare, répugnant et peu salubre. C'est le grand défaut du système. Mais il paraît très possible de l'améliorer grandement. L'établissement se propose de faire passer les ordures, avant triage, par un gros crible rotatif dans lequel une ventilation aspirante sera pratiquée. Les menus débris de criblage et les poussières de ventilation seront conduits directement aux cellules de

fermentation. Les ferrailles (boîtes, etc.) seront, en outre, enlevées par magnétisme. De la sorte les ordures qui passeront devant les ouvrières trieuses seront moins abondantes et ne produiront pas de poussières.

Les papiers ne fermentant pas dans les cellules, il faut donc les enlever. Ils servent d'ailleurs à la fabrication de nouveau papier.

Ce qui reste après les prélèvements opérés par les trieuses est transporté mécaniquement dans les cellules, dans la journée même du ramassage, sous peine d'amende.

Les cellules, au nombre de 104, de 25 mètres cubes chacune, sont des chambres en maçonnerie étanche, avec en haut une grande ouverture de chargement fermée par un couvercle à joint de sable qui peut être facilement surveillé afin d'assurer son étanchéité. Dans le bas il y a une petite ouverture grillagée; l'air circule très lentement autour et dans la masse d'ordures grâce à des dispositifs appropriés.

Les gaz chauds dégagés sortent par le haut et sont conduits en tuyaux étanches dans une tourelle de neutralisation. Cette tourelle est fermée à l'aide de joints d'eau. Elle renferme des plateaux en chicane couverts par du coke imbibé d'une solution de sulfate de fer et par d'autres substances appropriées. En fait, à l'entrée de la tourelle, les gaz sont très odorants; à la sortie ils ne le sont plus et peuvent être librement rejetés dans l'atmosphère par la cheminée qui termine chaque tourelle.

Les liquides (purins) produits ou ajoutés dans les cellules, s'écoulent par des tuyaux vers une citerne étanche. Ils sont pompés et déversés en pluie, par d'autres tuyaux, dans les cellules quand c'est nécessaire pour activer la fermentation. Des thermomètres plongés dans les cellules indiquent la marche de cette fermentation. La température, en effet, s'élève rapidement et atteindrait jusqu'à 80°, détruisant, paraît-il, tous les germes pathogènes, ainsi que les graines parasites. Il y aurait là une sorte de stérilisation automatique.

Au bout d'un délai variant de 25 à 45 jours, les ordures (même, paraît-il, un cadavre entier de cheval) sont transformées en terreau noirâtre, sans odeur appréciable. Ce terreau est extrait par une grande porte hermétique ménagée dans la paroi de chaque cellule. Le déchargement s'opère à la pioche et à la pelle; c'est là un travail pénible et assez sale (malgré la stérilisation thermique due à la fermentation, il gagnerait à être opéré mécaniquement).

Le terreau extrait des cellules surélevées tombe dans les stockages du rez-de-chaussée, à travers des ouvertures ménagées dans le plancher du couloir séparant les cellules.

Pendant trois semaines environ, il continue à fermenter faiblement à l'air libre, il ne dégage pas d'odeurs, mais il reste chaud.

Puis, comme il contient des objets échappés au triage, il est envoyé par transporteurs et élévateurs mécaniques à des broyeurs qui réduisent en poudre tout ce qui est transformable en terreau. Des cribles éliminent ce qui n'est pas utilisable et doit être envoyé au remblai.

Le terreau produit est vendu 75 francs la tonne sans difficulté, paraît-il. Son propre rendement fertilisant serait même accru prochainement par mélange avec des engrais chimiques.

NOTE

SUR

LA SÉCURITÉ CONFÉRÉE PAR LES MISES À LA TERRE ET LES FACTEURS QUI LA CONDITIONNENT

PAR M. DECAILLY, INSPECTEUR DÉPARTEMENTAL DU TRAVAIL À LILLE.

Dans la prévention des accidents d'électrocution, la mise à la terre des pièces conductrices susceptibles d'être accidentellement parcourues par un courant dangereux constitue une précaution classique, dont l'efficacité semble défier toute controverse théorique, étant seulement conditionnée par les soins apportés à sa réalisation pratique. Beaucoup de ces prises de terre sont peu soignées, et confèrent une sécurité très relative; il n'est donc point mauvais de rappeler les principes qui doivent présider à leur installation. Mais le problème des liaisons à la terre prend une importance capitale dès qu'on envisage la mise à la terre du point, ou du fil neutre des distributions triphasées en étoile, dans le but de prévenir les très graves accidents qui peuvent résulter d'un contact inopiné entre un réseau à basse tension, et un autre de catégorie supérieure. Les liaisons de ce genre, d'ailleurs fort rares, sont le plus souvent déterminées par un contact accidentel à l'intérieur d'un poste de transformation, mais peuvent également être provoquées par un isolement affaibli des lignes.

Les réseaux secondaires des établissements industriels d'une certaine importance sont généralement installés dans de bonnes conditions d'isolement, et l'exploitation en est confiée à un personnel de maîtrise averti. Mais on rencontre aussi des installations défectueuses, et surtout, dans certaines industries, des conditions de milieu nettement défavorables, tant pour le maintien de l'isolement des canalisations qu'au point de vue de la conductibilité des contacts avec le sol (humidité excessive, présence d'électrolytes ou de grandes masses métalliques, production de vapeurs corrosives, etc.), inconvénients que les réseaux publics ne connaissent point à un égal degré. Il est donc intéressant d'examiner la sécurité supplémentaire que pourrait leur apporter la mise du neutre à la terre, telle qu'elle est prescrite par l'arrêté technique du Ministre des Travaux publics, en date du 30 avril 1927, pour les distributions triphasées en étoile, d'une tension étoilée efficace inférieure à 150 volts. Cette protection est déjà assurée en fait pour les établissements directement alimentés par des réseaux publics. Mais les autres, qui sont les plus importants sinon les plus nombreux, n'en bénéficient point, en l'absence de dispositions spéciales de la réglementation du travail les y assujettissant.

Les réseaux industriels distribuent presque toujours du triphasé à 50 périodes, provenant d'un transformateur monté en étoile, d'une tension efficace de 110/115 volts (depuis quelques années, cette tension est normalisée à 115 volts), qui les place dans la catégorie dont la disposition réglementaire susvisée a entendu diminuer les risques. Mais nous

rencontrons aussi dans certaines usines des réseaux de distribution à 230 volts, dont le danger nous apparaît bien supérieur, et dès l'abord, nous pourrions nous étonner que l'arrêté du 30 avril 1927 laisse facultative pour cette tension la mesure de prévention qu'il impose aux réseaux à 115 volts. En réalité, la rédaction adoptée résulte d'un compromis entre deux thèses opposées, et n'a prévalu qu'après une étude serrée des données techniques du problème des mises à la terre. Réciproquement, nous ne saurions examiner ce dernier sans noter, en toute objectivité, les répercussions assez complexes d'une telle application pratique, sur la sécurité du personnel des établissements industriels.

En pareille matière, seul le calcul peut apporter les précisions nécessaires, en s'appuyant sur une représentation mathématique de la probabilité d'électrocution. La première difficulté réside donc dans la délimitation, forcément empirique et approximative, mais cependant suffisamment exacte, qu'il nous faut établir entre les courants dangereux, et ceux qui doivent être considérés comme inoffensifs.

Tensions dangereuses et tensions de sécurité. — On conçoit que dans cette recherche expérimentale des caractéristiques des courants dangereux pour l'organisme humain, une grande prudence s'impose. Contrairement à l'opinion générale d'ailleurs, un courant dangereux n'est pas obligatoirement un courant susceptible d'entraîner, dans certaines conditions défavorables de contact, la mort de la victime par électrocution. L'issue fatale d'un accident de ce genre peut en effet être la conséquence d'accidents secondaires, succédant à une électrocution non mortelle. C'est ainsi que, dans deux cas au moins d'électrocution observés dans le Nord, au cours de nettoyages de chaudières effectués en s'aidant de lampes « baladeuses », l'autopsie des victimes a révélé que leur mort n'était point due au « choc électrique », qui avait entraîné une simple perte de connaissance. Celle-ci, au demeurant, a pu être facilitée par la position même des sujets, allongés à plat ventre dans les bouilleurs, et la compression consécutive de la cage thoracique ou simplement de la région cardiaque. Provoquées par le passage du fluide, les contractions du diaphragme avaient refoulé dans la bouche une partie des aliments contenus dans l'estomac, et, la respiration n'étant point complètement suspendue, des débris alimentaires avaient pu ainsi être entraînés dans les bronches, dont l'obstruction devait provoquer une irrémédiable asphyxie.

Il est fort intéressant de savoir que l'action physiologique des courants de basse tension peut entraîner des conséquences particulièrement graves quand elle se produit peu de temps après le repas de la victime. Dans la bibliographie, nous n'avons trouvé aucune observation de ce genre, ce qui nous laisse penser que l'étude des phénomènes physiologiques, infiniment variés, que déclenchent les électrocutions, reste à parfaire. Les rapports d'expertises et d'autopsies, produits devant les tribunaux, fourniraient à ce sujet, comme en ce qui concerne l'étude de la prévention des accidents en général, une documentation d'importance capitale, qui devrait pouvoir être mise à la disposition du Ministre du Travail.

Les remarquables travaux d'éminents physiologistes ont d'ailleurs développé grandement nos connaissances sur le danger offert par le courant électrique; par eux, nous savons que le courant peut tuer de différentes façons. Les voltages élevés frappent le bulbe et par là les centres qui commandent la respiration, mais respectent l'organe central de la circulation. Quand la tension moins forte est insuffisante pour provoquer la sidération du bulbe, le courant atteint les éléments musculaires du cœur, déterminant une fibrillation qui paralyse la circulation. L'arrêt du cœur qui en résulte est plus irrémédiable que l'arrêt de la respiration si le cœur continue à battre faiblement. Les courants à bas voltage ne seraient donc pas en somme les moins à craindre. Ces travaux nous permettent d'affirmer

qu'un courant alternatif d'une intensité de 75 milli-ampères, traversant le corps humain, peut déjà être dangereux. L'intensité maximum exempte de risque se place donc au-dessous de ce chiffre, et la plupart des techniciens la situent à 50 milli-ampères, réservant ainsi une marge de sécurité de prime abord suffisante. Mais en réalité, les physiologistes n'ont point déterminé l'augmentation du risque qui résulte logiquement de la fatigue d'un travailleur, ni fixé le coefficient, certainement affaibli, de résistance à l'onde électrique d'un organisme surpris en plein effort physique. Aussi, pensons-nous qu'il convient, pour les travailleurs manuels de l'industrie, de fixer à 40 milli-ampères (ou un vingt-cinquième d'ampère) l'intensité limite maximum d'un courant triphasé inoffensif. En d'autres termes, dans les établissements industriels, il n'y aura pas probabilité d'électrocution chaque fois que la résistance opposée au courant, par la dérivation accidentelle à travers le corps, et exprimée en ohms, sera supérieure à 25 fois la tension du courant exprimée en volts.

La résistance du corps humain est relativement peu élevée, en raison de la salinité des liquides organiques; on l'évalue quelquefois à 500 ohms, valeur tout à fait conventionnelle, car cette résistance varie selon le trajet suivi par l'onde électrique à travers les tissus. Plus généralement, on ne la sépare pas des résistances de contact de la peau, avec le conducteur en charge d'une part, et le sol ordinairement d'autre part. Ces dernières évoluent dans des limites plus étendues, pouvant dépasser 5.000 ohms en milieu très sec, avec un sujet à la peau sèche, et des contacts d'une surface réduite, mais tomber, d'après les meilleurs auteurs, à moins de 1.000 ohms dans les cas défavorables, opposant alors, avec la résistance propre du corps, environ 1.500 ohms au passage du courant. Ces données expérimentales ne seraient peut-être pas exactement confirmées chez le travailleur industriel, et dans certaines fabrications chimiques par exemple, où la victime se peut trouver placée en contact intime avec des sels ou des saumures d'une conductibilité très supérieure à celle de l'eau. Les extrémités du corps, chez ces travailleurs manuels, sont souvent imprégnées de sueur, avec dilatation des pores cutanés, entraînant un abaissement accentué de la résistance de la peau. Une saine prudence nous conduit ainsi à adopter comme résistance minimum du corps accidenté la moitié de la limite inférieure sus-énoncée, soit 750 ohms.

Le courant de 40 milliampères traversant cette résistance doit être au potentiel de 30 volts. Nous admettrons donc de considérer cette tension comme inoffensive, pour autant que nous puissions être certains de la banalité de réactions physiologiques aussi complexes et aussi anormales que celles qui résultent de l'action des courants électriques. Nous inclinons en particulier vers une limitation obligatoire à ce maximum du potentiel du courant alimentaire des lampes portatives du type « balladeuses » montées sur câbles souples. Maints spécialistes ont écrit que cette limitation pourrait être fixée à 35 volts, mais les prescriptions étrangères en la matière, et notamment la réglementation allemande, ont des exigences plus sévères, que d'ailleurs justifient les conditions d'emploi souvent désastreuses de ces appareils. Encore convient-il de spécifier que cette tension réduite doit être obtenue par l'intermédiaire d'un transformateur à deux enroulements. Une telle obligation ne peut que réagir très heureusement sur le maintien d'un bon isolement général du réseau, trop souvent mis en péril par le mauvais état des câbles souples.

Pour le type de réseau le plus fréquent, 115/200 volts, c'est-à-dire 115 volts de tension étoilée efficace, et 200 volts de tension composée entre phases, une résistance très moyenne de $115 \times 25 = 2.900$ ohms (3.000 ohms en chiffres ronds), s'opposant au passage du courant à travers le corps d'un sujet accidenté pour gagner le sol, limite, dans la dérivation ainsi ouverte, l'intensité à moins de 40 milliampères. Dans les conditions ordinaires d'un bon isolement entre le corps et le sol, le courant de 115 volts

présente donc un coefficient de sécurité appréciable. Il n'en est point de même avec les circuits à 230/400 volts, qui ne confèrent la même sécurité qu'autant que la résistance de la dérivation accidentelle s'élève à $230 \times 25 = 5.750$ ohms. C'est dire que les distributions de ce genre sont toujours dangereuses. Heureusement peu utilisées, elles doivent inviter à une prudence accentuée, à une vigilance constante.

Conditions d'une bonne prise de terre. — Si le facteur résistance domine le problème du risque d'électrocution, par les courants de basse tension surtout, son importance n'apparaît pas moins grande lorsqu'on examine l'efficacité des prises de terre. En thèse générale, toute pièce conductrice reliée à la terre est de ce fait maintenue au potentiel du sol, et ne saurait être dangereuse; si cette masse se trouve accidentellement chargée d'électricité, le fluide s'écoule directement dans le sol. En réalité, la dérivation créée dans ce cas comporte au moins deux points de résistance, d'abord au niveau du contact, de surface souvent réduite, d'une phase avec la masse ainsi électrisée, puis à la surface de l'électrode plongée dans le sol. Ces résistances entraînent des chutes de potentiel proportionnées à leurs valeurs respectives, de sorte que la pièce mise en charge se trouve portée et maintenue à un potentiel ρP , représentant une fraction de la tension P du réseau, d'autant plus importante que sera plus élevée la résistance de la prise de terre.

Cette dernière se fractionne elle-même en deux éléments : résistance du contact entre l'électrode et le sol, résistance du terrain. Après avoir longtemps admis la prépondérance du premier de ces facteurs, les techniciens semblent être arrivés à cette conclusion définitive que la résistivité du sol surtout est à considérer, dès l'instant où les surfaces de contact entre l'électrode et la terre sont bien proportionnées à l'importance du courant qui peut parcourir le système.

La résistivité du sol constitue un facteur essentiellement variable, passant d'environ 1.000 ohms par centimètre dans les argiles très humides, à 10.000 ohms dans les sables humides et atteignant 10^8 ohms dans les terrains secs. Elle est donc rigoureusement liée à l'humidité du sol, et, comme celle-ci, variable dans le temps. Mais encore, est-il bon de remarquer que l'eau pure ou distillée possède elle-même une résistivité fort élevée; ce sont en réalité les électrolytes contenus dans l'eau qui assurent la conductibilité du sol, compte tenu de la facilité de leur renouvellement au contact de l'électrode. Ainsi, les sols imprégnés de sels possèdent un pouvoir conducteur particulièrement élevé, que cependant la solidification du terrain par la gelée peut réduire à une valeur infime. L'importance de la résistivité du sol ne se manifeste d'ailleurs que dans un rayon réduit, dix mètres au plus; au delà, le sol peut être considéré comme restant au potentiel 0.

La résistance des prises de terre atteint souvent 50, 100 ohms et plus, alors qu'une terre bien conditionnée devrait accuser une résistance inférieure à 20-25 ohms. On la peut constituer à l'aide de plaques métalliques enfouies dans le sol, ou encore au moyen de tubes de fer. Un tube de 5 centimètres de diamètre, enfoncé à 2 mètres de profondeur, dans un terrain d'une résistivité égale à 10 ohms-centimètres, offre, selon *Mauduit*, une résistance de 40 à 50 ohms. Pour constituer une bonne terre, il faut donc enfoncer dans le sol plusieurs tubes semblables, tous évidemment reliés au fil de terre, et atteignant si possible le niveau aquifère, ainsi qu'une profondeur suffisante dans les pays à fortes gelées. Ils devront être espacés d'au moins 3 mètres, de façon à assurer une bonne répartition du fluide dans le sol. Les surfaces de ces électrodes, de même que la section du fil de terre, seront judicieusement proportionnées à l'importance du courant qui les pourrait traverser.

Mise à la terre des appareils amovibles. — La liaison à la terre des carcasses de moteurs de machines-outils portatives constitue un moyen de protection efficace contre les accidents trop fréquents occasionnés par ces engins, et provoqués le plus souvent par la rupture d'un fil d'enroulement venu au contact de l'enveloppe. Les électrocutions de ce genre, particulièrement nombreuses dans les industries mécaniques, sont généralement mortelles, quand la victime travaille avec des chaussures humides sur un sol métallique, ou lui-même gorgé d'humidité. L'abaissement du potentiel du courant alimentaire ramené à la tension de sécurité (30 volts) constitue une solution d'apparence séduisante; malheureusement, elle entraîne une forte augmentation des sections des spires d'excitation, et partant, une élévation de prix, et surtout de poids de l'appareil, souvent prohibitives.

La mise à la terre n'offre point ces inconvénients, mais elle doit être réalisée de façon rationnelle et permanente. Le câble souple d'alimentation comprendra dans ce but un conducteur supplémentaire neutre, relié à la carcasse métallique à protéger, et raccordé par son autre extrémité à une fiche supplémentaire de la prise de courant. On trouve actuellement dans le commerce des prises de courant de sécurité à quatre fiches pour cet usage. Mentionnons incidemment que tout câble souple ainsi utilisé doit être armé extérieurement, ou recouvert d'une gaine de cuir. Le raccordement du contact neutre de la partie fixe de la prise de courant avec le sol se fait généralement, dans les bâtiments à charpentes métalliques, par rivetage du fil de liaison sur le pilier même qui porte cette prise de courant. Il convient de s'assurer tout d'abord de la valeur de la terre ainsi créée.

Les charpentes métalliques reposent souvent sur des soubassements constitués par des blocs de béton qui, pratiquement, assurent leur isolement électrique du sol. Le ciment est en effet un matériau très mauvais conducteur, ainsi que nous l'a montré un accident récent typique. Dans une usine lilloise était employée une « gerbeuse » destinée à faciliter l'empilage de sacs de produits chimiques à l'étage d'un immeuble de béton armé servant de magasin. Accidentellement, la masse métallique de cet appareil, dont le tablier était actionné par un moteur électrique, fut mise sous tension. Cette charpente métallique n'était pas spécialement reliée à la terre, mais elle reposait sur quatre roues à larges jantes, offrant au sol cimenté une surface de contact appréciable. Or, la terre ainsi virtuellement établie se révéla parfaitement inefficace, et un ouvrier qui circulait autour de l'appareil fut électrocuté, son corps et les sels enséchés ayant permis une dérivation d'une résistance infiniment moindre que celle offerte par le sol cimenté, malgré sa forte armature métallique. Il arrive cependant qu'une surface cimentée se révèle moins isolante, dans les cas d'un enduit fraîchement appliqué et d'une dessiccation incomplète, ou encore dans les ateliers spécifiquement humides où l'étendue de la surface mouillée permet au fluide de trouver des points de moindre résistance. Il ne faut pas non plus négliger la possibilité de contact avec un fer apparent, lui-même mis à la terre. Hormis ces cas particuliers, les surfaces cimentées et *a fortiori* les fondations bétonnées sont isolantes.

Mise à la terre d'un point neutre de distribution en étoile. — Le problème des prises de terre nous est apparu jusqu'ici sous un angle restreint, la dérivation accidentelle à travers un corps humain partant de la masse conductrice reliée elle-même à une terre, et les deux dérivations ainsi créées parallèlement se partageant le courant dans une proportion inverse de celle de leurs résistances respectives. Nous avons admis aussi que le fluide se dispersait définitivement dans le sol, alors qu'en réalité, la circulation du courant dans une terre, intentionnelle ou accidentelle, signale la formation d'un circuit additionnel qui doit se fermer. Dans une distribution à haute tension, le retour se pourrait effectuer par les courants de

capacité des phases saines, eux-mêmes d'autant plus importants que le circuit est plus étendu. Mais, d'une façon générale, et dans les distributions secondaires surtout, dont la capacité est réduite, le circuit de terre se ferme aux points du réseau qui présentent des défauts d'isolement, avec une préférence naturelle pour les trajets les moins résistants.

Lorsqu'un corps humain se trouve inséré dans une telle dérivation, la probabilité d'électrocution mortelle est déterminée par l'ensemble $R + R'$ des résistances de ce circuit auxiliaire, et non par la seule résistance R du corps et de ses contacts. La somme R' des résistances additionnelles peut avoir une valeur négligeable par rapport à la résistance du corps : ce sera le cas dans une distribution triphasée dont le point neutre est relié à la terre, et aussi dans un réseau dont le point neutre est isolé, si au moment de l'accident une autre phase se trouve inopinément mise à la terre. Mais les résistances additionnelles peuvent aussi être d'une valeur élevée, comme dans l'hypothèse d'une fermeture du circuit de terre favorisée par un simple affaiblissement de la résistance d'isolement d'une phase.

Nous percevons de suite que la liaison du neutre à la terre reste sans influence sur la sécurité tant que la résistance du corps dépasse 3.000 ohms pour une distribution à 115/200 volts, et 6.000 ohms en chiffres ronds pour un réseau de 230/400 volts, chiffres dont nous avons dit plus haut qu'ils conféraient une sécurité suffisante. Au-dessous de ces limites, la terre du neutre, en éliminant les résistances supplémentaires, rend définitives les accidents. En résumé, et comme première approximation, lorsque le sol est sec et non métallique, la mise à la terre du neutre n'offre aucun danger, sur les distributions à 115 volts tout au moins; par contre, dans tous les cas où de faibles résistances de contact avec le sol sont à craindre, par exemple dans les industries qui entraînent l'humidité constante des locaux, l'adoption de ce dispositif appelle certaines réserves. Pour les installations à 230 volts, la liaison du neutre à la terre ne nous paraît nullement désirable.

Vérifions l'exactitude de ces premières déductions en réalisant l'isolement intégral du point, ou du fil neutre. Le circuit de terre ne peut plus se fermer que par les défauts d'isolement des conducteurs de phases, d'où accroissement de la valeur de R' , et partant, de la somme $R + R'$ des résistances de la dérivation. Mais, dans cette hypothèse, la différence de potentiel change également, devenant la tension composée, et non plus la tension efficace. L'augmentation des résistances et l'accroissement du potentiel agissant en sens inverse sur l'intensité du courant de terre, et partant sur le risque d'électrocution. Mais, tandis que l'accroissement du potentiel est une valeur constante, la variable que représente l'augmentation des résistances peut passer d'une valeur nulle, ou tout au moins négligeable, à un chiffre fort élevé. Le premier cas limite, correspondant à une valeur infime de R' , nous sera fourni par la fermeture du circuit sur une autre phase accidentellement mise à la terre. Le danger est incontestablement plus accentué si le courant qui traverse un corps accidenté rejoint une phase accidentellement mise à la terre, au lieu de se fermer par la terre du neutre.

Ce cas limite écarté, la probabilité d'électrocution subsistera, sur un réseau à 115/200 volts, tant que la valeur de $R + R'$ restera inférieure à $200 \times 25 = 5.000$ ohms, ou, en donnant à R sa valeur la plus faible (750 ohms), chaque fois que l'isolement du réseau descendra au-dessous de 4.250 ohms. De même, sur une distribution à 230/400 volts, le danger se manifestera si l'isolement des conducteurs descend au-dessous de 9.250 ohms. Ces taux-limites d'isolement n'ont rien d'excessif. La résistance d'isolement d'une phase sur un réseau à 115 volts, d'étendue moyenne et normalement entretenu, est de l'ordre de 30.000 ohms, descendant rarement au-dessous de 15.000 ohms, ce qui, pour des phases dont les valeurs d'isolement sont comparables, assure toujours une résistance d'isolement du

réseau total supérieure à 5.000 ohms. L'isolement d'un réseau à 230 volts est normalement bien supérieur, et ordinairement aussi mieux contrôlé, en raison du danger particulier que présentent ces distributions.

Il est d'ailleurs d'un intérêt économique évident de limiter les pertes de réseau, et cette considération n'échappe point aux chefs d'industrie. L'isolement du neutre lie donc le souci de la prévention à l'intérêt économique bien compris, et ce n'est pas son moindre avantage. Il permet de réduire au minimum la probabilité d'électrocution par un entretien strict du réseau, et le contrôle périodique des valeurs d'isolement des phases, ce, même dans les établissements que leur affectation rend particulièrement dangereux à ce point de vue, dès l'instant où des dispositions spéciales y sont prises pour soustraire les conducteurs à l'action de l'humidité ambiante, ou des autres facteurs nocifs. Au contraire, le neutre étant à la terre, il est impossible d'abaisser le risque au-dessous d'un taux déterminé. Cette considération particulièrement importante situe le problème de façon différente selon qu'on envisage les distributions industrielles normalement entretenues, dans les établissements un peu importants tout au moins, et dans ceux qui comportent des risques particuliers d'incendie, ou qu'on pense aux secteurs publics plus difficilement améliorables, et notamment aux réseaux ruraux d'une exploitation défectueuse. Et nous ne nous étonnons point trop d'enregistrer la préférence marquée d'éminents ingénieurs spécialistes des distributions industrielles, pour l'isolement du neutre.

Liaison accidentelle entre réseaux primaire et secondaire. — Ces professionnels avertis ne discutent d'ailleurs pas la nécessité d'une liaison du neutre à la terre, dans l'éventualité, heureusement fort rare, où se trouverait réalisé un mélange entre phases primaires et secondaires. Dans cette hypothèse, la tension efficace P du réseau secondaire se trouverait portée à la valeur $P + P'$, le potentiel du point neutre devenant P' . Les différences de potentiel entre phases secondaires, comme entre phases et neutre, subsisteraient, et les appareils de sécurité du réseau ne seraient point affectés par cette surtension anormale; celle-ci pourrait donc se maintenir, et occasionner de très graves accidents. Admettons cependant qu'en telle occurrence, le neutre du secondaire, et celui du réseau primaire, soient tous deux reliés à la terre; le circuit entre les deux réseaux se fermerait alors par l'intermédiaire des deux terres, dont les électrodes devraient évidemment être distinctes et espacées. Le courant de terre ainsi créé serait d'une intensité considérable, et suffisante pour faire fonctionner les disjoncteurs à maximum d'intensité de la haute tension, dont l'ouverture éliminerait immédiatement tout danger par suppression du courant. C'est cette solution automatique et radicale, qui seule pourrait nous donner satisfaction, mais l'établissement d'une terre du neutre primaire comporte des inconvénients permanents d'un autre ordre qui en interdisent la pratique.

Le neutre du secondaire étant seul mis à la terre, le circuit se fermera par les courants de capacité de la haute tension, ou, plus ordinairement, par les défauts d'isolement de ce réseau. La résistance, plus élevée que dans le cas précédent, limitera l'intensité du courant dont la valeur pourra, dans certains cas, rester insuffisante pour provoquer le déclenchement des disjoncteurs primaires. Le réseau distributeur demeurerait alors soumis à une tension normale $P + P'$ d'autant plus élevée que serait plus grande la résistance d'isolement des phases primaires, et plus restreint le développement de ce réseau; les risques d'électrocution augmenteraient proportionnellement.

Dans ces circonstances exceptionnelles, la mise à la terre du neutre secondaire, même si elle n'actionne pas les disjoncteurs à maxima, diminue la surtension accidentelle, et améliore la sécurité. Les partisans de

L'isolement du neutre ont songé à conserver cet avantage occasionnel, mais d'importance capitale, tout en obviant aux inconvénients permanents qu'une terre du neutre peut présenter sur des réseaux bien conditionnés. Dans ce but, entre les deux tronçons du fil de terre préalablement sectionné, on insère une mince feuille de mica perforée, qui assure l'isolement du neutre en fonctionnement régulier, tout en laissant passer le courant dès que son potentiel, normalement égal à 0, prend une valeur appréciable. Ce dispositif, dit de parasurtension, s'il est judicieusement réalisé, donne satisfaction, bien qu'il augmente fatalement la résistance du circuit de terre. Parallèlement, l'adoption de disjoncteurs plus sensibles serait hautement désirable, et c'est dans cette voie que nous paraît devoir être recherchée une solution définitive.

Nous nous garderons de hasarder d'autres conclusions personnelles à l'issue de ce bref et sommaire exposé d'une question technique particulièrement complexe, dont chacun des multiples aspects nous découvre une modalité nouvelle de ce risque professionnel dont notre premier devoir est de préserver les travailleurs. La tâche est ici fort délicate; elle exige une sollicitude suffisamment avertie de contingences techniques dont l'évolution constante nous oblige de temps à autre à « faire le point », comme en ces quelques pages nous l'avons tenté.

NOTE

SUR UN DISPOSITIF DE SÉCURITÉ

INSTALLÉ SUR UNE PRESSE A BRAS

PAR M. FAURE, INSPECTEUR DÉPARTEMENTAL DU TRAVAIL À SAINT-ETIENNE.

Les machines dites rebattoirs, ou rebatteuses, employées dans les briqueteries sont des presses qui servent à façonner, en les moulant, les briques et carreaux en terre.

Un moule à briques est composé d'un cadre et de deux plateaux, l'ensemble ayant la forme d'une boîte, dont les deux plateaux seraient le fond et le couvercle non attachés au cadre de la boîte et ayant les dimensions intérieures de ce cadre.

Le cadre étant fixé dans le bâti AB de la rebatteuse (voir croquis), l'ouvrier rebatteur y introduit, à la main, un pain de terre, qui vient d'être coupé à une longueur convenable, et qui repose sur le plateau inférieur, caché dans le croquis par le bâti AB, et supporté par une partie mobile de la machine.

Au moment de l'introduction du pain le plateau inférieur a été monté automatiquement au niveau supérieur du cadre du moule. L'ouvrier rebatteur en appuyant le levier C vers le sol descend, dans le cadre du moule, le plateau inférieur et son pain en même temps que le plateau supérieur DE vient se placer dans le cadre du moule et y comprimer le pain.

En relevant le levier C, l'ouvrier rebatteur fait remonter les deux plateaux et la brique; puis pour introduire à la main un nouveau pain

de terre dans le cadre du moule il évacue la brique façonnée sur une plaque de sortie FG en le poussant avec le pain de terre jusqu'à ce qu'elle soit dégagée du moule.

C'est à ce moment qu'un manœuvre, aidant l'ouvrier rebatteur, doit saisir sur la plaque FG la brique dégagée, la faire glisser sur une planchette de bois supportée par deux allonges HI et placer la planchette, ainsi garnie, sur un élévateur destiné à transporter la brique au séchoir.

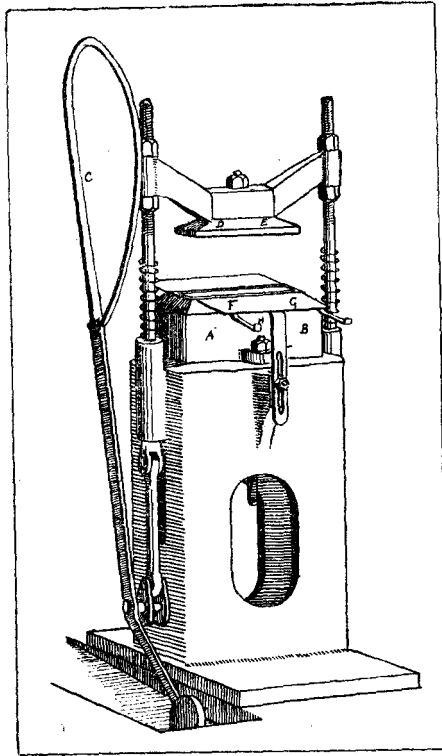


Fig. 1. — Presse à bras pour le moulage des briques.

L'aide pose ensuite une nouvelle planchette sur les allonges HI, saisit la brique que l'ouvrier rebatteur vient de faire glisser hors du moule et ainsi de suite.

Il va sans dire que ces opérations se font très rapidement, puisque un millier de briques est façonné pendant l'heure. Il en résulte que les ouvriers employés à la rebatteuse en arrivent à effectuer leur besogne machinalement. Si pour une raison ou pour une autre (retard accidentel dans le filage ou le coupage du pain de terre, par exemple) l'ouvrier rebatteur attend quelques instants il peut arriver que l'aide suivant son rythme de travail et par l'inadvertance qui en résulte, vienne saisir le pain au moment où le rebatteur abaisse le levier C et par conséquent les plateaux du moule. C'est l'accident qui s'est produit, il y a quelque temps, dans un établissement de Lorette (Loire) où une ouvrière qui

travaillait à une rebatteuse a eu trois doigts de la main gauche sectionnés.

Pour éviter le retour d'un semblable accident un dispositif tout à fait simple a été installé sur la machine. La plaque de sortie FG a été remplacée par l'appareil figuré sur le croquis.

Une plaque de sortie *fg* de longueur double de celle de FG est munie d'une plaque de garde fixe JK et d'un tunnel N en tôle. Deux gardes réglables L et M en tôle glissent sur JK, où ils peuvent être fixés au moyen de goupilles.

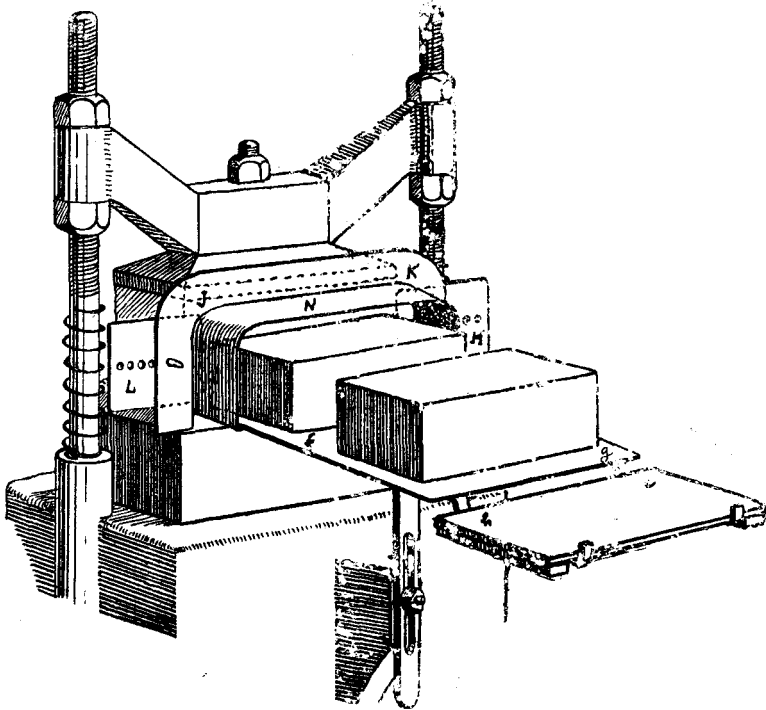


Fig. 2. — Presse à bras pour le moulage des briques munie du dispositif protecteur.

L'espace libre laissé entre L et M est celui strictement nécessaire au passage de la brique fabriquée, poussée par le pain de terre. Cette brique stationne sous le tunnel pendant la compression de ce pain de terre et elle est poussée par la brique suivante hors du tunnel sur la partie à l'air libre de la plaque *fg*. C'est à ce moment seulement que l'aide peut la saisir. Il est clair qu'en cas de retard dans le rebattage, ou d'inadvertance de la part de l'aide, celui-ci est empêché par le tunnel et par les gardes réglables de saisir le pain de terre à rebattre et ne peut approcher la main de la partie dangereuse du moule à briques.

Ce dispositif de garde-mains est sans inconvénient pour le travail et il a l'avantage de prévenir et d'éviter tout accident.

NOTE

SUR

UN DISPOSITIF DE SÉCURITÉ INSTALLÉ SUR UNE PRESSE À BALANCIER

PAR M. FAURE, INSPECTEUR DÉPARTEMENTAL DU TRAVAIL À SAINT-ETIENNE.

Les presses à balancier sont employées pour le découpage ou l'emboutissage de petites pièces métalliques, généralement en fer-blanc ou en laiton, pour lesquels l'effort à fournir est très faible et ne nécessite pas l'emploi d'une puissante force motrice.

Ces machines extrêmement simples sont une application de la vis avec écrou fixe; elles sont actionnées à bras et presque toujours conduites par des femmes. Le travail des ouvrières consiste à disposer, avec la main

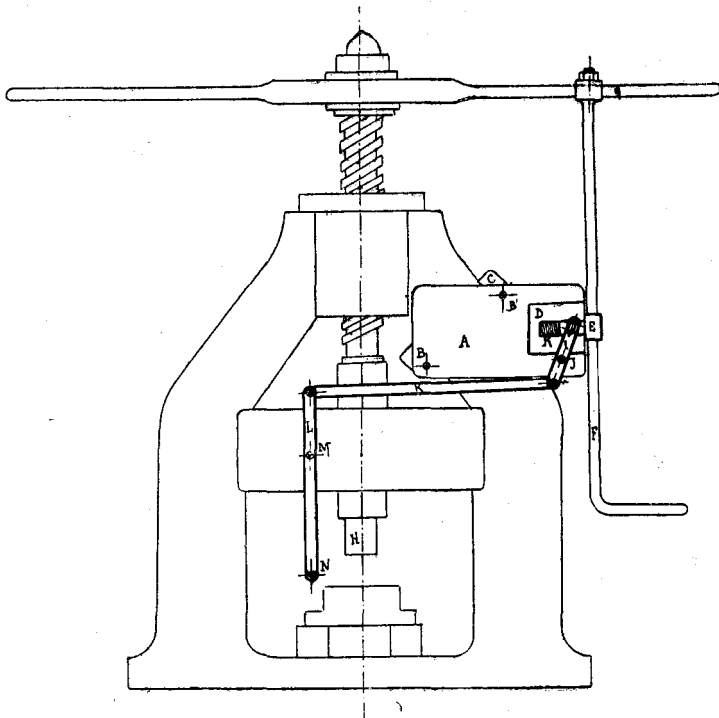


Fig. 1. — Presse à balancier : A, plaque support; B, B', boulons de fixation; C, traverse; D, glissière; E, verrou; F, manette; G, bras du balancier; H, poinçon; I, levier articulé; J, axe; K, bielle; L, levier articulé; M, axe; N, poignée de commande; R, ressort.

gauche, les pièces à façonner, au fur et à mesure, sur la matrice puis de faire mouvoir, à l'aide de la main droite, un balancier qui, par l'intermédiaire d'une vis, abaisse le poinçon. Ce dernier vient alors emboutir et donner la forme désirée à la pièce en cours d'usinage. Ces opérations qui sont de très courte durée se répètent à des intervalles très rapprochés; aussi il arrive que l'ouvrière trop accoutumée à la répétition des mêmes gestes devient distraite, ne retire pas assez promptement la main gauche, pendant qu'elle fait manœuvrer le balancier, et se laisse surprendre par le poinçon, se blessant ainsi plus ou moins gravement les doigts.

De nombreux accidents s'étant produits, de cette façon, chez MM. Nieps et Maurice, fabricants de jouets en fer-blanc, qui emploient dans leur établissement de Rive-de-Gier (Loire), une quinzaine de presses à balancier; ces industriels ont, pour remédier à cet état de choses, disposé sur leurs machines un appareil de sécurité d'une grande simplicité. Ils ont bien voulu nous autoriser à faire connaître cet appareil qui a été breveté (brevet n° 681.992).

Comme pour la plupart des dispositifs de sécurité installés sur les machines à découper, à estamper et à emboutir, cet appareil a pour principe d'obliger l'ouvrière à éloigner la main inactive de la zone dangereuse au moment où se produit la descente du poinçon et de la faire participer à la manœuvre de l'outil.

Description. — L'appareil se compose d'une plaque A solidement fixée au bâti de la machine du côté du montant droit du balancier par deux boulons B et B' et une traverse C. Cette plaque sert de support à une glissière D dans laquelle coulisser le verrou E qui se trouve placé sur la circonférence décrite par la manette F lors de la rotation du bras G dont

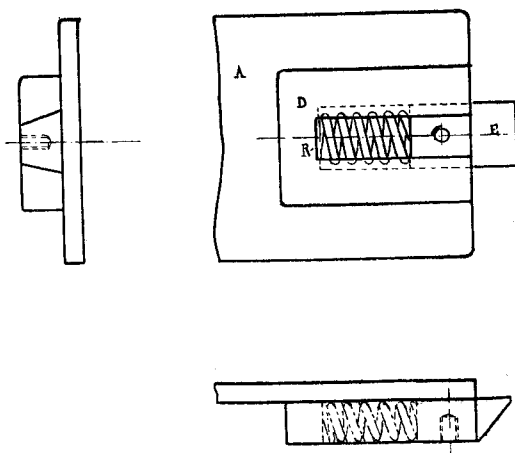


Fig. 2. — Détail du verrou.

la manœuvre provoque la montée ou la descente du poinçon H. Un ressort R encastré dans la glissière D maintient constamment le verrou E à sa position de fermeture. Sur le verrou est adapté un levier I oscillant autour d'un axe J; ce levier est lui-même relié par une bielle K à un deuxième levier L oscillant autour de l'axe M et terminé, à sa partie inférieure, par une poignée N.

Fonctionnement. — Pour que la descente du poinçon soit possible, il faut qu'avec la main gauche qui reste libre l'ouvrière agisse sur la poignée N du levier oscillant, ce qui a pour effet de provoquer, par l'intermédiaire du bras articulé l'effacement du verrou E. La main gauche est donc forcément éloignée de l'outil au moment où la main droite effectue la manœuvre du poinçon et aucun accident n'est plus à redouter. En libérant la poignée N du levier, le verrou E, sous l'action du ressort, revient à sa position de fermeture; comme il est biseauté, il peut s'effacer lors du retour en arrière de la manette F mais empêche, au contraire, tout mouvement en avant, c'est-à-dire la descente du poinçon. L'ouvrière peut donc, en toute sécurité, chasser la pièce emboutie et en placer une autre sur la matrice pour recommencer la même opération.

Ce dispositif de sécurité a donné toute satisfaction et a permis d'éviter les accidents qui se produisaient aux presses à balancier. Depuis huit mois qu'il est installé aucun accident n'a été déploré alors qu'auparavant il en était déclaré, en moyenne, une trentaine par an. A la suite de ce résultat la Compagnie d'assurances a pu réduire sa prime et comme l'utilisation de l'appareil n'a donné lieu à aucune diminution de rendement, MM. Nieps et Maurice n'ont retiré que des avantages de cette invention, grâce à laquelle leurs ouvrières peuvent travailler dans de meilleures conditions de sécurité.

NOTE

SUR DES DISPOSITIFS DE SÉCURITÉ

POUR RÉUNISSEUSES ET ÉTIRAGES À SURFACES GAUCHES

DANS LA FILATURE DE COTON

PAR M. GAUDIOT, INSPECTEUR DÉPARTEMENTAL DU TRAVAIL À NANCY.

Les filatures travaillant les cotons supérieurs, tels que le Jumel ou le Géorgie, pratiquent le peignage, qui termine le travail d'épuration de la cardé, et permet l'élimination des filaments trop courts.

Dans le but d'alimenter les peigneuses, les rubans sortant des cardes sont réunis de façon à constituer une nappe relativement large. Ce travail d'assemblage des rubans se fait sur une assembleuse ou réunisseuse.

PRINCIPE DE FONCTIONNEMENT DE LA RÉUNISSEUSE. — On assemble, généralement, de 14 à 20 rubans provenant de pots placés derrière la machine.

Les rubans s'engagent dans un guide *g* (fig. 1), circulent sous une tringle fixe *T*, franchissent des casse-mèches *C*, provoquant l'arrêt de la machine en cas de rupture d'un ruban, puis des guide-mèches *G*.

Les rubans, alors assemblés sous forme de nappe, passent entre plusieurs rangs de cylindres *C₁*, *C₂*, *C₃* qui provoquent un léger étirage, puis entre des rouleaux comprimeurs *R*, qui pressent les fibres et permettent d'obtenir une nappe bien homogène. Celle-ci s'enroule, finalement, sur un

mandrin M actionné, dans les réunisseuses de construction récente, par deux cylindres métalliques légèrement cannelés : CC, CC1.

Les nappes obtenues à la réunisseuse sont souvent, ensuite, assemblées par six sur une nouvelle machine à réunir, dite « à surface gauche », ainsi nommée parce qu'elle comporte des plaques en métal courbées, guidant les rubans successivement les uns sur les autres. Comprimés par des rouleaux d'appel, ils forment des nappes d'épaisseur bien régulière, où le coton est uniformément réparti, ce qui facilite le travail ultérieur du peignage.

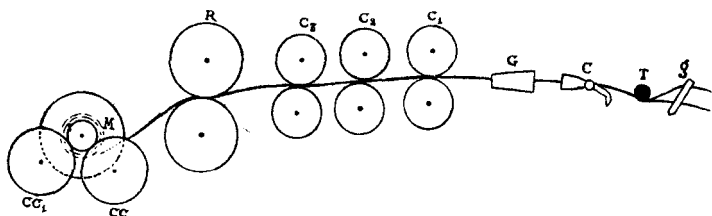


Fig. 1.

CAUSES SPÉCIALES DE DANGER. — Nous avons enregistré plusieurs accidents dus à l'engagement et à la compression des mains entre les cylindres cannelés CC et CC1, qui donnent son mouvement au rouleau recevant la nappe, à la sortie de la réunisseuse.

L'accident peut survenir quand l'ouvrière, constatant un mauvais enroulement du coton, veut lisser la nappe avec la main qui peut alors

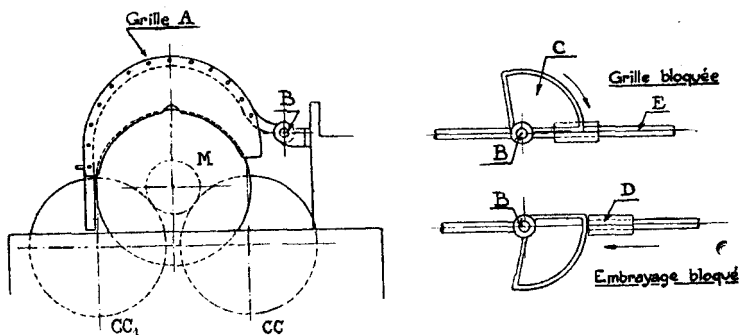


Fig. 2.

être entraînée au contact des cylindres. Il peut se produire également — comme dans le cas des batteurs à coton que nous avons examiné dans une note précédente parue au *Bulletin* de 1928 ⁽¹⁾ — si l'opératrice enroule une nouvelle nappe alors que la réunisseuse est en marche.

Les blessures peuvent revêtir un réel caractère de gravité. C'est ainsi que nous avons eu connaissance de deux cas d'incapacités permanentes.

(1) Voir *Bulletin* 1928, p. 418.

PRINCIPES DES DISPOSITIFS PROTECTEURS ADOPTÉS. — Nous avons, il y a quelques années, constaté la présence, sur le dispositif d'enroulement de la nappe, d'une sorte de demi-tambour à claire-voie, recouvrant complètement le rouleau, articulé sur un axe et muni d'une poignée. Cet appareil n'assurait, cependant, qu'une protection imparfaite, car il était possible à l'ouvrière de le relever et de rendre ainsi accessibles le rouleau de sortie et les cylindres cannelés. D'autre part, après avoir enlevé un rouleau complet et en avoir réamorçé un nouveau, elle pouvait oublier de remettre le dispositif en place.

Dans le but de rendre ces négligences impossibles et de réaliser une sécurité constante et parfaite du travail, certains constructeurs ont songé à lier la manœuvre du tambour de protection à celle du fonctionnement même de la machine. En somme, ils ont cherché à interdire tout déplacement du dispositif pendant le travail de la réunisseuse, et à empêcher la mise en marche de celle-ci tant que l'appareil protecteur n'est pas en place.

DESCRIPTION DES DISPOSITIFS RENCONTRÉS. — 1° *Dispositifs de la Société alsacienne de constructions mécaniques.* — Ces établissements spécialisés dans la fabrication du matériel destiné aux industries textiles, appliquent à la réunisseuse et à l'étirage à surfaces gauches de leur construction, des dispositifs qui remplissent les conditions plus haut énoncées.

Ils comportent tous deux une grille A, recouvrant l'enroulage et empêchant son accès pendant la marche. Cette grille, alors qu'elle est ouverte, empêche l'embrayage de la machine.

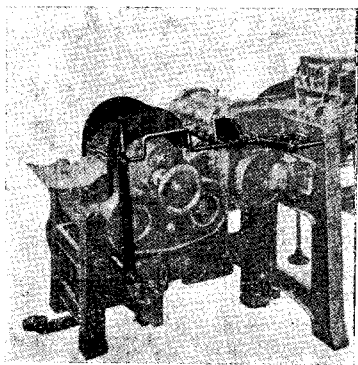


Fig. 3.

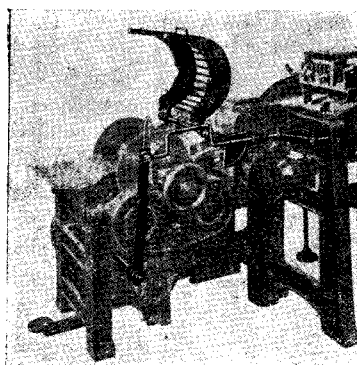


Fig. 4.

Etirages à surfaces gauches. — La fig. 2 et les photographies jointes (fig. 3 et 4) montrent la réalisation adoptée sur un étirage à surfaces gauches. La disposition de la machine a permis une solution simple. Le mécanisme de blocage comprend un secteur C, fixé sur l'arbre B, autour duquel est articulée la grille A, et un arrêt D, fixé sur la tringle de détente E, solidaire du levier d'embrayage. La fig. 3 représente la machine en marche, avec la grille fermée et bloquée. Le secteur C prenant appui sur l'arrêt D, on conçoit qu'il est impossible de manœuvrer la grille avec la main, et, notamment, de la relever. Cette opération ne devient possible que si l'on actionne le levier en le déplaçant vers la droite, dans le cas du dessin et de la figure. Mais, alors, la machine est

isolée de sa commande et elle s'arrête. La grille peut être relevée sans danger.

La fig. 4 représente l'étirage à l'arrêt, le tambour ouvert. On se rend compte clairement que la mise en marche, avant fermeture de la grille est impossible, car l'arrêt D, placé sur la tringle de détente, viendrait buter contre le secteur C. Il est donc nécessaire d'abaisser le tambour — ce qui modifie la position du secteur — pour que le levier d'embrayage puisse être actionné et pour que la mise en marche soit obtenue.

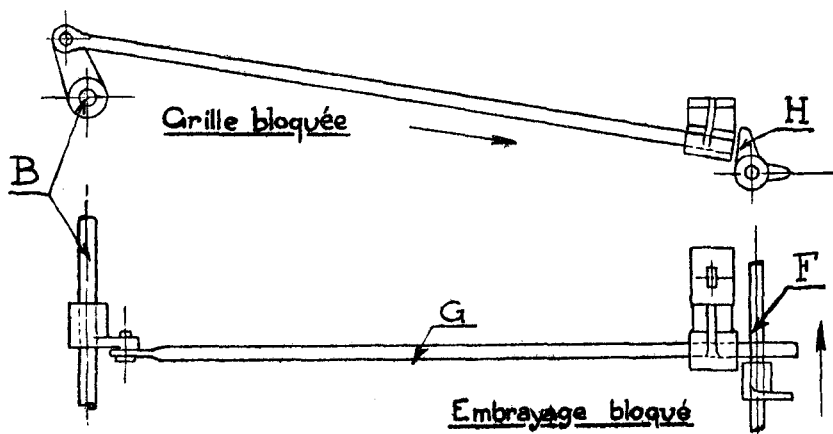


Fig. 5.

Réunisseuses. — Le mode de construction de ces machines rendait plus difficile l'application d'un mécanisme de blocage. En effet, les leviers de détente pivotant autour d'un arbre placé dans le bas de la réunisseuse, le seul organe utilisable était l'arbre de détente F des casse-mèches, placé à l'entrée de la machine. La liaison entre l'arbre F et la grille A a été réalisée au moyen d'une tringle carrée G et d'un arrêt H.



Fig. 6.

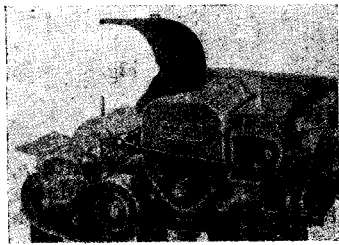


Fig. 7.

La fig. 5 permet de se rendre compte du fonctionnement de ce dispositif, dant les fig. 6 et 7 montrent l'application pratique.

L'arrêt de la machine est obtenu en actionnant l'arbre F, ce qui a pour effet de déplacer le taquet H. L'extrémité de la tringle G est rendue libre, et le tambour de protection peut alors être relevé.

Inversement, la remise en marche de la machine ne peut être obtenue qu'en déplaçant F dans le sens inverse, manœuvre que la position nouvelle de l'arrêt H interdit, et qu'on ne peut réaliser qu'après avoir, préalablement, abaissé la grille, et fait reprendre à la tringle G sa disposition primitive. La réunisseuse ne peut donc recommencer à fonctionner qu'autant que la grille protectrice est en place.

La réunisseuse étant en marche et la grille rabattue, l'extrémité de la tringle G vient buter contre l'arrêt H, et toute manœuvre de la grille est interdite.

2° *Dispositif Leblanc-Roth pour réunisseuse.* — Sur cette machine, le verrouillage du tambour A est obtenu d'une façon légèrement différente. Mais il reste en liaison avec les déplacements du levier de débrayage.

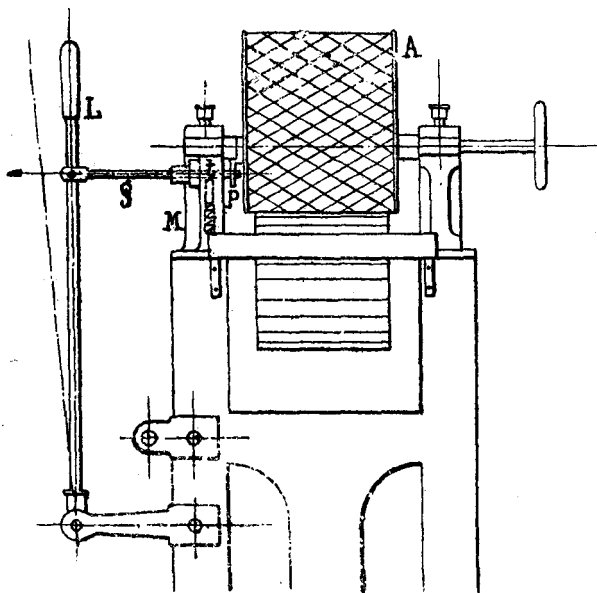


Fig. 8. — Réunisseuse Leblanc-Roth.

La grille A porte une patte p, percée d'un trou circulaire, dans lequel s'engage une tringle g, solidaire du levier L de mise en marche. L'arrêt résulte du déplacement de ce levier dans le sens indiqué par la flèche.

Il est facile de comprendre qu'à la faveur de ce déplacement on libère la grille de l'action de la tringle g. Elle peut donc être relevée, mais la réunisseuse est alors arrêtée.

D'autre part, afin d'éviter une mise en marche intempestive, avant l'abaissement de la grille, les constructeurs ont disposé, à l'intérieur du montant M, évidé à cet effet, un taquet mobile t, monté sur ressort, se déplaçant dans le sens vertical, et sur lequel appuie un prolongement de la patte p. Quand la grille est levée, ce taquet, repoussé par le ressort, obture les orifices du logement dans lequel coulisce la tringle g, et une mise en route est irréalisable. Elle ne devient possible qu'au moment où

la grille est abaissée. Le prolongement de la patte *p* a provoqué la descente du taquet *t* et dégagé le passage de la tringle, ce qui a permis la manœuvre du levier d'embrayage et le blocage du protecteur.

Tous les appareils qui viennent d'être décrits sont d'une construction robuste et remplissent parfaitement leur rôle. Adoptés dans deux filatures importantes de notre section, depuis un an, ils ont mis fin aux accidents autrefois constatés.

Il est donc permis de se féliciter, dans le cas particulier, de la tendance manifestée par les constructeurs à pourvoir leur matériel de dispositifs protecteurs spécialement étudiés, réellement efficaces en raison de l'automatisme de leur fonctionnement.

NOTE

SUR

LA FABRICATION DES BOUTONS EN COROZO

ET SUR LES DOIGTIERS PROTECTEURS

UTILISÉS PAR LES SCIEURS

PAR M. LALLEMAND, INSPECTEUR DÉPARTEMENTAL DU TRAVAIL À LAON.

Préliminaires. — Pour la fabrication des boutons, les matières premières particulièrement employées, en outre des succédanés du corozo (celluloïd et galalithe) sont : la nacre, la corne et le corozo. Nous citerons pour mémoire l'utilisation du bois, de l'acier, de la porcelaine, du cristal et du jais.

La présente étude a uniquement en vue la fabrication des boutons en corozo, organisée industriellement dans trois établissements de notre section et la protection, par doigtiers, des scieurs qui procèdent au débitage de cette matière première.

Matière première. — Les boutons sont obtenus par le découpage, le façonnage et la teinture de rondelles prélevées dans les noix de corozo, encore appelé ivoire végétal.

Les noix utilisées sont les graines d'un palmier, le « *Phytelephas Macrocarpa* » qui pousse sauvage le long de la côte ouest de l'Amérique du Sud, à partir du Panama, dans la Colombie, l'Equateur et le Pérou.

C'est un palmier rabougri, atteignant à une hauteur de 3 à 6 mètres seulement, avec un tronc très court, garni en haut de touffes de grandes feuilles.

Comme cette plante pousse sauvage et sans être cultivée, l'époque de rapport n'est pas encore connue mais on la place dans la sixième année. La durée moyenne de sa vie semble comprise entre cinquante et cent ans.

Les boutons des fleurs donnent un fort parfum et le fruit ressemble quelque peu à la noix de coco; un arbre en fournit de quatre à neuf. Ce fruit, de la grosseur à peu près de la tête d'un homme, pèse une

dizaine de kilogrammes; il renferme de six à neuf graines, de la dimension de petites pommes de terre.

Il se récolte en octobre, lorsque la noix est à complète maturité. A ce moment, la noix, recouverte de sa coque, est d'aspect noirâtre. Séparée de cette enveloppe, de consistance très dure, elle apparaît recouverte d'une croûte fibreuse mince, de teinte marron foncé.

Suivant le terrain sur lequel pousse l'arbre, la noix est caractérisée, en son centre, par un évidemment plus ou moins grand; il s'ensuit que la matière a des densités et des capacités de résistance aux chocs différentes. On conçoit en effet que plus la matière est compacte et dure, plus elle a de valeur et plus la qualité du bouton qui en est tiré est grande.

On recherche donc la noix présentant au maximum ces avantages. La préférée semble être celle qui, en provenance de l'Equateur, est dénommée « Guayaquil » du nom du port d'embarquement; le cœur montre en effet très peu de gerces et la substance ouvrable est très blanche. En outre, cette variété fournit un assortiment de grosseurs de noix bien équilibré pour une fabrication de boutons de toutes tailles.

Ecalage et nettoyage. — C'est la première opération à l'usine. Elle consiste à décortiquer les noix des coques entières ou partielles. Pour cela, les noix sont introduites par 100 kilogrammes dans un tonneau de dimensions : 1 m. 20 de diamètre sur 1 m. 20 de hauteur, formé de fers cornière dont les angles sont tournés vers l'intérieur. Ces fers sont espacés de un centimètre de façon à laisser échapper les débris des coques.

Par un mouvement de rotation, à la vitesse d'environ vingt tours par minute, les noix sont projetées contre les angles des fers où l'enveloppe vient se briser.

Triage automatique. — Ainsi nettoyées les noix sont triées en cinq catégories distinctes correspondant chacune à une taille de boutons.

Le triage s'opère automatiquement dans un trieur rotatif, cylindrique, à alvéoles, formé de quatre parties percées de trous de diamètres de plus en plus grands, de dimensions : 3 mètres sur 0 m. 50, et incliné sur l'horizontale.

Il tourne à la vitesse de dix à douze tours-minute seulement afin que les noix trouvent plus aisément le trou du calibre correspondant à leur diamètre; du cylindre, elles tombent dans un sac contenant toutes les noix de la même grosseur.

Triage à la main. — Cette opération a surtout pour but de séparer les corozos longs des ronds, et de permettre une utilisation plus rationnelle des noix. Ainsi, dans les corozos ronds, les grands diamètres de boutons trouvent plus facilement leur surface.

L'opération permet, en même temps, de rechercher les parcelles de coque brune encore adhérentes aux noix, détail qui a son importance si l'on sait que ces parcelles ou « écales » sont d'une dureté telle que la scie circulaire appelée à produire les plaques ne peut les rencontrer, au moment de l'attaque, sans être détériorée.

Sciage. — Le débitage des noix de corozo en plaquettes est un travail à surveiller étroitement pour deux raisons :

1° Au point de vue rendement en qualité. De celui-ci dépend, en effet, dans une large mesure, un emploi plus ou moins avantageux de la matière ainsi qu'une fabrication plus ou moins soignée et une production d'articles d'un choix plus ou moins relevé;

2° Au point de vue prévention des accidents. Nous étudierons plus loin, dans un paragraphe spécial, le mode de protection à utiliser au cours de ce travail.

Le sciage est pratiqué à l'aide de scies circulaires d'un diamètre de 0 m. 25 à 0 m. 28 et d'une épaisseur de 6/10^{es} de millimètre, à 40, 60 ou 80 dents et tournant à une vitesse de 3.000 tours-minute.

Monté sur un arbre horizontal, le disque d'acier est mis en mouvement par un dispositif de poulies fixe et folle. Un guide, placé sur la table de la scie, permet le découpage des plaquettes à l'épaisseur demandée.

Par des affûtages successifs, on pousse l'usure jusqu'au moment où le diamètre est descendu à 20 centimètres environ.

Il y a deux façons de pratiquer le sciage : en long, pour les noix de Torme allongée et en taille pour les noix rondes.

Dans la première, le scieur, les doigts allongés présente un flanc, dédosse et tire une plaque; puis alternativement sur deux autres côtés de façon à former une sorte de prisme; jusqu'à une épaisseur de 5 millimètres on tire 2 plaques sur la même face, mais non coup sur coup, de façon à ne pas provoquer une diminution trop hâtive de la surface des plaques à prendre sur les autres côtés.

Dans la seconde, on ne cherche à obtenir dans les plaquettes que des boutons d'un diamètre minimum de 17 millimètres. L'ouvrier dédosse et tire une plaquette au derrière du corozo; puis il procède de même pour les flancs. Ces opérations ont pour but d'obtenir des plaquettes d'une surface aussi rapprochée que possible de celle du bouton que l'on veut obtenir et de limiter ainsi au minimum les déchets de matière d'abord, de boutons ensuite.

Le scieur doit apporter dans son travail une attention scrupuleuse afin d'obtenir un dédosage convenable et d'éviter ainsi le découpage des plaquettes croûteuses; il doit veiller également à ne pas exagérer l'épaisseur de la dosse, ce qui ne pourrait se faire qu'au détriment des plaques suivantes, lesquelles atteindraient au cœur et aux gercés du centre de la noix avant que le maximum de bonnes plaques ait été obtenu.

Les plaques doivent être tirées bien droites, d'une épaisseur régulière et conformes à l'échantillon demandé.

On compte qu'il faut une journée pour scier un « rapport » ou 100 kilogrammes de noix; le rendement en plaquettes est de 60 à 65 p. 100. Le complément, 35 à 40 kilogrammes ressort en dosses, cœurs gercés et sciures qui forment les sous-produits, d'un placement assez facile.

Le rapport terminé, le scieur le remet au séchoir où les plaques sont disposées dans des tamis supportant 10 à 12 kilogrammes par tamis d'un demi-mètre carré.

L'air de cette pièce est chauffé à 25 ou 30°; une bonne journée de séchage suffit généralement pour obtenir des plaques saines, ayant perdu 5 p. 100 environ de leur poids.

Découpage. — Le travail de cet atelier consiste à découper le bouton et à lui donner sa forme au moyen de tourets.

Les affûteurs et les contremaîtres, non les ouvriers, sont rendus responsables du mauvais emploi des plaquettes; le fin du bouton même leur incombe. On comprend, en effet, que le souci principal de ce travail doit être, en affûtant l'outil, de respecter minutieusement le gabarit de la forme demandée.

Les tourets utilisés sont des machines individuelles, comportant une poupée mobile avec poulies fixe et folle entraînant un tube porte-outil et dans celui-ci un « fer » ou outil travaillant le bout.

Cet outil n'est pas dangereux, aucune arête tranchante ne dépassant sur le diamètre extérieur de rotation.

Une poupée fixe pourvue d'un tube à griffes avec bouchon éjecteur sert à amener la plaque à découper en contact avec l'outil de la plaque mobile. L'avance en est obtenue par l'intermédiaire d'une vis à filet carré de grand pas, manœuvrée par la main droite de l'ouvrier actionnant une poignée qui décrit un mouvement de rotation (60° environ).

Le découpage est presque toujours exécuté par des femmes.

L'ouvrière présente la plaquette en place et la maintient entre le pouce et l'index de la main droite; des doigtiers en cuir souple pour ne pas gêner la flexion de ces deux doigts empêcheraient les coupures dans le cas où la plaquette viendrait à tourner.

L'ouvrière doit s'ingénier à placer les pions avec justesse pour éviter :

1° Les « mordus » qui se produisent dans les plaquettes destinées à donner plusieurs boutons lorsque ceux-ci ne sont pas suffisamment éloignés les uns des autres;

2° Les « croûteux » obtenus par une fausse application sur la griffe;

3° Les « égrenés » résultant de l'arrachement de la matière lorsqu'elle est amenée trop précipitamment au contact de l'outil tranchant.

Les déchets ne doivent pas dépasser 5 p. 100 jusqu'à 22 millimètres et 2 p. 100 de 25 à 31 millimètres.

La production moyenne est de :

7 à 8 grosses pour les pions de 7 à 15 millimètres obtenus par 2 ou 3 dans les plaquettes de corozo longs;

5 à 6 grosses pour les pions de 17 à 22 millimètres (sciage en taille = 1 pion par plaque);

Et 3 à 4 grosses pour les pions de tailles supérieures.

A ce sujet, il y a lieu de remarquer que la grosse de fabrication, tenant compte d'un déchet de fabrication de 8 p. 100 environ qui est rarement dépassé, est de 156 (13 douzaines) alors que la grosse marchande reste fixée à 144 (12 douzaines).

Façonnage de la face. — Il est obtenu sur des machines automatiques, débitant jusqu'à :

9 grosses à l'heure jusqu'à 20 millimètres;

6 grosses à l'heure de 22 à 25 millimètres;

4 grosses à l'heure au delà de ce dernier diamètre.

Un ouvrier affûteur est chargé du réglage d'un groupe de machines et de l'affûtage des outils. Avec l'aide de deux apprentis, chargés surtout du nettoyage, de l'approvisionnement et des manutentions, il peut en conduire 15 à 20.

Un des aides verse les boutons dans une trémie d'alimentation, et par une combinaison de leviers et de cames, chaque rondelle est amenée devant l'outil et évacuée après façonnage.

Perçage. — Les boutons façonnés sont portés à la machine à percer, alimentée par un système de distribution analogue à celui de la machine à façonner.

Chaque machine à percer fonctionne automatiquement.

Du distributeur, le bouton choit dans une glissière et arrive entre les dents d'une fourchette qui le porte sous le foret où il est serré entre deux cuvettes tournant sur elles-mêmes. L'opération a lieu en quatre phases pour le perçage à quatre trous, chaque phase correspondant à une perforation. Pour le perçage à deux trous, une came assure un simple déplacement du bouton.

Pour obtenir le perçage à encoche ou cache-fil, on utilise une machine de construction différente : les cuvettes, au lieu de tourner, se déplacent

latéralement et le foret, non complètement relevé se fraie un passage entre les deux trous.

Les boutons obtenus sont dits « en écru » et ne peuvent être livrés au commerce qu'après avoir subi l'opération de polissage qui leur donnera un aspect brillant, presque verni.

Polissage. — Des tonneaux en bois de 1 mètre de long et 0 m. 80 de diamètre environ tournant à 15 ou 20 tours-minutes effectuent ce travail. A cet effet, ils sont remplis jusqu'à moitié environ de petits cubes de bois ou de grosse sciure, ainsi que de craie pulvérisée, destinés à user les aspérités des faces. Deux trous de 10 centimètres carrés, pratiqués sur les côtés et fermés de toile métallique, permettent l'évacuation des poussières produites au cours du travail. On laisse tourner ces tonneaux pendant deux à trois jours sans interruption.

Les boutons sont ensuite « grattés » dans un autre tonneau tournant où ils se trouvent mêlés pendant une dizaine d'heures à de la « sciure douce » (sciure de sapin à laquelle on a ajouté du savon noir). La matière grasse pénètre légèrement et donne du brillant au bouton.

Les marchandises ainsi obtenues sont déjà très belles; mais il faut les teindre pour les assortir aux vêtements sur lesquels elles seront cousues.

Teinture et mouchetage. — La teinture et le mouchetage sont des opérations qui exigent beaucoup de soins et selon que l'on veut obtenir des nuances unies ou des nuances chinées ou jaspées, on procède de différentes façons.

Pour obtenir les « couleurs unies », les boutons sortant du polissage en blanc, sont mis à tremper dans l'eau bouillante pure qui, en faisant élargir les pores de la matière, la rendra spongieuse et donnera aux colorants plus de facilité de pénétration.

Les colorants utilisés sont les extraits de bois tinctoriaux dont les essences croissent dans les régions équatoriales (campêche, cachou, cuba, etc.); on fixe au moyen du bichromate de potasse ou des sulfates de fer et de cuivre.

L'opération s'exécute de la façon suivante : les boutons sont mis dans une marmite en cuivre, contenant le produit colorant dissous. Dans cette marmite s'emboîte un panier également en cuivre destiné à recevoir les boutons. Le chauffage se fait par circulation de vapeur. Le bain dure trois heures au maximum.

Lorsqu'il s'agit de boutons chinés ou jaspés, dont les coloris devront se rapprocher des tissus mouchetés qu'ils garniront, il est nécessaire de faire ressortir plusieurs tons et on procède alors avec une variante.

Une fois « trempés » à l'eau bouillante les boutons sont portés à l'atelier de vaporisation et placés à la main sur des planches en métal blanc ou en carton fort, comportant un certain nombre d'alvéoles. Puis à travers des plaques de zinc ou de cuivre de 4 à 5/10^e de millimètre d'épaisseur, dans lesquelles est découpé en face de chaque alvéole le dessin qu'on veut obtenir sur le bouton, on projette, avec des vaporisateurs à air comprimé et en utilisant ces plaques comme pochoirs, une ou plusieurs des couleurs de base énumérées ci-dessus.

Si l'on veut conserver en blanc une partie de la surface du bouton, on projettera, par le même procédé, de la gomme laque, qui résiste à la teinture.

Les boutons auxquels on veut donner un ton définitif sont ensuite remis dans un bain de teinture analogue à celui qui est employé pour les nuances unies.

Ils sont portés ensuite au séchoir, chauffé à 25 ou 30 degrés et y séjournent de 15 à 20 heures.

Polissage aux machines. — Les boutons une fois séchés, doivent être débarrassés de la crasse qui les recouvre encore.

Certains modèles, aux formes évasées ou plates, sont repolis aux tonneaux. D'autres, creux, par exemple, nécessitent l'emploi d'auxiliaires mécaniques.

Le système de distribution de ces machines est analogue à celui des façonneuses et des perceuses : leur production est de huit grosses à l'heure en moyenne.

Le bouton, pris dans un mandrin tournant à 2.000 tours-minute est énergiquement brossé par un pinceau de crins de cheval (crinière d'éta- lon) enduit d'un mélange d'alcool et de blanc de Méru. Dans le mouve- ment rotatif que décrit le bâti supportant les mandrins, au nombre de huit, le bouton est essuyé par cinq autres pinceaux.

Un ouvrier, chargé du retailage incessant des pinceaux, peut con- duire huit à dix de ces machines.

Polissage aux tonneaux (couleurs). — Cet atelier reçoit des boutons du séchoir et du polissage aux machines; les premiers y restent de 20 à 25 heures, les seconds 10 à 12 heures seulement. Ils sont ensuite chan- gés de tonneau et mis en sciure douce où le poli se parfait encore pendant une dizaine d'heures.

Estampage. — Les boutons devant porter la marque du confectionneur ou un dessin quelconque passent, dans cet atelier, à des presses à main ou automatiques.

La marque ou le dessin à reproduire sont gravés sur un guillochet ou matrice, pièce métallique fabriquée soigneusement et solidement, car elle doit subir des efforts violents et répétés.

Pour éviter que les boutons ne se brisent, on les trempe avant l'es- tampage, et pour obtenir une impression plus nette, on chauffe, par circulation de vapeur ou électriquement, la griffe dans laquelle est placée la matrice.

Triage et manutention. — Des ouvrières enlèvent les boutons présen- tant des défauts et répartissent les autres selon la demande de la clien- tèle :

Ou en vrac par quantités nettement pesées de une, cinq ou dix grosses dans des boîtes en carton;

Ou cousus par une ou deux douzaines sur des cartes réunies ensuite par boîtes de une ou une grosse et demie.

Ces boîtes sont réunies par même couleur en paquets de cinq pour faciliter l'emballage et la manutention chez la clientèle.

Déchets. — Si on considère que le traitement de 100 kilogrammes de noix de corozo ne laisse qu'une vingtaine de kilogrammes de boutons finis, qu'une usine de moyenne importance (250 ouvriers dont 30 scieurs seulement) peut traiter annuellement environ 450.000 kilogrammes de noix de corozo, on peut se demander quel usage est fait des déchets lais- sés par un tonnage aussi important.

Ces déchets, classés par catégories, sont broyés dans des installations spéciales analogues aux moulins à blé. Le produit obtenu est une farine blanche utilisée comme « fleurage » par les boulangers et les pâtis- siers pour saupoudrer leurs pelles et la sole des fours au moment de l'introduc- tion de la pâte. Ce fleurage brûle sans laisser d'ailleurs de cendres adhé- rentes au pain ou à la pâtisserie et sans communiquer de mauvais goût aux objets comestibles.

Doigtiers protecteurs utilisés par certains scieurs de corozo. — La première idée qui vient au profane voyant pour la première fois débiter des noix de corozo et se rendant compte du danger incessant que courent les ouvriers scieurs est d'alimenter automatiquement les scies circulaires ou de les compléter par un appareil de protection.

Or, ces deux problèmes n'ont pas encore été résolus pour les raisons suivantes :

Sur le côté droit, la main droite doit pouvoir manœuvrer librement et glisser de haut en bas à peu près jusqu'au niveau de l'axe de la scie en tenant la noix pour la débiter.



Fig. 1. — Main droite munie de doigtiers (vue de dos).

D'autre part, toutes les noix ne sont pas semblables; elles ont chacune un « sens particulier » suivant leur forme, leur longueur, leur grosseur dont l'ouvrier doit tenir compte pour exécuter un travail rationnel (sciages en long et en taille, ainsi que nous l'avons expliqué ci-dessus). Etant donné, en outre, que l'intérieur des noix est creux et qu'il est nécessaire de n'utiliser que le pourtour pour obtenir des plaquettes saines et propres à la fabrication.

Et on conçoit que ces tours de main, changeant avec chaque noix, interdisent que tout travail de ce genre soit fait mécaniquement.

Sur le côté gauche, la main gauche doit constamment pousser les plaques pendant les interruptions de travail de la main droite et exécuter, comme celle-ci, mais moins souvent, un mouvement de haut en bas le long de la scie.

La main droite de l'ouvrier accomplit seule l'action de la présentation à la scie et du débitage; la gauche n'agit que pour alimenter la droite en noix et aider à l'évacuation des plaquettes lorsque l'opération du sciage est terminée.

Le métier de scieur est très dangereux; on peut même considérer que

l'emploi des scies constitue la source de 95 p. 100 des accidents professionnels survenant dans une fabrique de boutons de corozo : les doigts de l'ouvrier passent en effet constamment (40 à 50 fois par minute) à une distance très faible (quelquefois 5 à 6 millimètres seulement) le long de la scie tournant 3.000 tours-minute.

Les doigts qui sont plus particulièrement exposés sont le pouce, l'index et le majeur; les risques de blessure sont à peu près nuls pour l'annulaire et l'auriculaire, sauf dans les cas de maladresse ou de distraction de l'ouvrier.

Les blessures sont en général peu graves parce qu'il n'y a pas d'entraînement mécanique et que la disposition de la scie et de sa garniture permettent aux reflexes d'agir en liberté.

La fréquence des blessures légères cicatrisées en 48 heures, mais amenant chaque fois une indisponibilité d'une semaine environ par suite de la sensibilité des extrémités blessées a provoqué l'usage des doigtiers préservateurs en acier.

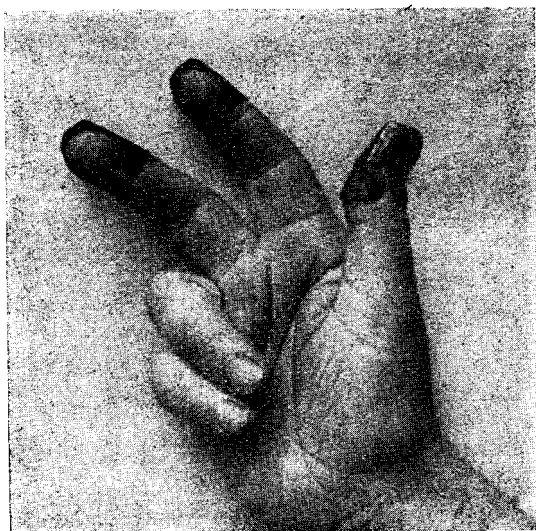


Fig. 2. — Main droite munie des doigtiers
(vue du côté de la paume).

L'essai de doigtiers de ce genre remonterait à quinze ans environ. A cette époque, le peu d'enthousiasme des ouvriers, la forme imparfaitement étudiée de ces accessoires, en firent négliger l'emploi par la plupart des vieux scieurs qui prétendaient ne pouvoir travailler aussi librement mais agissaient surtout ainsi par esprit de routine.

Il faut reconnaître toutefois que les premières formes de doigtiers qui étaient fabriqués en série ne laissaient pas à l'ouvrier un sens du toucher assez accentué parce que, trop pointus aux extrémités, ils n'épousaient pas exactement la forme du doigt. Il arrivait parfois que le doigtier s'enlevait au cours du travail ou que l'articulation de la phalange n'était pas libre; il en résultait, chez l'ouvrier, une appréhension qui en lui enlevant une partie de sa sécurité diminuait ses chances de protection.

Pour remédier à tous ces défauts, le directeur d'une fabrique de boutons d'attachés a étudié en détail les causes de chacun des accidents et à rechercher les défauts des doigtiers alors en usage.

Le contremaître précité a fabriqué des doigtiers sur mesure de façon qu'ils épousent bien la forme tout en laissant libre la partie d'épiderme devant tenir les noix et diminué la longueur des doigtiers de façon à laisser absolument libre l'articulation de la phalange. C'est ainsi que, malgré les incessants mouvements de flexion que nécessite le travail, le doigt ne peut s'échapper de sa gaine et se trouve protégé au maximum.

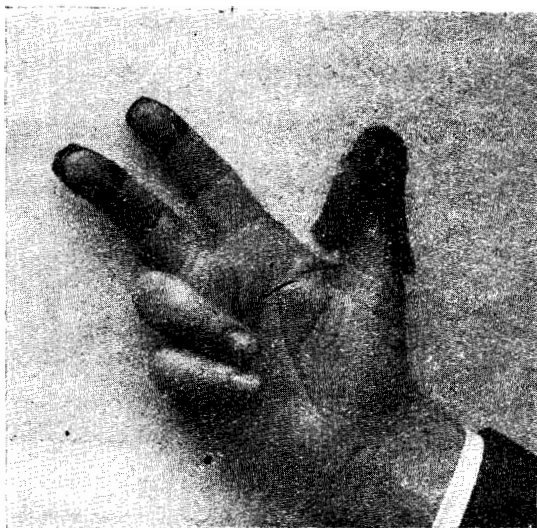


Fig. 3. — Main droite munie des doigtiers et de la gaine de cuir sur le pouce pour empêcher le glissement de la noix sur le doigtier du pouce.

Ces doigtiers sont des dés en acier qui s'adaptent aux extrémités des doigts de l'ouvrier et les recouvrent en partie jusqu'à la dernière phalange. Le pouce, l'index et le majeur seuls en sont pourvus parce que seuls ils sont réellement vulnérables. La face externe et l'extrémité de l'index et du majeur sont protégées;

que l'ouvrier a besoin, pour débiter la noix de corozo, de la tenir d'une manière ferme. Au contraire le pouce est protégé intérieurement, mais son doigtier est recouvert d'une bande de drap, feutre ou cuir souple, destinée à rendre au doigtier l'adhérence et au pouce la sensibilité et la puissance du sens du toucher en partie perdues par le contact avec l'acier du doigtier.

Lorsque les doigtiers entrent en contact avec la scie, celle-ci est émoussée et le plus souvent l'accident est évité, car les doigtiers, confectionnés avec le même acier que les scies, ne se laissent pas entamer.

Et actuellement, les blessures normales possibles sont en général insignifiantes : l'ongle de l'index et du majeur ne peut être atteint, puisqu'il recouvre entièrement; seule, la face interne du doigt, celle qui doit rester libre est vulnérable; quant au pouce, il est entièrement protégé.

Dans l'établissement précité, aucun apprenti n'est formé sans utiliser les doigtiers. Au bout de quelques jours la petite gêne du début a disparu et l'apprenti se passerait difficilement de sa protection, qui constitue pour lui un élément de confiance d'autant plus efficace qu'il a déjà fait ses preuves.

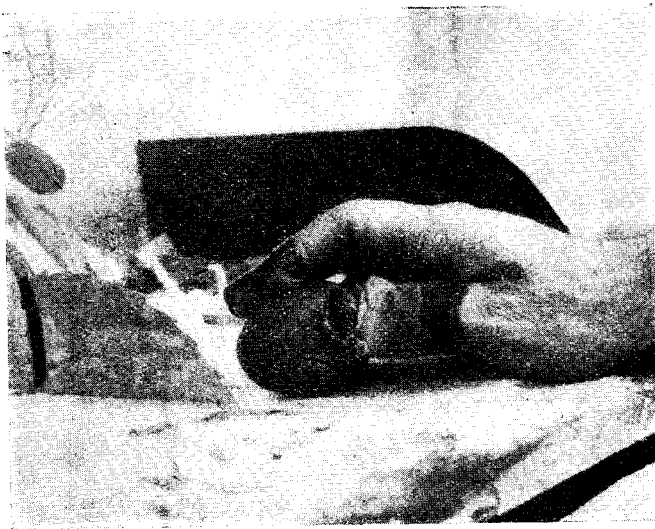


Fig. 4. — Main droite garnie des doigtiers présentant une noix de corozo à la scie.

En effet, l'entrée en contact des doigtiers avec la scie, surtout pendant les premiers jours de l'apprentissage, par suite d'un faux mouvement, devient un incident qui se produit plusieurs fois par jour dans l'atelier, sans qu'il y ait la moindre blessure.

Les ouvriers les plus adroits, les plus vifs, les meilleurs utilisent les doigtiers et ne travailleraient certainement pas avec autant d'assurance s'ils n'en étaient pas munis.

A un autre point de vue, il a été reconnu qu'avant la guerre, alors qu'on n'utilisait pas les doigtiers, la production individuelle était plus faible qu'actuellement.

On ne peut donc pas affirmer que cela constitue ou une gêne pour l'ouvrier ou une diminution de production.

L'examen des accidents normaux démontre que la blessure est toujours consolidée après deux ou trois jours de repos et que si les blessés ne reprennent leur travail qu'au bout de dix ou douze jours, c'est pour éviter de reprendre le travail avec un doigt plus ou moins sensible.

Les quelques accidents plus graves à la main droite que l'on a pu rencontrer dans l'établissement au cours de ces dernières années (incapacité permanente de 10 p. 100) se trouvent justement chez les quelques éléments réfractaires qui n'ont pas voulu utiliser les doigtiers; la majeure

partie des autres blessures graves sont occasionnées à la main gauche et confirment l'imprudence ou la distraction des blessés : affûtage sans démonter la scie, en tenant la fourche de débrayage avec le genou gauche et sans mettre en place le crochet de sûreté; dégagement des plaquettes sans regarder l'outil et en interpellant un voisin; travail dans la boîte de scie sans arrêter la scie.

On peut compter néanmoins qu'avec les doigtiers mis actuellement au point, 75 p. 100 des accidents bénins, qui sont la plaie d'une affaire semblable, ont été supprimés.

Un examen des accidents survenus pendant le premier trimestre 1929 dans deux ateliers de sciage de notre section sera une preuve concluante de la protection efficace obtenue par l'emploi des doigtiers.

Le premier ayant occupé un effectif moyen de 31 scieurs n'a enregistré qu'un seul accident ayant occasionné l'amputation de la phalange du pouce droit.

Le deuxième a eu à enregistrer, pour un effectif moyen de 18 scieurs, six accidents dont un suivi d'incapacité permanente. Voici d'ailleurs d'après le relevé des certificats médicaux quelle a été la gravité des blessures occasionnées :

a. Section incomplète des parties molles de l'extrémité du médus droit : incapacité temporaire de 15 jours;

b. Section complète oblique de la première phalange de l'index droit : incapacité probable de 35 jours;

c. Section incomplète nette de l'extrémité de l'index droit : incapacité temporaire de 15 jours environ;

d. Plaie par section de l'extrémité inguëale du médus droit : incapacité de 10 jours;

e. Plaie pénétrante par coupure longitudinale de première phalange de l'index droit : incapacité de 10 jours, sauf complications;

f. Plaie pénétrante de coupure de la première phalange de l'index droit. Section complète de l'extrémité de la pulpe de l'auriculaire droit : incapacité de 12 jours sauf complications.

Si nous comptons 75 jours de travail pendant le premier trimestre, nous obtenons pour l'ensemble de l'atelier : $75 \times 18 = 1.350$ jours ouvriers.

Le nombre total de jours d'incapacité est de 97, soit $\frac{1350}{97} = 14$ p. 100,

Or, la presque totalité des ouvriers du premier atelier utilise des doigtiers; dans le second, cette mesure de protection était totalement inconnue jusqu'alors.

Conclusion. — Les résultats obtenus sont donc indiscutables :

Diminution de la fréquence des accidents;

Diminution de la gravité des blessures.

Nous en concluons que la mise de ces doigtiers perfectionnés à la disposition des scieurs constitue un moyen de protection efficace, dont l'emploi s'indique nettement dans un cas particulier où les nombreuses petites scies circulaires utilisées, — machines excessivement dangereuses appelant une prudence qui ne doit pas se relâcher, — ne peuvent être munies d'appareils protecteurs efficaces.

NOTE

SUR

UN NOUVEAU PROCÉDÉ DE SOUDURE AUTOGÈNE EMPLOYÉ DANS LA RÉPARATION DES FÛTS MÉTALLIQUES

PAR M. LAVOISIER,

INSPECTEUR DÉPARTEMENTAL DU TRAVAIL À PARIS.

Il existe en France un assez grand nombre d'ateliers de tôlerie-chaudronnerie spécialisés dans la réparation, par la soudure autogène, des fûts métalliques ayant servi au transport d'alcools, d'huiles, d'essences, d'hydrocarbures et autres liquides inflammables.

Avant de procéder à la soudure, on nettoie généralement ces fûts avec de l'eau ou de la vapeur sous pression; mais ces nettoyages sommaires ne sont pas suffisants pour enlever toutes les matières qui restent adhérentes aux parois intérieures.

Aussi, les accidents par explosion de ces fûts sont-ils assez fréquents et les conséquences souvent mortelles.

Il se peut que le lavage n'ait pas été fait et qu'une petite quantité de liquide inflammable soit restée dans le fût pour déterminer un accident.

Il arrive aussi que des gaz lourds provenant d'hydrocarbures et n'ayant pu s'échapper par la bonde soient restés à l'intérieur pour qu'ils s'enflamment au contact du chalumeau. Il est établi que dans la réparation des fûts ayant contenu de l'essence il se produit, au minimum, une ou deux explosions dans l'année.

L'accident peut également se produire par l'explosion d'un mélange d'acétylène et d'oxygène introduit involontairement dans le fût par l'ouvrier soudeur, s'il a la mauvaise habitude de poser son chalumeau éteint dans la bonde, le bec tourné vers l'intérieur.

Un accident très grave, qui a fait trois victimes, dont un mort et deux grièvement blessés, s'est produit dans une fabrique de fûts de la région parisienne, alors qu'il n'y avait que le corps cylindrique et un fond de posé, l'autre côté du cylindre en tôle reposant sur le sol cimenté de l'atelier.

Dans cette usine, chaque poste de soudure était muni d'un dispositif d'accrochage spécial du chalumeau qui coupait automatiquement l'arrivée des gaz.

Un autre accident mortel s'est produit dans un atelier de réparation de fûts métalliques de Gennevilliers (Seine), dans les circonstances suivantes et sans qu'on ait pu en déterminer la cause exacte.

Le fût à réparer avait séjourné plusieurs semaines dans la cour de l'usine, la bonde ouverte.

Il avait certainement contenu un liquide inflammable et l'intérieur, absolument sec, était recouvert d'une fine pellicule blanchâtre qui pouvait être de la naphthaline. La présence de gaz lourds doit aussi être écartée, car pour arriver à dévisser un bouchon de fond qui était très serré, l'ouvrier avait chauffé préalablement la tôle au rouge sans aucun danger.

Or, l'explosion n'a pu se produire que par un mélange d'acétylène et d'oxygène introduit à l'intérieur dans les conditions indiquées d'autre part, l'ouvrier accrochant son chalumeau éteint à la bonde du fût et ouvrant les robinets des gaz avant de l'avoir enlevé.

Le temps très court qui s'écoula entre l'ouverture des robinets et la prise du chalumeau fut suffisant pour remplir le fût d'un mélange explosif, les gaz arrivant sous pression.

Un des fonds fut projeté avec une telle violence qu'après avoir tué une ouvrière qui travaillait à quelques mètres de l'explosion, il est allé tomber dans un terrain vague après avoir traversé une cloison.

Bien qu'aucune preuve matérielle n'ait pu établir l'imprudence de l'ouvrier soudeur — qui, lui, n'a pas été blessé — cette dernière hypothèse de l'accident est très vraisemblable.

Pour éviter le retour d'accidents de ce genre, la « Soudure autogène française » a préconisé de faire ces soudures autogènes, qui sont toujours extérieures, le fût rempli d'eau.

On a soin de ne pas faire complètement le plein du tonneau et de laisser un petit espace libre entre le niveau de l'eau et la partie métallique à souder.

L'obturation du fût se fait avec un bouchon de bois que l'on introduit dans la bonde et si la pression intérieure provenant de la dilatation de l'air sous l'influence de la chaleur devient trop forte, le bouchon de bois peut sauter sans provoquer d'accident.

Le poste de soudure est établi au-dessus d'une fosse ou cuve métallique, ayant un mètre de profondeur, dont les bords sont en saillie du sol d'environ dix centimètres et forment plinthe. Elle est remplie d'eau et sa contenance est d'environ deux mille litres.

En travers de cette cuve, dans le sens de la longueur se trouvent deux madriers en bois qui constituent un chemin de roulement pour les fûts. Ces madriers sont supportés par deux fers à double T posés sur champ en travers de la largeur de la cuve.

Pour que l'ouvrier ait toujours les pieds au sec, le sol est cimenté et légèrement incliné vers la cuve où l'eau retourne par de petites ouvertures ménagées à cet effet.

Une pompe électrique à grand débit, actionnée par un moteur d'un cheval trois quarts de puissance, permet le remplissage rapide des fûts de 400 litres en quatre minutes.

Lorsqu'il y a une soudure à faire sur un des fonds, le fût est mis debout sur le chemin de roulement.

Le travail terminé on retire le bouchon de bois et le fût se vide dans la fosse.

L'industriel croyait, au début, que le temps nécessaire au remplissage serait un obstacle à la mise en pratique de cette nouvelle méthode de travail — qui donne une entière sécurité — mais avec les pompes dont il dispose le temps a été réduit au minimum et la production n'est pas diminuée d'une façon sensible.

Enfin, le prix de l'installation de chaque poste ne dépasse pas 3.000 fr.

Pour les fûts devant contenir des essences, soit de térébenthine ou autres, ou des produits qui ne peuvent supporter la plus légère humidité, il faut sécher l'intérieur au moyen d'air chaud ou les « renarder » avec un tampon de chiffons comme cela se pratique actuellement dans ladite usine.

Ce nouveau procédé de soudure des fûts, si simple et si efficace quant aux risques d'accidents devrait être généralisé, mais surtout porté à la connaissance de tous les industriels qui se sont spécialisés dans ce genre de réparation.

NOTE

SUR

UN APPAREIL AUTO-CAPTEUR ET ÉVACUATEUR DE POUSSIÈRES ⁽¹⁾

PAR M. SEGUI,

INSPECTEUR DÉPARTEMENTAL DU TRAVAIL À PARIS.

La présente invention a pour objet un appareil permettant de capter une masse d'air en mouvement, pouvant contenir des corps étrangers en suspension, et de l'évacuer dans une direction donnée.

Pour faciliter la description de l'appareil faisant l'objet de la présente invention, on a représenté, à titre d'exemple, au dessin annexé :

- 1° Une vue de face de l'appareil, fig. 1;
- 2° Une coupe longitudinale suivant XX, fig. 2.

En se reportant au dessin, on voit que, dans son ensemble, l'appareil comprend : deux flasques parallèles AA reliées entre elles sur deux côtés opposés par deux bandes BB, de manière à former un pavillon à deux ouvertures.

A l'intérieur de ce pavillon, et perpendiculairement aux deux flasques AA, sont construits des canaux de circulation d'air CCC dont les éléments rectilignes d'origine partant d'une même circonférence de centre O, sont raccordés aux éléments directeurs d'évacuation par des courbes évitant les changements brusques de direction et de section des canaux.

Les deux éléments d'origine de chaque canal EEE sont tangents à la circonférence de centre O, condition essentielle du fonctionnement normal de l'appareil.

Il est entendu que peuvent varier à volonté, selon les résultats que l'on veut obtenir, ou le but que l'on se propose d'atteindre :

- 1° Le nombre des canaux d'évacuation;
- 2° La grandeur du secteur d'emprise du pavillon sur la circonférence de centre O;
- 3° La position de ce secteur sur la circonférence de centre O.

Dans la direction de l'évacuation, le pavillon se termine par une tubulure de raccord F, de section appropriée à celle des canaux.

Dans la direction de la captation, le pavillon est complété :

1° A la partie supérieure par un volet à charnière G, jouant entre les deux flasques, et réglable à l'aide des écrous aa;

(1) Cet appareil a été inventé par l'auteur de la note (breveté S. G. D. G.).

2° A la partie inférieure, par un sous-pavillon H, portant un volet à coulisse G I, le tout réglable et fixable à l'aide des écrous bb.

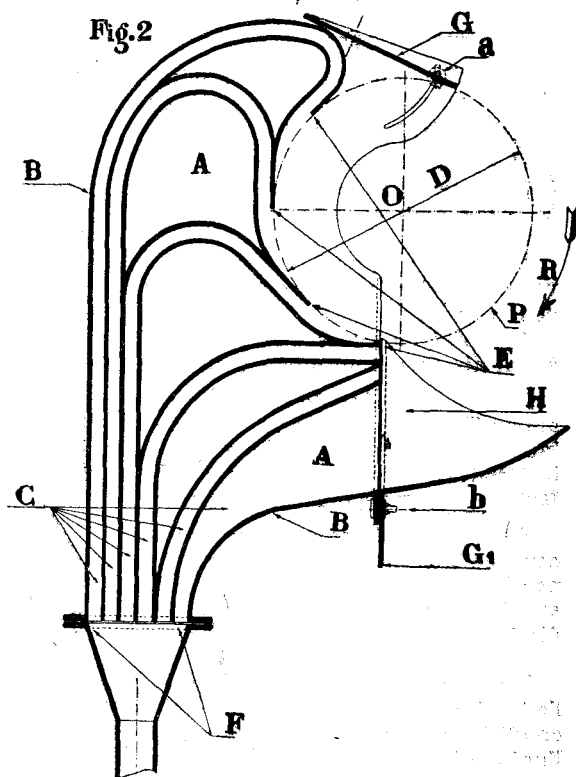
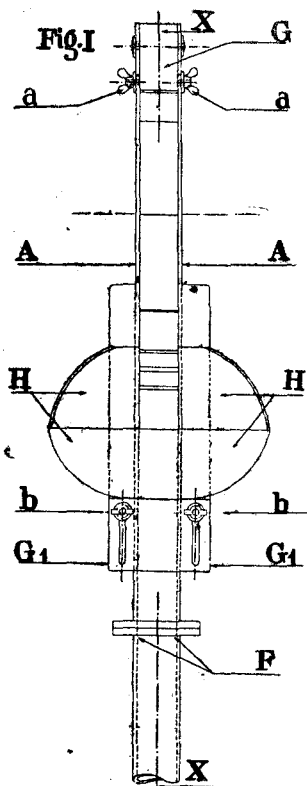
Dans ces conditions, l'appareil fonctionne de la façon suivante :

On l'applique, par exemple, sur un disque à polir de diamètre D, tournant autour du centre O, dans le sens de la flèche R.

En un point P de ce disque, s'effectue le polissage des pièces.

Les poussières dégagées pendant l'opération se mélangeront à la masse d'air qu'entraîne le disque dans son mouvement de rotation vers le pavillon de captation. Par l'effet de la force centrifuge, le mélange d'air et de poussières se détachera du disque dans des directions tangentes à la circonférence, c'est-à-dire suivant la direction des premiers éléments des canaux capteurs du pavillon.

Ce mélange d'air et de poussière pénétrera sans choc à l'intérieur des canaux et s'acheminera par sa seule force vive, entretenue par la rotation continue du disque, vers l'orifice d'évacuation.



- AA. Flasques de support des aubes du capot.
- BB. Bandes d'armature du capot.
- CC. Canaux de circulation d'air.
- EE. Directrice des aubes des canaux.
- F. Tubulure de raccord du capot avec la conduite d'évacuation.

- G. Volet à charnière.
- G1. Volet à coulisse.
- H. Sous-pavillon de captation.
- aa bb. Écrous de réglage des volets.

Il est entendu que tous les canaux ne travailleront pas à la même pression, mais ceux qui seront à pleine pression créeront, en leur point de jonction d'évacuation, une dépression suffisante pour le rendement normal des autres canaux.

En résumé, la présente invention permet de capter efficacement une masse d'air en mouvement, contenant ou non des corps étrangers en suspension, et de l'évacuer dans une direction déterminée, par la seule utilisation de sa force vive.

Elle est particulièrement applicable dans les travaux ci-après : ébarbage, meulage, polissage, affûtage, tournage, fraisage, sciage, ponçage, vernissage, cardage, effilochage, battage, triage, déchiquetage, blutage, essorage, etc.; en un mot, dans toutes les opérations pratiquées sur des appareils ou machines en mouvement qui donnent lieu à production de poussières ou autres dégagements qu'il s'agit d'évacuer.

Principaux avantages de l'appareil. — L'appareil auto-capteur et évacuateur de poussières (système Séguil) présente d'importants avantages sur les appareils de captation et d'évacuation exigeant l'emploi d'un ventilateur aspirant :

I. — Le coût d'une installation de dépoussiérage avec l'appareil ci-dessus décrit est de la moitié environ de celui d'une installation de dépoussiérage avec ventilateur.

II. — Serait-il équivalent ou même supérieur, que les frais d'une installation de ce genre sont rapidement amortis par les économies réalisées sur la force motrice et l'entretien qu'exigent les installations avec ventilateur.

L'installation une fois amortie, les économies réalisées sur la force motrice et l'entretien se traduisent par une diminution sensible des frais généraux et, par suite, du prix de revient.

Au point de vue économique, les avantages de l'appareil sur les autres appareils avec ventilateur sont donc très appréciables.

III. — Au point de vue des conditions d'hygiène des travailleurs, cet appareil n'encourt pas le reproche de créer un courant d'air supplémentaire, insupportable en hiver, que l'on adresse, à tort ou à raison, aux installations avec ventilateur aspirant, et dont les ouvriers prennent prétexte pour empêcher leur fonctionnement en toute saison.

En effet, l'auto-capteur ne crée, par lui-même, aucune dépression susceptible d'augmenter la vitesse et le volume de la masse d'air entraînée par l'instrument de travail. Cette masse d'air, ainsi mise en mouvement, est simplement canalisée par l'appareil, et sa vitesse a plutôt tendance à diminuer qu'à augmenter dans la zone de travail.

Les ouvriers n'ont, par conséquent, aucune raison pour s'opposer à l'adoption de cet appareil, qui est de nature à améliorer sensiblement les conditions d'hygiène, sans gêner aucune dans le travail, ce qui est d'ailleurs l'unique but poursuivi par son inventeur.

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'HYGIÈNE, DE L'ASSISTANCE ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALES.

Par décret en date du 21 février 1930, M. Louis LOUCHEUR, député, a été nommé Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales.

Par décret en date du 21 février 1930, M. Mario ROUSTAN, sénateur, a été nommé Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales.

Par décret en date du 2 mars 1930, M. Pierre LAVAL, sénateur, a été nommé Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, en remplacement de M. Louis LOUCHEUR.

Par décret en date du 2 mars 1930, M. Pierre CATHALA, député, a été nommé Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale en remplacement de M. Mario ROUSTAN.

Par décret en date du 13 décembre 1930, M. Edouard GRINDA, député, a été nommé Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, en remplacement de M. Pierre LAVAL.

Par décret en date du 13 décembre 1930, M. MOUNIÉ, député, a été nommé Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale en remplacement de M. Pierre CATHALA.

PERSONNEL DE L'INSPECTION DU TRAVAIL.

Par arrêté en date du 22 janvier 1930, M. MARTIN, inspecteur divisionnaire du travail hors classe, à Paris, a été admis, sur sa demande, à faire valoir ses droits à la retraite à dater du 16 février 1930.

M. MARTIN a été admis, sur sa demande, à cesser ses fonctions à la date de son admission à la retraite.

Par arrêté en date du 22 janvier 1930, M. BELLON, inspecteur départemental du travail hors classe, 2^e échelon, à Marseille, a été admis à faire valoir ses droits à la retraite, pour ancienneté de services, à dater du 1^{er} février 1930.

M. Bellon a été maintenu en fonctions jusqu'à la délivrance de son brevet de pension.

Par arrêté en date du 22 janvier 1930, M. GRÉGOIRE, inspecteur divisionnaire du travail hors classe, à Nancy, a été admis, sur sa demande, à faire valoir ses droits à la retraite à dater du 1^{er} mars 1930.

M. GRÉGOIRE a été admis, sur sa demande, à cesser ses fonctions à la date de son admission à la retraite.

Par arrêté en date du 23 janvier 1930, le complément de traitement alloué à M. DESVAUX, inspecteur départemental du travail hors classe, 2^e échelon, par l'article 2 du décret du 28 juin 1928, a été porté, à dater du 1^{er} janvier 1930, à la différence entre le traitement d'un inspecteur divisionnaire du travail hors classe, 2^e échelon et celui d'un inspecteur départemental hors classe, 2^e échelon.

Par arrêté en date du 30 janvier 1930, M^{me} CHARRONDIÈRE, inspectrice départementale du travail hors classe, 1^{er} échelon, en disponibilité pour raison de santé, a été admise, sur sa demande, à faire valoir, à dater du 1^{er} février 1930, ses droits à une pension de retraite pour invalidité, dans les conditions fixées par les articles 20 et 22 de la loi du 14 avril 1924.

Par arrêté en date du 3 février 1930, M. AURIBAUT, inspecteur divisionnaire du travail de la 6^e circonscription à Rouen a été nommé, à dater du 16 février 1930, inspecteur divisionnaire de la 1^{re} circonscription à Paris, en remplacement de M. MARTIN, admis à faire valoir ses droits à la retraite.

M. MAGNIER, inspecteur divisionnaire du travail de la 7^e circonscription à Nantes, a été nommé inspecteur divisionnaire de la 6^e circonscription à Rouen, à dater du 16 février 1930, en remplacement de M. AURIBAUT.

M. DUVAL, inspecteur départemental du travail hors classe, 2^e échelon, chargé du contrôle à Paris, a été nommé inspecteur divisionnaire de 3^e classe, à dater du 16 février 1930, et appelé en cette qualité à la résidence de Nantes, en remplacement de M. MAGNIER.

Par arrêté en date du 16 février 1930, M^{me} LETELLIER, inspectrice départementale du travail hors classe, 2^e échelon, inscrite au tableau d'avancement pour l'emploi de contrôleur dans la 1^{re} circonscription, a été nommée inspectrice départementale du travail chargée du contrôle dans la 1^{re} circonscription, à Paris, en remplacement de M. DUVAL.

Par arrêté en date du 21 février 1930, M. POUILLOT, inspecteur départemental du travail hors classe, 2^e échelon, chargé du contrôle à Paris, a été nommé inspecteur divisionnaire de 3^e classe à dater du 1^{er} mars 1930 et appelé en cette qualité à la résidence de Nancy, en remplacement de M. GRÉGOIRE, précédemment admis à faire valoir ses droits à la retraite.

Par arrêté en date du 24 février 1930, M. BOURLIER, inspecteur départemental du travail à Elbeuf (avec résidence provisoire à Rouen), a été nommé à la résidence de Rouen en remplacement de M. MAGNIER.

M. BERGERET, candidat admissible, a été nommé inspecteur départemental du travail stagiaire à Elbeuf (avec résidence provisoire à Rouen) en remplacement de M. BOURLIER.

Par arrêté en date du 25 février 1930, M. MARTIN, inspecteur divisionnaire du travail, retraité, a été nommé inspecteur divisionnaire du travail honoraire.

Par arrêté en date du 10 mars 1930, M. NODOT, inspecteur départemental du travail hors classe, 2^e échelon, à Paris, inscrit au tableau d'avancement pour le grade d'inspecteur divisionnaire, a été nommé, à dater du

1^{er} mars 1930, inspecteur départemental du travail chargé du contrôle dans la 1^{re} circonscription, à Paris, en remplacement de M. POUILLOT, promu inspecteur divisionnaire.

Par arrêté en date du 31 mars 1930, ont été promus :

Dans le cadre des inspecteurs divisionnaires :

A la hors classe.

MM. SEGUIN, à dater du 16 février 1930, néant (?).

MEURDRA, à dater du 16 février 1930, 1 an, 2 mois, 6 jours.

A la 1^{re} classe.

M. AURIBAUT, à dater du 20 mars 1930, néant.

Dans le cadre des inspecteurs départementaux du travail :

A la hors classe, 2^e échelon.

M. LE GUILLOU, à dater du 16 novembre 1929, 1 an, 6 mois, 27 jours.

M^{me} ZACON, à dater du 16 février 1930, néant.

A la hors classe, 1^{er} échelon.

M. ARVIEUX, à dater du 4 février 1930, néant.

A la 3^e classe.

M. LAMBERT, à dater du 9 février 1930, néant.

MM. MEURDRA, AURIBAUT, LE GUILLOU, ARVIEUX et LAMBERT ont été promus dans les conditions fixées par le décret du 8 juillet 1924 et ne seront pas remplacés quand ils viendront à quitter la classe.

Par arrêté en date du 9 mai 1930, ont été déclarés admissibles à l'emploi d'inspecteur départemental stagiaire du travail à la suite du concours ouvert le 31 mars 1930, les candidats désignés ci-après classés par ordre de mérite : MM. LEHMANN, FLEURET, GARBE, RAIMOND, SOSSON, FAIVRE, BOUY, GROSSE, TRIBON, TRIPIER, ROUX, MONDIN.

Par arrêté en date du 12 mai 1920, M. FAURE, inspecteur départemental stagiaire du travail a été titularisé et nommé successivement à la 5^e et à la 4^e classe à dater du 9 avril 1929 (application des lois des 1^{er} avril 1923, 17 avril 1924 et 9 décembre 1927). M. FAURE conserve un reliquat de bonifications pour services militaires égal à 1 an, 2 mois, 10 jours.

Par arrêté en date du 26 mai 1930, M. TISSOT, inspecteur départemental du travail hors classe, 2^e échelon, chargé du contrôle dans la 11^e circonscription, a été nommé inspecteur divisionnaire de 3^e classe à dater du 16 mai 1930 et appelé, en cette qualité, à la résidence de Nancy, en remplacement de M. POUILLOT, maintenu dans les fonctions de chef du Service de la main-d'œuvre étrangère.

Par arrêté en date du 1^{er} juillet 1930, M. DEBRETAGNE, inspecteur départemental du travail de 2^e classe, a été mis en position de détachement à la disposition du Ministère des Colonies, pour une durée de 5 ans, à dater du 1^{er} juillet 1930, dans les conditions prévues par l'article 5 du décret du 22 septembre 1913, modifié.

Par arrêté en date du 1^{er} juillet 1930 M. BORDARIER, inspecteur départemental du travail à Rouen, a été nommé, sur sa demande, à dater du 1^{er} juillet 1930, au poste vacant de Millau.

M. BERGERET, inspecteur départemental du travail à Elbeuf (avec résidence provisoire à Evreux) a été nommé, sur sa demande, à dater du 1^{er} juillet 1930, à la résidence de Rouen en remplacement de M. BORDARIER.

Par arrêté en date du 21 juillet 1930, ont été promus :

Dans le cadre des inspecteurs divisionnaires :

A la 2^e classe.

M. BAILLY, à dater du 1^{er} mai 1930.

Dans le cadre des inspecteurs départementaux du travail :

A la hors classe, 1^{er} échelon.

MM. MATTÉI, à dater du 15 avril 1930.

CAILLÉ, à dater du 25 juin 1930.

GALOPEAUD, à dater du 1^{er} juillet 1930.

CHAUVIN, à dater du 1^{er} juillet 1930, 1 mois 5 jours (°).

TOURNOIS, à dater du 10 août 1930.

A la 1^{re} classe.

MM. SCHIPMAN, à dater du 27 juin 1930.

BORDARIER, à dater du 27 juin 1930, 19 jours (°).

PERLAT, à dater du 20 août 1930.

A la 2^e classe.

M. BOUBEL, à dater du 24 mai 1930.

A la 4^e classe.

M. PHILIPPEAUX, à dater du 3 mai 1930.

MM. MATTÉI, CAILLÉ, CHAUVIN, SCHIPMAN, BORDARIER et BOUBEL ont été promus dans les conditions fixées par le décret du 8 juillet 1924 et ne seront pas remplacés quand ils viendront à quitter la classe.

Par arrêté en date du 25 juillet 1930, M. PERLAT, inspecteur départemental du travail à Cherbourg, a été nommé, sur sa demande, à la résidence de Paris.

M. LEHMANN, candidat admissible, a été nommé inspecteur départemental stagiaire du travail et affecté à la résidence de Paris.

Par arrêté en date du 18 août 1930, M. MESSAC, inspecteur départemental du travail hors classe, 2^e échelon, à la La Rochelle, inscrit au tableau d'avancement pour le grade d'inspecteur divisionnaire du travail, a été nommé, dans l'intérêt du service, à la résidence de Lyon et chargé du contrôle dans la 11^e circonscription.

(°) Reliquat de bonifications pour services militaires restant à utiliser après la promotion.

Par arrêté en date du 3 septembre 1930, M. GRÉGOIRE, inspecteur divisionnaire du travail, retraité, a été nommé inspecteur divisionnaire du travail honoraire.

Par arrêté en date du 18 septembre 1930, M. Boissé, inspecteur départemental stagiaire du travail, a été titularisé et nommé successivement à la 5^e, à la 4^e et à la 3^e classe à dater du 7 août 1929 (application des lois des 1^{er} avril 1923, 17 avril 1924 et 9 décembre 1927).

M. Boissé conserve un reliquat de bonifications pour services militaires égal à 1 mois, 27 jours.

M. Boissé étant nommé par application des dispositions combinées des décrets des 8 juillet 1924 et 2 février 1925, vient en surnombre dans la 3^e classe où il ne sera pas remplacé lors de son départ.

Par arrêté en date du 7 octobre 1930 :

M^{me} ZACON, inspectrice départementale du travail à Toulouse, a été nommée à la résidence de Paris (poste créé);

M^{me} AMAT, inspectrice départementale du travail à Rouen, a été nommée à la résidence de Paris (poste créé);

M^{me} HANIN, candidate admissible, a été nommée inspectrice départementale stagiaire à la résidence de Toulouse, en remplacement de M^{me} ZACON;

M^{me} DUPRAT, candidate admissible, a été nommée inspectrice départementale stagiaire à la résidence de Nantes, en remplacement de M^{me} LE TERTRE;

M^{me} LE TERTRE, inspectrice départementale du travail en disponibilité, a été nommée à la résidence de Rouen, en remplacement de M^{me} AMAT.

Par arrêtés en date du 22 octobre 1930, ont été nommés, sur leur demande, à compter du 1^{er} octobre 1930 :

M. MATTÉI, inspecteur départemental du travail à Marseille, à la résidence de Paris (poste créé);

M. BRUGUIÈRE, inspecteur départemental du travail à Valence, à la résidence de Marseille, en remplacement de M. MATTÉI;

M. VAYSSIÈRES, inspecteur départemental du travail à Bourges, à la résidence de Limoges (poste créé);

M. HOUDRÉ, inspecteur départemental du travail à Maubeuge, à la résidence de Bourges, en remplacement de M. VAYSSIÈRES;

M. GATET, inspecteur départemental du travail à Alençon, à la résidence de Saint-Etienne (poste créé);

M. CHARDIN, inspecteur départemental du travail à Tarbes, à la résidence de La Rochelle, en remplacement de M. MESSAC;

M. ARVIS, inspecteur départemental du travail à Saint-Brieuc, à la résidence d'Angoulême.

Par arrêté en date du 22 octobre 1930, ont été promus dans le cadre des inspecteurs départementaux du travail :

A la hors classe, 2^e échelon.

MM. ORLIAC, à dater du 1^{er} octobre 1930.

CHAILLÉ, à dater du 1^{er} octobre 1930, 15 jours (').
BARET (J.), à dater du 1^{er} octobre 1930, 18 jours (').
BERNARD, à dater du 1^{er} octobre 1930.
FOURNIÉ, à dater du 1^{er} octobre 1930, 7 mois, 12 jours (').
PEYPOUDAT, à dater du 1^{er} octobre 1930, 1 mois, 6 jours (').

A la hors classe, 1^{re} échelon.

MM. AUBIN, à dater du 5 septembre 1930.
VINCENT, à dater du 12 septembre 1930.
COURTOT, à dater du 3 novembre 1930.
DURRAT, à dater du 3 décembre 1930.
ENGLER, à dater du 3 décembre 1930, 4 mois, 9 jours (').
DUTHU, à dater du 13 décembre 1930.

A la 1^{re} classe.

M. CROISIER, à dater du 6 décembre 1930.

MM. CHAILLÉ, BARET (J.), FOURNIÉ, PEYPOUDAT, VINCENT, COURTOT et ENGLER ont été promus dans les conditions fixées par le décret du 8 juillet 1924 et ne seront pas remplacés quand ils viendront à quitter la classe.

Par arrêté en date du 30 octobre 1930 :

M. FLEURET, candidat admissible, a été nommé inspecteur départemental du travail stagiaire à la résidence de Besançon;

M. GARBE, candidat admissible, a été nommé inspecteur départemental du travail stagiaire à la résidence d'Elbeuf (résidence provisoire à Evreux);

M. RAIMOND, candidat admissible, a été nommé inspecteur départemental du travail stagiaire à la résidence de Carcassonne (résidence provisoire à Perpignan);

M. SOSSON, candidat admissible, a été nommé inspecteur départemental du travail stagiaire à la résidence de Brive;

M. FAIVRE, candidat admissible, a été nommé inspecteur départemental du travail stagiaire à la résidence d'Alençon;

M. BOUY, candidat admissible, a été nommé inspecteur départemental du travail stagiaire à la résidence de Saint-Brieuc;

M. CROSSE, candidat admissible, a été nommé inspecteur départemental du travail stagiaire à la résidence de Cherbourg;

M. TRIBON, candidat admissible, a été nommé inspecteur départemental du travail stagiaire à la résidence de Valence;

M. TRIPIER, candidat admissible, a été nommé inspecteur départemental du travail stagiaire à la résidence de Maubeuge;

M. ROUX, candidat admissible, a été nommé inspecteur départemental du travail stagiaire à la résidence de Tarbes.

Par arrêté en date du 18 novembre 1930 :

M. DESPAS, inspecteur départemental stagiaire du travail, a été titularisé et nommé successivement inspecteur départemental à la 5^e, à la 4^e

(') Reliquat de bonifications pour services militaires restant à utiliser après la promotion.

et à la 3^e classe, à dater du 9 octobre 1929. M. DESPAS conserve un reliquat de bonifications pour services militaires égal à 2 ans, 6 mois, 18 jours.

M. GATET, inspecteur départemental stagiaire du travail, a été titularisé et nommé à la 5^e classe à dater du 10 octobre 1930.

M. ARVIS, inspecteur départemental stagiaire du travail, a été titularisé et nommé successivement à la 5^e, à la 4^e classe, à dater du 10 octobre 1929 et nommé à la 3^e classe à dater du 10 octobre 1930.

M. DENIS, inspecteur départemental stagiaire du travail, a été titularisé et nommé successivement à la 5^e, à la 4^e classe, à dater du 10 octobre 1929, et à la 3^e classe à dater du 9 novembre 1929.

M. AYMARD, inspecteur départemental stagiaire du travail, a été titularisé et nommé successivement à la 5^e et à la 4^e classe à dater du 10 octobre 1929. M. AYMARD conserve un reliquat de bonifications pour services militaires égal à 1 an, 4 mois, 4 jours.

M. CHABERT, inspecteur départemental stagiaire du travail a été titularisé et nommé successivement à la 5^e à la 4^e et à la 3^e classe à la date du 10 octobre 1929. M. CHABERT conserve un reliquat de bonifications pour services militaires égal à 1 an, 2 mois, 3 jours.

M. LALEOUSE, inspecteur départemental stagiaire du travail, a été titularisé et nommé successivement à la 5^e et à la 4^e classe à la date du 17 octobre 1929. M. LALEOUSE conserve un reliquat de bonifications pour services militaires égal à 6 mois, 15 jours.

M. WILHELM, inspecteur départemental stagiaire du travail, a été titularisé et nommé successivement à la 5^e et à la 4^e classe à la date du 17 octobre 1929.

M. HOUDRÉ, inspecteur départemental stagiaire du travail, a été titularisé et nommé successivement à la 5^e, à la 4^e et à la 3^e classe à la date du 21 octobre 1929. M. HOUDRÉ conserve un reliquat de bonifications pour services militaires égal à 2 ans, 1 mois, 9 jours.

M. POUILLOT, inspecteur départemental stagiaire du travail, a été titularisé et nommé successivement à la 5^e et à la 4^e classe à la date du 1^{er} novembre 1929. M. POUILLOT conserve un reliquat de bonifications pour services militaires égal à 1 an, 2 mois, 4 jours.

MM. DESPAS, GATET, DENIS, AYMARD, CHABERT, LALÉOUSE, WILHELM, HOUDRÉ, POUILLOT viennent en surnombre dans leur classe où ils ne seront pas remplacés lors de leur départ.

Par arrêté en date du 23 décembre 1930, ont été promus dans le cadre des inspecteurs départementaux du travail :

A la hors classe, 2^e échelon.

MM. VANDAMME, à dater du 16 décembre 1930.

BRUGUIÈRE, à dater du 18 décembre 1930.

M. BRUGUIÈRE a été promu dans les conditions fixées par le décret du 8 juillet 1924 et ne sera pas remplacé quand il viendra à quitter la classe.

CONSEIL DE DISCIPLINE POUR L'ANNÉE 1931.

DÉLÉGUÉS ÉLUS PAR LE PERSONNEL.

Inspecteurs divisionnaires.

Délégues titulaires : MM. BERTHIOT, CAVAILLÉ.

Délégues suppléants : MM. MEURDRA, AURIBAUT.

Inspecteurs départementaux.

Délégues titulaires : MM. CHAILLÉ, SÉGUI;

Délégues suppléants : M^{me} PÂITRE, M. FOULON.

COMMISSION DE CLASSEMENT POUR L'ANNÉE 1931.

DÉLÉGUÉS ÉLUS PAR LE PERSONNEL.

Inspecteurs divisionnaires.

Délégues titulaires : MM. CAVAILLÉ, BERTHIOT.

Délégues suppléants : MM. SÉGUIN, MEURDRA.

Inspecteurs départementaux.

Délégues titulaires : MM. BACQUIÉ, COURTOT.

Délégues suppléants : M. GALOPEAUD, M^{me} CAUBET.

TABEAU D'AVANCEMENT
DU PERSONNEL DE L'INSPECTION DU TRAVAIL
POUR L'ANNÉE 1934.

(Arrêté ministériel du 31 décembre 1930.)

I. — INSPECTEURS DIVISIONNAIRES PROPOSÉS
POUR UN AVANCEMENT DE CLASSE.

Néant.

II. — INSPECTEURS DÉPARTEMENTAUX
PROPOSÉS POUR LE GRADE D'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE.

Choix :

MM. MESSAC.
GARAUD.
BÉCRET.
NODOT.
GAMBIER.

MM. SAMSON.
POUYANNE.
TRÉGOUËT.
BERNARD.
CHARDIN.

III. — INSPECTEURS DÉPARTEMENTAUX PROPOSÉS POUR LE GRADE D'INSPECTEUR
DIVISIONNAIRE EN VUE DE LA NOMINATION AU POSTE D'INSPECTEUR DIVI-
SIONNAIRE A STRASBOURG. (Application du décret du 5 juillet 1927.)

Choix :

M. BOILEAU.

M. MOREL.

IV. — INSPECTRICE DÉPARTEMENTALE PROPOSÉE POUR L'EMPLOI
DE CONTRÔLEUR DANS LA 1^{re} CIRCONSCRIPTION.

Choix :

M^{me} PAÏTRE.

V. — INSPECTEURS ET INSPECTRICES DÉPARTEMENTAUX.

Inspecteurs et inspectrices départementaux de hors classe, 1^{er} échelon,
proposés pour la hors classe, 2^e échelon.

Choix :

MM. BABAUD.
GAUDIOT.

M. DOIDIC.

Ancienneté :

MM. GAUDIOT.
BABAUD.

MM. BORDIER.
DOIDIC.

*Inspecteurs et inspectrices départementaux de 1^{re} classe,
proposés pour la hors classe, 1^{re} échelon.*

Choix :

M^{me} ARMAND.
MM. SARAZIN.
FORGES.
REY.

MM. BONZOM.
CADAUX.
BOURLIER.

Ancienneté :

MM. FORGES.
SOST, 17 jours (¹).
BONZOM, 9 mois, 12 jours (¹).
REY.
SARAZIN, 3 mois, 25 jours (¹).
CADAUX, 1 mois, 16 jours (¹).
M^{me} ARMAND.
MM. PATTE, 2 mois, 1 jour (¹).
REBILLET, 29 jours (¹).
BOURLIER, 1 mois, 28 jours (¹).
LEGÂTE, 18 jours (¹).

*Inspecteurs départementaux de 2^e classe
proposés pour la 1^{re} classe,*

Choix :

M. LE HEN.
M^{me} LABERTHE.
M^{lle} GROS.
M^{mes} REVET.
BORRÉLY.

M^{lles} RAFFY.
HELLER.
M. PITON (Marius).
M^{me} BORIES.
M^{lle} PAULIN.

Ancienneté :

M. LE HEN.
M^{lles} MUGNEROT.
GROS.
M^{me} REVET.
M^{lle} RAFFY.
M^{mes} BORRÉLY.
LABERTHE.

M^{lle} HELLER.
M. PITON (Marius).
M^{lle} POUGET.
M. TARTARY.
M^{lle} PAULIN.
M^{me} BORIES.
M. BONNET.

*Inspecteurs et inspectrices départementaux de 3^e classe et stagiaires,
proposés pour la 2^e classe.*

Choix :

M. WAGNER.
M^{lle} FABRE.
M. BEFFE.

MM. LALLEMAND.
PITON (Emile).

Ancienneté :

MM. WAGNER.
RAPPENEAU, 3 mois, 15 jours (¹).
BEFFE.

(¹) Bonifications pour services militaires restant à utiliser.

M^{re} FABRE.

MM. LALLEMAND.

PITON (Emile).

DESPAS, 2 ans, 6 mois, 18 jours ⁽¹⁾.

HOUDRÉ, 2 ans, 1 mois, 9 jours ⁽¹⁾.

CHABERT, 1 an, 2 mois, 3 jours.

SOSSON (stagiaire), 9 ans, 2 mois, 2 jours ⁽¹⁾.

L'inscription de M. SOSSON est faite sous réserve de sa titularisation ultérieure.

*Inspecteurs départementaux de 4^e classe et stagiaires,
proposés pour la 3^e classe.*

Choix :

Néant.

Ancienneté :

MM. FAURE, 1 an, 2 mois, 10 jours ⁽¹⁾.

AYMARD, 1 an, 4 mois, 4 jours ⁽¹⁾.

POUILLOT (Henri), 1 an, 2 mois, 4 jours ⁽¹⁾.

FAIVRE (stagiaire), 5 ans, 10 mois, 6 jours ⁽¹⁾.

ROUX (stagiaire), 6 ans, 6 mois, 14 jours ⁽¹⁾.

FLEURET (stagiaire), 5 ans, 2 mois, 26 jours ⁽¹⁾.

BOSSON (stagiaire), 9 ans, 2 mois, 2 jours ⁽¹⁾.

L'inscription de MM. FAIVRE, ROUX, FLEURET, SOSSON, inspecteurs stagiaires, est faite sous réserve de leur titularisation ultérieure.

*Inspecteurs départementaux de 5^e classe et inspecteurs stagiaires
proposés pour la 4^e classe sous réserve de titularisation ultérieure.*

(Les avancements à la 4^e classe ont lieu exclusivement à l'ancienneté).

Ancienneté :

M^{mes} LE TERTRE.

KELLER.

M^{mes} AMAT.

BOLLE.

MM. BERGERET (stagiaire), 2 ans, 1 mois, 11 jours ⁽¹⁾.

LEHMANN (stagiaire), 3 ans, 10 mois, 28 jours ⁽¹⁾.

GARBE (stagiaire), 3 ans ⁽¹⁾.

FAIVRE (stagiaire), 5 ans, 10 mois, 6 jours ⁽¹⁾.

ROUX (stagiaire), 6 ans, 6 mois, 14 jours ⁽¹⁾.

FLEURET (stagiaire), 5 ans, 2 mois, 26 jours ⁽¹⁾.

TRIBON (stagiaire), 2 ans, 1 mois, 26 jours.

TRIPPIER (stagiaire), 1 an, 11 mois, 16 jours.

BOUY (stagiaire), 2 ans, 1 mois, 26 jours ⁽¹⁾.

SOSSON (stagiaire), 9 ans, 2 mois, 2 jours ⁽¹⁾.

NOTA. — L'ordre d'inscription sur les tableaux d'ancienneté est déterminé provisoirement d'après la seule ancienneté dans la classe au 1^{er} janvier 1931. Lors de chaque promotion à l'ancienneté, l'ordre d'ancienneté des différents inspecteurs susceptibles d'être promus, sera déterminé, pour ladite promotion, en ajoutant à l'ancienneté dans la classe

⁽¹⁾ Bonifications pour services militaires restant à utiliser.

la durée des bonifications d'ancienneté pour services militaires (application de l'article 7 de la loi du 1^{er} avril 1923, de la loi du 17 avril 1924 et des articles 23 et suivants de la loi du 9 décembre 1927 modifiés par la loi du 19 mars 1928).

En ce qui concerne l'application de la loi du 17 avril 1924, et de la loi du 9 décembre 1927, la durée des bonifications a été déterminée d'après les pièces officielles émanant des autorités militaires.

Les bonifications dont les inspecteurs peuvent bénéficier en 1931 sont inscrites en regard du nom de chacun d'eux.
